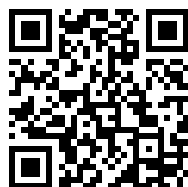

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

6



OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA, LOS ANGELES

REVUE DE L'AGENAIS

TOME XIV — 1886.

31

REVUE DE L'AGENAIS

ET DES

ANCIENNES PROVINCES DU SUD-OUEST

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES & ARTS D'AGEN

Tome Quatorzième. --- Année 1887

AGEN

IMPRIMERIE P. NOUBEL. — V^e LAMY, SUCCESSEUR.

43, Rue Voltaire, 43

1887

LC
611
A13 R3
v14

REVUE DE L'AGENAIS

ET DES

ANCIENNES PROVINCES DU SUD-OUEST

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES & ARTS D'AGEN

Première et Deuxième livraisons de la 14^{ème} Année.

31 JANVIER & 28 FÉVRIER 1887.

AGEN

IMPRIMERIE P. NOUBEL. — V. LAMY, SUCCESSION.

43. Rue Voltaire 43.

1887

SOMMAIRE

Des Livraisons de Janvier à Février 1887

	Pages.
I Germain Demay, par M. Siméon Luce.....	5.
II Les Couvents de la Ville d'Agen avant 1789. — VI. Les Augustins, (suite), par M. Philippe Lauzun..	20
III Comment Agen mangeait au temps des derniers Valois (suite), par M. F. Hubasque	40
IV <i>Etudes biographiques sur les hommes célèbres de l'Agenais</i> , Jean Claude, par M. Jean Lucoste.....	82
V <i>Bibliographie Régionale : Essais de critique de Charles Furstler</i> , par M. X.....	93

Prix de l'Abonnement à la Revue de l'Agenais : 12 fr. par an

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser *exclusivement* à M^{me} veuve LAMY, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la **Revue de l'Agenais**, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires à M. Adolphe MACE, rue Diderot.

GERMAIN DEMAY

Demay (Jean-Germain) naquit le 15 janvier 1819, à Aiguillon, dans le département de Lot-et-Garonne où son père, conducteur distingué des Ponts-et-Chaussées, exerça longtemps les fonctions d'ingénieur. Située au confluent du Lot et de la Garonne, pourvue d'un château dont les seigneurs avaient porté aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles un titre ducal, la petite ville d'Aiguillon possédait alors un collège communal, où le jeune Demay commença ses études classiques, qu'il termina dans un établissement du même genre, à Miramont d'Aymet. Reçu bachelier à seize ans, au mois d'août 1834, il vint à Paris suivre les cours de la Faculté de médecine. Dès son arrivée dans la capitale, il fréquenta un petit cercle d'étudiants qu'un instinct irrésistible poussait vers la culture des arts et des lettres. Introduit dans ce cénacle par son compatriote Chaudesaigues, il y fit la connaissance de Gustave Planché, qui venait alors de débiter avec éclat à la *Revue des Deux-Mondes* et auprès duquel il remplit pendant quelque temps les fonctions de secrétaire. Le milieu à la fois artistique et littéraire où il vivait dès lors lui fournit l'occasion d'entrer en relations avec Barye, que les expositions de 1834, de 1835 et de 1836 avaient mis hors de pair entre tous les maîtres de la sculpture à cette époque. Tel fut l'ascendant exercé par le grand *animalier* sur le jeune étudiant d'Aiguillon que celui-ci, vers 1839, après quatre années d'études un peu interrompues et entremêlées de quelques excursions dans le domaine encore nouveau de l'homéopathie, prit le parti de renoncer définitivement à la médecine pour s'adonner à la sculpture. Il ne tarda pas à devenir l'un des élèves préférés et bientôt l'un des auxiliaires de Barye, qui l'employa notamment dans la confection de ces précieux dessins anatomiques cotés, que l'on conserve aujourd'hui à l'École des beaux-arts. Des œuvres de Demay figurèrent aux expositions publiques ou particulières pendant les années 1844, 1845 et 1846. L'une de ces œuvres,

un jaguar, attira l'attention des connaisseurs et mérita les éloges de la critique. Ces années furent heureuses de tout point pour le jeune sculpteur. Un frère cadet, dont il avait dirigé et stimulé les efforts, se fit alors admettre à l'École polytechnique. Ce frère cadet, aujourd'hui général d'artillerie, pleure dans la personne de son aîné Germain un second père.

La Révolution de 1848 vint clore brusquement la carrière artistique de Demay au moment où elle ne faisait que s'ouvrir. Ne pouvant vivre de son art ni obtenir aucune sorte de commandes, le jeune sculpteur dut regagner son lieu natal et rentrer sous le toit paternel. La réserve un peu fière de Demay souffrit beaucoup de cette épreuve, qui contribua sans nul doute à lui faire prendre en dégoût la noble et ingrate profession qu'il avait embrassée. Aussi, lorsque, revenu à Paris en 1853, l'élève de Barye se vit offrir par M. de Chabrier, son compatriote et son ami, les fonctions de mouleur aux Archives, il s'empessa d'accepter cette proposition.

La collection des moulages ou empreintes de sceaux, entreprise en 1842 par M. Auguste Lallemand sous la haute direction de MM. Letronne et Natalis de Wailly, s'était enrichie, dans l'espace de dix ans, de 8,392 empreintes, quelques-unes en soufre, la plupart en plâtre. Naturellement, on avait reproduit d'abord les sceaux les mieux conservés, ceux dont le moulage présentait le moins de difficultés, sans procéder avec une méthode absolument rigoureuse et sans trop tenir compte, soit du plus ou moins de rareté des types, soit de l'importance des personnages représentés. Pour combler une aussi grave lacune, Demay s'attacha avec une sorte de prédilection, dès qu'il fut entré aux Archives, à reproduire les sceaux altérés, brisés, dont on avait jusqu'alors ajourné le moulage. La double éducation, scientifique à la Faculté de médecine, artistique dans l'atelier de Barye, qu'il avait reçue, le mit en mesure de triompher de toutes les difficultés. Un savant archiviste belge, Alexandre Pinchart, avait eu l'heureuse idée d'imbiber les moules ou matrices de sceaux d'une certaine préparation d'huile grasse, afin d'en assurer la conservation. Demay, secondé par son zélé auxiliaire M. Carteaux, introduisit de tels perfectionnements dans ce procédé, que l'opération du moulage, loin d'altérer plus ou moins les originaux comme autrefois, devint entre ses mains ingénieuses un moyen de les conserver, tout en tirant de ces originaux un nombre infini d'empreintes en plâtre aussi bien qu'en soufre. La collaboration d'un si habile artiste ne fut pas d'un

médiocre secours au regretté Douët d'Arq, qui nous a donné en trois volumes in-4^o, de 1863 à 1868, l'inventaire descriptif des sceaux conservés aux Archives. Le jeune sculpteur et le vieux savant se lièrent dès lors d'une étroite amitié qui ne devait pas se démentir un seul jour. Ce fut Demay qui créa, avec le concours des dessinateurs et des graveurs de l'Imprimerie Nationale, les sept séries de caractères au moyen desquelles on reproduisit pour la première fois, avec une fidélité au moins très approximative, les légendes des sceaux des diverses époques, depuis le ^{vi}^e siècle jusqu'à nos jours. Il dressa en outre une table par pièces héraldiques des monuments sigillographiques dont se compose la collection des Archives, et ce travail difficile fut à vrai dire son début dans le domaine de l'érudition proprement dite, où il était entré sous les auspices de l'ami qui fut en ce nouvel apprentissage son véritable maître, l'excellent Douët d'Arq.

Sur ces entrefaites, M. de Laborde, qui avait succédé en 1857 à M. de Chabrier comme directeur général des Archives, entreprit de faire mouler tous les sceaux conservés dans les dépôts des départements. Il chargea Demay, qui lui « avait donné des preuves de son talent comme artiste, de sa sagacité comme archéologue et d'une érudition très solide acquise par dix années d'études persévérantes ¹, » de l'exécution de cette grande entreprise. Il lui prescrivit pour chaque dépôt d'archives : 1^o de rechercher dans tous les fonds les actes scellés ; 2^o de faire choix des sceaux manquant à la collection des Archives ou dont il rencontrerait des exemplaires mieux conservés que ceux de cette collection ; 3^o de faire l'analyse du document auquel chaque sceau serait attaché ; 4^o de constater sur une fiche l'état de ce sceau et ensuite d'en prendre le moule, en ayant soin d'attribuer un numéro courant au moule et de répéter ce numéro sur la fiche jointe au document, de telle sorte qu'on pût connaître dans quel état se trouvait le sceau lorsqu'on l'avait moulé et le numéro sous lequel son moule figurerait dans la grande collection des Archives générales où l'on en délivrerait, moyennant une très modique rétribution, des épreuves à tous ceux qui les demanderaient. Demay se mit aussitôt en campagne et, de 1861 à 1868, explora à fond, au point de vue sigillographique, tous les départements correspondant aux

¹ *Collection des sceaux des Archives de l'Empire*. Paris, 1863, in-4^o I, préface, p. 46.

anciennes provinces de Picardie, d'Artois, de Flandre et de Normandie. Au cours de cette exploration, le zélé sigillographe recueillit plus de quinze mille moules, qui ont singulièrement accru l'importance numérique en même temps que l'intérêt historique et la valeur artistique de la collection des Archives. Le départ de M. de Laborde, remplacé le 2 mai 1868 dans les fonctions de directeur général par M. Alfred Maury, et surtout les cruels événements de 1870-1871 vinrent interrompre une entreprise si heureusement commencée.

Demay se fit alors un devoir de publier des inventaires descriptifs de tous les sceaux qu'il avait moulés. En 1873, il fit paraître en deux volumes in-4° l'inventaire des sceaux de la Flandre où l'on trouve la description de 1,689 monuments sigillographiques extraits soit des archives du département du Nord, soit des archives communales et hospitalières de Lille, de Douai et de Valenciennes, soit enfin d'une dizaine de collections particulières. Dans la courte et substantielle préface qu'il mit en tête de cette publication, l'auteur s'attacha et réussit à en montrer l'importance, non seulement pour la généalogie des familles nobles ou roturières, mais encore pour l'histoire générale de la Flandre et la connaissance approfondie des institutions et des mœurs de cette province. « L'importance qu'ont les gens du commun dans les villes marchandes des Flandres, faisait remarquer judicieusement Demay, devient palpable quand vous comptez les soixante-huit sceaux appendus à l'acte de soumission des habitants de Grammont qui avaient en 1380 suivi le parti des Gantois. Le sceau collectif de la commune n'avait pas été jugé une garantie suffisante, et la marque de ces communiens inspirait plus de confiance. Une autre fois, en 1407, ce sont les cinquante-quatre métiers de Bruges qui scellent une offre au comte de Flandre du septième des revenus de la ville ¹. »

A côté de ces sceaux, où les institutions, les mœurs flamandes ont en quelque sorte marqué leur empreinte, il en est d'autres qui offrent un intérêt plus étroitement technique, mais non moins réel. Par exemple, le moulin à vent figuré sur le sceau des meuniers de Bruges, le compas et la doloire des tonneliers ou cuveliers, la table à tréteaux, le couteau à découper des poissonniers, l'arçon ou archet

¹ *Inventaire des sceaux de la Flandre*, I, préface, p. 11.

à battre la laine des foulons de la même ville, le harpon des baleiniers de Biarritz, toutes ces représentations sigillographiques et une foule d'autres qu'il serait trop long d'indiquer se recommandent d'elles-mêmes à l'attention des historiens de l'industrie, du mobilier, du costume et même du commerce et de la navigation au moyen âge. Quelques-uns de ces sceaux sont en outre, au point de vue purement artistique, de véritables chefs-d'œuvre. On peut citer notamment le magnifique sceau équestre de Charles le Téméraire, au sujet duquel Demay a écrit, avec un accent et un coloris dont il n'est pas coutumier, « qu'en contemplant sur ce sceau la sombre figure du Téméraire, on retrouve bien là le guerrier farouche dont les loups disputeront le cadavre aux marais glacés de Nancy ¹. » Une publication de cette importance ne pouvait manquer d'être favorablement accueillie. Douët d'Arcq en fit un compte-rendu aussi développé que flatteur ², et l'Académie des inscriptions et belles-lettres décerna à l'*Inventaire des sceaux de la Flandre*, l'année même où cet ouvrage avait paru, la première médaille du concours des antiquités nationales.

L'*Inventaire des sceaux de l'Artois et de la Picardie*, qui parut en 1877 et qui forme un volume in-4° de plus de six cents pages, contient la description de 4.475 sceaux, 2,942 pour l'Artois, 1,533 pour la Picardie, dont les originaux sont conservés, d'abord dans les archives départementales du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Aisne et de l'Oise, ensuite dans les archives communales et hospitalières d'Arras, de Saint-Omer, d'Amiens, de Laon, de Chauny et de Beauvais, enfin dans une vingtaine de collections particulières de ces quatre départements. On remarque surtout dans ce volume une suite très riche de sceaux des comtes d'Artois et des officiers de l'hôtel de ces grands feudataires, ainsi qu'une série fort curieuse de monuments sigillographiques émanant de gens des métiers où les attributs de chaque métier ont été gravés avec une délicatesse remarquable. Comme beaucoup de sceaux de l'Artois et de la Picardie reproduisent des intailles antiques, Demay a fait précéder l'inventaire de ces sceaux d'une étude sur les pierres gravées employées dans les sceaux

¹ *Inventaire des sceaux de la Flandre*, I, préface, p. 11.

² *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, xxiv, 98-110.

du moyen âge, où il donne, avec cette sobriété précise qui était comme la marque distinctive de son talent, un résumé lumineux de l'état de la science sur une question tout à fait neuve et non moins intéressante pour la glyptique que pour la sigillographie. L'Académie des inscriptions et belles-lettres estima que ce nouveau travail méritait la même récompense dont elle avait déjà honoré *l'Inventaire des sceaux de la Flandre* ;¹ et, au concours de 1877 comme à celui de 1873, l'heureux Demay fut jugé digne de remporter la première médaille des Antiquités nationales. « Les deux ouvrages, disait avec raison le rapporteur du concours, notre éminent confrère M. E. de Rozière, ont été conçus sur le même plan et exécutés avec le même soin. Dans l'un comme dans l'autre, on trouve, à côté des monuments sigillographiques qui appartiennent en propre à la Flandre, à l'Artois et à la Picardie, la description des sceaux de toute origine que les relations extérieures ont fait entrer dans les archives de ces provinces. Dans l'un comme dans l'autre, la nature, la date et la provenance de la pièce à laquelle le sceau est attaché sont indiquées avec une précision qui permet de contrôler la lecture des légendes et souvent même en facilite le déchiffrement. Dans l'un comme dans l'autre, enfin, il existe à la fois des tableaux systématiques qui reproduisent l'ensemble des subdivisions adoptées par l'auteur, et des tables alphabétiques au moyen desquelles on retrouve aisément chacun des monuments qu'il a décrits¹. »

Les missions sigillographiques accomplies par Demay en Flandre, en Artois et en Picardie, c'est-à-dire dans la seule région de l'Europe occidentale qui réussit, au moyen âge, à disputer aux villes de l'Italie du Nord le sceptre de la grande fabrication industrielle, l'avaient mis en mesure d'étudier le premier sur une large échelle toute une série de sceaux dont on s'était peu occupé jusqu'alors, les sceaux des métiers et des artisans des corporations urbaines. Une mission du même genre dont il fut chargé en Normandie lui permit d'enrichir sa science de prédilection d'une suite de sceaux encore plus neuve que la précédente, les sceaux de ces hommes francs, de ces paysans libres que l'on désignait d'ordinaire, dans le plantureux pays qui s'étend des rives de la Seine à celles du Couesnon, sous la dénomination de vavasseurs. Dans le cours de ces études si spéciales

¹ *Bibliothèque de l'École des Chartes*, xxxix, 130 et 131.

Demay fut amené à faire une remarque qui mérite d'attirer l'attention de l'observateur, c'est que les Normands du moyen âge, cette race la plus fièrement aristocratique peut-être que le monde ait vue, « ne paraissent avoir attaché aux titres de noblesse qu'une importance tout à fait secondaire. On rencontre fréquemment des actes où des chevaliers reconnus ne prennent aucune qualification, et l'on trouve des types offrant le mot *miles* à la légende et dont l'imagerie convient plutôt au sceau d'un simple paysan. D'ordinaire, le chef de la famille porte seul des armoiries ¹. » *L'Inventaire des sceaux de la Normandie*, dont les éléments avaient été rassemblés dès 1868, ne parut qu'au commencement de 1881, en un volume in-4° de quatre cents pages. Outre les archives départementales, communales et hospitalières des cinq départements de la Seine-Inférieure, du Calvados, de l'Eure, de la Manche et de l'Orne, l'auteur avait compris dans son dépouillement la bibliothèque et le musée d'antiquités de Rouen, le musée des antiquaires de Normandie, la collection de l'évêché d'Evreux, l'hospice de Vernon, le musée de Saint-Lô et une dizaine de collections particulières. Ce qui donne un prix particulier à cette belle publication, où l'on trouve la description de 3,187 types, dont 1,026 ou un tiers environ sont des sceaux de vassaux ou de paysans libres, c'est une introduction de quarante pages, consacrée à ce qu'on peut appeler la paléographie sigillographique, en d'autres termes au déchiffrement des légendes inscrites sur les sceaux. Demay y trace avec autant de clarté que d'autorité les règles qui doivent présider à ce déchiffrement et donne une liste alphabétique, en caractères archaïques, de la plupart des abréviations qui figurent dans les légendes des sceaux, suivie de la lecture de ces abréviations. On indiquera d'un mot la haute valeur de cette introduction, si l'on ajoute que le travail du patient sigillographe doit être considéré désormais comme le complément à peu près indispensable des chapitres si nouveaux, lorsqu'ils furent rédigés, où le savant et vénéré M. Natalis de Wailly a traité le même sujet, dans ses *Éléments de paléographie*.

D'ailleurs, il ne faudrait pas croire que les missions sigillographiques, entreprises de 1861 à 1868 dans quelques-unes de nos anciennes provinces à l'instigation de M. de Laborde, n'ont eu d'autre résultat utile que les précieux inventaires dont nous venons de parler.

¹ *Inventaire des sceaux de la Normandie*, introduction, p. 11.

A le bien prendre, l'auteur de ces inventaires, en initiant les archivistes, les collectionneurs du nord et de l'ouest de la France à l'étude méthodique des sceaux ainsi qu'aux procédés les plus perfectionnés du moulage de ces petits monuments, n'a guère moins servi la science que par ses publications personnelles.

Des œuvres d'aussi longue haleine n'empêchaient pas Demay de publier, dans les recueils des sociétés savantes dont il faisait partie ou dans des revues spéciales, des mémoires plus ou moins étendus sur divers points de la sigillographie. C'est ainsi qu'il fit paraître en 1877 dans la *Revue archéologique* une étude singulièrement neuve et originale sur le type naval¹ d'après les sceaux. Élu le 2 avril 1873 membre résidant de la Société des antiquaires de France, il publia, en 1876 dans le tome XXXVI des *Mémoires* de cette compagnie savante, le seul peut-être de ses travaux qui ne se rapporte pas à la sigillographie, sous le titre suivant : *De la peinture à l'huile en France au commencement du XIV^e siècle*². Il y donna le texte d'un marché passé en 1320 entre Mahaut d'Artois et un peintre parisien nommé Pierre de Bruxelles; c'est aux archives du Pas-de-Calais qu'il avait découvert ce document, où on lit ces mots : « Et seront toutes ces choses faites à l'huile et des plus fines couleurs que l'on pourra. » Il signala en outre plusieurs articles de compte extraits de divers registres conservés aux Archives Nationales, où l'on trouve des mentions de peintures à l'huile exécutées dans le nord de la France entre 1299 et 1344. L'année suivante, il enrichit le tome XXXVII de la même collection d'un mémoire beaucoup plus étendu que le précédent, intitulé : *Le Blason d'après les sceaux du moyen âge*³. Les principales conclusions de cette étude sont que les premiers blasons ont fait leur apparition dans le dernier tiers du xii^e siècle, se produisant sur l'écu, tantôt brusquement, tantôt après s'être déjà montrés en germe dans le champ du sceau, que la fleur de lys en particulier n'a pris un caractère héraldique que sous Philippe-Auguste, que les cimiers apparaissent seulement à la fin du xiii^e siècle, les supports vers le milieu du xiv^e, enfin que les armoiries se sont posées sur l'écu avant d'envahir le harnais du cavalier et le harnachement du cheval.

¹ Tirage à part de 7 pages in-8°. Paris, librairie Didier.

² Dissertation tirée à part et formant 11 pages.

³ Tirage à part. Paris, 1877. in-8°, 52 pages.

Au commencement de 1876, Demay était devenu l'un des plus actifs collaborateurs de la *Gazette des beaux arts*. Il fit paraître alors dans cette revue six articles ¹ consacrés à l'examen approfondi de la collection sigillographique des Archives Nationales. La réunion de ces six articles ne constitue rien de moins qu'une histoire du costume des diverses classes de la société au moyen âge, d'après les sceaux. Pour que cette histoire fût complète, il n'y manquait qu'un chapitre concernant le costume sacerdotal. Ce chapitre parut dans la livraison de décembre 1877 de la *Gazette des beaux arts* ². Le beau volume illustré que Demay publia en 1880 à la librairie Dumoulin, sous ce titre : *Le costume au moyen âge d'après les sceaux* ³, n'est guère, en réalité, sauf quelques additions et certaines modifications de détail nécessitées par ce mode nouveau de publication, qu'une simple réimpression des articles mentionnés ci-dessus. Cette réimpression, dont un imprimeur habile avait su faire un chef-d'œuvre typographique, fournit à l'Académie des inscriptions et belles-lettres une occasion de décerner à l'auteur la plus haute récompense de ses concours, le premier prix Gobert. Le jugement porté sur l'ouvrage de Demay par cette compagnie savante fut résumé en ces termes par son président annuel, M. Edmond Le Blant : « M. Demay a su montrer comment, en comparant entre eux les monuments sigillographiques, en détachant par des dessins fermes et bien compris les détails qu'on veut faire connaître, on pouvait jeter une vive lumière sur de nombreuses questions d'archéologie. Assurément, l'*Histoire du costume* de M. Quicherat est moins circonscrite et par là même plus intéressante ; il en est de même des articles que M. Viollet-le-Duc a écrits sur les armes ; mais les jalons posés par M. Demay rectifient beaucoup de détails et précisent avec une rigueur inconnue jusqu'à présent l'époque et le pays où commencèrent à se produire les changements dans le costume et dans l'armure. L'ouvrage que nous couronnons est le fruit de toute une vie de travail et montre quelles ressources un esprit sagace, secondé par un crayon intelligent, peut tirer d'une classe de monuments qui cou-

¹ *Gazette des beaux-arts*, 2^e période, VIII, 337 et 541 ; IX, 212 ; XII, 231 ; XIII, 730 ; XIV, 307.

² Ce dernier article seul a été tiré à part dans le format in-8°. Paris, imp. Claye, 1877, 23 pages.

³ Paris, libr. de D. Dumoulin et C^{ie}, 1880, gr. in-8° de 496 pages.

raient risqué de disparaître, si M. Demay n'avait entrepris de les mouler, de les décrire et, dans un livre devenu presque populaire, d'en faire ressortir l'intérêt ¹.

Toutefois, l'auteur de ce beau livre, entraîné par le titre même de sa publication, avait peut-être un peu oublié que les types des sceaux, s'immobilisant jusqu'à un certain point et se transmettant parfois sans grand changement de génération en génération comme ceux des monnaies, n'ont pu toujours suivre, du moins en matière aussi changeante que certains détails de la toilette, par exemple, les brusques variations de la mode. D'où il faut conclure que les données de la sigillographie, si précieuses qu'elles soient, ont besoin d'être contrôlées, complétées, précisées ou même rectifiées par l'étude des textes pour fournir une base suffisamment solide aux historiens du costume. C'est ce contrôle qui fait parfois défaut dans l'ouvrage de Demay et qui ne permet d'admettre qu'avec réserve quelques-unes de ses assertions.

La Société de l'histoire de Paris et l'Île-de-France, fondée en 1874, s'était empressée de faire entrer l'auteur de tant de publications considérables, d'abord dans son conseil d'administration, puis, en 1881, dans son comité de publication, en remplacement de l'illustre archéologue Adrien de Longpérier. Les collègues du laborieux archiviste ne pouvaient mieux témoigner que par ce dernier choix en quelle estime ils tenaient ses travaux. De 1874 à 1883, Demay fit quatre communications, — en 1881, une première communication relative à un épisode de la vie d'un étudiant au ^{xvii}^e siècle ², — en 1882, une seconde communication concernant des matrices de sceaux du ^{xiii}^e siècle trouvés dans la Seine par M. Vacquer ³. Dans le cours de l'année suivante, il mit au jour et commenta le texte d'un marché passé en 1408 pour l'exécution d'un lutrin en forme d'aigle destiné à l'église Saint-Martin-des-Champs ⁴, ainsi qu'une série de pièces relatives aux cloches de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés

¹ *Comptes-rendus des séances de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, année 1880, 4^e série, tome VIII. Paris, 1881, p. 372.

² *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France*, VIII, 55.

³ *Ibid.*, IX, 109.

⁴ *Ibid.*, X, 39.

en 1771 ¹ et enfin un texte du 26 février 1396 (n. st.) décrivant l'écrin où l'on renfermait le grand sceau de Louis, duc d'Orléans, frère de Charles VI ².

Les dix dernières années de la vie de Demay ont été absorbées par un grand travail que seul peut-être en Europe il était capable d'entreprendre et de mener à bonne fin, l'inventaire descriptif des sceaux de la collection formée à la fin du xvn^e siècle, ainsi que pendant la première moitié du siècle suivant, par Pierre Clairambault et conservée aujourd'hui à la Bibliothèque Nationale. Cette collection se compose d'environ dix mille types et par conséquent de dix mille pièces originales, car il importe de faire remarquer à l'honneur de Clairambault que ce généalogiste avait eu l'heureuse inspiration de ne point séparer les sceaux des documents auxquels ils étaient attachés. Le travail entrepris par notre regretté collègue, à l'instigation de MM. Delisle et Maury, consista, non-seulement à faire mouler ces dix mille sceaux, afin d'en assurer la conservation, mais encore à relever sur fiches et à ranger par ordre alphabétique les noms des personnages de qui émanent les sceaux, à faire suivre chaque nom des titres et qualités mentionnés dans l'acte ainsi que de la description précise et rigoureusement technique du sceau, à indiquer aussi brièvement que possible la nature et le contenu de la pièce scellée et aussi l'année, le mois, le jour, le lieu, du moins toutes les fois que cela est possible, où cette pièce a été délivrée, enfin à joindre à chaque article un renvoi au volume et à la page de la collection Clairambault où se trouve le document dont le sceau est décrit, Au commencement de 1882, l'inventaire des sceaux de la collection Clairambault était assez avancé pour que Demay fût en mesure d'en solliciter l'impression dans la collection des documents inédits. La section d'histoire, d'archéologie et de philologie du Comité des travaux historiques renvoya la demande de l'infatigable sigillographe à l'examen d'une commission composée de MM. Chabouillet, Robert de Lasteyrie et de celui qui écrit ces lignes, et les membres de cette commission furent unanimes à donner

¹ *Ibid.*, X, 145.

² *Ibid.*, X, 154.

un avis favorable¹. L'auteur était si complètement prêt que le premier volume de sa publication, contenant la description de 6,619 sceaux, put paraître dès les premiers mois de 1885. Quant au second volume, qui renferme, outre des notices sur plus de trois mille sceaux (6620 à 9709), trois cent trente-sept pages de tables, Demay, comme s'il avait pressenti sa fin prochaine, en poussa l'impression avec une telle ardeur qu'il a pu être informé que l'Imprimerie Nationale, dont le personnel lui avait toujours prêté un si dévoué concours, avait tiré la couverture et les *errata* de son livre quelques heures seulement avant de rendre le dernier soupir. Travailleur consciencieux et acharné, il ne s'est pas vu du moins refuser cette suprême joie qu'il avait si bien méritée. Il faut être un érudit de profession pour apprécier à leur juste valeur l'exposé chronologique sommaire, le tableau systématique et la table héraldique qui terminent le second volume de l'*Inventaire des sceaux de la collection Clairambault*. Cette dernière table surtout, qui remplit plus de cent cinquante pages à trois colonnes, vient s'ajouter heureusement à celle que l'auteur avait déjà faite vingt ans auparavant pour la collection sigillographique des Archives Nationales, et la réunion de deux Catalogues d'une richesse aussi variée forme sans contredit l'appoint le plus considérable que l'on ait apporté de notre temps à cette science du blason, aujourd'hui trop délaissée, dont les progrès n'intéressent pas seulement les généalogistes proprement dits, mais aussi dans une certaine mesure les archéologues voués à l'étude du moyen âge. L'exposé chronologique, si sommaire, si incomplet, si peu méthodique qu'il soit à cause de la distribution des matières par provinces adoptée pour tout ce qui touche aux opérations militaires, n'en permettra pas moins aux érudits de se faire quelque idée des ressources nouvelles que peut offrir, surtout pour l'histoire des xiv^e, xv^e et xvi^e siècles, la précieuse collection de titres scellés rassemblés par les soins de Pierre Clairambault.

Au mois de mars 1883, lorsqu'un remaniement nouveau du Comité des travaux historiques et scientifiques établi près le ministère de l'instruction publique amena le rétablissement d'une section distincte

¹ *Bulletin du Comité des travaux historiques*, section d'histoire, d'archéologie et de philologie, année 1882, n° 1, pp. 50 à 55.

d'archéologie, Demay fut appelé à faire partie de cette section, et à partir de ce moment, toutes les communications des correspondants du ministère relatives à la sigillographie furent renvoyées à son examen. Dans la séance du 15 mai qui suivit sa nomination, il donna lecture d'une notice ¹ sur quarante-sept matrices de sceaux appartenant à M. Rousset, à Uzès. Le 11 juin suivant, il fit un rapport ² sur une communication de M. Jules Gautier, archiviste du Doubs, relative à un inventaire des armures de Jean de Chalon, comte d'Auxerre et de Tonnerre, dressé en 1333. Le 19 novembre, il rendit compte d'un intéressant travail de M. Philippe de Bosredon sur la *Sigillographie du Bas-Limouzin* ³. Le 10 décembre, il signala à l'attention des archéologues trois inventaires des reliquaires, bijoux et ornements de l'église Saint Jacques de Montauban en 1542, copiés dans un registre des archives de la ville par M. le chanoine Pottier ⁴. Dans le cours de l'année 1884, la contribution de l'éminent sigillographe aux travaux de la section d'archéologie consista en cinq rapports, le premier sur trois sceaux ecclésiastiques communiqués par M. Barbier de Montault ⁵, le second sur des empreintes de sceaux du XVIII^e siècle adressées au Comité par le même savant ⁶, le troisième sur un compte de 1550 découvert par M. Jules Finot, archiviste du département du Nord, concernant les sommes dépensées pour le transport de Nancy à Luxembourg des restes mortels de Charles le Téméraire ⁷, le quatrième sur une dissertation de M. Bouclet de Prévillle ⁸ consacrée aux ordres de chevalerie, le cinquième enfin sur un compte de l'équipement d'un chevalier de Saint-Jean de Jérusalem en 1457, trouvé par M. le docteur Barthélemy dans les archives d'un notaire de Marseille ⁹.

¹ *Bulletin de la section d'archéologie du Comité des travaux historiques et scientifiques*, année 1883, n° 1, pp. 68, 69 à 73.

² *Ibid.*, pp. 84 et 85.

³ *Ibid.*, p. 141.

⁴ *Ibid.*, p. 194.

⁵ *Ibid.*, année 1884, pp. 15, 57 à 59.

⁶ *Ibid.*, p. 119.

⁷ *Ibid.*, pp. 273, 274.

⁸ *Ibid.*, p. 453.

⁹ *Ibid.*, pp. 453, 465 et 466.

Les membres de la section d'archéologie donnèrent à Demay des témoignages de haute estime en le nommant, dans la séance du 20 avril 1885, membre de la commission chargée de préparer le programme du Congrès de la Sorbonne pour 1886¹ et, dans la séance du 14 décembre suivant, l'un des trois membres de la commission de publication du *Bulletin*². La compétence de notre laborieux collègue était appréciée de plus en plus par ses confrères auxquels il lut, dans le courant de cette même année 1885, trois rapports importants à des titres divers, l'un sur l'entier achèvement en 1532 de la célèbre église de Saint-Maximin en Provence³, l'autre sur l'inventaire après décès des biens d'un orfèvre de Draguignan en 1498⁴, le troisième sur des sceaux de Humbert I^{er}, dauphin de Viennois, et de Jean, son fils et son successeur, communiqués par M. Roman⁵. C'est sur un rapport⁶ de Demay, lu dans la séance du 18 janvier 1886, que l'on a inséré dans le dernier numéro paru du *Bulletin archéologique*⁷ le curieux inventaire des reliques, bijoux et ornements appartenant en 1557 à l'église collégiale de Saint-Omer, communiqué par M. Deschamps de Pas.

Demay était si bien reconnu comme le grand maître et l'arbitre souverain de la sigillographie, que les éditeurs et les auteurs s'empresaient à l'envi de solliciter son concours pour toutes les entreprises de librairie où l'étude et la reproduction des sceaux occupaient une certaine place. Aussi, l'avons-nous vu pendant les quinze dernières années de sa vie prêter généreusement sa collaboration à quelques-unes des plus importantes publications illustrées de ce temps, au *Joinville* de M. de Wailly en 1874, au *Charlemagne* de M. Vétault en 1877, au *Saint-Louis* de M. Wallon en 1879.

Comme la plupart des grands travailleurs, Demay aurait dédaigné de recourir à l'intrigue pour obtenir les récompenses, honorifiques ou autres, que méritait son immense et obstiné labeur. Dès 1887, à

¹ *Bulletin de la section d'archéologie du Comité des travaux historiques et scientifiques*, année 1885, pp. 218.

² *Ibid.*, année 1885, p. 218.

³ *Ibid.*, p. 528.

⁴ *Ibid.*, p. 256.

⁵ *Ibid.*, p. 479.

⁶ *Ibid.*, année 1886, pp. 2 et 3.

⁷ *Ibid.* pp. 78 à 98.

la suite de ces missions en Picardie, en Flandre, en Artois et en Normandie, d'où il avait rapporté une si abondante moisson sigillographique, il se vit décerner, sans avoir eu besoin de la solliciter, sur la proposition de M. le marquis de Laborde, directeur général des Archives, la croix de la Légion d'honneur. Promu sous-chef de la section historique le 1^{er} janvier 1878, il remplaça quatre ans plus tard, comme chef de cette section, le savant si laborieux et si serviable qui, non content de lui avoir enseigné la paléographie et de l'avoir initié aux mystères du blason, lui avait tendu sa main loyale pour l'élever graduellement de la situation de simple mouleur au rang d'archiviste, le chevaleresque Douët d'Arcq. Du 1^{er} février 1882 au 4 octobre 1886, date de sa mort, Germain Demay a dignement occupé ce fauteuil de la section historique où se sont assis des hommes tels que Jules Michelet, Natalis de Wailly, A. de Beauchesne et L. Douët d'Arcq. Inférieur par le talent ou la science à quelques-uns de ses prédécesseurs, il l'emporte certainement sur plusieurs d'entre eux et peut soutenir la comparaison avec tous au point de vue du travail et de la conscience professionnelle. Pour ne citer que l'un des résultats, le plus important, il est vrai, de son passage dans le grand établissement auquel il vient d'être enlevé, le musée sigillographique qu'il avait trouvé au moment de son entrée aux Archives pourvu de moins de dix mille empreintes, il le laisse riche d'environ cinquante mille moulages. Plus éloquemment que toutes les paroles, ces chiffres disent l'étendue, l'importance des services rendus par notre si regretté collègue au dépôt dont il a travaillé pendant trente-trois ans, et avec tant de succès, à accroître les richesses. Mais ce que des chiffres ne sauraient dire, c'est la sincérité des regrets que la perte d'un tel collaborateur inspire, non seulement à une élite d'amis intimes, mais encore à tout le personnel des Archives qui savait apprécier dans l'éminent sigillographe une droiture de caractère, une distinction de manières, une finesse d'esprit, une pureté de goût égales à l'amour du travail et à la conscience professionnelle. Marié deux fois et devenu veuf de nouveau au commencement de cette année, Demay n'a pas eu la force de résister à ce dernier coup. Il s'est éteint à Paris le 4 octobre dernier après de longues souffrances et repose avec les siens dans le cimetière de la petite ville d'Aiguillon, qui l'avait vu naître et où il aurait voulu mourir.

Siméon LUCE.

Extrait de la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. XLVII, 1886.

LES COUVENTS DE LA VILLE D'AGEN

AVANT 1789.

(Suite)

CHAPITRE VI

LES AUGUSTINS

Les Ermites de Saint Augustin eurent, de même que les Frères-Prêcheurs, les Cordeliers et les Grands Carmes, à la suite desquels ils forment le quatrième ordre mendiant, un établissement dans Agen.

Cet ordre fait remonter son origine à Saint Augustin lui-même et à ses disciples, dont quelques uns, quittant l'Afrique pour venir s'installer en Italie, en Espagne, en France, auraient fondé plus tard leurs premières maisons sous la règle du grand évêque d'Hippone. Ces prétentions des Ermites ont toujours été contestées par les Chanoines Réguliers, qui se disent seuls continuateurs de l'ordre fondé par Saint Augustin. Quoiqu'il en soit, cette question, qui dans les siècles passés a bruyamment agité le monde religieux, n'a jamais été, croyons-nous, définitivement tranchée. L'opinion la plus accréditée est que jusqu'au ^{xiii}^e siècle, les Ermites de Saint Augustin, disséminés un peu partout, n'eurent aucune règle précise, et que ce fut le pape Innocent IV, qui, en 1244, donna aux Ermites de Toscane la règle de Saint Augustin ¹.

¹ *Dictionnaire des Ordres religieux* par M. l'abbé Migne. Voir aussi le Père Hélyot : *Histoire des Ordres Monastiques*.

Un différend s'éleva même, vers cette époque, entre ces Ermites et les Frères-Mineurs, qui leur reprochaient de leur avoir pris leur costume. Le pape dut s'en mêler ; et Grégoire IX ordonna aux Augustins, les derniers arrivés, « de porter à l'avenir un habit noir et blanc, avec des manches larges et longues, en forme de coule, ceint d'une ceinture de cuir par dessus, assez longue pour être vue ; d'avoir toujours à la main des batons hauts de cinq palmes, faits en forme de béquilles ; de dire de quel ordre ils étaient en recevant les aumônes des fidèles, et enfin de porter leur robe de telle longueur qu'on put voir leurs souliers, afin de les distinguer des Frères-Mineurs qui étaient déchaussés ¹. »

Ces prescriptions furent généralement mal suivies. Il fallut que, dès 1254, le pape Alexandre IV s'occupât de ces moines et les groupât sous le même ordre et sous la même discipline. La réunion générale se tint à Rome, le 1^{er} mars 1256, dans le couvent de Sainte Marie du Peuple. On y élut un général, et on se répartit en quatre provinces : la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie. Dans sa bulle de confirmation du mois d'avril de la même année, Alexandre IV exempta les Augustins de la juridiction des ordinaires, les dispensa de porter le bâton et ordonna que, dans leur habit, les coules seraient noires, afin qu'il n'y ait plus aucune confusion avec le costume des Franciscains. Plus tard, il fut décidé que leurs chapitres généraux se tiendraient tous les six ans ; la règle fut rendue plus sévère en ce qui touche les jeûnes et l'abstinence, et la laine seule leur fut permise comme chemise et comme couverture.

Lorsque, en 1567, le pape Pie V eut à régler la fameuse question de préséance entre les Réguliers, il mit les Ermites de Saint Augustin au nombre des Ordres mendiants ; mais ils ne durent marcher qu'après les Grands-Carmes, ceux-ci étant déjà précédés par les Cordeliers et les Frères-Prêcheurs. Leur costume fut aussi alors définitivement arrêté. « Dans la maison il consistait en une robe et un scapulaire blanc ; au chœur et quand ils sortaient, en une espèce

¹ *Dictionnaire des Ordres religieux* par M. l'abbé Migne. Voir aussi le Père Hélyot : *Histoire des Ordres Monastiques*.

de coule noire et par dessus un grand capuce, se terminant en rond par devant et en pointe par derrière, jusqu'à la ceinture qui est de cuir noir. »

L'ordre des Augustins devint cependant prospère grâce aux aumônes des fidèles et aux nombreux privilèges dont les papes les gratifièrent. En France, toutes les diverses maisons dépendaient des Grands Augustins de Paris. Plus tard, plusieurs réformes s'opérèrent. Citons parmi les principales : la réforme de la Communauté de Bourges, qui enfanta, à Paris, le couvent des Petits Augustins, fondé par les pieuses libéralités de la reine Marguerite de Valois.

— De même que pour les Cordeliers et les Grands-Carmes, on ne sait au juste l'époque où les Augustins vinrent s'établir à Agen. « Comme le Couvent fust brûlé par les Huguenots au commencement de leur hérésie, nous dit le Père supérieur dans sa lettre de 1715 à Mgr Hébert ¹, et qu'ils enlevèrent la plupart de nos anciens titres, nous n'avons pu découvrir ni le jour de la fondation, ni le nom du fondateur. Nos pères le firent rebatir sur les ruines. Il est à présent assés beau, mais placé dans un lieu malsain près des remparts de la ville. »

Labénazie est plus explicite et plus précis : « Les Augustins, dit-il², à qui le pape Alexandre IV permit de quitter leurs hermitages et de venir demeurer dans les villes, avec les Jacobins et les Cordeliers, furent aussi établis à Agen dans ce siècle, mais un peu plus tard, car leur tradition dit qu'ils furent établis à Agen après ceulx de Bourdeaux. Le Couvent de Bourdeaux fut établi l'an 1287, à la prière de Robert Bornel, évêque de Bath et de Wilts en Angleterre et chancelier d'Edouard premier, comme il paraît par un titre rapporté dans l'histoire de Saint André de Bordeaux, à l'article de Guillaume III, archevêque. Il y a quelque tradition que ce mesme evesque Robert

¹ Archives de l'Evêché d'Agen, série F. liasse 5.

² Labénazie. *Histoire en particulier du diocèse et des Eglises d'Agen*. Ms. Tome II, livre IV, chap. X, p. 345.

Bornelsacra l'église des Pères Augustins d'Agen, comme il paraissait, il n'y a pas bien longtemps, en une inscription peinte à la muraille de leur église. Dans la suite, les seigneurs de Montpezat se rendirent fondateurs de cette maison, où parcequ'ils fournirent à la batisse du cloître ou de l'ancien couvent qui a esté basti de notre tems à la moderne, où ces bons religieux ont fait une des belles maisons de leur province et une église des mieux ornées, où ils ont, par les soins du père Bergues, leur prieur, fait faire un des beaux restables à leur maître autel.

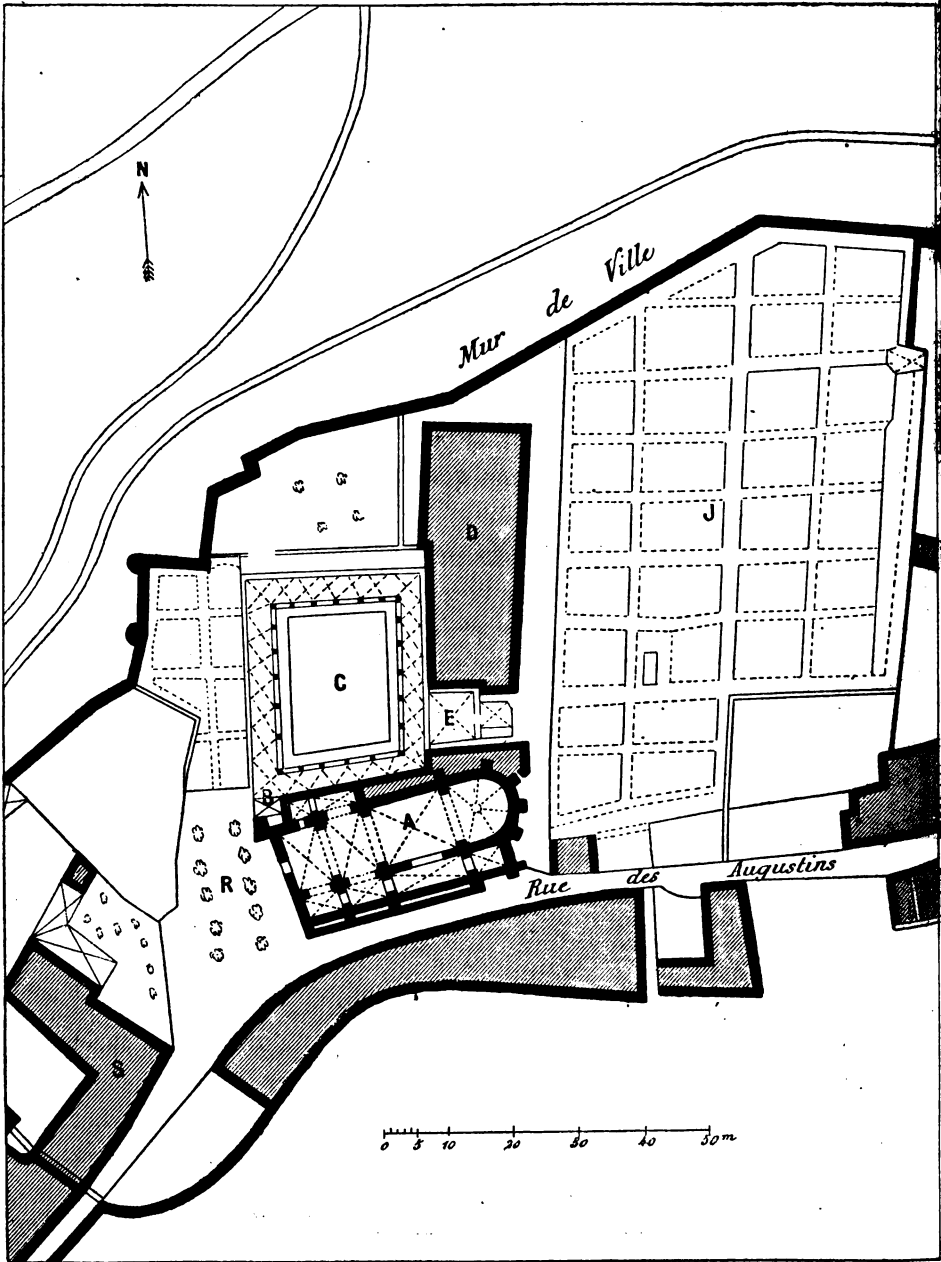
« La maison et l'église des Augustins sont bastis dans le fief du chapitre de Saint Caprasy et dans leur paroisse. Les premiers religieux en firent reconnaissance au chapitre qui a changé la rante en un homage qu'ils font et rendent à chaque procession générale. Ils viennent à l'Eglise Saint Caprasy pour accompagner le chapitre au lieu où la procession commence, qui est ordinairement l'église Cathédrale. »

L'abbé Barrère croit qu'ils durent, dès les débuts, « occuper une ancienne église, et employer à la construction de la leur les débris de quelque vieux monument chrétien, comme on peut en juger par une sculpture que nous avons vue chez M. de Saint-Amans, provenant des ruines de ce monastère. C'est un chapiteau roman qui représente la Sainte Famille et le songe mystérieux de Saint Joseph. L'ange semble sortir des nuages pour lui dire : « Levez-vous ; prenez l'enfant et sa mère, et fuyez en Egypte. Dans le second tableau, Joseph paraît menant en laisse la monture qui porte la Vierge tenant dans ses bras le sauveur d'Israël ¹. »

Quoiqu'il en soit de la date exacte de leur arrivée à Agen, il est à peu près sûr qu'ils s'y trouvaient dès les dernières années du ^{xiii}^e siècle; et, comme nous venons de le voir, leur couvent fut fondé presque aussitôt après celui de Bordeaux, c'est-à-dire après l'année 1287.

¹ *Histoire relig. et mon. du diocèse d'Agen.* — T. II. p. 36.

— Le couvent des Augustins avec son église, son cloître et ses dé-



pendances, occupait, avant la Révolution, tout le terrain compris

entre le mur de ville, au nord, dans toute sa longueur ; à l'est, les jardins de MM. Thomasson et Péliissier aîné, qui touchaient eux-mêmes à la rue Fon-Nouvelle ; au midi, la rue des Augustins ; à l'ouest, la petite place des Augustins R et les jardins de M. Belbèze, négociant. C'est l'emplacement actuel du couvent des Filles de Marie. La maison S, sise de l'autre côté de la place et de la rue des Augustins, dépendait également du couvent. Elle servit en 89 de salpêtrerie et était limitée, au nord par le jardin de M. Boissié, au couchant par les jardins de MM. Rivière et Bellecombe, au midi par la grange de Mme Laboulbène et le jardin de la veuve Olivier, au levant par la rue et la place des Augustins.

L'église A, bâtie, comme le croit l'abbé Barrère, avec les vieux matériaux d'un ancien temple chrétien, était, en 1789, telle que la représente le plan ci-joint de Lomet, à deux nefs forts inégales, de trois travées chacune. La grande nef se terminait par un chevet à cinq pans. La petite, formant bas coté au sud, était fermée au contraire par une chapelle sur plan carré. Deux petites travées inégales communiquaient au nord avec le cloître C. L'église était recouverte de voûtes en croisées d'ogives. La façade était à l'ouest avec la principale entrée qui donnait sur la place des Augustins. Le clocher B devait se trouver à l'angle nord-ouest de la façade. La base paraît carrée, alors que, dans la vue cavalière d'Agen de 1648, sa partie supérieure est dessinée hexagonale. Il est difficile d'ailleurs d'assigner à ces constructions, aujourd'hui entièrement démolies, des dates précises. Mais il semble, d'après le plan, qu'à l'origine l'église n'avait qu'une nef et que le bas-coté du sud est une addition postérieure.

Au nord de l'église, attenant, était le cloître C, un des plus beaux et des plus intéressants de la ville d'Agen. A peu près rectangulaire, il était voûté en croisées d'ogives, et sur trois de ses faces il occupait huit travées. Les arcatures extérieures reposaient sur des supports composés chacun de deux élégantes colonnettes, surmontées de chapiteaux géminés, le tout en beau marbre blanc, teinté de gris, des carrières de Saint-Béat. Ces piliers correspondaient, croyons-nous, à des supports pareils formant dossier. Les motifs d'orne-

mentation des chapiteaux sont en général empruntés à la flore ou au blason : quelques-uns mêmes semblent par leur élégance se rapprocher de la meilleure époque de la Renaissance. Bien qu'on ne puisse leur donner exactement une origine précise, nous pensons avec M. G. Tholin que leur style est celui de la fin du ^{xiv}^e ou du commencement du ^{xv}^e siècle. Le Musée d'Agen en possède plus de la moitié. Les autres sont restés dans la cour du couvent des Filles de Marie ou engagés dans les constructions modernes de ce monastère.

Au nord-est du cloître était le corps principal du couvent, D. Il communiquait avec l'église par un arceau E, voûté probablement en croisée d'ogives. Enfin en J était le jardin fort beau, fort spacieux, qui se prolongeait jusqu'au mur de ville.

Le couvent des Augustins fut plusieurs fois détruit, ainsi que son église, notamment lors de la prise d'Agen par les Huguenots en 1561. Le père supérieur, qui nous l'a déjà appris dans sa lettre de 1715, ajoute : « Pour ce qui est de notre Eglise, elle est assez vaste et bien voûtée. Il y a au milieu un chœur à hautes et basses formes. On voit au côté droit du maître-autel, dans le creux de la muraille, le tombeau de J. César Scaliger, qui était de la maison des princes de Vérone (*sic*). Son crâne, que nous gardons dans une armoire, comme curiosité, est double et d'une grandeur plus qu'ordinaire. Il y a dans cette ville une famille de ce nom qui en descend en droite ligne¹. » Et Saint-Amans ajoute, dans ses *Antiquités* : « Une simple pierre offrit d'abord sur ce tombeau l'inscription qui suit, placée par ordre exprès de Scaliger :

Julii Cæsaris Scaligeri quod fuit,
Obiit anno 1558, XII Kal. Novembris.

Joseph Charrier, son arrière petit-fils, transporta cette épitaphe modeste sur une grande plaque de bronze et y ajouta divers accessoires² »

¹ Archive de l'Evêché. Série F. liasse 5.

² Saint Amans. *Essai sur les Antiquités du département de Lot-et-Garonne*, p. 141. Voir pour plus amples détails sur J. César Scaliger : *Documents sur J. César Scaliger et sa famille*, par M. Ad. Magén. (Recueil des travaux de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen. In-8° 1873.)

« Nous avons, ajoute le Père Supérieur, une Sainte Epine de la couronne de Jésus-Christ et quelques autres petites reliques. Nous ne jouissons que des privilèges qui nous sont communs avec le resté des Religieux mendiants. » Quant à ces reliques, Labénazie nous les énumère tout au long : « C'est une des églises les plus riches en reliques de la province. Ils ont des reliques de la Sainte Epine, de saint Louis, de saint Eutrope, de saint Jean-Baptiste, de saint Loup, de saint Etienne, de saint Urbain, de saint Remi, de saint Vincent, de saint Antoine, de saint Auraille, évêque d'Arles, de saint Claude, de saint Mesme, de saint Cosme, de saint Gervais, de sainte Roze, de sainte Raffine, de sainte Barbe, de sainte Anne, de sainte Catherine et de sainte Quitterie. »

En avril 1339, le Pape Benoit XII adresse d'Avignon, où il résidait, aux Ermites de Saint Augustin un bref pour leur prescrire de relever de l'excommunication prononcée par l'évêque plusieurs personnes qui étaient allées à l'encontre d'un règlement sur les mœurs et la religion, édicté par les Consuls¹.

Durant le xv^e siècle, nous n'avons aucun document sur l'histoire de ce couvent. Tous ont dû disparaître, lors de l'incendie de la maison et de la prise d'Agen par les Huguenots.

Ce n'est qu'à partir du xvi^e que nous trouvons les Augustins en rapports constants avec les Consuls. C'est ainsi que, en 1507, ceux-ci leur ordonnent d'abattre la nouvelle construction qu'ils ont adossée aux murailles de la ville, et que, en 1535, les Consuls mentionnent dans le livres de leurs mémoires, « qu'il devront faire visite au procureur des Augustins, quand il sera arrivé; l'élection de de deux prieurs ayant amené des troubles qui pourraient perdre le Couvent. » Quels sont ces troubles? Malheureusement les notes des livres des Consuls sont très brèves sur toutes les questions, et celui-ci ne nous en dit pas davantage.

Nous avons déjà parlé au chapitre des Frères-Prêcheurs des scènes d'inquisition qui eurent lieu à Agen, dans leur Couvent, en

¹ Archives municipales d'Agen, GG, 193.

1538, et dont le précieux registre est encore déposé inédit aux Archives de l'Evêché d'Agen, sous le titre : *Revelations de témoins sur un monitoire publié dans la ville d'Agen contre certains personnages qui enseignent la doctrine de Luther*¹. Le prieur des Augustins fut soupçonné et immédiatement dénoncé. Voici le fait tel que le résume fort exactement d'ailleurs l'abbé Barrère². « Sire Jean Briancourt, bourgeois et marchand d'Agen, dit qu'après avoir entendu le monitoire et le sermon de l'inquisiteur dans l'église de saint Phébadé, il est venu déposer pour la décharge de sa conscience. Il y a un an environ, sans qu'il puisse se rappeler ni le mois, ni le jour, il entendit devant sa maison frère Marc, qui se disait Prieur des Augustins d'Agen, adresser des reproches à un religieux de ce monastère, nommé Arnaud Mitaine, et lui commander, sous peine d'excommunication, de rentrer dans son couvent. Le frère refuse d'obéir. Une altercation s'engage, et celui-ci répond au prétendu prieur : « Allez, luthérien, je n'en feray rien pour vous. » Etonné de cette apostrophe, Briancourt en demande compte au religieux. « Monsieur, c'est ung des vray luthériens du monde et, s'il ne s'en fust fuy, il eust esté brulé. » Ce même registre contient un peu plus loin de nouvelles dépositions contre ce frère Marc Ricard, prieur des Augustins. Elles furent si accablantes qu'on finit par le faire prisonnier. Il ressort de l'enquête, qu'après avoir habité longtemps le Couvent d'Agen, il était parti pour Paris, puis revenu dans notre ville où il s'était fait nommer prieur. Il se lia avec le fameux Philibert Sarrazin, considéré comme un des chefs du nouveau parti, et il avait assez son franc-parler pour venir déclarer entre autres choses « qu'il n'y avait pas plus de mal à commettre un crime dans une église que dans tout autre lieu. » Bref, sa défense parut assez peu suffisante pour qu'on n'hésitât pas à l'enfermer dans la *Gabio* de l'Evêché. Mais son existence y était relativement douce, car on lui permettait de recevoir les visites de son ami Philibert ; et le registre nous apprend « qu'un soir qu'il avait

¹ Archives de l'Evêché d'Agen, Série G, n° 29.

² Tome II, page 196.

été admis à sa table, on avait préposé à la garde du prieur maître Guillaume Chandeau, praticien, lequel dans sa déposition, raconte avec complaisance la gaieté des convives. » On sait, du reste, que toute cette enquête de Louis Rocheto fit plus de bruit que de mal, et qu'il n'y eut d'autre mort que celle du pauvre inquisiteur lui-même, qui, accusé à son tour, ne put trouver grâce auprès de ses juges, ses anciens confrères.

Le 12 novembre 1558 mourait Jules César Scaliger. « En premier lieu, je veux, dit-il dans son testament du 15 septembre de la même année¹, quand serai décédé, que mon corps soit enseveli en l'église Saint Augustin d'Agen, là où j'ay demandé ma tombe, à un bout du grand autel, laquelle je veux que mon héritier universel, avec l'exécuteur de mon testament, soit tenu de faire faire de six pans ou plus de profond, toute bastie de pierre autour et au fondz avec quatre barres de fer fichées pour soutenir la quaisse en laquelle sera mon corps, et sur ladicte tombe pour couvercle avec une pierre de marbre d'une pièce, engravée de mes armoiries et de lettres romaines antiques, qui seront telles: *Julii Cezaris Scaligeri quod fuit*, etc. » Suivent diverses sommes qu'il laisse aux Augustins, soit pour entretenir sa tombe, soit pour les rémunérer des frais de ses funérailles, soit pour qu'il lui soit dit des messes obi-tuaires. Nous avons vu, en décrivant l'église, que ses vœux furent exaucés. Sa tombe, nous apprend Labrunie, fut violée à la Révolution ; mais les curieux n'y trouvèrent guère leur compte : « Car un très petit ossement de cet homme, que son fils dit avoir été d'une haute stature et très robuste, fut tout ce que la terre n'avait pas encore consumé. » On sait que le crâne avait été pieusement conservé dans une armoire. Il a été donné depuis à la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen, qui le possède actuellement.

Lors de la seconde prise d'Agen par les Huguenots, commandés, au nombre de huit cents hommes, par le capitaine Truelle, le

¹ Testament de J. C. Scaliger. Voir *Documents sur J. C. Scaliger et sa famille*, par Ad. Magen, p. 56 du tirage à part.

15 avril 1562, le Couvent des Augustins fut brûlé et l'église a moitié détruite. Ses titres furent tous dispersés. C'est du moins ce que nous affirme le père Prieur dans sa lettre de 1715. C'est alors que les cendres de nos martyrs Agenais furent transportées secrètement au château de Lalande, où elles restèrent quatre ans, jusqu'au 13 octobre 1566, jour où elles rentrèrent triomphalement en ville. « Les frères religieux du Couvent des Augustins les sont allez prendre et recevoir en procession, bien avant la porte du Pin, les apportant de la maison dudit sieur Lalande, appelée la Mothe-Cantal, auprès de la ville, à laquelle procession y avait une grande multitude de peuple qui pleurèrent de joie quand ils virent les reliques. Le clergé chantait le *Te Deum laudamus*, et emportèrent les reliques processionnellement dans l'église de Saint-Caprais¹. »

La pauvreté du Couvent était fort grande à la fin du xvi^e siècle. Aussi voyons-nous les Augustins, bien que sur le rôle des tailles ils ne soient inscrits que pour 4 sou, 8 deniers, demander aux Consuls à être déchargés des impôts, « attendu que les ennemis leur ont pris tous les revenus, et à être exemptés des tailles pour les biens roturiers qu'ils possèdent malgré leur profession de religieux mendiants². » Les Consuls leur achètent en réponse la petite pièce de terre appelée le *Tap Foundut*, près le coteau de Saint Vincent « qui servira de carrière ». Sont cités dans l'acte, à la date du 18 mai 1584, Frères Philippe Ysac, prieur du Couvent, Charles Sirizac, Juan Vaures, Juan Dumeur, et Arnaud Dutrey, tous religieux Augustins d'Agen.

On sait par le dépouillement du registre BB, 37, des archives municipales d'Agen (livre des Jurades et des Assemblées des Trois Ordres), ainsi que par le remarquable travail de M. A. Magen : « *La ville d'Agen sous le Sénéchalat de Pierre de Peyronenc, seigneur de Saint-Chamarand* » (1588-1591), combien notre ville eut à se repentir d'avoir embrassé la cause de la Ligue et dans quelles séries de transes et d'émeutes elle vécut, durant ces tristes années. La

¹ Livre capitulaire de Miremont. Voir aussi l'abbé Barrère, t. II, p. 304.

² Archives municipales, CC. 18. CC. 84 et BB. 35.

fameuse affaire du 4 janvier 1591, où la ville, prise par les Huguenots, fut livrée au pillage et au massacre, ne mit pas fin, comme on peut le croire, aux craintes des Consuls. On ne voyait que traitres dans les rues, on ne parlait que de dénonciations et de trahisons. Fortement soupçonné d'avoir des relations avec les ennemis du dehors, on s'empara vers la fin de cette année du prieur des Augustins d'Agen, et on le mena prisonnier à l'Evêque, Nicolas de Villars, le fougueux ligueur, qui le détint assez longtemps dans sa tour de l'Escuragno ou Gabio¹. Nous ne pouvons dire si les soupçons des Agenais étaient fondés.

Mademoiselle de Secondat de Roques se fit enterrer dans l'église des Augustins. Grande affluence et belle cérémonie. Seulement les Augustins portèrent plainte le lendemain contre diverses personnes qui avaient fait brûler dans leur chapelle, à cette occasion, des torches résineuses qui avaient détérioré les murailles. Ils invoquent un fait pareil qui s'était passé dans l'église des Cordeliers pour les funérailles d'Henri de Ladagne, sieur de La Cassaigne. Les Consuls dans leur livre d'audience (1605-1611) condamnèrent le marchand qui avait fourni ces torches de mauvaise qualité à dix livres d'amende².

Deux des principaux habitants d'Agen désirèrent également à cette époque être inhumés dans l'église des Augustins : l'un est Jean de Vigouroux, docteur en médecine, qui charge du soin de ses funérailles son fils Guillaume, archiprêtre de Marmande, et qui laisse de nombreux legs aux Pères Augustins (1619) : l'autre est Jacob de Secondat, chevalier de l'ordre du roi, gentilhomme ordinaire de sa chambre, lieutenant colonel du régiment du sieur de Chastillon entre-tenu en Hollande, seigneur et baron de Montesquieu, Castelnoubel, Goulard, qui veut être inhumé dans l'église des Pères Augustins d'Agen, au tombeau de ses ancêtres, et qui lègue à leur couvent la somme de cent cinquante livres³ (1620).

¹ Archives municipales BB. 37.

² Idem. FF. 44.

³ Archives départementales de Lot-et-Garonne, B. 44 et 45.

Dans les tristes séances d'exorcismes de l'année 1619, dont nous avons parlé au chapitre des Carmes et que raconte trop complaisamment l'abbé Barrère, nous trouvons mêlé aux divers ecclésiastiques chargés d'interroger les victimes le prieur des Augustins d'Agen. Il se nommait le Père Lendebourc.

C'est vers ce temps là (1626) que fut érigée, dans l'église des Augustins d'Agen, la confrérie de Sainte Anne, dite confrérie des menuisiers. Les archives de l'Evêché renferment encore « les statuts pour les confrères de la confrérie, errigée en la ville d'Agen et en l'église des RR. PP. Augustins, pour la plus grande gloire et l'honneur de Madame Sainte-Anne, par les maîtres menuisiers de la présente ville. » Ils contiennent vingt-deux articles, auxquels sont jointes la lettre des confrères à Monseigneur d'Agen pour qu'il donne son approbation, ainsi que l'approbation de Baltazar de Gélas, grand archidiacre et vicaire général, délégué par son évêque, à la date du 25 août 1626. Ils obtinrent également celles du Présidial et du Corps Consulaire¹.

Un jour de samedi du mois de juin 1627, un violent orage s'abat tit sur Agen. Il détériora assez sérieusement l'église et le cloître des Augustins. A cette occasion le Père Augustin écrit aux Consuls : « Comme quoy le grand orage de sabmedi dernier esbranla tellement les grands piliers qui soutiennent la voulte de l'église, qu'un d'iceux, ou la plupart d'iceluy, cheut sur le toict du cloistre, qu'il enfonça bois et tuile. » C'est une réparation urgente « qu'ils ne sauraient faire sans l'assentiment de vos religieuses libéralités, à cause de l'extrême pauvreté du Couvent, lequel est en tant à raison du nombre notable des religieux que de la presse des passants, etc. » Les Consuls y consentent et décident qu'ils enverront quelques aumônes aux Augustins pour la réparation de leur cloître².

Lors de la terrible épidémie de peste qui désola la ville d'Agen en 1629, nous trouvons les Augustins, à côté des autres ordres mendiants, porter des secours aux malades et dédaigner les dangers

¹ Archives de l'évêché. Série F. liasse 5.

² Archives municipales. GG. 195 et BB. 44.

qui les menaçaient. Seul le Père prieur, épouvanté, s'était réfugié à Artigues. Mais l'épidémie se déclarant en ce lieu, et d'ailleurs comprenant bien vite que son devoir l'appelait à Agen pour se mettre à la tête de ses frères, il demanda à rentrer en ville. Les Consuls se réunirent et « a eulx délibéré que si ledict Prieur se presante à la porte de la ville où à leur mesterie, il n'y sera reçu qu'il n'aye faict sa quarantaine et rapporté attestation vallable du jour de son départ et de son séjour et du jour qu'il aura commencé sa dicté quarantaine; et sera faict deffense tant aux portiers de la présente ville et au mestayer de ladicte mestairie de lui permettre l'entrée de ladicte ville ni de ladicte mestairie¹ »

En 1634, grand tapage et grande réforme aux Augustins d'Agen. « Le 15 février, nous apprend Labénazie dans sa *Chronique Agenaise*, le provincial des Augustins étant arrivé pour établir la réforme de son ordre, les anciens Pères s'y opposèrent ; et quoique le présidial y fut en corps, le Père provincial ne put venir à bout des anciens Pères. Il en fut fait un procès-verbal sur lequel le provincial obtint un arrêt au Parlement, qui obligeait les anciens d'obéir. La chose fut exécutée, et le provincial renvoya ailleurs les anciens et mit des religieux réformés, qui vivent exemplairement à l'édification du peuple et à l'honneur de leur ordre. »

Le 6 juin 1642, les Augustins adressent une requête au Parlement de Bordeaux, se plaignant « que le sieur Rossel, de sa plaine autorité, leur aurait pris de la pierre apportée à grands frais au couvent pour y réparer quelque ruine. » Il ajoutent que l'an passé déjà, en 1641, on leur avait volé une tente de belle tapisserie de Flandres².

Les archives départementales de Lot-et-Garonne contiennent, à la série H. J. 1 et 2, deux précieux registres de l'ancien couvent

¹ Archives municipales, GG., 255.

² Idem. GG. 195.

des Augustins d'Agen, où sont renfermés les inventaires de toutes les reconnaissances, cens, obits, rentes, etc, dont jouissent les Pères Augustins d'Agen, le premier depuis 1412 jusqu'en 1634, le second, dont nous parlerons dans la suite, de 1676 à 1737. Ils constituent, à bien des points de vue, le vrai journal du Couvent. Dans le premier de ces registres il nous faut relever les noms de Mlle Marguerite de Sevin, Toinette de Peycheri, comte d'Estrades, Marie Goudail, Jean de Raymond, et de tous les Secondat de Montesquieu, qui continuent la pieuse tradition de leur famille en protégeant et en dotant généreusement le couvent des Augustins. Au chapitre du rôle des sépultures dans leur église, notons au premier rang les caveaux de MM. de Rocques, de Saiges, de Montesquieu, de Lescale, capitaine au régiment de M. de Candale « dans laquelle tombe est enseveli Scaliger, » puis de M. Du Repaire et d'un grand nombre de bourgeois riches d'Agen, soit MM. Dausac, Gilar-din, de Laurans, de Laygues, de Minda, Boissonade, Besson, Argenton, Malebaysse, Saulveur, etc., répartis dans les chapelles de saint Nicolas, de la Trinité, de Notre Dame et des cinq plaies. Dans le cloître, le caveau de la famille Labrunie. Puis vient le chapitre des archives, où sont détaillés toutes les donations testamentaire faites au couvent de 1412 à 1662, les achats de 1406 à 1656, les échanges de 1418 à 1644, les transactions, les appointements, sentences et arrêts de 1532 à 1654, les bulles et indulgences des Papes rendues en faveur des Augustins du 21 août 1526 à 1645, etc., etc. Suit enfin une table fort précieuse de tous les noms contenus dans les actes précédents.

Vers cette époque parut à Agen, où il semble être demeuré assez longtemps et où il fit suffisamment parler de lui, le fameux Père Germain Cortade, religieux Augustin, dont plusieurs écrivains, MM. Tamizey de Larroque, Léonce Couture, Ad. Magen entre autres, se sont plus ou moins longuement entretenu. Le dernier mot qui semble avoir été dit sur son compte est encore de notre savant compatriote de Gontaud. Dans sa remarquable brochure : *Le Père Cortade, notes et extraits* (Sauveterre de Guyenne, 1881), à laquelle nous renvoyons nos lecteurs pour plus amples renseignements, Monsieur Ph. Tamizey de Larroque étudie dans le Père Cortade

l'historien, l'orateur et le poète; et, après avoir énuméré¹ et finement critiqué son œuvre, il termine sa notice en nous donnant sur la biographie du personnage les quelques renseignements suivants : « Je ne saurais dire où et quand naquit le bon moine et où et quand il mourut. Il serait plutôt, ce me semble, languedocien qu'aquitain. En 1626, il étudiait la théologie à Toulouse dans le Couvent des Augustins, sous le P. André Landon, qui a publié un cours de philosophie et a laissé plusieurs traités théologiques manuscrits. Il reçut le sous-diaconat et le diaconat en 1635. Il fit vers cette époque profession dans le couvent de Toulouse, entre les mains du prieur, qui était alors le P. Simplicien de Saint-Martin. Il fut appliqué au ministère de la prédication dans lequel il paraît avoir eu du succès. Il prêcha les stations de l'Avent et du Carême à Couserans, à Figeac, à Saint-Michel de Bordeaux, à Limoges, à Carcassonne, et aussi comme nous l'avons vu à Bayonne et très probablement à Agen. Tout indique du reste que ce fut un digne et saint religieux. »

L'éminent directeur de la *Revue de Gascogne*, M. Léonce Cou-
ture, répondant à une question posée par M. Tamizey de Larroque

¹ Voici les principaux ouvrages du Père Cortade que nous cite M. Tamizey de Larroque : *Les sept Saints tutélaires de l'Agenais ou ce qu'a recueilli d'assuré de leurs vies dans les auteurs fidèles* le R. P. Germain Cortade, religieux Augustin, avec les sept sonnets du sieur D. P. L. S. et la liste chronologique de tous les évêques d'Agen. A Agen, par Jean Gayau, marchand-libraire et imprimeur du Roy, de la ville et du clergé, 1661. Dans ses livres liturgiques de l'église d'Agen, Monsieur Ad. Magen a très spirituellement rendu compte de ce livre bizarre. (Recueil de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen, t. I, deuxième partie 1860, p. 241, note 41.) ; — *L'octave du Saint-Sacrement ou le Soleil de Justice caché sous la nuée de l'espèce*. (Tolose, Bernard Bosc.) ; — *Panegyriques des Saints choisis de tous les ordres et estats de l'église*. Paris, Pierre Josse, 1663 ; — *Muriel ou Panegyriques de toutes les festes de la Sainte Vierge, avec les sermons des quatre confrairies des Mendians et du nom de Marie*. Toulouse, Bernard Bosc, 1676 ; — Enfin le *Calendrier Spirituel, composé d'autant de madrigaux en l'honneur de nos saints qu'il y a de jours en l'année pour la consolation des âmes dévotes et curieuses*, par le R. P. Germain Cortade, définiteur et prédicateur Augustin. A Bayonne, par P. Bosc 1665. C'est l'ouvrage le plus curieux de cet excellent religieux.

et lui énumérant quelques uns des ouvrages du Père Cortade, ajoute à la fin de sa note : « J'ai encore sous les yeux... *huit sermons dédiés à Claude Joly*, où l'auteur parle de « *notre Agen* » ; ce qui montre qu'il habitait cette ville, s'il n'en était pas originaire; question que je laisse à décider aux savants agenais¹. »

N'ayant aucun droit pour nous ranger dans cette dernière catégorie, nous n'avons pas aussi la prétention de trancher ici cette question. Nous viendrons seulement à notre tour apporter notre humble pierre, extraite d'un document nouveau, entièrement inédit, et qui, confirmant l'opinion de M. L. Couture, montrera que le Père Cortade, surtout sur la fin de son existence, avait choisi pour lieu habituel de sa résidence le couvent des Augustins d'Agen.

C'est à l'occasion de la bruyante querelle entre l'Evêque d'Agen et les Réguliers que nous voyons surgir le Père Cortade. Les Augustins, pas plus que les autres ordres religieux d'Agen, n'avaient tenu compte des prescriptions de l'Evêque Claude Joly, et, sans avoir fait renouveler leurs permissions, avaient continué à prêcher et à confesser. Voici, telle que nous la trouvons aux Archives de l'évêché d'Agen², l'ordonnance par laquelle Claude Joly répond aux Augustins : « Claude, par la miséricorde de Dieu et par la grâce du Saint Siège apostolique, évêque et comte d'Agen, etc., ayant eu avis que contre notre ordonnance générale du 2 du mois d'août dernier, par laquelle nous faisons inhibition aux Augustins de la présente ville et même dans l'église de leur ordre et à peine de suspense, de prescher, confesser etc.; que les frères *Louys, Lapeyre* et *Impérial*, tous trois prêtres et religieux Augustins, ayant entendu la confession dans l'église de leur ordre et que le Frère *Courtade*, prêtre du même ordre, aurait presché le premier jour de la présente année en l'église du collège des Jésuites..., à ces causes : déclarons lesdits quatre frères avoir encouru la suspense portée par nosdites défenses du 26 août dernier, leur faisant interdire inhibition et défense de confesser et de prescher en notre diocèse et même dans

¹ *Revue de Gascogne*. N° de janvier 1876, tome XVII, p. 143-144.

Archives de l'évêché. Série F. liasse 5.

les églises de leur ordre, à peine d'excommunication ; et enjoignons au frère Boniface Peyren, prieur du monastère des Augustins de la présente ville, de faire rendre à tout religieux, l'obéissance due à nos ordonnances. Donné le 4 janvier 1669. »

Il faut que cette suspension ait été bien sensible au Père Cortade et qu'il ait fait intervenir des personnages bien influents auprès de l'inflexible Evêque d'Agen, pour que celui-ci soit revenu un an après sur sa décision. Nous trouvons en effet, dans la même liasse des archives de l'évêché, la levée de suspension suivante en faveur du Frère G. Cortade, à la date du 29 août 1670 : « Claude, par la miséricorde de Dieu et par la grâce du Saint-Siège apostolique, Evêque et comte d'Agen, à tous ceux qu'il appartiendra, salut en nostre Seigneur. Nous déclarons et certifions qu'aujourd'hui vingt-neufième du mois d'aoust de l'année mil six cens soixante-dix, nous avons levé au frère Germain Cortade, de l'ordre des Hermites de Saint-Augustin, la suspension que nous avons décerné contre luy, selon les formes canoniques, pour avoir contrevenu à nos deffenses, à luy faites et dûment signifiées, de prescher et d'entendre les confessions en nostre diocèse, sans nostre permission expresse et par escrit, ledit frère Germain Cortade nous ayant très humblement et à genouils demandé pardon, tesmoigné la douleur qu'il avait de sa désobéissance et demandé la levée de sa suspension, avec promesse de faire la pénitence que nous luy avons enjoincte et d'observer exactement à l'avenir les statuts et ordonnances de nostre diocèse et celles des évêques des lieux où il se trouvera. Donné à Agen, dans nostre palais épiscopal, les jours et an que dessus, signé de nostre main, scellé de nostre sceau et fait contresigner par l'un de nos secrétaires : Claude, E. et C. d'Agen. Du mandement de Monseigneur, Lalanne, scond. »

Mascaron remplaça Claude Joly sur le trône épiscopal d'Agen, et durant les vingt-quatre années de son épiscopat, il ne cessa, comme on le sait, de consacrer tout son temps à l'apaisement des querelles religieuses, à la conversion des protestants, à la défense des droits méconnus. Nous le voyons deux fois s'occuper du cou-

vent des Augustins. « Mascaron, nous dit Labénazie ¹, fut nommé commissaire de la part du Roi pour assister au chapitre des Pères Augustins². Le provincial y fut fait, suivant les intentions de la Cour, et quoique la pluralité des voix eût nommé le Père Danros, docteur, professeur, conventuel de Tolose, pour être provincial, comme il avait l'exclusion dans l'ordre du Roi, on procéda, suivant l'intention de Mgr l'évêque, à une autre élection, et le Père Despeyroux, professeur de l'université de Cahors, fut élu provincial, le 21 mai 1686. Le Père Danros, quoiqu'il eut la pluralité des voix, se démit de sa prétention et se départit de l'acte qu'il avait fait à Mgr l'Evêque. Ce n'est pas la seule chose que Mgr l'Evêque obtint. Il fit justifier par ordre du Roi le Père Cabrol, religieux Augustin, que la congrégation avait condamné. Le roi qui avait commis Mgr l'Archevêque de Paris et le Père Lachèse, jésuite, confesseur de S. M, pour revoir la procédure qui fut trouvée nulle, ordonna, pour l'honneur de l'ordre, que la procédure serait mise au feu, que le Père Cabrol se démettrait de son appel et se soumettrait à ses supérieurs, qu'ensuite il serait remis au premier état et l'affaire demeura assoupie. Le fait est assez particulier, ce religieux, au lieu de poursuivre son appel au général, se pourvut par le crédit de Mgr d'Agen vers sa Magesté, qui a fait connaître par ses commissaires de la justice du jugement de la congrégation et fait déclarer le religieux prévenu innocent du crime qu'on lui imputait, et ordonne que le Père Cabrol serait rétabli dans le même état qu'il était avant l'accusation. Enfin, dit le même auteur dans sa chronique, Mgr d'Agen fit révoquer un décret que les Augustins avaient fait longtemps auparavant, d'enseigner et de suivre les sentiments d'Egidius Romanus et de combattre les Molinistes, sous peine d'être exclus de toute charge et de voix active et passive. Les sentiments d'Egidius Romanus n'étant pas agréables à Sa Magesté,

¹ Labénazie, Ms. T. II, l. V. chap. XXV, p. 527.

² Ce chapitre se tint à Agen le 10 et le 11 mai 1686, non sans quelques difficultés antérieures. « Il y eut, nous dit le même auteur dans sa chronique, deux Augustins renvoyés par ordre du Roi avant l'assemblée du chapitre. »

Mgr d'Agen fit révoquer ce décret dans le même chapitre du 11 mai 1686. »

Les ordres religieux d'Agen étaient en général exempts du logement des gens de guerre. Néanmoins, les Augustins de notre ville se plaignent à l'intendant de Bordeaux que « quoique ils doivent être exempts du logement de gens de guerre et de toute contribution, on a tiré sur eux un billet pour la contribution du fourrage pour une compagnie de dragons du régiment du Breuil. » L'intendant Bazin de Besons écrit à ce sujet, le 29 août 1691, aux consuls d'Agen, et il leur demande le pourquoi de cette irrégularité ¹.

Bien que les ordres mendiants ne dussent rien posséder en commun, les Augustins, ainsi du reste que les Carmes et les Frères-Prêcheurs, se relâchèrent bien vite, à Agen comme partout, de cette règle. « Nous possédons un domaine, nous dit le Père Prieur en 1715², qui dans les années abondantes nous fournit à peu près notre provision de pain et une vigne qui ne nous donne que quatre ou cinq barriques de vin. Tout notre revenu en argent consiste en cinq ou six cent livres, provenant des obits, rentes constituées et quelques pièces de terre données en locaterie perpétuelle et à terme. La communauté est pour l'ordinaire composée de douze religieux. »

Le 30 octobre 1720, les consuls signifient aux Augustins qu'ils réduisent au denier cinquante, suivant l'arrêt du conseil du Roi, la rente de cent cinquante livres à eux due par la communauté de ladite ville ³.

Malgré tout, le couvent des Augustins d'Agen était encore au commencement du dernier siècle un des plus riches de la ville, celui du moins où les legs et donations pieuses affluaient le plus. Le Livre Rouge des Augustins ⁴ de 1676 à 1733 en fait foi. On peut

¹ Archives municipales, GG, 195.

² Archives de l'Evêché. F. liasse 5.

³ Archives municipales, GG, 195.

⁴ Archives départementales, H, 2. Registre.

y relever deux cent treize actes de reconnaissance aux noms de Marie Dufort, Bertrand Buard, avocat au Parlement, Jean Denuse, marinier, Guillaume d'Artigues, etc., pour biens à Monbran, à Sainte-Radegonde, à Saint-Romain, à La Roqual, au Passage, à Monbusq, etc., plus, de nombreuses fondations faites par Marthe de Maurelle, Anne Martinelli, de la Prade, maire de la citadelle de Besançon, etc., etc. Suit du reste une table de tous les actes contenus au Livre Reuge.

Quel assez grand danger menaçait le couvent des Augustins d'Agen, en 1767, pour que le R.P. Laharrague, provincial des Augustins de la province d'Aquitaine et de Toulouse, en résidence à Bordeaux, écrivit aux consuls une lettre fort pressante, où il les suppliait d'intervenir pour la conservation du couvent d'Agen¹ ? « Il sera désormais, disait-il, composé de huit religieux » Était-il en butte aux persécutions de l'Evêque, des autres ordres religieux, trop nombreux et trop jaloux, ou de l'Intendant, qui, les voyant en si petit nombre, voulut les supprimer ? Nos archives sont muettes à cet égard. En tous cas, ils obtinrent gain de cause, puisque nous les trouvons encore à Agen au moment de la Révolution.

Le 16 avril 1770, sur une requête présentée à Mgr l'Evêque par Messieurs les syndics des chapitres de Saint-Etienne et de Saint-Caprais et les échevins de la ville d'Agen, Messieurs les vicaires généraux rendent une ordonnance « portant transformation provisoire de la procession générale, qui va ordinairement à l'église des Augustins, le mardi d'après Pâques, pour chanter la grand messe et assister à la prédication, dans l'église du Chapelet ; attendu les dégradations faites par les débordemens de la rivière de la Garonne à ladite église des Augustins, qui ne permettent point qu'on y célèbre le service divin. »

— La Révolution fut plus cruelle encore que la Garonne. Elle apparut au couvent des Augustins, le 3 mai 1790, sous la forme des

¹ Archives municipales, GG, 195.

officiers municipaux et des magistrats du moment, qui, en vertu de l'article V du décret de l'Assemblée Nationale du 20 mars 1790, vinrent lui faire leur première visite et dresser l'inventaire de tout ce qui se trouvait dans ses murs. Sommés de présenter l'état de leurs recettes et de leurs dépenses, les trois religieux qui se trouvaient au couvent exhibèrent, fort obligeamment du reste, leur *livre de procure*, commencé le 1^{er} juillet 1773, et d'où il résultait : que les revenus annuels du couvent se montaient à la somme de 2,363 livres, 19 sols, provenant de :

Une métairie appelée Séailles, située au lieu de Berdalou dans la paroisse de Saint-Amans et de Sainte Radegonde et affermée par an 1,200 livres; une faisande, affermée 355 livres; une rente de 90 livres; un jardin, attenant à la maison, affermé 100 livres; un autre jardin, 30 livres; une maison dans Agen, 90 livres; une autre maison, 40 livres; un jardin, rue des Augustins, 18 livres; une autre rente, 3 livres; enfin plusieurs rentes obituaires, dont la somme s'élevait à 416 livres. Total : 2,363 livres, 19 sols.

Suit l'état descriptif de l'argenterie, argent monnayé, effets et linges de sacristie, meubles, « dont un très beau buffet, au milieu duquel est une fontaine d'étaing avec sa cuvette du même métal, renfermant de belles faïences »; linge de table et de corps, bibliothèque où se trouve la collection de tous les Pères, dix barriques de vin rouge vieux, sept tableaux, « mais de mauvaise peinture », etc.

Suit l'état des religieux, au nombre de trois seulement :

Le R. P. Pierre Rouaix, prieur, cinquante-deux ans. Interrogé sur ses intentions, il demande à rester, à condition que la maison soit conservée à Agen.

Le P. Sébastien Janson, sacristain, soixante-cinq ans, demande à sortir.

Le P. Joseph-Jean Paytou, conventuel, demande à sortir; tous trois prêtres et religieux profès. Pas d'affiliés. Les commissaires trouvent cinq cellules habitables, sept à huit absolument en ruines¹.

¹ Archives départementales de Lot-et-Garonne. Biens nationaux.

D'où il ressort que le couvent des Augustins était à cette époque dans un état déplorable.

Ce ne fut pas l'avis de la société des Amis de la Constitution, qui, au dire de Proché, s'établit, dès le mois suivant, le 25 juin 1790, dans le couvent des Augustins¹. Il est vrai que, quelque jours après, ces Messieurs émigrèrent dans le local beaucoup plus convenable de l'église des Pénitents Gris, rue Fon-Nouvelle.

Le 13 novembre 1790, il fut procédé à l'estimation de la maison, cour et jardin, où était la Salpêtrerie, qui était une dépendance du couvent, et qui était affermée au profit de Claude Monié et de Marie Monié, veuve Richard, par acte passé devant M^e Favé, notaire à Agen, le 18 janvier 1782, pour l'espace de neuf ans, moyennant la somme de 90 livres pour chacune desdites années. D'une superficie de 161 toises, 2 pieds, les commissaires l'estiment 3,300 livres.

Ils estiment en même temps 800 livres une petite chambre et un jardin, situés près le cloître des Augustins, et dépendants desdits religieux, d'une superficie de 122 toises, deux pieds, et confrontant, du levant audit cloître, du midi à place des Augustins, du couchant au mur de ville, et du nord également au mur de ville².

Trois mois après, le 12 février 1791, nouvelle visite au couvent, pour procéder au recolement du dernier inventaire, à la prise des effets, et signifier en même temps aux religieux qu'ils aient à déguerpir au plus vite, en vertu du décret du 8 octobre 1790. Les deux pères Janson et Peytoul obéissent et quittent le couvent, le lendemain 13. Les scellées sont apposées partout. Seul le Père prieur Rouaix demande à rester encore un jour, attendu qu'il existe au rez-de-chaussée du couvent un atelier de peinture appartenant au sieur Laboubée, ainsi que vingt-deux pièces de belles tapisseries d'Aubusson, et qu'il s'en considère responsable jusqu'à

¹ Proché. *Annales de la ville d'Agen*, p. 6.

² Arch. départ. Biens nationaux.

l'arrivée du propriétaire. On lui accorde ce délai. Mais, le lendemain, le sieur Laboubée n'étant pas venu, on appose les scellées sur son atelier et le père Prieur quitte à l'instant même le couvent¹.

Le 28 septembre 1791, on procède à la vente aux enchères publiques de tous les meubles et effets du couvent des Augustins. Elle atteignit la somme totale de 1,247 livres, 4 sols. Le beau buffet fut vendu 101 livres, la fontaine d'étain, 37 livres, 10 sols, etc².

En conséquence « d'une soumission en date du 30 novembre 1791, tendant à faire l'acquisition de la maison, église, jardin, cloître et enfin de toutes les appartenances et dépendances, tels qu'en jouissaient les cy-devant religieux Augustins, à la réserve de la Salpêtrerie et d'un petit jardin que l'administration du district a déjà vendu à divers particuliers, » il fut procédé, le 15 janvier 1792, à l'estimation définitive et arpentement du couvent, « sans rien excepter que les stalles, hôtels confessionnaux et chère à prêcher. » On reconnut que le bâtiment était d'une valeur de 9,964 livres, 16 sols, 3 deniers, et que le jardin et cloître, d'une superficie de 1,675 toises, 4 pieds, valaient, à raison de 3 livres la toise, 5,027 livres. Total de l'ensemble : 14,991 livres, 16 sols, 3 deniers³.

Enfin, le 12 juin de la même année, les derniers restes du couvent furent vendus également aux enchères. La chaire fut livrée au prix de 14 livres ; les stalles du chœur, qui, paraît-il, étaient assez remarquables, montèrent à 55 livres ; enfin la fabrique de l'église de Saint-Jean-de-Thurac, en échange de ses deux cloches cassées, acquit la grande cloche des Augustins, « du poids de 825 livres⁴. »

¹ Archives départementales. Biens nationaux.

² Idem.

³ Idem.

⁴ Idem.

De ce moment, le couvent des Augustins avait entièrement cessé d'exister.

Lorsque vingt-trois ans après (1815) Proché écrivit ses trop courtes notes sur les anciens couvent d'Agen, il nous dit que « l'église et le couvent des Augustins sont presque entièrement détruits; on y a bâti dessus plusieurs maisons. Il y a un très beau jardin qui appartient aujourd'hui à madame veuve Boë, droguiste, qui avait acheté tout ce local. Son mari en fit plusieurs lots qu'il vendit. Il se réserva la partie de la maison qui regarde le levant et donne sur le jardin, borné au nord par le mur de ville, et au midi par un autre mur qui borde la rue allant à la Fon-Nouvelle ».

— Il semblerait que notre travail dût s'arrêter ici. Cependant nous avons une page à ajouter, non plus sur l'histoire du couvent des Augustins, mais sur celle de son emplacement. Les maisons laïques ne sont pas restées longtemps debout sur ces antiques ruines. Moins de trente ans après l'orage révolutionnaire, une nouvelle communauté, mais cette fois de femmes, s'établit sur les vieux débris du couvent des Augustins. Nous voulons parler des Filles de Marie.

Fondé à Agen, le 8 juin 1816, par la Révérende Mère Adèle de Trenquelléon, issue de l'ancienne et si charitable famille des de Batz de Trenquelléon, et née elle-même au château de Trenquelléon près Feugarolles, le 9 juillet 1789, du baron de Batz et d'Ursule de Peyronneng de Saint-Chamarand, l'Ordre des Filles de Marie eut pour premier abri la vieille maison du Refuge, autrefois Sainte-Quitterie. Mais les adeptes augmentant en même temps que le nombre des enfants pauvres, à l'enseignement duquel devaient se consacrer les nouvelles sœurs, la Mère de Trenquelléon eut à chercher un local plus vaste et plus indépendant. Aidée par la piété et la charité de quelques familles de la ville, et par la bienveillance de Monseigneur Jacoupy, elle acheta l'ancienne église, absolument en ruines, du couvent des Augustins, ainsi qu'une partie de ce couvent. L'autre partie lui fut donnée. C'est à la suite de cette acquisition

qu'elle vint s'établir rue et place des Augustins, le 6 septembre 1820 ¹.

Les Filles de Marie y sont demeurées depuis cette époque jusqu'à aujourd'hui, où elles exercent toujours l'enseignement et voient chaque jour augmenter le nombre de leurs élèves. Aussi ont-elles pu peu à peu, à force d'intelligence et d'économies, agrandir leur local et transformer entièrement la disposition primitive. Le corps de logis D, qui seul existait au temps des Augustins, a été complètement remanié et même prolongé jusqu'au delà du mur de ville. Un autre corps de logis, à peu près parallèle, s'est élevé en 1864, le long de la rue qui mène au boulevard, relié avec le précédent par un troisième bâtiment qui touche à l'église du côté du nord. Enfin la chapelle actuelle, terminée au mois de mars 1860, a été bâtie absolument sur l'emplacement de l'ancienne église des Augustins ; mais elle est plus petite, son élévation ayant été réduite à peu près à la moitié. Quant au cloître, détruit lors de la Révolution, il n'a pas été reconstruit. Une belle et vaste cour, plantée d'arbres, existe à sa place : elle est ouverte du côté du nord et se relie au magnifique jardin clôturé par le mur qui longe actuellement le boulevard Scaliger.

La maison des Filles de Marie d'Agen est la maison-mère de l'ordre. Décédée le 10 janvier 1828, à l'âge de trente-huit ans, la Mère de Trenquelléon, première supérieure, a été remplacée, d'abord par la Mère Saint-Vincent Cornier de Labastide (1828-1856), puis par la Mère Marie-Joseph de Castéras (1856-1874), enfin par la Mère Marie-Sophie Baud, supérieure actuelle, à l'obligeance de laquelle nous devons ces derniers renseignements. Qu'elle nous permette de lui adresser ici, à cet égard, l'expression de notre plus respectueuse gratitude.

(A continuer.)

PHILIPPE LAUZUN.

¹ Voir pour plus amples renseignements : la « *Vie de la Révérende Mère de Trenquelléon, fondatrice et supérieure de l'Institut des Filles de Marie, avec ses avis spirituels et ses lettres, par un Bénédictin de la congrégation de France.* Poitiers, Oudin. In-8°. 1861.

COMMENT AGEN MANGEAIT

AU TEMPS

Des derniers Valois.

(Suite)

V. — LA TABLE ET LA CUISINE.

LES ÉCRITEAUX DE BANQUET. — LA GASTRONOMIE EN FRANCE AU XVI^e SIÈCLE.
— FESTINS ROYAUX. — GOUTS MYTHOLOGIQUES. — EXTENSION DU LUXE.
— ÉDIT DE 1563. — LES AGENAIS ET LA COUR DE NÉRAC. — LA BOUCHE DU
ROI DE NAVARRE. — LA TABLE A AGEN. — LES CONSULS ET LES FESTINS DE
PENTECÔTE. — REPAS BOURGEOIS. — LA CUISINE. — LES SAUCES. — LES
ÉPICES. — UN PROCÈS DE FALSIFICATION EN 1585. — LES DOUCEURS. — LES
PATISSIERS ET LES PATÉS. — LES GÂTEAUX. — LES OUBLIES ET LES OUBLIERS
— LA VAISSELLE. — LE COUVERT. — LE LINGE. — LA REINE MARGOT ET LES
SERVIETTES DES DAMES D'AGEN.

L'inventeur des menus fut un gourmet à coup sûr, et un homme d'esprit. Rien d'affriolant et d'utile comme ce petit papier aux fines arabesques, aux joyeux croquis, qui se tapit, modeste, au milieu du fouillis de la table, tout auprès de votre couvert. Avec lui, d'avance, on savoure la bisque ardente et veloutée, on hume le parfum de la truffe, on se délecte aux raffinements de la timbale. Grâce à lui, dans une sécurité complète, éclairé sur l'avenir, l'estomac fait son plan, arrête son choix et n'est plus exposé à devenir l'asile d'inconscients amalgames. S'il annonce les charmes du dîner, le menu en conserve aussi la mémoire; et, quant à nous, nous appartenons à l'école de ces convives reconnaissants qui le mettent franchement au dessert dans la poche de leur habit.

Au ^{xvi}^e siècle le menu s'appelait : l'écriteau du banquet. Le distribuait-on aux convives dans les grandes occasions ? Cela se peut, car les gens de ce temps-là n'étaient point médiocres aux choses de la gueule. Était-on dans l'usage de le conserver à titre de souvenir et de préparer ainsi des documents aux historiographes de la cuisine ? Ceci, nous ne le croyons guère ; quand on avait alors, à sa satisfaction, vigoureusement joué des mandibules, on s'occupait fort de digérer en paix, mais pas du tout de transmettre aux races futures la mémoire d'un diner qui avait le tort suprême de n'être déjà plus. Et quiconque se fût avisé de paperasser pour savoir comment mangeaient les ancêtres, plutôt que d'aller surveiller sa lèche-frite et voir si son poi était bien garni, eût été considéré comme lunatique au premier chef.

Donc, les vieux Agenais ne nous ont point laissé leurs « écriteaux de banquet ». C'est fâcheux, car il nous eût suffi d'en transcrire quelques-uns pour donner l'idée la plus nette de l'ordonnance de leurs repas. Nous sommes loin pourtant d'être dénués de documents locaux : il reste, par exemple, des comptes qu'il a fallu régler, et qui l'ont été par des comptables d'une admirable minutie. Mais, pour que ces documents soient mis à leur vrai point, il nous est nécessaire, sans prétendre changer le caractère restreint de notre étude, de les encadrer dans quelques indications d'ordre plus général.

En état de société, l'homme, animal d'imitation, ne sait pas manger autrement que ses contemporains. Il est, avec eux, gourmand ou gourmet, frugal ou délicat, économe ou dépensier. L'exemple part du haut de l'échelle, et chacun, le nez en l'air, s'efforce de singer ce qu'il voit sur l'échelon au-dessus du sien. C'est instinct de nature.

Aux trois derniers siècles fortement hiérarchisés, le roi donnait le ton ; la cour réfléchissait les rayons de l'astre, la capitale s'en imprégnait, et la province, avidement, recueillait attiédís ceux qui parvenaient jusqu'à elle. Cette unité d'impulsion imprimait à chaque époque une physionomie bien tranchée, et, cela, jusque dans les usages de la table.

Un mot donc, en passant, sur les habitudes de bouche des rois qui servirent de modèle suprême aux Français du ^{xvi}^e siècle.

Par leur influence le courant général fut au luxe et à la chère plantureuse. On aima les plats solides et le décor brillant.

Rarement souverains montrèrent plus d'élégance et de somptuosité.

Les palais royaux, éblouis, virent renaitre les fêtes du monde païen. On y portait le costume le plus riche et le plus gracieux qui fut jamais. Elles se déroulaient au sein d'architectures splendides ornées du mobilier le plus rare comme matière et le plus merveilleux comme art. Les dressoirs et les crédences disparaissaient sous des orfèvreries sans prix. Sur leurs rayons se pressaient les buires de jaspe oriental, les coupes de lapis-lazuli, les drageoirs de jade; s'étagaient les vases d'agate, les tasses de sardoine et les gobelets d'onyx, ciselés par les premiers artistes du monde, montés en or émaillé, incrustés de camées antiques ou rehaussés de pierres précieuses.

Un tel cadre appelait des repas homériques.

François I^{er}, Gargantua, avait appris en Italie ce qu'était la magnificence de la table. Venise, Florence et Rome, rivales en cela comme en tout, l'avaient portée à son point extrême.

Le roi de France voulut les surpasser.

Sa bouche fut grandiosement organisée et, durant son règne, ce ne furent dans les appartements et les galeries des châteaux de Madrid, de Saint-Germain et de Chambord que collations et festins servis avec une prodigalité renouvelée des monarques asiatiques et des Césars de la décadence. Les tables royales étincelaient d'inestimables surtouts; et les nefs, les bassins, les aiguères, les hanaps de cristal de roche, tantôt finement gravés, tantôt semés des perles les plus pures, y reflétaient le chatoyant éclat de la vaisselle d'or, des salières ouvrées par les maîtres italiens, des émaux de Limoges et des verres de Murano. Dans une salle à manger de Fontainebleau se dressaient comme porte-lumières six dieux et six déesses d'argent, de la taille même du roi, première commande du monarque à Benvenuto Cellini ¹.

Henri II, Pantagruel, maintint à leur hauteur les traditions paternelles.

Ses fils dérogèrent un peu. François II aimait Marie Stuart, Char-

¹ Pour le détail de ces merveilles voir notamment : « Les gemmes et bijoux de la Couronne, publiés et expliqués par M. Barbet de Jouy; dessinés et gravés à l'eau-forte par Jules Jacquemart. 1865. *Chalcographie des Musées Impériaux* ».

les IX la chasse, Henri III la débauche, le duc d'Alençon la politique : la table en pàtit, et aussi du malheur des temps.

Les parasites de marque se prirent à regretter les règnes précédents. On ne faisait plus chez le roi chère-lie que « par boutades » : car, dit Brantôme, « le plus souvent la marmite se renversoît, chose que hait beaucoup le courtisan qui aime à avoir bouche à cour et à l'armée, parce qu'alors il ne lui coûte rien ».

L'erreur serait grande néanmoins, si l'on prenait ces paroles au pied de la lettre, et si l'on se représentait la simplicité et la frugalité comme implantées au palais des Valois.

Le trésor était parfois vide, mais la toute-puissante Reine-mère s'entendait à battre monnaie et savait trouver l'argent nécessaire à ces fêtes où elle puisait un de ses plus puissants moyens d'action. Pour nouer ses multiples intrigues, pour avancer ses ténébreux desseins, il lui fallait le gai tumulte des carrousels, le mystère des mascarades, l'enivrement des danses, des ballets et des pompes mythologiques.

Mais, avant tout, elle se fût gardée, la bonne dame, de négliger les séductions plus positives de la table. Elle était là, d'ailleurs, la première séduite et elle devait à un appétit hors ligne un embonpoint correspondant.

Elle sut imprimer à tout ce qui touchait à la bouche un cachet de magnificence toujours galante, souvent licencieuse. Les mémoires du temps fourmillent à ce sujet de détails curieux. Rappelons, entr'autres, le fameux repas de Bayonne, dressé dans une île de l'Adour au milieu des bosquets, servi par des troupes de bergères habillées de toile d'or et de satin à la mode des diverses provinces de France, égayé par des bandes de musiciens déguisés en satyres et éclairé par un rocher lumineux tout couvert de nymphes. Citons aussi les banquets de Chenonceaux et de Pléssis-lez-Tours où servaient « les plus belles et honnestes dames de la cour », ici revêtues de costumes d'homme en drap vert, là à moitié nues et les cheveux épars; enfin, les dix-sept festins des noces de Joyeuse où ruisselèrent, jetés d'une main folle, les derniers millions de Henri III.

A ces agapes ne s'asseyait, cela va de soi, que la fleur de la Cour : élus en petit nombre, admirés et adulés par les uns, haïs et décriés

par les autres, mais enviés par tous et arbitres incontestés de la mode et du goût. Un tel cénacle ne s'ouvrait guère aux seigneurs de province, et les bourgeois bien posés s'estimaient heureux quand ils en recueillaient les nouvelles, culinaires ou autres. Un habitant d'Agen, pourtant, eut cet honneur, et s'en fut bien passé, d'être hébergé dans un château royal. Ce fut M^e Jehan Camus, syndic du pays d'Agenais, lequel, en l'an de grâce 1584, député en haut lieu pour y porter d'indiscrètes doléances, obtint immédiatement, réponse concluante, la table et le logement... à la Bastille.

Nous venons de voir quel était le faste intérieur du roi. Les princes se modelaient sur lui. Ces puissants personnages, dont la vie publique s'usait dans les luttes religieuses de la chrétienté, semblaient eux aussi n'aspirer dans la vie privée qu'à ressusciter les fantômes gracieux du paganisme. A cette singulière époque œgyptans et faunes, orcades et dryades vinrent plus d'une fois réciter des vers aux convives ou leur verser à boire. Héros et déesses rehaussèrent de leur présence de vrais festins de féerie, où fonctionnaient des trucs relégués aujourd'hui sur la scène. Des plafonds représentant la voûte céleste s'entrouvraient, et des machines en forme de nuées s'en échappaient, apportant et remportant les services. Des tables se séparaient en deux et disparaissaient pour faire place à des tables nouvelles qui, toutes chargées, surgissaient du parquet. Au dessert des orages artificiels faisaient tomber dans la salle de fines pluies d'eaux de senteur et des grêles de dragées.

De telles fêtes, bien que réservées aux occasions les plus solennelles, suffisaient à impliquer des habitudes de vie grandioses dont cherchaient à se rapprocher les gens du bel air, seigneurs et financiers, dans leurs hôtels et leurs châteaux.

Près et futaies, métairies et moulins y étaient engloutis parfois ; mais tout ne passait pas sur le dos comme au Camp du Drap d'or, et l'estomac maintenait haut ses droits. On le servait luxueusement, avec une abondance de vaisselle plate qui était une des vanités des grandes maisons [†], et le contenu des plats répondait au contenant.

[†] Blaise de Monluc, qui avait neuf enfants et une fortune très ordinaire, laisse à sa seconde femme, la dame de Beauville, par testament fait en sa maison d'Agen le 22 juillet 1576 : « six coupes d'argent dorées, les deux avec couvercle et les autres non ; deux sallières avec enchaseures, un petit vase

Dans toute la France les classes moyennes suivaient l'exemple de leur mieux, et ce mieux devint si bien que le gouvernement s'en émut. Il eut peur que le royaume ne se mangeât lui-même à toutes sauces, et il fit l'édit de 1563. On défendit de servir dans un même repas de la chair et du poisson ; on ne permit dans les noces et les festins que trois services, dessert compris, de six plats chacun. Cela faisait encore dix-huit plats au total et, avec l'envergure des plats de ce temps-là, on eût pu, malgré tout, dîner passablement.

Mais enlevez donc aux gens qui ont de l'argent en poche la liberté de l'indigestion !

En vain l'on accorda en prime aux dénonciateurs la moitié des amendes, la pauvre ordonnance ne se soutint pas ; et les lignes suivantes, écrites quelques années plus tard, montrent qu'elle n'avança guère le triomphe de la frugalité :

« Bien que les vivres soient plus chers qu'ils ne furent oncques, si est ce que chacun aujourdhuy se mesle de faire festins, et un festin n'est pas bien fait s'il ny a une infinité de viandes sophistiquées pour aiguïser l'appétit et irriter la nature. »

Des trois services, de la simplicité prescrite pour l'assaisonnement, on se soucie bien vraiment ! L'amphytrion qui se respecte doit offrir la même viande accommodée de cinq ou six façons différentes avec force sauces, hachis, pâtisseries et « toutes sortes de salmigondis et autres diversitez de bigarrures ». La mode exige autant de variété que d'abondance.

Dans la grande symphonie gastronomique exécutée par la France, Agen tenait dignement sa place.

Il n'en pouvait être autrement avec les ressources que nous avons passées en revue et dont disposaient les Agenais. Ceux-ci, en outre, avaient sur les autres provinciaux cet avantage d'avoir à leur porte un modèle parfait : on sait qu'à Nérac, à maintes reprises, avec les rois Henri II et Henri III, résida la cour de Navarre.

doré, deux aiguières, douze assiettes, deux chandeliers, un rechaut, un plat bassin, une ecuelle à oreille, le tout d'argent ; » plus, en usufruit, à la même et à ses filles de ce second mariage : trois douzaines de plats, deux chandeliers et un bassin de sa vaisselle d'argent.

Cette cour eut un certain éclat du temps d'Henri d'Albret et de Marguerite d'Angoulême. Mais ce fut pendant la jeunesse d'Henri de Bourbon qu'elle brilla de tout son lustre, rivalisant même d'élégance avec la cour de France grâce à la présence de la seconde reine Marguerite, auprès de laquelle Catherine de Médicis avait laissé la partie la plus gracieuse, la plus jeune et la plus séduisante du fameux escadron volant.

Le roi, de son côté, avait auprès de lui « une belle troupe de seigneurs et de gentilshommes, aussi honnestes gens que les plus galans » qui fussent au Louvre; et dans cet autre pays du Tendre, de 1578 à 1582, les journées s'écoulèrent « en toutes sortes d'honnêtes plaisirs ».

On sait de reste, parmi ces plaisirs, quel était alors le plus goûté en cette cour. S'il n'était pas la bonne chère, il en impliquait la nécessité : *Sine Cerere et Baccho friget Venus*.

La maison royale de Navarre était en tout somptueusement montée; et Henri, qui avait sa vieille et sa jeune garde, ses Ecossois, ses Suisses, ses comédiens italiens, ses fous en titre, tenait à ce que sa table fût ordonnée savamment.

Dans les offices se déroulait la hiérarchie des contrôleurs, des chefs, des sommeliers de panneterie et d'échansonnerie, des maîtres d'hôtel, des écuyers et des huissiers de cuisine, dirigeant la tourbe des cuisiniers, des potagers, des officiers de fruiterie, des hâteurs, des aides, des lavandiers, marmitons, galopins et tourne-broches.

Les viviers regorgeaient de poisson, le gibier était abondant, les jardins en plein rapport; et la charge de Pierre Huart, pourvoyeur du château, n'était pas une sinécure.

Un des mets favoris de Marguerite était une soupe au blanc de volaille qui a gardé le nom de potage à la reine. Henri, lui, était grand mangeur d'huîtres et de melon. Il appréciait fort aussi les jambons et les oies dont il se faisait envoyer des charges du Béarn; et, dans la salle, devant le dais royal, défilaient dans les plats de vermeil et d'argent armoriés de Navarre, les pâtés d'artichauts et de venaison, les pâtes d'Italie et les confitures de Gènes.

La légende, on le voit, était encore à naître du Béarnais besogneux et frugal.

Il n'en offrait guère le type, ce jeune prince bruyant, prodigue, joueur, grand amateur de belles plumes et de gants parfumés, de bijoux et d'oiseaux rares, qui ne se refusait rien, pas même des dettes, et qui, chaque matin, pour se refaire, prenait du lait d'ânesse. Nul alors, dans ce délicat, ne devinait le héros qui, d'un bond, au siège de Cahors, allait en plein sauter dans l'épopée ; bien moins encore le cadet de Gascogne enlevant à la pointe de l'épée le royaume de France.

A ce moment, ses ambitions apparentes étaient d'autre sorte, et il semblait, avant tout, soucieux de conquérir les suivantes de sa femme. Conquêtes où il ne réussit que trop, témoin Dayelle, Le Rebours et autres, et pour lesquelles, hautement pratique déjà, il ne dédaigna point de demander aide à l'habileté raffinée de ses pâtissiers Aignan Crème, Pierre et Raymond de Lorme.

Sauvant les apparences par l'envoi de sucreries à la reine, il distribuait aux filles d'honneur des boîtes de dragées, il comblait de friandises M^{lle} de Robeu, et cheminait dans les bonnes grâces de la petite Fosseuse en lui faisant porter des massepains en sa chambre.

L'amour fraternel se manifestait d'une façon plus sérieuse, et c'étaient des cadeaux de saumons qu'il offrait à sa sœur la princesse Catherine.

D'un mot, à cette cour-là, on ne perdait aucune occasion de festoyer, et, quand on avait fini de festoyer, on chantait, on dansait, on chassait et l'on faisait l'amour.

Absolument l'abbaye de Thélème, jusqu'au jour où les ris et les jeux furent mis en déroute à grands coups de rapière et pourchassés par les arquebusades ¹.

En attendant, un pareil voisinage avait de quoi mettre le diable au corps des jeunes Agenais, lesquels d'ailleurs pour tourner de travers étaient, d'après Belleforest, dans les meilleures dispositions :

¹ Les détails donnés sur la cour de Nérac sont tirés des archives des Basses-Pyrénées, *passim*, notamment B. 46, 47, 48, 154, 2273 et suiv., 2329 et suiv., 2374, 2387, 2400 et suiv., 2568, etc etc.

« La jeunesse d'Agen, dit-il, ayant abondance de biens, pleine de ses désirs, et n'ayant souci que de rire, plus transportée des appétits sensuels que du soing d'embrasser la vertu ou les affaires, ne s'adonnoyt pour la plus part qu'à dresser festins et mascarades ¹. »

Il serait difficile et encore plus risqué d'approfondir ce qui se passait dans ces festins et ces mascarades.

Nous allons voir sous un jour plus vrai la bonne vie de province en nous arrêtant plutôt chez les gens sérieux : chanoines, présidiaux, jurats, bourgeois ayant pignon sur rue, honnêtes personnes jouissant d'une large aisance sans luxe, mangeant aux heures, dînant à onze, soupant à sept, normalement, compendieusement, selon les règles.

Ignorant ce que c'est qu'être blasés, ils étaient gourmands franchement. L'approche d'un bon repas les remplissait d'aise, et ils s'épanouissaient à l'odeur du rôti. De même que frère Jean ils avaient « l'estomac creux comme la botte saint Benoist, toujours ouvert comme la gibbessière d'un avocat, » et ils eussent volontiers, à l'instar du bon Sancho aux noces de Gamaches, pleuré de tendresse à la vue des files d'oisons baignant dans leur jus et des grappes de poulardes reluisant sous la blonde transparence des graisses.

Pénétrés de cette vérité que la table rend l'humeur gaie, l'esprit vif, le caractère sociable, ils aimaient à se réunir autour d'une nappe bien garnie.

Les consuls étaient les premiers à s'offrir de ces petits repas intimes auxquels on attribuait une si bienfaisante influence qu'ils étaient presque devenus pour eux une obligation de charge.

A ce sujet d'antiques instructions, conservées par tradition et consignées aux vieux registres, sont rappelées dans le testament consulaire de 1609. Ce testament, vraie codification des usages anciens, constate d'abord la parfaite égalité que la communauté de fonctions établit entre les consuls ; puis leur recommande, dans l'intérêt public, de vivre en absolue concorde. Pour y parvenir, dit le texte, et « pour mieux s'entretenir en amitié et unité, il faut manger quantité de sel ensemble ». Aussi, à côté de l'invitation de « fuir les mau-

¹ Belleforest, *Histoires extraordinaires*, t. V, p. 129.

vaies compagnies, s'abstenir de festins quy se font en debauches, ne jouer aux jeux prohibés », donne-t'il le conseil aux magistrats municipaux « de se festoyer entr'eux, souvent, à leurs despens, avec frugalité, sans superfluités de viandes ».

Alors que toutes les coutumes étaient scrupuleusement respectées, celle-ci dut l'être encore mieux que les autres. Pourtant il ne faudrait pas jurer que, là comme ailleurs, la règle de la frugalité n'ait jamais reçu quelqu'entorse.

Mais les consuls ne se traitaient pas toujours à leurs frais, en certaines occasions ils banquetaient aussi aux frais de la ville, et, à la différence de leurs diners privés, la composition de plus d'un de leurs diners officiels est parvenue jusqu'à nous.

Agen célébrait notamment avec une grande solennité la fête de la Pentecôte, et offrait, ce jour là, un festin à ses élus... sauf en cas de peste.

On y mangeait ferme, on y buvait sec ; et, ma foi, après boire, quand les affaires de la ville allaient bien, entre consuls, parfois on cassait les verres. La ville payait la casse : les comptes sont là, sans vergogne ; et l'on en voit bien d'autres quand on parcourt les livres de dépense du Béarnais !

Nous passerons sur les diners de Pentecôte du commencement du siècle, bien qu'ils ne soient pas à dédaigner¹ : jambons au vin, tartes au fromage, asperges même (une rareté !) ; et nous donnerons quelques détails sur deux de ces repas dont les dates concordent mieux avec l'ensemble de notre travail :

Le premier est celui de 1540. Martin Lagrange fit la cuisine et brûla deux charrettes de bois et trois sacs de charbon ; les mandes servirent à table et l'on prit deux femmes pour laver la vaisselle.

Le cuisinier employa 10 oisons, 26 poulets, 24 pigeons, 4 chevreaux, 1 vedelle, 3 têtes de chevreau, 3 sièges de mouton, force pièces de mouton et de bœuf, 15 livres de lard, des laitues, des her-

¹ Voir pièces justificatives, n° 11, le compte de la Pentecôte de 1503, un des derniers écrit en gascon,

bes, des oignons, des « pesdaux » verts ; et, pour l'assaisonnement, un pot de vinaigre, un pot de verjus, de la graisse, de l'ail, de la montarde, de l'épicerie. On acheta aussi, en dûe quantité, du sucre et des œufs pour M^e Guillaume Lucas chargé de la confection des tartes et de la pâtisserie, et on n'oublia ni le fruit ni le pain blanc.

A la Pentecôte de 1553 signalons dans le menu un vrai déluge de pâtisserie. Encore, au lieu d'un repas, en fit-on trois. Ayant éprouvé qu'il n'y a pas de bonne fête sans veille et sans lendemain, souvent les consuls, soit le samedi, soit le lundi de la Pentecôte, comme apéritif ou comme digestif, arrangeaient quelque petit banquet supplémentaire. C'est ce qui arriva cette année-là.

Le dimanche, au dîner, M^e Jacques Verdelhan, le pâtissier, fournit à lui seul 26 pâtés d'assiette, 6 fleurs de lys, 6 darioles, 6 tartes de prunes, 6 croquants, 6 poupelins, 6 plats de goubaux, 6 plats de crème, 3 douzaines de cassemuseaux. Le même jour, au souper : 4 pâtés de chevreau, 4 pâtés de poulets, 4 pâtés de pigeons, 4 tartes coupées, 4 talmouses, 4 darioles, 4 tartes couvertes, 4 joyeuses, 4 « vaudryes » (lisez baudriers) de pommes, 2 douzaines de cassemuseaux¹.

Le lundi, la pléthore se fait sentir. On ne compte au dîner que 2 pâtés d'assiette, 2 pâtés de poules, 2 tartes de crème, 2 gruyères, 2 poupelins, 2 croquants, 2 plats de goubaux, 2 plats de crème, 1 douzaine de cassemuseaux.

Pour le dernier tiers du siècle on ne trouve plus les comptes des festins de Pentecôte. Sans doute ils furent remplacés par des envois à domicile dont nous aurons à parler plus tard.

Ces repas de corps n'étaient en somme que de grands repas bour-

¹ La dariole était une sorte de tartelette à la crème ou au fromage, dont le dessus était *riolé*, c'est-à-dire coupé en différents sens par des bandes de pâte. Le croquant était un gâteau d'amandes cuit au four. On appelait poupelin, une pièce de four aussi où entraient de la fine fleur de froment, du lait, des œufs frais, du sucre et des écorces de citron ; une fois cuite, on la trempait toute chaude dans le beurre. Le goubau est sans doute le gâteau appelé en français *gobet* ; il se faisait comme les échaudés avec des jaunes d'œufs, de la farine et du beurre. La talmouse contenait de la crème, du fromage, et se servait dorée au jaune d'œuf et saupoudrée de sucre.

geois¹. Ils peuvent donner quelque idée de la composition des diners de gala des particuliers : ceux-ci certainement plus soignés et mieux ordonnés, grâce aux maîtresses de maison toujours plus soucieuses qu'un cuisinier banal du bien-être des convives.

D'une façon générale, voici quel était l'ordre du service : d'abord, comme entrée de jeu, les fricassées, hachis et salades ; ensuite le solide : pâtés, bouillis, rôtis et gibier ; enfin, comme issue de table : « les fruictages, laictages et douceurs ».

La cuisine, bien qu'un peu lourde et ne s'attardant guère aux nuances, était bonne et très variée.

Un de ses traits caractéristiques était la multiplicité des potages, parmi lesquels le plus en vogue était le potage au riz. Elle aimait à présenter les viandes bourrées de farces et saupoudrées de panures, et employait force pâtes et macaroni. Les champignons se fricassaient à l'huile, ce qui sent fort les cèpes à la bordelaise. Quant aux truffes, elles semblent n'avoir point eu dès lors le prestige qui maintenant les entoure ; on en mangeait cependant, cuites tantôt au vin, tantôt sous la cendre, tantôt dans l'eau avec de l'huile, du sel et des aromates. Il est probable aussi qu'elles étaient beaucoup plus rares qu'aujourd'hui, l'homme de génie qui eut l'idée de s'associer un cochon pour les chercher n'ayant, dit-on, fleuri qu'au milieu du xvi^e siècle.

Nous ne saurions ici explorer dans toute son étendue le vieil art culinaire ; mais, pour s'en faire une idée, il suffira, sans fouiller les manuels spéciaux, d'ouvrir Rabelais, et on y lira les listes interminables des plats qu'il jette en pâture à l'appétit insatiable de ses personnages.

Deux points cependant doivent arrêter notre attention. Ce sont

¹ A rapprocher des repas des consuls d'Agen le dîner fait lors de la tenue des Etats de Bigorre en 1591 par Bardachen, cuisinier des Etats : 1 veau de lait, 48 paires de poulets, 4 paires de chapons, 25 livres de lard pour le potage, 2 jambons, 6 dindes, 6 tourterelles, 2 perdrix, 100 œufs, 3 pintes de vinaigre, raisins de Damas, 60 noix confites, confitures, oranges d'Espagne.

Cette même année les Etats du Nebouzan dînèrent avec des ventres de veau et de mouton, 20 paires de chapons, 4 lièvres, 2 coqs d'Inde et du fromage du Cantal. (Arch. des Basses-Pyrénées, B. 1020 et 1391.)

comme les deux pôles de la cuisine, l'excitant et le lénifiant, les épices et les douceurs, l'assaisonnement et le dessert.

Il y a trois siècles on était peu disposé à condescendre aux petits caprices de l'estomac ; il fallait qu'il marchât, et rondement. Tout robuste qu'il fût, avec la tâche qu'il avait à remplir, des stimulants lui étaient nécessaires. Pour consommer la solide pâture qu'on lui imposait, parfois bon gré mal gré, il était besoin de condiments vigoureux.

De là, l'usage de sauces préparées d'avance, selon d'invariables formules, appropriées aux divers mets, et que chaque convive, comme on fait encore en Angleterre, mêlait selon son goût à la portion qui lui était servie. Le nombre de ces sauces était infini. Plusieurs sont restées célèbres : la sauce au pauvre homme ; la sauce Robert, si appétissante que l'Ogre de la Belle au Bois Dormant la choisit, cent ans plus tard, pour accommoder le petit Jour et la petite Aurore ; la sauce verte dont le débit était énorme, et qui, dans sa légende, compte parmi les crieurs le roi Anarche détrôné par Pantagruel. On jugera de ce qu'étaient ces sortes de mélanges par les ingrédients qui entraient dans cette sauce verte : elle avait pour bases le poivre, le gingembre et le clou de girofle ; et elle passait, ce que nous croyons sans peine, pour aider d'une façon spéciale à la digestion du chevreau, du veau et du mouton.

En dehors même des sauces, le rôle culinaire des épices et des aromates était prépondérant. Aimiez-vous la muscade ? On en mettait partout ; et aussi de la cannelle, de l'anis, du fenouil, du girofle, du gingembre, du salpêtre, de la coriandre. Pas de bon ragoût sans safran. On aromatisait les vinaigres de mille manières, et on y faisait confire des câpres, des olives, des fruits, des plantes. On prisait fort le verjus ; on raffolait de la moutarde, et une espèce, naturellement usitée à Agen, était une moutarde rouge, fabriquée dans le Périgord et dans le Quercy, où il entrait du moût de vin et qui s'exportait en bouteilles. L'ail, aujourd'hui banni des tables qui se respectent, était très apprécié ; on en faisait des compositions nommées aillées, qui en condensaient la saveur. Une des aillées les plus en usage, consistant en une pâte compacte d'ail pilé avec des noix, se faisait à Toulouse et à Bordeaux. Agen, entre les deux, devait en être embaumé !

Mais de tous les condiments le plus recherché peut-être était le poivre, qui a, depuis, presque évincé tous les autres.

Il coûtait cher, et, comme toutes les épices fines se vendait chez les apothicaires, tandis qu'aux mangonniers, comme nous l'avons dit, était réservée la vente des autres denrées qu'on trouve chez nos épiciers, telles que fromages, huiles et salaisons.

Il semble donc que la parfaite qualité des épices eût dû être garantie par la qualité du marchand et qu'on eût pu acheter en confiance. Hélas, qui peut se dire assuré contre une défaillance, fût-il apothicaire ?

Exemple le cas d'Armand Malarby.

Le 3 octobre 1585, une brave bourgeoise, Catherine Delcruzet, entre dans sa boutique, achète une once de poivre moulu, et paie trois sous.

C'était une somme : le prix d'une paire de poulets ! Aussi, de retour au logis, la bonne femme considère son poivre, le soupèse, le flaire..... et conçoit des doutes.

Elle en fait part aux consuls ; et ceux-ci commettent deux confrères de Malarby, les apothicaires Volvestre et Arnoux pour examiner le poivre suspect. Rapport fait, il y manque un quart d'once, et il n'est point vendable « par ce quil y a du gingembre quy ne se vend tant que le poybre, et du poybre appelé de paradys quy nest sy bon a demy que laultre ».

Sur ce, le consul Mathieu se transporte chez Malarby, saisit la caisse au poivre et la fait porter par un mande à la Maison Commune. Pour éviter toute erreur judiciaire Jehan Denarp « apothicaire grossyer » celui-là, (c'est-à-dire en gros.) est chargé d'une nouvelle expertise ; et l'accusé demeure définitivement convaincu d'abuser dans sa marchandise du gingembre et du poivre de paradis.

On ne saurait errer condamnant un pervers : d'où amende, « deffense de cy après uzer de telz actes », et restitution des trois sous.

Malgré les droits sacrés de l'histoire, et par égard pour la mémoire de Malarby, nous aurions jeté un voile sur cette regrettable affaire. Mais, depuis lors, l'art de la falsification a fait tant de progrès qu'aujourd'hui cet apothicaire égaré mériterait de justes éloges

pour avoir eu l'honnêteté de composer son poivre avec du gingembre et du poivre de paradis. Grâce aux progrès de la civilisation, on le fabrique maintenant avec de la graine de navette..... et encore !

Le goût général du xvi^e siècle pour les épices trouvait dans le goût des douceurs sa naturelle contre-partie.

Les ménagères excellaient aux compotes, marmelades, gelées et raisinés. Les confiseurs, très habiles, variaient à l'infini les fruits confits, les pâtes sucrées, les confitures sèches et les conserves de fleurs.

Quant aux pâtisseries leur rôle dans le monde culinaire était des plus importants.

En effet, outre le département des tartes et des gâteaux qui leur est resté, ils avaient le monopole des pâtés dans lequel ils ont été depuis presque entièrement supplantés par les traiteurs et les charcutiers.

Pâtés chauds et froids, gras et maigres, tourtières et rissoles, pâtés de viande ou de poisson, de volaille ou de gibier, tout ce qui était pâté en un mot, depuis le pâté d'anguilles jusqu'au pâté de pigeons, tout cela sortait de leurs mains ; et il suffit de se rappeler les détails que nous avons donnés sur le banquet des consuls de 1553 pour comprendre combien cette branche de leur commerce devait être lucrative.

Du côté des tartes s'ouvraient aussi de larges horizons. On englobait sous ce nom générique toute pâtisserie renfermant des fruits, des herbes, des confitures ou du laitage. L'imagination se donna libre carrière, on mangea des tartes aux raves, aux roses, à la fleur de sureau, à la courge, à la moëlle de bœuf ; mais la palme de l'invention resta à d'O qui fit servir chez lui des tartes de musc et d'ambre valant vingt-cinq écus. Il est vrai qu'il était surintendant des finances.

Les gâteaux proprement dits s'appelaient légion : secs ou sucrés, se pliant à tous les goûts et à toutes les bourses, on ne pouvait leur reprocher que d'avoir parfois des formes ultra-naturalistes et des noms à faire rougir le latin. Nous avons déjà cité à l'actif des pâtisseries d'Agén les fleurs de lys, les darioles, les croquants, poupelins,

goubéaux, talmouses, joyeuses ; sans nous lancer dans une impossible énumération nommons les fécondes tribus des beignets ¹, tartellettes, biscuits, massepains, échaudés, brioches, en conservant pour la bonne bouche le populaire cassemuseau.

Qui a vu, en Mai, au soleil du matin, les gais pèlerins de Bon-Encontre revenir, par files endimanchées, à travers les champs en fleurs, sait quel est sur les Agenais l'attraction du cassemuseau. Pas un papa soucieux de son prestige qui n'en brandisse trois ou quatre enfilés à sa canne ; pas une maman qui n'en rapporte aux bébés demeurés au logis ; pas une fillette qui ne s'en fasse des bracelets dorés, tout frais sortis du four. C'est à qui, dans cette orgie de cassemuseaux, exhibera les plus gros ; et, quand passe une pièce hors ligne, elle est, au long de la route, saluée par le rire admiratif de la foule. Or, cette vogue n'est pas d'hier, elle est presque une tradition, et les aïeux du xvi^e siècle trouvaient, eux aussi, au cassemuseau des charmes ineffables. Seulement ils disaient et écrivaient *cachemuseau*, ce en quoi ils se montraient logiciens supérieurs : cet inoffensif gâteau cachant, quand on y mord, absolument le museau, mais n'en ayant jamais cassé aucun.

Les pâtisseries, dispensateurs de tant de délices, étaient assez nombreux dans la ville ; et leurs lanternes transparentes, bariolées de figures grotesques, brillaient joyeusement, le soir, dans l'obscurité des rues.

A leur corporation, membres plus modestes, se rattachaient les oublieurs ² qui avaient pour spécialité ces gâteaux légers faits d'une mince feuille de pâte : oublies, gaufres, nieules ³ et plaisirs.

Ces oublieurs étaient peu considérés bien qu'ils fussent d'antique origine, et quasi les pères de la pâtisserie française : Saint Louis

¹ Bernard Palissy dans ses Mémoires donne la recette d'un beignet qui semble plus du domaine de l'apothicaire que de celui du pâtissier. Il était fait de farine détremée avec une décoction d'absinthe et frite dans du beurre ou de la graisse. Dans le Sud-Ouest et notamment dans l'Agenais on le donnait aux enfants pour chasser les vers.

² Oublayers, oblyers ou oublieux.

³ Les nieules sont des oublies de forme spéciale.

dans sa maison comptait un maître oublier. Mais ils avaient dégénéré et déjà au xvi^e siècle leur renom était médiocre.

Portant sur le dos la boîte cylindrique traditionnelle, ils couraient les foires, les pardons, les frairies ; allaient de rue en rue crier leur marchandise, entraient dans les maisons, surtout à l'heure du souper et y faisaient jouer leurs oublies aux dés. Grâce à cette sorte d'ubiquité ils avaient l'œil à tout, et abusaient des facilités qu'ils trouvaient à pénétrer partout pour faire, disait on, d'assez vilains métiers. De plus, malgré les statuts qui les obligeaient à être « de bonne conversation », ils étaient fort mal embouchés, et les chants par lesquels ils attiraient l'attention de leurs pratiques étaient d'une décence plus que douteuse. A l'appui, une plainte de plusieurs Agenais, en date du 9 février 1585, accusant Pierre Rest dit Belle-Moulhe « oublieur » de chanter « tous les soirs par la ville des chansons vilaines, sales et impudiques, au grand escandale du peuple. »

Les oublieurs finirent mal. Au xviii^e siècle plusieurs hommes de la bande de Cartouche s'étant introduits chez leurs victimes déguisés en marchands d'oublies, on défendit à ceux-ci de continuer leurs courses nocturnes. Le métier ne s'en releva pas.

Mais laissons ces garnements, et revenons aux honnêtes citadins qui nous occupaient.

Nous avons parlé de leur cuisine : un mot de leur vaisselle.

Dans les familles aisées elle était d'étain, propre, commode, élégante même selon les prix. Les « estagnyers » agenais la vendaient estampée à leur marque, et fabriquaient assez bien pour qu'en un cas de besoin leurs plats aient pu paraître sur une table princière. Les objets de verre nécessaires au ménage se tiraient probablement des verreries que le roi Henri d'Albret avait établies dans ses provinces pyrénéennes, notamment dans la région des Landes. Quant aux ustensiles de terre, Agen en avait un marché qui se tenait place Paulin ; marché bien garni, mais dont, hélas, les humbles poteries n'eurent jamais rien de commun avec les merveilles céramiques qui illustrèrent alors l'Agenais Bernard Palissy, le grand potier.

Et maintenant, entrons dans la salle d'une bonne maison, un jour où l'on s'est mis en frais, à onze heures, au moment où le dîner servi n'attend plus que l'arrivée des convives.

Le carreau est jonché d'herbes odorantes. Les murailles sont garnies de légumes frais. Les dressoirs étalent, au milieu des bassins

et des plats de métal ouvré, les quelques pièces d'argenterie dont s'enorgueillit la famille.

Sur la table entourée d'escabelles, ou de bancs à faute d'escabelles, luisent les assiettes d'étain. Les gobelets sont prêts pour la beuverie, le vin est tiré dans les pots ; les aiguières sont pleines d'eau. La soupe fume. En bel ordre, dressées en pyramides, sont rangées les viandes auxquelles la blancheur de la nappe fait un fond de lumière. Les serviettes souples, solides, élégamment marquées, embaumant la lavande ou le thym, sont disposées à chaque place. Nous avons dit à chaque place, nous n'avons pas dit à chaque couvert. En effet, si l'on donnait une cueiller à chaque personne, un couteau même à celles qui n'avaient pas apporté le leur, la fourchette brillait par son absence. C'était un objet dont on connaissait l'existence par ouï-dire, mais dont l'usage était si peu répandu que dans un fameux pamphlet lancé contre Henri III et ses mignons : « l'Isle des Hermaphrodites » on leur reproche comme un sybaritisme éhonté et une singularité grotesque de piquer les morceaux avec cet ustensile.

Il est difficile de ne pas inférer de là que les personnages les plus solennels et les damoiselles les plus éthérées, malgré toute leur adresse, mangeaient un peu avec les doigts. Mais on les lavait beaucoup, on les essuyait à force ; et c'est peut-être une des causes pour lesquelles les aïeules entassaient dans leurs grandes armoires ces interminables piles de linge qui étaient l'honneur du ménage.

Aussi en faisaient-elles montre le plus possible, et Mcntaigne raconte qu'à un moment donné il vit s'établir la mode de changer de serviette à chaque plat.

Les dames d'Agen se trouvèrent certainement alors à la hauteur de la situation, et une circonstance politique assez curieuse nous fournit des détails sur l'état prospère de leur lingerie.

On sait qu'en 1584 les affaires de la reine Marguerite marchaient mal. Elle était brouillée avec le roi son frère et délaissée par son mari, lorsque le duc d'Epemon vint faire un voyage en Gascogne.

Elle voulut se concilier le tout puissant favori d'Henri III en lui faisant fête à Nérac ; mais la guerre avait bien changé la physionomie de la résidence royale. Le château ne gardait plus trace du bel ordre et du luxe qui, naguères, y régnaient encore, et il ne contenait plus le matériel nécessaire à une nombreuse réception.

Aussi, se souvenant qu'elle était comtesse d'Agénais, Marguerite songea-t-elle à ses vassaux pour se procurer le linge et la vaisselle qui lui manquaient.

Ce fut une véritable affaire diplomatique.

Le 24 juillet, la reine écrivit aux consuls qu'ils l'accommodassent de douze nappes et de trente-six douzaines de serviettes.

Six douzainés envoyées d'abord à titre d'échantillon furent refusées par les officiers de la maison, comme étant de qualité trop grossière.

Que faire ? Les consuls convoquèrent la jurade.

La discussion s'ouvrit et fut chaude. On voulait au château « faire grand appareil », et on n'accepterait que du linge très fin. Les récalcitrants proposèrent d'en emprunter aux hôteliers ; les zélés, d'en acheter pour cent écus et de l'offrir en pur don. Le centre fut d'avis de procéder par voie de contribution personnelle, les consuls s'offrant les premiers : on pourrait envoyer à Nérac le receveur de la ville pour « gouverner ledit linge et le faire retourner ».

L'avis du centre l'emporta. Mais les affaires sont les affaires, et quelle que fût la confiance des bons vassaux, ils prirent leurs petites précautions.

On fit dresser du prêt un état détaillé : vingt quatre nappes et deux cent quatre-vingt-huit serviettes ; et la description seule des marques de tout ce linge suffit à établir le soin avec lequel il était tenu.

La veuve Jehan Rozier marquait d' « une roze de fillet blanc » ; M. Guardes de « soye violette carmoizine » ; M. de Vours et Mlle de Capellette, d'initiales et d'une croix de fillet blanc ; la veuve du capitaine Albinhac, d'un bouton de fillet bleu ; le juge ordinaire d'un peu de soie violette à côté des ourlets ; M. de Naux de « soye incarnade » et d'une lettre de même. Loy Barre « maître arballesier » distinguait ses serviettes par des lettres bleues ; M^e Jacques Pigousset procureur, par un fillet noir ; M. de Loubatéry par de la soie jaune ; le marchand Jehan Londrade par un monogramme bleu ; M. Jauffrion, par un M en fillet blanc. Les nappes de Madone Deneix se reconnaissaient à de grandes bandes bleues en façon de nappes d'église... Et nous pourrions aller ainsi jusqu'à la dernière pièce de l'envoi.

L'état dressé, les consuls remirent les paquets à Raymond Vedel « officier d'escuyerie de la reine de Navarre », qui en délivra reçu en bonne et dûc forme, lequel est encore aux archives ; et, au nom de la ville, le trésorier Codoing garantit les prêteurs pour le cas où quelque chose serait gâté ou perdu.

Un pen après le linge, le 4 août, portaient pour Nérac, avec toutes garanties aussi, deux cent huit plats d'étain, grands, moyens et petits, loués, par l'intermédiaire des consuls, à divers « estagnyers » de la ville, à raison de quatre sous par douzaine et par jour.

Dès le 9, « la susdite vaysselle » était remise aux marchands avec le montant des frais et de la location, soit XXIX livres VIII soulz, II deniers.

Malgré la fin des réceptions, les nappes et les serviettes, moins trois, ne revinrent au bercail qu'une quinzaine de jours plus tard. Pour elles, rien ne pressait : elles étaient prêtées gratis !

Accueillies comme l'enfant prodigue, ayant vu de près la fragilité des grandeurs humaines, elles reprirent désormais leur place habituelle sur ces bonnes tables bourgeoises, dont les maitres s'épanouissaient si justement dans la béatitude de leur médiocrité dorée.

VI. — HOTELLERIES. — RÉCEPTION DES HOTES OFFICIELS. — CADEAUX ET USAGES GASTRONOMIQUES.

L'HOTELIER. — DANGERS DES VOYAGES PAR TERRE ET PAR EAU. — LE ROMINAIGE DE LA ROCQUAL. — LA MESSE DE SAINTE-CATHERINE ET LE CIMETIÈRE DES NOYÉS — LES HOTELIERS D'AGEN ET LEURS TARIFS. — MESURES DE POLICE. — LES CHAMBRIÈRES. — LOGEMENT ET RÉCEPTION DES PERSONNAGES OFFICIELS. — ENTRÉE DU PREMIER PRÉSIDENT DAFFIS. — CADEAUX GASTRONOMIQUES. — LES TARTES DU CONSEILLER DALESME. — PENSIONS EN NATURE DES CONSULS ET DES OFFICIERS DE LA VILLE. — LES BEUVERIES DE LA PENTECOTE. — LA CHARITÉ EN MUSIQUE. — LES LIBATIONS ÉLECTORALES.

Quand on feuillette le vieux théâtre français, le personnage de l'hôtelier est un de ceux que l'on voit le plus souvent reparaître.

Sa bonne face rougeaude surmontée du traditionnel bonnet blanc, sa panse arrondie flanquée de la lardoire et du couteau de cuisine, sa mine engageante, son large sourire, ses joyeux propos, en avaient fait à la scène un type essentiellement populaire ; et cette popularité trouvait sa cause dans l'importance du rôle qu'il jouait dans la vie réelle.

Le ^{xvi}^e siècle voyageait beaucoup. Si le bourgeois, le paysan, l'ouvrier même étaient sédentaires, le gentilhomme, le soldat, le moine, le marchand étaient toujours par monts et par vaux.

Or, le voyage s'effectuait par de mauvais chemins, à cheval, à mulet, à âne, voire même à pied pour les hommes ; en croupe, en charriot ou en charrette pour les femmes ; et ne laissait pas que d'offrir des difficultés incessantes et des dangers fréquents.

En ces temps de guerre civile, il n'était pas rare que les routes, infestées de partisans et de voleurs, manquassent de sécurité à ce point qu'un voyageur isolé n'hésitait pas à attendre des mois entiers, pour profiter de son escorte, l'occasion d'un haut personnage se rendant au même lieu que lui.

Dès qu'on avait dépassé les portes des villes, il fallait se garder,

même pour aller aux environs. Et cette éventualité, toujours possible, d'un coup de main amenait la jurade d'Agen à décider, le 13 août 1584, que quatre consuls à la tête d'une « bonne troupe dhomes avec hallebardes » accompagneraient la reine de Navarre à la Rocqual où elle allait « en rominaige à Nostre Dame ¹ ».

Les voyages par eau, plus faciles sous certains rapports que les voyages par terre, n'étaient pas garantis non plus contre les mauvaises rencontres ; et la navigation avait ses périls sur des rivières dont le cours était abandonné à tous ses caprices.

Aussi ne s'embarquait-on point sans invoquer la protection du ciel ; et c'était dans une chapelle élevée sous le vocable de Sainte-Catherine que les Agenais allaient prier avant de se hasarder à descendre la Garonne. Tout maître de bateau, au matin de son départ pour Bordeaux, y faisait dire une messe par un père Cordelier ou Capucin dont les couvents étaient tout proche. Le patron, l'équipage, les voyageurs logés dans les auberges voisines assistaient à l'office divin. On se confiait enfin à l'élément perfide, non sans avoir jeté un regard mélancolique sur le cimetière consacré, derrière la chapelle, à l'inhumation des noyés ; peut-être même après avoir contemplé le corps d'un malheureux nouvellement retiré de l'eau et encore exposé sur la table de pierre placée à cet effet au milieu du cimetière ².

Dans de pareilles circonstances, par terre ou par eau, on regar-

¹ Ils'agit ici du pèlerinage de Bon-Encontre qui était alors dans sa nouveauté et excitait une grande ferveur.

² La chapelle Sainte-Catherine était située à peu près au lieu où l'on bâtit l'ancien hôtel de France, récemment acquis par la ville et transformé en école laïque de garçons. Nous ne connaissons pas la date de sa fondation ; elle fut démolie vers 1779. La rue qui va de la place Jasmin (autrefois Saint-Antoine) à la Garonne, et qui porte le nom de rue Baudin, s'est appelée jusqu'en 1882 rue Sainte-Catherine. La coutume des marins d'Agen d'entendre la messe à cette chapelle est rapportée dans un mémoire inédit de Proché, dont nous devons la communication à M. Ad. Magen. Quand fut établi, dans les premières années du règne de Louis XIII, un service des postes par eau d'Agen à Bordeaux, les mardi et vendredi de chaque semaine, les maîtres de bateau du Passage ne manquaient jamais de se conformer à cet usage lorsque venait leur tour de marcher.

dait comme un vrai succès chaque étape franchie sans encombre ; et l'on comprend avec quel sentiment de joie on atteignait l'hôtellerie.

La monture débridée et mise à l'écurie, ou le bateau amarré au port, on s'allait chauffer au feu de la salle commune et l'on échangeait les nouvelles avec les autres voyageurs. On causait volontiers avec tous ces inconnus de conditions diverses, réunis là par le hasard du voyage, et qui demain, en route, pouvaient vous assister ou vous défendre. On déployait une sociabilité à laquelle, dans nos mœurs, personne ne saurait et ne voudrait répondre, et d'où découlaient, en réalité, tant d'aventures comiques ou galantes qui ont inspiré les romanciers depuis Cervantes jusqu'à Scarron. Et si la dinée était abondante, la soupée pas trop chère et le lit supportable, on comptait un jour faste de plus.

En France les auberges étaient très bonnes ; on y mangeait bien. Dans le *Scaligerana*, dont l'auteur n'abuse pas de la louange, on lit au mot *hostellerie* : « In Galliam nihil commodius peregrinantibus quam hospitia ; imò, multi nobiles, cùm volunt bene vivere, hospitia petunt ».

Seulement il fallait choisir son hôte, et les seigneurs, par exemple, n'allaient pas s'égarer chez le premier venu. Ils avaient leurs traiteurs attitrés. A Paris, sous Charles IX, Sanson, Innocent, Havart avaient la vogue et la faisaient payer. Chez le More, ce que nous appellerions le diner du jour, coûtait pour les maîtres deux écus, soit vingt-cinq à trente de nos francs, et un écu pour les valets.

De telles maisons n'auraient pu vivre en province ; mais il n'était pas de ville où l'on ne pût trouver, pour un honnête écot, une bonne table doublée d'une cave bien garnie.

Par suite de sa situation sur la route de Guyenne en Languedoc et de Gascogne en Quercy, Agen était spécialement bien monté en hôtelleries.

Peintes ou dorées, grinçant sur leurs tiges de fer au milieu des façades, leurs enseignes se balançaient au dessus de la tête des passants, appelant et alléchant l'étranger en quête d'un gîte par les inscriptions traditionnelles : « Icy on loge à pied et à cheval. Icy on fait noces et festins. »

L'hôtellerie de Saint-Georges ; celle de Saint-Jacques, bonne mai-

son où descendit Monluc en 1562, et d'où les consuls se faisaient apporter à la Maison Commune de petites collations ; le logis Nostre Dame tenu par Perrot ; les Balances Vieilles, les Balances (deux concurrents acharnés sans doute) ; la Couronne tenue par Gerould Ischart ; la Bricque ; les Trois Couronnes ; la Cloche d'Or qui n'a éteint ses fourneaux qu'en plein xix^e siècle ; bien d'autres encore se disputaient, dans l'intérieur de l'enceinte, la préférence des voyageurs ¹.

Les gens attardés, ceux auxquels un motif quelconque faisait désirer ne point s'enfermer dans la ville close, trouvaient aussi à loger en dehors des portes.

Devant celle de Saint-Antoine, aux abords de la grève, existaient au xvr^e siècle deux auberges des meilleures et des plus achalandées. Elles sont signalées dans Monteils et indiquées sur de vieux plans.

Placées en face du passage où aboutissait le chemin de Gascogne, et nées de l'existence même de ce passage, elles étaient là depuis longues années, et s'y sont maintenues jusqu'à nos jours. L'une a dû être l'aïeule de l'hôtel de France qui vient à peine de disparaître ; l'autre, l'hôtel du Petit Saint-Jean, le doyen sans doute des hôtels de l'Agen moderne, demeure, ayant traversé les siècles sans perdre ni son nom ni ses traditions.

¹ Nous ne pouvons déterminer exactement l'emplacement de la plupart des hôtelleries dont nous avons recueilli les noms. Celles de Saint-Jacques et de Saint-Georges étaient sans doute non loin, la première de l'hôpital, la seconde de la porte et de l'église, qui portaient respectivement les mêmes noms. La Couronne se trouvait aux environs du Grand-Horloge et la Cloche d'or au coin de la Cornière qui fait face à la rue des Amours.

Dans un procès de 1585 se débat la propriété des enseignes de la Teste Noyre et du Lyon d'Or ; nous ne saurions dire, malgré l'apparence, si c'étaient là des noms d'auberges.

M. Tholin nous a communiqué une liste d'hôtelleries agennes de 1722, où nous retrouvons le Petit Saint-Jean, la Couronne, Saint-Georges et Saint-Jacques. On y voit en outre : le Grand-Horloge, les Trois Pigeons, la Croix d'Or, la Croix de Malthé, la Tour d'Argent, la Galère, les Trois Rois, l'Echarpe, Saint-Antoine. Nous n'avons pas eu occasion de relever les noms de ces auberges dans les pièces que nous avons dépouillées ; mais il est probable que plusieurs d'entre elles existaient déjà au xvr^e siècle.

Jadis les hôtes ne pouvaient à leur guise fixer le prix de leur hospitalité. Celle-ci était soigneusement taxée ; et, s'il se défilait du chapitre des suppléments, le voyageur entrant à l'hôtellerie savait exactement ce qu'il devrait au départ.

Une ordonnance des consuls d'Agen du 30 janvier 1609, établit le tarif suivant :

« Pour ung homme seul vivant a table d'hoste, pour la disnee 8 soulz, et pour la souppee coucher et desjuner 12 s. t.

Pour ung homme et cheval, 15 s. t. pour la disnee et pour la souppee et coucher avec deux mesures d'avoenne et le desjuner 20 s. t.

Pour ung homme cheval et laquay pour la disnee 18 s. t. et pour la souppee coucher et desjuner 24 s. t.

Pour ung laquay ou valet seul à pied, par jour 10 s. ¹ »

Ces prix, fixés sous Henri IV, restent dans la moyenne de ceux déjà usités dans le pays au temps de Henri III.

Nous voyons, en effet, les frais de voyage faits, en 1586, dans l'intérêt de la ville, par Alain de Vaur avec un cheval et un homme de pied, lui être remboursés à raison de 45 sous par jour passé à Villeneuve, 40 sous par jour passé à Monclar, 32 sous à Tonneins et 50 à Marmande.

Ces tarifs tutélaires ont disparu, remplacés en théorie par la libre discussion des prix, en réalité par l'omnipotence oppressive des aubergistes.

La surveillance de la police a, par contre, heureusement persisté. Certains points d'un ordre spécial, tels que la prohibition de servir de la viande les jours maigres, ne peuvent plus être de son domaine ; mais elle n'a varié en rien pour ce qui touche à la morale et à la sécurité publiques.

Ainsi, dès lors, les hôteliers étaient astreints à prendre, pour les tenir à la disposition de l'autorité, « les nom et surnoms » des voyageurs qui descendaient chez eux.

De même les consuls faisaient le possible pour empêcher que les auberges ne devinssent des tripots. Ils n'y réussissaient pas toujours, et plus d'un hôte fut, comme Arnault de St-Vincens, du Passage, pour-

¹ Arch. Mun. BB 40 f° 360.

suivi pour avoir entretenu chez lui « des jeux ordinaires ». Celui-là en fut quitte, le 26 mars 1584, pour une inhibition et défense, à peine du fouet, de continuer ses errements. Jacques Fraxinet fut moins heureux : trente sous d'amende pour un simple jeu de rampeau.

D'autres contraventions coûtaient plus cher. La crainte de la peste tenait en éveil sur celles qui avaient trait à la propreté de la voirie. Jehanne Carle, hôtesse des Balances, et l'hôte de la Couronne sont condamnés pour avoir fait de la rue le déversoir de leur écurie et incommodé les voisins « par la fumée de la villenye ». Les plus huppés y sont pris ; et l'hôte de St-Jacques lui-même, pour avoir laissé croupir dans la rue des « immondicités » par trop odorantes, est frappé d'une amende de deux écus, et retenu jusqu'à paiement dans la Maison Commune ; ce pendant qu'un des consuls sire Pierre de Nort, sieur de Naux, va en personne sur les lieux ordonner « de tirer de l'eau du puytz » et de nettoyer la voie publique.

Ce nettoyage par autorité de justice devait se renouveler souvent ; car les condamnations pleuvent pour jet de bourriers et « d'eaux puantes, corrompues et autres » dans les rues et carrerots de la ville.

Mais l'attention de la police était surtout fréquemment appelée sur les hôtelleries par une catégorie de personnes dont nous avons dit un mot à propos des cabarets, et à laquelle la jeunesse d'Agen « du tout pervertie », d'après Belleforest, accordait également son attention, bien qu'à un tout autre point de vue. Nous voulons parler des chambrières.

Ces pauvres filles n'étaient guère en odeur de sainteté, et depuis longtemps la verve comique s'exerçait à leurs dépens. Qu'on lise la Farce nouvelle des Chamberrières qui vont à la messe de cinq heures pour avoir de l'eau beniste, le Débat de la Nourrisse et de la Chamberrière, le Caquet des Chambrières, cent autres pièces : le sujet semble inépuisable.

Dans la Farce de Tout Mesnage la chambrière Besongne Faite gémit comme une tourterelle :

« Le mal d'amour si fort me blesse,
Que je ne scay que j'en feray
Et croy fermement qu'en mourray ! »

Si elle eût vécu sous le règne des fils de Henri II, la pauvre Beso-

gne Faite eût encore souffert du mal d'amour, mais certainement elle eût appris de ses camarades le moyen de n'en pas mourir. Celles-ci, en ces temps d'extrême licence, se montrèrent particulièrement faibles à la tentation. L'amour de la toilette est si vif à vingt ans et les gages étaient si modiques!

Nous avons trouvé mention du salaire d'une domestique à Agen. Elle a, par an, sept francs « bourdalloys », une paire de souliers et un devantier,

Encore, un plat d'étain ayant disparu de la maison, la met-on à la porte sans la payer que d'une volée de bois vert. Elle réclame en justice, obtient ses gages, mais garde la volée qui a fait « plusieurs macheures ». Ceci d'ailleurs était dans l'usage et ne tirait pas à conséquence. La Reine-mère elle-même, sans étonner personne, « se délicatait » à battre ses filles d'honneur de grandes claquades et blamuses. On peut supposer ce qu'emmagasinait de horions une servante du commun!

Aussi courtisées que maltraitées, les malheureuses chambrières emplissent les livres de police de leurs misères et de leurs chutes.

L'une, Picarde, détournée par un sergent d'armes et abandonnée par lui sur le pavé d'Agen, meurt de faim et supplie qu'on lui accorde un secours pour regagner son pays. L'autre, enceinte, prie en grâce qu'on lui permette de partir avant sa délivrance pour Bordeaux, où elle espère se placer comme nourrice. Une troisième vient déclarer sa grossesse qu'elle attribue à un capitaine du château d'Estillac; pour réponse, on lui enjoint « de vuyder la ville dans les trois jours à peine du foyt » et de se retirer auprès de son séducteur, avec ordre « de se bien gouverner et garder le fruit de son ventre, ce a peine d'estre pendeue et estranglée ».

Et ces lamentables histoires se succèdent, inspirant, malgré tout, pour leurs tristes héroïnes un sentiment de commisération.

Mais, de toutes les servantes, celles des auberges étaient encore les plus exposées. Elles étaient les plus légères aussi; et, dans un de ses sermons, le prédicateur Michel Menot censure la mère qui laisse sa fille servir dans une hôtellerie: « Car, dit il, les pois ne sont pas tant secoués dans la marmite qu'elle l'est à l'auberge. »

Malheureusement, à la différence des prédicateurs et des consuls, le commun des voyageurs s'inquiétait infiniment peu de la vertu des chambrières; et, pourvu qu'elles fussent accortes et gentilles, il

s'accommodait fort, au contraire, des facilités avec lesquelles on trouvait à Agen bon souper, bon gîte, et... le reste.

Il y avait cependant des étrangers qui n'allaient point demander à l'auberge sa banale hospitalité.

C'étaient ceux auxquels leur haut rang ou l'importance de leurs fonctions donnait droit à une réception officielle; à la ville honorée de leur présence incombait de leur fournir un logis pour eux et leur train.

Par les soins des magistrats municipaux, des appartements leur étaient préparés dans les maisons particulières les plus belles et les plus commodes; et cette obligation de loger, qui pesait lourdement sur les propriétaires, était encore un des points sur lesquels ne pouvaient s'accorder les consuls et les présidiaux. Ces derniers prétendaient être exempts du logement; ceux-là leur déniaient ce privilège: source nouvelle de procès entre les deux corps. Une telle exemption, en effet, n'allait à rien moins qu'à mettre la ville dans le plus grand embarras pour installer ses visiteurs illustres; car les plus grandes habitations appartenaient aux présidiaux, « le reste n'étant que d'artisans et autres mécaniques ».

Une fois les logis marqués, le Corps de Ville se réunissait et délibérait sur les honneurs à rendre au nouvel arrivant. Avant tout, on s'attachait à bien préciser sa qualité, on discutait les nuances de son rang, on étudiait les précédents. Puis, selon la teneur des lettres d'avis du gouverneur ou du sénéchal, portant parfois mention des volontés mêmes du roi, on arrêtait minutieusement le cérémonial à suivre; on fixait le lieu de la première rencontre, le nombre des harangues, le costume à revêtir, l'importance de l'escorte. On entendait rendre tout l'honneur qui était dû, mais rien de plus.

Le jour venu, les consuls à ce délégués se portaient à cheval au devant du voyageur; les autres se tenaient à la porte de ville entourés du corps municipal et des notables, auxquels ils offraient, si l'attente se prolongeait, une légère collation. Ainsi, en 1578, quand Marguerite de Valois entra comme Comtesse, ils firent servir du pain, du vin et des fruits aux gentilshommes, jurats et autres personnes marquantes qui attendaient avec eux la reine à la porte du Pin; menu sain, exemplaire et, de plus, léger aux finances: l'hôte Jacques Barbié qui le fournait, ayant arrêté son compte à deux tiers d'écu six sous.

Enfin l'hôte d'Agén, duement accueilli et congratulé, franchissait l'enceinte et était conduit en pompe à sa demeure.

Sans parler des entrées princières, solennités tout exceptionnelles et absolument hors de pair, on verra ce que la visite d'un haut personnage, reçu de la sorte, devait jeter dans la ville d'animation et d'émoi par le récit, pris entre cent, de l'arrivée du premier président Daffis¹.

« Le second jour de Mars 1586, lit-on au livre des jurades de cette année, M^r Daffis premier président de bourdeaux fist, son entrée en la presant ville sur l'heure de midy accompagné de plus de quatre cens cheuaulx ou il y avoit beaucoup de noblesse conduite par M^r de Monberauld, deux des srs consulz avec quarante ou cinquante cheuaulx luy allarent au deuant et le treuarent à lafotz luy presentant tout seruice ; a l'entree de la ville les aultres srs consulz, principaulx bourgeois luy en firent de mesmes a la porte St Anthoine ; toutz furent lougiés². »

La courtoisie municipale ne s'arrêtait pas là, et le nouvel hôte, indépendamment des visites officielles voyait bientôt arriver à son logis quelque cadeau gastronomique : pièce fine, friandises ou bon crû du pays. C'était comme un symbole d'hospitalité moins sec que le pain et le sel des Russes, plus varié que le vin d'honneur des Flamands.

A Jeanne d'Albret, l'on offre des boîtes de dragées et des confitures de colignac ; à Monluc, au maréchal de Biron, de superbes saumons ; à une députation du Parlement et des capitouls de Toulouse, six pots de vin vieux ; aux délégués du Parlement de Bordeaux, un esturgeon gigantesque ; au sénéchal de Bajamont quatre pots de vin blanc et une pipe de vin clairet.

Parfois, pour rendre sans cesse présents à l'hôte les intérêts de la ville, le cadeau de bienvenue se doublait d'attentions quotidiennes :

¹ Guillaume Daffis, fils de Jean Daffis premier président du Parlement de Toulouse fut successivement conseiller et avocat général à ce même Parlement. Appelé le 19 octobre 1585 par Henri III à la tête du Parlement de Bordeaux, il y demeura jusqu'à sa mort arrivée en 1610. Il était frère de l'avocat général Jacques Daffis et beau-frère du premier président Duranti massacré le 10 février 1589 par la populace de Toulouse.

² Arch. Mun. FF. 39.

Les consuls, toujours grands plaideurs, ont fait, en 1565, condamner en parlement les chapitres de Saint-Etienne et de Saint-Caprais à bailler le revenu de deux prébendes pour l'entretien des régent du collège. Mais les chanoines sont peu accommodants, et la cour craint des difficultés de leur part. Elle commet un conseiller M. Dalesme ¹ qui fera, sur les lieux, ramener l'arrêt à exécution. A peine à Agen, le commissaire voit arriver chez lui une barrique du meilleur et du plus vieux ; et, comme il est peu sain de boire sans manger, Doumenge del Bosc, « la pasticière » en renom, reçoit l'ordre de lui envoyer, pendant son séjour, toute la pâtisserie nécessaire à « son traitement ».

Doumenge del Bosc fournit à l'heureux conseiller, ainsi qu'il résulte de sa note :

« Et premierement ung pastez de poëres
plus une tartre de froumaige
plus une tartre de pomes
plus ung tourteau filleté
plus une tartre cheche
plus ung pastez de poëres
plus une tartre de froumaige
plus une tartre de pomes
plus ung tourteau filheté
plus une tartre cheche. »

Si M. Dalesme était accessible à la séduction des tartes, les chanoines n'eurent qu'à bien se tenir !

Dans certains cas exceptionnels encore, le cadeau comestible ou liquide n'était plus que l'accessoire, le passe-port, en quelque sorte obligé, d'un présent de réelle valeur. Ce même sénéchal de Bajamont ², que nous nommions tout à l'heure, revient de la Cour en 1582. Il s'y est employé au conseil privé du roi pour les affaires de

¹ Ce conseiller d'Alesme appartenait à une famille qui a fourni à diverses époques des magistrats au Parlement de Bordeaux. Lui-même était un des membres les plus en vue de la cour. Très attaché aux idées catholiques il joua un rôle actif dans les événements du temps et fut à plusieurs reprises chargé par sa compagnie de missions politiques assez importantes.

² François de Durfort, sieur de Bajamont fut sénéchal d'Agenais depuis l'année 1569. Il mourut le 20 février 1585, en son château de Lafox.

la ville. On vote un emprunt de cent écus pour lui offrir d'abord « deux thoucauds de vin », l'un blanc et l'autre rouge. Mais, de plus, on ajoute, à l'intention sans doute de Madame de Bajamont, une douzaine de « linceux honnestes », autrement dit de beaux draps, six nappes, six douzaines de serviettes et une douzaine de torches de cire du poids d'une livre et demie.

Cette rémunération peu déguisée d'un service rendu dans de telles conditions ne saurait plus, à présent, ni s'offrir, ni s'accepter. Elle était alors parfaitement reçue et semblait toute naturelle. On ne repoussait point une gratification, pourvu qu'elle fût offerte dans les formes, et nul ne se formalisait en se voyant l'objet d'un acte de reconnaissance à la fois déférent et profitable. On ne regrettait qu'une chose, c'est que l'aubaine fût rarement de valeur.

Réduite à un morceau de choix ou à quelques bouteilles, elle était fréquente au contraire ; et, la gourmandise ambiante aidant, rien n'était plus dans les mœurs et mieux dans les goûts que ces cadeaux rians à l'estomac. Aussi n'étaient-ils pas réservés exclusivement aux protecteurs ; et les vieilles coutumes avaient trop d'esprit pour ne pas faire tomber sur les habitants mêmes la pluie de victuailles qui descendait encore du ciel municipal lors des anniversaires, des fêtes et des élections.

Agen, comme mainte autre ville, trouvait dans ces gracieusetés culinaires le moyen tout indiqué d'augmenter les gages modestes de ses officiers, d'atténuer indirectement les charges des fonctions gratuites ou peu rémunérées et de réjouir ainsi maint honnête citoyen.

Car absorber en égoïste le savoureux envoi, déguster seul la fine volaille, éventrer sans amis le plantureux pâté, nul ne l'eût osé à peine d'être honni.

Une appétissante variété régnait d'ailleurs dans le choix des mets par lesquels Agen relevait l'ordinaire de son personnel administratif.

Le dimanche de la Passion, au « prescheur de la ville » et à « monsieur l'assesseur », on offrait une lamproie. En octobre, par chaque jour que duraient les affermes des émoluments municipaux, le promoteur recevait deux chapons. Le secrétaire et le trésorier, plus favorisés, avaient chacun une lamproie comme le prêcheur, deux chapons comme le promoteur, et en outre le jour de l'élection des con-

suls deux paires de chapons, le jour de Vendredi-Saint un quartier d'aloise fraîche, à Pâques un demi-chevreau, enfin à la Pentecôte un diner complet : un quart de chevreau, deux poulets, un pâté d'assiette, une tarte et une demi-douzaine de cassemuseaux.

Ce même jour de Pentecôte, lorsqu'eurent cessé ces banquets officiels dont nous avons précédemment parlé, les consuls furent traités à domicile ; mais leur appétit étant hiérarchiquement supérieur à celui de leurs officiers, ils recevaient un demi-chevreau, un pâté, une paire de poulets, une tarte et la douzaine entière de cassemuseaux. Le Vendredi-Saint un quartier d'aloise, à Pâques un chevreau, le jour de l'élection deux paires et chaque jour des affermes une paire de chapons, plus une part du premier saumon sorti des pêcheries de Renaut, venaient compléter en nature les « pensions ordinaires » en argent qui leur étaient payées à la plupart des fêtes religieuses¹.

Le goût du destinataire ne s'accommodait pas toujours du mets spécial que lui allouait la tradition ; et l'on trouve aux archives le nom des gourmands qui demandèrent et obtinrent, par faveur particulière, des pâtés au lieu de tartes et des poulets au lieu de lamproies.

La coutume, dans sa sollicitude pour les administrateurs, n'oubliait pas non plus les administrés ; et plus d'un avait part au gâteau, quand venaient les fêtes carillonnées.

Si les consuls et leurs officiers mangeaient à la Pentecôte, de leur côté, ce jour-là, « messieurs les gens du Roy » buvaient ; messieurs les jurats et notables aussi : on leur distribuait une demi-douzaine de barriques soutenues d'une quantité congruente de tartes. On offrait le vin aux « costuriers », on offrait le vin aux pelletiers ; en remerciement sans doute du lustre que ces deux corporations ajoutaient au prestige municipal en confectionnant les beaux costumes d'apparat du Corps de Ville. On faisait diner les mandes ; on faisait diner tous ceux qui avaient donné un coup de main aux préparatifs de la fête, y compris les prisonniers requis pour le gros ouvrage : aubaine d'autant plus appréciable pour ceux-ci qu'alors on soignait peu l'ordinaire des prisons. On hébergeait enfin les tambourins, trompettes et ménétriers.

¹ Pièces justificatives n° 12.

Ces honnêtes porteurs d'instruments n'étaient point là, comme on pourrait le croire dans le seul but de gagner quelques sous en faisant sauter le populaire. Ils avaient un rôle officiel dans la fête, chargés d'en égayer par leurs flons-flons la partie la plus utile et la plus touchante : celle qui concernait les pauvres.

Les jours précédents, des quantités de blé assez importantes avaient été aux frais de la ville achetées, moulues et boulangées ; et dès la veille, les sacs pleins attendaient, rangés dans la Maison Commune, l'instant de la distribution. Mais la tradition exigeait davantage. Pour associer la charité privée à la charité publique et relever la pauvreté par un solennel hommage, elle voulait que les premiers magistrats de la cité allassent eux-mêmes, de porte en porte, demander du pain pour les indigents.

Le matin du dimanche, après avoir entendu dans leur chapelle la messe que leur disait un « beau père », les consuls sortaient de la Maison de Ville. Celle-ci était enguirlandée et toute verte de feuillages au milieu desquels se détachaient, rouge et argent, des écussons aux armes municipales. Devant la façade, joyeusement se dressaient trois mais. La foule bruyante encomrait les abords. Sous l'escorte des mandes le cortège fendait la presse : en tête, la petite bande des ménétriers sonnait gaillardement quelqu'un de ces vieux airs si rythmés et si pleins d'entrain ; les trompettes de ville ; « l'homme qui portait le bâton des mandes » sorte de massier sans doute ; puis les consuls en personne. On allait de rue en rue, au milieu d'une haie de curieux, faisant halte devant les maisons des jurats et des notables qui avaient accoutumé de donner. Les trompettes jetaient une fanfare au vent. On emportait les miches, et, la tournée finie, on les déposait quelques instants, comme pour rappeler le caractère sacré du pain des pauvres, dans une des chapelles de Saint-Etienne, elle aussi festonnée de verdure.

Après quoi, la conscience heureuse, l'appétit aiguïé, les consuls rentraient et en bons compagnons allaient se mettre à table.

Du reste, à mesure que le *xvi^e* siècle avança en âge et s'assombrit, on vit s'altérer ces cérémonies si naïves ou si fières par où les bourgeois du Moyen-Age attestaient leur foi et affirmaient leurs droits. Au temps des grandes tourmentes on en perdit ou on en méprisa le sens symbolique. Quand vint la Ligue, la fête de la Pentecôte ne mettait plus tant de mâchoires en branle, et si l'on payait à boire,

c'était aux arquebusiers, la corporation la plus en vogue à ce moment-là.

Il était néanmoins dans la vie municipale un jour qui demeura solennel entre tous, où, malgré tout, les vieux usages résistèrent, où la bourse continua de s'ouvrir toute large.

Ce jour était celui des élections consulaires. Fatigués d'une année laborieuse, les consuls en charge y transmettaient aux successeurs qu'ils venaient d'élire le fardeau des affaires. On eut dit, dans cette « République et Cité d'Agen » à certains égards encore si personnelle et si autonome, comme une sorte d'avènement aux joyeuses émotions duquel il était naturel d'associer tout ce qui comptait dans la ville. On n'était pas assez riche pour faire couler sur les places, à l'instar des capitales, le vin et l'hypocras. D'ailleurs le populaire se fût grisé, et la campagne, accourue en masse, eût indûment contribué à dessécher les fontaines. Mais on achetait une soixantaine de bonnes barriques, tant blanc que clairet, dont prenait sa part quiconque avait charge ou pignon sur rue, ami ou ennemi, mécontent ou satisfait.

Trait de génie gaulois qui faisait trinquer les concurrents, étouffait les murmures sous le bruit des glouglous, et noyait dans le jus de la treille le souvenir des compétitions ! Idée benoîte et lumineuse qui rendait joviale entre toutes cette soirée électorale du 1^{er} janvier, réalisait cet idéal depuis lors envolé : une douce gaité dans la politique, et qui eût fixé la concorde si elle pouvait l'être sur terre !

En rappelant ces vieux usages nous avons achevé de dire ce que nous savions de la vie matérielle d'Agen au temps des derniers Valois.

Nous nous sommes trop attardé peut-être aux détours de la route. Mais nous avons pris goût à vivre dans l'intimité de ces vieux citadins qui trouvaient la chose du monde la plus simple d'avoir Scalliger pour médecin, Mathieu Bandel pour évêque, Montuc pour chef de guerre et Margot de Valois pour comtesse. Et puisqu'enfin il fallait les quitter, volontiers nous fussions-nous laissé entraîner en de nouveaux zigzags, en compagnie de leurs ancêtres ou de leurs descendants. Ces gens du Moyen-Age furent de si grands estomacs ! Sous Louis XIV, le beau mangeur, il y eut de si interminables agapes ! Tel salon, qui rit encore dans ses blanches boiseries, dut voir sous Louis XV de si jolis soupers !

L'Agen moderne même n'a-t-il pas de quoi tenter la plume ? Il a ses logis hospitaliers où la cuisine est raffinée et la cave savante ; où les femmes mériteraient encore les madrigaux murmurés par Chappelle et Bachaumont à l'oreille de leurs grands-mères, « les belles de la ville ». Si les intérieurs ont leurs charmes, la rue aussi, à ses attraits. Sous sa coque de verre le Marché neuf est tout grouillant. Les foires sont pittoresques en leur tumulte : tantôt, les jambons, cristallisés dans leurs robes de sel, scintillent par milliers, tout au long des boulevards, en vagues étincelantes et serrées ; tantôt les sacs de prunes, montrant par un hiatus blanc leurs savoureuses richesses, s'entassent innombrables à l'assaut des balances ; d'autres jours, les oies éclatant de fine graisse, les oisons bien duvetés, les foies aux reflets de satin embaument l'atmosphère et font entrevoir à l'esprit des horizons mirifiques de confits et de pâtés.

Ce n'est pas, on le voit, le sujet qui manque. Mais qui peut à sa guise choisir son travail et disposer de son temps ?

Donc arrêtons ici.

Par cas, si quelqu'un nous a suivi jusqu'au bout, merci à lui. Qu'en récompense il agrée ce triple conseil dans lequel le xvi^e siècle a quintessencié sa profonde sagesse,

« Tenez vous chaudement. Redoublez les catharres. Beuvez du meilleur. »

Et Dieu gard' de mal la compagnie !

FRANCISQUE HABASQUE.

(*A Suivre pour les pièces justificatives*).

ÉTUDES BIOGRAPHIQUES

SUR LES

HOMMES CÉLÈBRES DE L'AGENAIS

JEAN CLAUDE

I

Dans les premières années du ^{xvii}^e siècle, naquirent en Agenais, deux hommes dont la réputation a jeté un certain éclat sur cette petite province: l'un, Sylvain Régis, à la Sauvetat-de-Blanquefort, près Fumel; l'autre, Jean Claude, à la Sauvetat-du-Dropt, sur les confins du Périgord.

Ce nom de Sauvetat (*Salva-Terra*) a, comme on sait, une signification historique. Il rappelle la terre sacrée, les lieux d'asile où les opprimés et les serfs trouvaient un refuge au moyen-âge: berceau qui semble prédestiné pour ces deux vaillants champions de la liberté philosophique et religieuse.

Régis, célèbre disciple de Descartes, a défendu avec succès le libre examen dans la science; Jean Claude, ministre protestant, a combattu et souffert pour le triomphe du libre examen dans le domaine de la religion. Tous deux ont été grands par la dignité de la vie, par la noblesse du caractère et l'élévation des sentiments, par la sincérité et l'ardeur des convictions, par les inspirations d'une foi généreuse et libérale, par une haute intelligence.

J'ai parlé ailleurs de Régis; je ne m'occuperai ici que de Jean Claude qui fut une des plus grandes figures de l'Eglise protestante.

II

La Sauvetat est placée dans un site charmant aux bords de la rivière du Dropt.

Abrupte, accidenté, presque sauvage vers le territoire périgourdin, le pays, au sud-ouest, n'est plus que légèrement accidenté, mais il ne perd point en pittoresque ce qu'il gagne en fertilité et en richesse. Entre deux rangées de peupliers verts et de collines boisées, le Dropt roule sur un lit de sable fin ses eaux paisibles constamment ombragées par les arbres familiers de ses rives. Tous les chemins sont autant d'avenues bordées de vieux châtaigniers ou d'ormes séculaires et de haies d'aubépine ou de houx. A droite et à gauche, rompant la monotonie du paysage, des bouquets d'arbres attenant avec des champs de culture et des prairies ; de toutes parts des villages avec une église complètement couverte de lierre. Tout y paraît pacifique, harmonisé dans une grande douceur morale et dans un grand sérieux.

Vers 1619, François Claude était ministre du Saint-Evangile à La Sauvetat dont les habitants avaient embrassé de bonne heure les doctrines de la Réforme. Instruit, pieux, tout entier à ses devoirs, il était aimé et respecté. Sa parole sympathique, son inépuisable charité lui assuraient une juste autorité sur le troupeau confié à ses soins, et d'ailleurs en toute occasion il prêchait d'exemple. Son cœur fut mis à une terrible épreuve ; sa femme mourut en mettant au monde un fils qui fut nommé Jean. Il s'affaissa un moment sous le poids de la douleur ; puis il se redressa, calme et résigné et élevant l'enfant vers le ciel, il pria avec effusion et le consacra à Dieu. Le digne pasteur donnait à son fils tous les instants que lui laissait son ministère. C'était le seul bien qui pût le rattacher à la terre. En lui il avait placé tout son amour, toute sa joie, toutes ses espérances. L'enfant en grandissant, répondit par ses progrès à la tendresse et aux leçons de son père. Doué d'une énergie exceptionnelle, d'une intelligence rare, d'une raison précoce, l'élève fut digne d'un tel maître.

Jean Claude fut élevé par son père comme le héros de Rabelais. Nourri d'une haute et sobre littérature, épris de la Bible, dont il admirait la simplicité magnifique et d'Homère, qu'il allait lire et relire soit sur les bords du Dropt, soit sur la pelouse même du hameau, à

l'ombre d'un vieux châtaignier, il passait de l'étude des lettres à la vie pratique, cherchant à développer le cœur, l'esprit et le corps. Et comme la lampe du presbytère brûlait chaque nuit jusqu'à une heure assez avancée, on pouvait appliquer au maître et au disciple ces paroles du célèbre et judicieux éducateur du xvi^e siècle : « Le soir, après avoir ensemble résumé la journée, ils allaient en pleine nuit, au lieu de leur logis le plus découvert, voir la face du ciel, observer les aspects des astres. Ils priaient Dieu le créateur en l'adorant, et ratifiant leur foy envers lui, et le glorifiant de sa bonté immense. Et lui rendant grâce de tout le temps passé, se recommandaient à sa divine clémence pour tout l'avenir. Cela fait, entroient en leur repos. »

III

Cette éducation porta fruit. Et lorsque à vingt ans (1639), il dut se séparer de son père pour aller à la faculté de Montauban compléter ses études théologiques, le jeune Claude était un homme. Il avait la foi qui fait les héros et les martyrs ; il était courageux avec l'esprit de paix ; il avait l'intelligence ouverte aux belles doctrines littéraires et religieuses, l'éloquence naturelle, un cœur amoureux de la vérité et de la justice. Il étonna ses professeurs Garissoles et Charles qui comprirent bientôt tout le parti qu'ils pourraient tirer de ce jeune étudiant si heureusement doué. De nombreuses controverses des conférences, des exercices de prédication où il tint toujours le premier rang le fortifièrent ; mais se défiant de ses forces, il fut longtemps à se produire et ce n'est qu'agé de vingt six ans qu'il entra dans la carrière pastorale où il devait laisser un si grand sillon de lumière et de si honorables souvenirs (1645).

Le jour de la séparation, son père lui avait dit : Tu vas te préparer au ministère pour lequel tu te sens une irrésistible vocation : je t'approuve. Rien de beau comme de parler et d'agir au nom de Jésus-Christ. Ton aïeul a été pasteur, je le suis aujourd'hui. Marche dans la même voie avec confiance, avec fermeté, avec le désir de faire le bien, même au prix des plus douloureux sacrifices. Il n'y a d'ailleurs d'ouvert devant toi que ce rude et laborieux ministère où tu te heurteras toujours à l'échafaud de quelqu'un de nos devanciers. Peu se sentent le courage d'y entrer. Il faut avoir été, comme toi, comme moi, habitué dès l'enfance, à cette vie errante et dure ; il faut s'être accoutumé peu à peu à ce péril

de tous les jours, de tous les moments. Reste au poste d'honneur; lutte pour la vérité, pour la justice, pour la religion de tes pères. N'oublie pas que la liberté de conscience est la plus précieuse de toutes car c'est elle qui forge l'homme pour le grand combat de la vie.

— Je n'oublierai jamais ni vos conseil, ni vos exemples, père répondit Jean Claude avec enthousiasme.

Après avoir serré son fils dans ses bras, François Claude prit la Bible de famille, la baisa avec respect et la lui remit en ajoutant :

Cher enfant, reçois ce livre sacré, le génie familial de mon foyer, plus saint que les lares antiques. Il doit aller là où va mon cœur. Il a été témoin des joies, des douleurs, des luttes, de la foi de nos ancêtres, du supplice de l'un d'eux qui l'a arrosé de son sang. Il a présidé à mes destinées et soutenu mon courage. Il sera ton bouclier.

IV

Jean Claude débuta à La Treine dans la carrière pastorale et son début fut un coup de maître. Peu de temps après, il est nommé à Saint-Affrique dans le Rouergue. C'est alors qu'il se maria à la fille d'un avocat de Castres Cette personne aimable, pieuse et belle s'était laissé charmer par le talent et les vertus du jeune pasteur. Elle lui apporta l'affection, le dévouement, les rares qualités de l'esprit et du cœur qui le reposaient de ses luttes et étaient pour lui comme un rafraichissement au milieu des ardeurs de la polémique. — Il avait alors vingt-huit ans.

Huit ans après, il était à Nîmes. Sa réputation, et son talent avaient grandi. Jeune, il avait, avec la hardiesse des premières années de la vie, la gravité et la sagesse des vieillards ; sa parole manquait peut-être d'onction, de grâce et d'entraînement, mais elle avait une puissance qui lui venait d'une foi profonde et d'une logique nerveuse, serrée, impitoyable. Dans les conseils il était droit et adroit, pénétrant, ferme et hardi. Aussi fut-il élu modérateur du Synode qui se tint dans cette ville en 1660, et sut-il déjouer avec une rare prudence les projets des ennemis du protestantisme. Non seulement il y eut constamment foule à ses sermons, mais cédant à de pressantes instances il dut faire des conférences particulières sur l'Écriture et sur l'art oratoire pour de jeunes *proposants* qui se destinaient à la chaire évangélique.

Il quitta Nîmes pour Montauban où l'appelèrent à l'unanimité les membres du Consistoire. Même succès, même influence que lui assureraient partout ses lumières, son désintéressement, la rigidité de ses principes et de ses mœurs, l'amabilité de son caractère, son talent de prédicateur. On voulut l'avoir à Bordeaux : démarches pressantes, offres brillantes, supplications, rien ne fut épargné. Il allait céder lorsque l'intérêt même de la religion à laquelle il s'était voué tout entier lui fit un devoir d'opter pour l'église de Charenton où se réunissaient les protestants de Paris.

V

Nous sommes en 1666. Jean Claude avait alors quarante-sept ans. Son talent était dans toute sa maturité et dans toute sa force. Il attira la foule qui l'écoutait avec recueillement et se retirait toujours fortifiée dans la foi, plus convaincue. D'ailleurs ce n'était pas seulement sa parole qui lui gagnait les esprits et les cœurs, c'était aussi ses actes, c'était sa belle âme qui se manifestait par des traits de charité sublime.

Pour le juger comme sermonnaire. j'ai pu consulter quelques-uns de ses sermons qui eurent la plus grande vogue. Disons tout de suite qu'il ne possédait pas toutes les qualités extérieures de l'orateur. Il était d'une taille médiocre ; son visage expressif manquait de régularité. Enfant du Midi, il avait dans le regard et dans le geste quelque chose de vif ; mais, comme cette vivacité ne nuisait ni à la netteté de son langage, ni à la noblesse de ses mouvements, elle ne faisait qu'augmenter l'impression produite par sa présence. Malheureusement sa voix ne prévenait pas en faveur de ses paroles. Elle était sèche et assez dure avec un accent méridional assez prononcé. Aussi avait-on dit plaisamment, lors de son élection à Charenton, qu'il aurait pour lui *toutes les voix* hormis la sienne.

Il apportait dans ses compositions beaucoup d'art et de soin. Il citait avec bonheur et un grand sens des passages de l'Écriture. Il excellait dans le raisonnement y faisait briller la logique. Son style était simple et noble. On ne pouvait pas les ranger parmi ces gens qui, suivant l'expression de M. de Balzac, *frisent et parfument les prophètes*.

J'ai lu d'abord ses cinq sermons sur la *Parabole des noces* (saint

Mathieu, chapitre 22). Voici avec quelle modestie Jean Claude les dédie à M. de Pelissary : « Quand vous prendrez ce livre dans vos mains, souvenez-vous que les choses qu'il contient sont de vives sources de piété, de sainteté et de consolation. Lisez-le dans cette vue, et non simplement parce que l'auteur vous le dédie. Ne songez pas à me faire honneur, mais songez à en tirer le fruit pour lequel il est destiné. »

Il y a dans son sermon sur la *tristesse du Saint-Esprit* (saint Paul aux Ephésiens) un véritable souffle chrétien. Après avoir peint l'homme dans sa misère, il le peignit dans sa grandeur ; à l'impitoyable historien d'un présent d'angoisse et d'un avenir de néant, succéda le prophète d'un avenir de gloire et d'inaltérable félicité ; il ferma le sépulcre et ouvrit le ciel. Madame la duchesse de La Force qui avait entendu ce sermon désira le lire. Claude le lui envoya avec cette lettre :

« Vous trouverez sans doute, madame, que mes pensées sont bien au-dessous de la grandeur et de l'importance de celles de saint Paul, et qu'il en a plus dit dans ce peu de paroles qui m'ont servi de texte que je n'en ai pu dire dans l'explication assez longue que j'en ai faite. Mais vous n'ignorez pas que l'Ecriture Sainte est une source qui ne s'épuise jamais ; et que les prédications n'étant qu'une seconde voix ou un écho qui répond à la voix de Dieu, on ne doit pas espérer que les prédicateurs puissent l'imiter parfaitement ni en représenter toute la force. Je suis néanmoins assuré que la matière que j'y traite vous sera très-agréable, car elle est selon votre cœur qui s'est depuis longtemps retiré du monde et de ses vanités pour se consacrer entièrement à Dieu. En quoi vos sentiments et ceux de M. le Duc, votre illustre époux, se sont heureusement rencontrés ; et comme vous avez été l'un et l'autre *scellés* du Saint-Esprit, jouissant de cette sainte joie qu'il répand dans nos âmes, vous vous donnez bien garde de le contrister. »

Le sermon sur *les fruits de la repentance* est un monument précieux de l'époque où il fut prononcé (1676). Claude pressent la terrible catastrophe qui devait éclater six ans plus tard et il invite les fidèles à se tenir prêts ; il *sonne du cor en Sion* pour qu'on se prépare saintement aux épreuves de la persécution. Bientôt apparaîtra le souverain juge des controverses, des persécutés et des persécuteurs. Dieu est toujours le même. « Ceux qui vivent par sa grâce sous un

ciel serein doivent marcher dans sa crainte ainsi que ceux qui appréhendent sa foudre lorsque le ciel est orageux et que la tempête gronde. »

Ce discours fit une vive impression sur son auditoire. A la prière de quelques-uns de ses coreligionnaires les plus distingués, entre autres M. d'Hervart, conseiller du Roi, l'éloquent prédicateur le livra à l'impression et le dédia à Mme d'Hervart elle-même qui partageait le zèle et la piété de son mari.

« En me rendant au désir qu'on m'a témoigné, disait Claude dans son épître dédicatoire, j'ai espéré qu'on pourrait tirer du profit de cette lecture. La matière que j'y traite a de si justes rapports avec la conscience, elle s'accorde si bien avec les inclinations de l'âme chrétienne et en particulier avec l'état où se trouvent à présent nos troupeaux qu'à peine puis-je douter qu'on n'en reçoive de l'édification. . . Recevez donc, s'il vous plaît, Madame, le présent que je vous fais, comme une marque du profond respect que j'ai pour vous. . . Dieu veuille, en répandant de plus en plus son saint et bon esprit dans votre cœur et dans celui de M. d'Hervart, votre mari, ajouter à tant de grâces qu'il vous a déjà faites, celle de vous accorder à l'un et à l'autre un parfait sentiment de sa paix et de vous faire persévérer dans son service jusqu'à la fin de votre vie. Je ne doute pas que ce ne soit le vœu que vous faites vous-même à Dieu, mais c'est aussi celui que je lui offre pour vous et que de plus il lui plaise de se consacrer pour toujours votre maison, en sorte qu'il soit éternellement le Dieu de vos enfants, comme il est le vôtre. »

VI

Les sermons de Jean Claude, je le reconnais, ont un peu vieilli ou plutôt l'éloquence chrétienne a subi l'influence du temps et de la modification qui s'est opérée dans les mœurs. Il est aisé de sentir, en lisant les œuvres du vieux sermonnaire, pourquoi ses auditeurs étaient émus à sa voix, pourquoi dans l'église de Charenton, au xvii^e siècle, ses filets, comme ceux de l'apôtre, étaient rarement retirés vides de l'assemblée où il les avait lancés. C'est que cette assemblée était fortement chrétienne, que ce n'était point la foi qui faisait défaut à ses auditeurs, mais le courage de ne point faillir et plus encore l'espérance de se relever après avoir failli. Prenez un protes.

tant de cette époque, nourri dès son enfance des Saintes Ecritures, un serviteur de la doctrine du Christ, il vous sera facile de faire germer dans son âme une riche moisson de soumission et de repentance. Adressez-vous à un français de nos jours, protestant ou catholique, vous le trouverez froid et indifférent devant tel ou tel verset des livres saints, devant l'autorité d'un prédicateur, fût-il Jean Claude lui-même. Peu de gens parmi nous savent leur religion, même parmi ceux qui en ont une. On ne rassure point un chrétien moderne en lui révélant que Dieu peut pardonner ; il incline lui-même à croire que Dieu pardonne, et n'est nullement tenté de se le figurer inflexible. Quand on le force à regarder le ciel, il y voit plutôt le Dieu des bonnes gens que le vrai Dieu du christianisme.

VII

Comme polémiste, Jean Claude fut un redoutable jouteur. Il se mesura d'abord avec les docteurs de Port-Royal, Arnaud et Nicole. Sa réfutation de leur livre sur la *perpétuité de la foi* les fit trembler d'avoir *commis* l'Eglise contre lui. Il écrivit plus tard la *défense de la Réformation*. Ses adversaires qu'il étonnait par les ressources de sa dialectique, lui firent une réputation de subtilité sophistique. Lui prétendait au contraire n'être qu'un *esprit grossier suivant toujours son grand chemin*. Et c'était, en effet, un des caractères de son habileté de jeter dans une discussion, d'une manière inattendue, des objections tellement simples qu'elles déconcertaient les plus hardis commentateurs. Par son talent de controverse, par la solidité de son jugement, par la profondeur de sa science, par l'héroïsme d'une vie toute consacrée à ce qu'il croyait la vérité, Claude conquiert l'admiration de ses contemporains. Amis et ennemis s'inclinèrent devant ce grand esprit.

La France était alors une vaste arène théologique. La nation, muette devant Louis XIV, se passionnait pour ces controverses où elle trouvait un aliment à son intelligence, et l'ombre encore de la plus chère de ses libertés, celle de la parole. La religion étant le fondement des sociétés, les chaires devinrent les véritables tribunes où se débattaient, en présence du plus absolu de rois, les orageux intérêts de la monarchie, de la démocratie et des révolutions de ce siècle.

VIII

Nous voici arrivés à cette grande lutte qui mit le sceau à la réputation de Jean Claude. Il va se trouver en présence de Bossuet. Mlle de Duras, à l'exemple de Turenne et de plusieurs familles considérables du protestantisme, voulut abjurer; mais elle avait des scrupules, et avant d'accomplir un pareil acte, elle provoqua un débat solennel entre Claude et l'évêque de Mans. Quel sublime spectacle pour un siècle croyant que ces deux puissants athlètes, combattant devant Dieu pour le salut d'une âme prête à décider, sur leur parole, de son sort éternel !

Le 1^{er} mars 1678, à trois heures après midi, ils se rendirent à l'hôtel de Roye où les attendaient Mlle de Duras, la comtesse sa sœur, le duc de Richelieu et quelques autres amis des deux sexes et des deux religions.

Bossuet avait alors cinquante-un ans. Il portait au front la triple couronne de la puissance, de la gloire et du génie. Il est là avec sa taille haute, sa tête fortement sculptée, son œil plein d'assurance et de rayons, dans son riche costume de prélat et sa belle croix d'or sur la poitrine, escorté d'admiration et de louanges, précédé d'une réputation immense, appuyé sur la faveur de la Cour, fier représentant de l'Eglise triomphante, ayant, enfin, pour lui tout ce qui constitue l'ascendant, la force, l'autorité.

Jean Claude touchait à sa soixantième année. Ce petit homme tout de noir habillé, au visage amaigri et pâle, dont l'existence s'est usée dans une douloureuse lutte et semée de périls, représente un passé triste, un présent incertain et un sombre avenir; parfois son œil noir lance des éclairs sous ses sourcils grisonnants.

Bossuet mêlait toujours l'improvisation à ses discours, ce qui les rendait plus pathétiques: il y mêlait, en maître consommé, le geste noble, le regard inspiré, la voix sublime, le silence même, tout l'ensemble du génie oratoire. On peut dire que son éloquence avait toute la magnificence, tout l'éclat, toutes les pompes du culte catholique.

Jean Claude tout cuirassé d'arguments, doué d'un jugement et d'une présence d'esprit qui ne lui faisaient jamais défaut, habile orateur, apportait dans sa parole sobre et contenue l'austérité de la Réforme. Au début de la conférence, il hésita un moment comme s'il

eût craint que la terre lui manquât tout-à-coup sous les pieds ; puis il se raffermir sur le roc de ses croyances ; il s'éleva alors en lui comme un bouillonnement d'énergie et de volonté ; son cœur palpita comme celui du guerrier qui s'élance à l'assaut, et qui brûle de planter lui-même son drapeau sur la brèche. Et, chose singulière à constater, ce ne fut pas le pauvre ministre protestant qui craignit une défaite, ce fut le grand évêque qui, après tant de victoires, eut peur de voir cette dernière victoire lui échapper.

« L'esprit de M. de Meaux, dit Claude, n'était pas dans son état ordinaire, et cette liberté qui lui est si naturelle diminua sensiblement » — « Je ne parlais qu'en tremblant, dit Bossuet lui-même, voyant qu'il s'agissait du salut d'une âme, et je priai Dieu, qui me faisait voir si clairement la vérité, qu'il me donnât des paroles pour la mettre dans tout son jour.... Je veux bien avoir tremblé devant M. Claude, pourvu que, même en tremblant, j'aie dit la vérité. »

Bossuet ajoute encore :

« On parlait de part et d'autre assez serré. M. Claude ne reculait devant aucune difficulté. Il dit assurément tout ce que la science pouvait fournir dans le point où nous nous étions renfermé... J'avais à faire à un homme qui écoutait patiemment, qui parlait avec force et netteté, et qui enfin poussait les difficultés jusqu'aux dernières précisions.... M. Claude défendit sa cause avec toute l'habileté possible, et si subtilement que je craignis pour ceux qui l'écoutaient. »

Glorieux témoignage sortant d'une pareille bouche !

IX

Ce mémorable tournoi avait duré cinq heures.

Le 23 mars, Mlle de Duras fit son abjuration dans l'église des R. P. de la doctrine chrétienne.

Bossuet avait combattu pour le principe de l'infailibilité et Claude pour le principe protestant de la raison individuelle, principe auquel Mlle de Duras, en passant d'une église à l'autre, rendait un éclatant hommage : tant il est peu aisé de trahir impunément sa conscience et la vérité !

Louis XIV voulut empêcher l'impression de la relation de Claude, qui ne l'obtint enfin que par la généreuse intervention de son adversaire. Mais pour dompter le protestantisme, on ne se contenta pas longtemps de l'éloquence de Bossuet. A la parole succédèrent les mesures tyrannique. Claude accusé de s'opposer à la fusion des deux

cultes, fut suspendu de ses fonctions pastorales. Au Synode de Meaux il ne put dans une de ses prédications, contenir ses gémissements sur la fin de l'église réformée de France ; le commissaire royal l'interrompit et lui cria brutalement que s'il continuait de blâmer la volonté de son maître, il allait de ses propres mains le jeter en bas de la chaire. Puis tout fut consommé. Tout un peuple fut dépouillé, depuis le ministre d'Etat jusqu'au garde champêtre. Deux millions d'hommes furent rejetés hors de la Cité et de la loi. Il ne resta plus enfin qu'à pousser dans l'église romaine tous ces troupeaux sans pasteurs et sans abris, errants sur les ruines de leurs institutions, où la colère rugissait encore comme l'ouragan dans un sépulcre. La dernière conséquence, logique, irrésistible, et comme le couronnement nécessaire de cette persécution d'un quart de siècle, fut donc la *Dragonnade*.

Jean Claude ne se laissa pas abattre et son cœur grandit avec le péril. Sa vie toujours confirmait ses doctrines. C'était un nature noble et haute, admirablement sincère, ayant toujours devant les yeux la grandeur morale : c'était une personne, une âme, un caractère. Peu de temps avant la révocation de l'Edit de Nantes (1685), il osa publier un virulent pamphlet sous ce titre : *Plaintes des protestants de France*. On l'a poussé à bout et son indignation déborda. Il crie, il tonne, il frappe. Son style a le trait et l'éclat, aussi bien que la verve et l'ampleur. Mais cet éclat, c'est celui de la pensée qui se colore en s'animant, qui se revêt par intervalle d'une image simple et forte. Le trait, c'est la verve qui jaillit, c'est l'éclair du bon sens, c'est l'accent d'une vérité vivement saisie, d'un sentiment pleinement rendu, qui s'impriment à coups redoublés dans l'esprit, par leur force pénétrante et lumineuse. Cet opuscule a comme un reflet des *Provinciales* de Pascal et, en le lisant, Madame de Maintenon s'écria que M. Claude était un *factieux*.

X

Jean Claude devait payer cher sa résistance héroïque.

Le lundi, 22 octobre, à dix heures du matin, le Pasteur de Charenton reçut ordre de quitter la France dans les vingt-quatre heures.

Lorsque le valet de pied du Roi, qui devait l'accompagner jusqu'aux frontières fut introduit dans son appartement, Claude était auprès de sa femme souffrante. Il pâlit, mais s'étant bientôt remis, il salua dignement l'envoyé de M. de Louvois et lui dit :

— Monsieur, je suis prêt.

— Vous pourriez vous sauver par une abjuration.

— Moi, abandonner mes croyances ?

— Votre femme est malade ; cette séparation lui sera cruelle.

— Je ne quitterai pas mon mari, cria Madame Claude.

— Les galères ou l'exil, voilà ce qui vous attend. M. de Louvois et le roi mon maître ne transigeront pas. Ils ont réalisé l'unité politique ; ils veulent à tout prix obtenir l'unité religieuse.

Claude sentit le rouge lui monter au front ; il répondit :

— Renier la religion de mes pères, fouler aux pieds ce que j'ai regardé comme la vérité, être traître à mon Dieu ! Y pensez-vous ?

La pauvre femme se leva de son siège et s'avançant péniblement vers le valet du Roi :

— Monsieur, lui dit-elle, votre maître ignore donc qu'on peut couper nos têtes non les faire courber ?

Le pasteur et sa compagne firent à la hâte quelques préparatifs et partirent pour l'exil.

XI

Jean Claude se rendit en Hollande. C'était la terre natale de la science, de la libre raison, de la pensée humaine. Son fils l'attendait à La Haye où il exerçait avec distinction le ministère évangélique. Le célèbre pasteur français fut accueilli avec un empressement fraternel par tous ses coreligionnaires. Cet accueil était bien dû à son rare mérite, à ses vertus et à ses malheurs.

Il prêcha presque une année entière, à la grande édification de ses auditeurs. Son dernier sermon fut prononcé le jour de Noël 1686. Jamais il ne s'était montré plus touchant, plus habile, plus chrétien ; jamais, inspiré par ses souvenirs et par son infortune, il n'avait laissé échapper des paroles plus éloquentes, plus profondes, plus salutaires, mieux faites pour le cœur de l'homme. Il fut complimenté, en descendant de la chaire par la princesse d'Orange, émue et attendrie.

Malade, brisé, usé par les terribles épreuves dont il fut abreuvé dans sa longue carrière, par le chagrin et le travail, il se coucha le soir même pour ne plus se relever. Il mourut comme un saint le 13 janvier 1687. Sa femme et son fils lui fermèrent les yeux.

L'Eglise protestante n'a pas eu de plus grand ministre, et l'Age-nais est justement fier de le compter au nombre de ses enfants.

JEAN LACOSTE.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

ESSAIS DE CRITIQUE, par Charles Furster¹.

Je n'aime pas la critique littéraire qui se donne pour mission de lire entre les lignes d'un ouvrage pour y découvrir des pensées que l'auteur n'a jamais eues, ou qui dissèque un livre, le scalpel à la main, la loupe sous les yeux, à la recherche des infiniments petits. Voilà pourquoi j'ai pris plaisir à lire les *Essais de critique* de M. Charles Furster. Dans des articles écrits mois par mois, au fur et à mesure des besoins d'une Revue, il voit de haut le livre qu'il analyse, planant au-dessus de l'homme et de l'écrivain, que celui-ci vienne de se coucher dans la tombe ou que celui-là, plume en main, lutte encore.

Dans ce recueil empreint de toutes les préoccupations qui se partagent le mouvement littéraire de ce temps, M. Furster fait œuvre double. Il nous donne la valeur, très exacte le plus souvent, des principaux chefs de file et il intéresse surtout par les tristes pressentiments que lui inspire l'étude assidue de notre littérature contemporaine.

On a dit du style que c'était l'homme; on peut dire de la littérature que c'est l'époque. Elle reflète ses amours et ses haines, ses nobles aspirations et ses chutes dégradantes. Elle fait partie de cet ensemble de biens qui constitue le patrimoine d'un peuple.

Si le sol est le corps de la patrie, si la trempe de caractère de ses habitants en est la force, la littérature certainement en est l'âme. Voilà pourquoi, visant la cause à travers l'effet, M. Furster voudrait que notre littérature fit plus grand et puisât son inspiration à la source des passions qui ennoblissent et des sentiment qui élèvent.

Il voudrait que nos littérateurs, ne s'inquiétassent pas autant de la forme, qui cache souvent le vide du fond, et ne missent pas tout ce qu'ils ont de talent à faire des œuvres d'exception, à chercher un

¹A la nouvelle librairie parisienne, 18, rue Drouot Paris où à l'administration de la *Revue littéraire et artistique*, 77, rue Lagrange, Bordeaux, prix : 3 fr. 50.

langage dont personne ne se soit servi avant eux, des situations nouvelles, des personnages étonnants, des phénomènes rares, en un mot de la nouveauté quand même.

Les auteurs qui font des œuvres d'exception font de la réclame :
« Ils tirent des feux d'artifices. Le public passait. Il s'arrête. La partie est gagnée »

Ils flattent un goût de curiosité malsaine qu'ils ont développé chez le public ; ils contribuent ainsi à la décadence de notre littérature et ne travaillent pas au relèvement de la patrie.

Voilà ce qui se dégage du livre de M. Furstler.

Jules Vallès est un insurgé bilieux. Il trouve la vie injuste. Son œuvre, brutale par endroits, est d'ordinaire brillante, spirituelle, mais il lui faudrait pour être durable, à défaut de qualités plus saines, l'héroïsme du révolté, non le rire jaune du démolisseur.

Que de finesse d'observation, de délicatesse de sentiments dans les pages consacrées à l'œuvre de M. Paul Bourget, ce pessimiste résigné « pour qui le ciel étale sur nos agonies sa splendeur toujours changeante et toujours la même ! »

L'auteur ne veut pas de cette résignation. Quelle que soit sa grandeur sobre et hautaine, elle est impuissante à satisfaire son esprit et surtout à remplir son cœur. Il faut à la vie, pour la rendre supportable, une exaltation quelconque et, n'en déplaise à tous nos *décadents*, les sujets ne manquent pas.

Les uns ont pu saisir ce bonheur admirable de croire ; ils ont foi en quelque chose, tant mieux ! L'amant, le poète, l'artiste, le savant, le penseur, n'ont-ils pas leurs heures de bonheur et d'extase qui devraient suffire à leur faire bénir l'existence ? Nous tous qui roulons dans le flot commun notre vie telle quelle, n'avons-nous pas un but à atteindre et chaque pas vers ce but, objet de tous nos vœux, — dus-sions-nous mourir avant de l'atteindre, — ne marque-t-il pas une heure de vrai bonheur ?

Aussi ne vous étonnez pas, si un critique qui n'a pas encore perdu l'enthousiasme de la vie, déclare la guerre à cette *poésie décadente* qui menace de faire école. Faisant justice de la forme par laquelle elle prétend séduire nos sens, il ne comprend pas qu'une poésie qui n'emprunte son vague et sa mélancolie qu'à un assemblage étrange de mots nouveaux, de phrases décousues, d'alliances bizarres, de consonnes et de voyelles plus ou moins musicales, une poésie dégoutée, lasse et grise comme un jour de brouillard, puisse satisfaire

une race qui a surtout besoin de précision, de lumière, de clarté largement répandue.

Montant du style à la pensée il ne découvre dans cette poésie nébuleuse qu'un seul sentiment exprimé, une seule sensation subie, une seule impression ressentie, l'ennui. « D'autres chantent, ils s'ennuient. D'autres pleurent, ils s'ennuient. D'autres vivent, tantôt aimant, tantôt souffrant, ils s'ennuient. »

Mais nous qui avons autre chose à faire qu'à nous ennuyer, nous qui poursuivons l'idéal ou qui, du moins, croyons à son existence, ne désespérons pas. Cet ennui qui ronge les décadents est le prélude certain de leur prochaine mort. Aujourd'hui ils battent la caisse, demain ils seront oubliés, et nous, nous continuerons à aimer au lieu d'analyser et de nier l'amour, à travailler au lieu de mettre en doute l'utilité du travail, à penser, au lieu de conclure à la vanité de la pensée; nous continuerons à vivre d'émotions sincères, d'impressions naturelles, de sentiments poignants, au lieu de nous étioier dans l'ennui d'une contemplation morbide.

Imbu de pareils sentiments, l'auteur nous ramène avec bonheur et, on le sent, avec conviction, à la littérature dont la passion est l'âme. En face de cette nouvelle école de décadents, il revendique pour notre siècle la paternité de cette « littérature de passion. » Il n'a pas oublié quel immense écho vibra, dans la France entière, quand celui qu'on a appelé « le chantre inspiré d'Elvire » entonna son chant sublime sur les bords du lac Léman.

Bien qu'il soit de mode aujourd'hui d'affecter l'indifférence, même le dédain envers Lamartine, cet écho, parti du commencement de ce siècle, résonne encore, à sa fin, au fond de tous les cœurs souffrants.

Qu'on le veuille ou non, aujourd'hui comme autrefois, le besoin d'aimer germe à son heure chez chacun de nous. Coupable la société, plus coupable encore la famille qui, s'efforçant d'étouffer ce germe chez le jeune homme, lui disent, solennellement : « Débarasse-toi des illusions de ta jeunesse; arrache un à un tous les regains de ton premier rêve d'amour, fais de ton cœur une terre vide et nue, une terre sans oasis; nous permettrons d'y planter ta tente. Comme celle de l'hôtesse arabe, elle n'aura qu'une porte, mais au lieu de s'ouvrir au ciel, du côté d'où vient l'hirondelle, » elle s'ouvrira du côté de la terre, du côté d'où viennent l'envie et l'égoïsme.

On devine en lisant le livre de M. Furster, qu'il n'a pas fermé la porte de sa tente qui donne accès vers l'idéal.

Lamartine, Victor Hugo, Alf. de Vigny, Musset n'ont encore rien perdu pour lui. Il les sent comme les ont sentis nos aînés, il a même le courage de nous dire que rien n'est nouveau comme les vieux sentiments. Il fustige vertement ceux de nos jeunes poètes qui font hautement profession de n'avoir pas de cœur. « Ce qu'il faut à notre littérature, c'est la passion. La passion est toujours neuve. Elle a des ressources inépuisables et d'interminables trésors.... Il reste encore dans l'âme humaine tant de filons inexplorés que des générations de travailleurs y useraient leurs forces. »

Là où Lamartine a mis une prière, il reste encore une plainte à murmurer ; là où Hugo a mis une contemplation grandiose, il reste encore des étonnements nouveaux à ressentir ; là où Musset a mis un cri d'effroi, il reste encore à lancer un blasphème éloquent.

Reconnaissons pourtant que celui qui nous engage si fort à espérer et à lutter n'espère guère lui-même. Après nous avoir mis en garde contre ces littérateurs décadents, avides de réclame, affamés de nouveauté plus ou moins neuve et qui tirent des pétards pour étonner « le bourgeois », après nous avoir ramené au culte de la passion vraie qui donne à la forme sa puissance au lieu de la tirer de cette forme même, M. Furster jette autour de lui un regard anxieux. Il ne voit partout qu'impuissance, aussi bien au théâtre que dans la critique, dans la poésie et dans le roman.

Les poètes sont impuissants parce qu'ils ne font plus passer dans leurs œuvres les souffrances qu'ils ont endurées, les joies qu'ils ont ressenties.

La critique actuelle est impuissante parce qu'elle pèse et soupèse des gouttes d'eau, se cantonne dans les exceptions, s'oublie à mesurer les infiniment petits.

Le Théâtre et le Roman sont impuissants parce qu'ils tirent leurs plus grands effets d'une situation toujours la même avec des mises en scène variées. Le mari, la femme et l'amant composent l'éternel trio, l'adultère, ce thème invariable.

Voilà, selon l'auteur, ce que notre fin de siècle offrira à la Postérité qui, nous jugeant sur ces deux ou trois ordres d'idées, dira de nous : « Ils étaient laborieux, mais petits. »

Il nous répugne pourtant d'admettre que ces conclusions décourageantes du livre de M. Furster constituent un engagement définitif. Avec les enthousiasmes dont il est capable il doit nous montrer le moyen de relever, aux yeux de la Postérité, — il en est temps encore, — la fin littéraire de ce grand siècle. Précisant mieux sa pensée qu'il ne l'a fait dans l'article curieux, mais vague intitulé « Le livre à faire », il trouvera l'occasion de nous dire que le moment est venu de défendre contre une société craintive et jalouse nos plus nobles aspirations vers un idéal très réalisable. Voilà le but à poursuivre et voilà le livre à faire. X....

Le Directeur-Gérant,

AD. MAGEN.

Agen, Imprimerie V^o Lamy.

REVUE DE L'AGENAIS

ET DES

ANCIENNES PROVINCES DU SUD-OUEST

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES & ARTS D'AGEN

Troisième et Quatrième livraisons de la 14^{me} Année.

31 MARS & 30 AVRIL 1887.

AGEN

IMPRIMERIE P. NOUBEL. — V^o LAMY, SUCCESSEUR.

43, Rue Voltaire, 43

1887

SOMMAIRE

Des Livraisons de Mars & Avril 1887

	Pages.
I . <i>La Ville d'Agen pendant les guerres de religion du XVI^e siècle</i> , par M. G. Tholin.....	97
II <i>Notice sur l'organisation et le personnel des travaux publics dans l'Agenais, depuis Colbert jusqu'à nos jours</i> , par M. E. Fournié.....	114
III <i>Les Couvents de la Ville d'Agen avant 1789.—VII. Les Jésuites. — Les Oratoriens (suite)</i> , par M. Philippe Lauzun.....	134
IV <i>Comment Agen mangeait au temps des derniers Valois (suite et fin)</i> , par M. F. Habasque.....	165
V <i>Bibliographie Régionale : Ville libre et Barons, de M. G. Tholin</i> , par MM. G. Monod et Ch. Bémont.....	183

Prix de l'Abonnement à la Revue de l'Agenais . 12 fr. par an

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements , s'adresser *exclusivement* à M^{me} veuve LAMY, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte , sauf les convenances du programme de la **Revue de l'Agenais** , de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires à M. Adolphe MAGEN, rue Biderot.

LA VILLE D'AGEN

PENDANT LES

GUERRES DE RELIGION DU XVI^E SIÈCLE

J'entreprends d'écrire une série d'articles sur le rôle que joua la ville d'Agen durant les guerres de religion de la seconde moitié du xvi^e siècle. Le sujet n'est pas nouveau, mais aucun de nos annalistes⁽¹⁾ ne l'a traité avec l'ampleur convenable.

Je n'ai pas moi-même la prétention de l'épuiser. Ce premier travail me satisfait si peu que je n'oserais en faire un livre en employant la ressource du tirage à part. Il restera donc exclusivement destiné à la *Revue*, à titre d'essai.

L'histoire de cette époque tourmentée ne saurait se réduire à des récits de faits de guerre : en regard du conflit des opinions, ceux-ci sont dans le rapport de l'effet à la cause ; non

(1) MM. Saint Amans, Samazeuilh et M. l'abbé Barrère. Le dernier en date de leurs ouvrages remonte déjà à trente années. Depuis lors, on a beaucoup cherché, trouvé, classé, publié. Les histoires et les mémoires que nous avaient légués des contemporains tels que Florimond de Raymond, Théodore de Bèze, Condé, de Thou, d'Aubigné, Monluc, Dupleix, etc., ne suffisent plus pour constituer notre trésor. Ils avaient été trop longtemps exclusivement exploités, précieux lingots maintenant jetés dans le creuset pour être fondus avec d'autres éléments qui les rectifient, en grossissant la masse.

La correspondance de Calvin nous vient d'Allemagne. Les Sociétés des *Archives historiques de la Gironde* et des *Archives historiques de la Gascogne* ont multiplié leurs volumes et leurs fascicules de documents. Pour notre pays, combien de ressources à utiliser dans les *Documents inédits pour servir à l'histoire de l'Agenais*, par M. Ta-

seulement les convictions religieuses apparaissent opposées les unes aux autres mais aussi les théories sociales et politiques, des nouveautés de tout genre qui battaient en brèche la tradition.

Chaque religion eut ses fidèles, d'une entière bonne foi, et même ses martyrs, comme elle eut ses transfuges. Parmi les plus agissants figuraient aussi de ces hommes habiles, intéressés et sans conviction, qui déshonorent ceux qu'il servent. La modération, en ce temps là bien malaisée et surtout mal venue, était rare. Ainsi que dans toutes les révolutions, la masse du

mizé de Larroque (Paris, Bordeaux, 1874, in-8), dans les monographies communales. Les lettres inédites de Monluc abondent dans l'édition des œuvres du maréchal que M. le baron de Ruble a publiée pour la Société de l'Histoire de France (1864-72.) Après neuf volumes in-4°, les brochures tentent d'épuiser les lettres de Henri IV. Les publications protestantes périodiques, les œuvres d'ensemble, où l'on glane toujours quelque chose, forment déjà toute une bibliothèque.

M. le marquis de Rochambeau a mis au jour les *Lettres d'Antoine de Bourbon et de Jehanne d'Albret* (Paris, 1877, in-8.)

Des monographies relatives à notre pays ont aussi paru : la *Chronique des églises réformées de l'Agenais*, par M. Alphonse Lagarde (Toulouse, 1870, in-12); *La Réforme à Nérac*. — *Les origines* (1530-1560), par M. G. Bourgeon, pasteur (Toulouse 1880, in-8 de 118 pp.) De nombreux chapitres qui nous intéressent se trouvent dans les grands ouvrages de M. le baron de Ruble, *Antoine de Bourbon et Jeanne d'Albret* (Paris, 1881, T. I à III, in-8. — Période antérieure à 1562); de M. Ernest Gaullieur, *Histoire de la Réformation à Bordeaux et dans le ressort du Parlement de Guyenne* (Bordeaux, Paris, 1884, t. 1, in-8. — Période antérieure à 1565); de M. Ch. de Batz-Trenquelléon, *Henri IV en Gascogne* (1553-1589) (Paris, 1885, in-8.) etc.

Dans ces publications, d'ailleurs limitées par leurs sujets et par leurs dates, on a peu utilisé le fonds si riche des archives de l'hôtel de ville d'Agen. Le moment n'est-il pas venu de puiser à cette source et d'ajouter, ainsi quelques pages à l'immense enquête qui se poursuit partout avec une activité autrefois sans exemple?

Pour rendre quelques services, il serait inutile de s'arrêter sur les événements qui ont été l'objet de longs récits et de rééditer des travaux bien connus. Il importe au contraire de faire valoir des détails nouveaux. Une pareille méthode qui détruirait les proportions d'un livre, peut cependant convenir à la rédaction de simples articles de *Revue*.

On ne peut songer à publier dans la *Revue* les pièces justificatives qui offrent de l'intérêt. Elles sont trop nombreuses. Le dossier des pièces de ce genre que j'ai constitué dépasse la centaine. Dans l'espérance qu'un jour ou l'autre ces documents inédits pourront être imprimés à part, je les citerai en note avec cette mention : *pièces justific. no x.*

peuple, exaltée, parfois même féroce, se jetait aux extrêmes. Les plus grandes mêlées sont obscures. Sans pouvoir établir souvent de quel côté sont les premiers torts, on voit se succéder tout un enchaînement de représailles : les meurtres, les incendies, le pillage ou les confiscations se répondent d'un bout à l'autre d'une province livrée au gens de guerre, tourmentée par les émeutes ; tandis que les réformés sont espionnés et leur ministres traqués par les catholiques, les protestants s'acharnent contre les images, les églises, les prêtres. Les convictions implacables font les bourreaux. Chacun frappe son adversaire au point le plus sensible, au cœur, et l'on échange, même dans les jours de paix, des outrages qui ne se pardonnent pas (1).

Il s'est rencontré dans notre pays des hommes d'une valeur exceptionnelle à la tête de l'un et de l'autre parti. Citons seulement Monluc, qui domine tout durant les quinze premières années de la guerre, et, lui mort, le prince de Navarre, le futur Henri IV, qui fixe tout les regards. Le premier partagea constamment l'affection des Agenais, le second en fut détesté jusqu'aux jours de sa conversion et de son avènement à la couronne. Cela ressort de tous les actes, de tous les écrits de nos consuls durant trente années. Voilà sans doute de quoi choquer nos opinions toutes faites de raisonneurs de l'an 1887. Cependant c'est la vérité.

(1) La destruction des statues, des autels, des reliques et le pillage des églises devaient à bon droit révolter les catholiques. Quand les protestants d'Agen trouvaient les tombes de leurs coreligionnaires souillées d'ordures, ils avaient aussi le droit de s'indigner. Ni l'épée ni la hache ne font seules les blessures et, dans les temps pareils, tout blesse, jusques à la langue des vieilles femmes. On pourrait citer bien des anecdotes sur les grossièretés populaires, en compulsant les registres de police des consuls d'Agen. D'un ensemble de petit faits qui paraissent au-dessous de l'histoire, il est permis du moins de tirer quelques conclusions sur l'état des esprits.

Ce seul fait, parmi tant d'autres, démontre assez clairement combien il est difficile d'être ou de paraître impartial en écrivant le récit de ces grandes luttes. Les soldats sont tombés depuis trois siècles, vous croyez peut-être le combat fini ? Nullement ; il s'éternise entre les historiens passionnés.

Heureux qui peut obtenir de ses lecteurs ce précieux témoignage qu'il n'a pas fait servir sa plume à combattre en Guelfe ou en Gibelin.

LES CATHOLIQUES ET LES PROTESTANTS DANS L'AGENAIS

AVANT LA GUERRE (1525-1560.)

Au moyen-âge, l'enseignement à tous les degrés était oral et restreint dans des limites dont l'imagination seule peut faire entrevoir l'étroitesse. C'était un rare privilège de savoir écrire. Une petite ville comme Agen était dépourvue de collège ; elle n'avait que des écoles ¹. La bourgeoisie envoyait quelques-uns de ses fils dans les grands centres, à Toulouse, à Bordeaux, à Poitiers, ou dans quelques villes mieux dotées qu'Agen, comme celle de Cahors. On pouvait aussi apprendre le latin, le français et la théologie dans les noviciats de quelques couvents, mais cet enseignement, souvent de bon aloi, était malheureusement le lot d'un petit nombre, un cinquième, peut-être seulement un centième de la population. Entre les hommes instruits, un ou deux sur cent, et les illettrés les degrés intermédiaires n'existaient pas. L'ignorance des artisans et surtout celle des gens de la campagne dans tout l'Agenais était complète. A

¹ La première mention sur les écoles agenaises que nous ayons relevée dans les archives de l'hôtel de ville se rapporte à l'année 1512. Dans une jurade du 22 octobre (BB. 23), il est question d'une grande affluence d'écoliers, à ce point que « ne peuvent se recevoir aux maisons des escolles de » la presente cite, occasion de quoy est besoing leur avoir une autre maison et mesmement la maison, de Monrevel a ce propice. »

Ainsi avant l'avènement de François I^{er} un grand mouvement s'était déjà produit. La jeunesse commençait à rechercher l'instruction.

Cette affluence vers les écoles d'Agen, où l'on enseignait le latin, le français et l'arithmétique, s'explique sans doute par le concours d'écoliers étrangers à la ville.

Au xviii^e siècle, toute la région actuellement comprise dans le département de Lot-et-Garonne comptait moins de cent écoles, (voir *Cahiers de dol. du tiers-état*. Note, p. 125.) c'est-à-dire une pour le territoire de trois communes un tiers ou de six ou sept paroisses. L'établissement de la plupart de ces écoles primaires paraît dater seulement du xvi^e siècle.

l'église, un seul livre apparaissait, livre sacré, le missel manuscrit, un gros registre en parchemin que le prêtre était seul admis à lire, Lui seul avait aussi à traduire et à commenter l'évangile et les commandements dans un prône en langue vulgaire ; toute la science des pauvres gens dérivait de ses paroles. Rien à apprendre hors de l'église. Des légendes sur les saints, embellies par des miracles ; des histoires terrifiantes de sorcellerie ; de vagues traditions sur les Romains et les Maures, confondus sous le nom de *payens*, sur les Anglais ; des contes populaires, d'une origine souvent très ancienne, strictement formulés et si exactement transmis de père en fils qu'ils sont à peine oubliés de nos jours ; des notions vraiment fantastiques sur les pays éloignés ¹ et parfois même sur les provinces les plus voisines : tel était l'abrégé du savoir pour les Agenais de ce temps-là. Ils parlaient des Turcs comme de sauvages qui habitaient un pays, loin, bien loin, et qui reniaient Dieu. Ils ne se doutaient pas que leur science étant purement négative, leurs mœurs brutales et fort relâchées, leur intolérance très absolue, ils n'étaient pas en somme de beaucoup supérieurs à ces prétendus sauvages.

La même génération qui vit se répandre, au moyen de l'imprimerie, des ouvrages aussi disparates que le *Bréviaire* orthodoxe de Bilhonnis, les *Psaumes françois* de Marot et les œuvres légères de Mathieu Bandel, devait être nécessairement agitée ². On pressentit que l'en-

¹ L'imagerie et le symbolisme du moyen-âge et de la Renaissance accusent au milieu de beaucoup de fantaisies, des croyances fabuleuses sur les pays étrangers, que l'imagination peuplait de monstres humains et d'animaux aux formes bizarres. Les ouvrages des lettrés du xvi^e siècle ne sont pas tous exempts de ces grossières erreurs.

² Je cite seulement des ouvrages qui intéressent notre pays, mais les livres, cette incomparable nouveauté, et des livres de tout genre, arrivaient de partout.

Sur la diffusion des ouvrages protestants dans la Guienne, voir *Hist. de la Réform.* de M. Gaullieur, p. 25.

Même diffusion en Languedoc. Un érudit bien connu des lecteurs de la *Revue*, M. E. Cabié a eu l'obligeance de m'indiquer une liste fort longue d'ouvrages huguenots saisis par les inquisiteurs de Toulouse, en 1540 (collection Doat, t. XXXV, fo 206.) Cette pièce a été publiée, avec la date erronée de 1542, dans les *Mémoires de l'Académie des Sc., Inscript. et B.-Lettres de*

seignement par le livre était appelé à compléter et même à primer l'enseignement oral. L'éveil des idées, le désir d'apprendre allaient donner prise aux nouveautés de toute sorte. La Réforme trouvait dans l'imprimerie un puissant auxiliaire.

Ses missionnaires dans nos pays furent des ministres et des régents des écoles ¹, venant de loin pour la plupart, heureuse condition pour des prophètes. Ils parlaient cette langue du Nord, qui, dans nos pays, paraissait alors la langue même de la science. Le recteur, le curé de campagne se vit tout à coup dépassé et convaincu d'ignorance. Puis, quelle raison de ne pas croire à ces docteurs à la parole si insinuante? Ils affectaient des mœurs austères et le clergé se discrédita.

Toulouse, 7^e série, t. VI. Parmi les ouvrages incriminés figure la *Françoise chrétienne* qui paraît avoir été imprimé à Agen. Voilà qui reculerait la date des premières productions de nos presses, déterminée dans la savante étude de M. Andrieu.

Le premier livre imprimé dans la ville très-catholique d'Agen serait donc un livre huguenot.

¹ Le rôle des régents est attesté dans tous les ouvrages qui traitent des origines de la Réforme.

Quatre régents, Philibert Sarrazin, Stella, Jean Bernède et Jean Lagarde furent convaincus d'avoir enseigné à Agen les nouvelles doctrines lors de l'enquête faite par l'inquisiteur Louis de Rochéto (1538.)

Cette enquête a été résumée par M. l'abbé Barrère (*Hist. relig. et monum. du dioc. d'Agen*, II, p. 196 et suiv.). L'original, formant un cahier volumineux, est conservé aux archives de l'évêché d'Agen. Ce document mériterait d'être publié.

Rappelons que Guillaume Farel, le premier évangélisateur de la Guienne, était, aussi bien que Luther, partisan de l'instruction obligatoire. (*Hist. de la Réformat. à Bordeaux*, p. 32.)

Voici la liste des principaux régents ou ministres qui ont exercé leur apostolat dans les villes de l'Agenais avant les guerres.

Agen. — Avant 1538, les quatre régents cités. — Jean Cormières. — Pierre David (1556). — Jean Henri. — Jean Voisin et Jacques Fontaine (1560.)

Clairac. — Gérard Roussel.

Gontaud. — Fontaine (1560.)

Monflanquin. — Jérôme Casebonne (1556).

Sainte-Foy-la-Grande. — André de La Voye (1541) etc. Nous ne nous occuperons pas de cette ville, la plus éloignée d'Agen, qui devint toute entière

ditait par des scandales¹. Aux petites pratiques devenues prépondérantes et taxées par eux d'idolâtrie, ils opposaient la religion primitive, simple et grande, ayant pour objet Dieu seul. Ils montraient les premiers chrétiens unis comme des frères, mettant leurs biens en commun, à des hommes victimes de vieilles inégalités sociales, courbés sous le régime de la féodalité², offusqués par les richesses et par les privilèges des gens d'église. Et, considérant combien tout allait mal dans le monde, combien leurs croyances et leur condition pouvaient être plus parfaites, un grand nombre furent séduits par la Réforme.

protestante. Son histoire mériterait d'être traitée à part et on peut l'écrire aujourd'hui. Les archives anciennes de Sainte-Foy, que l'on croyait perdues, ont été heureusement retrouvées, l'année dernière, par M. Duval, au cours d'une inspection.

Tonneins. — André Mélancton (1541).

Villeneuve d'Agenois. — Cette ville fut évangélisée avant 1530. — Jean Carvin (1541). — Philippe Lévi (avant 1560.)

Pour Nérac, M. le pasteur Bourgeon (ouv. cité) nomme Michel d'Arande, Jean Lecomte, Victor Brodeau, Gérard Roussel, Pierre Toussain, Lefebvre d'Étapes, Calvin, Pierre David, François Le Guay, sieur de Boissnormand, Villeroche, Simon Brossier, Vigneaux, — Gilles et Jean Gaignon (1559), — Théodore de Bèze.

¹ « Sur tous les vices et l'ignorance de plusieurs prestres (confessons) hardiment que tous nos malheurs sont en partie visiblement nez de la) leur servit d'un beau pretexte pour les esloigner de l'ancienne eglise. » (Florimond de Raymond, *L'Histoire de la naissance, progres et decadence de l'heresie*, Rouen, Daniel Cousturier, 1623, p. 903.)

Voir aussi, dans le même ouvrage, p. 863, le passage sous ce titre *La bonne vie de l'heretique est dangereuse*.

² Voir à ce sujet les *Commentaires* de Monluc, t. II, p. 366 (édition de Ruble, que je citerai exclusivement.)

« Les ministres preschoient publiquement que, s'ilz se mettoient en leur religion, ilz ne payeroyent aucun devoir aux gentilhommes, ny au roy
« aucunes tailles, que ce qui luy seroit ordonné par eulx ; autrés preschoient que les roys ne pouvoient avoir aucune puissance que celle qui plairoit au peuple ; autres preschoient que la noblesse n'estoit rien plus
« qu'eulx : et, de fait, quand les procureurs des gentilhommes demandoient⁴
« les siefz à leurs tenanciers, ilz leur respondoient qu'ilz leur montrassen

Les mobiles qui déterminaient les conversions pouvaient être fort différents. En admettant la possibilité de faire prévaloir des théories de socialisme évangélique, on s'explique l'entraînement des classes pauvres, on comprend moins les adhésions des gentilshommes et des bourgeois riches, qui avaient tout à perdre à cette révolution¹. Un exemple mémorable prouve que ces deux courants, loin d'être toujours opposés, peuvent être parallèles. Deux siècles et demi plus tard, en 1789, une grande partie de la noblesse accepta, provoqua même des réformes qui l'atteignaient au vif. Une telle abnégation en matière d'intérêts privés ne saurait se produire qu'à la faveur d'un grand mouvement d'idées ; il faut un entraînement généreux et de fortes convictions pour inspirer de pareils sacrifices. Ces conditions se trouvaient réalisées dans notre pays à la fin du règne de François I^{er} et sous le règne de Henri II, mais pas au degré nécessaire pour faire consommer une révolution.

La Gascogne, il faut bien le dire aussi, était pleine de gentilshommes riches d'une garenne et d'un pigeonnier, de cadets sans terres ni bourse, ayant pour tout privilège et pour unique fief leur nom, leur épée et quelquefois un cheval. Ceux-ci avaient plus à gagner qu'à perdre en se ralliant aux novateurs. Le cas échéant, ils espéraient combattre non pas en simples soldats mais en capitaines².

« en la Bible s'ilz le devoient payer ou non, et que si leurs prédécesseurs
« avoient esté sotz et bestes, ilz n'en vouloient point estre.

« Quelques ungz de la noblesse se commençoient à se laisser aller, de
« telle sorte, qu'ilz commençoient à composer avecques eux, leur priant de
« les laisser vivre seulement en leurs maisons, avecques leurs labouraiges,
« et quant aux oblies et fiefz, ils ne leur en demandoient rien. »

Au sujet des réformes politiques et sociales rêvées par les protestants français, il serait facile d'ajouter des témoignages à celui de Monluc. Au reste les protestants n'étaient pas les seuls à marcher de l'avant et l'on peut faire de justes rapprochements entre les cahiers du tiers-état de la Guienne aux Etats généraux de 1560 et les cahiers de 1789, (Voir *Hist. de la Réform.*, par E. Gaullieur, p. 234.)

¹ Et cependant « il n'estoit pas filz de bonne mere qui n'en vouloit gous-
« ter » nous dit Monluc (II, 357.)

² Il n'est pas possible de documenter une préface comme un récit. J'espère justifier par la suite des assertions qui pourraient paraître exagérées.

Au sujet de ces gentilshommes faméliques et quelque peu bohèmes, com-

Heureux de faire de pareilles recrues, les ministres, naturellement peu faits pour la carrière des armes, leur prêtaient volontiers la main. Dans ce marché à passer, les ambitions des gentilshommes trouvaient leur compte.

Des lettrés, comme les Scaliger, à Agen, des magistrats embrasèrent la Réforme, souvent en secret. Dans ce monde fort avisé des gens de robe on trouve, plus qu'ailleurs, une tendance aux prudentes dissimulations tant que durent les temps difficiles.

Tout près de nos frontières, Marguerite d'Angoulême et Jeanne d'Albret favorisèrent la Réforme, à des époques et dans des conditions fort différentes. L'Agenais était plus indépendant des grands seigneurs et des grandes dames, mais là pas plus qu'ailleurs les ministres ne durent négliger d'utiliser l'influence si considérable des femmes ¹. Les enfants répètent naturellement en famille les leçons qu'on leur donne, ce qui permet aux parents de surveiller les doctrines enseignées. L'action des régents sur la jeunesse accuse donc la complicité de bien des mères.

Selon les temps et les lieux, en raison des édits ou par suite de l'hostilité des populations catholiques, certains groupes de réformés en étaient réduits aux prêches et aux embauchages clandestins. Ces pratiques, imposées par la nécessité, loin d'affaiblir un parti le fortifient. Toute société secrète offre cet attrait du mystère qui séduit des curieux et des faibles. Les dangers même que l'on peut courir à en faire partie contribuent à resserrer les liens communs, après que les adeptes ont jugé à l'épreuve qu'ils pouvaient compter les uns sur les autres. Pendant les guerres, de grands projets ont été médités et des coups de main résolus par des assemblées nombreuses de réformés

me on dirait aujourd'hui, nous aurons à étudier de près le singulier entourage du roi de Navarre pendant les deux années où il occupa la ville d'Agen. Nous compterons combien de fois le bon Henri eut à rappeler aux gentilshommes de sa suite qu'il ne fallait pas forcer la main aux marchands et qu'il était bienséant de payer ses dettes.

Et cependant quel avenir dans cette jeune France !

¹ Voir à ce sujet l'ouvrage cité de Florimond de Raymond, p. 847.

sans que rien ait transpiré au dehors. Ceci prouve une de ces étroites solidarités qui donnent toute puissance pour l'action.

Tertullien a déclaré, dans un passage célèbre, que le sang des martyrs devenait une semence de chrétiens. Cette observation du grand apologiste peut être appliquée à toutes les persécutions religieuses. Le plus bel exemple de vertu et de sincérité éclate dans une mort sans défaillance. Lefèvre d'Étaples, en son extrême vieillesse, se voyant mourir si paisiblement dans sa retraite de Nérac, exprimait en versant des larmes, son regret de n'avoir pas été au devant du martyr¹. Il songeait à ses frères morts pour la foi, dont la liste devenait déjà longue ; il provoquait l'émotion. De tels hommes sont de bien séduisants missionnaires².

Un certain nombre de prêtres et de moines se déclarèrent pour la

¹ Voir l'ouvrage cité de M. le pasteur G. Bourgeon, p. 35.

² Voir dans l'ouvrage cité de Florimond de Raymond (p. 864) le passage sous ce titre *Le supplice des hérétiques a fait plus de mal que de bien*.

Les lignes suivantes, qui intéressent Agen méritent d'être reproduites : « J'ay souvent ouy faire recit à un bon pere que j'avois, bon s'il en fut « iamais et homme fort catholique, et craignant Dieu, qui ayant veu brus- « ler en sa ieunesse un Regent sur le bord de la riviere de la ville d'Agen, « nommé Vindocin, et luy et plusieurs autres restèrent tous esperdus d'un « tel spectacle non iamais veu en cette ville là ; ne pouvant croire que celuy « qui mourant ne parloit que de Jésus-Christ, n'invoquoit que Jésus- « Christ, ne fust condamné à tort. Il me souvient que quand Anne du « Bourg, conseiller au Parlement de Paris, fut bruslé, tout Paris s'estonna « de la constance de cet homme. Nous fondions en larmes dans nos colle- « ges, au retour dece suplice, et plaidions sa cause apres son deceds, mau- « dissant ces iuges iniustes, qui l'avoient iustement condamné : Son pres- « che en la potence et sur le bucher fit plus de mal que cent ministres « n'eussent sceu faire. »

Il y eut dans notre pays d'autres victimes que Vindocin : Jean Bernède fut brûlé à Agen en 1545 : Jean Malhort, de Monflanquin, fut banni, après avoir eu la langue percée avec un fer rouge ; Jacques Maigna, prêtre, de Villeneuve d'Agenois, fut brûlé à Bordeaux, en 1551. (*Hist. de la Réform.* par E. Gaullieur, pp. 80 et 114.)

Réforme. Les uns¹, dont la foi était faible et les mœurs pures, scandalisés par la corruption dont ils étaient témoins, sont allés d'une réforme disciplinaire, qui était urgente assurément, jusques à la réforme dogmatique qui détruisait l'église ; les autres appréciaient particulièrement ce que Florimond de Raymond appelle le septième point de la messe réformée, à savoir « que le prestre ne seroit « oblige au celibat. » (p. 854.)

Si la maison royale qui possédait les terres d'Albret usa parfois de violence pour forcer les adhésions aux nouvelles doctrines, dans l'Agenais, le mouvement fut tout spontané. La bonne foi de la majeure partie des premiers réformés semble hors de doute, d'autant plus qu'à l'origine ils n'entrevoyaient pas une séparation forcée d'avec l'Eglise de Rome. Quelques prédicants, pareils à Calvin, ont poursuivi franchement une rupture ; mais pour d'autres, surtout pour le peuple, l'hérésie fut inconsciente durant la première période. Dans une seconde époque, qui fait transition, quelques-uns de ceux qui sont engagés le moins avant hésitent, espérant que la condamnation de leurs doctrines par les papes ne sera pas définitive. Puis arrive le moment où l'on se sépare ouvertement, en pleine connaissance de cause².

Dans l'Agenais, la seconde étape était à peine franchie quand s'alluma la guerre.

On sait quels sont les effets du prosélytisme. Les adeptes de la Réforme, même ceux qui étaient recrutés parmi les gens d'une humble condition, devenaient à leur tour des apôtres, mission d'autant plus facile que l'enseignement ne comportait pas une rénovation totale des croyances mais plutôt un certain nombre de négations : pas d'indulgences, pas de culte des saints, pas d'images, pas de confession, pas de messe, etc.

¹ Parmi ceux qui évangélisèrent la Guienne, Gérard Roussel, abbé de Clairac, se recommande entre autres par sa vie austère, sa charité et son dévouement. Florimond de Raymond, qui est un adversaire loyal, en retrace un beau portrait (Ouv. cité, p. 850.)

² Ces diverses phases du protestantisme dans notre pays, notamment la lutte de Calvin contre les *temporiseurs*, ont été fort bien exposées par M. le pasteur Bourgeon, dans son ouv. cité, p. 23 et suiv.

Du domaine des croyances et des théories pour passer aux voies de fait la pente était glissante. La logique du peuple est brutale ; pour lui, ce qui est mauvais doit être supprimé sans retard. C'est pourquoi nous le voyons bien vite s'attaquer aux images ¹, dépouiller les églises, prodiguer l'insulte aux prêtres et aux croyants. Les réformés, même là où ils n'étaient nullement persécutés, inquiétaient de plus en plus les catholiques.

Ceux-ci avaient pour eux la tradition, le droit incontestable de vivre en paix chez eux et dans l'église. Pour se défendre contre les voies de fait, ils eurent aussi la protection des édits et des ordonnances ², et le moment vint où l'hérésie militante se confondit avec la rébellion. Telle était en 1560, la situation des deux partis.

On a peine à s'imaginer en notre temps, où prévaut la tolérance, ce que devaient être les luttes à mort provoquées au xvi^e siècle par la Réforme. Un pays tel que l'Agenais, parfaitement uni depuis l'expulsion des Anglais, était subitement troublé. Selon que les villes conservaient des majorités catholiques ou se trouvaient dominées par des assemblées protestantes, elles prenaient parti, prêtes à s'allier entre elles ou à se combattre. L'antagonisme descendait tous les éche-

¹ Voici l'opinion de Théodore de Bèze sur des faits de ce genre :

« Je ne puis dire autre chose de cet abatis d'images, sinon ce que j'en ay tousjours senty et presché, c'est à scavoir que ceste maniere de faire ne me plaist aucunement, d'autant qu'elle me semble n'avoir aucun fondement en la parole de Dieu et qu'il est à craindre que cecy ne parte plustost d'impetuosité que de zele. Toutefois, pour ce que le fait de foy est selon la volonté de Dieu, qui condamne les idoles et ydolatrie, et qu'il semble qu'en une chose si generale il y ayt quelque conseil secret de Dieu qui veult peut-être par ce moyen faire honte aux plus grands par les plus petitz, je me contente de reprendre en general ce qui est digne de reprehension et de moderer telles impétuosités autant qu'il m'est possible. » (Lettre à Jeanne d'Albret, du 13 mai 1561. — *Lettres d'A. de Bourbon et de Jehanne d'Albret* par le marquis de Rochambeau, p. 234.)

Théodore de Bèze plaide trop les circonstances atténuantes. Gardons nous d'excuser les Polyeuctes au nom des conseils secrets de Dieu.

² Voir dans *Antoine de Bourbon et Jeanne d'Albret* de M. le baron de Ruble (t. 1, pp. 240, 241) l'énumération des ordonnances et des arrêts rendus contre les religionnaires.

lons jusques au foyer de la famille. Les chroniqueurs du xvi^e siècle nous laissent beaucoup à deviner, car ils ne s'attardent pas aux menus épisodes ; l'analyse des sentiments, les détails de la vie privée leur importent peu. Apôtres ou soldats, ceux qui nous ont laissé des écrits allaient de l'avant, jouant leur fortune et leur vie, sans détourner leurs regards du côté des enfants et des femmes. Et cependant les nouveautés acceptées ou combattues, qui armaient parfois le fils contre le père, le frère contre le frère, faisaient le désespoir des vieillards, des mères et des sœurs. Nous verrons Mouluc, le bras droit des catholiques, accosté parfois de son frère l'évêque de Valence, une sorte de diplomate sceptique à demi gagné à la Réforme ; le huguenot Langoirand préparer des entreprises contre Bordeaux, où commandait son frère Monferrand, catholique. Quel est souvent le résultat des mariages mixtes, nous le savons par l'histoire de Henri IV et de la reine Marguerite. Voilà pour ceux qui tiennent le premier rang, descendons. Le vieux Daurée, fidèle à la religion de ses pères, honoré huit fois du consulat par le suffrage de ses compatriotes, lui dont plusieurs filles étaient religieuses dans les couvents d'Agen, ne pouvait empêcher un de ses fils de partir à l'appel des réformés et de mourir au milieu d'eux. C'était « oultre mon vouloir » dit-il simplement et tristement.

Quelle exhortation touchante celle que La Boétie mourant fit à M. de Beau-Regard, le frère de son illustre ami Michel Montaigne ! Elle résume tous les sentiments de pitié profonde que pouvait inspirer à une belle âme la division lamentable des familles. La voici :

« Le vous iure que de tous ceux qui se sont mis à la reformation de
« l'Eglise, ie n'ay iamais pensé qu'il y en ait eu un seul qui s'y soit
« mis avec meilleur zèle, plus entiere, sincere et simple affection,
« que vous. Et crois certainement que les seuls vices de noz prelatz,
« qui ont sans doute besoing d'une grande correction, et quelques
« imperfections que le cours du temps a apporté en nostre Eglise,
« vous ont incité à cela : ie ne vous en veux pour ceste heure
« demouvoir : car aussi ne prie-ie pas volontiers personne de faire
« quoy que ce soit contre sa conscience. Mais ie vous veux bien
« aduertir, qu'ayant respect a la bonne réputation qu'a acquis la
« maison de laquelle vous estes, par une continuelle concorde :
« maison que i'ay autant chere que maison du monde : Mon Dieu
« quelle case, de laquelle il n'est iamais sorty acte que d'homme de

« bien f ayant respect à la volonté de vostre pere, ce bon pere à qui
« vous devez tant, de vostre bon oncle, a voz frères, vous fuyez ces
« extremitez : ne soyez point si aspre et si violent : accommodez-vous
« à eux. Ne faictes point de bande et de corps à part : ioignez vous
« ensemble. Vous voyez combien de ruines ces dissensions ont ap-
« porté en ce royaume, et vous respons, qu'elles en apporteront de
« bien plus grandes. Et, comme vous estes sage et bon, gardez de
« mettre ces inconvéniens parmy vostre famille, de peur de luy faire
« perdre la gloire et le bonheur duquel elle a iouy jusques à cette
« heure ¹. »

De telles scènes se sont passées plus de mille fois dans notre pays
et nous venons de lire une page d'histoire.

La terreur, qui, depuis le commencement de la guerre², chassa les
prêtres des paroisses rurales, laissa le champ libre aux réformateurs.
Là où cessaient le service divin et l'administration des sacrements,
une nouvelle génération grandissait que rien ne rattachait aux prati-
ques du catholicisme³. Les évêques d'Agen, Bandel et Frégose, il

¹ *Les essais de Montaigne*, édit. de Lemerre, t. IV, p. 319. Lettre de l'année 1563.

² Voir à ce sujet un document de l'année 1561, cité par M. Tamizey de Larroque (*Antoine de Noailles à Bordeaux*. Bordeaux, Ch. Lefebvre, 1878, p. 76.) « Ils courent à force les prestres et les religieux en Agenez, comme
« l'on fait les lievres en Beauce. »

J. de Gaufréteau accuse Langoirand d'avoir fait « mourir en son temps
« plus de mille prestres par divers torments. » (*Chronique Bordeloise*, t. I, p. 167.) Et Langoirand n'est pas le seul capitaine huguenot chargé de méfaits de ce genre. Toute part faite à l'exagération des chroniqueurs, il faut bien constater que la terreur des prêtres était justifiée.

³ « Les habitans dud. pais d'Agennois et en la plus part d'icelluy sont
« destitues de la predication de l'esvangille et administration des saints
« sacremans, sans aucun enseignement a la pyate et religion quelle qu'elle
« soyt, vivans sans correction, admonition ou enseigniemans espirituel... »
(Cahiers du tiers état remis aux commissaires délégués par le roi pour la
réforme des abus, en 1583. (AA. 44. Pièce justific.)

Voir aussi *Cahiers des doléances du tiers état d'Agenais*. Etats Généraux de 1588, p. 3 et 4.

« Plusieurs petits enfants meurent sans batesme, les grandz sans confes-

faut bien aussi l'avouer, se montrèrent au-dessous de leur tâche¹.

Toutefois, avant la guerre, c'est-à-dire de l'année 1525 à l'année 1560, les progrès de la Réforme dans notre pays ne peuvent être suivis avec précision. Nul dénombrement, nul procès-verbal d'enquête ne vient en aide aux chercheurs. Les noms des principaux missionnaires dans chaque ville nous sont parvenus ; les résultats de leurs prêches, la pénétration de leurs doctrines ne peuvent être appréciés même pour des périodes de dix années. Après 1560, la Guienne paraît toute en feu, et Monluc, qui va entrer en scène, se flatte d'avoir sauvé cette province de l'hérésie. Cependant, dans une

« sion ny administration des saints sacrements ; et tout cela a servy, comme
« sert encores de fondement et pretexte a l'erezye... »

Parmi les causes de la non résidence des recteurs, le tiers état d'Agenais cite la pratique trop commune de conférer les bénéfices aux gentilshommes et aux gens de guerre. C'est une des plaies de l'époque. Dépouillés par ceux-ci et menacés par les huguenots, comment les curés auraient-ils pu vivre dans les campagnes ?

¹ Un tel jugement pourra paraître sévère à l'égard de ce dernier. Janus Frégose fut évêque d'Agen pendant plus de trente années, dans les temps les plus difficiles (1555-1586.) Le portrait flatteur qu'en a tracé Labenaisie, répété par M. l'abbé Barrère, n'est pas justifié dans les ouvrages de ces deux auteurs par un exposé suffisant de ses actes. C'est à M. Tamizey de Larroque que nous devons de connaître un peu mieux ce prélat (*Lettres inédites de J. Frégose, év. d'Agen* ; 12 lettres — *Rec. des trav. de la Soc. d'Ag. Sciences et Arts d'Agen*, 2^e série, t. III, et tir. à part) auquel n'ont pas fait défaut les éloges de Blaise de Monluc et de Joseph Scaliger. On peut hésiter, malgré l'autorité de ces deux illustres contemporains, à souscrire sans réserve à leur jugement. Nous mettons en première ligne les témoignages de ce vaillant tiers état du pays, aussi catholique que Monluc et les évêques, et certainement bien informé. Dans ses cahiers de 1583 et de 1588, il réclame instamment de grandes réformes dans le clergé et non pas en termes vagues ; il met le doigt sur la plaie. C'est donc que Janus Frégose n'avait pas agi avec tout le zèle et toute la vigueur que réclamaient les circonstances. Il fallut attendre un siècle l'épiscopat de Claude Joly. Et combien alors les réformes étaient moins nécessaires !

pièce qu'il a fournie lui-même ¹, cet homme au coup d'œil sûr évalué à un dixième seulement le nombre des réformés par rapport à la population catholique. Ce chiffre paraît être à peu près exact pour l'Agenais ; à part un petit nombre de villes, entre autres Sainte-Foy-la-Grande, Tonneins, Gontaud, Laparade, Clairac, Monflanquin, Tournon, etc., où ils paraissent avoir formé peu à peu la majorité, les réformés restèrent à l'état d'infime minorité dans le pays. Il était à craindre, malgré tout, que cette minorité fort active, bien disciplinée, discrète dans ses associations, audacieuse dans ses entreprises, ne prévalût contre le nombre ; partout les populations catholiques, mal organisées pour se défendre et quelque peu amollies, étaient exposées aux surprises et aux trahisons.

Voilà bien des généralités, et cependant cette sorte de longue préface est encore insuffisante pour faire connaître les forces mises en jeu par les partis adverses. Il convient aussi d'étudier l'organisation politique, administrative, militaire et judiciaire du pays au xvi^e siècle, de mettre en relief le caractère des chefs, des hommes appelés à jouer les principaux rôles dans les événements. Un second chapitre sera consacré à ces préliminaires.

G. THOLIN.

¹ *Montluc*. Lettre du 25 mars 1561, t. IV p. 115.

NOTICE

SUR

L'ORGANISATION & LE PERSONNEL DES TRAVAUX PUBLICS DANS L'AGENAIS

Depuis Colbert jusqu'à nos jours ¹

CHAPITRE I^{er}

ADMINISTRATION

Les généralités ont été instituées en janvier 1551 comme circonscriptions des trésoriers de France et généraux des finances. Celle de Guyenne date de 1551. Elle fut démembrée en 1635 en deux ; généralité de Bordeaux, généralité de Montauban. En 1716 la généralité d'Auch fut formée aux dépens des deux premières.

La généralité de Bordeaux, après séparation de celles de Montauban et d'Auch, comprenait huit élections : Bordeaux, Périgueux, Sarlat, Agen, Condom, Mont-de-Marsan, Dax, Bayonne (variations pour les trois dernières).

Entre 1551 et 1635 la difficulté qu'éprouvait le Gouvernement à se faire obéir des trésoriers de France dont l'offre était vénal, et sur-

¹ A partir des guerres de la Fronde, les éléments de l'histoire locale se réduisent ou plutôt se transforment. La période administrative commence ; l'unification se fait peu à peu dans les provinces. Les villes perdent leur autonomie, mais, d'autre part, la centralisation leur apporte quelque profit. Un premier essor est donné aux travaux publics, notamment dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. On n'a pas étudié beaucoup jusques à ce jour les diverses branches des administrations qui se rattachaient à l'Intendance de Guienne. Ainsi des œuvres importantes restent anonymes et les services rendus sont oubliés.

Un ingénieur distingué, dont le passage parmi nous a été trop court, a voulu réparer en partie cette injustice. Il a dressé le tableau du personnel

tout des corps de judicature, l'obligea à envoyer fréquemment des maîtres de requêtes « commissaires départis dans les provinces pour l'exécution des ordres du Roi ».

En 1635 le cardinal de Richelieu rendit ces commissions permanentes, et ces fonctionnaires résidèrent dans les généralités en joignant au titre de commissaire départi celui d' « Intendant de justice, police et finances ».

Cette forte organisation administrative fut troublée pendant la minorité de Louis XIV, et c'est seulement à partir de 1654, époque de la pacification de la contrée, que l'on constate en Guyenne une suite ininterrompue d'intendants assurant l'Administration.

En 1661 Colbert prend en main la haute direction de l'Administration française. C'est à partir de ce moment qu'il convient d'en suivre la marche.

LISTE DES INTENDANTS DE LA GÉNÉRALITÉ DE BORDEAUX, DE 1654 à 1790.

1. Tallement. 1654-1658.
2. Hotman de Fontenay. 1659-1662. Chargé en même temps de la généralité de Montauban.
- 3 Le Jay. décembre 1662-janv. 1664.
4. Claude Pellot. janvier 1664-oct. 1669. Était chargé déjà antérieurement de la généralité de Montauban, qu'il a continué d'administrer en même temps que celle de Bordeaux.

Sous son administration, d'après les bases posées par le chevalier de Clerville dans un mémoire de 1663 sur la navigation du Lot, un ingénieur nommé Bourgneuf construisit de 1664 à 1666 six barrages

de nos administrations anciennes et notamment des ingénieurs, en continuant ces listes jusques à nos jours. Des notes biographiques, la définition des attributions diverses, des exposés sommaires sur l'exécution des grands travaux accompagnent cette nomenclature. Dans son ensemble, ce mémoire est riche de faits et se recommande par sa précision. Nous sommes reconnaissants à son auteur M. Fournié aujourd'hui ingénieur en chef à Versailles, d'avoir bien voulu nous en confier la publication comme témoignage de bon souvenir.

(La Rédaction).

écluse de Villeneuve à Lustrac sous l'inspection du chevalier de Clerville.

Pellot fit faire aussi des travaux sur la Baïse.

5. d'Aguesseau, père du chancelier. octobre 1669-1673.
6. de Sève, mars 1673. décembre 1678
7. Faucon de Ris, novembre 1679-1686.
7. Bazin de Bezons, mars 1686-1700. A rédigé en 1698 un mémoire sur la généralité de Bordeaux.
9. De la Bourdonnaie, 3 septembre 1700-1709.
10. Lamoignon de Courson, 1709. novembre 1720.
11. Boucher d'Hebecourt, novembre 1720-1742.
12. Louis Urbain Aubert, marquis de Tourny, 1743-1757.
13. C. L. Aubert, marquis de Tourny, fils du précédent. 1757-1760.
14. Boutin, 1760-1766.
15. Fargès, 1766-1770.
16. Esmangart, juin 1770. fin sept. 1775.
17. Clugny de Nuis, octobre 1775. 12 mai 1776 succède, à cette époque, à Turgot comme contrôleur des finances.
18. Dupré de Saint Maur, juin 1776-1784. Sous cet intendant, la répartition et l'emploi des corvées soulevèrent dans la Guyenne et notamment dans les élections d'Agen et de Condom une opposition formidable, à la tête de laquelle se plaça le Parlement de Bordeaux. L'histoire en est racontée dans Vignon : *Etudes sur l'Administration des voies publiques en France*.

En 1784 le Gouvernement rappela M. Dupré de Saint Maur et envoya deux commissaires extraordinaires.

19. Charles Robert Boutin et Boisgibault, juin 1784 à février 1785.
20. Le Camus de Néville, Intendant de février 1785 à sept. 1790.

Voici la division de la Généralité de Bordeaux en cinq élections (en 1768) :

Election de Bordeaux.	461 paroisses.	Taille personnelle.
» Périgueux	401	»
» Sarlat... ..	263	»
» Agen... ..	606	» réelle
» Condom ..	535	»
2.266		

Voici la division de la même généralité en subdélégations (en 1768) par ordre alphabétique.

Agen, Bazas, Bergerac, Blaye, Bordeaux, Casteljalous, Clairac, Condom, Sainte-Foy, Libourne, Lesparre, La Réole, Marmande, Monflanquin, Montpont, Nérac, Nontron, Périgueux, Ribérac, Sarlat, Thiviers, Villeneuve, Vitrezay (Guitres).

L'institution des subdélégués, qui devinrent les auxiliaires les plus actifs, les chargés d'affaires des intendants, remonte à 1704. L'Age-nais proprement dit, ou l'élection d'Agén, comprenait 7 subdélégations : Agén, Castillonnès (non indiquée en 1768), Clairac, Marmande, Monflanquin, Sainte-Foy, Villeneuve.

L'élection de Condom comprenait les subdélégations de Condom, Nérac et Casteljalous et d'autres en *dehors* de nos limites.

DÉPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE.

C'est au 1^{er} octobre 1790 que les Directions du département entrent en fonctions.

Le département de Lot-et-Garonne comprenait neuf districts : Agén, Nérac, Casteljalous, Tonneins, Marmande, Villeneuve, Valence, Monflanquin, Lauzun.

La formation ultérieure du département de Tarn-et-Garonne enleva à celui de Lot-et-Garonne le district de Valence.

Le régime des Directoires de département dura d'octobre 1790 au commencement de 1800. La liste des procureurs généraux syndics chargés du pouvoir exécutif sous l'autorité du Directoire de département a paru peu utile à dresser, Le premier en date est Lacuée le jeune : octobre 1790.

LISTE DES PRÉFETS DU DÉPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE, 1800-1886 :

1. Baron Jean Pieyre, nommé le 18 ventôse, an VIII (1800)
2. Baron Crist. de Villeneuve-Bargemont... 26 mars 1806.
3. Rouen des Mallets..... 6 avril 1815.
4. Baron de Villeneuve-Bargemont..... 21 juillet 1815.
5. Marquis Marnière de Guer..... 8 octobre 1815.
6. Musnier de la Converserie..... 18 avril 1816.
7. Baron Alexandre Jean Feutrier..... novembre 1828.
8. Baumes..... 2 avril 1830.

9. Croneau.....	23 avril 1830.
10. Jean Adrien Brun.....	21 janvier 1833.
11. Baron Rougier de la Bergerie.....	30 janvier 1839.
12. Jean-Adrien Brun.....	29 mai 1839.
13. Gaspard Dubruel comm. central de la R.	1 ^{er} mars 1848.
14. Bérard, commissaire du Gouvernement.	12 mars 1848.
15. Gaspard Dubruel, — —	10 avril 1848.
16. Paul Cère, préfet.....	10 juillet 1848.
17. Comte Paul de Preissac....	31 décembre 1848.
18. Jules Ducos.....	9 mai 1852.
19. Alphonse Paillard.....	10 avril 1858.
20. Paul Féart.....	10 septembre 1864.
21. Lorette... ..	5 octobre 1867.
22. Baron de Montour.....	23 octobre 1869.
23. A. Audoy.....	7 septembre 1870.
24. Paul Lauras....	16 avril 1871.
25. Charles Welche.....	25 janvier 1872.
26. Léonce Mahou.....	28 mars 1873.
27. Gustave de Champagnac.....	10 avril 1875.
28. Félix Renaud.....	21 mars 1876.
29. Charles Ayllies.....	21 mai 1877.
30. Arsène Henry.....	18 décembre 1877.
31. Alfred Chapron.....	14 janvier 1882.

CHAPITRE II

INSPECTEURS GÉNÉRAUX DES PONTS ET CHAUSSÉES.

Un arrêt du 28 octobre 1713 établit un Ingénieur à la tête du service des ponts et chaussées dans chaque généralité.

Un arrêt du 1^{er} février 1716 organise un corps d'ingénieurs avec cadre fixe et hiérarchisé. Il existe à partir de ce moment des Inspecteurs généraux, mais sans circonscription déterminée.

En exécution d'un arrêt du Conseil du 7 juillet 1750, une instruction du Contrôleur général des finances, du 13 mai 1754, partage pour la première fois le royaume, au point de vue des ponts et chaussées, en quatre départements dont chacun est confié à un Inspecteur général : *Bayeux* à Tours, *Pollart* à Bordeaux, *Perronet* à Paris, *Dié Gendrier* à Lyon. Le département de Bordeaux renfermait les généralités de Bordeaux, La Rochelle, Limoges, Montauban, Auch et Roussillon.

LISLE DES INSPECTEURS GÉNÉRAUX DU DÉPARTEMENT DE BORDEAUX. 1754 — 90.

1. — 1754 — 1760. *Pollart*, ingénieur en chef de la généralité d'Auch, du 20 octobre 1731 au 5 mars 1743, fit construire notamment les ponts de Tarbes, Pau, Villecomtal, Villebougne, Coarraze, Jurançon, Aubiet, Auch.
Inspecteur général le 5 mars 1743. Fut admis à la retraite en 1760, avec anoblissement.
2. — 1760 — 1765. Les nécessités de la guerre de sept ans ayant amené la surséance des travaux publics, deux inspecteurs sur quatre furent admis à la retraite en 1760 et le service de l'inspection fut suspendu jusqu'en 1765.
3. — 1765 — 1770. *Dié Gendrier*, ingénieur en chef de la généralité de La Rochelle. Inspecteur général le 7 avril 1754 et chargé à ce moment du département de Lyon, puis, en 1765, de celui de Bordeaux. Admis à la retraite le 15 décembre 1774.
3. — 22 août 1770 — 1777. Jean Bentivoglio, dit en France *de Voglie*. De famille romaine. Ingénieur en chef de la généralité de Tours. A exécuté le pont sur la Loire à Saumur, avec de Cessart comme sous-ingénieur, et projeté le pont d'Amboise. A fait en 1775 un rapport contraire à la construction d'un pont en maçonnerie sur la Garonne à Bordeaux.
4. — 1777 — 1785. Pierre-Marie-Jérôme *Trésaguet*. Né en 1716. Ingénieur en chef de la généralité de Limoges en 1764. Retraité en 1786. Décédé le 21 ventôse an IV.
5. — 28 avril 1785 — 27 octobre 1786. Jean-François *Marmillod*, d'origine Suisse. Inspecteur général le 28 avril 1785. Décédé le 27 octobre 1786.
6. — 7 décembre 1786 — 1790. Philippe *Bertrand*, élève et répétiteur à l'Ecole des Ponts et Chaussées, de 1748 à 1752. Retraité en 1795. Décédé en 1797. A étudié le canal du Rhône au Rhin. A dressé, le 1^{er} septembre 1793, un projet de canalisation du Doubs. Ce mémoire, très apprécié, a été édité de nouveau en 1804 par les soins du Ministère,

A la suite de la formation des départements, deux lois organiques ont constitué à nouveau l'Administration des Ponts et Chaussées : 19 janvier 1791, 18 août 1791. En même temps, en janvier 1791, cette Administration qui avait toujours ressorti au contrôle général des finances est rattachée au Ministère de l'Intérieur, constitué en ce moment.

LISTE DES INSPECTEURS GÉNÉRAUX CHARGÉS D'INSPECTER LE SERVICE ORDINAIRE
DE LOT-ET-GARONNE DE 1791 A 1886.

7. — 1791 — novembre 1797. Louis-Alexandre *de Cessart*, né à Paris en 1719. Entra à l'Ecole des Ponts et Chaussées en 1747. Inspecteur général le 4 janvier 1783. Retraité en 1804. Décédé le 12 avril 1806.
8. — 4 frimaire an VI } 1803. Jacques *Rolland*, né le 3 fé-
fin novembre 1797. } vrier 1736. Retraité en 1815.
9. — 1803 — 16 août 1809. Nicolas Thomas *Bremontier*, né à Tronquay (Seine-Inférieure) en 1738. Elève à l'Ecole des Ponts et Chaussées, du 2 juillet 1760 au 1^{er} juillet 1766. Ingénieur en chef de la généralité de Bordeaux, du 1^{er} juillet 1784 à 1790, puis du département de la Gironde, de 1790 à 1803. Un arrêté du 7 germinal an XIII réorganise le service des inspections. Bremontier est chargé de la 10^e inspection, chef-lieu Bordeaux. Décédé le 16 août 1809.
10. — 1^{er} janvier 1810 — 1830. Claude *Deschamps*, né à Vertus (Marne), le 9 janvier 1765. Elève à l'Ecole des Ponts et Chaussées, du 15 octobre 1782 au 1^{er} avril 1787. Chargé de la 10^e inspection comme inspecteur divisionnaire jusqu'au 30 janvier 1822, puis avec le titre d'inspecteur général. Cette inspection a été la 9^e en 1818, la 10^e avant et après.
11. 1831. *Cavenne*. Elève-Ingénieur des Ponts et Chaussées en brumaire an II. Employé au port de Dieppe et du Havre. Puis entré comme chef de brigade instituteur à l'Ecole polytechnique au commencement de l'an III (octobre 1794). Nommé Ingénieur des Ponts et Chaussées le 28 frimaire an V. Chargé comme inspecteur de la 10^e Inspect., 1831.

12. 1832. Aignan-Robert-Cadet *de Limay*. (10^e Inspection). Entré à l'Ecole des Ponts et Chaussées en juillet 1791. Nommé Ingénieur ordinaire le 2 frimaire an II. Fils d'un Inspecteur général.
13. 1833 à 1847. Jean-Baptiste *de Baudre* (8^e Inspection de 1833 à 1838, 10^e ensuite). Né le 26 décembre 1774. Sorti de l'Ecole Polytechnique et classé dans les Ponts-et-Chaussées en 1796. Ingénieur en chef directeur de la Garonne. Inspecteur divisionnaire le 5 décembre 1832. Retraité le 20 mars 1848 comme Inspecteur général honoraire. Décédé en 1850.
14. 1848 et 1849. *De Silguy* (10^e).
15. 1850 à 1854, Onfroy *de Bréville* (10^e).
16. 1855 à 1860. *Payen* (10^e).
17. 1861 à 1866. *Charrié-Marsaines* (11^e).
18. 1867 et 1868. *De la Serre* (11^e).
19. 1869. *Malaure* (11^e).
20. 1870: *Barreau* (11^e).
21. 1871. *De Capelle* (15^e).
22. 1872 à 1876. *Michel-Beaulieu* (15^e).
23. 1877 et 1878. *Schérer* (15^e).
24. 1879 à 1882. *Hérard* (10^e).
25. 1883 *De la Tournerie* (10^e).
26. 1884 à *Stæcklin* (10^e).

CHAPITRE III.

INGÉNIEUR EN CHEF DES PONTS ET CHAUSSÉES.

Dès l'arrivée de Colbert à la tête de l'Administration, Riquet lui soumit les projets du canal de Languedoc. Colbert s'adressa pour l'examen de ce projet au plus illustre Ingénieur de l'époque, Louis Nicolas, chevalier *de Clerville*, ingénieur militaire pour qui avait été créée une charge de « commissaire général des fortifications et réparations des villes de France. » Il avait pris part avec la plus grande distinction à presque tous les sièges à partir de 1645. Il était gouverneur de la ville et de la citadelle d'Oléron. C'est lui qui forma Vauban. Le chevalier de Clerville mourut en 1679.

Pendant qu'il était dans le Midi, occupé au contrôle des études de Riquet, l'Intendant Claude Pellot lui demanda un projet d'amélioration de la navigation du Lot au-dessus de Villeneuve. Le mémoire fourni par le chevalier de Clerville en 1663 fut approuvé par Colbert, et les travaux eurent lieu de 1664 à 1666, de Villeneuve à Lustrac et peut-être de Lustrac à Puy-l'Evêque, sous la direction de l'Ingénieur Bourgneuf.

Pellot inspecta ces travaux en mai 1665 avec le Chevalier de Clerville, les sieurs Jansse, Desjardins, Bourgneuf, Ingénieurs.

On ne voit paraître dans tout ceci que des missions temporaires, mais le génie de Colbert enfantait partout la stabilité. Ne pouvant absorber pour son service permanent le chevalier de Clerville, qui reste son Ingénieur conseil, il commissionne :

1. *M. de la Feuille*, qui, de 1669 à 1684 date de sa mort, fut Ingénieur du Roi pour les généralités de Bordeaux et de Montauban et pour le Languedoc. De la Feuille eut de plus le contrôle et la réception des travaux du canal de Languedoc. Il creusa le port de Cette.

De la Feuille prépara et suivit l'exécution à partir de 1669 et dressa en 1679 le procès-verbal de réception des travaux sur le Lot de 24 écluses qui furent accolées aux barrages des moulins et remplacèrent autant de pertuis. Il dressa aussi pour l'Isle et la Vézère un projet qui fut mis en adjudication en 1682.

2. 1684-1696. *Gasse de Contigny*, qui avait été le principal Ingénieur des travaux de Riquet, alors terminés, fut choisi par le contrôleur général Lepeletier à la mort de la Feuille et commissionné comme Ingénieur du Roi pour les généralités de Bordeaux et de Montauban et la province de Languedoc. Décédé en 1696.

De 1684 à 1689 il eut pour l'aider dans sa lourde tâche Thuillier, Ingénieur militaire à Bordeaux, qui recevait à cet effet des missions spéciales, mais n'était pas commissionné pour les Ponts et Chaussées.

3. 24 avril 1696 à ? *Ferry*, Ingénieur militaire, précédemment Directeur des fortifications de Guienne et d'Aunis, est nommé le 24 avril 1696 Ingénieur du Roi pour les généralités de Bordeaux et de Montauban. Le Languedoc est séparé.

4. ? au 5 juin 1717. *Fossier de Chantalou*. Nous le trouvons en fonctions en 1711 dans le poste qu'avait occupé Ferry.

Un arrêt du 28 octobre 1713 qui établit un Ingénieur du Roi par généralité restreint la circonscription de Fossier de Chantalou à la seule généralité de Bordeaux. A l'organisation du corps des Ponts et-Chaussées le 1^{er} février 1716, Fossier de Chantalou y est immatriculé comme Ingénieur de la généralité de Bordeaux. Il était alors très âgé. Il fut retraité en 1717 et remplacé par son neveu et élève.

5. 6 juin 1717. 30 octobre 1731. Auguste *Ubleski*.

6. 30 octobre 1731. 31 juillet 1736. *Charron*,

7. 31 juillet 1736-1759. Claude *Vimar*. Commissionné le 31 juillet 1736. Il était en fonctions au temps de MM. de Tourny père et fils, lesquels omettaient souvent de le consulter et confiaient beaucoup à leurs propres subdélégués. Ceci s'explique, car Vimar avait un personnel très restreint : un seul sous-Ingénieur en 1755 et 1756, 4 en 1758, 5 en 1759 pour toute cette circonscription, en pleine exécution des routes royales.

C'est du reste sur les instances de Vimar appuyées par Pollart, Inspecteur général, que M. de Tourny fils demanda en 1757 et obtint en 1758-59 l'augmentation du nombre des sous-Ingénieurs. Vimar les affecta à des circonscriptions définies, qui furent alors nommées départements d'Ingénieur, et est ainsi l'organisateur dans cette généralité de la dualité caractéristique de l'Administration des Ponts-et-Chaussées.

8. 1759 1766. François-Charles *Tardif* Entré au département de M Pitrou (généralité de Paris) le 1^{er} janvier 1739 en qualité d'élève. Nommé sous-Inspecteur le 1^{er} janvier 1746. On adjugea sur ses projets le 13 juin 1765 les travaux de la rivière de l'Isle, depuis Coutras jusqu'à deux lieues en amont de Périgueux, sur 28 lieues. Décédé en 1766.

9. 7 juillet 1666 1774. Jean-Montain André Le Ragoi de *Saint André* faisait partie des Ingénieurs de Bourgogne (pays d'Etat. Commissionné le 8 mars 1746. A été Ingénieur et Directeur des Ponts et-Chaussées de Bresse, Bugey et Gex. En 1765 il était à Dijon d'où à la suite de graves difficultés de service il obtint de passer à Bordeaux en 1766.

M. de Saint-André mérite d'être cité pour son vif sentiment de la dignité du corps, sentiment que, d'accord avec Trudaine et Perronet, il s'attachait à faire naître et à maintenir dans son personnel.

La lettre suivante, écrite de Bordeaux, le 28 juin 1773, par M. de Saint-André à Perronet, premier Ingénieur du Roi, est intéressante à cet égard ; il y est question d'ailleurs de deux sous-ingénieurs dont les noms reparaîtront plus loin.

« Le 11 mars 1772, Monsieur le contrôleur général a bien voulu
« accorder une commission de sous-ingénieur vétéran en faveur de
« M. Charles Le Roy, ci-devant employé en Bretagne aux travaux des
« ponts et chaussées sur les chemins ouverts dans ce pays d'Etats
« pendant le commandement de M. le duc d'Aiguillon ; et la direction
« des ponts et chaussées de ce pays d'Etats ayant pris une nouvelle
« forme d'administration, M. Le Roy s'est retiré de cette province
« pour venir conduire en qualité d'architecte le château d'Aiguillon
« situé en Agenois, au confluent des rivières de Garonne et de Lot,
« et M. le duc d'Aiguillon, voulant s'attacher plus particulièrement
« M. Le Roy, lui a donné une pension viagère de 2,000 fr. et l'a
« nommé son homme d'affaires, procureur fondé et intendant gé-
« ral de son duché d'Aiguillon, et M. Le Roy honoré de cette place
« se fait annoncer dans toutes les maisons de Bordeaux ainsi que
« dans la mienne : *Monsieur l'intendant du Duché d'Aiguillon* et
« jamais comme *sous-ingénieur vétéran*, mais en cette dernière
« qualité il m'a proposé de porter l'uniforme dont le Roi nous a

« décorés. Je l'ai renvoyé à vous, Monsieur, comme au chef du corps, et je me suis réservé *in petto* d'avoir l'honneur de vous représenter qu'il serait humiliant pour les ingénieurs de cette généralité de voir porter l'uniforme à l'Intendant de M. le duc d'Aiguillon, et lorsque M. Dergny, sous-ingénieur, eut obtenu par la protection de M. de Lavauguyon une place de valet de chambre de quartier dans la maison de M. le comte de Provence, nous fîmes connaître à ce sous-ingénieur qu'il ferait très bien de solliciter son changement, et M. Dergny n'a pas hésité de vendre cette place.

« Voilà, Monsieur, les observations du corps des ponts et chaussées de la généralité de Bordeaux sur les demandes de M. Le Roy et vous devez être persuadé de notre soumission aux ordres qui seront donnés à ce sujet tels qu'ils puissent être.

« Je suis avec respect, etc. »

En marge Perronet a écrit : « On tiendra compte des sages observations de M. de Saint-André. »

10. — 1774 — juin 1784. François *Valframbert*, élève à l'Ecole des Ponts et Chaussées du 2 janvier 1751 au 6 juillet 1755. Ingénieur de la généralité de Bourges (1770).

C'est au temps de sa gestion en Guyenne que se produisirent dans cette généralité, et plus spécialement en Agenais, des troubles graves à l'occasion des corvées rétablies en 1776 à la chute de Turgot. Les ingénieurs se trouvèrent, comme l'intendant Dupré de Saint-Maur, en butte aux attaques les plus violentes, et lorsqu'en 1784-85 Boutin et Boisgibault, commissaires du Roi, vinrent faire une enquête assistés de Cadet de Limay, inspecteur général des ponts et chaussées, ils purent insérer dans leur rapport le passsge suivant :

« Si le sieur de Valframbert eût vécu, nous croyons que sa dureté et son inconcevable négligence étaient contre lui des titres assez forts pour qu'il eût mérité d'être révoqué. . . . Nous nous félicitons d'avoir contribué au choix de son successeur, le sieur Bremontier. Il était déjà connu dans cette province, il y était aimé, et nous le regardons dans la circonstance présente comme un des hommes les plus propres à effacer les fâcheuse impressions que son prédécesseur avait pu faire naître dans la Guyenne contre l'Administration des ponts et chaussées.

« Dans le nombre des sous-ingénieurs il en est un qui paraît être en butte à la haine générale dans son département et dont nous avons demandé le changement. Les cinq autres, à l'exception d'un seul, sont très jeunes et placés nouvellement. »

11. 1^{er} juillet 1784 — 1790. Nicolas-Thomas *Bremontier*, né à Trepquay (Seine-Inférieure) en 1738. Elève à l'Ecole des Ponts et Chaussées du 2 juillet 1760 au 1^{er} avril 1766. Ingénieur en chef de la généralité de Bordeaux le 1^{er} juillet 1784. Précédemment sous-ingénieur à Périgueux. Après l'établissement des départements il fut ingénieur en chef de la Gironde de 1790 à 1803, puis inspecteur général de 1803 au 16 août 1809, date de sa mort.

Le titre d'Ingénieur avait progressivement fait place dans l'usage à celui d'Ingénieur en chef. C'est sous ce dernier titre que Bremontier signe constamment dès 1784.

Le titre d'Ingénieur en chef ne devient légal qu'en 1791.

INGÉNIEURS EN CHEF DU SERVICE ORDINAIRE DE LOT-ET-GARONNE.

Lorsqu'au 1^{er} octobre 1790 la direction du nouveau département de Lot-et-Garonne entra en fonctions, un jeune sous-ingénieur, Lomet, résidant à Agen depuis 1782, concentrait dans ses mains tout le service des travaux de l'Etat dans la circonscription nouvellement créée. Il s'était acquis par ses travaux et son ardeur une juste considération ; il avait été délégué auprès de l'Assemblée Constituante, en mars 1790, avec MM. de Lacépède et Lacuée, ses amis, pour obtenir qu'Agen fût un chef-lieu de département. De plus il était marié et propriétaire fermier dans le pays. Il se trouvait donc naturellement désigné à l'attention du nouveau Directoire pour conserver avec le titre d'Ingénieur en chef la direction de son service, et le Directoire se crut autorisé à procéder à l'élection de l'Ingénieur en chef, donnant ainsi l'exemple d'un acte vigoureux de décentralisation administrative, sous réserve d'ailleurs de la sanction de l'Administration Centrale, comme on va le voir.

Lomet, lui-même, a raconté cette curieuse histoire dans des lettres particulières d'où nous extrayons ce qui suit :

[Lomet à Prony. Agen, 3 novembre 1790.]

« Plusieurs de nos camarades vont être déclarés éligibles aux places d'ingénieur en chef et attendront au hasard le moment d'être appelés par les départements, et moi c'est tout le contraire. Je suis électeur ici. J'ai eu un grand nombre de voix pour être administrateur. Je connais les intentions de l'Assemblée. Je suis à peu près sûr d'être élu chef du premier abord. Mais il me reste l'inquiétude de savoir si neuf ans de services dans des circonstances difficiles et l'entière connaissance du métier suffiront pour me rendre éligible aux yeux de l'Assemblée des Ponts et Chaussées. Je ne redouterais que peu de concurrents relativement à l'étude, à l'exactitude à remplir mes devoirs ; mais les éligibilités capitales se jugeront-elles ainsi ? Je voudrais ne pas échapper l'occasion de rester dans ces cantons et de profiter des heureuses dispositions où l'on s'y trouve. Pour moi, le département de Lot-et-Garonne ne comprend que l'étendue de mon ancien territoire. Je n'y ai point de concurrents ; des propriétés assez considérables exigent ma présence pour être portées au degré d'amélioration dont elles sont susceptibles, et des liens qui me sont chers me retiennent sur les bords de la Garonne où j'ai retrouvé une seconde patrie..... »

« Toujours fidèle à mes devoirs, toujours dévoué à mon chef que je chéris, je n'ai pas à craindre les notes qui ont été données sur mon compte. Mais y pensera-t-on ?... »

« Je me sens la force de bien conduire la barque. J'ai fait une longue étude des affaires et des hommes sur une terre bien dangereuse et dans des circonstances extraordinairement difficiles. Tout cela devrait compter..... »

[Lomet à M. de la Millière, directeur général des ponts et chaussées. 15 décembre 1790.]

« la faveur que le corps administratif vient de me faire en me nommant ingénieur de ce département. Cette élection a été faite au scrutin et j'ai réuni l'unanimité des suffrages : j'ai su que l'Assemblée avait l'intention très positive de me fixer dans ces contrées..... »

« Vous-même, Monsieur, si vous daignez comparer les circonstances orageuses qui se sont succédé dans l'Administration

- de cette province avec les circonstances actuelles, j'ose espérer
- que vous ne verrez pas sans intérêt que j'ai mérité la confiance de
- l'Administration libre qui vient de s'établir.....

[Lomet à Prony. Agen, 24 janvier 1791.]

- Les 36 administrateurs m'avaient élu au scrutin et à l'unanimité
- entière des suffrages Ingénieur du département de Lot-et-Garonne.
- On m'était venu chercher. On m'avait fait prêter le serment civi-
- que entre les mains du Président. On avait délibéré 3,000 fr. de
- fixe, 2,400 fr. de gratification variable à raison de voyages et frais
- de bureau, un logement à l'hôtel de l'Administration, un géogra-
- phe à mon choix à 1,500 fr., un dessinateur à 1,200 fr., un premier
- scribe à 1,000 fr., un écrivain en second à 800 fr. et un conducteur
- instruit pour chaque district à 1,000 fr. chaque. Au moyen de quoi
- je devais être chargé de faire marcher tous les travaux publics
- sauf surveillance et vérification de l'Administration centrale.
- C'était fort beau ! On promettait même d'appeler un second Ingé-
- nieur pour soulever le fardeau et remplacer en cas de maladie ou
- d'absence. C'était fort bien ; mais cela n'a duré qu'un mois. Le
- décret de l'Assemblée qui nous écorche m'a entièrement coupé les
- « vivres..... »

L'Administration centrale préféra à Lomet, qui n'avait que 32 ans, Dergny, qui en avait 56, qui avait eu avant Lomet le département d'Agen de 1759 à 1782, sauf quelques interruptions, et qui était depuis 1785 ingénieur en chef de la généralité de Limoges d'abord, de Besançon ensuite. Dergny fut donc nommé ingénieur en chef du département de Lot-et-Garonne, avec la 1^{re} classe de son grade.

Voici ce qu'en dit l'impétueux Lomet :

[Lomet à Prony. Agen, 18 décembre.]

- A peine a-t-on eu nommé l'ingénieur en chef que nos districts,
- le directoire du département et l'assemblée électoral (j'étais élec-
- teur) ont vigoureusement fermenté. On a demandé si fortement
- que je fusse nommé à cette place que pendant longtemps M. de
- la Millière s'est trouvé très embarrassé. Les neuf députés de Lot-

« et-Garonne avaient eu la commission expresse de former les plus
« fortes réclamations en ma faveur et de pousser la chose au plus
« loin..... La lutte a fini par les obstacles que j'y ai portés moi-
« même lorsque j'ai vu qu'elle s'animait trop fort : parce que j'ai
« craint qu'il n'en résultât des effets désagréables pour moi pour
« l'avenir.....

« J'ai accepté de bon cœur et avec franchise M. Dergny pour chef.
« Je me porte en bonne intelligence à servir rondement avec lui. Il
« n'en est pas de même de la part de ce chef qui a beaucoup d'es-
« prit, mais dont les talents d'ingénieur sont à peu près nuls. Il
« voudrait suppléer à cette nullité par un ton de maître, par les
« bouffées d'autorité imaginaire autrefois redoutables et maintenant
« nulles.....

« M. Dergny est ici vu avec froideur par nos corps administratifs
« qui ont trouvé dans sa nomination un acte forcé de but en blanc
« de la part du pouvoir exécutif et cette position finira par donner
« des désagréments à cet Ingénieur chef. En un mot je fais tout et
« on ne le consulte point. Cette situation dont, à Dieu ne plaise, je
« n'ai pas la sottise de tirer avantage ni vanité, me surcharge de
« travail, me gêne et même devient douloureuse pour moi..... Des
« commis, des frais de bureaux, on lui a refusé net les secours, en
« sorte que par esprit de corps, par respect pour notre propre orga-
« nisation, j'ai dû refuser ceux de ces objets qui m'étaient attribués,
« et je l'ai fait.....

« Mon service ne m'embarrassera jamais. J'ai acquis une telle
« habitude des affaires et j'en traite depuis longtemps de si difficiles
« chez des gens si épineux, que j'ai acquis à cet égard une expérience
« très étendue et à laquelle il serait difficile au plus grand nombre
« d'ingénieurs de parvenir ailleurs qu'ici.....

« J'ai tant travaillé à instruire notre conseil d'administration que
« j'ai détourné une infinité d'entraves qu'il aurait enchevêtrées à
« travers nos opérations. Déjà les bons principes y ont germé ; on
« m'avait repoussé l'année dernière, mais cette fois-ci j'ai emporté
« d'emblée à l'unanimité : 1° l'établissement des cantonniers à 1,500
« toises réduites de station sur toutes les routes, même sur celles
« seulement ouvertes ; 2° des bornes milliaires ; 3° la construction
« de deux belles écluses neuves, l'une sur le Lot et l'autre sur la
« Baïse : 4° près de 450,000 fr. pour tous nos travaux de 1792, etc. »

12. — 1791 — 1810. Xavier *Dergny*, né à La Rochelle en 1735. Elève à l'Ecole des Ponts et Chaussées du 1^{er} juin 1756 jusqu'au 1^{er} mai 1759. Sorti le 1^{er} de l'Ecole, il est commissionné comme sous-ingénieur à 1,200 fr. dans la généralité de Bordeaux, où il sert en cette qualité à Villeneuve jusqu'au 1^{er} avril 1760. Mais alors il y a une réduction des cadres généraux des travaux publics, et Dergny est remis sous-ingénieur surnuméraire à 600 fr. A la fin de 1762, à la suite de difficultés avec les bureaux de l'Intendant, il est révoqué. M. le duc de Lavauguyon, son protecteur, réclame sa réintégration par lettre du 19 décembre 1762 à Trudaine. Dergny est, en effet, rétabli dans ses fonctions à Amiens, où il réside du 1^{er} janvier au 30 juin 1763. A cette date il se retire du service temporairement pour affaires personnelles.

[Extrait d'une lettre de Dergny à Perronet, du 31 mai 1763 :]

« Quelques affaires de la dernière importance et d'où dépend le
« peu de fortune qui peut me revenir en patrimoine m'obligent d'al-
« ler en Guyenne et de demander en conséquence à M. Trudaine
« son agrément pour me retirer du service des ponts et chaussées
« pendant l'espace d'un an ou environ qu'il me faudra employer à
« terminer mes affaires. Je désirerais bien, Monsieur, ce terme
« expiré, pouvoir rentrer de nouveau dans les ponts et chaussées. »

En mars 1767, sur la demande de Dergny appuyée par le duc de la Vauguyon, Trudaine le fit nommer sous-ingénieur dans la généralité de Bordeaux, en remplacement de Lallié de La Tour, et il est chargé de nouveau du département d'Agen avec résidence à Ville neuve. Le 1^{er} avril 1775 il est promu sous-inspecteur sans changement de service. Il se marie à Villeneuve en janvier 1775.

Il conserve ce service jusqu'en mars 1782. A la sortie des élèves de l'Ecole des Ponts et Chaussées il est remplacé par le 1^{er} élève sortant, Lomet, qui produit des projets dès août 1782.

De 1782 à 1784 nous ne savons ce que devient Derguy. A-t-il été

compromiss dans les troubles de la Guyenne relatifs à la corvée, lesquels ont eu leur plus grande gravité précisément dans le département de Dergny ? Le 4 décembre 1784 il est nommé Ingénieur en Chef de la généralité de Langon ; en 1787 on le trouve à Besançon en la même qualité. En 1791 il est transféré au département de Lot-et-Garonne en qualité d'Ingénieur en Chef de 1^{re} classe. Il y termine sa carrière en 1810, à 75 ans.

Dergny se maria à Villeneuve, où sa sœur est décédée à un grand âge. M. Capoulun, descendant de Dergny, ancien juge de paix de Penne où il réside, possède son portefeuille d'Ingénieur en Chef et son portrait au pastel, que nous avons fait photographier.

13. 1810-1819. Alexandre *Saint-Genis*, sorti de l'Ecole polytechnique et classé dans les Ponts et Chaussées en 1796. Ingénieur en chef de 2^e puis de 1^{re} classe. Décédé Inspecteur divisionnaire.

14. 1819 1820. François G. *Robiquet*, ingénieur en chef de 2^e classe. Sorti de l'Ecole Polytechnique et classé dans les Ponts et Chaussées en 1799. A été, de 1803 à 1807, Ingénieur ordinaire de 2^e classe à Agen. Décédé Ingénieur en chef en retraite.

15. 1820. Novembre 1827. Jean-Baptiste-Joseph *Partiot*, Ingénieur en chef de 2^e, puis de 1^{re} classe. Né à Beauvais le 27 septembre 1780. Sorti de l'Ecole Polytechnique et classé dans les Ponts et Chaussées en 1802. Fut plus tard, en 1830, Ingénieur en chef, Directeur du pavé de Paris.

16. Novembre 1827-1839. J. Samuel Bourrousse *de Laffore* (l'ainé). Intérimaire jusqu'au 1^{er} juin 1828, puis titulaire. Ingénieur en Chef de 2^e classe. Sorti de l'Ecole Polytechnique et classé dans les Ponts-et-Chaussées en 1811. Décédé Ingénieur en chef en retraite.

17. 1840-1843. P. Raymond *Cailloux*. Ingénieur en chef de 1^{re} classe. Sorti de l'Ecole Polytechnique et classé dans les Ponts et Chaussées en 1808. Retraité Inspecteur divisionnaire en 1853 ; décédé.

18. 1847, 30 novembre 1848. **F. L. A. Commier**, Ingénieur en chef de 1^{re} classe. Sorti de l'Ecole Polytechnique et classé dans les Ponts et Chaussées en 1807. Décédé Ingénieur en chef en retraite.
19. Décembre 1849, juin 1847. **Letrain**, Ingénieur en chef de 2^e classe. Retraité Ingénieur en chef
20. 23 juillet 1848, 15 juillet 1859. Jean-Pierre-Magloire **Maillebiau**, Ingénieur en chef de 1^{re} classe. Sorti de l'Ecole Polytechnique et classé dans les Ponts et Chaussées en 1822.
- A quitté le service le 15 juillet 1859, chargé du service ordinaire du département de la Seine. Décédé Ingénieur en chef en retraite.
21. 16 juillet 1859, 15 janvier 1866. Marcel-Hippolyte **Jaquemet**, Ingénieur en chef de 2^e, puis de 1^{re} classe le 1^{er} janvier 1862. Sorti de l'Ecole Polytechnique et classé dans les Ponts et Chaussées en 1830. A quitté le service le 15 janvier 1866, chargé du contrôle de l'exploitation des chemins de fer de Midi à Bordeaux. Retraité Inspecteur général.
22. 16 janvier 1866, 30 septembre 1872. Jules **Lacroix**, ingénieur en chef de 2^e, puis de 1^{re} classe le 1^{er} janvier 1870. Sorti de l'Ecole Polytechnique et classé dans les Ponts et Chaussées en 1837. A quitté le service le 1^{er} octobre 1872, chargé du contrôle de construction de chemins de fer à la résidence de Dijon. Décédé Ingénieur en chef en retraite.
23. 1^{er} octobre 1872, 30 septembre 1874. François-Ferdinand **Guyot**, Ingénieur ordinaire faisant fonction d'Ingénieur en chef, puis Ingénieur en chef de 2^e classe le 1^{er} janvier 1874. Sorti de l'Ecole Polytechnique et classé dans les Ponts et Chaussées en février 1845. A quitté le service le 1^{er} octobre 1874, chargé du service ordinaire du département de la Vendée. Retraité Ingénieur en chef.

24. 1^{er} octobre 1874, 15 décembre 1885 Joseph-Alexandre *Zaterrade*
Ingénieur en chef de 2^e classe, puis de 1^{re} classe
le 1^{er} mars 1879: Sorti de l'Ecole Polytechnique et
classé dans les Ponts et Chaussées en février 1845.
A quitté le service le 15 décembre 1885, admis à la
retraite par limite d'âge.
25. 16 décembre 1885. 30 novembre 1886. Victor *Fournié*, Ingé-
nieur en chef de 1^{re} classe. Sorti de l'Ecole Poly-
technique et classé dans les Pont et Chaussées en
1856. A quitté le service le 30 novembre 1886, char-
gé du service ordinaire de Seine et Oise et de
divers chemins de fer.

(A continuer.)

FOURNIÉ.

LES COUVENTS DE LA VILLE D'AGEN

AVANT 1789.

(Suite)

CHAPITRE VII

LES JÉSUITES. — LES ORATORIENS.

Etudier l'histoire de la maison fondée à Agen par l'Ordre des Jésuites, c'est étudier en même temps l'histoire du Collège de cette ville. Or, les documents abondent tellement durant deux siècles, depuis la première heure de son établissement jusqu'à la Révolution, qu'il est fort difficile de les grouper et même de les résumer dans un simple article de revue. Leur nombre, leur importance réclameraient un volume. C'est pourquoi nous éprouvons quelque embarras à traiter sommairement, ainsi que notre cadre l'exige, un sujet aussi vaste et aussi intéressant que celui-ci. Aussi demanderons-nous à nos lecteurs la permission de dépasser, pour cette fois, les limites que nous nous sommes imposées dans ce travail et de continuer jusqu'à aujourd'hui l'étude du Collège d'Agen.

Nous ferons un choix entre toutes ces pièces, qui, malgré les orages révolutionnaires et l'incurie des derniers temps, nous sont parvenues intactes comme à leur origine ; et, jetant un rapide coup d'œil sur la naissance de l'Ordre si célèbre des Jésuites, la vie de son fondateur et les constitutions qui le régirent, nous exposerons quels furent à Agen, au seizième siècle, les premiers essais d'instruction publique ; par qui les disciples de Loyola furent appelés dans cette ville ; quelles difficultés ils eurent à surmonter pour s'y

établir, et avec quelle habileté ils conservèrent, pendant deux siècles, le monopole de l'enseignement ; à la suite de quelles jalousies haineuses ils tombèrent, tant à Agen que dans les autres provinces ; comment les Dominicains les remplacèrent, et, après eux, une corporation de prêtres séculiers ; de quelle manière fut organisé le Collège d'Agen sous les Pères de l'Oratoire, témoins et peut-être causes de son agonie et de sa fin ; comment, en dernier lieu, après le pénible et infructueux essai de l'Ecole centrale, il se releva sous la vigoureuse impulsion que lui donna l'Empereur Napoléon I^{er} et continua, d'abord sous le nom de Collège communal, puis sous celui de Lycée, de prospérer jusqu'à nos jours.

— Depuis la création des Ordres religieux dont nous avons eu à parler dans les chapitres précédents jusqu'à l'époque qui va nous occuper, trois siècles se sont passés. Un monde absolument nouveau a surgi ; des idées différentes, inconnues jusqu'alors, ont eu cours et semblent vouloir dominer ; d'impérieux besoins se sont fait universellement sentir. Toute une génération turbulente, emportée, pleine de sève et d'ardeur est venue, assoiffée de changement, d'indépendance et de liberté ; et c'est à peine si, du haut de leur trône, les chefs du pouvoir existant, Papes et Rois, peuvent faire face à la tempête qui gronde et éclate de toutes parts. Attardée dans sa toute-puissance, en butte en même temps aux attaques furieuses qui sont dirigées contre elle, l'Eglise un instant se sent perdue. Que peuvent faire désormais pour elle ses anciens défenseurs, vieillis ou déconsidérés ? Nul apôtre ne se lève plus, comme autrefois, du fond des cloîtres Dominicains ou Mendians pour prêcher en sa faveur. Trop scrupuleusement dépositaires d'idées rétrogrades, les Frères-Prêcheurs et les Frères-Mineurs ne sont plus écoutés par la foule, ou bien leurs arguments démodés sont insuffisants à combattre l'esprit de réforme et à détourner le vent d'hérésie qui souffle de tous côtés. A qui confier en outre l'instruction et l'éducation de la jeunesse ? Le temps est venu où toute intelligence jusque-là comprimée veut prendre son essor ; et les efforts des monarques, jadis rebelles, aujourd'hui mieux disposés, sont impuissants à satisfaire ce monde, avide qu'on lui enseigne les nouvelles conquêtes de la science, de l'art et de la raison. Les maîtres

manquent. Qui donc entendra le cri qui sort de toutes les poitrines ? Qui satisfera à l'attente générale ? C'est encore l'Espagne qui, comme au temps de Saint Dominique, répondit, en ces heures troublées, à l'appel pressant de la Papauté et présenta comme son sauveur au monde catholique en détresse un de ses enfants, Ignace de Loyola.

I. LES JÉSUITES. (1581-1762).

On connaît suffisamment la vie du célèbre fondateur de l'Ordre des Jésuites ¹. On sait qu'issu, en 1491, d'une famille noble de la Biscaye espagnole, il embrassa de bonne heure le métier des armes et se signala dans plusieurs rencontres. Ce fut au siège de Pampelune en 1521 qu'il fut blessé, et que, pendant sa convalescence et à la suite d'une lecture de la Vie des Saints, il se convertit. Après un pieux pèlerinage au Montserrat, il partit, en 1523, pour Rome et la Palestine et en revint l'année suivante, ayant fait vœu de se consacrer à la religion et d'embrasser la vie monastique. Il employa une dizaine d'années à l'étude des questions religieuses et des controverses qui divisaient l'Eglise, et c'est en 1534 qu'il fonda avec quelques disciples une association en vue de prêcher partout l'Evangile et de combattre l'hérésie naissante. Après de nombreuses vicissitudes et plusieurs voyages, dont un à Rome, Ignace de Loyola rédigea ses fameuses *Constitutions* et les soumit au Pape Paul III en 1540, qui aussitôt les approuva. L'Ordre des Jésuites ou clercs de la Compagnie de Jésus était désormais fondé. Ignace en fut nommé le premier général, et il eut la satisfaction de le voir rapidement prospérer durant les quinze années qu'il vécut encore. De nombreuses maisons surgirent aussitôt, en Italie, en Portugal et en Espagne ; mais ce n'est qu'en 1554 et après de longues hésitations qu'il fut enfin permis au nouvel Ordre de s'établir en France, à l'hôtel de Clermont, et de fonder un collège à Paris, malgré l'avis

¹ Voir : *Vie de Saint Ignace* par le Père Bouhours (1679). Idem, par le Père Mattei ; Idem, par le P. Daniel Bartoli. (Paris 1844) etc., etc.

défavorable de l'Evêque, de l'Université et du Parlement. On peut donc dire que, dès son entrée en France, l'Ordre des Jésuites eut des ennemis, qui, ainsi qu'on le verra dans la suite et malgré les services immenses qu'il rendit, ne désarmèrent jamais.

Les *Constitutions* qu'Ignace de Loyala écrivit, comme règle de son Ordre, sont un chef-d'œuvre d'organisation et de gouvernement. C'est grâce à elles et à l'admirable discipline de ses soldats, que la nouvelle congrégation arriva à cette puissance formidable qu'elle exerça, non seulement en Europe, mais dans le monde entier. Elles sont divisées en dix chapitres qui prévoient tout et règlent tout. Une part importante est consacrée aux novices et à la manière de les recevoir et de les former. Un examen des plus rigoureux leur est imposé à leur arrivée; puis, après leur réception, ils doivent être éprouvés par les exercices spirituels les plus sévères, les soins les plus minutieux donnés aux malades dans les hôpitaux, et un pèlerinage en demandant l'aumône. Ils peuvent prendre alors l'habit de la Compagnie, qui ne diffère en rien de celui des autres ecclésiastiques. Il consiste en une soutane noire, un manteau long de même couleur, sans rabat, les prêtres ordinaires n'en portant pas à cette époque¹, et le chapeau à larges bords dit *sombrero*, usité encore en Espagne et en Italie. Seuls, des anciennes règles d'autrefois, sont conservés les trois vœux de chasteté, de pauvreté et d'obéissance; le silence, les fatigues du chœur pendant la nuit, les jeûnes, les macérations de la chair sont supprimés, Saint Ignace voulant avant tout que ses disciples soient toujours sur la brèche, et, par la prédication comme par l'enseignement, aient assez de forces physiques et intellectuelles pour lutter sans relâche contre les ennemis de l'Eglise. Saint Ignace aimait la pauvreté; aussi défend-il aux maisons professes d'avoir des revenus. Il ne les permet qu'aux collèges et aux maisons de probation.

Six états sont créés par lui dans la Compagnie: les *Novices*; les

¹ Voir l'*Histoire des Ordres religieux*, par le Père Hélyot, t. VII, ch. 59, p. 452. Voir aussi le *Dictionnaire des Ordres religieux*, par l'abbé Migne, t. II, p. 628 et suiv.

Frères temporels formés, c'est-à-dire ceux qui servent la communauté comme sacristains, cuisiniers, portiers; les *Scolastiques approuvés*, ceux qui, leur noviciat fini, continuent leurs épreuves soit dans l'enseignement, soit dans les études privées; les *coadjuteurs spirituels formés*, qui peuvent déjà diriger un collège et partir pour les missions; les *Profès des trois vœux*, dont les attributions sont les mêmes que les précédents, bien que par leurs qualités et leurs vertus, ils aient mérité un grade supérieur; enfin les *Profès des quatre vœux*, qui sont les chefs, et seuls peuvent être nommés provinciaux ou général.

Car, c'est un général que Saint Ignace place à la tête de son Ordre. Perpétuel, tout-puissant, il est maître absolu de la Compagnie. Nommé par la Congrégation générale, il réside à Rome, à la maison mère, et a seul autorité pour imposer des règles et en dispenser. Sous ses ordres sont les provinciaux, les supérieurs des maisons professes, les recteurs des collèges, qui lui doivent une obéissance absolue. C'est lui qui correspond, pour les diriger, avec les chefs des missions lointaines, et qui tient dans ses mains toutes les rênes de l'administration et du gouvernement ¹.

Etabli sur d'aussi solides bases, l'Ordre des jésuites, répondant si bien aux besoins du moment, ne pouvait que brillamment se développer; et c'est bien moins encore par la prédication que par l'enseignement, auquel ils se consacrèrent presque entièrement, que ses religieux durent d'être recherchés dans toutes les villes du monde civilisé, pour diriger la jeunesse, la former, l'élever et l'instruire.

C'est dans ce but que, moins de trente ans après avoir été autorisés à s'établir en France, ils furent mandés à Agen, aussi bien par l'Évêque et les Consuls que par la population tout entière, et qu'ils y fondèrent le premier collège sérieux dont nous ayons à nous

¹ Voir, pour tous ces détails sur l'organisation de la Compagnie de Jésus, le remarquable ouvrage de M. Cretineau-Joly: *Histoire religieuse, politique et littéraire de la Compagnie de Jésus*, t. I, chap. II.

occuper. Néanmoins, avant d'entrer dans les multiples détails de sa formation, voyons si quelques essais, pour la plupart infructueux, n'avaient pas été tentés auparavant, pour arriver à la création d'une école publique.

— Nous avons déjà dit au chapitre que nous avons consacré au couvent des Dominicains, que, lorsque ces religieux s'établirent à Agen, au milieu du ^{xiii}^e siècle, ils fondèrent, à côté des hautes classes réservées aux novices et aux clercs de leur ordre, une basse classe populaire, destinée aux enfants de la ville, dans laquelle on leur enseignait la lecture, l'écriture, la grammaire, en un mot les premiers rudiments. Ce fut même une des principales causes de la popularité dont jouit cet Ordre à ses débuts. Nous ne savons combien de temps cette classe fonctionna. Nos archives locales sont absolument muettes sur tout ce qui concerne l'enseignement pendant le ^{xiv}^e siècle et une partie du ^{xv}^e.

A cette époque, un mémoire des consuls, relatif à la fondation du collège, nous dit bien que « la ville d'Agen fut une de celles de la Province qui s'occupa le plus tôt de l'enseignement de la jeunesse. Car, dès le ^{xv}^e siècle, les Consuls avaient une maison destinée pour le collège et faisaient instruire les jeunes gens par différents maîtres ¹ ». Mais ce n'est que vers le commencement du ^{xvi}^e siècle que nous trouvons des traces sérieuses de cette première « escholle » et des premiers « régents ».

En 1512 en effet, nous voyons dans le livre des Jurades ² que l'Ecole-Vieille devient insuffisante et que « en raison de l'affluence des écoliers, est besoing leur avoir une autre maison et mesmement la maison de Monrevel à ce propice ». C'est la mention la plus ancienne que nous trouvons relative à l'enseignement public à Agen.

¹ Archives municipales d'Agen. Série GG., 216.

² Idem. BB., 23 (22 octobre).

Quelques années plus tard, en 1535, le corps municipal agenais revient sur cette importante question, et il décide qu'il achètera une maison « où doivent se tenir les escolles » Il vend en même temps la maison des Ecoles-Vieilles au sieur de Nort, bourgeois, moyennant trois cents livres tournois, et achète, moyennant quatre cents livres tournois, une maison qui appartient au sieur Bergon et dont l'emplacement doit servir à la construction de la chapelle du collège.

Cette première démarche aboutit-elle ? L'école qui dut être fondée à cette époque réussit-elle ? Il est à présumer que non, puisque quelques années après, vers le milieu de 1560, les Consuls adressent au Roi la supplique suivante, que nous reproduisons *in extenso* à cause des curieux détails qu'elle donne sur l'état de l'instruction à ce moment et les besoins qui se faisaient si impérieusement sentir.

« Sire,

« Les consuls de vostre ville d'Agen vous remonstrent très humblement que laditte ville est capitale du pais d'Agennois où il y a une sénéchaussée, siège présidial, grand trafic et commerce de marchandises, pour être ladite ville située en bon et fertile pais sur la rivière de Garonne, entre les villes de Thoulouse et de Bourdeaux, au moyen de quoy elle est grandement peuplée ; et de jour à autre s'y retirent beaucoup de gens des pais circonvoisins, lesquels sont contraints envoyer leurs enfans en la ville de Paris et Poitiers et autres lieux lointains pour les faire instruire aux bonnes lettres, en quoy ils dépensent et employent la plupart de leur bien, et le plus souvent sont contraints de les retirer auparavant qu'ils ayent peu apprendre quelque chose pour n'avoir le moyen de les entretenir. D'autres n'ayant la puissance d'entretenir leurs enfans aux écoles hors de leurs maisons ne les peuvent faire étudier, qui est cause que beaucoup de bons esprits se perdent qui pourraient volontiers servir et à la république.

Ce considéré, Sire, il vous plaise de votre grâce de créer et établir un collège en votre ville d'Agen pour instituer la jeunesse en grammaire et autres arts libéraux avec droit d'université, ainsi qu'il a pleu au feu Roy, vostre très honoré Sire et père, ès villes d'Aix, Tournon, Nîmes et autres, avec pareilles libertés, exemptions et

privilèges que ont les autres Universités de votre royaume, permettant auxdits suppliants faire bastir et edifier ledit collège en tel lieu et endroit de lad. ville plus commode que par eux sera avisé. Et pour ce faire, prendre et s'accommoder des maisons et autres terres que besoin sera, en satisfaisant les propriétaires de la juste valeur d'icelles qu'il vous plaira indemniser et amortir, à la charge que vous en serés patron et fondateur et que lad. ville sera tenue en élèves et entretenir à jamais, sur la porte dudit collège, monument solennel, en témoignage. Et pour aider à supporter les frais dud. bâtiment, stipendier et entretenir les regens et subvenir aux autres frais nécessaires, ordonner que l'Eveque dudit Agen, qui prend douze ou quinze mil livres par chacun an audit païs, y contribuera la somme de cinq cens livres par chacun an, et les chapitres de S. Etienne et S. Caprais, qui prennent pareillement la somme de huit à neuf mille livres chacun, par chacun an, contribueront la somme de trois cens livres chacun par chacun an, jusques à ce que lesd. Evêque et chapitres aient pourveu ledit collège et fait unir à la table d'iceluy un benefice de pareille valeur. Ainsy que en cas semblable ledit feu Sire Roy a voulu et ordonné être fait auxd. collèges d'Aix, Tournon, Nîmes et autres Universités par luy instituées : et les suppléants prieront Dieu pour Vostre Magesté¹. »

A cette requête le Roi répondit aussitôt par une lettre, datée de Fontainebleau du 7 août 1560, ordonnant que ladite demande serait renvoyée au Sénéchal d'Agenais, afin qu'il procédât à une enquête de *commodo et incommodo*.

Du reste, de tous côtés arrivaient à la Cour des suppliques de ce genre, si bien que le Roi Charles IX, à peine monté sur le trône, dut satisfaire sur le champ aux demandes de tant d'intéressés. C'est ainsi qu'il présenta, dès cette même année 1560, aux Etats d'Orléans un édit, en vertu duquel il ordonnait qu'il fût créé

¹ La copie de cette lettre inédite, dont l'original existe aux *Archives départementales de la Gironde*. Série C, n° 3895, a été transmise par les soins obligeants de M. Roborel de Climens, archiviste-adjoint, aux Archives de l'Evêché d'Agen, F. 69.

dans chaque province des collèges publics. L'article 9 est formel : « En chascune Eglise Cathedrale ou Collégiale qui aura plus de dix prébendes, outre les principales dignités, sera prinse une prébende ou le revenu d'ycelle, qui demeurera destinée et affectée pour l'entretienement d'ung précepteur, lequel sera tenu, moiennant ce, instruire les jeunes gens de la ville, *gratuitement et sans salaire*. Et sera ledict précepteur esleu par l'archevesque ou evesque du lieu, appelez les chanoines de leur église, et les maire, eschevins, conseillers et capitouls de la ville, et destituable par ledict archevesque ou evesque, par l'advis des susdicts¹. »

L'édit était applicable à Agen où les deux chapitres de la cathédrale et de la collégiale possédaient à cette époque chacun plus de dix prébendes. Mais le fut-il immédiatement ? Les dissensions intestines et les guerres religieuses qui ravagèrent en ces années notre malheureux pays apportèrent quelque retard à la future institution. Néanmoins, un collège dut être fondé vers cette époque, au moins si nous en croyons Labénazie : « Il y avait un collège établi dans Agen, avant celui des Jésuites. Il était dépendant du chapitre de Saint-Caprais, suivant tous les anciens actes. Ce chapitre y nommait le principal. Ce chapitre avait même ce droit que personne n'était admis ou à enseigner ou estre reçu licencié en droit civil que du consentement du chapitre de S. Caprais. Les revenus que la ville donnait à ce collège furent unis plus tard à celui des Jésuites². » Les archives municipales d'Agen sont même plus explicites et plus formelles. Dès l'année 1562, ordre est donné aux Eglises de Saint-Etienne et de Saint-Caprais d'avoir à fournir une prébende pour l'entretien du collège³. Trois ans après, le 13 avril 1565, nouvelle ordonnance du Roi « pour l'établissement de deux prébendes en faveur du collège. » Nos vieux registres nous apprennent même que ce collège prit le nom de « collège du Saint-Esprit » et qu'il fut installé « dans l'ancien couvent de La Madeleine ou des Filles

¹ Code Henry, par Charondas le Caron, 1715.

² Labénazie, Ms. Tome II, livre V, chap. XIV, p. 455.

³ Archives municipales, BB., 30.

Repenties ¹. » Enfin nous voyons de nombreuses donations venir en aide à son développement. Citons, entre autres, celle de Françoise de Grave, veuve de Guilhem Michel, dit Ferrou, qui, par son testament du 22 février 1567, lègue deux cents francs bordelais au collège d'Agen ², et un peu plus tard celle de François Danglars, d'autant plus importante qu'elle nécessita, en 1576, un « dénombrement de tous les biens qu'il donnait au collège ³. » En dernier lieu nous trouvons qu'en 1569 Robert Gondard, qui a quitté le collège de Lectoure dont il était le principal, est nommé par les consuls régent du collège d'Agen ⁴.

Ces régents, qui jouèrent un rôle important au début des dissensions religieuses du xvi^e siècle, et dont quelques-uns devinrent même de fougueux prédicateurs protestants, étaient presque tous étrangers au pays. Leur savoir contrastait fort avec l'ignorance de nos ecclésiastiques à cette époque ; et nous connaissons plus d'une ville où les consuls n'hésitèrent pas à leur confier l'enseignement de la jeunesse, malgré leur nouvelle religion hautement professée. Bien plus, et alors que pour la plupart ces régents étaient laïques, le Tiers Etat ne se gênait pas pour demander aux gens d'église de contribuer à leur entretien. A Agen, les régents étaient presque toujours catholiques ; les uns libres, les autres aux gages des consuls. Vers le milieu du xvi^e siècle les régents salariés, à Agen, se trouvaient au nombre de trois. Ils enseignaient le latin, le français et les sciences, et préparaient les enfants aux études plus sérieuses enseignées dans les Universités. Dix ans après l'arrivée des Jésuites à Agen, nous voyons, en effet, que les consuls « augmentent les gages du régent chargé d'apprendre à lire aux enfants pour les

¹ Archives municipales, BB. 30 : f^o 131, 137, 233. Ce couvent se trouvait rue Saint-Jérôme et rue du Cat, là où plus tard s'établirent les Pénitents bleus.

² Archives municipales, BB. 30.

³ Idem., GG. 211 (Livre rouge des Jésuites).

⁴ Idem., BB. 30.

préparer à entrer au nouveau collège. » Les élèves sont à ce moment là au nombre de près de deux cents¹.

Néanmoins, malgré l'existence de ces maîtres d'école et la bonne volonté du corps municipal, ce premier essai d'enseignement public resta infructueux. La question pécuniaire en fut-elle la cause ? Les troubles religieux absorbèrent-ils à ce point l'attention que les parents négligèrent d'envoyer leurs enfants à l'école ? Les différents régents nommés ne leur inspiraient-ils qu'une médiocre confiance ? Bref, tout le monde se plaignait de l'insuffisance de ces premiers établissements; la population demandait autre chose. C'est alors que, le 11 septembre 1576, Madame de Secondat fit des offres aux consuls pour la fondation d'un collège sérieux que dirigerait le nouvel ordre religieux des Jésuites. Ceux-ci s'établissaient partout, mandés, qui par l'Evêque, qui par le Corps municipal; et partout l'éloge qu'on faisait de ces nouveaux maîtres ne tarissait pas. L'idée de Madame de Secondat fit son chemin dans la population agenaise; de nombreuses réunions se tinrent qui discutèrent sa proposition. Ce ne fut toutefois que cinq ans plus tard qu'elle fut définitivement acceptée, et qu'il fut décidé qu'un collège serait fondé à Agen dont la direction appartiendrait aux Jésuites.

— Cette grave question de l'enseignement agita tellement les esprits dans notre ville à la fin du xvi^e siècle, l'arrivée des Jésuites et la fondation du collège firent une telle sensation dans les diverses classes de la société, que, même à cette époque si mouvementée de la vie politique, aux heures les plus graves de la Ligue et des prétentions du Roi de Navarre, elle semble dominer chez nous toutes les autres préoccupations. Pendant neuf ans, de 1582 à 1591, depuis l'appel que l'on fit à la célèbre compagnie jusqu'au jour de son établissement définitif, il n'est pas de mois où cette affaire n'ait été discutée, et c'est à foison que nous trouvons dans nos Archives départementales et municipales, comme dans celles de l'Evêché et

¹ Archives municipales, BB. 38.

les manuscrits de nos anciens annalistes, les pièces et les titres relatifs à cette fondation. Nous ne citerons que les plus importants.

Le 21 février 1582, une nombreuse et imposante réunion, dont le procès-verbal nous est conservé¹, est tenue au Palais épiscopal par tout le clergé, les magistrats, les consuls² et les jurats d'Agen. Relevons entre autres personnages célèbres présents : M^l. Janus de Frégose, évêque et comte d'Agen, Bernard de Lacombe, abbé de Blasimont, grand archidiacre en l'Eglise cathédrale et prieur de Saint-Caprais, Dominique Cabasse, vicaire général, Antoine de Nort, président, juge-mage de la sénéchaussée, Bernard d'Aspremont, de Nargassier, Jehan de Cambefort, Gardès, François Jaufrion, etc. Tous manifestèrent le vif regret que, dans l'intérêt du pays, il n'existât pas encore une école sérieusement organisée. Tous décidèrent qu'il était de la plus grande nécessité de fonder au plus tôt un collège en ville, qui serait confié aux Pères Jésuites déjà installés à Bordeaux. On adresserait pour cela une requête au Roi afin qu'il permit d'imposer trois mille écus sur le pays pour l'achat d'un local.

Cette question était d'une importance capitale. Sa solution se fit attendre un an. Après de nombreux pourparlers et à la suite d'une jurade fort nombreuse qui se tint le 15 avril 1583, il fut décidé qu'on achèterait la maison noble de La Cassaigne La-Dague, située derrière la Grande Horloge, vaste, spacieuse, aérée et convenant en tous points à l'usage que l'on voulait en faire³. Le contrat d'acqui-

¹ Archives municipales, GG. 209.

² Les Consuls d'Agen, en 1582, étaient MM. Michel Boyssonnade, avocat, M^e Antoine de La Roque, notaire royal, Louis Bourguignon, procureur, sire Guillaume Mailher, bourgeois, sire Estienne Baulac, bourgeois, et M^e Pierre Chabrières, procureur (Journal des Consuls). Archives municipales d'Agen.

³ C'est actuellement, ainsi que nous le verrons dans la suite, quand nous en donnerons le plan et la description complète, tout l'emplacement occupé par la place de la République et les maisons circonvoisines.

sition fut signé le 21 avril de cette même année, par MM. Jean Camus, avocat, Laurent de Loubatery, receveur des domaines, Géraud Boissonnade docteur-médecin, Jean Laurishes, procureur, Jacques Bonlonier, marchand, et Crespin Trinquet, tous six consuls d'Agen. La maison, avec toutes ses dépendances, cour, basse-cour, jardin, patus, coûta 2,333 écus, soit à raison de trois livres par écu, la somme ronde de 7,000 livres. Suivent, dans le Livre rouge des Jésuites, intact aux Archives municipales de notre ville ¹, les procurations, ratifications, enregistrement, etc. de ladite vente, ainsi que les échanges et mutations qui se produisirent longtemps après, à l'égard de cette maison.

Pour payer cette somme de 7,000 livres, ainsi que pour procéder aux premiers frais de l'installation, il fallait de l'argent. Evêque, prêtres, magistrats, notables, nobles, bourgeois de la ville, tout le monde en un mot eut à cœur d'apporter son obole. C'est ainsi que, le 19 novembre 1583, un contrat d'accord est passé entre les consuls et les deux chapitres de Saint-Etienne et de Saint-Caprais, au sujet de l'obligation imposée jadis à ces derniers de consacrer les revenus de deux prébendes à l'entretien des anciennes écoles. Les chapitres s'engagent dorénavant à payer chaque année la somme de cent trente trois écus et un tiers, plus une certaine quantité de grain jusqu'à concurrence de la même valeur, le tout applicable à l'entretien du nouveau collège et des régents ².

Quatre mois après, le 19 mars 1584, une réunion est tenue des Etats du pays d'Agenais, où il est décidé qu'on attribuera au col-

¹ Ce très joli registre, relié en parchemin et écrit avec de l'encre rouge, conservé précieusement aux Archives municipales d'Agen dans la série GG, sous le numéro 211, a pour titre : « *Livre où sont escripts tous les contrats touchant l'acquisition de la maison noble de La Cassaigne pour en icelle eddifier un coullège en la presante ville d'Agen, pour l'instruction de la jeunesse, fait par permission du Roy par Messieurs les syndics du pais d'Agenois et consuls de la ville d'Agen, faisant pour l'université d'icelle, en l'année 1583.* » In-folio, 46 feuillets.

² Archives municipales, GG. 209.

lège une rente de mille livres, et qu'on demandera en même temps au Roi l'autorisation de percevoir cette somme au moyen des droits imposés sur le sel. Le clergé se réunit en assemblée, qui approuva ladite décision¹ : et le Roi rendit aussitôt des lettres patentes « accordant la crue de 500 sous par livre sur les tailles du pays pour appliquer ladite somme à la fondation du collège. » En même temps fut fournie par le receveur du taillon la curieuse attestation, comme quoi « la creue de cinq sous pour tiers d'escu qui est le parisis du tournois sur le principal du taillon imposé sur le pays et recepte d'Agenois, l'année dernière 1583, et dont le Roy fit don à Messieurs les Consuls et habitants de la présante ville d'Agen, en ladite année dernière, pour la perfection et construction d'ung collège en ladite ville, monte la somme de doutze cens quinze escuz, trente ung sous, neuf deniers². »

En vue des constructions nouvelles et réparations à faire à la maison La Cassaigne, les Consuls achetèrent alors, le 18 mai 1584, aux Pères Augustins, une pièce de vigne au rocher de Saint-Vincent, au lieu dit « *Al Tap foundut*, » afin d'y établir une carrière dont les matériaux serviraient à la construction de l'Eglise des Jésuites.

Mais la donation la plus importante, celle surtout dont l'exécution dans la suite souleva le plus de difficultés et donna lieu à une série de correspondances et de procès dont les pièces encombrèrent véritablement les Archives municipales d'Agen, fut celle de la Reine Marguerite. On sait qu'en échange des soixante sept mille cinq cens livres de rente, que la sœur de Charles IX avait reçues en dot, lors de son mariage avec le Roi de Navarre, et qui ne lui furent que très imparfaitement payées, le Roi lui donna, six ans après, le 18 mars 1578, le domaine d'Agenais dont elle devint comtesse ainsi que le Rouergue, le Quercy, les quatre jugeries de Verdun, Rieux, Rivière et Albigeois, etc. D'un autre côté, après les péripéties sans nombre

¹ Archives municipales, GG. 209.

² Idem, 209 et 211.

qu'eût à subir l'existence orageuse de cette princesse, retirée en cette année 1584 à Nérac, où ne la supportait que difficilement son mari Henri de Navarre, Marguerite de Valois, qui aspirait à jouer un rôle politique et qui déjà se trouvait engagée dans la Ligue en souvenir d'Henri de Guise et en haine de son mari, avait jeté son dévolu sur sa bonne ville d'Agen, dont les sentiments ligueurs et catholiques semblaient répondre à ses idées. Sollicitée par les Consuls de contribuer, comme comtesse d'Agenois, à la fondation du collège, la Reine de Navarre s'empessa d'accorder une pension de cinq cent livres, ainsi qu'il ressort des lettres patentes suivantes, du 23 février 1584.

« Marguerite, par la grâce de Dieu, Reine de Navarre, sœur unique du Roi, duchesse de Valois et d'Estampes, (elle prenait cette qualité parce qu'elle avait fait échange du Querci avec le duché de Valois), comtesse d'Agenais, Rouergue, Senlis et Marte, Dame de la Fère et des jurgeries de Rieux, Rivière, Verdun, Albigeois, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Scavoir faisons qu'ayant esté notre intention d'assister à ce qui est du service de Dieu, avancement de son nom, et considération de la religion catholique romaine, et reconneu combien les Jésuites, religieux de la Compagnie de Jésus, aportent de bonne doctrine et enseignement à la jeunesse en leurs collèges, laquelle, estant nourrie au commencement de la cognoissance du Verbe divin, ne peut rapporter pour le reste de la vie qu'une grande impression et sainte érudition pour ne tomber aux erreurs et hérésies, comme quelques-uns ont fait par le passé, aux quelles désirant estre pour à nostre possible, même pour la jeunesse de cette ville d'Agen, aux habitants de laquelle portons un singulier bon vouloir et dilection poussée de désir à l'honneur de Dieu de gratifier et faire du bien à la susdite Compagnie des Jésuites et leur donner plus de moyen d'entretenir à leur collège de cette ville des bons prédicateurs et bon nombre des régens pour l'instruction de la susdite jeunesse ; Nous, à ces causes et autres bonnes considérations, avons par dévotion, donné, légué, donnons et octroyons par ces présentes audit Collège des Jésuites par eux tenu et dessaisi en cette ville d'Agen, de pansion annuelle et perpétuelle pour chascun an la

somme de huit vingt six escus, deux tiers, revenant à *cinq cens* livres, à prendre et percevoir sur les premiers et plus clairs deniers de tous et chacuns les droits et revenus à nous appartenans en nostre comté d'Agenois. Donné à Agen, le 23 febvrier 1584¹.

Marguerite déclare en plus entendre que cette pension soit rachetable pour la somme de deux mille écus et elle en remet l'administration à Mgr l'Evêque d'Agen, ainsi qu'aux Consuls de la ville. Les lettres furent enregistrées le 22 octobre de cette même année.

Cependant, les malheurs du temps empêchant les Jésuites de venir s'installer dans la ville, d'un autre côté les bâtiments destinés à les loger n'étant pas suffisamment aménagés pour les recevoir, la Reine de Navarre, déclare qu'en attendant l'arrivée desdits Pères, la rente de cinq cent livres qu'elle leur promet, sera dès ce moment payée entre les mains des Consuls, afin qu'ils l'emploient à l'aménagement du bâtiment acheté. Cette clause ne reçut malheureusement pas son application. Nous voyons, en effet, bientôt les Consuls être obligés d'exercer une requête contre le trésorier de la Reine dans son domaine d'Agenais, afin qu'il exécutât l'ordre de sa maîtresse. Il en fut de même les années suivantes, où, malgré son bon vouloir, Marguerite, toujours à court d'argent, ne put que très rarement faire face à ses engagements.

Serait-ce pour donner le change et faire patienter ses créanciers que, le 15 février 1585, elle leur octroya ce brevet singulier, mentionné dans l'*Inventaire des titres des Jésuites*, en vertu duquel elle fait « don de l'abbaye de Condom pour être unie au Collège des Jésuites d'Agen² » ? Outre qu'en réalité cette donation ne fut jamais effectuée, puisque dans aucun compte du Collège des Jésuites nous ne les voyons, non seulement s'attribuer les revenus de cette importante abbaye, mais même mentionner une seule fois son nom, nous croyons que le copiste de l'inventaire a commis ici une faute

¹ Archives municipales. GG. 209. Voir aussi Labénazie, Ms.

² Archives municipales. GG, 216.

d'ortographe. A-t-il écrit Condom pour Gondon¹ ? A-t-il voulu parler plutôt de « la baillie de Condom, » et entendre par là qu'en sa qualité d'engagiste du Condomois, Marguerite ait eu l'intention de disposer des revenus de justice du Condomois, droits de lods et vente, droit de pugnère, etc. ? Nous ne pouvons donner là-dessus aucun éclaircissement. Tout ce que nous devons dire, c'est que depuis la création de l'Evêché (1317), l'abbaye de Condom n'existait plus, et, qu'en cette année 1585, Marguerite n'avait et ne pouvait avoir aucun droit sur ses revenus dont jouissait légalement et très paisiblement du reste l'Evêque Jean Duchemin².

La rente de cinq cents livres de revenu octroyée par la Reine de Navarre ne fut, croyons-nous, payée qu'une seule fois, la première année, en 1585. Il fut alors décidé que cette somme serait employée à acheter la maison des hoirs de feu Raymond Delrieu, attenante à la maison de La Cassaigne, et que l'on s'en servirait pour y établir l'église du Collège. Mgr Frégose donna son consentement le 1^{er} février 1585 ; et, à la suite de la requête du syndic du pays d'Agenais au Sénéchal pour obtenir l'expropriation, si besoin était, de ladite maison, le contrat d'achat fut passé le 9 mars de la même année³. On se mit immédiatement à l'œuvre.

Quelques jours après, une donation importante fut faite également au Collège d'Agen. Nous voulons parler des meubles précieux qui lui furent envoyés par Madame de Lisse, et au nombre desquels nous relevons, sur l'inventaire dressé le 10 juillet 1585, des bahuts, armoires, coffrets, linceuls de toile, nappes d'autel, linges, ornements d'église et de sacristie, etc., et enfin « cinq jolis tableaux de cuivre, couvert d'esmal, à l'ung desquels est peint un Ecce Homo, à l'autre l'image de Notre Dame, à l'autre la Nativité, à l'autre un

¹ Ancienne abbaye bénédictine sise en Agenais, actuellement dans la commune de Monbahus, canton de Cancon, Lot-et-Garonne.

² Voir à cet égard la note que nous avons publiée à la page 31 de nos *Lettres inédites de Marguerite de Valois, tirées de la Bibliothèque Impériale de Saint-Pétersbourg*. (Archives historiques de la Gascogne, fascicule onzième.)

³ Archives municipales GG, 209 et 211,

Crucifix, et à l'autre est peint l'image de Jésus-Christ descendu de la croix¹. »

Les événements politiques qui alors se précipitaient et sans doute aussi la mort de Janus Frégose, arrivée en 1586, mirent un temps d'arrêt dans l'œuvre de l'établissement du collège, durant cette année 1586 et celle de 1587. Néanmoins elle fut reprise avec plus d'ardeur que jamais dès 1588, pour aboutir trois années après sous l'épiscopat de Nicolas de Villars (1587-1608).

Le 5 avril 1588, les trois ordres se réunissent et décident d'établir un bureau qui sera chargé spécialement de l'administration et de la surveillance du collège. Il devra être composé de « ces Messieurs de l'Eglise, de la Justice et desdicts sieurs Consuls ». Furent élus: pour Messieurs de l'Eglise, Messieurs de Myremont, chanoine, de Gélas, chanoine, et de Ribeireng, également chanoine. Pour Messieurs de la Justice, Messieurs de Courtète, juge criminel, de la Roche, conseiller, et de Nargassier, conseiller. Deux Consuls furent désignés. Enfin la Jurade choisit MM. Mathieu et de Landas, avocats et jurats². Aussitôt constitué, ce bureau se mit à l'œuvre, et il prit, dès cette année et la suivante, d'importantes décisions relatives au paiement des diverses pensions, aux réparations

¹ Archives municipales, GG. 210. Cette Madame de Lisse était noble dame Marguerite de Pellegrue, dame de Casseneuil et de Lisse, fille de François de Pellegrue, seigneur de Casseneuil. Elle habitait ordinairement la ville de Condom, où déjà, par acte du 2 septembre 1579, elle avait fondé « pour l'instruction de la jeunesse, à l'honneur et gloire de Dieu, ung Collège que dès longtemps elle a eu volonté d'ériger et ordonner en cette ville de Condom, » voulant que ledit collège fût appelé de *Cassaneuilh* et composé d'un régent principal et de six autres régents. Malheureusement cette fondation ne put être exécutée, la succession de cette noble dame ayant donné lieu à de nombreuses contestations que soulevèrent ses trop avides héritiers. Voir à ce sujet l'importante monographie que M. J. Gardère consacre au *Collège de Condom* dans la *Revue de Gascogne*, 1886, et notamment le chapitre intitulé « *Le Collège de Condom avant les Oratoriens.* » (*Revue de Gascogne*, tome XXVII, 1^{re} livraison, janvier 1886.)

² Archives municipales GG, 210,

à exécuter, enfin à l'enregistrement des contrats, legs, donations, titres de rente, intéressant le collège et qui affluaient de toutes parts¹.

Une impulsion nouvelle est donnée par le bureau dans l'année 1590. Les détails les plus minutieux sont examinés par lui, et il jette, avant de les soumettre définitivement aux Jésuites, toutes les bases de cette importante fondation. C'est ainsi que, le 21 mars 1590, il arrête de cette façon le règlement des classes qui fut adopté tel quel : « Davantaige, a esté resouleu, arresté et ordonné que les enfans viendront audict collège ung peu avant l'heure de huict heures du matin, et après qu'ils seront veneus fairont prières à Dieu et estudieront leurs leçons. Les leçons se commanseront et feront despuis huict heures jusques à dix le matin; après midy les leçons se fairont despuis trois heures jusques à cinq, et les régens entreront bien tost après que le dernier sera sonné. Et leur sera baillié ung petit argumen pour composer en vers deux fois la sepmaine, le mercredy et le vendredy avant sourtir de la classe, et en oraison une fois la sepmaine et ce en la première classe. En Advans et en Caresme, lesdites leçons se commanseront despuis neufz heures jusques à douze à cause du sermon. Auquel sermon les enfans ce trouveront ensemble, les pedagogues au pied de la chère et les dicts enfans afin qu'ilz ne facent insolances. Les enfans de la première, seconde et troisième classe et dans le Collège parleront latin congreu; en la quatrième comme ilz pourront; en la cinquième françois. Et en chescune classe il y aura normateurs pour prandre garde a ceulx qui deffandront aux leçons. Et le mesme ordre et régime ce tiendra qui est au collège de Guiene à Bourdeaux. Les disputes ce feront tous les samedis après digner et ce fera leçons tous les jours non fériés. » Suit la liste des jours fériés où les régens ne pourront faire leurs classes. Ce sont, au nombre de quarante neuf : « En janvier : La Circoncision, les Rois, saint Hilaire, saint Antoine, saint Fabien et saint Sébastien, saint Vincent ; — en février : La Purification, saint Mattias ; — en mars : L'Annonciation ; — en avril : saint Georges, saint Marc ; — en may : saint Philippe

¹ Archives municipales, GG, 210.

et saint Jacques, saint Jehan; — en juin: saint Clair, saint Barnabé, la Nativité de saint Jean-Baptiste, saint Pierre et saint Pol, saint Martial; — en juillet: la Visitation, sainte Marie Madeleine, saint Jacques, sainte Anne; — en août: saint Pierre, saint Etienne, saint Laurans, l'Assomption, saint Roc, saint Barthélemy; — en septembre: la Nativité de Notre-Dame, sainte Croix, saint Mathieu, saint Michel; — en octobre: saint Rémy, saint François, sainte Foy, saint Luc, saint Caprasy, saint Siméon et saint Jude; — en novembre: La Toussaint, le jour des Morts, sainte Catherine, saint André; — en décembre: La Conception, saint Nicolas, saint Thomas, la Noël, saint Etienne, saint Jehan, les Innocents. » Les mêmes soins précis sont apportés à tous les autres détails d'organisation.

— Tout étant prêt et la maison La Cassaigne suffisamment aménagée¹, les Consuls s'adressèrent au collège de Bordeaux, fondé déjà depuis quelques années, et prièrent le Père Dupuy, provincial de la Compagnie de Jésus en Guienne, de venir à Agen pour approuver ledit règlement, y faire toutes modifications qu'il jugera convenables, passer avec eux le contrat de fondation, et enfin installer les nouveaux régents. Un échange très actif de lettres, dont la plupart sont conservées, s'établit entre les deux parties, vers la fin de cette année 1590 et le commencement de l'année suivante. On envoya au Père Dupuy tous les projets de règlement; on lui soumit tous les titres de rente promis, etc. Si bien, qu'au mois de juillet 1591, le Père Dupuy, estimant que tout était en règle, vint lui-même à Agen pour terminer l'affaire.

Après plusieurs formalités d'usage, comme notamment « la remise par les Consuls de tous les meubles dudit collège ez mains de Monsieur le Père Dupuy, avec l'inventaire desdits meubles à la

¹ Labrunie nous dit dans son *Abrégé Chronologique*, « qu'on y employa tous les matériaux de la démolition de l'Eglise de Saint Phébade, que le peuple avait détruite parce qu'elle avait servi de préche aux protestants, en 1562. »

suite¹, » le contrat de fondation du collège d'Agen fut enfin solennellement passé, le 23 juillet 1591, par devant M^e Duran, notaire royal, entre la Reine de Navarre, l'Evêque d'Agen, les Chapitres, les Consuls et plusieurs Jurats d'une part, et les Pères Jésuites d'autre part.

Voici le résumé exact ainsi que certains fragments de cet acte, dont l'importance n'échappera à personne, mais que sa longueur nous empêche malheureusement de reproduire ici *in extenso*².

« Ce jourd'buy vingt-troisième jour du mois de juillet, mil cinq cent quatre vingt onze, après Midy, en l'hostel episcopal de la ville et cité d'Agen, par devant nous, notaire royaux, etc. ont été présens: Reverend Père en Dieu, Messire Nicolas de Villars, évêque et comte d'Agen, vénérables personnes Messires Simon Vallery, Jules de Nort, Hélias de Rebeyrenq et Bernard Barthe, chanoines députés pour les chapitres de Saint-Etienne et de Saint-Caprais, M. Florimond de Redon, lieutenant principal, comme procureur de très haulte et puissante princesse, Marguerite, Reyne de Navarre, comtesse d'Agenais, etc. Messieurs M^{rs} Jehan Camus, licencié ès droit et avocat, Sixte Arnould Albinhac, Crespin Tringue, Jean et Pierre Mathieu, et M^e Jehan Cayron, consuls de ladite ville, Messieurs Jehan Dorty, président et juge mage, François de Courtete, juge et magistrat criminel, Arnaud Delpech, procureur du Roi en la Cour présidiale de la Sénéchaussée, Michel Boissonnade, Jehan de Lescazes, Laurent Loubatery, Jacques Loubatery, Jacques Langelé, jurats, d'une part; — et Révérend Père Clément Dupuy, provincial de la Compagnie de Jésus en Guyenne, assisté du Père Jehan Gcutery, recteur d'icelle, Père Denis Capin et Père Edouard Mole, prêtres de ladite Compagnie, d'autre part. » La ville et le

¹ Archives municipales, GG. 210.

² Il existe dans nos Archives locales de nombreuses copies de ce document. Celle que nous reproduisons provient des *Archives départementales de Lot-et-Garonne*. (Série D. 1.) qui en possèdent deux exemplaires. Nous en trouvons également cinq exemplaires aux *Archives municipales d'Agen*, Série BB. 35, 37, 38 et Série GG, 210 et 212. Enfin une autre copie se trouve aux *Archives de l'Evêché d'Agen*, Série F., liasse 33.

pays d'Agenais depuis longtemps désirent l'établissement d'un collège. « Considérant d'un côté que le plus grand bien qui puisse avenir à un pays, ville et république, et le principal moyen de la mettre en repos et assurance à l'avenir, est la bonne, sainte, et diligente instruction de la jeunesse ou la piété et crainte de Dieu et bonnes mœurs, principalement en ce tems auquel sont glissées les erreurs et hérésies, nommément en ce royaume de France et sur toutes les provinces d'icelui en cette Guyenne qui aurait été de longue main plus gâtée et infectée de cette contagion que les autres, dont serait à craindre que les tendres esprits de la jeunesse ne vinssent peu à peu à y recevoir et humer le venin, eu égard au danger auquel souvent elle est exposée d'être instruite par maîtres et pédagogues hérétiques, qui par feintise et hypocrisie, empruntant le nom de catholiques, la trompent secrètement de leur méchante doctrine; et voyant de l'autre côté la fidélité, suffisance et bon devoir de ceux de la Compagnie de Jésus, en l'instruction de la jeunesse, tant en la religion catholique, piété, bonnes mœurs qu'en la doctrine et étude des lettres, comme l'expérience leur a fait voir et apprendre en plusieurs villes de ce royaume, où ils ont collège, etc., » pour ces raisons, et après de nombreuses réunions et assemblées générales, la ville aurait acheté la maison de La Cassaigne pour la somme de 7,000 fr., ainsi que quelques petites maisons avoisinantes, grâce aux libéralités de la Reine Marguerite et de Mgr Janus de Frégose, alors évêque d'Agen; et elle aurait enfin appelé les Pères Jésuites, avec lesquels elle passe le présent contrat.

Article 1^{er}. Le collège sera régi et gouverné par ceux de la Compagnie de Jésus, selon la forme des autres collèges qu'ils ont dans le royaume de France.

Article 2. « Seront tenus lesdictz de la Compagnie de Jésus entretenir six régens en six classes diverses, à sçavoir cinq en humanité tant en grammaire que rhétorique, ès quelle sera enseignée la langue grecque et latine, et la sixième, logique et philosophie, pour rendre capables les escolliers de prendre le degré de maîtres ès arts. »

Article 3. Il sera choisi près du collège un lieu pour y ensei-

gner à lire, soit en latin, soit en français, par un maître à ce député et aux gages desdits Consuls, les Pères Jésuites n'étant pas tenus d'apprendre à lire.

Article 4. Pour l'entretien dudit collège, les fondateurs le dotent de la rente annuelle de mille écus, répartie ainsi qu'il suit : la Reine Marguerite promet annuellement la somme de 500 livres ; l'Evêque d'Agen, celle de 700 livres ; les chapitres de Saint-Etienne et de Saint-Caprais, en vertu des prébendes accordées antérieurement, celle de 500 livres ; les Consuls et Communauté d'Agen, celle de 1,200 livres, plus quelques autres modiques sommes en vertu d'échanges réciproques.

Article 5. Les fondateurs abandonnent aux Pères Jésuites la maison de La Cassaigne, avec toutes ses dépendances, ainsi que les meubles donnés par Madame de Lisse à leur intention.

Article 6. En ce qui concerne les réparations, constructions, ameublements du collège, etc. les Consuls donnent la somme de trois mille écus payables à différents termes, soit mille écus dès à présent, dont le Père Dupuy donne quittance, et les deux autres mille écus dans les quatre années suivantes.

Article 7. Les Pères Jésuites sont déclarés être à perpétuité « francs, quittes et déchargés de toutes tailles, emprunts, subsides, entrées de ville, contributions quelconques, etc. »

Article 8. Ils s'engagent en revanche à ne plus rien jamais demander à la ville ni aux fondateurs, « s'offrant librement et de leur plein gré d'aider le peuple, selon leur pouvoir, par prédications, catéchismes, confessions, visitations des malades et autres œuvres de charité. Ils dédient le collège à la Reine Marguerite : Sur la grande porte duquel collège sera gravée sa fondation sous le nom de ladite dame Reine et des sieurs fondateurs. »

Article 9. Enfin, pour garantie desdites conditions, les donateurs engagent tous leurs biens propres tant présents qu'à venir, ainsi que les donataires tous les biens et revenus du collège.

En foi de quoy, « ils ont promis et juré moyennant serment », et ont signé le présent acte.

— Ainsi constitué, le collège d'Agen prospéra rapidement. Toutes les rentes furent régulièrement payées, sauf les cinq cents livres de la Reine Marguerite. Chassée d'Agen en septembre 1585, et réfugiée depuis la fin de l'année 1586 dans la sombre forteresse d'Usson, en Auvergnè, cette Reine, malgré l'offense qu'elle avait reçue des Agenais, ne se montra pas vindicative à leur égard. Nous en donnons comme preuve, la lettre suivante, autographe, conservée précieusement dans nos archives municipales, qu'elle écrivit, toujours au sujet du collège, aux consuls d'Agen¹ :

« Messieurs les Consulz, je suis tres aise que aiés peu obtenir de monsieur le provincial des Jésuites d'avoir le coliege de leur ordre que j'ay toujours désiré establir en vostre ville ; j'escris à ceux de mon conseil pour effectuer la volonté que j'ay di ayder. Si je puis quelque autre chose pour le bien et avansemant de vostre ditte ville, je vous prie crère que je n'i espargnerai se qui depandera de mes moiens et de ma puissanse, et en pouver faire entier estat, désirant vous témoigner ma bonne volonté en toutes les occasions quym'en seront offertes ; priant Dieu, Messieurs les Consulz, vous avoir en sa sainte garde.

« D'Usson, se 19 décembre, 1590. Vostre plus parfaite amie.

« MARGUERITE. »

Elle donna ordre, en effet, le même jour, par mandement spécial à son receveur en Agenais, Coudoing, ainsi que six mois après à Jehan de Cambefort, de payer au collège « lesdits arrérages dus jusqu'à l'année présante ». Mais tout porte à croire que sa volonté ne fut pas exécutée et que la caisse était vide, tellement nous voyons les Consuls et avec eux les Jésuites intenter cette année et toutes celles qui suivent, jusqu'à sa mort (1615), actions et procès contre elle, ses fermiers et ses receveurs². Nous ne les suivrons pas dans tous les détails de cette trop longue affaire et nous retournerons bien vite à l'histoire du nouveau collège.

¹ Archives municipales, GG, 212.

² Archives municipales, BB, 35, 37, 38 et GG, 210, 211, 212, 213, etc.

De tous côtés arrivaient chez les Jésuites, avec de nombreux élèves, des félicitations « pour ce qu'ils avaient accepté de se mettre à la tête de l'enseignement de la province » et des encouragements à persévérer et à bien faire. Le 17 février 1591, les Consuls d'Agen reçoivent du Père Jésuite, Claude P..., résidant à Rome, une fort jolie lettre en latin, où ce religieux les complimente d'avoir fondé un collège de son ordre¹. Quelque temps après c'est le Pape Clément VIII, qui, par sa bulle du 12 décembre 1592, confirme en faveur du collège la pension annuelle de 700 livres que doit lui payer l'Evêché d'Agen². Dans un procès relatif à certaines exécutions de paiement et demandes en garantie, le Présidial rend un jugement par lequel le syndic du collège est relaxé des conclusions prises contre lui par le syndic des Frères-Prêcheurs. Un peu plus tard, quand les consuls veulent leur imposer certaines tailles et que les Jésuites se refusent à les payer, prétendant en être exempts, les tribunaux leur donnent gain de cause, etc. Bref, la compagnie de Jésus acquit à ses débuts, à Agen, une popularité telle que n'en eurent jamais les autres ordres religieux, et nous pouvons affirmer que par les services immenses qu'elle rendit à toutes les classes de la population agenaise, comme aussi par sa méthode si sûre d'enseignement, elle la conserva jusqu'à la fin. Aussi est-ce très justement que notre vieil annaliste Labénazie, qui les connut personnellement, écrit : « Grâce aux circonstances de la Ligue et à la faveur de l'Evêque d'Agen, Nicolas de Villars, les Jésuites surent profiter de l'attachement que leur porta la ville d'Agen ; et ils se rendirent si soudainement maîtres des esprits, que lorsque ils furent disgraciés de la Cour et bannis du royaume, ils firent tant qu'Agen ne mit pas cet arrêt en exécution. Dans toutes les autres villes du royaume ils reçurent bien des traverses ; mais Agen leur servit d'asile dans leur malheur. Ces circonstances font bien voir combien les Agenais ont eu de la considération et de l'affection pour les Jésuites

¹ Archives municipales, GG, 212.

² Idem.

et combien ils se sont rendus dignes de quelque retour d'amitié de ces bons Pères¹ ».

En revanche, les Agenais n'eurent jamais une affection bien tendre et bien franche pour Henri IV. Ils se souvenaient de l'année 1577, où le jeune roi de Navarre avait tout bouleversé chez eux, et ils étaient trop sincèrement catholiques pour ne pas chercher à le combattre, soit d'abord en recevant dans leurs murs sa femme Marguerite, soit surtout en embrassant plus tard la cause de la Ligue. Ils partageaient en cela les sentiments de la Compagnie de Jésus, et cette même conformité de vues ne fut pas une des moindres causes de la sympathie qu'ils montrèrent au nouveau collège. Il n'entre pas dans notre cadre de raconter ici quelle fut à l'égard d'Henri IV l'attitude des Jésuites pendant cette fin du siècle, ni les mesures diverses qui furent prises, soit en leur faveur, soit contre eux, par ce grand Roi. Indiquons seulement ce qu'avance Saint-Amans au sujet du Père Gautier, alors recteur du collège d'Agen. Lorsque Henri de Navarre fut devenu roi de France et que la Ligue agonisait, les Agenais lui firent solennellement leur soumission (1594). Seul, d'après l'auteur de l'*Histoire du département de Lot-et-Garonne*, le Père Gautier, recteur du collège, aurait énergiquement protesté, si bien qu'il fallut un commandement formel du général de l'ordre, le Père Aquaviva, pour lui imposer silence. Saint-Amans croit que ce Père Gautier ou Gauterius est le même que Gautery « continuateur de l'historien de Thou, qui, prêchant en 1610 devant Henri IV à Saint-Gervais, lui demandait au nom du ciel l'extermination de tous les protestants² ». L'abbé Barrère³ conteste formellement ces faits, qui, d'après lui, ne reposent sur aucune base sérieuse. Quoiqu'il en soit, lorsque Henri IV signa, le 7

¹ Labénazie, Ms, T. II, livre V, chapitre XIV, p. 455 et suiv. Labénazie qui mourut dans la première moitié du XVIII^e siècle ne fait allusion ici bien entendu, qu'à l'exil des Jésuites sous Henri IV.

² Saint-Amans, *Histoire du département de Lot-et-Garonne*, T. I, p. 455.

³ Tome II, p. 371.

septembre 1603, l'édit de Rouen qui rétablissait légalement l'Ordre des Jésuites, déjà supprimé une fois à la suite de la tentative d'assassinat de Jean Chastel, dans le ressort des Parlements de Guienne, de Languedoc et de Bourgogne, il n'oublia pas de mentionner spécialement les villes de Bordeaux, de Toulouse et d'Agen. Nous ne croyons pas d'ailleurs qu'ils eussent jamais quitté cette dernière ville.

C'est en effet de 1591, date de leur arrivée, jusqu'aux premières années du XVII^e siècle, que les Pères Jésuites s'organisèrent dans notre ville et consacrèrent tous leurs soins à l'achèvement du collège ainsi qu'à la construction de leur église. On sait que la maison La Cassaigne, où ils s'installèrent, était située dans le quartier Saint-Hilaire, derrière la tour de la Grande Horloge, et qu'elle occupait tout l'emplacement représenté aujourd'hui par la place de la République et les maisons circonvoisines. L'Eglise avait été élevée sur les terrains de la maison Delrieu, et elle comprenait toute la partie nord de la cour, c'est-à-dire qu'elle s'étendait le long de la rue Grand-Horloge, depuis la rue Maillé jusqu'au grand portail d'entrée. Nous donnerons du reste plus loin la description très détaillée des divers aménagements du collège d'Agen, lorsque les Jésuites le quittèrent et que les Oratoriens en prirent la direction. Ceux-ci, en effet, en firent relever le plan en 1781, plan dont l'original se trouve aux Archives Nationales à Paris. C'est ce plan, qui ne modifie en rien les premières et anciennes dispositions prises par les Jésuites, que nous offrirons à nos lecteurs.

Nous trouvons à foison dans nos Archives municipales les nombreux actes d'achat faits en ces temps là par les Jésuites pour agrandir leur collège. Tels sont : le 27 octobre 1592, une cession de maison et jardin faite par Jehan Londrade, marchand, à Messieurs les Consuls, en faveur du collège des Jésuites ; — le 20 mars 1597, la vente judiciaire de la maison de feu Pierre Chabrié, faite au syndic du collège pour être jointe à l'église et aux classes, moyennant la somme de 300 francs¹ ; — un peu plus tard, le 20

¹ Archives municipales, GG. 210.

janvier 1623, l'achat par Pierre Jehan Pitard et Antoine Fous, supérieur et syndic du collège, à Rose de Cahuzières, demoiselle de Ricaud, de la terre de Bellevue, consistant en champs et vignes, au coteau de Saint-Vincent¹; — enfin l'achat de toute une série de petites maisons attenant au collège, rue Maillé.

Vers cette époque mourut le sieur Darel, chanoine théologal de l'Eglise Cathédrale d'Agen, qui, par son testament du 22 mars 1600, institua « pour son héritier en tous ses biens » le collège des Jésuites d'Agen². Une clause de ce testament est assez curieuse pour que nous la reproduisons : « Item, je donne et lègue à mon bien-aimé disciple, M^e Antoine de Lascazes, bachelier en droit canon, faisant a presant le cours en théologie en l'Université de Thoulouse, tous et chescuns mes livres et meubles qui sont dans mon estude pour d'iceux en faire à son plaisir et volonté après mon décès ; et au cas que je décède de la presant maladie et que je ne puisse parachever l'œuvre que j'ay bien avant avancé *De Triompho Crucis*, en vers elegiacques, et lequel je luy ay souvent communiqué, je prie ledit Lescazes de le parfaire et le mettre en lumière soulz mon nom, sans pour cela lui imposer charge ny nécessité audit legat. » Par cette libéralité le collège se trouva de suite propriétaire, soit qu'il provint en partie du chanoine Darel, soit qu'il eût été agrandi plus tard par les Pères, d'un domaine important, situé à cinq kilomètres environ au nord-est d'Agen, sur les hauteurs qui dominent le vallon du Pont-du-Casse, qui portait le nom de Darel et qui consistait en maison, jardins, prairies, vignes, terres et bois. Nous relevons dans l'inventaire si précieux des titres des Jésuites de nombreux actes consentis dans la suite par les Pères concernant cette propriété³.

A ce moment également, les Jésuites reçurent du Corps de ville, pour parfaire la somme qui leur avait été promise, la jouissance emphytéotique de la terre du Bedat, près d'Agen dont la nue propriété appartenait aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem : ce

¹ Archives municipales, GG. 210.

² Idem, GG. 210.

³ Archives municipales, GG. 210.

qui occasionna dans la suite, en 1690, un long procès entre ces chevaliers, les Jésuites et les Consuls d'Agen. Il semble, du reste, que ces derniers aient pu difficilement tenir à cette heure leurs engagements envers le collège, témoins : la lettre du duc de Mayenne « mandant aux trésoriers généraux de la province de Guienne de lever sur le païs d'Agenois la somme de 1500 écus à rembourser aux Consuls d'Agen qui ont avancé pareille somme pour la construction du collège » ; et un peu plus tard les demandes réitérées des Consuls au Roi de répartir, en l'augmentant, « sur le pays d'Agenais qui ne paie rien, la pension de 1,300 livres payée uniquement par la ville d'Agen au collège, quoy que le bien d'iceluy soit général et réussit au bien public, les enfans d'Agen et autres qu'ils soient de la religion prétendue réformée estant instruits en iceluy. » Le Roi répondait par lettres patentes, enregistrées au Parlement de Bordeaux le 27 mai 1606, en autorisant les Consuls d'Agen à imposer exceptionnellement sur la ville la somme de 1300 livres due par eux au collège. Il les renouvelait en 1609¹.

Quelques années avant, le 4 août 1600, ce même Parlement rendait un arrêt sur la requête du syndic du collège, par lequel il décidait qu'une somme de 2,000 écus serait prise sur les revenus de la Reine Marguerite, pour l'extinction de la rente de 500 livres, octroyée par elle au collège et qu'elle ne pouvait pas payer. Un dépôt de 1,950 écus fut aussitôt fait, le 11 octobre, au nom de la Reine Marguerite, pour l'extinction de ladite rente².

D'un autre côté, l'Evêché d'Agen se déchargeait quelques années plus tard, de la pension de 700 livres qu'il payait régulièrement au collège, moyennant la cession de la cure de Lougratte, « devenue vacante par suite de la démission de M^e Pierre Lachaume, prêtre, dernier recteur d'icelle, faite par Mgr d'Elbène, Evêque d'Agen, aux R. P. Barthélemy Jacquinot, provincial de la Compagnie en Guienne, Fronton Gadagnet et Louis Conald, recteur et

¹ Archives municipales, GG. 213.

² Idem, GG. 210.

syndic du collège d'Agén¹. » En même temps, le syndic du collège prenait possession, le 25 février 1608, de la cure de Preyssas, acte que reconnut officiellement par une bulle le Pape Paul V².

La puissance des Jésuites grandissait chaque jour davantage ; mais ce n'était pas sans trainer après elle la médisance, la calomnie et de sourdes jalousies. L'assassinat d'Henri IV, crime dont longtemps on les accusa, sembla arrêter un moment leur marche toujours croissante. Ils eurent à soutenir un redoublement de haine de la part des Parlements, de la Sorbonne et de l'Université. Mais de cette lutte violente ils sortirent vainqueurs, plus forts que jamais. Les Etats-généraux de 1613 se prononcèrent en leur faveur, et, avec Richelieu qui s'en servit et les protégea, ils arrivèrent au faite des grandeurs. A Agén, comme partout ailleurs, ils eurent à se plaindre dès leurs débuts d'insinuations malveillantes et de basses calomnies répandues contre eux, principalement par les autres ordres religieux. Dès 1598, ceux-ci les accusèrent ouvertement de ne pas prier pour le Roi. L'Assemblée des Trois-Ordres prit en mains leur défense et protesta énergiquement contre cette accusation³. Ils eurent bien aussi à subir vers cette époque quelques vexations de la part des Consuls qui se plaignirent à plusieurs reprises de n'être pas invités aux séances publiques, ou bien de ne pas recevoir leurs visites, ou celles du Provincial quand il venait à Agén. Ils cherchèrent même à les imposer outre mesure pour le paiement des tailles. Mais le peuple et les grands se prononcèrent toujours en leur faveur. Lorsque le duc de Mayenne, récemment nommé duc d'Aiguillon, vint, le 25 septembre 1618, faire son entrée solennelle, par la Porte-du-Pin, dans sa bonne ville d'Agén, comme gouverneur de la province, les Jésuites s'unirent aux Consuls pour fêter cette solennité; et, entre autres revues, fêtes pu-

¹ Idem, 210. Lougratte est encore une paroisse située dans le canton de Castillonnès, arrondissement de Villeneuve.

² Archives municipales, GG. 216. De nombreuses pièces existent dans cette liasse, relatives à cette union de la cure de Prayssas.

³ Archives municipales, BB. 37.

bliques, musique et réjouissances de toutes sortes, ils firent représenter en son honneur, « par les escoliers une fort belle action, pour sa bien-venue, sur le subject de l'arrivée d'Eneas en la ville de Didon, et ayant sur le frontispice du théâtre ceste inscription en deux vers, qui dénotait tout le subject de l'action :

*Punica regna vides, Tyrios et Agenoris urbem,
Vasconium fines, genus intractabile bello¹. »*

Grande solennité religieuse également au collège des Jésuites, le 7 août 1622, à l'occasion de la canonisation de saint Ignace, leur fondateur. Tous les ordres religieux et paroisses de la ville y assistèrent, ainsi que les deux chapitres de Saint-Etienne et de Saint-Caprais. Monseigneur de Gélas y dit la messe, après que tout le collège eut été le chercher processionnellement à son Palais épiscopal : « Puis un feu de joie fut allumé sur le Gravier où les écoliers étaient par bandes, avec des enseignes et sans armes. Il y eut le soir quantité de feux d'artifices². » Enfin, c'est également dans l'église des Jésuites que fut prononcé solennellement, en 1629, par les autorités municipales d'Agen, le vœu de consacrer une lampe d'argent en l'église de Bon-Encontre, si la sainte Madone obtenait la cessation de la peste qui ravagea, on le sait, si cruellement nos contrées.

(A continuer.)

PHILIPPE LAUZUN.

¹ Archives municipales, BB. 42.

² Labénazie, *Chronique Agenaise*.

COMMENT AGEN MANGEAIT

AU TEMPS

Des derniers Valois.

(Suite et fin)

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

PROCÈS VERBAL DE SERMENT DES BOUCHERS.

ARCHIVES DE L'HÔTEL DE VILLE D'AGEN, FF, 38, REG.

Du dernier de mars 1584.

Par devant messieurs de Nort, Langellier, Duperier et Ferran, consulz, se sont presantes Jehan de Laguilherie dict Coupdalba, Peyrot Conte, Jehan Bone, Crespin Conte, bouchers de la grande boucherie de la presant ville d'Agen ; ont preste le serement au cas requis de bien et fidellement servir la ville ni faire faux poix, desbyter la chair par le meneu a tous ceulx qui leur en demanderont, et avant tout garder les coustumes de la presant ville et estatutz d'icelle ; et, a leur requisition, a cause des pluyes, leur a este permis par nous, ce jour sullement, theuer chescung ung beufz dans les granges, a la charge que prontemant ilz fairoient netoyer les infetions hors de la ville pour les escandalles que en aviendroient.

Ledict jour que dessus, Guabriel et Jehan Viguerie, bouchers, ont aussi preste le serement.

Crespin Moustang dict estre compaignon de Coupdalba.

Pierre Ballade, Cruchet lo Bayssin, Pierre Marcou dict Pullet, les tous bouchiers, lesdicts dessus nommes ont este condempnes en demy escu d'esmande ¹.

II

COMMISSION DE BOUCHER DU CARÈME.

ARCHIVES DE L'HÔTEL DE VILLE, FF, REG. 1586,

Dans la maison commune de la ville d'Agen le vingt ung^{me} de feubrier mil V^{et} quatre vingtz six, Crespin Cante et Jehan Pujolle, bouchiers ont été commis a tailhier cher ce presant caresme po^r les mallades ausquelz a este inhibe den bailhier a personne que ce ne soyt par dispense de monseigneur dagen et conge desds s^r consulz a peine de dix escuz pour chascune foys quilz y contreuiendront pour lesquelz seront promptemt executes et constraintz et a ses fins leur a este taxe la liure de Mothon six soultz. — (Signé:) PUIOLLE ; C. CANTE ; DEDURAND, secretaire ².

¹ Le même jour les bouchers de la petite boucherie prêtent le même serment: ce sont Domenge Delcastagnie, Raymond Forquier, Jehantet Mourliac. Sont condamnés à un demi écu d'amende Arnaul Perrous, Jehan Roussel, Domenge Molles, Pierre Cazaulx, Jehan Delort dict Petouq, Jehantet Moustang.

Le même jour prêtent encore serment Pierre Marcou, Jean Prestolle, Crespin Moustang, Arnaul Perrous.

² Crespin Cante et Jehan Pujolle étaient sans doute associés; car, d'après les textes, on n'aurait autorisé en carême l'ouverture que d'une seule boucherie. L'amende dont était passible le boucher délivrant de la viande à des gens non munis des pièces nécessaires, variait selon les années. Ainsi, en 1584, Jehan de Laguillherie dit Coupdalba, boucher commis, est en cas de contravention, placé sous le coup d'une amende de cent écus.

III

PROCÈS VERBAL DES AFFERMES DES ÉMOLUMENTS DE LA
VILLE D'AGEN.

(Extrait concernant les droits sur les denrées)

ARCHIVES DE L'HÔTEL DE VILLE, BB 33, REG. n° 231.

S'ensuyvent les esmolumens de la ville et cite d'Agen, mis a l'en-
chere a l'estaing de la chandelle, le dimanche huictiesme de janvier
mil cinq cens quatre vingtz quatre et delivres le dimanche quin-
zieme jour desdicts mois et an, pour la presant annee que comensa
le premier jour du presant moys et finira le dernier de decembre
prochain, comme ensuyt :

.

Le droict du grand mazel est demeure audict Pierre
Constantin pour la somme de quatorze vingtz dix livres
cy XIIII^{xx} XI^l. t.

Le droict de la petite boucherye est demeure à An-
thoine Cassac, pour la somme de six vingtz cinq li-
vres, cy VI^{xx} VI^l. t.

Le droict du souquet du vin est demeure à Pierre
Constantin, pour la somme de huit vingtz livres, cy VIII^{xx} l. t.

Le poix du pain est demeure a Anthoine Gougès, pour
la somme de soixante setze livres, cy LXXVI^l. t.

Le droict de barroulage est demeure a Gerauld Fau-
che, a cinquante neuf livres, cy LIX^l. t.

Le droict du tail du poysson est demeure à Jehan Du-
poy et Guizoties, à six livres cinq soulz, cy VI^l. t. V^s. t.

La crye du vin est demeuree audict Cabritelles, a
quatre livres cinq soulz, cy IIII^l. t. V^s. t.

La pesque des pilliers est demeuree a Pierre Arfelhe,
a troys livres cinq soulz, cy

III l. t. V s. t.

La pesque dedessus les pilliers est demeuree à Johan-
net Barrau de la presant ville et Rene de Malhert, a
trente soulz, cy

XXX s. t.

La pesque de Calhiau est demeuree à Robbert Mar-
chebal, a trente cinq soulz, cy

XXXV s. t.

V

ORDONNANCE SUR LE PAIN

ARCHIVES DE L'HÔTEL DE VILLE, FF. 38.

• De Langelier et Dupérier, consuls, le m^e juillet 1584,

Sur la plainte faicte auxdicts sieurs consulz par plusieurs habitants de la present ville, de ce que, nonobstant les prohibitions et defances cy devant faictes aux pancosieres de la present ville de ne faire le pain qu'elles vendent comunement au marche au plus hault pris que de trois soulz, si est ce que, contrebenant auxdites inhibitions, ordinairement icelles pencousieres font de pain de plusieurs pris, qu'elles vendent publiquement audict marche, au grand escandalle et dommaige du poure puble : pour pourvoir a ce, apres avoir faict venir dans la maison de ville ung bon nombre desdictes pencousieres, leur a este remonstre au long tout ce dessus et par lesditz sieurs consulz leur a este faicte inhibition et deffance, a penne de dix escus et confiscation du pain, de faire ledit pain d'autre pris que d'un soul, deux soulz ou au plus hault troys soulz et non de quatre soulz ny autre pris. »

VI

CONFLIT ENTRE LES CONSULS ET LE PRÉSIDIAL D'AGEN
AU SUJET DE LA TAXE D'UN ESTURGEON.

ARCHIVES DE L'HÔTEL DE VILLE, BB, 33, fo 205 ET SUIV.

Prouces verbal faict par messieurs les consulz a l'ancontre de messieurs les presidiaux de la present ville sur la rebellion et tauxe par eulx faicte d'ung créaq.

L'an mil cinq cens quatre vingtz troys et ce jour d'huy quatorzieme du moys de julliet, heure de six heures de soir ou environ,

ce sont presantes par devant nous Jehan Camus, Laurens Loubatery, Guirauld Boissonnade, Jehan Lauricesches, Jacques Bondenyer et Crespin Trinqué, consulz ladicte annee de la dicte ville d'Agen, Jehan et aultre Jehan Desclaux et Arnould Granet, du lieu de Coulleyrac, pescheurs sur la rivière de Guaronne, lesquelz nous ont remonstre avoir ce jour d'huy prins ung creaq et icelluy conduit par la rivière jusques au devant la presant ville, nous demandant permission icelluy pouvoyr vendre demain, qu'est jour de vendredy, en la place publique de ceste dite ville, au lieu et banq du poysson ou telz poyssons ont acoustume estre vendeus, ausquelz aurions permys entrer ledict poysson et commande icelluy porter demain matin dans la maison commune pour illec estre par nous visite et taxe suyvant la coustume antyene.

Et, advenant le lendemain matin vendredy quinziesme dudit mois, et environ l'heure de cinq heures de matin, lesdits Desclaux et Granet, obeyssans aux commandemants par nous a eulx le jour de yer faictz, auroient appourte dans ladite maison commune par devant nous ledit creaq, lequel, apres avoir veu et visite et treuve frech et marchant et de la longueur d'une haulne et demye ou plus, ayant ensemble delibere de la valleur d'icelluy, avons taxe la darne ou piece scavoir celle de la quauquilhe a dix soulz et chescune des aultres a huit soulz et la teste a rayson de troys soulz pieces suyvant la coustume, en presance de plusieurs habitans de ceste ville et autres de dehors, nous requerant que nous le fissions promptement coupper par ce qu'il ce faisoit hault jour, a la requête desquelz, incontinent fismes apourter ledit creaq en la place publique et sur ledit banq du poysson, ou il feust tailhe et mis en pieces suyvant et a la mesure qu'est pourte par les estatuts de la presant ville et promptement vendeu la plus grand partye.

Et advenant deux heures apres dudict jour et matin nous estans assembles dans ladite maison commune pour les affaires publiqz, seroient surveneus aucuns personnaiges que nous auroient dict comment messieurs les lieutenant criminel et juges presidiaux de la presant ville avoient faict constituer prisonier l'ung desdits pescheurs et icelluy faict mettre aux prisons royaulx de ladicte ville, ce que nous avons volen scavoir, et a ses fins avons envoye maistre Pierre Pourcharesses que nous auroit rappourte estre veritable que ung desdits pescheurs nomme Jehan Desclaux estoit prisonier pour avoir vendeu ledit creaq et que lesdits sieurs lieutenant criminel et presi-

diaulx l'avoient envoye querir dans ladite prison pour icelluy ouyr et le condempner a l'esmande.

Lequel faict, comme desrogant aux estatutz, privileges et authorites de la maison de la ville, nous aurions comuniqué a la jurade d'icelle, laquelle auroit esté d'avis que devyons prendre la cause pour ledit prisonnier que de notre mandement avoit desbyte ledit creaq et que nous devions allair de mesme instant devers lesdits sieurs juges presidiaux pour prendre ladite cause et appeler tant dudit emprisonnement que esmande, si aucune en y avoit, et neantmoins leur declairer qu'ilz estoient juges inconpettans a congnoistre dudict faict de police duquel ilz se devoient abstenir d'autant qu'ilz sont parties principales au proces pendant entre eulx et nous en la court de parlement a Bourdeaux pour le faict de ladite police, et eulx inhibes, par lettres de la chambre de ladite court et de ffaict par reverance desdites inhibitions, il a ja deux ans passes qu'ilz n'ont touche au faict de ladite police, et partant, si, en mespris desdites inhibitions ilz vouloient passer outre, nous en devyons appeler, les recuzer, prendre en partye et protester contre eulx en leur propre et prive nom de tous despens, dommaiges et interestz.

Suyvant lequel avis, serions alles au lieu de Montrebel et chambre desdits sieurs juges presidiaux, et, estans sur le chemin, avons treuve ledit Desclaux prisonnier, lequel nous a dit que lesdits juges presidiaux l'avoient condempné en ung escu d'esmande pour avoir debyte ledit creaq sans avoir esté par eulx taxe, et, vollant entrer dans leur dite chambre, ayant avec nous M^r Anthoine Durand, notaire et secretaire de la dicte ville, pour retenir ledit acte d'appellation, protestations et recuzations, lesdits juges auroient prohibe l'entree au dict secretaire et icelluy faict sourtir de leur dite chambre aux fins qu'il n'escribit aucune chose de nous protestations et appellations de quoy et de tout ce dessus, suyvant ledit avis de jurade nous aurions appele, recuze iceulx presidiaux et proteste contre eux comme dessus est dict.

Lesquelz juges presidiaux nous auroient faict sourtir de ladicte chambre et dict qu'ilz nous feroient response, et, peu de temps apres, nous auroient faict dire par messieurs de Maydieu et Lachieze, deux desdictz juges presidiaux, qu'ilz ne nous pouvoient faire response pour ce que ledit juge criminel acompaignie d'aucuns autres juges presidiaux s'en est alle a sa maison et illec a faict appourter

les pieces dudit creaq que restoient encores a vendre sur ledit banq de la place publique et procede a nouvelle taxe aultre que nous ayvons faicte auparavant, au mespris de nous, ce que ayant entendu nous sommes achemines en la maison dudit juge criminel pour luy faire semblables protestations, appellations et recuzations, que n'avons peu trouver.

Et en rebenant dans ladite maison de ville, M^r Guillaume Pagua, clerck du greffe de ladite court presidiale, lequel nous a signiffie ung appointment que a dit avoir este donne ce jour d'huy matin par lesdits juges, par lequel l'esmande de cent escus nous estoit inditte et declairee a faulte d'avoir nomme de depputes pour le faict de la dicte pollice, auquel Pagua avons faict responce qu'estions appelans et appelions de nouveau, prenions le tout pour atentat tant contre ledit lieutenant que presidiaux comme juges inconpettans et recuzes en ce faict comme estans partyes et ce voullans faire juges en leur cause propre sans attendre le jugement de ladicte court de Parlement, laquelle responce ayant este escripte par ledit Pagua et rappourtee ausdits juges et dict que nous demandions responce a nous dire sur ladite inconppetance, ledit Pagua seroit bientost rebeneu dans ladite maison commune ou nous estions assembles avec lesdits juratz, que a rapporte que lesdits sieurs juges pour toute responce disoient sullemant qu'ilz estoient juges et qu'ilz n'estoient teneus faire aultre responce, de quoy derechiefz nous aurions appele et ordonne que la taxe par nous faicte tyendroict, ce que a este signiffie par nous et commande estre entreteneu aux dits Desclaux et Granier a peine de dix escus sauf de pouvoir vendre ce que restoit dudit poysson a moindre prix de gre a gre sy bon leur semble; au mespris de quoy, et sur l'heure de midy, lesdits juges criminels et presidiaux auroient faict emprisonner ung serviteur dudit Desclaux que vendoit le reste dudit creaq en ladite place publique, suyvant notre dite taxe et ce par Anthoine Dufour, ung des gardes des prisons royaulx de la present ville, au grand escandalle et meurmour du puble de courir sans occasion enprisonner les paoures gens venant vendre en la present ville leurs danrees; pour savoir la verite de ce aurions promptement envoye querir ledit Dufour et icelluy intherouge s'il avoit constitue prisonnier le serviteur dudit Desclaux et de quel mandement et en verteu de quoy, lequel nous auroict dict que monsieur le lieutenant Redon l'avoit envoye querir en sa maison et icelluy mene au logis dudit lieutenant criminel et la estans tous deux luy auroient faict com-

mandement d'allair constituer prisonnier ledit serviteur, et pour le luy monstre et recougnostre luy auroit baillie le clerc dudit sieur lieutenant Redon; a quoy obeyssant, sans avoir aucunes lettres ny mandement par escript, seroit alle constituer prisonnier ledit serviteur dudit Desclaux qui est en prison. Et, nous estans enquis de la cause dudit emprisonnement, nous a este rapporte que c'estoit parce que ledit lieutenant Redon avoit envoye querir au marche deux talz dudit creaq dont n'en vouloit donner que quinze soulz et ledit serviteur les ayant envoyes ne les a voleues laisser moingz de setze soulz; ce que entendeu avons fait commandement audit Delfour a penne de dix escus nous admener ledit serviteur pour l'ouyr ce que a promis faire, toutesfois il n'en a rien fait; et, sur ce, le soir, avons entendu que lesditz juges presidiaux avoient condempne ledit serviteur dudit Desclaux en trois escus et tiers d'esmande, dont hade-rans aurions appele.

Et advenant le lendemain setziesme dudit moys, environ l'heure de huit heures, ledit Pagua, greffier susdit seroit venu en ladite maison commune et notre chambre du conseil, disant qu'il avoit charge nous signifier ung appointement ce jour d'huy donne, par lequel lesdits juges presidiaux nous auroient declaire l'esmande de cent escus, laquelle sereit enregistree, a faulte d'avoir nomme de notre part personnes suffizantes pour proceder audit fait de la police, duquel appointement derechiefz en adherans auxdites appellations nous aurions appele et appelons de leur appointement, protestant des atemptatz par eulx faictz et de tous despens, dommages et interestz en leurs propres et privs noms, les prenant en partye. Ainsin signes : CAMUS, consul; LOUBATERY, consul; BOISSONNADE, consul; LAURICES-CHES, consul; et TRINQUE, consul ¹.

¹ Au livre de police, FF. 38 (1583-1584) procès-verbal de jurade du 16 juillet 1583, presque identique à celui qui est inséré au livre BB 33, on lit ce détail en plus :

Tout incontinent lesdits sieurs consuls sont alles en la place publique de la presant ville et bang ou l'on vend le poysson ou a este trouve Masse, Menville et Armand Granier (vendeurs?), d'une partie dudit creaq, ausquels a este demande a quel taux ilz vendoient ledit creaq, lesquels ont dict que depuis la taxe ce matin faite par lesdits sieurs consuls, messieurs le lieutenant criminel et de Redon les auroient envoyes querir, comme aussy a Jehan Desclaux, leur compagnon et fait apourter ledit creaq en la maison dudit sieur lieutenant criminel ou une partie d'icelluy, lequel ilz auroient taxe a fort bas pris, toutesfois qu'ilz supplient lesdits sieurs consuls de leur y pourvoir, atendeu aussi qu'ilz ont condempne ledit Desclaux en ung escu d'esmande et pour icelluy le detiennent prisonnier...

VII

MISSION DU SOMMELIER D'ÉCHANSONNERIE DE FRANÇOIS I^{er}
EN GUYENNE ET GASCOGNE

ARCHIVES DE L'HÔTEL DE VILLE D'AGEN, BB 26, REG. F^o 477

2 août 1531

De par le Roy ,

A tous noz lieutenans, gouverneurs, marechaulx, bailliz, senneschaulx, prévostz, juges, maistres, eschevins, gardes et gouverneurs de villes, citez, chasteaulx, forteresses, ponts, portz, peaiges, passai- ges, travers, jurisdictions et destroitiz et a tous noz autres justiciers, officiers et subjectz ausquelz ces presentes ou vidimus d'icelles seront monstrees, salut et dilection. Savoir vous faisons que nous avons presentement despeche nostre cher et bien ame Jehannot Boutellier, nostre sommelier d'eschanconnerie de bouche, pour se transporter en pays de Lenguedoc, Guyenne, Gascoigne et autres lieux et endroitz de nostre royaume ou il pourra trouver des mel- lieurs et plus exquis vins qui ayent este cuelliz cette annee, pour nous en faire une bonne provision et les nous amener par deca aux lieux que nous luy avons ordonnez et pareillement du plant des meil- leurs vignobles qu'il pourra trouver, et, pour ce qu'il est requis en exequant ce que nous luy avons ordonne qu'il soit assiste, favorise et susporte par noz officiers des lieux ou il se transportera, nous voulons et vous mandons bien expressement et a chascun de vous, en droict soy et si comme luy appartiendra, que vous ayez a com- mander par tous les lieux de voz jurisdictions, pouvoirs et destroitiz ou nostre dict sommelier se transportera pour recouvrer lesdicts vin et plant, qu'il luy soit baille et delivre des meilleurs et plus exquis telle quantite qu'il en vouldra prendre et recouvrer en paiant le tout raisonnablement; et, pour la conduyte d'iceulx, tant par eaux que par terre, faictes qu'il luy soit pareillement baille et fourny

chariotz, cordaiges, voicturiers, chevaux, bateaulx et autres choses nécessaires, en paiant le tout comme il dit est ; et si aucuns estoient reffusans de ce faire, faictes qu'il soit a ce contrainctz comme pour chose qui nous touche, en *matiere (sic)* que nostre dict sommelier puisse exequter ladite charge que nous luy avons baillee suyvant notre intention, en soffrant et permectant au surplus a nostre dict sommelier et a ceulx que soubz luy il comectra, portans nosdictes lettres ou vidimus d'icelles faict soubz scel royal, nous enmener et conduyre par eaux et par terre lesdicts vin et plant sceurement, sauvement et franchement ; et, si surce leur estoit faict mis ou donne aucun arrest, destourbier ou empeschement, l'ostez et mettez ou faictes ouster et mettre incontinant et sans delay a pleine delivrance et n'y faictes faulte, car tel est nostre plesir. Donne a Fontainebleau, soubz nostre scel du secret, le deuxiesme jour d'aoust l'an mil cinq cens trente ung. Par le Roy : BOUCHATEL.

VIII.

AUTORISATION A JEHAN ESCALYER DE TENIR UN JEU DE BILLARD

ARCHIVES DE L'HÔTEL DE VILLE, BB 33, REG. F^o 80.

Le cinquiesme jour de mars mil cinq cens quatre vingtz, Messieurs de Michel, Legier, Laborye, Daures, Lagarde et Jauffrion, consulz de la presente ville d'Agen, ayant entandeu la requeste a eulx faicte par Jehan Escalyer, paulmeur, tendant aux fins luy permectre de pouvoir ediffier en ladicte ville ung jeu de bilhard, par lesdicts sieurs consulz a este donne permission audit Escalier ediffier et dresser ung jeu de bilhard, a la charge qu'il ne pourra ouvrir ny permettre qu'on aillie passer le temps audit jeu les jours de dimanches, les festes anuelles et solempnelles de Nostre Dame, des apostres et autres festes commandees par nostre sainte mere eglise catholique, durant que le service divin et sermon se dira, lequel il tiendra ferme, et aussy ne le pourra ouvrir durant la sempmaine sainte, le jour de Pasques, le lendemain et le mardy apres ; luy deffandant aussi de permettre et soffrir que aucun enfant escolier allant au colliege, filz,

aprantis et serviteurs de marchand ni de arthisant de ceste ville y aller jouer, ne soffrir aussy qu'on jure et blasphemé le nom de Dieu, de la Vierge Marie, saints et saintes de paradiz ny que aucun excès se face et du tout il respondra et ce a pence de deux escuz, emprisonnement de sa personne et desmolition dudict jeu et autre esmande arbitraire; a quoy il s'est soubmis, et promis aussy de desmolir ledit jeu quant il en sera requis par lesdits sieurs consulz et ne venir au contraire de ce dessus, et ainsin l'a promis et jure.

DELAROCQUE, *secrétaire.*

IX.

SUPPRESSION DU JEU DE BILLARD TENU PAR JEHAN ESCALYER.

ARCHIVES DE L'HÔTEL DE VILLE, FF 39 REG.

Du mardy 29 janvier 1585.

Sur la plainte faicte a Mrs. de Vours et Mathieu, consuls, de ce que Jehan Escallye tienct ung jeu de billard en la presant ville, auquel jeu plusieurs jeunes hommes et enfantz s'occupent et adonnent tous les jours, au lieu de vaquer a aprendre les bonnes murs et disciplines suyvant la vacquation à laquelle chescung d'eulx est appele, de sorte qu'il en advient plusieurs desbauches, escandalles avec blasphemes, appres que lesdicts consulz sus nommes estant alles en la maison en laquelle se tient ledit Escallye, scituee en la reuhe de la Font Anguys ? avec Raymond Delsouq dict lou Compte, Bitou Chau-meilz et autres proches voysins en grand nombre, quy ont dict, moyennant serment, d'ung commun accord, que dans ladicte maison ou est dresse ledict jeu de bilhard plusieurs jeunes hommes de la presant ville vont jouer presque tout le long du jour, renyent et blasphement le nom de Dieu, mesmes les jours des festes et dimanches durant qu'on sellebre le service divin pendant la messe et vespres, au grand escandalle du publiq et des voysins, debauche et

detriment de la jeunesse, ce qu'ils disent pour l'avoyr veu, ouy et entandeu comme habitans en la mesme reuhe et proches voysins. Veue laquelle plaincte et attestation sur ce faist, par lesdicts sieurs consulz a este ordonne que, pour esvyter les escandalles et debauches que s'en pourroint ensuyvre a cause dudict jeu de bilhard, ont ordonne que ledit jeu sera rompeu et prins par Jehan Coutareau et Pierre Bach, illec presens, ce que a mesme instant a este faict.

X.

PERMISSION DONNÉE PAR LES CONSULS AUX RELIGIEUX CARMES
DE VENDRE QUINZE PIPES DE VIN GRAS ET GATÉ
ET D'INTRODUIRE EN VILLE DIX PIPES DE BON VIN ACHETÉ
AVEC LE PRODUIT DE LA VENTE DU PREMIER.

ARCHIVES DE L'HÔTEL DE VILLE, BB 26, REG.

Le XXVI^e de novembre mil V^e trente trois, en la maison commune d'Agen, pardevant Messeigneurs consulz maistres Martin Delas, Robert Goudailh, Marcial de Nort, Jehan Bordini et Jehan Mansiorti ont comparu frères Jehan Textoris prieur et Estienne Chongude, procureur du couvent de nostre Dame des Carmes d'Agen qui ont dit ceste année presque tout leur vin qu'ilz ont audit couvent estre si tres gras comme huile tellement que les dits religieux d'icelluy nen peuvent boyre et mieulx ayment boyre du breuvaige et en y a aucuns qui en sont malades et ne peuvent servir Dieu; par quoy ont requis permission mettre hors dudit couvent ledit vin gras en une maison pour le vendre et de l'argent qu'ilz pourront en avoir ou autres remedez quilz y pourront mettre, en achapter dailleurs hors la presente ville ou lieu dicelluy et le mettre dans la présente cite d'Agen pour l'entretienement des religieux dudit couvent: Oye laquelle requeste et y ceulx prieur et procureur oyz moyennant serement preste supra pectus combien auroint dudit vin gras et gaste, ont dit que environ quinze pippes, par quoy permission par lesdits Messeigneurs consulz apres avoir communicque ensemble a este baillee aux dits prieur et

procureur mettre hors de leur dit couvent en une maison leur dit vin gras et gaste, le vendre, et, dudit argent qu'ils en auront ou autre qu'ilz ont, en achapter dailleurs dix pippes et les mettre dans la presente cite d'Agen pour leur boyre et entretenement dudit couvent pour ceste annee tant seulement et sans tirer a consequence, pourveu aussi que quant les voudront mettre dans la presente cite d'Agen, en ayant permission du Mage affin d'éviter dol et fraude ; es presences de sire Pierre de Nozeres et maistre Christoffe de Moles, jurez de ladite cite d'Agen, et de moy.

AGUIRET ¹,

XI

DÉPENSES FAITES LE JOUR DE LA PENTECOTE DE L'ANNÉE 1503

(Diner des Consuls)

ARCHIVES DE L'HÔTEL DE VILLE D'AGEN, CC 285.

Despensa facha lo jor de Pentacosta de mandament de mesenhors cosols coma es de costuma.

En la mesa que fesan dire a la mayso comynal aysi coma es de costuma ho per luzerta (*luminaires*) o por la fogara por pa senhat (*fougasse pour le pain bénit*)

V s. t.

Item	Per XII parels de poletz	XVI s. VI d.
it.	Plus en tres parels d'aucatz (<i>oies</i>)	XI s. III d.
it.	En X livres de moto	XI s. VIII d.
it.	Plus en XXI l. et I carteyro de bedela de popa (<i>veau de lait</i>) XIII den. la l. monta tot	XXIV s. VII d.
it.	En dus cambagos (<i>jambons</i>) ho lo by (<i>vin</i>) por los far cose (<i>cuire</i>).	XI. s. t.

¹ Cette pièce nous a été communiquée par M. Ad. Magen.

Item	En tres l. de grays per far los pastys (<i>pâtés</i>). II s. VI d.
it.	En VIII l. de carn salada (<i>chair salée</i>) per los pastys VIII s.
it.	En IIII xx l. fromatges per far las tartras XII s. VI d.
it.	En heus (<i>œufs</i>) per las tartras XI s. III d.
it.	En duas carguas de lenha (<i>charges de bois</i>) que fy aportar en aquo de mestre Moly per cose los pastys ho las tartras. III s IV d.
it.	En seregas (<i>cerises</i>) ho en guynas (<i>guignes</i>) per le colasio VI s. t.
it.	En duas carguas de busca que fy portar a la mayso comynal per far lo fec a la cosina III s. IIII d.
it.	Per las espergas (<i>asperges</i>) per la festa, pressas en aquo del senhe Vernat Lombart, costan la soma de XL s. t.
it.	En quatre crugas (<i>cruches</i>) per carega lo by ho l'ayga a la mayso comynal, costan II s. t.
it.	En la despensa de las mandas. ho menestres, ho trompetas del jorn de pentacosta tan per dina que per sopa, coma es de costuma XI s. VIII d.
it.	Per lo logue (<i>location</i>) de quatre dotzenas de beyres (<i>verres</i>) la soma de III s. t.
it.	En VII que s'en rompon II s. VI d.
it.	Unc sac de farina que crompe al pes de farina blanca per far los pastis ho las tartras costet XVIII s. IIII d.
it.	Bailhe als sastres ho als pelisiers per lo by coma es de costuma lo jorn de pentacosta XVI d.

XII

ETAT DES GAGES ET PENSIONS DES CONSULS ET OFFICIERS DE
LA VILLE D'AGEN (1580)

ARCHIVES DE L'HÔTEL DE VILLE, BB 33 f° 85.

Estat des gaiges et pensions ordinaires que se doyvent payer et
bailler a messrs les consulz de la ville et cite d'agen, officiers et se-
cretaires dicelle par les mains du tresorier de la ville.

Premièrement pour les gaiges ordinaires payez pour an.

A monsieur le promoteur de la present ville	LV l.
Au secretaire de la ville, oultre les gaiges pour l'en- tretenement du livre de la taille cinquante livres,	L l.
Au tresorier cinquante livres,	L l.
Au manobrier trente livres,	XXX l.
Au maistre quy gouverne le grand orloge trente livres,	XXX l.
Au charretier de la ville vingt six livres,	XXVI l.
Au trompette quatorze livres,	XIII l.
A chacun des mandes dix livres,	X l.
A deux portiers de la porte du Pin a chascun vingt livres,	XX l.
A deux portiers de la porte Saint-Anthoine, a chascun vingt livres,	XX l.
Aulx calhetz quy curent les places et lieux acostumes et jectent hors la ville les charronhes, huict livres dix soulz,	XIII l. X s.

PENTIONS ORDINAIRES

A Messrs les consulz le jour de noel chascun ung ducat simple et deux torches de cyre d'une livre chascune.

Le jour des Roys a chascun	V s.
Le jour nre Dame de feburier,	V s.
Le jour nre Dame de mars,	V s.
Le jour de pasques,	V s.
Le jour de l'acession nre Sgr,	V s.
Le jour du corps de Dieu,	V s.
Le jour nre Dame daoust,	V s.
Le jour nre Dame de septembre,	V s.
Le jour de toussaintz,	V s.
Le jour nre Dame de decembre,	V s.

Le jour du Vandredy saint a chascun ung quartier de collac.

Le jour de Pentecoste suyvant l'antienne costume a chascun demy chabreau, ung pastes dassiette, troys paires poletz, une tartre et une douzaine cachemuzeaulx.

Le jour de lelection des sgrs consulz au lieu de la lemproye y quon auoyt a costume bailler dancienete, a chascun deux paires de chappons.

Ledit jour de lad. election au srs secretaire et tresourier au lieu aussi de la lemproye quilz auoyent acoustume prendre, a chascun deux paires chappons.

Le jour des affermes des esmolumens de la ville, a chascun desd. sgrs consulz ung paire chappons chascun jor des affermes.

Au promoteur, secretaire et tresourier a chascun ung paire chappons chascun jor.

Au sgr consul quy sera mage par les foyres, pour chascune foyre prendra cent soulz.

Aud. secretaire pour chascune foyre soixante soulz.

Au tresourier pour chascune foyre cent soulz.

Ausds secretaire et tresourier le jour de noel a chascun une torche dune liure cyre et dix soulz.

A chascune des festes des Roys, de nre Dame, pasques, laces-
sion, le corps de Dieu et toussaintz ausds secretaire et tresourier
a chascun chascue feste deulx soulz six deniers.

Led. jour du vandredy saint ausds secretaire et tresourier a chas-
cun un quartier de collac fresche.

Le jour de penthecoste ausds secretaire et tresourier a chascun
ung quartier de chabreau, ung paire poletz, ung pastes dassiette,
une tartre et demy douzaine de cachemuzeaulx.

A chascun des mandes le jour de nôel, V s.

Les autres festes anuelles a chascun desd. mandes, II s VI d.

Chascune des autres festes de nre Dame, laces-
sion et le corps de Dieu a chascun, I s.

Chasque procession generale et chasque jurade a
chascun desds mandes a la charge quilz seront tenus
pourter par ranc la banyere ausds processions, I s.

Ausds mandes a chascun a chascune desdes foyres XVII s. VI d.

Coppie sur led. original par moy,

DE LA ROCQUE.

Loriginal dud. estat est deuers
Me Jehan Rozier tresourier de la
ville signe de messrs de Michel,
Legier, Laboyrie, Dauree, Lagarde
et Jauffrion consulz de lan 1580.

FRANCISQUE HABASQUE.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Nous empruntons à un des organes les plus justement accrédités de la science historique le compte rendu suivant d'un ouvrage qu'a récemment publié notre infatigable collaborateur M. Tholin. La flatteuse appréciation qui en est faite a d'autant plus de valeur que la rédaction de notre *Revue*, dont le jugement eût été le même, y est absolument étrangère. Ad. M.

VILLE LIBRE ET BARONS.

Il y aura grand profit à lire les 250 pages que M. G. Tholin, a publiées sous le titre: *Ville libre et Barons* (Paris, Picard; Agen, Michel et Médan;) le sous-titre est plus précis: « Essai sur les limites de la juridiction d'Agen et sur la condition des forains de cette juridiction comparée à celle des tenanciers des seigneuries qui en furent détachées. » Il s'est produit à Agen le phénomène suivant: au xii^e et au xiii^e siècles, les juridictions libres, comtales jusqu'à la mort du comte de Poitiers, royales depuis, étaient plus nombreuses ou plus étendues que les juridictions seigneuriales; à partir du xvi^e siècle, c'est le contraire: les juridictions seigneuriales l'emportent de beaucoup comme nombre et comme superficie sur les juridictions royales. La féodalité avait donc lentement empiété sur la commune. L'origine de ses progrès remonte à la guerre de Cent-Ans, qui eut pour résultat de multiplier les domaines des familles féodales; celles-ci usurpèrent violemment des droits qui ne leur appartenaient pas; elles exercèrent le droit de justice sur les territoires occupés et s'arrogèrent peu à peu des droits fonciers sur toutes les terres des paroisses réunies à leurs baronnies. Voilà donc un retour offensif de la féodalité: l'établissement des droits féodaux à la fin du moyen-âge. Comment cette « féodalité rentière » dont je viens de résumer les principaux caractères, en résumant l'introduction mise par

l'auteur en tête de son excellent travail, s'est-elle constituée ? M. Tholin, avec une sagacité rare, en a retrouvé les traces dans une foule d'actes, surtout de pièces de procédures d'où l'on ne pouvait guère penser, dès l'abord, tirer de si curieux résultats. C'est qu'en effet les procès ont été nombreux, jusqu'à la fin du xviii^e siècle, entre les seigneurs et les tenanciers, entre la maxime : « Nul seigneur sans titre, » qui était en vigueur dans l'Agenais, et celle que les seigneurs voulaient faire triompher : « Nulle terre sans seigneur. » M. Tholin ajoute cette observation profonde : « En 1789, le duc d'Aiguillon fut un des premiers à solliciter l'abolition ou le rachat des droits féodaux. Peut-être avait-il gardé le souvenir des doléances si justes et si mal écoutées de ses tenanciers Agenais. » Il resterait maintenant à déterminer si la transformation politique et sociale qui s'est produite en Agenais à partir du xv^e siècle, n'a pas eu lieu dans d'autres pays. M. Tholin pense qu'il s'agit d'un fait d'une portée générale, que ce qui s'est passé chez lui a dû se produire aussi dans beaucoup d'autres endroits, que la commune d'Agen n'a pas été seule victime des empiètements de la féodalité. Il a sans doute raison ; il appartient à d'autres érudits d'opérer des recherches semblables dans les archives locales. M. Tholin leur a ouvert une voie féconde par son travail original.

G. MONOD ; CH. BÉMONT.

(*Revue Historique*, numéro de mai-juin 1887, p. 115.)

Le Directeur-Gérant,

AB. NAGEN.

Agen, Imprimerie V^e Lamy.

REVUE DE L'AGENAIS

ET DES

ANCIENNES PROVINCES DU SUD-OUEST

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES & ARTS D'AGEN

Cinquième et Sixième livraisons de la 14^{me} Année.

31 MAI & 30 JUIN 1887.

AGEN

IMPRIMERIE P. NOUBEL. — V^o LAMY, SUCCESSEUR.

43, Rue Voltaire, 43

1887

SOMMAIRE

Des Livraisons de Mai & Juin 1887

	Pages.
I <i>État de la Noblesse et des vivant noblement de la Séné- chaussée d'Agenois en 1717. Deuxième partie. Personnes vivant noblement, (suite), par M. J. de Bourrousse de Laffore.....</i>	185
II. <i>La Ville d'Agen pendant les guerres de religion du XVI^e siècle, (suite), par M. G. Tholin.....</i>	201
III <i>Notice sur l'organisation et le personnel des travaux publics dans l'Agenais, depuis Colbert jusqu'à nos jours, (suite et fin), par M. E. Fournié...</i>	218
IV <i>Histoire du Droit en Gascogne durant le Haut Moyen- Âge, par M. J.-F. Bladé.....</i>	236
V <i>Un Sénéchal d'Agenais peu connu. — Rigault Doreille, par M. Ph. Tamizey de Larroque.....</i>	270
VI <i>Chronique Régionale, par MM. J.-F. Bladé et Ad. M.</i>	277

Prix de l'Abonnement à la Revue de l'Agenais . 12 fr. par an

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements , *s'adresser exclusivement* à M^{me} veuve LAMY, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte , sauf les convenances du programme de la **Revue de l'Agenais** , de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires à M. Adolphe MAGEN, rue Diderot.

ÉTAT DE LA NOBLESSE

ET

DES VIVANT NOBLEMENT

De la Sénéchaussée d'Agénais, 1717

DEUXIÈME PARTIE.

Personnes Vivant Noblement.

(Suite)

8. — Le sieur Raignac de La ci-devant capitaine,
père et grand-père, avocat,

Messire Joseph Florimond de Raigniac de Varennes, écuyer, capitaine au régiment de Mirambeau, est seigneur justicier de La Maurelle près Dolmayrac et Sainte-Livrade, le 16 avril 1740, après la mort de son oncle maternel et son parrain.

Il est fils de M. M^e Jean Joseph de Raigniac, sieur des Marels, et de Marie-Anne de Gardes de Bassignac de la Maurelle, mariés le 10 février 1677; et petit-fils de noble Antoine II de Raigniac, conseiller du roi au présidial d'Agén.

Le capitaine Florimond de Raigniac de Varennes, est en outre cousin germain de messire Marc-Antoine-Jean-Joseph de Raigniac, deuxième seigneur baron de Frespech en Agénais, conseiller au parlement de Bordeaux. Il a trois fils de son mariage, contracté l'an 1722,

avec Jeanne Cabris de Couloussac, sœur de messire Jacques-Joseph de Couloussac, seigneur de Campagnac, qui était prieur de Saint-Caprais d'Agen le 19 mars 1759 et le 13 mars 1789 :

1° Messire Joseph de Raigniac de Varennes, écuyer, deuxième seigneur justicier de La Maurelle, marié le 21 septembre 1765 avec Marie Hélène de Tourret ;

2° Messire François Florimond de Raigniac de Varennes, écuyer, dit *le chevalier de Varennes*, maréchal de camp, chevalier de Saint-Louis, marié le 12 janvier 1773 avec Ursule de Soubiroux, habitante de Monclar d'Agenais, fille de sieur Antoine de Soubiroux de La Cassaigne, et de demoiselle Jacquette Touron de Gibert, mariés. Le général de Raigniac de Varennes mourut le 13 floréal an IV de la République (2 mai 1796) (*Etat civil d'Agen*) ;

3° Messire Guillaume de Raigniac de Varennes, écuyer, appelé *le chevalier de Raigniac*, marié le 17 novembre 1774, à Marie-Anne de Bibal, fille de noble Marc-Antoine de Bibal, sieur de Pontet, ancien garde du corps du roi, mort le 24 mars 1782 (*Registres de l'Etat civil de Saint-Julien de Boyssaguel, juridiction de Puymirol*), et de dame Anne Cazes.

9. — Le sieur de Raigniac, père et grand-père, avocat.

Noble Bonaventure de Raigniac, sieur des Marets, seigneur en partie de la paroisse d'Artigues en la juridiction d'Agen, marié le 15 juin 1711 avec Thérèse de Lamourous de Plèneselve, est le frère consanguin et puiné du capitaine Florimond de Raigniac de Varennes, et le cousin germain du deuxième baron de Frespech.

Ils ont tous les trois pour quatrième aïeul paternel noble et puissant homme messire Gaston-Jean-Baptiste de Raigniac, chevalier, marié avec très noble Jeanne de Beauville, par contrat passé le 3 août 1517, au château de Beauville en Agenais, acte dans lequel le futur époux est dit fils de noble homme magnifique et puissant seigneur Marc-Antoine de Raigniac, chevalier, seigneur et baron de Raigniac, etc., et de très noble dame Jeanne de Gramont.

(« *Existens apud locum Bovisvillæ et in castro ejusdem loci, iæcesis et senescaliae Aginnensium, et cum fuerit tractatum et*

acordatum matrimonium per verba de presente, inter NOBILEM ET POTENTEM VIRUM DOMINUM GASTONEM JOANNEM BAPTISTAM DE REINIACO, MILITEM, filium legitimum et naturalem NOBILIS VIRI MAGNIFICI ET POTENTIS DOMINI MARCI ANTONNII DE REIGNACO, MILITIS, DOMINI LOCORUM AC BARONIS DE REYNIACO, SANCTI-GAUDII, DE ARTOLO, ET PLURIMORUM ALIORUM LOCORUM, et de defuncta NOBILISSIMA DOMINA JOANNA DE GRAMONTE, habitatoris villae et senescalliae, diocesis Montispessulani, ex una parte.

« *In presentia et consensu nobilis viri magnifici et potentis viri domini (Jacobi Sevini, judicis Majoris?) senescalliae Aginnensis, et Jacobi de Ginolhaco, dito Galioto, militi, domini locorum et castrorum de Acero de Capdenaco ac plurimorum aliorum locorum, et nobilis viri domini Petri de Monteforando et de Fredo Podio ac aliorum locorum, et potentis viri domini Bertrandi de Duroforte, domini et baronis de Bajamonte et aliorum locorum, et nobilis ac potentis viri Joannis de Gironda, domini de Curto, et nobilis Joannis de Bonafonte, domini de Feudis et plurimorum aliorum locorum, porentumque amicorum.*

« *Et NOBILISSIMAM JOANNAM DE BOVISVILLA, filiam legitimam et naturalem NOBILIS ET POTENTIS VIRI FRANCISCI DE BOVISVILLA, domini dicti loci de Bovisvilla, de Burgo (Bourg de Visa), Montis gaudii, de Cenaco, et de Salbetat de Saberio, nobilissimae dominae Christianae de (Leo) mania (de Lomagne) habitatorum de supra dicto castro, diocesis et senescalliae predictae Agennensium partium existentium que.....»*

(Contrat de mariage passé dans le château de Beauville, devant M^e Reilhery, notaire dudit lieu, le 3 août 1517. *Archives de M Georges de Raigniac*, près Libos, et *Nobiliaire de Guienne et de Gascogne*, tome IV, p. 229, 230 et 261).

Encore un mot sur cette maison de Raigniac, classée par les consuls d'Agen dans la colonne des personnes vivant noblement :

Les armes de cette famille sont : *d'or, à l'aigle au vol éployé de sable; au chef d'azur, chargé d'un croissant d'argent.* Couronne de comte. *L'écu entouré d'une grosse chaîne d'or.* On se demandera naturellement pourquoi cette chaîne d'or, ornement si peu ordinaire des armoiries ?

Un document authentique est ainsi conçu :

« *Contrat de mariage du vingt un mai mil cinq cens septante un (21 mai 1571), passé entre noble Géraud de Raignac, écuyer, fils*

légitime et naturel de haut et puissant seigneur messire Gaston-Jean-Antoine de Raigniac, capitaine de cent hommes d'armes du Roy, et de défuncte haute et puissante dame Jeanne de Beauville, habitant la ville de Toulouse, d'une part ;

« Et damoiselle Béatrix de Lestrade, fille naturelle et légitime de noble Armand de Lestrade, écuyer, et de feu demoiselle Charlotte d'Aspremont, d'autre, signé FAGE, notaire comme détenteur de l'office et papiers de feu M^e LAGUIBALDIE, notaire d'Agen, contrôlé et scellé à Agen le cinq novembre 1727 par PINGEMAILLE.

« Collationné sur les expéditions en forme par nous, écuyer, conseiller secrétaire du Roy, maison couronne de France, contrôleur des chancelleries près le Parlement de Guienne.

« DEGIAC. »

(Archives de M. Georges de Raigniac, près Libos, Lot-et-Garonne).

Or, ce Géraud de Raigniac ayant au xvi^e siècle été utile, ou ayant rendu un service à une reine de France, la souveraine voulut témoigner sa satisfaction ou sa gratitude, et donna audit Géraud de Raigniac « une grosse chaîne d'or », qui était encore religieusement conservée au commencement du xix^e siècle. Madame de Loyac, sœur de Gaston-Jean-Baptiste-Joseph de Raigniac, chevalier, troisième baron de Frespech en Agenais, fait son testament, et, après avoir légué à Jean-Gabriel de Raigniac d'Artigues, chevalier de Saint-Louis, la terre de Frespech avec le château et ses dépendances et la bibliothèque ayant appartenu au troisième baron de Frespech, frère de la testatrice et chef des noms et armes de la maison.

« Je lui donne de plus, ajoute-t-elle, une grosse chaîne d'or qui avait été donnée à un de nos ancêtres (Géraud de Raigniac) par une Reine de France, à qui il avoit eu le bonheur d'être de quelque utilité, et le prie de la conserver dans sa descendance ».

(La généalogie de la maison de Raigniac est au *Nobiliaire de Guienne et de Gascogne*, tome IV, pages 225 à 264 b).

10. — Le sieur de Lafite de Peleguignon, grand-père vivoit de ses revenus, son père conseiller au présidial.

Jean-Joseph de Lafite, lieutenant dans le régiment d'Albret, capi-

taine avant le 25 janvier 1687, et frère de Joseph, avocat), est le fils de feu M. M^e Thomas de Lafite, vivant conseiller du roi à la cour présidiale et sénéchal d'Agen, et de damoiselle Antoinette de Lamourous de Plèneselve. Il épouse, le 23 septembre 1681, dans le château de Pelleguignon, paroisse de Saint-Cyr, juridiction d'Agen, damoiselle Isabeau de Captan, fille de feu M. M^e Mathieu de Captan, conseiller du roi et receveur des tailles de l'élection d'Agenais, et de damoiselle Marie Duvigneau. Le futur époux est assisté de M. M^e Gérard de Boissonade, conseiller du roi, président et juge-mage de ladite cour, son grand oncle, de M. M^e Delmas, avocat, de Lescazes, écuyer, et de Lacombe, écuyer, ses proches parents; la future est assistée de sa mère et de ses trois frères, Mathieu Richard, prêtre, curé de Mourellars, Joseph et François de Captan.

(Géliu, notaire d'Agen).

11. — Le sieur Bissiaire, ayant servi en qualité d'officier, grand-père vivoit de ses revenus, son père avocat.

M. M^e Joseph Bessière, conseiller du roi en la cour présidiale d'Agen, fils du sieur Annet Bessière, bourgeois, et de Marie Lasaigne, damoiselle, passe des articles de mariage, le 27 novembre 1693, devant Géliu, notaire royal d'Agen, avec damoiselle Paule-Serène de Sevin, fille de feu noble Hermand de Sevin, écuyer, seigneur de Ganet, et de dame Eléonore de Sarrau, assistée de cette dernière, de dame Anne de Redon, son aïeule paternelle, veuve de noble Jean-François de Sevin, écuyer, seigneur de Ganet, etc., etc.

Le même Joseph de Bessière, conseiller, fait inscrire ses armes à l'*Armorial général de France* de 1696, registre Guienne.

12. — Le sieur Tourtonde de Latuque, 2 frères ont été officiers, père et grand-père vivoient noblement.

Bernard de Tourtonde, sieur de Latuque, assiste le 4 mars 1677, avec autre Bernard de Tourtonde, sieur de Lacroixbelle, au mariage de leur frère sieur Jean Pierre, capitaine de cavalerie.

M. Marc Tourtonde, notaire royal, et Antonie de Berty, conjoints, d'une part; M. M^e Jacques Langelier, avocat et consul d'Agen, et

damoiselle Catherine de Berty, sa femme, d'autre part, partagent le 30 octobre 1577, les biens d'Anne Mialet, mère desdites damoiselles. Catherine cède à Antonie toute sa portion de La Cassaigne, paroisse de Foulayronnes.

(Acte retenu par Brageyrac).

Anne de Tourtonde, damoiselle, épouse de M. Jean de Roquier, conseiller du roi, et président en l'élection d'Agen, vend la tour de La Cassaigne, paroisse de Foulayronnes, le 30 juin 1648, à M^e Jean Ducros, avocat. *(Acte retenu par Belenger, notaire d'Agen).* Elle devient veuve le 27 janvier 1662.

Marie de Rocquier, l'une de leurs filles, fait son testament le 3 février 1672, devant Cruzel, notaire d'Agen. La testatrice donne à ses sœurs : Antoinette, épouse de M. M^e François de Sabré ou de Jabre, président en l'élection ; Catherine, épouse de noble Marc-Antoine de Bressolles, sieur de La Grange ; Blanu, épouse de M. de Reyre, conseiller au présidial d'Agen ; et Anne de Rocquier, épouse de noble Etienne de Lamourous, seigneur de Pleneselve, qu'elle fait son héritière universelle.

13. — Le sieur Sajas a été officier, le père conseiller à l'élection et le grand-père vivoit de ses revenus.

M^e Jean de Sajas, conseiller du roi à l'Election d'Agen, épouse damoiselle Françoise de Cunolio de La Garrigue, sœur de noble Michel de Cunolio, sieur de La Garrigue, marié par contrat du 10 janvier 1667, avec Elizabeth de Saubat de Hilier, et fille de noble Bernard de Cunolio, sieur de La Garrigue et de damoiselle Marguerite de Montpezat de Poussou, mariés par contrat du 28 mai 1620.

Ce Jean de Sajas marie sa fille Jeanne, le 5 mai 1682, devant Gélien, notaire d'Agen, avec M^e Laurent Genevois, avocat, fils de feu Claude Genevois, bourgeois, et de dame Jeanne Dumoulin de Riols.

Il marie son autre fille nommée Thérèse, le 27 septembre 1690, avec noble Géraud de Carbonneau, seigneur de La Mothe Goulens, près Layrac, fils de feu noble Philip de Carbonneau, écuyer, seigneur de La Mothe Goulens, et de damoiselle Olimpe de Perricot, représentée par noble Pierre de Tapie, écuyer, seigneur de Laval et de Monteils,

Antoine de Sajas est dit ancien lieutenant d'infanterie au régiment de la Marine, fils de M. M^e Jean de Sajas, ci-devant conseiller du roi à l'Election d'Agenais, et de Françoise de Cunolio de La Garrigue, dans ses articles de mariage passés le 26 septembre 1690, avec damoiselle Marguerite de Sabaros, fille de M. M^e Jean de Sabaros, conseiller du roi, et de Marguerite de Saint-Gilis, damoiselle. (*Gélieu, notaire d'Agen*).

14. — Le sieur du Bernard et le sieur du Bernard de La Grange son frère, a servi, père et grand-père vivoient de leurs revenus.

Noble Etienne I de Bernard, sieur du Tuquo, né à La Plume le 12 novembre 1686, compris à la capitation noble, épouse le 8 janvier 1706, Marie-Anne de Laroudé de Lécussan, dont il a trois fils : François II de Bernard du Tuquo, seigneur de Lécussan et de Rozès, co-seigneur de Dolmayrac, lieutenant dans le piquet d'Artois, qui a formé la branche de Lécussan, existante ; Joseph sieur de Lagrange, seigneur de Tuquo, lieutenant au bataillon de Libourne, qui a continué les seigneurs du Tuquo, encore représentés ; Etienne II, sieur de La Bonne, lieutenant au régiment de Médoc, prisonnier à Egra, mort en Styrie.

Ledit Etienne I de Bernard du Tuquo était fils de M. M^e Arnaud de Bernard, sieur du Tuquo, conseiller du roi, lieutenant du bailli de Bruilhois, et d'Anne de Touton ; et petit-fils de Philippe et de Marguerite de Coquet.

Noble François I de Bernard de Lagrange, frère d'Etienne I qui précède, et fils puiné dudit Arnaud, fut lieutenant au régiment de Bourbonnais, puis lieutenant de la Maréchaussée à Agen. Il eut deux fils nommés dans cet Estat : noble François II de Bernard de Lagrange, chef de bataillon au régiment de Bourbonnais, chevalier de Saint-Louis ; et noble Jean, lieutenant dans la compagnie de son frère, et tué à l'affaire de Warbourg, en 1760.

15. — Le sieur Laboulbène, grand-père vivoit noblement, son père médecin.

Jean de La Boulbène, docteur en médecine, habitant d'Agen, vend un bois, le 11 janvier 1648, près de La Tour de La Cassaigne, paroisse

de Foulayronnes, à Jean du Cros, avocat, devant Cazabonne, notaire d'Agen.

M. Jean-Jacques de Laboulbène, docteur en médecine, assisté de messire Jean de Lamusse, curé de Fauillet, son bienfaiteur, épouse le 23 avril 1654, devant Cruzel, notaire d'Agen, damoiselle Isabeau de Ladebat, fille de feu M^e Bernard, et de damoiselle Françoise de Boudon.

Jean et Jean-Jacques de Laboulbène, qualifiés docteurs en médecine en 1648 et en 1659, sont-ils un seul et même personnage ou le père et le fils ? Jean est-il le même que Jean de Laboulbène, habitant de Saint-Daniel de La Garrigue, qui a procès devant les consuls d'Agen en 1664 et qui transige avec Catherine Gramond, dont le père possédait des fiefs ? A-t-il pour auteur Charles de Laboulbène ? Le 30 novembre 1610, M. de Philipès, conseiller au présidial d'Agen, fait devant Leydet, notaire royal de ladite ville, une quittance de la somme de 1,800 livres, en faveur de M^e Jean de Laboulbène, conseiller du roi et magistrat présidial d'Agen, Charles de Laboulbène, et Françoise Desprats, damoiselle, leur mère ; lesdits Jean, conseiller, et Charles de Laboulbène font divers actes relativement au partage de la maison de la damoiselle Desprats, leur mère. (*Inventaire des papiers de M^e Jean de Laboulbène, conseiller et de M^e Jean son fils, avocat, mort étant consul d'Agen en 1653. Ledit Inventaire fait en 1656.*)

Ce Jean I de Laboulbène, qui possédait le fief de Gaillardet et fut conseiller au présidial le 4 juin 1603, avait épousé 3 jours plus tôt, damoiselle Jacqueline de La Chièze, fille de M. M^e Jean de La Chièze, conseiller du roi et magistrat présidial au siège d'Agen, et de défunte Gabrielle de Cassolle, son épouse. Il eut de ce mariage :

Jean II de Laboulbène, avocat, assisté de son père et de sa mère épouse, le 29 août 1643, devant M^e Cazabonne, notaire royal d'Agen, damoiselle Jeanne de Montesquiou de Saintrailles, fille de feu noble Joseph de Montesquiou de Saintrailles, sieur de Cumont, et de damoiselle Isabeau de Cours, laquelle Jeanne de Montesquiou s'est mariée en secondes noces, avec noble Caprasi de Las, sieur de Lamothe. — Ce Jean II de Laboulbène, avocat, est qualifié noble et écuyer dans sa nomination de consul d'Agen en 1653. Il fait son testament le 25 mai de la même année, fait des legs à damoiselle Jeanne de Montesquiou de Saintrailles, sa chère épouse, nomme ses enfants

Jean Joseph et Marie. Ladite de Montesquiou déclare dans son testament du 3 août 1678, avoir eu de son premier mariage noble Jean III de Laboulbène, capitaine dans le régiment de Chablois de son altesse royale de Savoie.

16. — Le sieur de Mucy père, conseiller au présidial, grand-père receveur des tailles d'Agenois.

Noble Charles de Mucy, écuyer, meurt aux îles de La Martinique le 12 avril 1714. Son fils noble François de Mucy, écuyer, seigneur de Saint-Sulpice, habitant d'Agen, paroisse Saint-Hilaire, renonce à la succession dudit Charles, par acte du 31 mars 1733 retenu par Barennes, notaire d'Agen.

Le 1^{er} février 1660, M. M^e Etienne de Mucy, avocat, fils de M. M^e Bernard de Mucy, conseiller du roi et receveur des Tailles de l'Election d'Agenais, et de damoiselle Marguerite de Corne, épouse damoiselle Isabeau de Codoing, fille de M. M^e François de Codoing, aussi conseiller Esleu et contrôleur en l'Election d'Agen, et de damoiselle Marguerite de Sabaros. Le même Etienne de Mucy est qualifié conseiller du roi et magistrat au présidial d'Agen, dans une procuration notariée du 14 juin 1661, retenue par Cruzel, notaire d'Agen.

17. — Le sieur de Sabaros de Saint Laurent, son grand-père vivoit de son revenu, son père conseiller au

Noble Jean IV de Sabaros, sieur de Saint Laurent, épouse le 24 mai 1700, Marthe de Tours, fait son testament le 23 mai 1735. Il est fils de Jean III de Sabaros, sieur de Saint-Laurent, conseiller au sénéchal d'Agen, et de Marguerite de Saint-Gilis, mariés le 8 décembre 1648, et petit-fils de Jean II de Sabaros, écuyer, juge royal de la ville d'Agen, et de Marguerite de Lescazes, mariés le 13 novembre 1621. Marguerite de Lescazes, devenue veuve dudit M. M^e Jean de Sabaros, juge ordinaire d'Agen, prête par acte notarié du 11 février 163., la somme de 3,000 livres à la commune du Port-Sainte-Marie, représentée par ses consuls. (*Acte devant Sirvente, notaire royal*).

Noble Marc-Antoine de Sabaros, écuyer, seigneur de Saint-Laurent,

filz dudit Jean IV et de Marie de Tours, est maintenu dans sa qualité de noble et d'écuyer, par arrêt du Grand Conseil, rendu à Versailles le 24 mai 1760.

Noble Antoine I de Sabaros, sieur du Bédât, frère aîné dudit Jean IV et par conséquent filz de Jean III de Sabaros, sieur de Saint-Laurent, conseiller au sénéchal d'Agen, et de Marguerite de Saint-Gilis, a formé les sieurs du Bédât, qui sont la branche aînée et aujourd'hui éteints.

18. — Le sieur de Sabaros de Saint-Antoine, ci-devant officier, père et grand-père vivoient de leur revenu.

Noble Joseph de Sabaros, officier d'infanterie, marié avec Anne de Groussou, est le petit-fils de noble Antoine de Sabaros, sieur de La Mothe, et l'arrière-petit du juge royal d'Agen, mentionné à l'article précédent.

M. Antoine-Ovide-Auguste de Sabaros du Bédât, Léontine sa femme et sa cousine germaine, Madame de Gaün d'Aiguillon et sa sœur mademoiselle Joséphine de Sabaros, appartenant à deux branches différentes, ont été les derniers représentants de ce nom.

19. — Le sieur Amblard, ci-devant garde du Roy, père avocat, grand père procureur au présidial.

Le sieur Antoine Amblard, ancien garde du roi, filz de M. M^e Bernard Amblard, avocat au parlement, et de demoiselle Marie Martin, habitants d'Agen, paroisse Saint-Etienne, assisté du sieur Bernard Amblard, son cousin, épouse le 12 septembre 1714, devant Gélieu, notaire d'Agen, damoiselle Magdelaine de Filartigue, fille légitime de noble Pierre Gaston de Filartigue, écuyer, seigneur de Gueyze, en la paroisse de Clermont-Dessous, et de défunte damoiselle Jeanne de Saint-Martin. La future est assistée de son père, de Jean son frère et de Marguerite sa sœur.

20. — Le sieur Bonpart a été garde du Roy, son père lieutenant-colonel et son père capitaine.

Raymond de Bompart, lieutenant et juge de Clermont Dessous, mort en 1627, avait épousé damoiselle Marie de La Serre.

Son fils, César de Bompарт était sieur de La Serre en 1651 ; il l'était encore le 8 août 1661, jour où il était parrain avec la femme de noble Michel de Beaumont, de

Charles de Bompарт, homme d'armes, épousa vers 1640, damoiselle Jacqueline de Beaumont, dont il eut 4 enfants : César, né en 1645 ; Bernard, né en 1654 ; Pierre, né en 1655 ; et Jeanne, née en 1658 ; tous les 4 baptisés le même jour à Puymasson, le 8 août 1661.

Sieur Antoine de Bompарт, lieutenant-colonel au régiment de Périgieux, habitant du Port-Sainte-Marie, avait épousé par contrat du 1^{er} novembre 1682, damoiselle Anne de Troupenat de Lanauze, sœur de noble Guillaume de Troupenat, sieur de Lanause, et fille d'Antoine. Il ratifie le 19 janvier 1697, l'acte fait par son épouse par actes du 1^{er} novembre 1682 et 1^{er} janvier 1691. (*Géliou, notaire d'Agen*).

Noble Crespin-Charles de Bompарт, sieur de Loubatéry, capitaine, né en 1719, était fils de noble Charles, sieur de Loubatéry, et de dame Françoise de Comté (celle-ci fille de Crespin de Comté et de Marie de Barbier de La Serre).

J'ignore si ces de Bompарт, de l'Agenais, étaient de la même famille que Marguerite de Bompарт, dame de Peiresc, mariée avec Réginald ou Régnaud de Fabri, seigneur de Calas, de Peiresc, de Valavès et de la baronnie de Rians, près la ville d'Aix, et qui fut mère du célèbre Claude Nicolas de Fabri, seigneur de Peiresc, abbé de Guitres, conseiller au Parlement d'Aix, né le 11 décembre 1580, mort le 24 juin 1637, l'ami et le protecteur de tous les savants de son siècle.

21. — Le sieur Bonpart a été lieutenant, son père avocat, son grand-père major du régiment de Champagne.

Noble Charles de Bompарт, écuyer, fait une quittance notariée en 1717, en faveur de messire François Daunac (*Espinasse, notaire royal*.)

Noble Charles de Bompарт, sieur de Loubatéry, marié avec dame Françoise de Comté, fils de M. M^e Michel de Bompарт, avocat, et de Rose de Singlande, est ainsi nommé et qualifié dans un acte de vente qu'il fait en qualité d'héritier de sa mère, le 30 août 1726. (Cette dernière est fille de noble Jean de Singlande.)

22. — Le sieur Ratier a été capitaine, son père et grand-père avocats.

Jean de Ratier, capitaine au régiment de Champagne, infanterie, quatrième fils de feu M. M^e Jean de Ratier, avocat (2^e consul d'Agen en 1653), et de demoiselle Guillaumette Dutreilh, épouse le 10 mars 1712, demoiselle Louise d'Escudé, dont le père Antoine était conseiller et procureur du roi au Fort-Ste-Marie. Le futur époux est assisté de M. M^e Michel de Ratier, chanoine de St-Caprais, son frère, de Marguerite de Muraille, sa belle sœur, veuve de M. M^e Jean-Joseph de Ratier de Longueval, avocat, de Jean et Guillaume de Ratier, ses neveux, et de M^e Géraud de Ratier, avocat.

Guillaume de Ratier, chanoine et trésorier de Bayeux, était le frère aîné du capitaine.

Noble Jean de Ratier, écuyer, sieur du Cantou, officier au régiment de Médoc, fils dudit capitaine, épousa le 15 novembre 1742, noble Pauline de La Tour de Saubabère, dont il eut noble Antoine Raymond Jean de Ratier, sieur du Cantou, officier d'artillerie.

Le 30 juillet 1749, M. M^e Guillaume Ratier de Longueval, prêtre bachelier en théologie, chanoine en l'église Cathédrale St-Etienne d'Agen, vend à sieur Marcelin Chemin, aîné, bourgeois et négociant d'Agen, la maison et métairie de Coulon, la faisande et le moulin de Ratier, en la paroisse St-Urbain de Dolmayrac, juridiction d'Agen, pour la somme de 26,000 livres. L'acte passé devant M^e Laboupillièrre, notaire à Condom, fait partie des Archives de M. Woldemar Duvignau.

La branche établie dans la ville d'Agen a une origine commune avec celle qui a, durant plusieurs générations, donné des magistrats à la ville de Tournon d'Agenais : M. M^e Jean I de Rattier, né en 1604, lieutenant et magistrat royal de Tournon, par Lettres patentes données à Paris le 24 juillet 1631 ; avait épousé, avant 1658, noble Antoinette des Homs de Favols, fille de noble François des Homs, écuyer, seigneur de Favols et de Troignac.

M. M^e Jean II de Rattier, avocat, marié avec damoiselle Bernède de Dorliac, reçoit des rentes féodales le 3 février 1662, et fait hommage au roi pour des fiefs situés dans la juridiction de Tournon, le 3 juillet 1671.

M. M^e Jean III de Rattier, conseiller du roi, lieutenant et magistrat royal à Tournon, épouse demoiselle Rose de Bonnefoux, fille de noble Pierre de Bonnefoux, écuyer, seigneur de Caminel et de La Boissière, et de demoiselle Marguerite de Pomiès.

M. M^e Jean IV de Rattier, seigneur de la maison noble de Susvalon en la paroisse de Valeilles, conseiller du roi, lieutenant et magistrat royal à Tournon, épouse demoiselle Marguerite de Gascq, inhumée le 27 septembre 1775 dans l'église de Valeilles.

M. M^e Jean V de Rattier, seigneur de Susvalon, avocat, puis conseiller et procureur du roi de ladite ville de Tournon, avait épousé le 23 janvier 1761, devant M^e Fornier, notaire royal de Tournon, demoiselle Marie de Bach de Siorac, fille de M. M^e Jean Alain de Bach, sieur de Siorac, conseiller du roi et son juge de Villereal d'Agenais, demeurant à Biron, et de dame Marie de Semezard,

23. — Le sieur Bordes a été lieutenant-colonel, son père lieutenant principal au présidial, son grand-père vivait de son revenu.

M. de Bordes, lieutenant-colonel, était créancier de dame Jacqueline du Cros, veuve de noble François de Coquet, écuyer et vice sénéchal d'Agenais, ce qui est rappelé dans l'acte du 22 avril 1728, devant Barennes, notaire d'Agen, par lequel ladite dame de Coquet vend une pièce de terre à noble Raymond de Jouy de Roqueblanc, chevalier de St-Louis, capitaine, habitant paroisse de St-Léger, juridiction de Penne.

Noble Marc-Antoine de Bordes, était veuf en 1663, de damoiselle Catherine de Las.

M. M^e Pierre de Bordes, avocat, fils de M. M^e Martial de Bordes, conseiller du roi, lieutenant particulier à la cour présidiale et sénéchal d'Agen, et de damoiselle Antoinette de Sevin, épouse le 23 septembre 1670, devant Cruzel, notaire d'Agen, damoiselle Anne de Rossanes, fille de M. M^e Gracien de Rossanes, conseiller du roi à la même cour, et de défunte damoiselle Suzanne de Roche, de S^{te}-Livrade. Le futur époux est assisté de sa tante dame Marguerite de Sevin,

veuve de messire Joseph du Bernet, en son vivant, chevalier, premier président du parlement de Bordeaux.

Noble Jean Henri de Bordes, écuyer, sieur de et de Coupet, en Agenais, conseiller au parlement de Bordeaux, fils de feu noble Antoine, sieur des mêmes lieux, et de damoiselle Anne de Gauthier, épouse le 22 mai 1643, damoiselle Cécile de Pichon, fille de messire François de Pichon, chevalier, conseiller du roi en ses conseils d'Etat et privé, second président au parlement de Bordeaux, et de dame Catherine de Bauvalier.

24. — Le sieur Sarrazin de Valade a été officier, son grand-père conseiller à l'élection d'Agen, et son père vivait de son revenu.

La famille de Sarrazin est originaire de Penne d'Agenais, comme on le verra plus loin à l'article de cette juridiction, entre autres par un titre de l'année 1513, délivré pour cause de blessures, par Louis de La Trémoille, général en chef de l'armée française de Louis XII, en Milanais. Un descendant du blessé de l'armée du roi Louis XII, vint de Penne d'Agenais s'établir dans la ville d'Agen. Il y remplit des fonctions publiques, s'y maria et est l'auteur du Sarrazin de Valade, officier et mentionné dans l'Etat de l'année 1717.

Noble Simon de Sarrazin, conseiller du roi en l'Election d'Agen, épouse damoiselle Antoinette d'Auzac, fille (ou petite-fille) d'Isaac d'Auzac, écuyer, sieur de Vimont, et d'Esther de La Roque, mariés à Beauville par contrat du 24 novembre 1613. Leur fils M. M^e Jean-Baptiste I de Sarrazin, sieur de Valade en la juridiction d'Agen, conseiller du roi audit Agen, épouse le 30 juillet 1656 damoiselle Marie de Lafon, fille de Bernard et de Marguerite Daubas. Il eut de son mariage 2 filles Marguerite, mariée en 1677 avec Henri Douzon, fils de M. M^e Jean Douzon conseiller au présidial d'Agen, et de Marguerite de La Crompe, et Marie, religieuse au couvent de Notre-Dame à Agen. Il eut en outre trois garçons : Léonard de Sarrazin de Valade, docteur en théologie, curé de Penne; Jean-Baptiste II conseiller du roi, et maire perpétuel d'Agen, sieur de Valade et de Bellecombe, marié le 5 février 1695 à damoiselle Raymonde Flouret, fille de Martial Flouret, devenu plus tard curé de Saint-Amans; et Joseph, qui suit.

Joseph de Sarrazin, l'un des fils de Jean-Baptiste, fut sieur de Valade, officier au régiment d'Auvergne et marié le 27 novembre 1695, avec damoiselle Marie Cornier, fille de feu M^e Bernard Cornier, avocat, et de damoiselle François de Boulin.

Plusieurs autres membres de la même famille ont été officiers ; entre autres, Armand-Louis-Joseph de Sarrazin, sieur de Bellecombe, capitaine-major au régiment de Médoc, chevalier de St-Louis, marié en 1751.

Marie-Françoise de Sarrazin épousa Antoine Cornier de Lanauze ; François épousa, l'an 1723, Jacques de Boulin, fils de Pierre de Boulin de Laprade et de damoiselle Marie Moreau de Boisredon. Elle eut pour fils noble François de Boulin, qui assiste à l'assemblée de la noblesse à Agen en 1789, et se marie avec Catherine de Bompard. Leur fils Antoine-François de Boulin, né en 1776, n'a pas laissé d'enfant de son mariage avec noble Almaïs de La Roche, de la même famille que MM. de La Roche, de Moncaut et du château d'Estillac. Il a eu pour héritière sa nièce née Boulin de Beysserat, mère de M. Joseph Beaune, ancien magistrat.

25. — Le Sieur Sabré a été lieutenant, son père président à l'Election, son grand-père vivoit noblement.

Le nom est écrit indifféremment de Sabré et de Jabre.

M. M^e François de Jabre, conseiller du roi, président à l'Election d'Agen, marié avec Antoinette de Roquier, fait son testament le 4 octobre 1700 et meurt en 1705, laissant deux fils : Antoine-Gabriel et Guillaume, et 3 filles : Blaise, Louise épouse de M^e Bernard Oudinot, un des avocats célèbres de notre ville, et Anne, épouse le 17 avril 1703 de M^e François de Vignes, avocat.

Antoine-Gabriel de Jabre, président à l'Election d'Agen, fait son testament le 27 avril 1726.

Jean-Chrisostôme de Jabre, président à la même Election, époux d'Anne Laurens a pour fille Thérèse, mariée le 18 mai 1759 avec M. M^e Jean de Boscq, conseiller du roi, lieutenant principal au siège d'Agen.

Dame Jeanne de Jabre pensionnaire du roi, veuve de messire Jo-

seph de Lavolvène, ancien capitaine au régiment de Touraine et chevalier de Saint Louis, messire Joseph de Laurière, chevalier, seigneur baronde Moncaut, et autres, ont procès au sénéchal d'Agen en septembre 1781 avec le sieur Trénac, bourgeois.

26. — Le Sieur Landas, ses père et grand-père ont été officiers.

Noble Isaac de Landas, sieur de Touston, sur le point d'aller au pays de Flandres avec l'armée du roi; fait son testament dans Agen le 10 mai 1631; il institue Antoinette de Lespès de Lostelneau, son épouse, son héritière universelle, et lui permet de choisir son héritier parmi leurs quatre fils nommés : Jean-François, Charles, Joseph et Antoine Alexandre.

Le même noble Isaac de Landas, sieur de Touston, qualifié fils de feu M. M^r Jean de Landas, avocat, et de damoiselle François de Codoing, avait épousé le 6 août 1626, dans le château noble de Lagarde, juridiction de Puymirol, ladite damoiselle Antoinette, fille de noble Jean de Lespès, sieur de Lostelneau et de noble Blanche d'Amblard de Malbès. (*Bélanger, notaire royal. Rég. des Insinuations à la Préfecture d'Agen, B. 52, année 1627.*)

JULLES DE BOURROUSSE DE LAFFORE.

(A continuer).

REVUE DE L'AGENAIS

ET DES

ANCIENNES PROVINCES DU SUD-OUEST

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES & ARTS D'AGEN

Septième et Huitième livraisons de la 14^{me} Année.

31 JUILLET & 31 AOUT 1887.

AGEN

IMPRIMERIE P. NOUBEL. — V^o LAMY, SUCCESSEUR.

43, Rue Voltaire, 43

1887

SOMMAIRE

Des Livraisons de Juillet & Août 1887

	Pages.
I <i>Souvenirs et Impressions d'une promenade dans le Comtat</i> , par M. Ad. Magen.....	282
II <i>Les Couvents de la Villed'Agen avant 1789</i> (suite), par M. Philippe Lauzun.....	294
III <i>Sans Cœur</i> , Nouvelle, par M. Ch. Ratier.....	329
IV <i>Notice sur les seigneurs de Rauquegauthier</i> , par M. L. Massip.....	346
V <i>Poésie. — L'Olivier</i> , par M. Ch. Ratier.....	362
VI <i>Un document officiel du Sénéchal d'Agenais en 1514</i> , par J. de Bourrousse de Laffore.....	368
VII <i>Bibliographie Régionale : Notice sur le château, les anciens seigneurs et la paroisse de Mauvezin, près Marmande</i> , de M. l'abbé R.-L. Alis, par M. Ad. Magen.....	374

Prix de l'Abonnement à la Revue de l'Agenais . 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements , *s'adresser exclusivement* à M^{me} veuve LAMY, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte , sauf les convenances du programme de la **Revue de l'Agenais** , de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires à M. Adolphe MAGEN, rue Diderot.

LA VILLE D'AGEN

PENDANT LES

GUERRES DE RELIGION DU XVI^e SIÈCLE

(Suite)

II

LES ROIS DE NAVARRE GOUVERNEURS DE LA GUIENNE. — LIEUTENANTS DU ROI DE FRANCE ET GOUVERNEURS EN L'ABSENCE DU ROI DE NAVARRE. — MONLUC. — MILICES. — FINANCES. — CONSULAT D'AGEN. — CONSEILS DE GUERRE. — ÉTATS DU PAYS. — LES TROIS ÉTATS. — LA MAGISTRATURE. — PRÉSIDENTIAL ET PRÉVOTS.

Depuis Henri d'Albret (1529) les rois de Navarre étaient gouverneurs de la Guienne, par conséquent de l'Agenais. On sait quel appui ils prêtèrent à la Réforme. Nérac et Pau se transformaient en petites capitales protestantes et, sous ce régime, la ville d'Agen était aussi ouverte aux prédicants. Quand les Valois, alarmés des progrès des nouvelles doctrines, se décidèrent à les combattre, l'obéissance douteuse des Navarrais les obligea à prendre contre eux des précautions. D'ailleurs ils n'étaient pas désarmés ; ils nommaient des lieutenants généraux pour exercer une action directe et une surveillance active sur la province¹ ; mission délicate pour ces mandataires, qui devaient

¹ Inutile d'ajouter que la Cour de France avait aussi à la Cour de Navarre ses agents secrets. Au commencement des guerres, on pourrait citer parmi ces espions au service des Guise un agenais Guy de Godail dit Cappotele. (*Ann. de Bourb. et Jeanne d'A.*, t. II, p. 311.) Théodore de Bèze l'a marqué au fer rouge (*Hist. des églises réf.* Toulouse, 1883, I, 179.)

éviter de rompre en visière avec un rival ; il leur fallait à la fois des qualités de diplomates et d'hommes de guerre. Burie, pourvu de ces hautes fonctions au début des troubles, était un modéré, un tempérisateur. Après lui, les rois de France choisirent des hommes plus militants, car ils avaient apprécié tout le parti à tirer de l'institution. La résidence de Bordeaux, en temps ordinaire, convenait fort bien à ces gouverneurs *en l'absence du roi de Navarre* pour assurer leur indépendance. Ils étaient fortifiés d'un ou deux lieutenants en la province, également nommés par le roi, qui recevaient leurs ordres et pouvaient parcourir le pays à la tête de petites armées. Ainsi se trouvaient singulièrement réduite la puissance des rois de Navarre. Antoine de Bourbon et Jeanne d'Albret l'ont souvent éprouvé, et plus encore leur fils, qui se vit arrêté dès ses débuts par la résistance organisée dans ses propres domaines.

Monluc, Villars, les maréchaux de Biron et de Maignon exercèrent successivement les fonctions de gouverneur. Nous aurons à juger plus tard les trois derniers d'après leurs actes, mais nous avons à apprécier le premier, qui remplit cette charge avec tant d'éclat. Celui-ci devait forcer la main au roi en se rendant nécessaire. Il s'engagea d'abord hardiment, presque sans mandat, à ses risques et périls, ayant le seul titre de capitaine de cinquante hommes d'armes.

Avec sa belle devise *Deo duce, ferro comite*, avec son renom de catholique forcené, si l'on voulait se représenter Monluc comme un dévot du moyen âge, même comme un de ces chefs vendéens qui avaient une escorte de prêtres, priaient à tout bout de champ et croisaient leur épée d'un chapelet, on se tromperait de beaucoup. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire attentivement les *Commentaires*.

Catholique, Monluc avait pris parti, n'étant « pas grand théologien » et ne trouvant pas d'ailleurs de bonnes raisons pour changer. Dans les réformés il voyait avant tout les ennemis du roi, des rebelles qu'il traitait comme tels, et nous savons quelles rigueurs subissent, dans tous les temps, sans en excepter le nôtre, les vaincus d'une guerre civile.

Sa vie militaire se divise en deux périodes distinctes : celle des guerres étrangères, où il se montra brave, sans reproche et assura

son renom et sa fortune ; celle des campagnes de Guienne où il fut brave toujours, mais impitoyable comme l'étaient aussi ses adversaires, les Montgomméry, les Duras, les Langoiran et les vicomtes. Les principes d'humanité ne prévalurent, au cours de ces guerres de religion, que sous Henri de Navarre, au grand honneur de ce prétendant. Et ceci permet de condamner justement les chefs catholiques et protestants qui, dans les débuts, se sont rendus coupables de tant de cruautés. Monluc a exprimé quelques regrets. Si nous possédions des mémoires écrits par les principaux chefs huguenots avec une sincérité pareille à la sienne, quels horribles récits n'aurions nous pas à enregistrer dans nos annales. On a contre eux, et cela suffit amplement, les témoignages accablants des enquêtes, mais non l'aveu des auteurs, qui n'ont pas dû non plus mourir sans remords. En somme, quand on retrace l'histoire de cette époque, il faut ou s'indigner à toutes les pages et contre tous ou exposer les faits sans réflexions personnelles. Nous prendrons le dernier parti, abandonnant le jugement des uns et des autres à la conscience des lecteurs.

Monluc était surtout, avant tout, royaliste : Henri II fut son « bon roi » ; cette ombre qui s'appelle François II ; Charles IX, qui fut le parrain d'une de ses filles ; Henri III, qui le fit maréchal de France, la reine-mère n'eurent pas de serviteur plus fidèle. Sa vie était absolument dévouée au souverain, quel qu'il fut, mais il ne servait pas sans dignité. Les capitaines du ^{xvi}^e siècle avaient presque tous une indépendance, une franchise faites pour nous étonner et dont on ne trouve plus guère d'exemples parmi les hommes de guerre à partir du règne de Louis XIII. Sans affecter la rudesse parfois insolente de d'Aubigné, la familiarité courageuse de Sully, Monluc, qui a vécu plus éloigné des princes, les conseille à l'occasion ou devance leurs ordres ; il aime à flageller les courtisans. Son âme était fière et grande. Henri IV, qui eut tant à souffrir de lui, admirait ses ouvrages ; sans doute il estimait aussi son caractère.

Il faut toutefois en rabattre un peu des éloges que Monluc se décerne dans ses *Commentaires*. Autant il exalte, à tout propos et sans mesure, les succès qu'il a remportés, en se donnant volontiers pour modèle, autant il atténue ses revers quand il ne les passe pas sous silence. Il était moins désintéressé qu'il ne veut le faire croire, plus riche qu'il ne veut bien le dire : bien des traits et son testament

l'attestent. Ou sa sincérité est entière, disons même cynique, c'est dans le récit des exécutions sanglantes. Il a signé de la sorte sa propre condamnation dans toutes les histoires modernes. On a retenu ses aveux avec une rigueur qui a fait oublier beaucoup trop les mérites réels et les services rendus. Les opinions et les jugements de ses contemporains, à part ceux de quelques ennemis déclarés, étaient moins sévères.

Les Agenais furent de tous temps les amis et les complices de Monluc ; nous les verrons même, dans quelques circonstances, pousser plus avant dans la voie des représailles un homme qui, par de subits retours, en revenait parfois à la neutralité modérée de son premier collègue Burie. Ce rude batailleur a gagné à la publication de ses lettres ; il gagne aussi à être étudié jusque dans le détail de ses relations avec nos pères. Nous aurons plus d'une fois l'occasion de signaler des actes qui attestent l'esprit libéral de Monluc et une tolérance relative. Avant d'entrer dans le domaine des faits, il fallait bien non pas faire le portrait de celui qui a si bien raconté sa propre histoire mais dire en quelques mots ce qu'il fut réellement. A ceux qui ont simplement feuilleté les *Commentaires*, il est inutile de rappeler que Monluc fut non seulement un grand capitaine mais encore un admirable écrivain.

Les lieutenants du roi ou les gouverneurs en l'absence du roi de Navarre ne paraissent pas avoir eu sous la main des troupes régulièrement organisées en nombre bien déterminé. Les institutions militaires dans notre province, au xvi^e siècle, n'ont pas encore été suffisamment étudiées. Comment se formaient les petites armées en temps de guerre ? Quels étaient les devoirs des gentilshommes et des villes ? Existait-il à ce sujet des règlements précis ? C'est douteux. On constate des appels faits aux gentilshommes qui ne ressemblent pas à des convocations régulières du ban et de l'arrière-ban. Les anciennes obligations des villes, les usages sur l'*ost* étaient surannés. Il semble qu'il y eût beaucoup d'arbitraire dans les levées d'hommes. Les lieutenants du roi et les sénéchaux recevaient eux-mêmes ou donnaient des commissions pour effectuer ou faire inscrire les enrôlements. Aux heures les plus critiques, parfois un appel général équivalait à une commission pour quiconque pouvait armer, équiper et solder quelques recrues. Parmi ceux que touchaient ces assigna-

tions militaires, les uns restaient tranquilles et n'étaient point molestés pour cela, les autres, plus zélés ou désireux d'obtenir un commandement, faisaient des efforts souvent au-dessus de leur fortune, et, pour maintenir leur situation, augmentaient les charges de leurs tenanciers ¹. C'est l'époque des transactions onéreuses imposées par les seigneurs aux malheureux habitants des campagnes. Dans un autre ouvrage, nous avons eu l'occasion d'étudier quelques-uns de ces contrats qui ont fait consommer une grande iniquité ². La guerre, qui était le prétexte, ayant cessé, ces augmentations arbitraires ont été maintenues contre tout droit.

Mais, si considérables que fussent les rentes et les revenus, légitimes ou non, des capitaines, l'entretien des gens de guerre finissait par épuiser ces ressources. Comment maintenir leurs compagnies sur pied ? Ils avaient pour cela bien des moyens. En pays ennemi on vivait à discrétion, et le soldat préférait peut-être ce régime à tout autre ; en pays ami, ils faisaient contribuer les villes : tant pour éviter une montre ou des logements, ou tant pour les subir ; il fallait forcément composer devant ce dilemme et les compagnies subsistaient ainsi, au jour le jour. Dans la pratique de ce métier, des capitaines se ruinaient honnêtement, tandis que d'autres faisaient fortune. Si la note à payer devenait trop forte, quand il s'agissait d'un quartier d'hiver ou de l'établissement permanent d'une

¹ Le cahier du tiers état du pays d'Agenais remis aux commissaires du roi en l'année 1583 (AA. 44. Pièce justific.) est fort explicite à ce sujet.

Après avoir constaté que le taillon n'est pas appliqué, comme il devrait l'être, à l'entretien de la gendarmerie, les rédacteurs ajoutent : « en advient
« autre mal qui est que, ce voyant la noblesse privée de son droit, tache a
« s'en revenger sur ses subietz les tous serviteurs du roy, qu'est de leur
« faire recognoistre leurs fiefz et devoirs seignioriaux avec plus grande
« et excecive charge qu'ilz ny leurs predecesseurs n'avoient accoustume payer
« antyenement, en quoy les subietz du roy sont tellement afoiblis qu'ilz
« n'ont moyen de fournir et a lad. charge et aux taillies et impositions que
« leur sont journallement mizes sus. »

² Voir *Ville libre et barons*, p. 119 à 122, 151. Lors de la publication de cet ouvrage nous n'avions pas encore étudié les cahiers de doléances de l'année 1583 qui font bien ressortir les souffrances endurées par le pays depuis le commencement des troubles et fournissent des explications qu'on ne trouve pas ailleurs,

garnison, il convenait de se mettre en règle. Alors les états, les lieutenants du roi ou les sénéchaux déterminaient le chiffre de la contribution à payer par la ville intéressée ou par le pays tout entier. Mais, de quelque façon que l'on s'y prit, en fin de cause, le peuple faisait toujours tous les frais ; l'Agenais devait supporter toutes les dépenses d'une guerre dans l'Agenais, bien que ces événements eussent une liaison avec la cause du roi ou avec les guerres dans les autres provinces. Il fallait des circonstances exceptionnelles, une ruine complète ou la nécessité de faire un grand effort, pour que le roi autorisât ses lieutenants à prendre quelque chose sur les deniers des tailles.

En somme, le seul moyen légal, régulier d'entretenir une compagnie eut été d'appliquer à cet objet les deniers du taillon. Ces fonds étaient ou insuffisants ou détournés de leur destination naturelle. C'est pourquoi on avait recours à tous les expédients.

Nous verrons Monluc et, après lui, Henri IV s'efforcer de mettre un peu de discipline parmi leurs troupes et inaugurer de sages réformes. Notons en passant que la religion des soldats leur importait moins qu'on ne pourrait le croire. Rien ne ressemble à des croisades dans ces guerres. Les soldats s'attachaient à la fortune d'un capitaine et celui-ci s'inquiétait peu de leur façon de réciter le *Credo*¹. Les compromissions de ce genre n'étaient pas sans danger ; il y eut assez d'exemples de défections et de trahisons pour inspirer aux chefs les plus avisés une continuelle défiance.

En exécution des traités ou des édits de pacification, les troupes des deux partis étaient licenciées. Nombre de soldats étaient peu disposés à retourner à la charrue ; prêts à s'enrôler de nouveau au premier signal, ils constituaient dans le pays un élément perpétuel de troubles.

¹ Nous aurons à citer une ordonnance par laquelle Monluc impose la messe à la garnison d'Agen, mais il en était pas toujours ainsi : après la reddition de Lectoure, il reçut sans difficulté des soldats huguenots dans ses compagnies (*Monluc*, t. III, p. 25.) Des catholiques se sont battus de tous temps aux côtés des rois de Navarre.

Pour se maintenir sur le pied de guerre, au ^{xvi}^e siècle, le pays devait payer à lui seul, comme nous l'avons déjà dit, toutes les contributions nécessaires, c'est-à-dire des contributions exceptionnelles. Ce fut très onéreux dès le début. Durant les cinq années qui précédèrent les premières prises d'armes (1555-1560) la peste et la famine avaient fait de nombreuses victimes dans le pays. Pour la seule ville d'Agen, on accusait, dans une requête officielle, dix à douze mille morts ¹. A peine ces fléaux avaient cessé qu'il fallait s'imposer extraordinairement, et, depuis lors, pendant trente-quatre années, il n'est sorte d'expédients qui n'aient été employés par les gouverneurs, les états, les villes pour faire face aux difficultés. Parfois, au moment où toutes les ressources paraissaient épuisées, on était obligé de tenter un plus grand effort. Les consuls d'Agen calculaient au juste ce qu'il fallait d'arquebusiers pour la défense de la ville. Une garnison coûtait cher. Il y eut des exemples de souscriptions patriotiques. Durant l'occupation d'Agen, le roi de Navarre ne trouva qu'un moyen de réaliser encore quelques milliers d'écus, l'emprunt forcé sur les riches. Les ordonnances gardent une apparence de légalité ; mais comment calculer les effets des actes arbitraires ? Entre ennemis, la saisie des récoltes et même celle du bétail de labourage et des outils était admise. Et l'ennemi était à la distance d'Agen à Madaillan, d'Aiguillon à Tonneins et à Clairac ; souvent la frontière commençait à sa porte. Ajoutez pour le paysan les redevances féodales augmentées par le seigneur, qui avait à entretenir ses milices. Un moment vient où la ruine est si grande que le collecteur ne peut plus lever les deniers de la taille. Lui doit être sans pitié,

¹ Jurade du 18 mai 1558 (BB, 30, f° 12.) Pour éviter un emprunt sur les riches, les consuls déclarent au sieur de Malleville, maître des comptes, « la grande pouverete qu'est dans la ville d'Agen et a este despuis troys ans « en ça tant à cause de la famine que de la grand peste, et que, a cause * de ce, estoient morts de dix à douze mille personnes. »

Le chiffre, supérieur à la moitié de la population actuelle d'Agen, est probablement exagéré. Cependant on ne peut pas tromper des contemporains dans des proportions trop grandes. N'y eut-il que cinq mille morts en trois années ce nombre n'est-il pas effrayant ? Les dépopulations étaient périodiques au ^{xvi}^e siècle comme au moyen-âge, mais les familles étaient si nombreuses que les pertes étaient assez vite réparées.

car il est responsable sur sa fortune personnelle et jusques à encourir la prison si la recette n'atteint pas le chiffre déterminé. Quand le paysan ne le paye plus, quand il ne lui reste plus un meuble à saisir, le collecteur fait enlever les portes et les fenêtres du logis de ces misérables; ceux-ci abandonnent leurs maisons et leurs champs restent sans culture. Ces exécutions sont-elles nombreuses, l'année suivante, le désastre étant plus irrémédiable, la perception de l'impôt est encore plus difficile; les derniers de ceux qui ont sauvé quelques débris de leur fortune succombent à leur tour. Il faut user de contrainte pour imposer le consulat aux plus aisés car les consuls sont aussi responsables de la levée de la taille et leur charge devient écrasante.

Nous aurons à parler en leur temps des cahiers de 1583 qui rendent compte de l'état déplorable du pays d'Agenais après 23 années de guerre : 4.000 maisons sont brûlées; presque toutes les maisons épargnées par l'incendie sont dépourvues de clôture; les paysans abandonnent leurs terres, mendient ou émigrent en Espagne. Voilà ce qu'avaient déjà coûté des guerres civiles qui devaient durer encore. Nous pourrions suivre d'une année à l'autre cet effondrement d'un pays naturellement si riche. Il suffira de compulser les comptes pour établir le bilan des souffrances du peuple. Mais ceci fait partie de la chronique et nous n'avons pas terminé l'étude des institutions.

Les consuls et les jurats d'Agen furent les plus fermes défenseurs de la religion catholique, constamment, sans défection, malgré tous les dangers, au prix de tous les sacrifices, depuis les premiers troubles jusques à la conversion du roi de Navarre.

Cette tendance fut accusée fortement dès l'année 1561. Burie voyant « l'esmotion et eslevation du peuple » au pays d'Agenais, avait décidé qu'on élirait dans la ville d'Agen un Conseil de vingt-quatre hommes de bien « pour tenir la main forte a la justice et faire entre-
• tenir les ordonnances du roy » et les siennes. La jurade, comprenant sans doute qu'il y allait de son abdication, ne s'empressa pas d'obéir. Cependant le sénéchal Raffin s'étant chargé de préparer l'exécution de l'ordonnance, elle accepta son intermédiaire sans réserve (9 octobre.) Dix jours après, on fut averti qu'il s'agissait

d'introduire dans le Conseil douze réformés. Ceux ci avaient été déjà nommés par leurs coreligionnaires, empressés de s'établir dans l'administration du pays.

La jurade qui reçut la liste de ces douze élus des propres mains du sénéchal, discuta longuement sur un sujet d'aussi grande conséquence. Une faible majorité parut acquise au principe du Conseil mi-parti, mais on ne termina rien ; les douze conseillers catholiques ne furent pas désignés. L'affaire trainait encore quand les excès commis par les réformés, dans le cours du mois de décembre, modifièrent complètement l'opinion des plus modérés. Les catholiques s'indignaient sans doute à la pensée d'admettre un partage avec ceux qui venaient de profaner et de piller les églises et les couvents d'Agen. Témoin de ce revirement et se voyant incapable de venir à bout des difficultés de la situation, le sénéchal eut une conférence avec Monluc (17 janvier 1562.) Le lendemain il transmit à la jurade l'avis donné par ce dernier ou plutôt la série des questions qu'il avait dictées. Il demandait aux consuls en vertu de quels édits il leur était « expressement deffendu admettre aulx charges de consulat, ny
« en leurs assemblees, jurades et conseilz aulcungz personaiges
« nottez d'aulcungz vices ny de religion différante et autre que
« roumaine, ensemble nous communiquer et instruire fidellement
« pour le debvoir de leur charge et comme tous serviteurs du roy
« les incombenians qui pourroyent survenir en la reppublique si
« gens de differante religion estoyent receulx en l'administration
« d'icelles et quelz troubles et incompatibilites en pourroyent sour-
« dre... »

Ceux ci rédigèrent, séance tenante, une lettre au sénéchal, dans laquelle ils rappelaient « la costume de lad. ville, qui est tres sainte, « catholique et chrestienne. » Ils déclaraient en outre que l'élection des réformés serait contraire aux édits, notamment à celui de Châteaubriand. Leur parti était pris ; ils ne s'écarteraient pas de ces prescriptions ¹.

Une aussi ferme réponse interdisait toute insistance à Raffin, à Monluc, à Burie lui-même, qui avait sans doute fourni des instruc-

¹ BB. 30, f° 83 et 84. FF. 31, à la date du 20 octobre 1561. (Pièces justif. n° XX, XXI, XXIII.

tions secrètes au sénéchal. Le projet d'établissement d'un Conseil mi-parti fut à jamais abandonné.

Cet incident méritait d'être rapporté dans ses moindres détails. Il nous montre, au début de la guerre, une jurade agenaise plus catholique que Monluc lui-même. Celui-ci savait céder à propos comme tous les politiques ¹. Les autres agissaient sous l'influence d'une conviction profonde, en leur âme et conscience. L'avis que Monluc avait transmis, sous forme de question, dénote assez qu'il n'était pas opposé à l'admission des réformés dans le Conseil. En le suivant, on aurait fait un grand pas dans la voie de l'apaisement et de la tolérance. La majorité catholique s'engagea dans une voie contraire. Les Agenais, en cédant, auraient-ils évité et cette occupation de leur ville par les huguenots, qui les terrorisèrent durant quatre mois de la même année, et des malheurs plus éloignés? La tolérance même eut-elle été à jamais assurée? Nul ne saurait le dire. L'hérésie, officiellement protégée, se serait plus vite répandue. Les réfugiés huguenots auraient envahi la ville d'Agen ². Voilà ce qui

¹ En voici une seconde preuve dans un ordre de faits pareils :

Monluc eut plus d'une fois l'occasion de dicter ses ordres aux habitants de Casteljaloux. Le consulat de cette ville était mi-parti et fonctionnait très bien, grâce aux concessions mutuelles que protestants et catholiques avaient le bon esprit de consentir. Loin de rien changer à ce régime, Monluc se contentait de demander aux habitants de Casteljaloux, « tant d'une que d'autre religion » de vivre « en paix et amytie » les assurant également de sa protection. Voir notamment une lettre et une ordonnance de Monluc, du 1^{er} octobre 1567, reproduites par M. Samazeuilh dans sa *Monographie de la ville de Casteljaloux*, Nérac, 1860, p. 84.

² On peut être assuré que les villes de Nérac, Tonneins, Clairac, etc., où la Réforme s'était développée sans entraves, voyaient leur population s'accroître d'un grand nombre de protestants fugitifs. L'émigration se portait même vers des villes mixtes telles que celle de Casteljaloux. La sagesse, la tolérance des conseils mi-partis de cette ville n'ont pas toujours réussi à les préserver des agressions du dehors et des révoltes au dedans. Malgré tout, la population accueillait facilement les réfugiés des deux partis, sauf dans les moments de grands troubles; il fallait alors se défier des trahisons et éviter de rompre l'équilibre si laborieusement maintenu entre les

était à craindre. De telles prévisions alarmaient justement les catholiques, éclairés désormais sur les façons d'agir des huguenots quand ils étaient en force. Ils risquaient, après quelques années, de perdre la majorité et, du même coup, la garantie de leur indépendance. Tout était en péril s'ils avaient admis cette nouveauté : leurs vicieuses institutions municipales, leurs croyances, leurs fortunes, — l'avenir était sombre — peut-être même leurs vies.

La détermination qui fut prise eut un effet décisif. Depuis lors, la Réforme ne prévalut à Agen que par un coup de force, pendant quatre mois ; elle ne réussit même pas à y prendre racine à l'occasion de l'occupation militaire du roi de Navarre, Henri IV, qui dura près de deux ans (6 août 1576 — 31 mai 1578.) Les adeptes des nouvelles doctrines furent peu à peu éliminés ou réduits à l'impuissance par les répressions de Monluc, par la surveillance inquisitoriale des consuls, par des confiscations ou des impositions arbitraires qui les ruinaient. Les édits de pacification ne leur donnaient que de courts répit, et, fuyant leur patrie, où ils ne pouvaient vivre qu'en victimes ou en suspects, les uns résignés, les autres poussés aux violences, ils poursuivirent tristement leur exode vers les pays gagnés à leur cause.

Les états du pays d'Agenais, établis au XV^e siècle, ont fonctionné régulièrement durant le XVI^e, sauf quelques intermittences amenées par la création éphémère d'une élection ¹.

Les assemblées du pays se tenaient à Agen, une fois au moins chaque année, pour délibérer sur la répartition des tailles, sur la

deux partis. Casteljaloux, qui était cependant sous la main de Jeanne d'Albret, a, dans ce temps là, une physionomie à part. On s'unit, on y fraternise quand la guerre fait rage tout autour. C'est une ville modèle. Jeanne d'Albret, aussi bien que Monluc, conseillait à ces fêaux de maintenir une aussi rare concorde.

Reste à savoir si dans un plus grand centre, tel qu'Agen, la même tolérance et le même accord eussent été possibles.

¹ J'ai publié diverses études sur les Etats : *Des tailles et impositions au pays d'Agenais* (Recueil, 2^e sér., IV, 91 ;) *Cahiers des doléances du tiers état du pays d'Agenais aux Etats généraux*, p. 74 et suiv.

quotité, la levée et l'emploi des crédits exceptionnels, sur les procès et les affaires du pays. Dans les temps de crise, on traitait aussi des matières politiques et militaires. Les syndics du pays, choisis parmi les consuls d'Agen, expédiaient les affaires courantes dans les intervalles des sessions; ils pouvaient convoquer d'urgence les états quand ils jugeaient la situation trop grave pour assumer la responsabilité des décisions à prendre.

Ces états se composaient de délégués des consulats de toutes les communautés de l'Agenais. Nous voyons par les listes de présence insérées dans les procès-verbaux qu'en dépit des difficultés des communications, on se rendait très-exactement à ces grandes assises ¹.

Les états ont joué un rôle important durant les guerres de religion, alors qu'il importait de prendre parti, de lever rapidement des subsides extraordinaires, d'assurer l'entretien des garnisons, de se mettre en rapport avec le gouverneur et ses lieutenants. Dans les moments les plus difficiles, les représentants du pays s'adressaient directement au roi. Les députés qu'ils lui envoyaient étaient munis d'un mandat précis, formulé dans un cahier de doléances ou de requêtes. Les documents de cette nature sont devenus d'un grand intérêt historique.

Les réformés n'eurent jamais la majorité dans ces assemblées, qui, par conséquent, ont toujours agi dans le sens de la défense des intérêts catholiques et souvent avec la plus grande vigueur. Grâce aux états, l'association entre les villes demeurées fidèles put se maintenir ².

¹ Cependant la communauté de Sainte-Foy-La-Grande et les communautés voisines se faisaient rarement représenter aux assemblées du pays. Un antagonisme existait entre Agen et Sainte-Foy, les habitants de cette dernière ville ayant poursuivi à diverses reprises l'établissement d'une sénéchaussée indépendante. De plus, Sainte-Foy devint une ville complètement protestante.

Les procès-verbaux des états permettraient de reconstituer en partie les listes des consuls des petites communautés. Ces documents peuvent être utilement compulsés par les auteurs de monographies communales.

² J'ai le dessein bien arrêté de faire valoir l'action du pays dans les événements. En vain le peuple se saigne aux quatre veines, ses fils sont des soldats, les derniers deniers des petites bourses s'épuisent, cette foule sans nom qui souffre, combat, meurt sans presque se plaindre obtient à peine quelques lignes dans les annales écrites en l'honneur des capitaines. Notre devoir est de réparer cet injuste oubli.

La noblesse, qui dominait sur des juridictions plus étendues que les juridictions royales, restait ordinairement en dehors de ces délégations municipales. Son influence s'y faisait bien sentir puisque nombre de consuls nommés par les seigneurs sur des listes de présentation leur étaient dévoués; mais il importait de donner aux gentilshommes une participation plus directe à l'administration du pays. C'est pourquoi la noblesse fut parfois convoquée par les gouverneurs ou les lieutenants du roi, notamment par Monluc. Ces assemblées étaient dites *des trois états*¹, car des représentants du clergé étaient aussi adjoints aux mandataires des villes.

Des réunions de ce genre, qui exigent tant de frais et tant de déplacements, sont toujours de courte durée et ne peuvent se renouveler assez fréquemment. Dans les années les plus troublées, Monluc institua, dans la ville d'Agen, un conseil de guerre, qui pouvait s'assembler à toute heure et pourvoir rapidement aux nécessités de la situation². C'était mettre le consulat au second rang; nul ne songea à s'en plaindre: l'imminence du péril justifiait toutes les dérogations aux coutumes.

Nous aurons à parler aussi d'une confédération ou ligue catholique qui fut organisée quelque temps par Monluc. En somme, le consulat d'Agen, les états du pays, les trois états, les conseils de guerre furent absolument dévoués à la cause catholique.

Il n'en fut pas de même de la magistrature, qui avait à faire appliquer les édits et les ordonnances et à réprimer les séditions.

Le présidial d'Agen était de création récente (1551). Son établissement avait été mal vu par les consuls, dont les attributions en ma-

¹ Du moins cette distinction se trouve dans quelques cotes anciennes. Il n'est pas bien sûr que les états d'Agenais n'aient pas été dans le principe des assemblées *des trois états* ou des trois ordres, mais, dans la pratique, les consuls des communautés de l'Agenais figurent seuls aux assemblées des états.

² J'ai parlé de ce conseil et d'un autre pareil, institué par le maréchal de Maignon dans *Aperçus généraux sur le régime municipal de la ville d'Agen*, p. 15. Ce sujet sera traité plus amplement.

tière de justice se trouvaient fort réduites. Les conflits se multipliaient entre eux. En pareil cas, il arrive que les antagonistes se servent de tous les événements pour se combattre, sans souci du droit et des justes causes. Au zèle parfois exagéré des consuls, le présidial opposa souvent une inertie calculée ou une neutralité bienveillante pour les protestants. Il fut lui-même très divisé : quelques magistrats, surtout durant les premiers troubles, firent tout leur devoir ; d'autres furent gagnés à la Réforme¹. Il y eut comme deux factions avec leurs chefs, Antoine Tholon², d'une part, et le juge-mage de l'autre.

Le premier se montra empressé de seconder l'action du Parlement de Bordeaux, qui, dès l'année 1556, poursuivait les religionnaires. Il fit partie de la commission qui, au mois de mai 1560, interrogea le ministre Fontaine ; il s'associa aux consuls pour étendre l'enquête à d'autres inculpés ; ces preuves de zèle leur valurent des lettres de félicitations du roi, du duc de Guise et du cardinal de Lorraine³. Il rédigea avec conscience le procès-verbal du pillage des églises d'Agen dans la journée du premier décembre 1561⁴.

Son adversaire, le juge-mage et président Herman de Sevin avait favorisé les protestants même avant les troubles et, pour ce fait, le Parlement l'avait condamné à cent livres d'amende. Il composa un rapport fort habile sur *La prise d'Agen par les huguenots en 1562*⁵,

¹ Notamment les conseillers Gratien de Roussanes et Pierre Saubin, devenus huguenots le 23 mai 1560 (*Ant. de Bourbon et Jeanne d'Albret*, t. II, p. 266.) Jean Claret, conseiller et garde des sceaux au présidial, fut exécuté par les prévôts de Monluc en 1562. (*Livre Daurée*, p. 147.)

² Antoine de Tholon, sieur de Guiral, décédé avant l'année 1566, d'après le cadastre rédigé à cette date (CC. 17.)

³ 10 juin. BB. 30, reg., f° 67. Pièces justif. XI, XII.

⁴ Notre savant collègue M. Tamizey de Larroque nous a promis la publication de cette pièce d'un grand intérêt (*Documents inédits pour servir à l'hist. de l'Agenais*, p. 92.)

⁵ Publié dans la *Revue*, t. IX, 1882, p. 42.

C'est à M. Tamizey de Larroque que nous devons les plus abondants renseignements sur Herman de Sevin, sieur de Lagarde, juge-mage d'Agenais de 1540 à 1572 (14 janvier, dernière date connue.) Ce personnage mourut

atténuant la gravité des excès qui furent alors commis. Il sut d'ailleurs fort bien jouer son rôle dans les circonstances critiques qu'il nous a lui-même exposées ; il se prêta à subir une détention à l'évêché avec les consuls, et, pour se dégager de la bagarre, il attendit les derniers jours. La réaction terrible qui suivit le passage de Monluc ne le déconcerta pas. Il se mit « presque toujours en picques et contention » avec les consuls, cherchant à avoir le maniement de tout « sans soy contenter de sa justice », intrigant, semant partout la discorde.

Ses menées réussissaient à assurer l'inaction « des officiers du roy de lad. ville d'Agen et mesme des conselliers et autres officiers royaux, par le moyen desquelz le peuple auroit este esleve en la sédition ». Il dissimulait les crimes commis « par ceulx de lad. nouvelle religion en tout ce qu'il pouvoyt, de sorte qu'il est tenu en commune voix en lad. ville d'Agen et seneschaucee d'Agenois que lad. dissimulation et connivance sont cause de la ruïne de ce pays et que ceulx de la nouvelle religion ont prins cuer et audasse de faire ce qu'ilz ont fait. »

La paix d'Amboise (19 mars 1563) vint en aide au président, qui cessa de feindre et prit l'offensive. Il partit pour la Cour afin d'y poursuivre la réunion à sa charge de l'office de lieutenant criminel : moyen peu déguisé de se débarrasser de son rival Tholon. Il eut même l'audace de viser et de frapper plus haut. Sous prétexte de raffermir l'autorité de Monluc, qu'il prétendait être mal respectée, il tenta de battre en brèche ce lieutenant du roi ; de plus, il dénonça comme une prise d'armes en violation de la paix les mesures édictées par Monluc pour assurer la garde de la ville d'Agen.

Toutes ces intrigues furent dévoilées dans une assemblée des trois états d'Agenais, convoquée par Monluc lui-même à la fin de juin 1563. Thibault, consul d'Agen, député vers le roi par cette assemblée, fut

probablement cette même année 1572, au cours de laquelle un homme d'un tout autre caractère, Antoine de Nort, sieur de Lamothe-Ferran, lui succéda comme président et juge-mage (CG. 62.) En tous cas, il n'atteignit pas l'année 1577 ; *les hoirs du président de Sevin* figurent dans une liste des riches habitants d'Agen soumis en 1577 par le roi de Navarre à un emprunt forcé (CG. 313.)

chargé de lui faire connaître toute la vérité et de détruire dans son esprit l'effet des fausses allégations du juge-mage. Il devait insister vivement pour le maintien de l'office de lieutenant criminel aux mains de Tholon et même poursuivre la destitution du président ¹.

Cette dernière requête ne fut pas admise, mais Herman de Sevin, remis à sa place, fut obligé d'observer désormais une plus grande réserve.

Quelques passages des *Commentaires* accusent l'animosité de Monluc contre le président. Nous jugeons mieux encore par les documents qui viennent d'être cités combien dut être vive la lutte de l'homme d'épée contre l'homme de robe et quelle part eut le dernier dans les événements.

Les charges accumulées contre ce magistrat sont-elles suffisantes pour faire condamner sa mémoire? Ces témoignages nous viennent des catholiques militants. Souvenons-nous que tous les modérés étaient alors tenus en pareille suspicion. Michel de L'Hospital, lui-même, s'il eut été à la place d'Herman de Sevin, n'aurait pas échappé à ces critiques ². Peut-être même eut-il protesté plus hautement contre les façons dont on rendait alors la justice.

En effet, indépendamment du présidial, et sans parler des commis-

¹ Les détails qui précèdent sont tirés des *remonstrances* qui furent rédigées à cette occasion. Les procès-verbaux de la tenue de ces états, du 27 au 29 juin 1563, sont des documents d'une haute valeur, que nous aurons à utiliser largement. Les minutes originales, avec des corrections fort intéressantes, font partie des liasses EE. 56 et GG. 201 (Pièces justif. XXXII, XXXIII.)

² Il est probable qu'il agissait en tout avec l'assentiment du premier président du Parlement de Guienne, Jacques-Benoit de Laguebaston, dont le caractère et les actes rappellent trait pour trait tout ce que nous venons de signaler sur le compte d'Herman de Sevin. Il n'est pas jusques aux incidents des années 1563-64 qui n'offrent de frappantes analogies. Laguebaston fut aussi à cette époque accusé et accusateur. (Voir l'excellente notice de M. A. Communay dans son ouvrage *Le Parlement de Bordeaux, notes biographiques sur ses principaux officiers*. Bordeaux, 1886, in-8, p. 24 et suiv. notamment p. 28.)

saires si souvent délégués par le Parlement de Bordeaux, des tribunaux extraordinaires furent constitués à cette époque. Les prévôts instruisaient sommairement les causes et condamnaient les prévenus sans leur donner des garanties suffisantes pour leur défense. Ceux de Monluc ont mérité le nom de bourreau, mais telle était l'exaspération des Agenais que ces terribles justiciers avaient toute leur faveur.

Le 3 juin 1563, Hélié de Penchéry, prévôt de Monluc, qui pour lors vaquait — nous verrons de quelle façon — « a la pugnition des » rebelles avec deux ou troys ses lieutenans, greffiers et archiers « tant dans la presante ville que dans led. pays d'Agennois » demandait aux états à être défrayé pour cette besogne. On déféra avec empressement à sa requête, sans pourtant sacrifier l'économie. Attendu que le prévôt général de Guienne ne faisait « aucun excercisse de » son estat en ce presant pays d'Agenois n'y a faict longtemps « ses gages furent attribués » aud. de Penchery, de tant qu'il faict l'estat « et l'exercisse de justice que led. prevot general devoit faire ¹. »

Peu après, à la suite de la paix d'Amboise, les protestants eurent aussi leurs prévôts et commissaires, Madame de Duras, Sandosse des Apatz, Héraudeau, avec leurs lieutenants du Fourneau, Courillaud, de Combes, le fils aîné de La Courade, qui jugeaient, emprisonnaient et faisaient pendre les catholiques accusés d'avoir pris les biens des religionnaires. Ainsi la guerre continuait, malgré l'édit de pacification, sous prétexte de réparations et de crimes de droit commun. Les représailles des réformés ne furent pas du goût de Monluc et des trois états, qui protestèrent par devant le roi, voulant avoir le monopole des répressions ². Heureusement l'institution des prévôts ne fonctionna que dans quelques circonstances exceptionnelles.

Nous terminons ici l'inventaire des forces actives des partis. L'intelligence des événements sera rendue plus facile quand nous verrons ces forces mises en jeu dans les récits qui vont suivre.

(A suivre).

G. THOLIN.

¹ CC. 65. Pièces justific., XXVIII.

² Procès-verbaux déjà cités de l'assemblée des trois états des 28 et 29 juin 1563. — *Monluc*, t. IV, p. 253. Note de M. de Ruble.

NOTICE

SUR

L'ORGANISATION & LE PERSONNEL DES TRAVAUX PUBLICS DANS L'AGENAIS

Depuis Colbert jusqu'à nos jours

(Suite et fin)

CHAPITRE IV.

INGÉNIEURS ORDINAIRES DES PONTS ET CHAUSSÉES.

Les arrêts organiques du 1^{er} février 1716 et suivants prévoient, sous les Ingénieurs des ponts et chaussées, des Sous-Inspecteurs et des Sous-Ingénieurs.

Mais le recrutement en fut très irrégulier jusqu'à l'époque de la fondation de l'Ecole des ponts et chaussées par Perronet, 1747, et pendant quelques années encore après cette date.

Dans la généralité de Bordeaux, Vimar, au fort des travaux entrepris sous l'autorité de M. de Tourny père, n'avait pas de Sous-Ingénieur, mais bien des praticiens qui portaient souvent le titre de conducteurs de travaux, et dont quelques-uns furent plus tard promus au grade de Sous-Ingénieur.

En ce qui concerne les élections d'Agen et de Condom, nous trouvons en 1747 Vimar pourvu de trois collaborateurs sur lesquels il fournit lui-même les notes signalétiques suivantes :

- Le sieur *Laguet* est âgé de 30 à 32 ans, de bonnes mœurs,
- capable de conduire les travaux par corvées d'une route et de faire
- exécuter les niveaux de pente qui lui seront marqués. Quoique
- sans principes, il lève un plan et dessine assez pour se faire enten-
- dre. Il a été passablement élevé et sert depuis environ trois ans en

« qualité de conducteur principal sur la route de Médoc et sur
« celle de Toulouse dans la partie de Bordeaux à Saint-Macaire.

« Le sieur *Gimbrède* qui est marié a 42 ou 43 ans, les mêmes talents et les mêmes qualités que le sieur *Laguette*. Et d'ailleurs
« entend parfaitement la construction et la coupe des pierres. C'est
« un très bon sujet, d'excellentes mœurs et capable de conduire un
« ouvrage considérable. Il sert depuis deux ans en qualité de conducteur principal sur la route de Bordeaux à Toulouse et sur celle
« d'Agen à Auch dans la partie dépendante de cette généralité. »

« Le sieur *Santin*, marié, âgé de 40 ans, fort bon appareilleur, actuellement chargé de l'inspection des ouvrages du Lot. »

Les mêmes auxiliaires continuent leurs services d'année en année. Voici, par exemple, d'après un rapport de l'Ingénieur en chef *Vimar* du 28 mars 1754, quelles ont été leurs occupations dans l'année 1753 :

Santin a conduit les travaux faits par corvée d'Agen à Villeneuve dans la partie de deux lieues de longueur de la Truffe à Villeneuve a conduit de même les travaux qui se sont faits aux environs de cette dernière ville, a levé, aligné et tracé le chemin de Villeneuve, à Cahors jusqu'à l'extrémité de la généralité dans la distance de cinq grandes lieues ; a aussi levé le plan de l'enceinte de la ville d'Agen et des environs et un profil du nouveau chemin projeté à cet endroit qu'il a aligné et tracé.

Laguette a conduit les travaux faits par corvées aux environs de La Réole et de Bazas, de Cadillac à Saint Macaire, de Saint-Macaire à Sauveterre et de Sauveterre à Saint-Jean de Blagnac, de Sainte Foy à Sauveterre et à la Sauvetat, de la Lande aux ports de Couthures et de Cantecor-sur-Garonne par Grignols et Cocumont et de Preignac, autre port de Garonne, à Villandraut. Il dirige actuellement les ouvrages considérables par lesquels les sinuosités de la route de Toulouse dans la partie de la Réole au bas de la hauteur de Roquebouze sont redressées et les pentes adoucies sur une demi-lieue de longueur.

Gimbrède a dirigé les corvées de la route de Toulouse depuis Fauillet jusqu'à Agen, de celle d'Agen à Villeneuve jusqu'à la Truffe, de celle d'Agen à Auch jusqu'à l'extrémité de la généralité, du chemin de Gontaud à la route de Toulouse un peu au-dessus de Fauillet et de celui de Nérac à Mézin.

Le 25 novembre 1757, M. de Tourny fils écrivit à Trudaine pour lui demander trois Sous-Ingénieurs, dont un fort en architecture. Cette demande fut rappelée le 31 janvier 1758. L'Inspecteur général Pollart insista auprès de Trudaine.

Perronet proposa d'envoyer Badon alors Sous-Ingénieur à Montauban, Lallié de La Tour et Boudet élèves de l'Ecole. Trudaine les envoya à Bordeaux en février 1758. En 1759 en remplacement d'un Sous-Ingénieur, Trudaine envoya Dergny, 1^{er} élève sortant de l'Ecole. D'après une lettre du Sous-Ingénieur du Perron, c'est seulement en 1759 que sur les représentations de Vimar et de Pollart M. de Tourny fils se décida à diviser la généralité par départements de Sous Ingénieur. *Portier* eut le Bazadais, *Lallié* le Périgord, *Badon* Bergerac et ses environs, *du Perron* de Gesnecourt presque toute l'élection de Bordeaux, *Dergny* l'Agenais et le Condomois; du Perron se félicite hautement de cette mesure qu'il considère avec raison comme constituant un progrès d'importance capitale.

Un document intéressant de C. Le Sage, Ingénieur en chef et Inspecteur de l'Ecole des ponts et chaussées (manuscrit 66 de la bibliothèque de cette école), lequel avait été plusieurs années élève et dessinateur aux bureaux des ponts et chaussées à Bordeaux, contient un état de l'Administration des ponts et chaussées dans cette généralité fin 1768.

Le personnel est ainsi composé à ce moment :

Ingénieur..... de Saint-André, à Bordeaux.

Sous-Inspecteurs. { Badon, Bergerac.
Du Perron, Bordeaux.

Sous-Ingénieurs. { Gaillon, Sarlat.
Dergny, Agen.
Bremontier, Périgueux.
Laguette, La Réole.

Elèves..... { Lhote, }
Le Sage, } Bordeaux.
Plancade, }

Voici le détail des routes des six départements :

DÉPARTEMENT DE M. BADON SOUS-INSPECTEUR.

Chemin de Sainte-Foy à la Sauvetat....	5 lieues	} 47 lieues.
Chemin de Bordeaux à Brannes.....	6 —	
Embranchement de Créon.....	2 —	
Route de poste de Bordeaux à Paris jusqu'à Cubzac.....	3 —	
Route de Bordeaux à Paris par Périgueux, depuis l'embranchement d'Ambazès jusqu'à Mucidan.....	14 —	
Chemin de Libourne à Bergerac....	9 —	
Chemin de Coutras à la Roche-Chalais..	4 —	

DÉPARTEMENT DE M. DUPERRON, SOUS-INSPECTEUR.

Route de Bordeaux à Lesparre.....	10 lieues.	} 46 lieues.
Chemin de Blanquefort à Pauillac.....	6 —	
Route de Bordeaux à Toulouse jusqu'à Langon.....	7 —	
Route de Bordeaux à Paris depuis Cubzac jusqu'aux limites de la généralité...	4 —	
Route de Bordeaux à Bayonne par les grandes Landes.....	8 —	
Route des Charrois de Blaye.	5 —	
Chemin de traverse de Saint-André de Cubzac et Libourne de Blaye.....	6 —	

DÉPARTEMENT DE M. LAGUETTE, SOUS-INGÉNIEUR.

Route de Bordeaux à Toulouse depuis Langon jusqu'à Aiguillon.....	9 lieues.	} 47 lieues.
Chemin de Cadillac à Saint-Macaire.....	2 —	
Chemin du Port de la Garouelle à Verdet.....	1 —	
Chemin de Langoiran à Liot.....	1 —	
Chemin de Langon à Bazas et Casteljaloux	6 —	
Chemin de Tonneins à Clairac.....	1 —	
Chemin de Saint-Macaire à Sauveterre et Sainte-Foy.....	9 —	
Chemin de Sauveterre à Saint-Jean de Blagnac ...	3 —	
Chemin de la Réole à Bazas.....	5 —	
Chemin de Castets à Auros	1 —	
Chemin de Bazas aux limites de la généralité	4 —	
Chemin de Couthures à Grignols et Castello.....	5 —	

DÉPARTEMENT DE M. GAILLON, SOUS-INGÉNIEUR.

Chemin de Bergerac à Sarlat.....	9	lieues.	}	41 lieues.
Chemin de Bergerac à Brive.....	14	—		
Chemin de Montignac à Sarlat, Domme et le Roc du Périgord.....	7	—		
Chemin de Montignac jusqu'au pont de la Baure.....	7	—		
Chemin de Montignac à Périgueux dans la partie de Montignac à Millac.....	4	—		

DÉPARTEMENT DE M. BREMONTIER, SOUS INGÉNIEUR.

Route de poste de Bordeaux à Paris par Périgueux depuis Mucidan jusqu'à Firbeix.....	14 lieues.	} 41 lieues.
Chemin de Grignols à Bergerac.....	4 —	
Chemin de Périgueux à Brantôme et Nontron	6 —	
Chemin de Mucidan à Bergerac.....	4 —	
Chemin de Brantôme à La Rochebeaucourt	4 —	
Chemin de La Rochebeaucourt à Ribérac et à la Rochechalais.....	6 —	
Chemin de Périgueux à Montignac dans la partie de Périgueux à Millac.....	3 —	

DÉPARTEMENT DE M. DERGNY, SOUS-INGÉNIEUR.

Route de Toulouse depuis Aiguillon jusqu'à Malause.....	6	lieues.	}	45 lieues.
Chemin d'Agen à Villeneuve et Bergerac.	12	—		
Chemin de Villeneuve à Soturac.....	1	—		
Chemin du Port-Sainte-Marie à Lavardac.	2	—		
Route de Bordeaux à Auch depuis Casteljaloux jusqu'à Lavardac.....	2	—		
Route depuis Lavardac jusqu'à l'extrémité de la généralité	6	—		
Chemin de Condom à Cassaigne.....	1	—		
Chemin de Nérac à Mézin.....	3	—		
Chemin d'Agen à Layrac et enclave d'As-taffort.....	2	—		
Chemin du Mas-d'Agenais à Casteljaloux.	3	—		
Chemin de Port-de-Pascau au Cap du Bosc.....	1	—		

Longueur totale des routes composant le service des ponts et chaussées dans la généralité de Bordeaux..... 267 lieues.

Limitons-nous à l'Agenais et au Condomois. C'est à partir de 1759, nous venons de le voir, qu'ils forment une circonscription de Sous-Ingénieur dite département d'Agen.

1. 1759-1782. Xavier *Dergny*, né à La Rochelle en 1735, Elève à l'école des Ponts et Chaussées du 1^{er} juin 1756 au 1^{er} mai 1759. Sorti le 1^{er} de l'Ecole, il est commissionné comme Sous-Ingénieur dans la généralité de Bordeaux et chargé, à la résidence de Villeneuve, du département d'Agen. Son service comprend les routes de tout le département actuel de Lot-et-Garonne, plus Sainte Foy la Grande plus Condom, moins la route de Bordeaux à Toulouse dans la partie comprise entre la limite de la Gironde et Aiguillon.

Il exerce ces fonctions à Villeneuve de mai 1759 à fin 1762, et de mars 1767 à mars 1782 ; en qualité de Sous-Inspecteur à partir de 1775.

2. Antoine-François *Lomet*, né le 6 novembre 1759 à Château-Thierry, entré à l'Ecole des Ponts et Chaussées le 15 novembre 1777. Sorti le 1^{er} de cette école et nommé Sous-Ingénieur le 1^{er} avril 1782 à la résidence d'Agen. Il est chargé du département d'Agen en remplacement de Dergny. Il dresse, sous Bremon tier, ingénieur en chef de 1782 à 1790 les projets et fait exécuter les travaux d'embellissement d'Agen : promenade du Gravier, rue Sainte Catherine, porte Saint Antoine, par les ateliers dits de charité. Il se marie à Agen en 1788.

Il entre au service militaire comme capitaine adjoint à l'Etat major par Brevet du 12 novembre 1792. Il est adjudant général breveté du 15 mai 1793, adjudant général chef de brigade le 19 prairial an III.

Grâce à son ami Prony, il entre en 1795 à l'école polytechnique comme conservateur de la galerie des modèles, dessins et gravures. Il fait partie d'une commission d'expériences aérostatiques à Meudon. Puis à une réforme de l'école pour cause d'économie son emploi est supprimé le 19 juin 1797 (1^{er} messidor an V). Il avait peu de temps auparavant reçu sa nomination d'Ingénieur en Chef du département des Hautes-Alpes (25 nivôse an V) et avait refusé ce poste par lettre du 25 pluviôse an V. Il reprend du service militaire comme adjudant général chef de brigade. Il figure en cette qualité en thermidor an VII,

Au 1^{er} ventôse an VIII il ne figure plus sur l'état général du corps des Ponts et Chaussées. Il poursuit la carrière militaire et prend sa retraite en 1810, commandeur de la Légion d'honneur. Il s'occupe alors d'inventions diverses et meurt le 10 novembre 1826 à Paris. Il a laissé des descendants à Agen.

3, 4 Au départ de Lomet en 1793 le service de l'Ingénieur de l'arrondissement de l'Est doit avoir été reporté à Villeneuve, car Lomet n'a pas de successeur à Agen, et, de 1793 à 1800, Marie-Raymond *Maurette*, né en 1764, commissionné Ingénieur ordinaire en 1793, est Ingénieur à Villeneuve. En 1801 la résidence de l'Ingénieur de l'arrondissement de l'Est est reportée à Agen. *Maurette* y demeure en 1801-1802, est remplacé en 1803-1807 par François *Robiquet*, ingénieur ordinaire de 2^e classe (plus tard Ingénieur en Chef de Lot et-Garonne). Puis en 1808-1810 *Maurette* reprend ce même service à Agen comme Ingénieur ordinaire de 2^e classe.

Les Ingénieurs ordinaires de l'arrondissement de l'Est, en résidence à Agen, sont ensuite :

5. 1812. *Fossat*, ingénieur ordinaire de 1^{re} classe.

6. 1813-1818. *Ladevèze*, ingénieur ordinaire de 1^{re} classe (attaché à l'arrondissement de l'Ouest de 1808 à 1812).

7. 1819-1820 Martial A. Bourrousse *de Laffore* (jeune), aspirant puis Ingénieur ordinaire de 2^e classe. Sorti de l'Ecole Polytechnique et classé dans les Ponts et Chaussées en 1811.

En 1821-22 cet arrondissement est transféré à Villeneuve où M. de Laffore se transporte. On crée un arrondissement spécial pour le pont d'Agen et les travaux de routes aux environs, sous l'œil de M. l'Ingénieur en Chef Partiot, et on en charge *Guichard*, aspirant pendant ces deux années 1821-22.

Mais de 1823 à 1832, Martial de Laffore (jeune) revient à Agen et réunit tous les services de l'arrondissement de l'Est.

B

ARRONDISSEMENT DE L'OUEST. — 1793 à 1832.

Nous ne voyons pas de trace d'un arrondissement de l'Ouest avant 1793. A cette époque :

1. Charles *Le Roy*, né en 1835, ingénieur des pays d'Etats, ayant exercé comme sous-Ingénieur en Bretagne, commissionné le 14 octobre 1761, comme sous-Ingénieur vétéran des Ponts et Chaussées, Ingénieur et Intendant du duché d'Aiguillon, constructeur du château d'Aiguillon et de l'hôtel devenu la Préfecture d'Agen, reprend du service. C'est de lui que parle M. de St-André dans une lettre citée plus haut. Charles Le Roy est nommé ingénieur ordinaire à Aiguillon. En 1805 on le trouve à la même résidence, comme Ingénieur ordinaire de 1^{re} classe.

Charles Le Roy occupe sa position d'Ingénieur ordinaire à Aiguillon de 1793 à 1807.

2. En 1808 le poste devient vacant ; le siège en est transféré à Agen, et le titulaire est *Ladevèze*, ingénieur ordinaire de 1^{re} classe, de 1808 à 1812.

3. En 1813 le siège de l'arrondissement de l'Ouest est rétabli à Aiguillon ; Ladevèze demeure à Agen comme chargé de l'arrondissement de l'Est (n° 6 ci-dessus), et est remplacé à l'arrondissement de l'Ouest par A. J. C. Bourguignon *Duleau*, ingénieur ordinaire de 2^e classe, sorti de l'Ecole Polytechnique dans les Ponts et Chaussées en 1809. Duleau conserve ce service de 1813 à 1817.

4. 1818 à 1828. Il est remplacé par Samuel Bourrousse *de Laffore* (l'ainé) aspirant en 1818, ingénieur de 2^e classe en 1819. M. de Laffore aîné devenu Ingénieur en Chef de Lot-et-Garonne en 1828, conserve sans doute cet arrondissement sous sa direction plus spéciale, car le poste est vacant de 1829 à 1831.

5 En 1832 l'arrondissement de l'Ouest est transféré à Marmande : *Maillebiau*, ingénieur de 2^e classe.

C

RÉPARTITION EN TROIS ARRONDISSEMENTS. — 1833 à 1878.

EST. — Résidence Agen.

1833 à 1839. — *De Laffore* jeune.

1840 à 1842. — *Schlæsing*, élève, puis aspirant.

1843. — Roger *de Bellegarde*, 2^e classe.

1844. — N...

1845 à 1848. — *Ferret*, conducteur de 1^{re} classe, faisant fonctions d'ingénieur.

1849 à 1852. — *Des Orgeries*, ingénieur de 3^e classe.

1853 au 16 avril 1856. — Alexandre *Prompt*, né le 9 août 1826, à Carthagène (Colombie), ingénieur de 3^e classe, 2^e classe, le 1^{er} juillet 1854.

1^{er} juin 1856 au 1^{er} juin 1859. — Charles *Ménard de la Groye*, 1^{re} cl.

1^{er} août 1859 au 1^{er} septembre 1869. — Charles-François-Henri-Adolphe-Alceste *Bauby*, 2^e cl., 1^{re} cl., le 1^{er} janvier 1869.

11 février 1870 au 1^{er} octobre 1873. — Louis-Gustave *Cendre*, 3^e cl., 2^e classe, au 1^{er} mai 1873.

16 novembre 1873 au 1^{er} juillet 1878. — Edouard-Louis-Georges-Joseph-Ambroise-Alphonse *de Rey-Pailhade*, 2^e cl. 1^{re} classe, 1^{er} février 1878.

NORD. — Résidence Marmande.

1833. — *Batailler*, 2^e classe.

1834 à 1835. — *Baumgar'en*, aspirant.

1836 à 1839. — *Tabuteau*, aspirant, puis ingénieur de 2^e classe.

1840. — N...

1841 à 1842. — *Boulangé*, élève, puis aspirant.

1843. — *Larivierre*, aspirant.

1844. — N...

1845 à 1852. — *Vignau*, conducteur de 1^{re} cl., faisant fonct. d'ing^r.

1^{er} décembre 1852 au 30 mai 1856. — Charles *Ménard de la Groye*, 1^{re} classe.

1856 à 1860. — *Vignau*, conducteur de 1^{re} classe, faisant fonctions d'ingénieur.

1^{er} juillet 1860 au 1^{er} mai 1865. — François-Léon *Baumgartner*, élève hors de concours, ingénieur de 3^e classe, le 1^{er} novembre 1860.

1^{er} août 1865 au 1^{er} juillet 1866. — Joseph-Arcade *Vial*, ingénieur de 2^e classe.

1^{er} juillet 1866 au 1^{er} juillet 1870. — Louis-Gustave *Cendre*, ingénieur de 3^e classe, le 1^{er} novembre 1866.

1^{er} juillet 1870 au 1^{er} juillet 1878 — Pierre *Bernadeau*, conducteur principal, faisant fonctions d'ingénieur, sous-ingénieur, le 1^{er} juillet 1875.

OUEST. — Résidence Nérac.

1833. — *Maillebiau*, 2^e classe, résidant à Agen.
1834 à 1835. — id. id. à Nérac.
1836 à 1838. — *N...*
1839. — *Mazet*, aspirant.
1840. — *N...*
1841 à 1842. — *Roger de Bellegarde*, 2^e classe.
1843. — *Foltz*, élève.
1844 à 1845. — *Klein*, élève, puis aspirant.
1846 à 1847. — *Bresse*, élève, puis aspirant.
1848 à 1851. — *Klein*, ingénieur de 2^e classe.
1852. — *Prompt*, ingénieur de 3^e classe.
1853 à 1857. — *Fargue*, ingénieur de 3^e classe, puis de 2^e classe.
16 juin 1857 au 1^{er} août 1878. — *Taillarda* fils, conducteur de 3^e,
2^e, 1^{re} cl., principal, faisant fonctions d'ingénieur,
puis sous-ingénieur, à partir du 1^{er} octobre 1874.

Dans cette période de 45 ans, il a été, pendant quatre ans seulement, fait un 4^e arrondissement à la résidence de Villeneuve, savoir :

1844. — *De Liebhaver*, aspirant
1845 à 1847. — *Paqueron*, aspirant, puis Ingén. de 2^e cl.
1847 à 1848. — *Doussot*, aspirant.

D

RÉPARTITION EN QUATRE ARRONDISSEMENTS. — 1878-1886.

Agen.

- 1^{er} juillet 1878 au 16 octobre 1881. — *De Rey-Pailhade*, 1^{re} classe.
1^{er} nov. 1881 au 31 octobre 1886. — *Henri - Pierre - Marie de La Brosse*, 3^e classe, 2^e cl., le 1^{er} février 1885.
1^{er} novembre 1886 au — *Etienne - Julien Baritaud*,
agent-voyer en chef, adjoint, faisant les fonctions d'ingénieur ordinaire.

Marmande.

- 1^{er} juillet 1878 au 20 sept. 1879. — *Pierre Bernadeau*, sous-ingr.
1^{er} octobre 1879 au — *Pierre Barjou*, conducteur
de 2^e classe, faisant fonctions d'ingénieur ordinaire, conducteur de 1^{re} cl., le 1^{er} janvier 1880, principal, le 1^{er} janvier 1884.

Nérac.

1^{er} août 1878 au 1^{er} octobre 1880. — Jean-Louis-François *Trépiéd*, ingénieur de 3^e classe.

1^{er} octobre 1880 au 1^{er} janv. 1881 — Claude *Clavenad*, ingénieur de 2^e classe.

1^{er} août 1881 au — Pierre -David - Louis - Gaston *Delure*, 3^e classe, 2^e cl., 1^{er} février 1885.

Villeneuve.

1^{er} juillet 1878 au 1^{er} août 1880. — Pierre *Boyer*, agent - voyer d'arrondissement, faisant les fonctions d'ingénieur ordinaire.

16 août 1880 au — Charles *Vivier*, ingénieur de 3^e classe, 2^e classe le 16 juillet 1883.

CHAPITRE V

SERVICES SPÉCIAUX DE NAVIGATION FLUVIALE

Au temps de la domination Romaine la plupart des fleuves et rivières navigables des Gaules avait des collèges de *nautæ*, propriétaires de barques, entrepreneurs de transports par voie fluviale, pilotes, patrons et équipages.

Les *marchands de l'eau* privilégiés qui ont joué un si grand rôle dans la vie municipale de Paris ont formé au moyen-âge une confrérie se rattachant à ces anciens collèges gallo-romains.

Il a existé des associations analogues sur la basse Seine, sur la Somme, la *Garonne*, le Rhône et la Saône [Chopin, *Traité du Domaine de la Couronne*, chap. 11, 81, 82 cité par Mantellier.]

M. Mantellier a publié une histoire de la *communauté des marchands fréquentant la rivière de Loire et fleuves descendant en icelle*.

Il y aurait à écrire une histoire des corporations analogues ayant existé dans le bassin de la Garonne. L'histoire du commerce de Bordeaux de M. Francisque Michel fournit quelques données éparses.

Au ^{xiii}^e siècle les nobles en possession de péages sur la Garonne et le Lot, leurs gens ou leurs baillis contraignaient les mariniers à aborder avec leurs bateaux chargés de blé ou de vin en des lieux indus et périlleux et exigeaient arbitrairement, en sus des péages accoutumés, plusieurs sommes d'argent, allant jusqu'à retenir les personnes et les bateaux des récalcitrants. Plainte fut portée au Roi d'Angleterre qui donna ordre de remédier à un pareil état de choses. Ces abus se reproduisirent, bien entendu, et de nouvelles décisions du Roi d'Angleterre intervinrent : Edouard III en 1358, Richard II en 1398 etc.

Au ^{xiii}^e siècle également les marchands du Haut Pays : Agen, Cahors, Toulouse, Albi furent en procès avec la bourgeoisie de Bordeaux. Ils établirent de leur propre autorité à Marmande un péage pour couvrir les frais de leur procès. Edouard II intervint, négocia une paix entre les marchands d'eau et la ville de Bordeaux et fit supprimer le péage.

Les marchands fréquentant les rivières de Garonne, Lot et Tarn, se syndiquaient donc dès lors, au moins occasionnellement, plus probablement d'une manière permanente car ils avaient des intérêts communs à défendre et avaient à manœuvrer habilement à cet effet entre le Roi d'Angleterre, qui aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles et jusqu'en 1453, possédait Bordeaux, et eut par intermittences Marmande, Aiguillon, Clairac, Agen, et le Roi de France maître de partie du Quercy et de l'Agenais.

Aussitôt après la reddition de Bordeaux 1453, Charles VIII institua deux foires franches ; Louis XI y vint en 1461, confirma ces foires et s'occupa beaucoup de l'extension du commerce.

On voit, dans un arrêt du Parlement de Bordeaux du 26 janvier 1488, paraître officiellement le « Syndic des marchands fréquentant les rivières. »

En 1499 enfin une ordonnance de Louis XII, se référant à une ordonnance analogue rendue en 1355 par le roi Jean pour la Loire (cette dernière n'est pas citée par Mantellier), octroie aux marchands qui fréquentent la Garonne et ses affluents au-dessus de Bordeaux la faculté de faire bourse commune et le pouvoir d'imposer sur leurs marchandises un droit nommé *levage* destiné « à entretenir la navigation et la résistance aux autres levages et subsides indûment exi-

gés par les seigneurs ». Les marchands peuvent à cet effet créer des intendants et syndics. Il fut établi alors un syndic des rivières à Bordeaux, un à Agen, un à Montauban, un à Villeneuve.

Un arrêt du Parlement de Bordeaux de 1524 cite : « Le syndic des marchands fréquentant les rivières de Garonne, Lot, Tarn et Aveyron ». Il n'est pas question alors de la Baïse. Plus tard lorsque Henri IV l'eût rendue navigable jusqu'à Nérac, il y eut un syndic à Nérac.

On voit d'autre part en 1513, à Bergerac, un syndicat spécial des marchands fréquentant la Dordogne. Un peu plus tard, avant 1532, ce syndicat s'unit à l'autre, et c'est ainsi que se forma le syndicat général que nous voyons fonctionnant déjà en 1532 dans un arrêt du 1^{er} mars, du Parlement de Bordeaux où figure « le syndic des marchands fréquentant les rivières de Garonne, Lot, Tarn et Dordogne ».

Plus tard, lorsque la centralisation administrative est complète, des arrêts du Conseil de 1733 et de 1782 règlent pour la Garonne le fonctionnement des syndics et des patrons jurés.

Au milieu du 18^e siècle toute la rive droite de la Garonne ainsi que la moitié de son lit dépendaient de la généralité de Bordeaux depuis le ruisseau d'Auriol (commune de Malaussé, Tarn-et-Garonne) jusqu'au village de Sérignac près du hameau de la Pouleille (la Poullie) et les parties correspondantes de la rive gauche dépendaient de la généralité d'Auch.

La généralité de Bordeaux comprenait les rivières navigables suivantes : Garonne, Dordogne, Lot, Baïse, Vézère, Isle.

Il y avait dans cette généralité un « visiteur et inspecteur général de la navigation des rivières de la généralité de Bordeaux ». Ces fonctions furent réunies par Colbert à celles de l'Ingénieur du Roi de la généralité pour les Ponts et Chaussées, dans les mains de de La Feuille et de tous ses successeurs. Fossier de Chantalou produit un mémoire sur le Lot en 1711. Comme les autres, Ubeleski avait cette inspection.

Il la fit en 1724 et en 1729. Toutefois nous voyons en 1726 et 1728 la visite annuelle des travaux du Lot, des Garrigues à Aiguillon, faite par « Jean de Madaillan, chevalier de saint Louis, ingénieur du roi, « visiteur et inspecteur général de la navigation des rivières de la « généralité de Bordeaux, domicilié à Verteuil, en Albret ». Il s'agit

peut-être d'un intérim. Depuis lors on trouve d'une manière certaine les traces des visites annuelles faites par les Ingénieurs en chef de la généralité.

Mais l'Ingénieur en chef exerçait là une fonction qui ne se déléguait pas à ses Sous-Ingénieurs, et qui avait plutôt un caractère de contrôle comme celui qu'exercent encore les Ingénieurs de l'Etat vis à vis des syndicats de dessèchement, etc.

La gestion appartenait aux syndics de la navigation.

En 1768 il y avait :

1° Un syndic général de la navigation des rivières de la généralité de Bordeaux. C'était M. *Pédézert*, résidant à Bordeaux.

2° Un syndic de la navigation de la Garonne, *Gimbrède* à Agen.

et un patron — — *Boé*, à Agen.

3° Un syndic de la navigation du Lot, *Delsuc*, à Villeneuve.

et un patron — — *Labissière* à Fumel

et avant eux, pendant longtemps, les deux *Saumade* à Villeneuve.

4° Un syndic de la navigation de la Baïse, *Delhoste*, à Nérac,

et un patron — — *Latouche*, à Lavardac.

5° 6° 7° même organisation sur la Dordogne, la Vézère et l'Isle.

La visite annuelle était faite, et le procès-verbal signé en commun par l'Inspecteur général, le syndic et le patron de la rivière, et l'entrepreneur des travaux d'entretien lesquels étaient adjugés par baux. L'adjudication était prononcée par l'Intendant.

Le procès-verbal de visite était adressé à l'Intendant, et à partir d'un certain moment dut être envoyé par duplicata à Trudaine qui centralisait l'Administration des Ponts et Chaussées sous l'autorité du contrôleur général des finances.

Après l'organisation des départements, le service de la Garonne et celui du Lot furent joints au service ordinaire, ainsi que celui de la Baïse, dans les mains de Xavier Dergny, pour toute la partie de ces rivières renfermée dans les limites du département de Lot-et-Garonne.

Le service de la Garonne fut plus tard concentré dans les mains de M. de Baudre, ingénieur en chef Directeur à Agen, mais l'Ingénieur en Chef et les Ingénieurs ordinaires du service ordinaire continuaient à s'en occuper sous cette direction supérieure. C'est seulement en 1838 que le service spécial de la Garonne a été organisé.

Le service spécial du Lot a été institué en 1839, et M. de Laffore jeune en a été chargé pour la partie aval sous M. Pellegrini, ingénieur en chef directeur à Cahors.

Après la retraite de Dergny, il a existé de 1810 à 1815 un service spécial pour la navigation de la Baïse et le canal des petites Landes, service confié à François-Jules *Fontouin*, né à Bleré, en Touraine, en 1750, sous-ingénieur dans la généralité d'Auch le 1^{er} avril 1784, ingénieur ordinaire dans le département des Landes, le 1^{er} prairial an VI, et ingénieur en chef de 2^e classe à Mont-de-Marsan en 1810.

Détourné, ingénieur ordinaire de 2^e classe à Mont-de-Marsan, est attaché à ce service de 1810 à 1812. De 1813 à 1815 il y a indication d'un poste d'ingénieur ordinaire à Nérac mais inoccupé. Il est probable que Fontouin assurait personnellement le service.

Dès 1816, Saint-Genis, ingénieur en chef du service ordinaire, réunit à son service la navigation de la Baïse. En 1817 il en charge M. de Laffore aîné, aspirant, qui débute par ce service spécial. Mais dès 1818, M. de Laffore aîné ayant succédé à Duleau dans l'arrondissement de l'Ouest, à la résidence d'Aiguillon, joint la navigation de la Baïse au service de cet arrondissement. Cette réunion persiste tant que le service ordinaire est partagé en 2 arrondissements seulement. Lorsque le nombre des arrondissements est plus tard porté à 3 puis à 4, l'ingénieur résidant à Nérac a toujours la navigation de la Baïse.

Jusqu'en 1836 la navigation de la Baïse ne dépasse pas Nérac.

M. Alban *Crassous*, ingénieur en chef à Auch, fut chargé du projet et de l'exécution des travaux de canalisation en amont de Nérac. Projet présenté en 1826, remanié en 1834-35, exécution de 1835 à 1841.

Ingénieur ordinaire, M. Aurès, à Condom, 1829-1833.

M. Montet, à Condom, 1824-1829 et 1835-1840.

Le service d'entretien après livraison des travaux revint au service ordinaire de Lot-et-Garonne pour la partie comprise dans ce département.

CHAPITRE VI

REMARQUES SUR L'HISTOIRE DE LA CANALISATION DES RIVIÈRES.

Les chapitres qui précèdent répondent, dans la mesure des renseignements que nous avons pu recueillir de juin à novembre de

cette année, à la question posée : Quelle a été depuis Colbert l'organisation et quel est le personnel de l'administration des travaux publics dans la généralité de Bordeaux, et depuis 1791 plus spécialement dans le département de Lot-et-Garonne.

Mais il ne nous est pas défendu de recommander en terminant à l'attention des jeunes ingénieurs employés dans le bassin de la Garonne l'étude d'une question d'art non moins intéressante que la question administrative et sur laquelle nous n'avons rencontré que des renseignements épars et non satisfaisants. Nous allons essayer de la poser.

Sauf la Garonne elle-même et la Dordogne, l'amélioration de la navigation a été demandée pour les cours d'eau de cette région à l'établissement de barrages éclusés, moyen assurément le plus parfait. Mais comment cela s'est-il produit historiquement ?

A la fin du ^{xii}e siècle et au commencement du ^{xiii}e siècle il s'est fait une révolution industrielle d'une immense portée économique et sociale : la mouture des grains par les moteurs animés ou par le vent fut remplacée dans une large mesure par la mouture à l'aide des chutes d'eau.

Ainsi entre 1218 et 1227 Guillaume Petri, évêque d'Albi, « fait des arrangements avec divers particuliers relativement aux moulins existant aux abords du pont sur les deux rives du Tarn ». (*Revue du département du Tarn*, mars 1886, p. 34.)

Sur le Lot les barrages de Clairac, Gajac (Villeneuve), Rigoulières et Lustrac paraissent être du ^{xiii}e siècle.

Lorsque Bernard Jourdain, abbé d'Eysses, céda à Alphonse de Toulouse, frère de saint Louis, en 1253 54 l'emplacement sur lequel fut bâtie Villeneuve-sur Lot, le moulin de Gajac existait déjà et l'abbaye qui l'avait fait construire y attachait avec raison une grande importance.

D'autre part, d'après des renseignements qu'a bien voulu me donner M. Jules Serret, sur la Baïse, les cinq barrages ou *payssières* de Vianne, Lavardac, Bapaume, Sorbet, Nérac, sont du ^{xiii}e siècle, contemporains des premiers barrages du Lot.

« C'est Armand Amanieu sire d'Albret qui d'accord avec les seigneurs et les municipalités riveraines de la Baïse prit l'initiative

« de la construction de payssières. Ces barrages étaient formés d'énormes pièces de bois entrelacées et retenues par d'énormes blocs de rocher. Un étroit passage dit passelis était ménagé à l'une de ses extrémités pour le service des bateaux, et de l'autre côté était bâti le moulin à farine. Telle fut dans sa simplicité la naissance de toutes les payssières et des moulins et moulinales sur les rives du Tarn, du Lot et de la Baïse ».

Le moulin de Lavardac est en tout cas antérieur à 1251.

Il serait intéressant d'établir comment s'est faite cette importation d'Orient en Occident, et quels maîtres constructeurs effectuèrent ces travaux.

Dans la deuxième moitié du ^{xiii}e siècle, surtout après que le traité d'Amiens de 1279, entre Philippe le Hardi et Henri III, eut donné l'Agenais et le Quercy au roi d'Angleterre, l'attention des pouvoirs publics se porta sur l'amélioration de la navigation, que les barrages avaient sans doute localement améliorée, mais où les passelis constituaient des passages très dangereux. De 1280 à 1285, Edouard, roi d'Angleterre, conclut avec l'évêque, les consuls et la commune de Cahors un traité par lequel il promet de faire à ses frais les travaux de débâiement du Lot dans le diocèse d'Agen de manière que toutes les barques, grandes et petites, puissent fréquenter cette rivière sans obstacles. L'Evêque et les Consuls de Cahors prirent le même engagement pour le diocèse de Cahors, savoir, ferme en aval de la cité de Cahors, et sous réserve des droits des tiers qui seraient reconnus par la juridiction compétente pour l'amont de Cahors.

Dans la deuxième moitié du ^{xiii}e siècle donc on s'occupe d'approprier à la navigation des travaux faits en premier lieu pour la création d'usines.

Au ^{xv}e siècle des écluses à sas fermées par des poutrelles s'exécutent en Italie.

Dès Henri IV (1598 à 1600) les cinq barrages primitifs de la Baïse auraient été pourvus d'écluses à poutrelles. Par qui furent faits ces travaux ?

Quand cette amélioration essentielle s'est-elle réalisée sur le Lot ?

Les écluses à l'amont de Villeneuve étaient à l'entretien du Roi. Aussi Colbert les fit réparer ou construire de 1661 à 1666, jusqu'à la limite des généralités de Bordeaux et de Montauban, qui n'est autre que la limite actuelle des départements de Lot-et-Garonne et du Lot, au Moulinet en amont du barrage des Garrigues.

Voici la liste, dressée en 1768, des écluses du Lot : Garrigues, Saint-Vite, Lustrac, Rigoulières, Escoute, Port-de-Penne, Lameyrade, Villeneuve, toutes à la charge du Roi ; Pujols (Madame), Castelmoron, Clairac, Aiguillon, à la charge des seigneurs particuliers.

Dans le xvm^e siècle les procès-verbaux des visites annuelles des rivières faites par les ingénieurs du Roi sont une mine précieuse de renseignements et permettraient de reconstruire en grande partie l'histoire de chacun des barrages, ce qui serait assurément utile.

VICTOR FOURNIÉ,

Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées.

HISTOIRE DU DROIT EN GASCOGNE

DURANT LE HAUT MOYEN-ÂGE

J'ai publié, en 1886, un mémoire sur les *Institutions de l'Aquitaine indépendante*. S'il m'était possible de suivre l'ordre des temps, je continuerais en traitant des *Institutions romaines dans le Sud-Ouest de la Gaule* ; mais ici, je me trouve encore arrêté par quelques difficultés de détail. En attendant que je les surmonte, avec le concours de savants amis, voici l'*Histoire du Droit en Gascogne durant le haut moyen-âge*. Cette période, qui commence uniformément à la grande invasion des Barbares (406), me semble finir, pour mon domaine, après le milieu du ix^e siècle, époque de l'avènement de Sanche I^{er}, dit Mitarra, premier duc héréditaire de Gascogne.

Le présent mémoire est utile à coup sûr ; mais il ne se recommande guère, ni par la spécialité provinciale du sujet, ni par la nouveauté des recherches. En effet, durant tout le haut moyen-âge, les destinées du droit de Gascogne se confondent, au moins en théorie, avec celles du droit du reste de la Gaule méridionale. Je n'ai eu donc que la peine fort légère d'utiliser, à mon point de vue restreint, les grands travaux des historiens jurisconsultes. Il est vrai que la régularité théorique du Droit romain et barbare, durant le haut moyen-âge, dût se trouver souvent, en fait, altérée, dans le Sud-Ouest de la Gaule, par diverses causes, dont l'étude détaillée se confond avec celle des événements politiques. Voilà pourquoi je me bornerai à signaler sommairement, à la fin du présent travail, ces influences perturbantes, en attendant de leur consacrer ailleurs l'examen détaillé qu'elles méritent.

Ceci dit, j'aborde mon sujet actuel, en rappelant au lecteur le trait essentiel et général qui domine l'histoire du droit barbare, je veux dire le principe de la personnalité des lois. Durant les périodes wisi-

gothique et franque, les vieilles populations du Midi de la Gaule subissent l'ordre politique établi par les envahisseurs ; mais, au point de vue privé, elles obéissent, comme auparavant, aux prescriptions du Droit romain. Les Barbares se gouvernent au contraire selon leurs usages ou statuts particuliers. Tel est le principe de la personnalité des lois. Mais, avec le temps, ces différences s'effacent et se fondent peu à peu. Finalement, tous les habitants d'un même territoire se trouvent soumis à la même coutume. Le principe de la territorialité des lois succède à celui de la personnalité.

PREMIÈRE PARTIE.

MONUMENTS LÉGISLATIFS.

Il faut distinguer ici les *Monuments du Droit romain* et les *Monuments du Droit barbare*.

SECTION I.

MONUMENTS DU DROIT ROMAIN.

Ces monuments sont le *Code Théodosien*, la *Consultatio*, et le *Breviarium* d'Alaric II.

§ I. — CODE THÉODOSIEN. Après neuf ans de travaux, une commission de jurisconsultes acheva ce recueil en 438, sous l'empereur Théodose II. De là le nom de *Codex Theodosianus*. Ce code comprenait les édits des empereurs à partir de Constantin (*ius principale*). Il se divise en seize livres, ayant trait à diverses matières. Les édits impériaux concernant chaque sujet, se suivent dans l'ordre chronologique. Le Code Théodosien, avec ses suppléments (*Novellae leges*), eut force de loi dans l'empire d'Orient, jusqu'à la promulgation du Code Justinien. En Occident, on l'abrégea bientôt dans le *Brevia-*

rium d'Alaric II. Ce n'est guère que sous cette dernière forme que le premier tiers nous est parvenu ¹.

Il est prouvé que sous la domination des Wisigoths dans le Midi de la Gaule, les populations vaincues suivaient le Code Théodosien avant d'adopter le *Breviarium* d'Alaric II. Sidoine Apollinaire reproche, en effet, à Séronatus, Préfet du Prétoire des Gaules vers 470, d'exalter les Wisigoths, d'insulter les Romains, de tromper les gouverneurs, de s'entendre avec les argentiers, de fouler aux pieds les lois Théodosiennes, et de favoriser les lois Théodoriciennes, c'est-à-dire les coutumes wisigothiques ².

§ II. — CONSULTATIO. — On publia en Gaule, après la promulgation du Code Théodosien, et peut-être même du vivant de Théodose II, le recueil connu sous le nom de *Consultatio*. Ce sont, en effet, les consultations de plusieurs juristes, en réponse à des demandes d'avocats, avec accompagnement de citations textuelles, tirées des Codes Grégorien, Hermogénien et Théodosien ³.

§ III. — BREVIARIUM D'ALARIC II. — La rédaction de ce recueil fut ordonnée par ce roi wisigoth, pour mettre un peu plus d'unité et de clarté dans le Code Théodosien, comme aussi pour tâcher de ramener à lui les populations gallo romaines, qui professaient la religion catholique, et que certains rois wisigoths, notamment Euric, avaient persécutées au profit de l'arianisme.

En conséquence, Alaric II avait nommé une commission de jurisconsultes, pour présenter aux juges, sous une forme plus intelligible, les dispositions du Code Théodosien. Cette commission était présidée par le comte Goiaric (*ordinante viro inlustri Goiarico comite*), qui

¹ Sur le Code Théodosien, v. notamment ZIMMERN, *Gesch. d. röm. Privatr.* I, p. 165-172; RUDORFF, *Röm. Rechtsgech.* I, 277-280. L'édition de ce Code donnée par Hænel (Berlin, 1842-1844) peut être considérée comme définitive.

² *Exultans Gothis, insultansque Romanis, illudens praefectis, colludensque numerariis, leges Theodosianas calcans, Theodoricianasque proponens* SIDON. APOLLIN. II, *Epist.* 2. *ad Ecdic.*

³ Sur la *Consultatio*, v. HUSCHKE, *Jurispr. antejustin.* 775-78; RUDORFF, *Ueber die Entstehung der consult.* dans *Zeitschr. geschichtl. Rechtswis.* XIII, 50-308.

vraisemblablement avait le titre de *comes palatii*. En 506, ce travail était terminé à Aire-sur-l'Adour (*Aduris*), et ratifié par une assemblée d'évêques et de laïques choisis parmi les gallo-romains (*venerabilium episcoporum vel electorum provincialium nostrorum roboravit collectus*). Alaric II donna force de loi à ce recueil, dont le référendaire Anianus, *vir spectabilis*, envoya à chaque comte un exemplaire authentique, souscrit de sa main, et dont par conséquent les dispositions avaient force de loi vis-à-vis des Romains soumis aux Wisigoths. Parmi ces comtes, Timotheus est le seul dont le nom nous soit connu. Malgré son nom germanique, Goiaric, chef de la commission législative devait être un Romain ; car le travail qu'il dirigea eût peu convenu à un Wisigoth, même en le supposant capable d'y suffire ¹.

Telles sont les origines du recueil jadis désigné sous le nom de *Lex Romana*, tantôt sous celui de *Lex Theodosii*, parce que la partie la plus importante, et le commencement sont tirés du Code Théodosien. Le titre de *Breviarium Alarici*, ou *Aniani*, apparaît pour la première fois en 1550.

Cette collection emprunte au Code Théodosien 398 *Constitutiones*, et 33 *Novellae*, au Code Grégorien 22, et au Code Hermogénien 2 *Constitutiones*, à Papinien un seul passage. Les rédacteurs ont copié Gaius, en l'abrégeant, ainsi que les *Sententiae* de Paul. La plupart des textes ainsi empruntés, sont accompagnés d'une interprétation ou paraphrase.

Telle est la forme sous laquelle le Droit romain se manifesta durant la première partie du moyen-âge, dans la majeure partie de l'Occident. On en fit même un abrégé ².

¹ Tous les renseignements et textes ci-dessus fournis sur l'origine des *Breviarium* d'Alaric II, sont tirés de l'avertissement (*committorium*), en forme de rescrit, qui précède ce recueil.

² Sur le *Breviarium* d'Alaric II, v. FITTING, *D. sog. westgothische interpretation*, dans *Zeitschr. f. Rechtsgesch.* XI, 222-249 ; RUDORFF, *Röm. Rechtsg.* I, 288-91 ; HAENEL, *Praef.* (et *Berichten der saech. Ges. d. Wis.* 1865, p. 1) ; DERNBURG, *Gujus*, 119, et DEGENSKOLB, *Poell's Vierteljahrsschr.* XIV, 1872 p. 504 et suiv. ; ROZIERE, *Formules Wisigothiques inédites* ; BIDENWEG, *Comm. ad formulas visigoth. novissime repertas* ; DALM, *Westgoth. Stud.* (Augsbourg, 1874.)

On a remarqué, à bon droit, que les Francs établis dans la Gaule, laissèrent les anciennes populations des pays conquis sous le régime du Droit romain, et qu'ils rédigèrent uniquement leurs lois pour eux-mêmes, sans toucher à celles des Romains. Au contraire, les Wisigoths (et aussi les Burgondes), déjà romanisés, et plus entendus aux affaires des vaincus, s'occupèrent non seulement de leur propre droit, mais aussi arrangèrent et promulguèrent, à leur façon, la loi des anciens habitants.

Il est prouvé que le *Breviarium* d'Alaric II ne fut, ni composé par des Wisigoths, ni rédigé dans le but d'introduire les principes du droit de ce peuple parmi les Romains, quoique la nouvelle constitution politique ait dû nécessairement modifier les lois anciennes. Nous savons également qu'Alaric II, arien comme les rois auxquels il succédait, avait renoncé à persécuter comme eux les Romains catholiques. De son temps, certains évêchés, jadis privés de leurs prélats, les avaient recouvrés en 506, ainsi qu'il appert des souscriptions des prélats assemblés au concile d'Agde, c'est-à-dire l'année même de la promulgation du *Breviarum*. Alaric II cherchait donc à s'attacher les Romains de son royaume, en leur accordant d'importants avantages religieux et politiques. Mais il était trop tard. Les évêques du Midi de la Gaule, avaient préparé l'invasion libératrice de Clovis, bientôt vainqueur des Wisigoths à Vouillé (507). Cela étant, et sans qu'il soit d'ailleurs possible de nier que les anciennes populations de la Gaule méridionale aient conservé l'usage du Droit romain sous les rois wisigoths antérieurs à Alaric II, serait-il donc téméraire de supposer que ces vaincus jouissaient alors d'immunités moindres que celles qui leur sont reconnues par le *Breviarium* d'Alaric II ?

APPENDICE. — L'usage du Droit romain parmi les vieilles populations de la Gaule méridionale devait persister bien longtemps encore après la domination wisigothique ¹. Mais pour me limiter ici, comme je le dois, aux temps mérovingiens et carlovingiens, j'affirme que cette

¹ Sur la persistance du droit romain au moyen-âge dans tout le Midi de la Gaule, v. SAVIGNY, *Hist. du Dr. Rom. au moyen-âge* (trad. Guenoux), II, c. IX, § II, A, B. Au point de vue spécial de la Grande Aquitaine, v. HAU-TESERRA, *Rer. Aquitanic.* I. III c. 6; 7, 8, 9, 10.

persistance est prouvée par bon nombre de documents, entre lesquels je me borne à en signaler deux qui se rapprochent le plus de mon domaine historique.

En l'année 634, les quatre fils de Sadragisile, duc d'Aquitaine, ayant omis de venger le meurtre de leur père, furent privés dans un plaid royal¹ de sa succession conformément au droit romain². Dagobert I^{er} fit donation de ces biens à l'abbaye de Saint-Denis³. La règle ici appliquée se trouve aussi dans le *Breviarium*⁴. En ce temps-là, les Romains adoptaient souvent les mœurs des Francs, et Sadragisile devait être romain, malgré son nom et ses habitudes germaniques. Aimoïn parle de cette loi romaine⁵ en termes plus précis que les *Gesta Dagoberti*, dont il s'inspire d'ailleurs.

Dans le cas où Sadragisile aurait été Franc, la peine prononcée contre lui ne devrait pas nous surprendre; car, sur le point dont s'agit, la loi barbare était aussi sévère que la loi romaine.

Je tiens à compléter cet *Appendice*, en y signalant, pour mémoire, la législation de Justinien. On sait que cette législation comprend : 1^o le *Code* publié en 529; 2^o le *Digeste*, publié en 533; 3^o les *Institutes*, publiées en 533. Du vivant de cet empereur, sa législation passa en Italie, où Justinien ne régna que passagèrement. La domination de ce prince évanouie, l'autorité officielle des textes récemment importés disparut. Mais ils restèrent en Italie, et se propagèrent

¹ A proceribus regni. *Gest. Dagob.* I, C. 30, 35.

² Haeredes quos necem testatoris inultam omisisse constiterit, fructus integros cogantur reddere. C. L. VI, T. 35.

³ La charte d'après laquelle Dagobert aurait gratifié l'église de Saint-Denis des domaines confisqués sur les fils de Sadragésile, et que Clovis II aurait ratifiée en 644, est d'ailleurs absolument fausse. V. PARDESSUS, *Chartæ, diplomata, leges*, II, 81-82.

⁴ PAUL, III, 5, § 2, 10 et *interpr.* § 1. Le principe est posé d'une façon encore plus formelle dans le Droit Justinien, v. 4. 17, 20, 21. *De his quæ ut indig.* (34, 9), et tit. *Cod. eod.* (6, 35).

⁵ Secundum leges romanas quæ sanciant a paterna eos hereditate debere, qui noluerint interfecti necem vindicare omnibus paternis expoliati sunt bonis. *Caroli Calvi præceptum*, ap. Bouquet, t. VIII, p. 470.

même en Occident, à titre de documents respectés. Ainsi la Gaule méridionale, et notamment la Gascogne, n'ont jamais suivi, durant le haut moyen-âge, la législation de Justinien, qui devait prendre tant d'importance dans ces contrées au ^{xii}^e siècle, lors de la renaissance du droit romain.

SECTION II.

MONUMENTS DU DROIT BARBARE.

Il faut entendre par là les *Lois des Wisigoths* et les *Lois des Francs* mérovingiens et carlovingiens.

§ 1. — LOIS DES WISIGOTHS. Quand ils s'établirent en Gaule, les Wisigoths se gouvernaient d'après leurs coutumes, qui n'étaient pas encore codifiées. L'origine de cette codification peut être indiquée avec une exactitude relative.

Euric, qui régna sur les Wisigoths de 465 à 485, est le premier prince sous lequel les lois de cette nation aient été mises par écrit ¹. Il est vrai qu'on a prétendu, sur la foi d'un passage de Sidoine Apollinaire, que cette rédaction remontait au règne de Théodoric. Mais Sidoine se borne à reprocher à Séronatus, préfet du prétoire en Gaule, de fouler aux pieds les lois Théodosiennes, et de rechercher à faire prévaloir les lois Théodoricennes. Les mots *leges Theodoric'anas* désignent évidemment le Droit wisigoth imposé aux Romains. Loin de s'appliquer à un roi ou à un code particulier, ces deux termes visent d'une façon générale tous les rois wisigoths, dont plusieurs, à cette époque, s'appelèrent Théodoric; et l'on doit y voir, non pas une locution usuelle, mais une puérile antithèse sur les *Leges Theodosianae* et les *Leges Theodoricianae*.

On ignore d'ailleurs si Euric, ou un de ses successeurs, fit rédiger un code avant le milieu du ^{vii}^e siècle. Mais, sans entrer dans les périlleuses hypothèses de textes perdus et retrouvés, nous pouvons tenir

¹ V. *supr.* p. 238, note 2, le passage de Sidoine Apollinaire.

pour certain que les *Leges Wisigothorum* telles que nous les possédons, se composent de deux textes. C'est d'abord le fragment intitulé *Antiqua*. Bluhme, qui l'a publié en 1847, en place la rédaction sous Récarède I^{er}, qui régna de 586 à 601. Il est vrai que Pétigny reporte ce document jusqu'au temps d'Alaric II. Mais l'opinion de Bluhme doit prévaloir. Le second texte, appelé souvent *Liber judicum* ou *Forum judicum*, est généralement attribué à Receswinthe, dont le règne commença en 652 pour finir en 672. Le *Liber judicum* se divise en douze livres, par ordre de matières. La rhétorique y joue un rôle déplorable. Néanmoins ce recueil est important, car il comprend quantité d'édits antérieurs à Receswinthe. Le Droit romain y entre dans une certaine proportion. Sur cinq cent quatre-vingt-treize lois, un sixième environ est emprunté au Code Théodosien ou au *Breviarium* d'Alaric II. Par une loi insérée au *Liber judicum*, Receswinthe interdit formellement aux Romains l'usage du Droit romain. Déjà son père Chidaswinthe avait promulgué une loi très défavorable à ce Droit ; mais le sens en est beaucoup moins précis. Ainsi le *Liber judicum* apparaît, au VII^e siècle, comme la première loi barbare ayant un caractère territorial. Ce recueil fut traduit en castillan durant le moyen-âge, sous le nom de *Fuero juzgo*. Cette version a joui longtemps en Espagne d'une grande autorité ¹.

§ II. — LOIS DES FRANCS. Il faut entendre par là tous les textes rédigés durant les périodes mérovingienne et carlovingienne. Ces textes sont la *Loi Salique*, les *Capitulaires*, les *Prologues et Épilogues*, et la *Récapitulation de la Loi Salique*.

1. *Loi Salique*. — Les érudits, et notamment Pardessus, reconnaissent jusqu'à cinq textes différents de la Loi Salique, *Lex Salica*. Le plus ancien, qui comprend soixante cinq titres, fut rédigé sous Clo-

¹ Le *Liber judicum* est imprimé dans CANCELLI, *Barbarorum leges*, IV. (Venise 1789, in-fol.), et dans WALTER, *Corpus iuris germanici antiqui*, II, (Berlin, 1825). La meilleure édition du *Fuero juzgo* est celle que publia, en 1815, l'Académie Royale d'Histoire de Madrid en 1 vol. in-4^o. L'édition portugaise insérée en 1856 au tome I, fascic. 1, des *Portugalix monumenta historica*, *Leges et Consuetudines*, n'est qu'une reproduction du travail des érudits espagnols.

vis 1^{er}, entre 486 et 496. Le plus récent, composé de 65 titres, est connu sous le nom de *Lex emendata*. Pardessus en fixe la date à 768; mais il y a lieu de se défier, et de reporter purement et simplement ce texte à l'époque de Charlemagne.

La Loi Salique est tout à la fois, et en abrégé, un code civil, et un code pénal. Les pénalités y jouent le principal rôle. Les deux meilleures éditions de ce recueil sont celles de Pardessus, *Loi Salique* (1. vol. in-4° Paris 1843), et de MM. Hessel et Kern, *Lex Salica* (1 vol. in-4° Londres, 1880).

Grâce aux conquêtes successives des rois mérovingiens, des maires du palais, et des premiers empereurs carlovingiens, la Loi Salique exerçait son influence non seulement en Hesse et en Francie, où dominèrent les Francs, mais en Lombardie, en Tyrol, chez les Allemands et les Bavaïrois, et jusqu'en Angleterre. La Wasconie ne pût donc échapper à cette action qui, du reste, n'est attestée pour ce pays par aucun texte précis. En revanche, ce statut est encore mentionné, pour l'année 987, dans le cartulaire de Saint-Père de Chartres. Il en est aussi question dans les actes du concile tenu à Limoges en 1031¹. Mais ce ne sont là que de vagues réminiscences, dont on ne saurait conclure que la personnalité des lois subsistait toujours durant les premiers siècles de la période féodale².

2 Capitulaires. — On appelle ainsi les ordonnances (*Pactus, Decretio, Edictus, Constitutio*), des princes mérovingiens et carlovingiens. Il y a sept capitulaires additionnels à la Loi Salique. Certains

¹ BOUQUET, *Rev. Gall. script.*, XI, 503; SCHRÆDER, 44. *Forschungen zur Deutschen Geschichte*, XIX, 44.

² Sur la Loi Salique, v. outre les publications précitées de Pardessus et de MM. Hessel et Kern : SOHM, sur la procédure de la Loi Salique, trad. Thévenin, Paris, 1873, 1 vol. in-8°; SCHRÆDER, dans *Forschungen zur deutschen Geschichte*, t. XIX, 139-172; dans *Historische Zeitschrift, Neue Folge*, VII, 1-65; dans *Monatsschrift für die Geschichte Westdeutschlands*, VI, 408 et 502; dans *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte*, II, part. 2; THONISSEN, *L'organisation judiciaire, le droit pénal et la procédure pénale de la Loi Salique*, 2^e édit., Bruxelles et Paris, 1882, 1. vol. in-8°; FAHLBECK, *La royauté et le droit royal francs*, Lund, 1883, 1. vol. in-8°.

de ces documents ont force de loi (*capitula legibus addenda*), parce qu'ils ont été sanctionnés dans les assemblées publiques. D'autres, au contraire (*capitula per se scribenda*), ont été promulgués par le roi ou l'empereur sans le concours de ces assemblées. Aussi n'ont-ils de valeur que pour la durée du règne de celui qui les a faits. Enfin, les documents de la troisième classe (*capitula missorum*) se composent des instructions temporaires, des ordres donnés aux particuliers, des avis adressés aux agents du souverain et aux *missi*. La plus complète et la plus récente édition des Capitulaires est celle qu'a donnée Pertz dans les *Leges*, t. I et II. Elle n'annule pourtant pas celle de Baluze. M. Boretius en a commencé une autre dans les *Monumenta Germaniae historica* (*Legum sectio II*, Hanoveræ 1881), dont la suite est impatiemment attendue.

3. *Prologues et Épilogues*. — On compte deux principaux prologues, et trois petits, qui sont des abrégés. La rédaction de ces documents est à coup sûr postérieure à celle de la Loi Salique.

4. *Récapitulation de la Loi Salique*. — C'est le tarif des amendes, tiré de la Loi salique.

SECONDE PARTIE.

CARACTÉRISTIQUE DU DROIT ROMAIN ET DU DROIT BARBARE.

Ici, je dois confesser à nouveau, que cette portion de ma tâche a été singulièrement facilitée par les travaux bien connus des grands historiens jurisconsultes. Néanmoins, je ne leur emprunte rien sans avoir personnellement contrôlé leurs assertions.

SECTION I.

§ 1. **DROIT ROMAIN**. — L'économie générale du Droit romain est trop connue pour que je fatigue inutilement le lecteur en touchant, même de la façon la plus sommaire, aux diverses parties de ce vaste sujet. Mieux vaut présenter, en un seul paragraphe, les renseigne-

ments fournis par le *Breviarium* sur la constitution politique des anciennes cités romaines sous les Wisigoths. Ici, je suis à la trace de la doctrine de Savigny, *Histoire du droit romain au moyen âge* (traduction Guenoux), T. I, c. V, § II.

Et d'abord, je constate, d'après lui, que sous les Wisigoths, le président (*praeses*) des anciennes provinces romaines a disparu. Par contre, l'organisation des cités, leur juridiction spéciale, et la part que les magistrats municipaux prennent aux décisions de justice, subsistent comme auparavant, peut-être même avec plus de vie qu'à l'époque du Bas-Empire. Certes, on a beaucoup discuté sur le sens du mot *iudex*, qui dans le Code Théodosien désigne le lieutenant de la province. A ce sujet, les meilleurs esprits admettent généralement que si, dans le commentaire du *Breviarium*, *iudex* est rapproché de *provincia*, il s'applique au comte wisigoth; au *duumvir* ou au *défensor* s'il est joint à *civitas* ¹. Mais s'il est seul, le cas devient difficile.

En général, le Code Théodosien et le commentaire concordent en tout ce qui a trait aux défenseurs, sur le mode de leur nomination sur la nature de leurs pouvoirs, etc. ². Le texte porte que le gouverneur de la province ne connaîtra pas des délits minimes, et le commentaire complète cette disposition en les attribuant au *defensor* ³. Selon le texte, les procès civils peuvent être portés devant le gouverneur de la province, ou devant les magistrats ayant la confection des actes solennels. Le commentaire y ajoute expressément le *defensor*, déjà sous-entendu dans le texte. Paul avait énuméré les cas où le préteur accorde la restitution. Le commentaire nous apprend que les pouvoirs de l'ancien préteur, tel que celui d'accorder la restitution, ont été transférés aux *iudices* des villes ⁴. Cela prouve clairement

¹ « Omnes iudices in provinciam sibi commissam ». *Cod. Theod.* I, 12, 3, et plus loin : « postquam fuerit iudex ille remotus... sub alio iudice de provincia non discedat. » Ces expressions ne sauraient évidemment s'appliquer au magistrat d'une ville.

² *Cod. Th.* I, II.

³ Ad mediocres Iudices... id est aut *defensores* aut assertores pacis. *Int. Cod. Th.* II, I, 8. Le *pacis assertor* se retrouve dans la *Lex Visigoth.* L. II. T. I, L. 26.

⁴ *Int. Cod. Th.* II, 4, 2.

⁵ Hoc enim quod per praetorem antea fiebat, modo per iudices civitatum agendum est. *Int. Paul.* I, 7, § 2.

qu'alors la juridiction municipale était plus étendue que sous l'empire, et que toutes les prérogatives des gouverneurs romains n'étaient point passées aux comtes wisigoths.

Dans le Code, nous voyons qu'aucun décurion ne peut-être *curator*, c'est-à-dire *quinquennalis*, avant d'avoir successivement exercé tous les emplois inférieurs de la cité. Le commentaire répète les mêmes dispositions, et assimile, sous ce rapport, le *defensor* au *curator*¹. Ainsi, la charge de *defensor*, qu'aucun décurion ne pouvait jadis exercer, était devenue une charge sénatoriale. Au temps de l'empire, les actes solennels devaient être passés devant un magistrat, trois décurions, et un *exceptor*. On retrouve ces règles dans le *Breviarium*, avec cette observation souvent répétée, que ladite loi n'a pas besoin de commentaire².

Il est certain que les Wisigoths avaient, comme les Romains, deux degrés de juridiction ; car on trouve, dans le *Breviarium*, plusieurs passages relatifs aux appels³. Par suite de ces divers rapports avec le gouverneur romain, Savigny admet que ce juge d'appel doit être le comte, bien qu'il ne soit nommé nulle part.

D'autres passages concernant la curie, les décurions et le décurionat, sont passés dans le *Breviarium* sans forts retranchements, et sous quelques modifications légères. A propos de ces mots : fils adoptif, le *Breviarium* nous dit que l'adoption se fait devant la curie. Il déclare aussi que l'émancipation, qui se faisait autrefois devant le *praeses*, a lieu maintenant devant la curie⁴. Nous voyons dans le texte qu'à

¹ Nullum Curialem... aut Curatoris... aut Defensoris officium debet suscipere. *Int. Cod. Th.* XII, I, 20.

² *Int. Cod. Th.* XII. I. 151. « Haec lex interpretatione non indiget. »

³ Exemples : «... nisi forsitan contra sententiam.. crediderit appellandum ». *Int. Cod. Th.* II, I, 6. « In civilibus causis, vel levioribus criminibus... appellationi constituta legibus dilatio praestanda est. » *Int. Cod. Th.* XI, 36, 1. — Cette dernière disposition revient fréquemment dans le texte.

⁴ *Int. C. Th.* V. 1. 2. « adoptivum, id est gestis ante Curiam adfiliatum. » — Voici un passage qui établit directement la juridiction civile de la curie chez les Wisigoths : *Int. L. 1. C. Th. de denunciat.* 24, « ex quo tutor sive curator minoris aut per iudicem, aut per curiam inatulerit seu exceperit actionem, etc. » Disposition qui ne se trouve pas dans le texte. Le mot *iudex* a ici son sens ordinaire, et désigne le comte wisigoth.

Constantinople les tuteurs sont nommés par le préfet de la ville, dix sénateurs, et le préteur chargé de l'inscription des tutelles. A ces diverses autorités, le *Breviarium* substitue le *iudex*, et les premiers de la ville ¹.

D'après le texte, il faut un décret pour vendre les biens d'un mineur. Le *Breviarium* ajoute que ce décret est rendu par le *iudex* ou par la curie ². Le texte statue que les testaments seront ouverts devant l'autorité qui les reçoit, c'est-à-dire *l'officium censuale* : le commentaire donne ces pouvoirs à la curie ³. Dans le Code, les donations sont insinuées devant le *iudex*, autrement dit le lieutenant de la province, ou devant le magistrat de la ville. Le *Breviarium* substitue la curie à ce magistrat ⁴. Cette substitution, et plusieurs des termes précités révèlent un changement complet dans les idées.

D'après les principes du Droit romain, la suprême autorité municipale, et surtout la juridiction, était autrefois un droit attaché à la personne du magistrat. Maintenant, ce droit se rapporte moins personnellement au défenseur que collectivement à la curie. Aussi le commentaire applique-t-il à l'album de la curie tout ce que Paul dit sur l'album du préteur ⁵. Au temps de l'empire, les *honorati*, ou citoyens ayant passé par les hautes charges, occupaient une place

¹ GAJUS, I. 6. « Quae tamen emancipatio solebat ante Praesidem fieri, modo ante Curiam facienda est.

² *Int. C. Th.* III. 1.3. « Auctoritate Iudicis aut consensu Curiae munia-tur. » Le *iudex*, c'est le comte mis ici sur la même ligne que la curie.

³ *Int. C. Th.* IV. 4. 4. « Testamenta omnia, vel reliquas scripturas apud Censuales in urbe Roma voluit publicari, hoc est in reliquis regionibus apud Curiae viros testamenta, vel quaecumque scripturae actis firmari solent, gestorum allegatione muniantur. »

⁴ *Cod. Th.* VIII. 12. 1. « Apud Iudicem vel Magistratus. » *Interpr. l. c.* « aut apud Iudicem, aut apud Curiam. »

⁵ PAULUS, I. 13. A. § 3. « Is, qui album raserit, corruerit... *extra ordinem* punietur. » *Interpr. l. c.* « In eum qui album curiae raserit... capitaliter *non expectata orlinis sententia* vindicatur. » Ces derniers mots sembleraient établir directement la juridiction de l'*ordo*. Mais Savigny n'y voit qu'une méprise grossière sur le sens des expressions de Paul *extra ordinem*; car cette explication erronée de l'ancien terme *extra ordinem* se retrouve mot pour mot dans d'autres passages.

distinguée à côté du gouverneur de la province, quand il rendait la justice, à condition, bien entendu, que ces *honorati* ne fussent point parties aux procès. Le *Breviarium* attribue ce privilège aux curiales ¹. Le Code décide qu'un sénateur romain poursuivi criminellement, sera jugé par cinq sénateurs tirés au sort. Le commentaire, étendant ce droit à toutes les classes de la société, déclare que tout citoyen sera jugé par cinq des principaux d'entre les pairs, ce qui a trait sans doute à la différence établie entre les décurions et les plébéiens ². D'après le texte le *domesticus* ou *cancellarius* du *iudex* est élu par les principaux membres de la curie. Le *Breviarium* conserve cette élection ³; mais il l'attribue à tous les citoyens.

N. B. — Le lecteur a remarqué certainement que, dans cette énumération des monuments du droit de la Gaule méridionale durant le haut moyen-âge, je n'ai pas dit un mot de ceux du Droit canonique. Cette omission sera réparée dans un mémoire, déjà fort avancé, sur l'*Histoire religieuse de la Gascogne depuis l'invasion des Barbares jusqu'à la réunion des duchés de Guienne et de Gascogne (406-1070)*.

SECTION II.

DROIT BARBARE.

Il s'agit maintenant de caractériser à grands traits le *Droit wisigothique* et le *Droit franc*.

¹ *Cod. Th.* I. 8. un. « Honorati, qui lites habere nescuntur, his horis quibus causarum merita vel facta panduntur, residendi cum Iudice non habeant facultatem. » *Interpr. l. c.* « Honorati provinciarum (*id est, ex Curiae corpore*), si et ipsi in lite sunt constituti... cum Iudice nun resideant. »

² *Int. C. Th.* II. 1. 12. « Cum pro obiecto crimine aliquis audiendus est, quinque nobilissimi viri iudices de reliquis sibi similibus missis sortibus eligantur. » On pourrait, dit Savigny, trouver ici quelque rapport avec l'institution germanique des échevins.

³ *Cod. Th.* I. 12. 3. « ... periculo enim *Primatorum Officii* Cancellarios..., electos Iudicibus applicari iubemus. » *Interpr. l. c.* « Nisi qui ei publice fuerit *civium electione* deputatus. » Cette disposition, dit Savigny, s'applique évidemment au comte; mais, dans la pratique, elle devait donner lieu à de graves difficultés.

§ I. — DROIT WISIGOTHIQUE. Ici je traiterai des *Pouvoirs publics*, de l'*Armée*, des *Revenus publics*, du *Droit civil*, de la *Procédure*, du *Droit pénal*, et des *Rapports du Droit wisigothique et du Droit romain*.

1. — *Pouvoirs publics*. Les rois wisigoths sont électifs, et régulièrement nommés par la nation, représentée par les prélats, ducs, comtes, et officiers de la couronne et du palais. Dans ces assemblées, on statue sur les principales affaires de l'État, sans préjudice de celles de l'Église, qui sont traitées séparément par les évêques. Sous le nom de *conciles* de Tolède, il nous reste plusieurs décisions de ces assemblées. L'élection du roi est suivie du serment de fidélité, dû par les Romains, aussi bien que par les Barbares¹. Dans les provinces, le serment est reçu par des commissaires. Les officiers du palais qui s'abstiennent de comparaître devant le nouveau roi pour le reconnaître, sont mis, avec tous leurs biens, à la discrétion du prince.

Chaque province est administrée par un duc ou comte de premier ordre, chargé des affaires publiques, du commandement des troupes, de la justice civile et criminelle, etc. Sous ce gouverneur opèrent autant de comtes de second ordre² qu'il y a de cités ou diocèses. Ces derniers sont assistés d'un ou plusieurs viguiers ou vicaires (*vicarii comitis*), secondés par des officiers inférieurs³, qui étaient peut-être étrangers à l'ancienne organisation nationale, et avaient été importés, comme tant d'autres choses, dans la monarchie wisigothique. Mais, sous ces modifications, se retrouve le principe général du droit germanique, la réunion des pouvoirs civil et militaire.

¹ *Lex Visigoth.* L. II. Tit. I. leg. 34.

² CASSIODOR. L. VI, *Epist.* 26; 1. *Lex Visigoth.* L. II. T. I, leg. 23 et 31; T. II, leg. 10.

³ Dux, comes, vicarius, pacis assertor, tyuphadus, millenarius, quingenarius, decanus, defensor, numerarius... iudicis nomine censeantur ex lege. *Lex Visigoth.* L. II. T. II, leg. 26. Ici encore, se retrouve le dux; mais comme les lois visées plus bas dans la présente note attribuent toujours au comes la magistrature suprême, la juridiction du dux était sans doute la même chez le Wisigoths que chez les Francs. Cf. *Lex Visigoth.* L. II, T. I, leg. 14 et 17; L. VII, T. IV; L. IX, T. II, leg. 1, 3, 4, 5.

Les comtes de second ordre et leurs auxiliaires rendent la justice dans leurs ressorts respectifs¹, et les magistrats des villes municipales sont tenus de leur obéir².

2. — *Armée*. Il est prouvé que les Romains étaient admis dans les armées wisigothiques. A la bataille de Vouillé (507), les Arvernes se distinguèrent sous Apollinaire, petit-fils du poète Sidoine. Quand Alarie II fut tué, les Wisigoths s'enfuirent du champ de bataille. Mais les Arvernes soutinrent le choc de l'ennemi, et périrent avec l'élite de leur noblesse³.

Tous les Wisigoths doivent le service militaire⁴. Quand le roi convoque les troupes de ses provinces, tous les hommes en état de porter les armes sont tenus de se trouver au lieu du rendez vous. Il n'y a d'exceptions qu'au profit des vieillards et des malades. Ingénus, affranchis, et serfs fiscaux, doivent marcher avec la dixième partie de leurs esclaves, dont la moitié est pourvue de frondes, et l'autre d'épées, d'arcs et de javelots. Cette obligation qui ne pesait d'abord que sur les Barbares, fut étendue aux Romains par une loi du roi Ervige (680-687). Les défaillants, pourvus des dignités de duc, de comte, de *gardinge*, perdent ces charges, et subissent la peine de l'exil. Leurs biens sont confisqués. Les gens de moindre condition sont fustigés. On leur arrache les cheveux, et on leur inflige une livre d'or d'amende. Ceux qui n'ont pas de quoi la payer deviennent esclaves pour toujours.

Dès que les serfs fiscaux ont porté les ordres du roi dans les provinces, l'armée se met en marche, sous la conduite des ducs, des comtes et des *gardinges*, secondés par les *millenarii*, les *quingenarii*, les *centenarii*, et les *decani*, dont l'autorité s'étend sur mille, sur cinq cents, sur cent, ou sur dix hommes. On comprend qu'avec une organisation pareille, les milices de chaque province étaient toujours prêtes à marcher.⁵ Il semble que les *millenarii*, et

¹ *Lex Visigoth.* L. II. T. 1, leg. 23 et 26; T. II, leg. 7 et seq.

² CASSIODOR. L. VI, *Epist.* 27. *Lex Visig.* L. II, T. 1, leg. 23.

³ GREGOR. TURON. *Hist.* II, l. II, c. 37.

⁴ *Lex Visigoth.* L. IX. T. II, leg. 1, 2, 4, 8, 9.

⁵ *Lex Visigoth.* L. II. T. 1, leg. 26; L. VIII. T. 1, leg. 9.

officiers de moindre importance, aient eu une sorte de juridiction sur les hommes qu'ils commandaient.

Les Wisigoths touchent leur solde, non pas en argent, mais en nature. Tout soldat convaincu de vol, restitue quatre fois la valeur de l'objet volé. S'il n'a pas de quoi payer, il reçoit cinquante coups de fouet.

3. — *Revenus publics*. Les tributssont dûs par les serfs fiscaux, et par toutes les personnes privées¹. Il n'y a d'exception que pour les hommes constitués en dignité.

L'administration des finances appartient aux ducs, comtes, et autres officiers provinciaux, recouvrant chacun dans son ressort, pour verser au trésor royal. Le paiement de l'impôt est assuré, au besoin, par la saisie des fonds et des héritages². Il semble qu'alors toutes les terres étaient possédées en alleu, et qu'il n'y avait entre elles aucune de ces différences de condition que l'on remarque dans les temps postérieurs.

Le domaine du roi consiste en partie dans le tribut exigé des particuliers, conformément à leurs ressources. On ne sait rien de la façon dont ce tribut était imposé. Il semble néanmoins que les rois wisigoths ne percevaient rien sans le consentement du peuple, rien qui ne leur fût bénévolement accordé. La source principale de leurs revenus était le produit des terres royales, cultivées par les serfs fiscaux³, ou prises à bail moyennant redevance annuelle. La condition de ces serfs, était donc meilleure que celles des esclaves des particuliers, qui n'avaient droit de rien posséder, et qui ne gagnaient que pour leur maître.

Les rois wisigoths tiraient aussi de l'argent des juifs établis dans leurs états. Ils avaient également le bénéfice du monnayage. La monnaie principale était le sol d'or.

¹ *Lex Visigoth.* L. X. T. IX leg. 4. D'AGUIRRE, *Concil. Toletan.* XIII. T. II, p. 704.

² D'AGUIRRE, *Concil. Toletan.* XIII. T. II, p. 704.

³ D'AGUIRRE, *Concil. Toletan.* XIII. T. II, p. 704.

4. — *Droit civil.* Sous la domination wisigothique, les Barbares comme les Romains et les étrangers, se divisent en deux classes : les hommes libres et les esclaves. Les premiers sont tous censés nobles¹. Il existe d'ailleurs entre eux de notables différences, à raison des biens qu'ils possèdent, ou des dignités dont ils sont pourvus. Les serfs ou esclaves, se distinguent en serfs du roi ou serfs fiscalins, et serfs des particuliers². Les premiers exploitent le domaine du prince. Ils peuvent obtenir certaines charges du palais, et porter témoignage en justice, comme les hommes libres. Cela n'est pas permis aux esclaves des particuliers, ni même aux affranchis, sauf dans les cas graves, par exemple le crime de lèse-majesté. Ces serfs fiscalins ont aussi le droit de posséder des terres et des serfs, mais avec défense d'en disposer, de les vendre ou de les affranchir sans la permission du roi, si ce n'est en faveur d'autres serfs fiscalins. Le reste de leur avoir peut être donné aux églises et aux pauvres, même lorsque les donateurs n'ont d'autres biens que des terres ou des serfs. Ils peuvent alors en vendre une partie, et en affecter le prix à de bonnes œuvres. D'ailleurs, les dispositions de la loi wisigothique sur les serfs et les affranchis sont visiblement inspirées par le Droit romain.

Le Code barbare prohibe strictement tout mariage entre personnes libres et serves³. Il veut que les unions soient proportionnées, et que la femme soit moins âgée que le mari⁴. Si cette dernière condition manque, l'époux mécontent peut faire rompre le lien conjugal. Le mariage conclu par écrit ou devant témoins, avec remise d'un anneau à titre d'arrhes, ne permet plus aux fiancés de retirer leur parole⁵. La dot, ou plutôt le douaire de la femme, est fixé et payé par le mari ou par ses parents⁶, conformément à certaines règles. Ainsi les nobles, c'est-à-dire les officiers du palais et de l'état, et les principaux de la nation, possédant plus de dix mille sols d'or, ne peuvent

¹ *Lex Visigoth.* L. II. T. I, leg. 4; T. II, leg. 1 et 2; L. VI. T. II, leg. 2.

² *Id.* L. II. T. III, leg. 4; T. IV, leg. 4; L. V. T. VII.

³ *Id.* L. III, T. II.

⁴ *Id.* L. III, T. I, leg. 4.

⁵ *Id.* L. III. T. I, leg. 3.

⁶ *Id.* L. III. T. I. leg. 5.

donner en dot à leur femme que le dixième de leur avoir, avec dix esclaves de chaque sexe, et mille sols d'or pour les meubles et habits nuptiaux. Les autres personnes libres, et possédant moins de dix mille sols d'or, ne peuvent affecter à la dot et aux autres dépenses du mariage que le dixième de leur bien. En ce cas, le mari demeure libre, après une année d'union, d'augmenter la dot de sa femme comme il lui plaît. La fille qui se marie sans le consentement de ses père et mère, perd tout droit à leur succession ¹. Les enfants dont le père est mort, passent sous la tutelle de leur mère, jusqu'à ce qu'elle se remarie ². La femme sans postérité peut librement disposer de son douaire, qui appartient au mari si elle meurt *ab intestat*. Ainsi le veut une loi rendue par le roi Chindaswinde la troisième année de son règne. Cette loi permet aux femmes de donner à leurs maris autant de bien qu'elles en reçoivent conformément au Droit romain. Les veuves qui se remarient durant l'année de leur deuil, perdent la moitié de leur douaire ³.

On sait que le Droit romain défendait toute alliance entre Romains et Barbares. Cette prohibition, qui subsista longtemps, et qui fût un des principaux obstacles à la fusion entre les Wisigoths et les populations soumises, ne cessa que sous Chindaswinde.

En ce qui touche les mariages entre serfs et affranchis, le code barbare diffère peu de la loi romaine ⁴. Chez les Wisigoths, le mariage entre parents est prohibé jusqu'au sixième degré inclusivement ⁵. Les cousins germains sont au troisième. Permis par les anciennes lois, le divorce fût aboli par Chindaswinde, qui maintint néanmoins au mari le droit de répudier sa femme pour adultère. A son tour l'épouse pouvait rompre le lien conjugal et se remarier, si l'époux l'avait prostituée malgré elle, ou s'il avait été convaincu du crime contre nature.

En matière de tutelles et de successions, le code wisigothique se rapproche sensiblement du Droit romain ⁶. La succession des pères

¹ *Id.* L. III. T. II, leg. 8.

² *Id.* L. III. T. I, leg. 7.

³ *Id.* L. III. tit. II. leg. 1.

⁴ *Id.* L. III. T. II.

⁵ *Id.* L. III. T. V et VI.

⁶ *Id.* L. III. T. II et III.

et mères passe obligatoirement à leurs enfants jusqu'à concurrence des deux tiers, le surplus demeurant disponible. Ceux qui n'ont pas d'enfants disposent librement de leurs biens. Les gens d'église et les moines, sont également habiles à succéder. S'ils meurent *ab intestat* sans laisser de parents jusqu'au septième degré, leur avoir passe à leurs églises ou couvents.

L'usure est autorisée par la loi. Au bout d'un an, le créancier peut exiger de son débiteur le huitième du capital quand il s'agit d'argent, et le tiers quand le prêt consiste en denrées ou en fruits ¹.

En ce qui touche les terres, les lois wisigothiques ne contiennent qu'un assez petit nombre de dispositions relatives à leur partage entre Romains et Barbares, à l'époque de l'invasion. Cela vient sans doute de ce que ces lois ne furent rédigées que beaucoup plus tard, et qu'alors le partage originel, modifié par les ventes, échanges et successions, avait perdu une grande partie de son intérêt ². Tenons néanmoins pour certain que les Romains durent céder aux envahisseurs les deux tiers du territoire. Il faut entendre par là, non un simple prélèvement de fruits, mais une véritable division du sol. La part affectée à un Wisigoth ou à un Romain, prenait indistinctement le nom de *sors*. On trouve dans l'*Eucharisticon* de Paulin de Pella, un précieux renseignement sur le partage des terres. Il y raconte comment ses fils se sont séparés de lui ³.

Ce partage des terres fut observé strictement, et exécuté de bonne foi, entre Wisigoths et Romains. Les uns et les autres étaient également tenus de rendre ce qu'ils avaient usurpé, sauf les cas de prescription, étendue jusqu'à cinquante ans dans les actions réelles. Elle était réduite à trente, comme en Droit romain, dans les actions

¹ *Lex Visigoth*, L. V, leg. 8.

² *Lex Visigoth*, L. X.. T. 1, leg. 8, 16.

³ libertatis amore

Quam sibi maiorem contingere posse putabant
Burdigalae, Gothico quamquam sorte colono.

PAULIN. *Eucharistic*.

personnelles. On pouvait prescrire contre le fisc. Mais les serfs fiscaux étaient imprescriptibles.

On ne devrait pas s'exagérer d'ailleurs, au point de vue du trouble social. L'importance du partage des terres entre Wisigoths et Romains. Il est certain que parmi ceux-ci, les grands propriétaires, qui faisaient cultiver leurs terres, se trouvèrent notablement apauvris. Mais les Barbares, qui s'enrichirent d'autant, dédaignaient le travail des champs, et faisaient aussi valoir leurs biens par autrui. Ce déplacement de fortune ne lésa donc, ou n'enrichit, qu'une catégorie restreinte de personnes. La condition de la grande masse des habitants, c'est-à-dire des colons, dût rester sensiblement la même. Pour les deux tiers, leur travail profita désormais à d'autres maîtres. En somme, le trouble social causé par ce partage du sol, fut assurément inférieur à celui qui résulta de la vente des biens nationaux, au temps de la Révolution française.

5. — *Procédure*. Conformément au principe de la personnalité des lois, les Barbares sont jugés par des comtes wisigoths, et les Romains par des comtes romains¹. En cas de procès entre parties de lois différentes, c'est un comte wisigoth qui juge, avec un juriste romain comme assesseur². Cet usage persista longtemps dans la Gaule méridionale.

Les juges qui manquent à leurs devoirs sont sévèrement châtiés³. En cas de passion ou de malice, déjà manifestés, ou même à craindre, l'évêque du diocèse a le droit d'évoquer l'affaire à son tribunal. Il appelle alors le juge suspect, prend pour assesseurs quelques gens d'église et autres hommes de capacité, avec lesquels il statue sur le jugement mal rendu. Leur sentence est soumise au roi, qui la confirme ou qui la casse, selon qu'elle lui semble bonne ou mauvaise.

Aidés de quelques assesseurs de leur choix, les prélats sont les juges naturels des pauvres. Ils statuent sur leurs différends⁴. Les

¹ CASSIODOR. L. VII, *Epist.* 3.

² *Lex Visigoth.* L. II, T. I, leg. 23 et 26. T. II, leg. 7 et seq.

³ *Lex Visigoth.* L. II, T. II.

⁴ *Lex Visigoth.* L. XII, T. I; L. II, T. I, leg. 20, 21, 30.

juges laïques doivent exécuter leurs sentences. Il est sévèrement interdit aux juges, gouverneurs des provinces et agents fiscaux, payés à suffisance par le roi, de vexer les parties, et d'en exiger quoi que ce soit ¹. Les intéressés de l'un et de l'autre sexe peuvent plaider eux-mêmes en justice. Il n'y a d'exception que pour les princes et les évêques, à raison de leur dignité.

6. — *Droit pénal*. L'adultère est fortement puni par la loi wisigothique. Quand l'offense atteint le mari, les deux coupables deviennent ses esclaves, et il a droit de se venger sur eux comme il lui plaît ². Si l'homme convaincu d'adultère n'a pas d'enfants, ses biens sont acquis au mari outragé. La femme qui commet un adultère avec un homme marié, devient l'esclave de la femme de celui-ci, qui en fait ce que bon lui semble. Les maris, pères et parents, peuvent tuer impunément leurs femmes, filles et parentes, surprises en état flagrant d'adultère, ainsi que leurs complices. L'homme libre convaincu de viol encourt la peine de la fustigation, et perd sa liberté. L'esclave est condamné au feu. Suivant une ancienne loi ³, si une femme libre se donne à un de ses esclaves, ou si elle en fait son mari, tous deux sont fustigés et brûlés. Il est vrai que la femme peut éviter le supplice en cherchant asile dans une église. Mais alors elle perd la liberté. Ses biens passent aux enfants du premier mariage, s'il en existe, et à leur défaut aux plus proches parents du mari jusqu'au troisième degré. S'il n'y en a pas, ces biens sont acquis au fisc.

L'injure est punie d'une peine pécuniaire. Si le condamné n'a pas de quoi la payer, il subit la fustigation, peine qui n'est pas infamante pour les hommes libres ⁴. L'épreuve par l'eau bouillante (*examen*), est usitée dans certains cas ⁵. La peine du talion existe ⁶. On ne peut la racheter que par une amende pécuniaire, dont la loi règle le taux selon la gravité des cas. L'esclave viola-

¹ *Lex Visigoth.* L. III, T. III.

² *Id.* L. III, T. IV.

³ *Lex Visigoth.* L. III, T. II, leg. 2.

⁴ *Id.* L. III, T. I.

⁵ *Id.* L. VI, T. IV, leg. 3.

⁶ *Lex Visigoth.* L. VI, T. I leg. 6.

teur de sépulture est puni de mort. Pour les condamnés, les églises sont des asiles. Ceux qui s'y réfugient, après avoir mérité la mort, sont livrés à leurs parties, qui les châtient comme il leur plait, sans avoir pourtant le droit de les faire périr.

7. — *Rapports du Droit wisigothique et du Droit romain.* J'ai déjà dit qu'à une époque où les Wisigoths ne dominaient plus dans nos contrées, leurs princes avaient interdit l'usage du Droit romain, et que les *Leges Visigothorum* apparaissent, durant le haut moyen-âge comme le premier statut territorial. Il y resta néanmoins des traces de l'ordre de choses aboli. Ainsi le code wisigothique compte le *defensor* parmi les nombreux magistrats compris sous le nom de *iudex*¹. On ne doit donc pas s'étonner, si Isidore de Séville, qui vécut avant cette entreprise des rois wisigoths, présente la charge de défenseur comme une magistrature existante².

Les lois des Wisigoths contiennent à coup sûr des fragments empruntés au droit romain. On a disputé sur la provenance de ces textes, que les uns disaient tirés de la législation de Justinien, et d'autres du *Breviarium* d'Alaric II. A l'égard de certains fragments, dit Savigny, l'origine n'est pas douteuse ; car ils n'existent que dans le *Breviarium*. Mais il en est d'autres qui se trouvent aussi dans le Code Justinien. Cependant, il est à croire que le *Breviarium* fut seul consulté.

Parmi les passages qui reproduisent le Droit romain, il en est qui le font textuellement. Exemples : le texte relatif aux degrés de parenté³, une loi sur la défense légitime⁴, une autre sur les intérêts⁵.

¹ *L. Visigoth.* L. II., T. II., Tit. I, l. 26.

² *Defensores dicti, eo quod sibi plebem commissam contra insolentiam improborum defendant. At contra nunc quidam eversores non defensores existunt.* Isidor. *Orig.* l. IX, c. 14.

³ *L. Visigoth.* L. 4, T. I (*Antiqua*) tirée de Paulus, L. 4, T. II. Le texte et les commentaires sont copiés textuellement, sauf le commencement du paragraphe 8.

⁴ *L. Visigoth.* L. 8, T. I, L. 2 (*antiqua*), tirée presque mot pour mot. de *Int.* L. 3, C. *Th. unde vi* (4. 22).

⁵ *L. Visigoth.* L. 5, T. 5. L. 8 et 9 (l'une et l'autre *antiqua*), tirée presque mot pour mot de *Int.* L. 9, et *Int.* la 1, *Cod. Th. de usuris*, (2. 33).

Ailleurs on retrouve non pas les textes, mais les principes du droit adaptés, supposés, modifiés, ou complètement changés. Telles sont les lois sur le mariage. Interdits par une constitution du *Breviarium*, les mariages entre Wisigoths et Romains sont ici permis avec une autorisation du comte¹. Une loi sur les dons nuptiaux faits par le mari wisigoth, se réfère à la loi romaine qui autorisait la femme à consentir de pareils dons². Savigny cite encore d'autres exemples. Une troisième catégorie de passages offre des rapports plus ou moins éloignés avec le droit des Bavares, duquel ils semblent empruntés.

§ II — DROIT FRANC. Sauf la partie finale affectée du n° 7, les diverses matières à résumer ici sont exactement les mêmes que celles du paragraphe précédent relatif au *Droit wisigothique*.

1. *Pouvoirs publics*.— Après la conquête des Gaules, les rois francs conservèrent, pour faire exécuter leurs ordres, plusieurs degrés de fonctionnaires, notamment les ducs et les comtes. Le comte (*comes, iudex, graf*), est nommé et révoqué par le roi, dont il relève immédiatement. Dans l'intérieur de son comté (*comitatus, pagus maior, grosse gau*), il cumule les pouvoirs militaire, judiciaire et financier. Du v^e au vii^e siècle, le comté correspond, sauf quelques exceptions, au territoire de la *civitas* romaine du iii^e siècle, et au diocèse primitif modelé sur celle-ci. Le comte est souvent assisté d'un lieutenant (*missus comitis*). Au-dessous de lui sont les centeniers (*thungi, centenarii*), administrant les *centenae*, qui sont les subdivisions du comté. Plus bas on trouve les *sacebarons*, les *rachimbourgs*, et les ministres subalternes de la justice (*pueri regis, milites*).

Ainsi, le comté est la base du système administratif des Mérovingiens. Au-dessus du comte, suivant certains érudits, à côté de lui sui-

¹ *L. Visigoth.* Lib. 3, T. 1 (Recesswinthe). Cette défense se trouve dans *L. un. C. Th. brev. de nuptiis gentiliū*(3. 14).

² *L. Visigoth.* Lib. 3, T. 1, L. 5 (Chindaswinde) : « quod et legibus Romanis.... decretum. » Cela, dit Savigny, ne doit pas s'entendre de cette disposition spéciale qui est contraire au Droit romain, mais de l'institution en général d'une dot donnée à la femme.

vant d'autres, nous trouvons le duc (*dux, herzog*), qui réunit plusieurs comtés, trois, quatre, sept, et jusqu'à douze. La vaste circonscription appelée *ducatus* est ordinairement permanente, mais parfois établie temporairement, et pour des motifs spéciaux. Le pouvoir supérieur des ducs n'existe pas partout. Mais là où nous les rencontrons, ces hauts fonctionnaires ont forcément avec les comtes de leur districts des rapports hiérarchiques sur lesquels les savants ne sont pas d'accord. En revanche il est certain que les duchés formaient des gouvernements militaires, qui n'existaient pas partout au VII^e siècle, et qui semblaient avoir persisté soit pour défendre, soit pour surveiller le pays conquis.

Pour en revenir au comte, les expressions *comes* et *iudex* sont à peu près synonymes dans la langue administrative du VII^e siècle. Le *iudex* n'est pas seulement le magistrat, mais le détenteur de l'autorité. Véritable image du souverain dans toute sa circonscription, il apparaît beaucoup plus fréquemment comme distributeur de la justice. C'est lui qui, pendant le VII^e siècle, convoque les hommes libres aux assises tenues tour à tour dans les différentes *centenae* de son comté. L'assemblée judiciaire se réunit généralement sous sa présidence. C'est le comte qui commande la force militaire mise au service du tribunal, qui fait exécuter par le centenier les sentences rendues par l'assemblée sur la proposition des rachimburgs. C'est encore lui qui nomme et révoque, à titre de représentant du roi, les centeniers et autres magistrats inférieurs ¹.

2. — *Armée*. Au point de vue militaire, comme à tous les autres, le roi est le chef suprême de la nation. C'est sur sa convocation que le peuple s'assemble le 1^{er} mars. Avant de marcher contre les Wisigoths, Clovis I^{er} dit à ses troupes : « Je supporte avec grand chagrin que ces ariens aient une partie des Gaules. Marchons, avec l'aide de Dieu, et, après les avoir vaincus, réduisons le pays en notre pouvoir. »

¹ Sur les pouvoirs des ducs et des comtes. v. notamment VAITZ, *Deutsche Verfassungsgesch.* II, 322-23, 332-33 ; SOHM, *Die Fraenkische Reichs- und Gerichtsverfassung* (Weimar, 1874), 40 ; RICHTER, *Annalen des Fränkischen Reichs in Zeitalter der Merovinger* (Halle 1874) passim.

² GREG. TURON. *Hist.* II, c. 37, ad. ann. 507.

Quand il veut faire la guerre aux Thuringiens, de concert avec son frère Clotaire, Théodoric harangue aussi les guerriers au Champ-de-Mars ¹. Ce n'était pourtant pas dans ces assemblées que se décidaient toujours les guerres. Parfois, on était inopinément attaqué. Alors, le duc ou comte du pays envahi convoquait d'urgence les guerriers de son district, avisait les comtes voisins, et prévenait aussi le roi. Pour ces expéditions, on ne convoquait pas toujours tous les guerriers de toutes les provinces. Le roi désignait les comtés qui devaient fournir les contingents, et choisissait en général les plus rapprochés de la frontière ennemie. Il transmettait ses instructions aux comtes, et dépêchait sur les lieux des commissaires (*admonitores*) chargés de veiller à tout. Seuls les hommes libres devaient obéir à la convocation royale, appelée *ban*. Mais d'ordinaire les Francs amenaient avec eux leurs *lites*, qui n'étaient pas des esclaves, mais des hommes libres placés sous le patronage des chefs. Sous les Mérovingiens, l'infanterie formait la force principale des armées. Les Francs connaissaient l'art des sièges et l'usage des machines de guerre. Sans sortir de mon domaine, j'en trouve la preuve dans le récit du siège de Comminges (585) dont les fortifications dataient certainement du Bas-Empire. On fit les approches de la place avec des charriots placés sur deux lignes, les uns au bout des autres, et on pût ainsi ouvrir une galerie qui permit d'approcher des remparts ².

Outre les guerriers convoqués au besoin, il existait certaines troupes permanentes, chargées d'assurer la tranquillité du pays, et surtout de couper les communications entre certaines provinces et le territoire ennemi ³.

Avant la bataille de Vouillé (507), les armées franques ne devaient pas être fort nombreuses. Il est impossible que Clovis ait battu les Wisigoths avec ses seules forces. Tout porte donc à croire qu'il y fût aidé par les troupes romaines de la Gaule, qui ne pouvaient retourner en Italie. Ces troupes catholiques haïssaient les Wisigoths ariens.

¹ *Id. Ibid.* III, c. 7, ad ann. 528.

² GREG. TURON. *Hist.* VII, c. 37.

³ PERTZ, *Leges*, I, 4, Décret de Clotaire I; GREG. TURON. *Hist.* VII, c. 30; IX, c. 28 et 32.

Elles soumirent aux Francs les terres qu'elles avaient reçues de l'Empire à la charge de les défendre, et passèrent en armes à Clovis I^{er}. Mais elles gardèrent leur discipline, et continuèrent à se recruter chez les Romains. Longtemps après Clovis I^{er}, elles marchaient encore au combat précédées de leurs enseignes ¹. Il est à croire également que Syagrius, gouverneur romain, se mit aussi au service de Clovis I^{er}. Les Francs appelèrent les Romains dans leurs armées. De nombreux textes attestent, en effet, qu'il en fut ainsi sous les petits-fils de Clovis I^{er}.

J'ai déjà dit qu'à la tête de chaque *civitas*, les rois mérovingiens mettaient un comte, qui réunissait en ses mains tous les pouvoirs, et qui avait sous ses ordres les vicaires et centeniers. Le vicaire régissait d'habitude un arrondissement (*pagus*) : le centenier avait sous ses ordres cent hommes libres ². Ces officiers conduisaient à la guerre et commandaient les Francs et les Romains soumis à leur juridiction. Il est à croire que l'obligation du service militaire ne pesait pas sur tout le monde, mais seulement sur les possesseurs d'une certaine fortune. Les Francs et autres barbares furent d'abord plus particulièrement astreints au service militaire. Ils n'étaient pas, à l'origine, dispersés dans les villes et les campagnes, mais groupés par petits détachements, qui se protégeaient les uns les autres.

Voilà pour les institutions militaires sous les rois de la première race. Au temps de la seconde, Charlemagne n'innova rien. Il se contenta de perfectionner. La propriété du sol devint désormais la base du service militaire. Ce service était gratuit, et les guerriers marchaient à leurs frais. Il leur fallait donc une certaine fortune pour prendre part aux expéditions. Le *mans* était alors la base de la propriété foncière. Entre les hommes libres, on distinguait ceux qui relevaient directement du roi, et ceux qui dépendaient de quelque grand. Parmi les propriétaires qui devaient seuls le service, les uns partaient pour l'armée, tandis que les autres contribuaient pécuniairement, et en proportion de leur fortune. Les guerriers étaient tenus de se pourvoir d'armes, de vivres, de charriots, de bêtes de trait, de haches, etc. Le rendez-vous général était fixé à la frontière du pays

¹ PROCOF. *De Bell. Goth.* 1, 12.

² BALUZ. *Capitul.* 1, 20, ad ann. 595.

ennemi. On s'y rendait par petits détachements, par centaines, chacune conduite par son centenier. La profession militaire était un véritable honneur. Le service était aussi imposé aux bénéficiaires, selon l'importance de leurs terres respectives. Ces bénéficiaires n'étaient pas des vassaux. Ils n'avaient qu'un simple usufruit.

3. — *Revenus publics.* Indépendamment des revenus de leurs domaines particuliers, les souverains des Francs mérovingiens et carlovingiens disposaient des ressources suivantes : 1° Dons volontaires offerts par exception, et dans les grandes circonstances ; 2° Tributs des peuples soumis ; 3° Impôt foncier établi sur les terres romaines ou franques, quand elles ne jouissaient pas de l'immunité à titre de donations royales ; 4° Capitation portant sur les non propriétaires, et que les rois cherchèrent plusieurs fois à lever sur tous leurs sujets ; 5° Produit des amendes, et part du butin de guerre ; 6° Douanes et péages ; 7° Régale des monnaies ¹. Les souverains francs imposaient en outre des corvées et travaux pour l'entretien des routes, et ils exerçaient le droit écrasant de gîte.

4. — *Droit civil.* Dès l'origine, deux lois se partagent l'empire des Francs. Les vieilles populations de la Gaule continuent à se régir par la loi romaine. Mais les Francs sont gouvernés par la Loi Salique. Il en est de même de ceux *qui Lege Salica vivunt* ², c'est-à-dire, selon l'apparence, des Germains à qui les empereurs avaient déjà concédé des terres.

Pour l'enfant légitime, la loi est celle de la naissance. L'affranchi suit la loi de l'Église, c'est-à-dire le Droit romain, s'il est placé sous le *mundebunde* ecclésiastique. Il suit celle du patron, si celui-ci le réserve. Si rien n'est réservé, ou si l'affranchissement a eu lieu *ante regem*, l'affranchi suit la Loi Salique.

¹ V. là-dessus WAITZ, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, II, 499, 502, 520, 521, 535, 543, 549, 552, 553 ; LÖBELL, *Gregor von Tours und seine Zeit* (2^e édit. Leipzig, 1869), 165 ; FUSTEL DE COULANGES, *Hist. des institut. polit. de l'ancienne France*, 501-503.

² *Lex Salic.* Tit. XLIII.

La femme passe de plein droit sous la loi de son mari. Veuve, elle demeure placée, jusqu'à un autre mariage, sous le *mundium* de la famille du mort.

Il semble d'ailleurs que le principe de la personnalité des lois n'est vrai que pour le droit privé, et qu'il ne s'étend ni au droit politique ni au droit pénal.

La population se distingue en plusieurs classes : les *antrustiones*, les *convivae regis*, les personnes placées *in verbo regis*, le *baro*, les *barbari qui Legem Salicam vivunt*, les *lites*.

Chez les Francs, la liberté est de règle, comme chez les autres peuples Germains. En général, le droit privé des Barbares est celui des hommes libres. Entre ces hommes et les esclaves, on trouve la classe intermédiaire des *lites*, qui tout en jouissant de la liberté, n'avaient pas tous les avantages attachés à la condition d'*ingenui* ou de *Franci*. Réduit à l'état de chose, l'esclave n'exerce aucun droit. Il est incapable d'acquérir et de disposer, s'il n'a été affranchi. Sans doute, les gens de condition servile peuvent s'élever à la dignité du mariage ; mais alors, il faut le consentement du maître.

Le *lite* détient les terres d'un propriétaire hors d'état de les cultiver toutes. Mais en ce cas, le droit national est muet sur les rapports entre propriétaire et colons. C'est la volonté du maître qui fait loi.

Quand les hommes libres s'engagent au service du prince, ils sont *in truste* (fidélité, dévouement) *regis*. De là le nom d'antrustions (*antrustiones*). Childebert et Clotaire les qualifient de *leudes* ou fidèles. En récompense de leurs services, ces leudes reçoivent de larges concessions de territoire, qu'ils sont tenus d'abandonner quand ils reprennent leur indépendance. Cet usufruit porte le nom de *beneficium*. Sous les rois mérovingiens, les bénéfices sont souvent révoqués en fait. Mais les bénéficiaires contestent la légitimité de cette pratique. Ils luttent pour transmettre leur situation à leurs enfants, pour convertir les terres octroyées en véritables *aleus*. L'*aleu* (*alodis*) consiste dans la véritable propriété du sol. Son tenancier n'est obligé qu'envers l'état, et ne reconnaît aucune supériorité individuelle. Mais il arriva souvent que, pour obtenir la sécurité, les propriétaires de petits alleux remirent ces terres à des chefs puissants, qui les leur rendirent à titre de fiefs.

Chez les Francs, la propriété se transmet par des formes symboli-

ques et solennelles. Le vendeur doit *tradere per suam festucam, ou per herbam et terram*.

Aucun texte ne nous renseigne sur la proportion des terres que Clovis et ses compagnons s'approprièrent dans la Gaule méridionale, après l'expulsion des Wisigoths. Tout permet de croire cependant que les vainqueurs prirent le sol auparavant possédé par les vaincus. Quant aux fonds possédés alors par les Romains, ils demeurèrent sans doute ce qu'ils étaient auparavant.

Parmi les modes de preuve usités devant les juges Francs, il faut d'abord compter l'aveu, puis la déposition orale. Les témoins s'expliquent à jeun, et jurent de dire toute la vérité¹. Pour corroborer leurs dires, interviennent les *cojuratores*, qui jurent à leur tour que les déposants méritent créance. La preuve écrite, inconnue d'abord, est ensuite admise en justice. On procède aussi par voie d'ordalies ou jugements de Dieu, primitivement appelés *sortes* : épreuves par l'eau bouillante, le fer rouge, la croix, le combat singulier.

Un des caractères essentiels de la constitution de la famille, c'est la solidarité entre parents. Ce principe repose sur le système de protection (*mundium, mainbour*) commun aux peuples du nord. Le *mundium* appartient au roi sur ses antrusions, au chef de bande sur ses compagnons, au mari sur sa femme et sur ses enfants mineurs.

Dans les fiançailles qui précèdent le légitime mariage, interviennent soit la famille de la future, soit la personne qui en a la garde. Le mari paie un prix, dont une partie forme la dot de l'épouse, et dont l'autre appartient au *mondowald*, comme indemnité de la renonciation à ses droits, qui passent au mari. Ce prix porte les noms de *pretium emptionis nuptiale* et de *dos*. Celui qui prend pour femme une veuve, paie aux parents du premier mari le *reipus*, qui est de trois sols et un denier. Il acquiert ainsi le *mundium* sur celle qui devient sa femme. De son côté, la veuve paie aux héritiers de son premier mari, et à leur défaut au fisc, l'*achasium*, qui est une somme proportionnée à l'importance de sa dot.

La femme reçoit en outre, le jour où elle s'éveille pour la première

¹ *Capitul.* de 801, 805 et 809.

fois à côté de son mari, le *morgengab* ou *virginis defloratae pretium*, qui lui appartient en propre, et qu'elle ne partage pas avec ses parents, comme elle fait pour la dot. Pour sa personne et pour son avoir, la femme est sous la puissance du mari.

La solidarité entre membres d'une même famille créant en leur faveur un droit éventuel aux biens possédés par le *mondowald*, le consentement desdits membres est obligatoire pour aliéner la propriété à titre de vente, échange ou donation.

En vertu de la Loi Salique, l'*alodis*, c'est-à-dire l'ensemble du patrimoine du défunt, passe forcément aux héritiers légaux, qui n'en peuvent être dépouillés par aucune disposition testamentaire. En première ligne, la succession est déferée aux enfants, avec préférence au profit des mâles, pour la *terra salica* ou *terra aviatica*.

5. — *Procédure*. La juridiction commune est celle des mâles, présidée par le centenier, assisté d'au moins sept rachimburges. Le centenier dirige les débats, et décide les questions préliminaires, mais sans prendre part aux jugements.

Pour traduire son adversaire en justice, il faut l'ajourner (*man-nire*), en vertu d'une permission (*lex dominica*).

Les rachimburges désignés suivent la loi des parties, pour rendre leur jugement, dont l'appel va devant le roi. La décision des juges aboutit à la restitution de la chose, ou à l'expropriation du débiteur.

En matière criminelle, il n'y a pas lieu de s'inquiéter de la loi des accusés. Tous les ingénus habiles à siéger au mâle peuvent juger au criminel. L'origine de l'accusé ne change rien à la nature des faits incriminés. Ils sont, ou ils ne sont pas licites. Le taux seul de la composition diffère. On ajourne comme en matière civile. Le demandeur doit fournir de cinq à douze cojurateurs, et le défendeur de douze à vingt-cinq, suivant l'importance de la cause. L'accusé se justifie souvent par des cojurateurs, ou par une épreuve, telle que l'eau bouillante ou autre. S'il ne le fait pas, on l'ajourne devant le roi. En ce cas, et s'il ne comparait pas, il est mis *extra sermonem regis*, autrement dit banni. Nul, pas même sa femme, ne doit lui donner asile et nourriture. Son meurtrier demeure impuni. Cette

prescription ne cesse que par l'exécution de la sentence prononcée contre le condamné.

Le plaideur mécontent d'un jugement, a le choix entre deux moyens. Il peut s'inscrire en faux (*blasphemare*) contre lui, s'il ne préfère aller en appel devant le roi. Dans le premier cas, le juge fait une instruction complémentaire, à moins que le condamné n'ait jeté son gant. Alors, c'est le jugement de Dieu. Il y a des peines contre le fol appel.

6. — *Droit pénal*. Chez les Francs, les actes illicites donnent droit à une action dont le but est le *weregeldum*, ou *compositio*, garantissant l'intérêt privé, sans que le magistrat ait à intervenir pour la vindicte sociale. La Loi Salique attribue une part de cette composition au fisc (*fredum*), et l'autre à l'offensé (*frida*). Le taux de la somme à payer varie selon la qualité de la personne lésée, dont les parents se partagent l'indemnité. Ceux de l'offenseur sont tenus au besoin de compléter le paiement. C'est la *chenecruda*, abolie par Childebert II, en 595. Quand il y a eu composition, nul n'a plus légalement à exercer ni à redouter ces vengeances privées, que Charlemagne et Louis le Débonnaire cherchèrent à régulariser.

Malgré ce système de composition, les Francs admettaient des peines capitales et corporelles applicables à certains crimes contre le gouvernement et la religion (magie, sorcellerie). La Loi Salique met le violateur de sépulture au ban du pays, jusqu'à ce qu'il ait payé la composition. L'homme libre est puni de mort, quand il a porté fausement une accusation *unde debeat mori*. Probablement, il s'agissait à l'origine du crime de haute trahison. Le condamné peut être racheté par un étranger ; mais alors il devient son esclave. Le talion fut un progrès dans la pénalité, et le législateur s'efforça de régulariser ce genre de représailles.

APPENDICE.—Dans ce mémoire, j'ai parlé jusqu'à présent des institutions romaines et barbares au point de vue purement théorique, et comme si elles avaient toujours fonctionné régulièrement. Mais en fait, la pureté de ce droit normal se trouva souvent altérée par diverses causes, savoir : 1° Premières incursions des Wascons ; 2° Érection du premier royaume d'Aquitaine ; 3° Progrès de l'aristocratie laïque et

ecclésiastique ; 4° État Toulousain, sous Félix et ses successeurs ; 5° Duché de Toulouse ; 6° Transformation du duché de Toulouse en duché d'Aquitaine ; 7° Érection du second royaume d'Aquitaine ; 8° Révoltes fréquentes des Wascons.

Tels sont, avec l'affaiblissement graduel du pouvoir royal et impérial, les huit faits principaux qui vinrent tour à tour altérer chez nous la pureté des institutions officielles. Ces altérations ne sauraient être étudiées en détail qu'avec le secours de l'histoire politique. Le moment venu, je ne me déroberai pas à cette tâche ; mais je m'en tiens présentement à ces brèves indications.

Je dois cependant constater ici, que parmi ces causes de trouble dans l'exercice du droit normal, il faut placer au premier rang les incursions des Wascons en Novempopulanie, et la conquête graduelle que fit ce petit peuple venu d'Espagne de la portion de la Gaule approximativement limitée par l'Océan, les Pyrénées, et le cours de la Garonne.

Depuis 587 au plus tard jusqu'à l'avènement de Sanche I^{er}, dit Mitarra, premier duc héréditaire de Gascogne (après le milieu du ix^e siècle), les Wascons, belliqueux, agiles, sobres, après au gain, se manifestent comme une invasion d'étendue médiocre mais irrésistible, qui s'exerce, du sud au nord, contre les rois et les empereurs Francs. Il ne faudrait pourtant rien exagérer. L'idéal politique de ces envahisseurs ne pouvait être que fort borné. Donc, ils ne durent pas toucher beaucoup à ce qui survivait de l'ancien ordre romain, dont l'influence persista longtemps en Gascogne. D'ailleurs, la féodalité et le droit coutumier se développèrent à peu près chez nous comme ailleurs, sauf quelques institutions particulières, dans les cantons d'industrie pastorale. Donc, et à toutes les époques, l'influence wasconne n'exerça dans notre province qu'une fort médiocre influence sur la condition des personnes et des terres. Il est vrai que les envahisseurs durent s'approprier de bonne heure et intégralement toute la portion du versant nord des Pyrénées occidentales qui correspondait avant la Révolution, aux pays alors désignés sous les noms de Labourd, de Basse-Navarre, et de Soule. Les anciens textes invoqués en faveur de cette opinion, se trouvent du reste confirmés par ce fait que les gens de ces contrées parlent encore aujourd'hui l'idiome basque, qui était celui des conquérants. Là, sans doute, les Wascons durent se régir, sous

leurs chefs nationaux, par leurs anciennes coutumes, sans tenir grand compte, même aux époques de soumission, de l'autorité des gouverneurs Francs et des évêques. Quant au reste de la Wasconie haute et basse, tout prouve que l'influence d'abord intermittente, et puis constante des chefs wascons, ne s'y exerça jamais qu'au point de vue politique. Lorsqu'ils étaient les plus forts, les profits du pouvoir devaient leur appartenir, à peu près comme aux princes Francs. Au contraire, quand ils étaient les plus faibles, les représentants de ces monarques exigeaient le tribut.

JEAN-FRANÇOIS BLADÉ.

UN SÉNÉCHAL D'AGENAIS PEU CONNU

RIGAULT DOREILLE

Dans la notice biographique sur Robert de Balsac, qui précède le *Chemin de l'Ospital*¹, j'ai eu l'occasion de rappeler (p. 20, note 2) que le sénéchalat d'Antoine de Lestranges, successeur de Robert, était resté ignoré de tous les annalistes de l'Agenais et j'ai ajouté : « C'est une des particularités nouvelles que nous devons en si grand nombre à la remarquable publication de M. Léopold Delisle : *Les collections de Bastard d'Estant à la Bibliothèque Nationale. Catalogue analytique* »². Parmi ces particularités, j'avais surtout en vue la révélation qui nous était faite par l'éminent paléographe de deux autres sénéchalats, celui de Rigault Doreille et celui de son successeur, René de Puyguion, seigneur de Bois René³. Nos archives dé-

¹ Montpellier, 1887, in-8°.

² Paris, 1885, in-8°, p. 108, n° 973 : *Mandement d'Antoine de Lestranges, sénéchal d'Agenais et de Gascogne, touchant les frais du procès intenté à Bernard Jerle par Hugues Du Puy, bailli royal de Castelsagrat, 22 janvier 1503* ; p. 109, n° 983 : *Quittance d'Antoine, seigneur de Lestranges et de Boloigne, sénéchal d'Agenais, 15 octobre 1507*.

³ P. III, n° 1003 : *Don fait par François I^{er} à René de Puyguion, seigneur de Bois René, de l'office de sénéchal d'Agenais vacant par la mort de Rigault Doreille*. Vymoustrer (*sic*), 26 septembre 1517 Les sénéchaux Lestranges, Doreille, Puyguion, ne sont pas mentionnés dans le récent volume de M. Jules Serret : *Les sénéchaux, préfets et magistrats municipaux d'Agen depuis les temps anciens jusqu'à nos jours* (Agen, 1886, grand in-8°), à moins que nous ne devions reconnaître le dernier des trois dans le sénéchal qui, sous la date de 1519, porte (p. 27) ces deux noms quelque peu estropiés : *De Ruy Goyon*.

partementales ne possédant aucun document relatif au sénéchal Rigault Doreille¹, comme je ne pouvais rien demander sur lui à la Gascogne, je me suis tourné vers sa province natale : j'en ai reçu par l'intermédiaire d'un travailleur aussi instruit qu'obligeant, M. A. Vernière, de tels renseignements, que je puis dire, en modifiant légèrement un vers célèbre :

C'est d'Auvergne aujourd'hui que nous vient la lumière.

Des extraits de livres et de manuscrits qui m'ont été si aimablement communiqués par le savant éditeur du *Journal de voyages de dom Jacques Boyer*², je vais tisser une petite notice que, plus tard, j'en ai le ferme espoir, M. Vernière refera avec de grands et heureux développements.

Avant tout, je dois signaler de curieux points de ressemblance entre Robert de Balsac et Rigault Doreille : ils sont originaires de la même province ; ils appartiennent à une famille noble, mais qui, de part et d'autre, n'avait ni grande illustration, ni grande ancienneté ; ils possèdent également de nombreuses seigneuries ; c'est encore également qu'ils sont conseillers et chambellans du Roi, sénéchaux d'Agenais et de Gascogne, qu'ils comptent dans leurs états de services plusieurs campagnes en Italie ; ils se marient chacun deux fois, enfin ils reviennent l'un et l'autre mourir au gîte et ils charment comme à l'envi les ennuis de leur retraite, l'un en composant un traité de morale, l'autre en faisant graver diverses sentences sur les murailles de sa demeure.

¹ J'adopte avec M. Delisle cette orthographe fournie par une pièce officielle. Les variantes sont très nombreuses et l'on trouve notamment celles-ci : d'Aurelle, d'Aureille, d'Aurelbe, d'Oureille, Dorelles, Dourelle. Mlle Dupont, dans son édition des *Mémoires de Ph. de Commynes* (t. II. 1843, p. 532 note 41), avait déjà donné ses préférences à la forme *Doreille*.

² *Histoire d'Auvergne* par Pierre Audigier, ms. de la Bibliothèque nationale fonds français, n° 14478 ; *Nobiliaire d'Auvergne* par Bouillet (t. I. p. 90-92) ; *Notice historique sur le château de Villeneuve* par Gonod (Clermont, 1839, in-8°) ; *Notice sur le château de Villeneuve en Auvergne* par Georges de Soultrait (Paris, 1849) ; notes particulières de M. Vernière.

Rigault Doreille naquit, selon les uns, en 1455, selon les autres, plus prudents, *vers* l'an 1455, au château de Villeneuve, situé dans la vallée de Lambron, au sud-ouest d'Issoire (Puy-de-Dôme). Son père, Pierre, seigneur de Villeneuve, écuyer, inscrit à l'armorial de 1450, était fils de Jean Doreille, auquel Jean de Bourbon, premier du nom, comte de Montpensier, dauphin d'Auvergne, permit de fortifier comme le rapporte d'Audigier « son hostel de Villeneuve ¹ en la chastellerie de Vandable ² ». Rigault fut d'abord écuyer des écuries du roi Louis XI. Des lettres de ce prince, du 13 juillet 1479, lui conférèrent le titre de capitaine des francs archers du bas-pays d'Auvergne. Il obtint de Louis de Bourbon, dauphin d'Auvergne, par acte passé le 17 décembre 1481, la justice du lieu de Villeneuve, ensemble certains cens et rentes, en échange d'autres cens, rentes droits et devoirs qu'il possédait au lieu de Colombines ³. Il devint conseiller et maître d'hôtel ordinaire du roi par brevet du 11 juin 1482 ⁴. Le 21 juin 1488 il reçut de Charles VIII l'ordre de faire marcher les 518 hommes de pied de l'élection du bas pays d'Auvergne, dont il avait la conduite et de joindre l'armée rassemblée sur la frontière de Bretagne. Ce prince lui donna, par lettres du 28 mars 1490, les capitaineries de

¹ Audigier mentionne aussi les lettres par lesquelles Louis de Bourbon, successeur de son père Jean de Bourbon, confirme, le 1^{er} avril 1434, à la prière de Bernard Doreille, écuyer fils de Jean Doreille, l'autorisation accordée audit feu Jean Doreille.

² Aujourd'hui Vodables, commune du canton d'Issoire, à 11 kilomètres de cette ville, à 55 kilomètres de Clermont.

³ Cet échange fut confirmé par des lettres patentes du roi Louis XI (décembre 1481) en faveur de Rigault Doreille et de Louis Doreille, son frère, aumônier du Roi. Charles VIII, le 4 mai 1493, permet aux deux frères — Louis était alors conseiller au Parlement de Paris — de faire tenir deux foires dans l'année et un marché chaque semaine « en la terre et chastellerie de Villeneuve qui avoient esté interrompues à cause de la mortalité et pestilence qui avoient eu cours audit lieu de Villeneuve ».

⁴ Il paraît, dit Gonod (p. 19), « que, peu de temps après, il fut envoyé en l'île de Rhodes, auprès des grands-maîtres des chevaliers de Jérusalem, chargé de négociations relatives au malheureux prince Zizim ». Cela ne paraît pas autant que veut bien le dire l'ancien bibliothécaire de la ville de Clermont, car les autres biographes de Rigault ne soufflent mot de cette mission à Rhodes.

Lauzerte et de Latour de Moncuq en Quercy, et, par lettres du même jour, l'office de capitaine de Penne en Albigeois. Le 27 décembre 1490, il fut gratifié de 1500 livres en considération de ses services. Quelques années après, il prend une brillante part à la conquête du royaume de Naples, commandant une compagnie de cent hommes d'armes. On assure qu'à cette occasion il fut fait chevalier et comte de Nogaro ¹, Brantôme signale la mission dont Charles VIII le chargea auprès du duc de Milan ². Philippe de Commynes rencontra l'ambassadeur à Vigerano, comme il nous l'apprend en ces termes : « Je revins à Milan ; et trouvay le duc de Millan à Vigésve, où estoit ung maistre d'hostel du Roy, appelé Rigault Doreilles, ambassadeur pour le Roy ³. » Rigault est porté sur l'état des officiers de la maison de Charles VIII, comme un de ses premiers maîtres d'hôtel, pour l'année commençant le 1^{er} octobre 1495 et finissant le dernier septembre 1496. Nommé par le roi au balliage de Chartres, il requit la cour de Parlement de Paris, le mardi 16 août 1496, de le recevoir

¹ Ce nom est imprimé *Novagarola* dans le *Nobiliaire* de Bouillet. On lit dans la brochure de Gonon (p. 20) : « comte de Négrole ou Nogarole. Nous retrouvons *Négrole* dans une inscription de la salle des gardes du château de Villeneuve ainsi reproduite par M. de Soultrait (p. 12) : « Messire Rigault Doureilles, chevalier, comte de Negrole, seigneur et baron de Villeneuve, du Cher (*sic.* ailleurs *chier*) et de Villefranche, conseiller et chamberlan du Roy, qui commandait cens hommes d'armes au voiage de Naples gouverneur et senechal Dagenois et de Gascogne ». R. Doreille était aussi seigneur de Colombines et du Roshertin.

² *Grands capitaines françois, Le Roy Charles VIII*, tome II des *Œuvres complètes*, édition de M. Lud. Lalanne, p. 293. Sous le nom du diplomate, *Rigaud de Ozeilles* (*sic.* Mais on a pris sans doute, dans le texte de Pierre de Bourdelle, la lettré pour la lettre z), l'éditeur a mis cette note : sur messire Rigaut ou Regnaut d'Oreilles, seigneur de Villeneuve, chevalier, maître d'hôtel du Roi, voyez le *Vergier d'honneur* dans le tome I des *Archives Curieuses*, p. 413.

³ Edition déjà citée de Mlle Dupont, t. II, p. 532. A la mission du seigneur de Villeneuve se rattache le document mentionné en ces termes par M. L. Delisle (*Les collections de Bastard d'Estang*, p. 108, n° 973) : *Cédule touchant le paiement d'une somme donnée à messire Rigault Doreille, chevalier, conseiller et maître d'hôtel du roi, qui avait été envoyé devers le duc de Milan pour solliciter l'exécution du traité conclu par lui avec le roi*, 26 novembre 1495.

dans ledit office. Par lettres de Louis XII, du 13 décembre 1500, il fut pourvu de la capitainerie des châteaux, terres et seigneuries de Montrognon et Chamolières. En 1502 et 1503, on le voit, en qualité de *commissaire au pays d'Auvergne sur les gens de guerre, pillards et vagabonds*, rendre diverses ordonnances pour la tranquillité du pays. Le 31 mars 1506, il fut fait capitaine et garde des châtels et place de Pierre Pertuse en la sénéchaussée de Carcassonne ¹. D'après un singulier récit de P. d'Andigier, Louis XII lui aurait confié une mission... gastronomique. Laissons la parole au vieil et naïf historien, mais laissons-lui aussi la responsabilité de l'énumération pantagruelique qui va suivre : « Le Roy, voulant recevoir magnifiquement Ferdinand, Roy d'Aragon, à Savonne, commanda à messire Rigault Doreille, chevalier, seigneur de Villeneuve, d'aller audit lieu de Savonne pour là faire le préparatoire et appareil de toutes choses nécessaires pour recueillir, traicter et festoyer ledit Roy d'Aragon ; aussi envoya avec ledit maistre-d'hostel partie de ses officiers pour le servir en cette affaire, lequel fit telle diligence que tout à coup eut vins du Languedoc, de Corse et de Provence et autres à pleines cuves et celliers, et telle provision de volailles, comme poulets, pigeons, cailles, tourtres et autre gibier que, en attendant ledit Roy d'Aragon, plus de mille et cinq cens pièces se perdirent, combien qu'il eut grandes salles et greniers et autres lieux à ce propices pour nourrir ledit gibier ». R. Doreille eut commission, le 18 juin 1508, de se rendre à Susc en Piémont, pour y recevoir les troupes qui revenaient d'au delà les monts, et ordonner leur marche jusqu'à leurs quartiers respectifs. En 1508, dit Gonod (p. 20), « ses talents de négociateur le font envoyer par Louis XII à la Cour de Maximilien d'Autriche, où il parait avoir rempli cette mission jusqu'en 1511, à la satisfaction des deux princes ² ». L'auteur du *Nobiliaire d'Auvergne* se

¹ *Pierre Pertuse* devient sous la plume de Gonod (p. 21) *Pierre-Pélouse en Gascogne* ». Nous sommes ici dans la géographie imaginaire.

² Gonod cite (p. 20-21) des lettres d'André de Burgo, ambassadeur de Marguerite d'Autriche, qui montrent l'estime que l'on avait pour ce *personnage de réputation, ce bon personnage, cet homme de grande estoffe*, etc. Il ajoute : « On sait que l'empereur Maximilien lui fournit un blason pour ses armes, et consentit à être parrain d'un de ses enfants ». D'Andigier avait déjà dit que Maximilien l'ayant créé comte et palatin de l'empire, « changea ses armes et les fit partie d'or à la bande fuselée de Sable, etc. » M. A. Vernière objecte que la légende est inacceptable, puisque ces armoiries furent peintes, plus d'un demi-siècle auparavant, dans le *Provincial* de Guillaume Revel, recueil exécuté en 1450.

contente de nous montrer R. Doreille nommé plénipotentiaire, le 10 décembre 1510, pour établir une confédération entre la France et l'Empire contre les Turcs. Il est vrai qu'il nous apprend, de plus, que le seigneur de Villeneuve, passant d'Allemagne en Italie, fut encore nommé plénipotentiaire, le 24 août 1511, pour traiter de la paix avec la république de Venise.

Nous retrouvons R. Doreille en France au commencement de l'année suivante : il eut de nouveau commission, le 13 janvier 1512, de chasser et dissiper les troupes de vagabonds et de brigands qui infestaient le bas pays d'Auvergne. Ce fut probablement vers cette époque qu'il devint sénéchal d'Agenais et de Gascogne. On a vainement cherché la date précise de sa nomination : on connaît seulement les lettres de François I^{er}, du 7 janvier 1515, en vertu desquelles il fut continué dans cette office, en considération de ses recommandables services ¹. Mais, peu de temps après, nous le voyons, pour nous servir des expressions de M. de Soulltrait (p. 2), « se retirer en Auvergne, y restaurer l'antique manoir de ses pères et y faire inscrire de philosophiques sentences sur l'instabilité de la faveur des cours ».

Nous ne suivrons ni Audigier, ni Gonod, ni M. de Soulltrait, dans leurs descriptions du magnifique château que l'ancien sénéchal d'Agenais, pour se consoler de n'être plus rien, mit tant d'empressement à reconstruire et à décorer. La promenade avec ses trois guides nous mènerait trop loin. Contentons-nous donc de dire que Rigault Doreille mourut le 15 septembre 1517², laissant d'on ne sait

¹ Gonod a confondu (p. 21) le maintien de R. Doreille dans ses fonctions de sénéchal, avec la nomination même, qu'il attribue, par conséquent, au 7 janvier 1514 (1515).

² J'ai le regret d'avoir à signaler une nouvelle erreur de Gonod, beaucoup plus grave que toutes les autres. Cet auteur assure (p. 22) qu'en 1533 R. Doreille fit les honneurs de son château au roi François I^{er}. C'eût été plus de quinze ans après la mort du châtelain ! Comme c'est là un conte de revenant, je reproduis littéralement l'in vraisemblable texte : « Cependant le roi ne l'avait pas disgracié, et lorsqu'il vint en Auvergne au devant de Catherine de Médicis, future épouse de Henri, son second fils, le 16 juillet 1533, Rigault d'Oureille le reçut dans son château de Villeneuve ; il vint même recevoir le roi à Veyre, où il le défraya ainsi que toute sa suite. A cette époque, il avait environ 78 ans. On ignore l'époque précise de sa mort. »

trop laquelle de ses deux femmes¹, plusieurs filles (une, Ysabeau, mariée avec Antoine de la Ferté-Saint-Nectaire, les deux autres, dont le prénom n'est pas connu, mariées, la première avec de Chabannes-Curton, la seconde avec Jacques de Murols), et un fils, Maximilien, qui épousa Françoise de Pestels, laquelle fut mère de Charles, mort sans alliance en 1572 et en la personne duquel s'éteignit le nom de Doreille. Le château de Villeneuve devint alors, par achat, la propriété des Montmorin de Saint-Hérem, et, vers le milieu du xvi^e siècle il passa par alliance à la famille de Féligonde, qui le possède encore.

Nous ne nous séparerons pas du plus célèbre des châtelains de Villeneuve sans exprimer le vœu que l'on dresse bientôt ici même la liste complète des sénéchaux d'Agenais et de Gascogne avec la date de l'avènement de chacun d'eux. Les travailleurs auxquels on peut en toute sécurité demander un semblable travail sont désignés d'avance ce sont les mêmes qui, unissant leurs généreux efforts, nous donneront, un jour, une parfaite histoire de la bonne ville d'Agen.

PH. TAMIZEY DE LARROQUE

¹ La première femme s'appelait Catherine Rancé, la seconde Charlotte de Rouy (Mlle Dupont, d'après le dossier du cabinet des titres, écrit : De Roucy.) et à la *Table analytique*, de Rony, d'après un registre des Archives Nationales. Gonod, avec d'Audigier, attribue les enfants à Charlotte et l'auteur du Nobiliaire d'Auvergne les attribue à Catherine,

CHRONIQUE RÉGIONALE

Faugère-Dubourg (Joseph-Guillaume Anatole), naquit à Nérac, le 3 octobre 1829. Vers la fin du règne de Louis Philippe, nous étions tous deux sur les bancs du Collège royal de Bordeaux. Après la Révolution de 1848, nous nous retrouvâmes à Paris, où mon camarade prit d'abord quelques inscriptions à l'École de Médecine. Dubourg était alors un alerte et hardi garçon, plein de verve et de bonne humeur, prompt à d'innocentes escapades. La littérature et l'art l'attiraient invinciblement. Il n'essaya même pas de résister. Mes goûts étaient les siens. Nos relations de collège se changèrent vite en véritable amitié. Nous visitions ensemble les musées. Nous dévorions, sans méthode ni but défini, des montagnes de volumes traitant des sujets les plus divers. Le pauvre Henry d'Ideville, enlevé ces jours derniers, se joignait souvent à nous. Le soir venu, nous allions parfois passer une heure rue Hautefeuille, à la brasserie de la mère Handler, en compagnie de Charles Baudelaire, du peintre Gustave Courbet, du vieux caricaturiste Traviès, etc. etc.

Dubourg était avant tout un dilettante, voyant les choses par la surface, répugnant au labeur patient et limité. Au commencement du second Empire, il entra dans le journalisme. Notre ami d'Ideville était alors secrétaire d'ambassade à Turin. Dubourg ne tarda pas à l'y joindre à titre de rédacteur en chef de *L'Italie*, organe des intérêts français dans la Péninsule, publié d'abord dans la capitale du Piémont, et plus tard à Florence (1860-1864). Quatre ans plus tard (1868), il vint diriger pendant quelques mois, à Toulouse, *Le Progrès libéral*, qui représentait alors le républicanisme modéré dans la Haute-Garonne. Entre temps, Faugère-Dubourg s'était un moment souvenu de ses anciennes études de médecine. Il avait écrit, sur *Le Préjugé de la rage* (1866), une brochure affirmant l'innocuité

du virus rabique. En même temps il offrait à une charmante épousée, — veuve depuis un mois, — la comtesse d'I...., un bouquet nuptial et poétique, les huit *Sonnets de la Mariée*. A peu près vers la même époque, il traduisait la *Biographie de l'acteur Ernesto Rossi*, écrite en italien par Montazio ¹.

Sur la fin du second Empire, Faugère-Dubourg, marié selon ses vœux, père de deux charmantes filles, vivait le plus souvent à Nérac, fouillant, sous divers aspects l'histoire et l'archéologie locales, et donnant la *Guirlande des Marguerites*, recueil de sonnets dont il a fourni sa large part, sous des pseudonymes divers.

Dubourg était républicain. La troisième République en fit un maire de Nérac (1877-1881). Mes amis, qui furent ses adversaires politiques, lui rendent unanimement cette justice, que durant l'exercice de sa charge, il obligea ses administrés sans regarder à leurs opinions, et se garda soigneusement contre l'esprit haineux des coteries. En 1881, Faugère-Dubourg quittait sa ville natale, et s'installait comme bibliothécaire au Ministère de l'Intérieur, où l'avait appelé son compatriote et ami M. Fallières. Jusque-là, cet emploi était une véritable sinécure. Le nouveau titulaire prit ses fonctions au sérieux. Plus vite et plus exactement que je ne l'avais supposé d'abord, il reconnut les richesses de son dépôt, commença son inventaire, s'inquiéta du classement, et donna à ses subordonnés l'exemple d'une ponctualité absolue. Dans ses rares moments de loisir, il trouva moyen de publier, avec d'utiles annotations, sous le titre de *Nos Pères sous Louis XIV* (1885), un mémoire d'Intendant sur l'état de la Généralité de Bordeaux en 1715.

Durant mes voyages à Paris, j'allais souvent voir mon vieil ami dans son bureau. Le dimanche soir, nous trouvions, mon fils et

¹ En recueillant mes souvenirs sur Faugère-Dubourg, j'ai sous les yeux la notice à lui consacrée par M. Jules Andrieu, dans sa précieuse *Bibliographie générale de l'Agenais*. I, 294-96. On trouvera là l'inventaire de tous ses travaux.

moi, bon accueil dans sa charmante famille. Là venaient aussi d'Ideville, les peintres Henner et Deschamps, T. Lavallée, Noulens père et fils, et bien d'autres encore, sans compter les Agenais de passage.

L'hiver dernier, un deuil dont je ne puis ni ne veux me consoler m'appelait à Paris, où je retrouvai Dubourg triste et malade. Pourtant, rien ne présageait encore sa fin si prochaine. Je venais de publier mes *Contes populaires de la Gascogne*, qu'il savait presque tous par cœur. Il me parlait, en enthousiaste, de notre littérature orale, et semblait un moment rajeunir en évoquant les vieux souvenirs de la terre natale. Je le quittai pour ne plus le revoir. Il est mort le mois dernier, précédant de quelques jours notre pauvre ami d'Ideville.

Certes, Dubourg ne fut jamais hanté par le souci d'une de ces œuvres hantaines dont l'exécution impose à celui qui l'a conçue toute une vie de servitude. Il en a pourtant fait assez pour que les amis des lettres agenaises sauvent son nom de l'oubli. Ceux qui l'ont personnellement connu garderont fidèle souvenir de la sûreté de son commerce, de sa droiture, de sa bonté, de son obligeance inépuisable.

JEAN-FRANÇOIS BLADÉ.

Nous avons le regret d'annoncer à nos lecteurs la mort du docteur Léopold Gaube, décédé en mer le 25 mai 1887 et inhumé à Portocabello, sur la côte de Vénézuëla. Né à Nérac en 1821, reçu docteur en médecine en 1859, il était entré dans la marine, puis s'était fixé à l'île Bourbon où il s'allia à une famille des plus honorables et exerça sa profession habilement et humainement. Il vint plusieurs fois, au cours de ce qu'il appelait son exil, revoir son pays natal et cédant à

l'attrait des souvenirs s'y établit définitivement en 1873. C'est à Agen qu'il élit domicile. La vivacité de son esprit, la facilité de son commerce, un naturel gracieux et charmant ne tardèrent pas à lui faire les plus agréables relations. Il écrivait comme il parlait, vivement et spirituellement, avec une verve abondante et de bon goût. La *Revue* lui doit plusieurs lettres où ses aventures de voyage et le tableau des mœurs créoles, qu'il connaissait comme pas un, ont donné lieu à des récits d'un vif intérêt ethnographique et d'un brio parfois étourdissant. M. Gaube avait accepté les fonctions de médecin à la compagnie de Panama. La mort l'a frappé, comme il regagnait la France pour assister au mariage de l'aîné de ses fils, médecin aussi, de talent et d'avenir : inconsolable désespoir pour sa famille, deuil sincère pour ses amis qui n'oublieront ni ses qualités de cœur ni la finesse de son « gentil esprit. »

AD. M.

Le Directeur-Gérant,

AD. MAGEN.

Agen, Imprimerie V^e Lamy.

SOUVENIRS & IMPRESSIONS

D'UNE PROMENADE DANS LE COMTAT

A Monsieur Georges Tholin.

BIEN CHER AMI,

Il y a bien longtemps, — trop longtemps ! — que je commençai ici même le récit, à vous adressé, d'une course à travers le pays d'Avignon. Les menus incidents du trajet d'Agen à Arles étaient l'objet de ma première lettre, qu'une ou deux autres devaient suivre. Elle est pourtant restée unique. Pourquoi ? C'est qu'il m'est arrivé, comme à tous ceux qui font de la *copie*, de me reposer un instant et de trouver ensuite, en comptant les feuillets, que plusieurs manquaient à l'appel. Des enfants les avaient-ils pris pour en fabriquer des cocotes ? S'étaient ils envolés, *ludibria ventis*, dans le foyer flambant près duquel j'écrivais ? Devais-je les croire perdus ou n'étaient-ils simplement qu'égarés ? Qu'importe, j'ai dû les refaire en réveillant des souvenirs qui ne dormaient, il est vrai, qu'à demi. Ce qui m'a aidé à les reprendre, c'est qu'Agen, l'Agenais, et, pour tout dire, la Gascogne s'y mêlaient à propos de tout. *Agen enfines-trat escouto*, a dit Jasmin en un vers charmant. Je dirais, moi, si l'image n'était fausse, puisque j'ai voyagé au vol de la vapeur : *Agen mountat en croupo ambe jou galoupabo*. Pas plus que moi vous ne vous en plaindrez.

En parlant du Musée d'Agen, avec la passion que le sujet comporte, et à propos de la Vénus d'Arles comparée à notre Hébé du Mas, j'ai commis une omission qu'il convient de réparer. Reculons, pour cela, de quelques kilomètres et arrêtons-nous au faubourg d'Arles. Nous venions d'en passer les dernières maisons

quand, aussi loin que ma vue put s'étendre, la plaine, à gauche de la voie, m'apparut bossuée d'amas blonds entre lesquels de légers attelages se mouvaient lentement et régulièrement. En approchant, je distinguai une infinité de gerbières, des mules et des chevaux, puis des hommes et des femmes, puis des enfants et des chiens, tout un personnel patriarcal et rustique. Supposant qu'à l'instar de nos *borderes* gasconnes, dont chacune a son *sol*, chaque *mas* provençal a son *aire*, je ne m'expliquais pas du tout l'utilité d'une grande aire commune. L'aimable compagnon de route qui m'avait déjà renseigné sur tant de choses, vint encore au secours de ma curiosité. « Il y a, me dit-il, en ce pays, pas mal de lopins de terre nus, je veux dire des champs de faible contenance dépourvus de bâtiments ruraux. Quand vient le moment de battre le blé, les propriétaires de ces champs, n'ayant pour cette opération ni l'emplacement, ni l'outillage, vont chercher au plus près l'un et l'autre. Il leur est aisé de les trouver, un terrain suffisamment nivelé et de dimension proportionnée au besoin annuel qu'il s'agit de satisfaire, étant mis d'habitude à leur disposition, moyennant un prix très modique, aux abords des villes, des gros bourgs et des villages. On leur loue aussi à bon marché les bêtes de somme et les rouleaux. Ils procèdent au dépiquage en se prêtant mutuelle assistance ou laissent ce soin aux loueurs, dont c'est le métier. Le criblage se pratique au même lieu, après quoi chacun, à l'aide de chars ou de charriots, fait porter chez soi ou traîne lui-même le grain mis en sacs qu'a produit son champ. »

Moins intéressant, à coup-sûr, mais plus saisissant est le tableau qu'offre le battage du grain dans les fermes proprement dites. On y emploie, de temps immémorial, les chevaux à demi sauvages que la Camargue nourrit dans ses *manades*. Ces animaux, dans ce cas spécial, se comptent par *roue*, un mot qui rend au vif et figure en relief pour l'esprit le système de l'attelage en marche. La roue se compose de six *liens* et le lien d'une paire, ce qui fait que la roue comprend douze chevaux. Mistral, dans ses *Géorgiques provençales* et, je crois, au 11^e chant, parle des roues en un passage qu'à mon très vif regret je cite de mémoire, pour la raison qu'en ce moment je n'ai pas *Mireillo* sous les yeux. Mon admiration pour ce poème m'en a fait pourtant acquérir deux exemplaires, chacun de format différent, mais j'ai perdu l'un et j'ai prêté l'autre, estimant, comme Jean Grolier que nos livres, même les plus rares, sont à nos amis comme à nous. Quoiqu'il en soit, voici, ou à peu près, le passage en question.

Véran, un gardien de la Crau, que la beauté renommée de Mireille attira « jusqu'aux larges bouches par où le Rhône se décharge, » fait aux vieux Ramon l'étalage de ses biens. « Dans le marais qui ceint notre domaine, dit le gars fièrement, mon vénéré grand'père avait trois roues ; mais, de ce bon levain si riche a été le croit, que nous possédons aujourd'hui sept roues et autant de liens. Ah ! Les faux peuvent en abattre ! » — Mistral, au même chant, a merveilleusement décrit, comme toujours, ces étalons de la Camargue que ne soumet ni la main qui les caresse ni l'éperon qui déchire leur flanc et qui, quand la mer est mauvaise et rompt les câbles des vaisseaux, font claquer leur queue et grattent le sol, comme s'ils avaient dans la chair le trident du Dieu qui soulève les tempêtes.

Battage au rouleau, battage à la roue, tout cela bientôt, paraît-il, n'existera plus qu'à l'état de souvenir. La machine à vapeur, mal famée au début, comme il arrive d'ordinaire à toute pratique nouvelle, entre de plus en plus avant dans les habitudes du pays. Je tiens le fait de notre ami M. Gabriel Azais, de Béziers, qui n'est pas seulement un maître poète, mais qui est aussi un grand propriétaire et expert en toutes choses. Il m'a confirmé l'exactitude des explications fournies par mon compagnon de route, en les marquant de quelques traits qui ajoutent à leur précision.

Cependant le train file droit vers le nord, dans une plaine assez basse et de peu de caractère. Le Rhône, à gauche, tantôt longe la voie, tantôt s'en éloigne, toujours visible cependant ou trahi par de hautes verdure. A droite s'étagent et se déploient des coteaux aux profils variés, premiers gradins de la chaîne des Alpilles et derniers de celles des Alpes, leur mère, à la fois, et leur marraine.

Le plus rapprochés de ces gradins, que mon voisin m'indique du doigt, c'est la montagne de Cordes. La mer, autrefois, l'entourait de tous côtés d'où le nom d'île (*insula*) que lui donnent de vieux titres. Son altitude n'est pourtant que d'environ soixante mètres, mais elle est ardue, presque inaccessible et creusée de déchirures qui accusent un enfantement des plus laborieux. Elle possède une grotte célèbre, qu'on appelle le « trou des Fées » et dont la forme, assure-t-on, est analogue à celle d'un poignard. Cette grotte n'a pas d'histoire vraie, mais son histoire probable c'est qu'elle abrita, dans les temps pré-historiques, de nombreuses générations d'indigè-

nés pêcheurs ou chasseurs. Des débris de fortification épars çà et là sur la montagne portent à penser, me dit-on, qu'à un *castellum* gallo-romain imposé par l'assiette du lieu, dut succéder, pour la même raison, un poste de bandes sarrazines. C'était là leur place d'arme et leur quartier de repos, un entrepôt de butins et de prises. Je me permets de demander si cette assertion conjecturale a quelque trace de fondements sérieux. On me répond, avec un sourire, que le grand Emir résidait à Cordoue, que Cordoue et Cordes sont deux mots proche voisins et que, si le second ne vient pas du premier, on risque fort de n'arriver jamais à savoir d'où il vient.

Sur un sommet peu éloigné, s'enlève la silhouette d'un plateau accidenté dont le soleil, bas encore, éclaire quelques saillies et qui réfléchit les rayons en vigueur. « Ce que vous voyez briller là bas, me dit mon cicérone, c'est un tas de vieilles murailles, restes d'une abbaye que des moines bénédictins élevèrent au x^e siècle et qui fut longtemps un centre puissant d'études. Le lourd plein cintre roman s'y mêle encore à l'ogive élancée, mais l'air salin que, par les gros temps, le vent pousse sur ces hauteurs, aura bientôt fait, en mordant ces pierres d'en tirer la fine poussière qui voile de nuages blancs toutes les routes du pays.

Dans la plaine, toujours à droite, un grand village, Fontvielle, se déploie, au bas d'un autre contrefort, plus large et plus haut, des Alpilles. Cette modeste localité est, paraît-il, d'origine très ancienne. On y montre, taillé dans le roc vif, un autel votif au pied duquel se tient un taureau destiné au sacrifice. Ma pensée, naturellement, se reporte devers notre Sud-Ouest, à cette *civitas Lactoratium* où le culte de Mithra eut de si profondes racines qu'on a retrouvé dans ses murs et pu réunir dans son musée jusqu'à vingt-deux monuments tauroboliques portant les noms du dévot qui offrait le sacrifice et du prêtre qui l'avait accompli. Que si je me trompe sur le chiffre, nos bons amis Bladé et Camoreyt, si compétents en la matière et autorisés dans l'espèce, me redresseront en m'excusant.

Nous approchons évidemment d'une station très importante, car des wagons, des appareils, un matériel considérable, puis une nuée de colis juxtaposés, pressés, amoncelés, borde la voie où le train glisse d'un mouvement qui se fait plus doux. Voici la gare, un bâtiment dont le style rappelle au voyageur qu'il traverse un pays classique dans le sens élevé du mot, un pays privilégié où l'art romain

s'épanouit quand l'art grec cessa de fleurir et qui a su garder l'empreinte dont l'un et l'autre le marquèrent. Les proportions, d'ailleurs, sont colossales pour une ville qui n'a pas même rang de sous-préfecture ; c'est que nous sommes à Tarascon et qu'un croisement de grandes voies fait de cette station posée au centre d'une riche plaine qui est voisine de la mer, comme l'organe principal de la vie commerciale, si intense et si régulière, des régions de l'Est et du Midi. On a dix minutes d'arrêt. J'en profite pour m'égarer en un dédale de salles spacieuses ou des centaines de machoires fonctionnent dans un air imprégné d'ail, à côté de paniers et de cabas ouverts ; puis je m'éloigne en des couloirs où passe un flot de gens attirés par le train en partance et qui bousculent d'autres gens attendant le train qui suivra, plongés, figés dans un ennui stoïque.

Ce qu'on voit d'abord de la ville, que la gare domine ou surplombe, c'est un clocher flanqué de contreforts, dont la flèche coupe le ciel de ses arêtes fleuronées, puis, presque au sortir de la gare ou du moins de ses dépendances, le troisième étage et la toiture d'un bâtiment de fière allure, le château du bon roi René. Cet énorme quadrilatère qui n'a de vide dans sa masse que là où s'ouvrent les croisées, est allégi, pour l'œil, par quatre tours rondes, du côté de la ville et carrées du côté du Rhône, qui, s'appliquant aux lignes d'angle, les inscrivent de la base au faite.

Ce que l'on voit encore, le train reprenant sa marche, ce n'est déjà plus Tarascon, ni le château du roi René, mais Beaucaire qui lui fait face sur la rive droite du Rhône, et la silhouette du château à qui cette ville doit son nom. Deux ponts hardiment superposés les rapprochent, même les unissent ; l'un sert à l'usage commun ; l'autre est spécial aux voies ferrées, celle qui, par Tarascon unit Lyon et Marseille et celle qui, par Nîmes, relie Tarascon à Cette.

La ville, d'ici, se réduit à quelques cubes de pierre blanche ou grise, gisant épars à fleur de sol, et à des massifs de verdure qu'on se figure être des promenades. La silhouette du château attire seule le regard, qu'elle finit par absorber. Je distingue ou crois distinguer deux tours que sépare une courtine et dont la plus haute à conservé, par hasard, son collier de machicoulis et sa couronne de créneaux. A l'arrière plan, se dessine un édifice qui a l'air d'une église. Le tout est hardiment campé sur une éminence rocheuse qui, en aval du Rhône, s'abaisse jusqu'à la plaine par une courbe insensible, pour se redresser en amont suivant un plan presque vertical.

Ce beau château-fort, construit sur un plan carré (*Bellum quadrum*) s'il a, comme c'est avéré, donné son nom à la ville qu'il commande, n'est, en revanche, pour rien dans la popularité plus qu'européenne dont ce nom jouit depuis le xiii^e siècle. C'est à sa foire qu'en revient l'honneur, à ce grand marché international dont la splendeur n'avait pas subi d'éclipse, quand celle des foires rivales, — Saint-Denys, Provins, Troyes, Bar-sur-Aube, en France, et Francfort en Allemagne, — était déjà plus qu'à demi éteinte. On n'a pas l'idée en notre temps, si ce n'est, toutes proportions gardées, par les expositions universelles, du mouvement d'hommes et d'affaires auquel donnaient lieu ces institutions dont l'expansion toute moderne des voies qui sillonnent les états civilisés, a provoqué l'irréparable ruine. Les trafiquants des contrées maritimes désignées sous le nom d'Echelles du Levant Juifs, Turcs, Arabes, Barbaresques, venaient à Beaucaire, se mêler, aux marchands des langues d'oïl et d'oc, à ceux de Portugal, d'Espagne et d'Italie. On voyait naître en quelques jours et grandir démesurément, une sorte de cité volante, faite de planches et de toile, où s'entassaient, groupés par classes, des denrées, des produits industriels, des objets d'art précieux apportés, non sans peine ni péril, de lieux divers et lointains. Le chiffre total des ventes et des échanges atteignait trente millions et parfois les dépassa.

Au siècle dernier, les marchands d'Agen — on dit aujourd'hui les négociants — se rendaient d'habitude à cette foire pour y faire leurs provisions en vue de celle de septembre, qui se tient au faubourg du Pin. J'ai plus d'une fois, en ma jeunesse, — il y a de cela quelques cinquante ans, — entendu de gros bonnets des Cornières ou des quartiers aboutissants parler entre eux de ces voyages comme de ces événements dont le souvenir se transmet de père en fils. Ils l'avaient fait une ou deux fois pour l'acquit de leur conscience, mais c'était long, coûteux, chanceux et il leur était autrement commode d'aller à Bordeaux, à Castres et à Toulouse. Certes, on trouvait dans ces villes moins de ces choses qui piquent la curiosité, moins d'hommes noirs, jaunes, bistrés, coiffés du fez, ou du turban, au visage glabre ou à longue barbe, moins d'éléphants, de lions, de léopards, de géants et de nains, de faiseurs de tours et d'équilibristes, surtout moins d'assortiment en objets ouvrés ou en produits du sol; mais on y faisait, tout de même, ses affaires. Une preuve c'est qu'un d'eux — un guetteur d'occasions, que je pourrais nommer — ayant acheté à Bordeaux, d'un capitaine de navire, une cargaison de Nankin pour le prix de dix

mille francs, l'avait revendue en trois mois avec un bénéfice double. Un jour de foire du Gravier, on vit, non sans étonnement, déboucher de partout des flots de promeneurs vêtus d'un *complet* taillé dans ce fin tissu de coton d'un blanc rouillé. Cette affaire d'or sans précédents acheva de perdre, dans l'esprit de nos braves boutiquiers, démonétisa, — c'est le mot, — à jamais et la fameuse foire de Beaucaire.

Ne passons pas sans donner un souvenir à un gascon dont la carrière, qui s'annonçait glorieuse, s'arrêta ici brusquement dans une aventure d'amour. Il s'agit de Pierre de Baudéan, sieur de Parabère, en Chalosse. Elevé à titre de page dans la maison du connétable Anne de Montmorency, il avait connu les deux fils de ce seigneur, François, le futur maréchal, et Henri, né comte de Danville. Celui-ci appelé, après son père, au gouvernement du Languedoc, confia à son ancien commensal le poste de gouverneur de la ville et de commandant du château de Beaucaire. Importait-il, en ce moment, à ses intérêts politiques que les protestants fussent ses obligés dans la personne d'un de leurs chefs, ou était-il attiré vers celui-ci par un retour du cœur à leurs années de jeunesse ? Les frères Haag, dans la France Protestante, adoptent la première hypothèse. Samazeuilh, lui, sans plus de preuves d'ailleurs, dit que Parabère s'était emparé, à main armée, de la ville et du château, ce qui impliquait le droit, — droit brutal, il est vrai, — de les gouverner. Quoiqu'il en soit, il arriva que le maître et le serviteur s'éprirent en même temps d'une femme qui passait pour être des plus belles en un pays où la beauté n'est point rare et en un temps où la noblesse des formes se rehaussait de la richesse et de l'ampleur trainante des étoffes. Elle appartenait à la maison de Villedeneuve, une des mieux apparentées et des plus anciennes de Provence, et habitait près de Pézenas. Quittant un beau jour son manoir de La Tourrette, elle se rendit à Beaucaire et s'établit au pied mêmes du château, pour être toute à celui qui avait gagné son cœur. Damville, blessé à la fois dans sa passion et dans son orgueil, se retourna contre son rival et jura qu'il lui ferait expier son impertinent bonheur. Le déposséder de sa charge, c'était par là qu'il fallait commencer. A cet effet, il cherchait, un prétexte, et il eût fini par le trouver, mais sa patience déjà était à bout. Dans la matinée du dimanche 2 septembre 1578, comme la dame et son amant venaient de faire leurs dévotions à l'église, un tas de gens armés et soudoyés se ruèrent sur eux, les massacrèrent, et la tête de

Parabère, coiffée d'un chapeau d'histrion, fut plantée au bout d'une pique qu'on dressa solennellement devant la porte de la ville. Ce crime odieux fut vengé ou plutôt, suivi d'un autre. Le lieutenant de la victime incendia la ville aux quatre coins, donnant raison au proverbe si connu qui dit, avec La Fontaine, « qu'en tout temps, les petits ont pâti pour la faute des grands. »

Pendant que je conte cette histoire, le train filesur Avignon, m'emportant loin d'une ville que j'aurais plaisir à voir parce qu'elle est le berceau du très spirituel et très délicat poète Roumanille, par ce qu'elle renferme des monuments rares, et enfin parce qu'elle est, grâce à la voie ferrée, à une demi-heure, au plus de Tarascon. Je veux parler de Saint-Rémy, de son arc de triomphe romain et de son mausolée, romain également, dont l'étonnante intégrité combat victorieusement l'accusation de barbarie trop souvent et trop justement portée contre le temps, *tempus edax*, et l'homme. C'est, dit on, le mieux conservé que l'on connaisse des ouvrages datant de la même époque. Je n'ai pas de peine à le croire d'après une photographie qui offre, au moment, ou j'écris son impartial témoignage. L'habileté des constructeurs de cet élégant tombeau ressort hautement de ce fait, qui démontre aussi et surtout l'excellence des matériaux dont ils se servirent et la finesse de l'air qui baigne cette région. Protégé au sud par la chaîne des Alpilles, Saint-Rémy, l'antique *Glanum*, n'a pas à souffrir du vent de mer, celui-ci perdant sa salure et son excès d'eau en passant à travers la montagne.

Il me revient tout-à-coup à l'esprit qu'ici est né un personnage dont le renom d'aloi douteux est comme un défi au bon sens, et qui fut agenais pendant quelques années. Il s'agit de Michel de Notredame qui crut devoir s'appeler *Nostradamus* pour déférer à l'usage du temps. Fils ou petit-fils de médecins, médecin lui-même, philosophe aussi et philologue, il n'avait pas encore exploité le don de prophétie quand la peste éclata dans son pays natal. Au lieu d'y faire bravement son devoir, en donnant ses soins aux malades, il se dirigea vers Bordeaux, par Narbonne, Toulouse et Agen. Ayant vu, à son passage par cette dernière ville, Jules César Scaliger qui s'y était établi comme médecin enseignant et pratiquant, il se lia d'amitié avec lui, et sur son conseil « prit pour femme une honorable demoiselle de laquelle il eut deux enfants, qui moururent. » La médecine fut son gagne-pain. Il dut l'exercer âprement, car il se brouilla avec Scaliger, au point que leur familiarité, comme dit son vieux biographe

Jean Aimès de Chavigny, Beaunois, « se changea bientôt après en forte rivalité et pique. » Scaliger n'était pas facile à vivre et le désaccord qui éclata put bien venir un peu de son côté. Le fait est qu'ils se séparèrent, l'un restant à Agen, où il était ancré, l'autre allant pratiquer au Port-Sainte-Marie, où l'on ignorait probablement qu'une accusation d'hérésie s'était produite contre lui devant l'official d'Agen. Il ne tarda pas à regagner la Provence. L'astrologie judiciaire, plus lucrative que l'art de guérir, l'y occupa particulièrement ; elle lui valut l'honneur insigne d'avoir des rois pour clients, ce qui fut ou fit sa fortune. Jamais, il faut le reconnaître, la profession divinatoire, en s'enveloppant d'obscurité sybilline, n'avait affiché un tel mépris pour le public choisi qu'elle visait. Que de gens, pourtant, ont pris ses oracles au sérieux, appliqué leur entendement à en pénétrer le sens obtus, tenté d'expliquer l'inexplicable ! A Agen, où son nom fut longtemps populaire, on trouverait encore des naïfs, qui, entendant parler de lui, simplement prononcer son nom, se signeraient, tout effarés, comme faisaient les Florentins quand ils rencontraient dans la rue ce Dante « qui avait vu l'enfer. » Nostradamus, assure-t-on, a prédit qu'Agen périrait par l'eau ou par le feu. Je suis heureux de pouvoir dire que cette menace alternative, dont l'année 1875 a presque vu un des termes s'accomplir, n'a trouvé place à aucun vers de ses quatrains amphigouriques. Tombé de sa bouche, il y a trois siècles, en un accès de gaité mystificatrice, peut-être s'est-elle transmise par voie de tradition orale ? Peut-être aussi n'a-t-il rien dit, et dans ce cas, comme dans tous, nous pouvons, écartant l'idée d'une conflagration ou d'une noyade collectives, dormir en paix sur nos deux oreilles.

Vous devez, cher ami, me trouver bien causeur. Dites bavard et vous aurez raison. Que voulez-vous ? Mon âme et mes yeux sont en fête. Je vais rejoindre un vieil ami, je voyage en pays nouveau et le ciel est superbe. Rien de plus varié d'ailleurs, que le paysage. Voici qu'à la façon d'un acteur qui se grime, il change tout à coup de figure. Tenez, plus d'horizon à gauche de la voie, ou si borné qu'on le touche du doigt. Nous frôlons, nous coupons une montagne, de peu de hauteur, il est vrai, mais d'aspect sombre et tourmentée en mille façons bizarres, ici creusée de profondes entailles, là hérissée de saillies après, si désagrégée par endroits qu'on dirait un écroulement tout à coup arrêté, qui va reprendre. De loin en loin, au bas des pentes,

dans les rainures que recouvre un maigre lit de détritns, des oliviers rabougris et tordus, plantés en lignes régulières, dressent leurs bras anguleux mal garnis de feuilles ternes.

Nous arrivons à Graveson. L'idée du pays de Mistral, qui me tient depuis Saint-Remy ou le futur *capoulié* du Félibrige connu l'aimable Roumanille, ne me laisse plus de repos. « Maillane, par Graveson, » ai-je lu en tête de deux lettres que l'illustre auteur de *Mireio* m'a fait l'honneur de m'écrire, lettres soigneusement gardées en compagnie d'un autographe de Jasmin, qui vaut pour moi, — il a huit pages — autrement plus que son poids d'or. Un employé à qui je demande si l'on voit d'ici la petite ville où réside Mistral, me regarde d'un air béat qui traduit clairement sa parfaite ignorance, et puis « Qui ça, Mistral ? » fait-il, avec un haussement d'épaules. Je prends en pitié ce barbare plus malheureux, après tout, — en supposant qu'il le soit — que coupable. Pourquoi exiger que cet homme probablement étranger au pays, venu certainement du Nord, et depuis peu, depuis hier peut-être, n'ayant affaire qu'à son chef de gare et souci que de son métier, en connaisse un autre qui, si éminent qu'il soit, ne lui est de rien, et s'y intéresse ? Que Cicéron s'étonnât quand, à son retour de Sicile où l'avait suivi, croyait-il, la flatteuse attention de ses compatriotes, il s'entendit demander, par un oisif, ce qu'il y avait de nouveau à Rome, et par un autre, en Afrique, on peut le trouver naturel, car hautement et étroitement mêlé au gouvernement de son pays, il devait se croire aussi connu dans l'entier personnel de la patrie romaine, — qu'on appelait d'un mot « la République, » — que l'est Mistral dans celle des lettres. Il se piqua d'abord de l'aventure, puis jugea qu'après tout le mieux était d'en rire, en quoi il fit preuve d'esprit — on sait qu'il en avait beaucoup, — et de bon sens.

Ceci me remet en mémoire, pardon encore pour cette digression, une boutade de Jasmin, qui fut produite, moi présent, et qui peint au mieux sa vivacité gasconne. C'était à Paris, aux Vendanges de Bourgogne, après un dîner que les Agenais lui avaient offert et qu'avait présidé M. Sylvain Dumon, député d'Agen et futur ministre. Sainte-Beuve avait bien voulu accepter notre invitation et s'était montré fort ouvert. Jasmin, naturellement, fut invité à lire quelques pièces. Il n'était pas, vous savez, de ceux qui se font prier. Nous nous rangeons en cercle autour de lui, attendant, suspendus à ses lèvres sonores, le premier mot qui en va sortir. Ce mot est à peine lancé que les

garçons se mettent à desservir, faisant bruyamment cliqueter argenterie, cristal et porcelaine. L'un d'eux passe, portant une pile d'assiettes. Jasmin, d'un mouvement preste, la lui prend des mains et, les yeux dans les yeux : « A Agen, dit-il, les garçons d'hôtel, rien qu'au mouvement de mes lèvres „tenez...“, voilà ce qu'ils feraient ! » Il écarte aussitôt les mains, et la vaisselle s'émiette aux pieds du garçon stupéfait. A ce bruit, tout le personnel, chef, sous-chef, marmittons, — que sais-je ? — débouche par toutes les portes. Jasmin attend, impassible, que l'émotion se soit calmée, puis mettant la main sur l'épaule du jeune homme dont le zèle excessif a causé tout le mal, il lui dit d'un ton radouci : « Quand un poète ouvre la bouche — vous l'ignoriez, sans doute, mon ami, on doit entendre une mouche voler. Tâchez de vous en souvenir. » Un fou rire nous gagna tous, y compris notre cher poète et il n'y eut qu'une voix pour dire que cette scène improvisée pouvait compter parmi ses bons ouvrages.

Roumanille, Mistral, Jasmin, quel trio ! La poésie embaume ma route et le bouquet n'est pas fini. Il nous reste à voir Avignon où vit modeste, dans sa gloire, l'élégiaque de ce temps qui a le mieux goûté les tendresses du cœur, le mieux exprimé ces joies profondes d'où monte un filet d'amertume. En attendant, je constate avec plaisir que la voie se donne de l'air en écartant peu à peu l'escarpement rocheux qui la gênait. La plaine, élargie d'autant, étend son damier de cultures, où les dômes verts des mûriers s'étalent pacifiquement tandis que de hardis cyprès, serrés en mur contre le vent, dardent au ciel leur cime noire. Un gai village, Rognonas, groupe gentiment ses maisons autour d'une église fière de son clocher neuf, et plus loin, sur un mamelon, un gros bourg dont le nom sonore s'est fait Agenais depuis plus d'un siècle, Château-Renard, dresse ses tours jumelles.

A la station de Barbentane, un prêtre entre dans mon wagon. Aux premiers mots que nous échangeons, je comprends qu'il est du pays et qu'il causerait volontiers. Je le provoque à parler, et l'écoute. Entre autres choses, il m'apprend qu'au revers de la Montagnette — on appelle ainsi, paraît-il, l'îlot rocheux que nous venons de franchir — est né le comte de Raousset. C'est de Boulbon, en effet qu'est sorti l'héroïque aventurier qui, pour avoir tenté de se tailler un royaume au Mexique, y trouva la mort sous les balles d'un peloton d'exécution. Plus jeune que lui de deux ans, je l'ai connu enfant, en-

fant moi-même, à Agen, où ses parents étaient venus passer une saison. Nous étions très proches voisins et nous rencontrions tous les jours. Il était blond, fluet, de santé délicate. Je le vois encore, à l'âge ingrat, — quand les garçons commencent à faire l'homme, — coiffé d'un bonnet comme une fillette. Qui se serait alors douté que sous ce chef féminisé couvaient, pour éciater un jour, les audaces d'un conquérant ?

La Durance, que nous traversons sur un beau pont viaduc, a ses audaces aussi, en temps de crue, de même que notre Garonne et tous les autres cours d'eau à régime de torrent. L'obliger à passer, résignée, sous un pont, c'était une rude entreprise, que le succès a couronnée. Elle n'a pas l'air, à cette heure, de se souvenir de cet affront. Elle a si peu d'eau ! mais, au fait, en a-t-elle ! J'ai beau regarder, je ne vois rien qu'un large couloir sableux où des rangées parallèles de galets, correspondant aux variations des crues, figurent assez justement les moraines latérales d'un glacier.

Nous courons sur Avignon, en un clin d'œil nous y sommes. Cette première apparition de la ville dément l'idée que je m'en étais faite. Le palais des papes, cette forteresse que les photographies m'ont fait voir dominant la ville de sa masse énorme et la marquant d'un type inoubliable, ne s'aperçoit aucunement d'ici. Rien n'est visible qu'une enceinte crenelée de murs à machicoulis peu saillants, flanquée de tours carrées de même style, le tout peu fort d'aspect, mais vraiment élégant, et si bien conservé ou restauré qu'on pourrait croire, à la rigueur, que c'est neuf. C'est, après, une suite de jardins, épais massifs de verdure opulente, sur lesquels s'enlève avec grâce le profil délicat des créneaux dont ils font, d'ailleurs, valoir le beau ton d'un roux doré. Cela me suffit pour le moment, Tamizey m'ayant fait savoir qu'un projet d'excursion à Vaucluse, Avignon et Orange me serait soumis dès l'arrivée.

J'y songe, à présent, à ce projet qui réalisera trois de mes meilleurs rêves et, regardant l'heure à la gare de Pontet, je me dis que probablement, notre ami quittant ses papiers et les manuscrits de Peiresc, se prépare à me faire honneur en venant au devant de moi. Je le connais assez pour le croire capable d'être à la gare un quart d'heure avant le train. Il fait très chaud, le soleil flamboie et la poussière, soulevée par le vent qui s'est mis à souffler du sud, me

contraint à fermer les yeux. Je les ouvre de temps en temps et à chaque fois m'apparaît, voilée de légères vapeurs qui teignent ses plis d'un mauve clair très doux, le mont Ventoux, orgueil de la contrée. Tout à coup, se montre un plateau qui commande fortement la plaine. Une ceinture de grands arbres, une tour, un amas de toitures que domine un très haut clocher, dénoncent une ville importante. Ce doit être, c'est Carpentras.

Permettez-moi, bien cher ami, de clôre ici cette longue épître et attendez-vous à recevoir au plus tôt le narré de mon excursion à la fontaine de Pétrarque et de ma visite aux félibres qui suivent sa trace de loin, sans violenter ou trahir leur génie.

Tout à vous,

AD. MAGEN.

(A suivre.)

LES COUVENTS

DE LA VILLE D'AGEN

AVANT 1789.

(Suite)

Le commencement du xvii^e siècle fut pour les Pères Jésuites l'époque la plus riche en hommes éminents. C'est le temps où brillent : le Père Arnoux, confesseur influent de Louis XIII, qui veut pousser le monarque dans la voie de la tolérance et l'engage à se réconcilier avec sa mère, comme aussi à ne pas combattre les Protestants; du célèbre Père Coton, qui contribua si puissamment à la prospérité de l'ordre; des Pères de Suffren, Caussin, etc.; enfin du fameux Père Garasse, qui, croyons-nous, vint prêcher à Agen et y faire apprécier ses qualités de critique acerbe, souvent injuste, toujours original ¹.

¹ Nous lisons dans le manuscrit de Malebaysse, qui note avec une parfaite exactitude les différents prédicateurs qui vinrent prêcher à Saint-Etienne soit le carême, soit l'avant : « Les advent de Noël 1619 et le Carême 1620, prescha à Saint Etienne le Père Crasse, jésuite. » Nous croyons fort que notre vieil annaliste s'est trompé seulement d'orthographe et qu'il a voulu désigner ici le Père Garasse, qui était vers cette époque professeur de rhétorique à Bordeaux. Le Père Garasse est célèbre par la violence de ses discours et l'acrimonie de ses attaques contre tous ceux qui combattaient son ordre, notamment contre Etienne Pasquier et notre compatriote Théophile de Viaud. Il se fit de nombreux ennemis et laissa en mourant de curieux écrits, parmi lesquels ses Mémoires. Si dans ses invectives il a souvent dépassé le but, on doit rappeler à sa louange que c'est en soignant des pestiférés qu'il fut atteint, en 1671, de la maladie dont il mourut.

Cependant les donations en faveur du Collège des Jésuites d'Agen affluaient toujours. Dans son testament du 24 novembre 1625 et son codicille du 27 mai 1629, dame Elisabeth Dupuy, épouse de François de Barrau, sieur d'Anferrus, institue pour son héritier son mari, et, après son décès, le collège des Jésuites d'Agen, « pour jouir de ladite hérédité à perpétuité, à la charge d'une fondation de résidence ou mission de ladite Compagnie à Nérac ; et de plus donne audit collège une maison, près la commanderie d'Argentens¹ ». Le 6 janvier 1630, c'est Jeanne Clavié, épouse du sieur Bertrand Salabert, qui donne au Collège quelques vignes sur le coteau de Saint-Vincent, « plus un jardin joignant ce Collège, au dessous de la chapelle de la Congrégation² ». Le vénérable Père P. Deschamps était alors recteur du Collège d'Agen. Mais la libéralité la plus importante dont fut gratifiée en ces temps-là la nouvelle institution du Collège fut la série de donations que Pierre Saulveur, chanoine théologal de Saint Etienne, fit, de son vivant, au Collège des Jésuites, qu'il semble avoir affectionné tout particulièrement.

Le 16 août 1629, il dispose déjà de tous ses biens, à la réserve de ses meubles, parmi lesquels figure « son petit orgue, » quelques rentes et mille livres de capital, en faveur du R. P. Jor-dain Forestier et Pierre Dubois, recteur et syndic du collège des Jésuites. Le 21 décembre 1636, il constitue une rente de 90 livres pour être employée à une distribution de prix annuelle : « Sachent tous que dans la ville et cité d'Agen, collège des Révérends Pères Jésuites de la Compagnie du nom de Jésus, ce jourd'hui, 21^e du mois de décembre 1636, a été présent : M^e Pierre Saulveur, chanoine théologal en l'église Cathédrale Saint-Etienne, lequel donne aux Pères Jésuites la somme de 1440 livres pour être mise en fonds solvable en telle personne assurée, pour en retirer la rente annuelle

¹ GG. 216

² Idem.

de 90 livres, et icelle être convertie à l'achat et distribution des livres de prix pour les cinq classes, suivant leur ordre accoutumé ez autres collèges; et ce chacun an, avec une action publique de tragédie ou autres; ou, pour le moins, cela ne se pouvant commodément faire, il y aura quelque déclamation solennelle avec autres solennités que lesdits Pères aviseront, lesquels livres de prix seront marqués des armes et devises du sieur Saulveur: (Ex Munificentia Domini de Saulveur); laquelle susdite donation ledit sieur Saulveur affecte audit collège, ez personnes des Révérends Pères Fronton Gadault et Antoine Petit, recteur et syndic dudit collège, présents et acceptans; et suivant l'avis de M^{rs} Géraud de Lescazes et Bernard de Faure, avocats en la Cour du Parlement de Bordeaux, etc. ¹. » Enfin le 14 janvier 1645, quelques jours avant sa mort, il renouvelle en faveur du collège d'Agen sa première donation « de tous et ung chacun ses biens meubles et immeubles sous la réservation de la somme de 1500 livres d'une part que ledit Sauveur donne à Pierre Touanille, demeurant à son service, et 600 livres d'autre part pour être payées au sieur Cunolio, chanoine de l'église Saint Etienne d'Agen². »

Pierre Saulveur, mourut le 31 janvier 1646. Il fut, ainsi qu'ont peut le voir, un des plus grands bienfaiteurs des Jésuites. Aussi fut-il enterré dans le sanctuaire même de leur église. Esprit indépendant, un peu frondeur, il conserva toute sa vie sa liberté d'action et de parole et fut un des champions les plus fervents qui se prononça contre l'épiscopat de saint Caprais. Citons à cet égard l'anecdote suivante que rapporte, dans un style assez naïf, le bon curé Labrunie, et le tour que lui jouèrent les Agenais, furieux de ce que Saulveur avait fait casser l'ordonnance des Consuls prescrivant qu'en l'honneur de Saint Caprais on chômerait le jour de sa fête: « Saulveur prêcha l'avent de 1623 et le carême de 1624.

¹ Archives municipales, GG. 210, 214, 216, etc.

² Archives municipales, GG. 216. Inventaire des titres des Jésuites.

C'était l'usage, avant la Révolution, que les prédicateurs de l'avent allassent prêcher le sermon des Innocents à la collégiale. Ce jour-là Saulveur ne manqua pas d'aller à Saint-Caprais. Les corps rendus, le peuple assis, le théologal veut commencer son discours. Mais voilà l'organiste qui commence un tintamarre sur son orgue dont il fait résonner les jeux les plus bruyants. Comme cela ne finissait pas et que les Consuls qui étaient présents n'imposaient pas silence au carillonneur ni à ceux qui l'avaient mis en jeu, ce vénérable ecclésiastique, aussi indécemment joué, se précipita de la chaire; car on en avait enlevé le marchepied¹. » L'exécution de ses dernières volontés ne laissa pas que de créer quelques difficultés aux Pères Jésuites: nous en avons pour preuve la convention qui fut passée, le 8 mai de cette année, entre l'abbé de Clérac et le collège d'Agen « pour les sommes dues par l'abbaye de Clérac à feu M^e Saulveur, donateur du Collège ». Signèrent: MM. Paul Garganty, chanoine

¹ *Abrégé chronologique des Antiquités d'Agen.* Saint-Amans dans sa *Biographie Agenaise*, tirée de celle de Labrunie, manuscrit encore inédit, qui faisait partie autrefois de la précieuse collection de manuscrits conservés à la bibliothèque du château, consacre une douzaine de pages à Pierre Saulveur. Il le fait naître à Toulouse l'an 1573 et venir en 1597 à Agen, où il acquit tous ses grades en théologie et devint grand vicaire de Nicolas de Villars. Ce ne fut que pendant l'épiscopat de Claude Gélas que, par l'imprudence de sa parole comme par l'audace de ses écrits, il s'attira la haine des Consuls et de la population. Ses discours contre l'épiscopat de Saint Caprais, ainsi que son *Brief Recueil de l'histoire de Saint Caprais d'Agen*, où il soutenait que ce saint n'avait jamais été Evêque d'Agen, lui suscitèrent toutes sortes de misères et de déboires. Il n'est pas de calomnies que ses ennemis n'aient inventées contre lui. Saint-Amans prend en main sa défense. L'abbé Barrère au contraire, dans sa nouvelle *Dissertation sur l'épiscopat de saint Caprais* (appendice à son ouvrage de *l'Ermitage de Saint-Vincent de Pompejac*,) l'attaque violemment et se fait l'écho trop fidèle des insultes répandues jadis, peut-être à tort, contre lui. Laissons, quant à nous, dormir en paix sa mémoire, et ne nous rappelons ici que les bienfaits dont il combla le Collège d'Agen.

du chapitre de Saint-Jean de Latran, pour l'abbaye de Clérac, et les Pères Pierre Pelleprat et Jean La Rhède, syndic et recteur du Collège d'Agen¹.

Nous trouvons du reste à cette époque de nombreuses pièces intéressant l'administration du Collège. Citons entre autres : la requête présentée au Roi par le syndic, dans laquelle il expose la prochaine ruine des bâtiments du Collège, et, en réponse, l'arrêt du Conseil et la lettre d'assiette de Sa Majesté, portant permission d'imposer la somme de 6,000 livres sur les taillables du pays d'Agenois pour être employée aux réparations de ladite maison, des 23 septembre 1634 et 19 mars 1655²; plus, d'autres lettres patentes de Louis XIII, du 20 mai 1637, portant permission au Collège d'Agen « de pouvoir, jusqu'à 4,000 livres de revenus annuels, accepter, prendre et recevoir toute donation de bien, meubles et immeubles etc., pour son entretien, en plus des 4,000 livres qu'il possède déjà, attendu que le Collège d'Agen, une des principales villes de notre province de Guienne, a été établi, il y a quarante ans, sans avoir, jusqu'à présent, suffisamment été doté pour y pouvoir instruire la jeunesse, comme les Pères le désirent, travailler à la conversion des âmes dévoyées des lieux circonvoisins, cultiver celles des fidèles, et porter les ecclésiastiques du diocèse par leurs bons exemples à bien et dignement exercer leur ministère »³.

Louis XIII, on le voit, et avec lui son grand ministre Richelieu, ne cessa de protéger le Collège des Jésuites d'Agen. C'est que tous deux reconnurent de bonne heure l'excellence de la méthode de la Compagnie de Jésus et la perfection de son enseignement. Seuls directeurs de la jeunesse d'alors, les pères Jésuites façonnèrent à leur guise cette pleiade de grands hommes qui illustrèrent la France au XVII^e siècle ; et on peut dire véritablement que c'est grâce à eux,

¹ Archives municipales, GG. 210.

² Archives municipales, GG. 216.

³ Archives de l'Evêché, F. 69; (Archives de la Gironde, 3295.)

et à eux seuls, que s'épanouit si brillamment, quelques années plus tard, le siècle de Louis XIV.

On a depuis longtemps fait connaître le programme des études des Jésuites sous l'ancienne monarchie. On sait quelle place importante le célèbre fondateur de l'Ordre, dans ses Constitutions, donna « aux lettres, à la grammaire, à la rhétorique des diverses langues, à la logique, à la philosophie naturelle et morale, à la métaphysique, à la théologie, au droit canon, à l'histoire, à l'Écriture Sainte ». Outre ces matières qui étaient enseignées de la cinquième à la première classe, les sciences exactes comme la physique, les mathématiques, l'astronomie, et jusqu'à la médecine n'étaient nullement dédaignées. Mais la dialectique, les compositions, les dissertations faisaient, avec la langue latine qui était couramment parlée par les élèves, le fond de cet enseignement unique jusque-là. Tout était à créer. Aussi les Jésuites furent-ils les premiers à écrire et à publier eux-mêmes les livres classiques qu'ils apprenaient à leurs élèves. Des milliers d'ouvrages sur toutes les branches de l'enseignement parurent au ^{xvii}^e siècle, composés par les Pères Jésuites, dont quelques-uns sont encore universellement appréciés. Gratuite pour tous, l'instruction était des plus sévères ; et c'est encore un point discutable que de savoir si les châtimens corporels, qui furent dès les débuts de l'Ordre infligés aux élèves, ne constituent pas un défaut dans cette admirable organisation. Pour ceux de nos lecteurs, qui, avides de connaître le plan et l'ordre des études des Jésuites, voudraient approfondir cette si intéressante question que le cadre malheureusement trop restreint de notre travail nous empêche de traiter ici, nous les renvoyons au texte même si détaillé des *Constitutions de l'Ordre par Ignace de Loyola*, ou au travail si remarquable et déjà cité de M. Crétineau-Joly¹. Disons seulement qu'à côté des fortes et sévères leçons qu'ils apprenaient à leurs élèves, les Jésuites n'excluaient pas de leur programme les distractions aimables, comme les beaux-arts, la musique, la danse, l'escrime et tous les exercices du corps, et qu'il était d'usage, dans

¹ Histoire religieuse, politique et littéraire de la Compagnie de Jésus. T. IV in-8°, p. 183 et suiv.

tous les collèges, de clore chaque année scolaire par une représentation théâtrale, à laquelle étaient conviés non seulement les parents, mais toutes les autorités religieuses, civiles et militaires, et les personnes les plus marquantes de la ville. Le collège d'Agen resta toujours fidèle à cette règle, qui lui avait du reste été imposée, on le sait, par le testament du chanoine théologal Sauveur. Nous sommes heureux, bien qu'il soit postérieur de plus d'un siècle à l'époque qui nous occupe, de pouvoir ici donner, comme preuve, le programme suivant de la tragédie et de la comédie qui furent représentées au Collège des Jésuites d'Agen, en l'année 1757, à l'occasion de la distribution des prix :

MAHOMET SECOND

Tragédie en trois actes,

Sera représentée le XVII et le XIX aoust, à trois heures après Midi, avec

LE MONDE DÉMASQUÉ

Comédie en trois actes,

Par les écoliers du Collège de la Compagnie de Jésus.

I. — ACTEURS DE LA TRAGÉDIE :

	Messieurs :
Mahomet second.	<i>Delpech.</i>
David Comnène, empereur de Trébizonde.	<i>Barennès.</i>
Zizim, fils de Mahomet.	<i>Meydieu.</i>
Antonin, fils de Comnène	<i>De Montpezat.</i>
Théodore, neveu de Comnène	<i>Laboissière.</i>
Nicetas, confident de Comnène.	<i>Descamps.</i>
Lisandre, gouverneur de Théodore	<i>Laplace.</i>
Acomat, confident de Mahomet	<i>Meteau.</i>
Dervis	<i>Desfaures.</i>

Un janissaire. — Troupe de soldats.

La scène est à Trébizonde.

II. — ACTEURS DE LA COMÉDIE :

	Messieurs :
Longuevue, faux niais.	<i>Desfaures.</i>
Grosfin, frère de Longuevue, faux rusé	<i>Labarthe.</i>
Piocheville, faux marquis	<i>Roxières.</i>
Bellemontre, faux riche.	<i>De Navelet.</i>
Richet, faux pauvre	<i>Vergnes.</i>
Content, faux heureux.	<i>Delber.</i>
Sucret, faux ami	<i>Fabre, cadet.</i>
Rude-Épée, faux brave.	<i>Fabre, l'aîné.</i>
Vantardius, faux savant.	<i>Trérieux.</i>
Furet, valet de Longuevue	<i>Cases.</i>
Lubin, valet de Bellemontre.	<i>L'Eglise.</i>
Simon Pioche, païsan.	<i>Gassou.</i>

La scène est à Vires.

Danseront au Ballet, de la composition du sieur Mignot,

Messieurs :

<i>Marliac, l'aîné.</i>	<i>Costebarterre.</i>
<i>Cabasse.</i>	<i>Maurin.</i>
<i>Roxières.</i>	<i>Le chevalier de Redon.</i>
<i>De Redon des Fosses.</i>	<i>Guilard.</i>
<i>Marliac, cadet.</i>	<i>Seycheron.</i>
<i>Astié.</i>	<i>Gimbrèdes.</i>
<i>Mignot.</i>	

A Agen, chez Raymond Gayau, libr.-imp. du Collège. — 1757 ¹.

¹ Cette curieuse pièce se trouve aux Archives dép. de Lot-et-Gar. (Fonds non classé.)

Depuis le milieu du xvii^e siècle, époque où fut définitivement organisé le Collège d'Agen, jusqu'en 1762, année du départ des Jésuites, les renseignements sur leur compte se font plus rares. C'est que tout marchait à souhait chez eux et que le fonctionnement régulier des études n'eut à recevoir, durant ce laps de temps, aucun contre-coup des événements extérieurs. Aussi ne citerons-nous, pour ne pas fatiguer le lecteur, que les faits les plus importants qui ressortent de cet amas de titres, pour la plupart insignifiants.

Il semble toutefois qu'un vent d'orage et de sédition ait soufflé plus ou moins fortement, mais cependant d'une façon continue, sur le Collège d'Agen durant les quinze ou vingt années qui précédèrent la Fronde. A cette époque, les écoliers n'étaient pas tenus comme de nos jours. Ils n'étaient pas enfermés la nuit au Collège, et la plupart, contrairement à ce qui se passe de notre temps, étaient externes, soupaient et couchaient en ville. Ils se réunissaient le soir aux mêmes endroits, et ils formaient comme une véritable corporation, jalouse de son indépendance et de ses privilèges. Inutile d'ajouter que celui auquel ils tenaient le plus était de pouvoir, la nuit, courir librement les rues, faire du tapage, et « chercher noise aux honnestes dames comme aux paisibles bourgeois ». Les choses allèrent si loin que, le 23 avril 1636, les consuls se réunirent « pour faire deffense aux escholliers de porter des armes, de s'assembler, d'élire des chefs. C'est l'arrest donné par Messieurs de la Cour et Chambre de l'Edict par lequel est faict inhibition et defense à toutes sortes de personnes de faire aucun monopole ny assemblées, ny battre le pavé de nuict, et particulièrement aux escolliers, auxquels est aussi deffendu de faire eslection d'aucun prier parmy eux, ny porter armes, et à peine de mille livres et d'estre punis comme perturbateurs du repos public. Et aussi est adjoint aux escolliers qui n'étudient pas en la présente ville de se retirer en leur pays. Et lendemain, la publication a esté faite aux lieux ordinaires et devant le Collège¹ ». Deux ans plus tard,

¹ Archives municipales, Journal des Consuls. BB. 55.

et à l'occasion de l'entrée de M. de Foule, magistrat au Parlement de Bordeaux, les Consuls défendent aux écoliers de former une compagnie à part. En 1641, de graves désordres se produisent au Collège, et les Pères Jésuites sont obligés d'avoir recours aux Consuls pour que ceux-ci fassent détenir deux jours, à la maison de ville, un élève de philosophie qui avait refusé de leur obéir ¹. Enfin, en 1651, le scandale est si grand que Messieurs les Consuls sortants se croient obligés d'appeler tout particulièrement l'attention de leurs successeurs sur la conduite et la tenue de Messieurs les écoliers. « En troisième lieu, nous vous exhortons d'avoir un soin tout particulier du Collège et de visiter parfois les classes, pour prévenir les *monopoles des escolliers* qui se sont grandement émancipés par la licence du temps, jusqu'à vouloir donner la loi à leurs maîtres et faire des ligues contre eux, pour ne pas observer les règles du Collège : à quoy nous avons fort insisté ; et mesme à ce que, depuis ces désordres du temps, quelques uns desdits escolliers et particulièrement quelques Montaignards avaient entrepris, sans nostre adveu ny permission, de faire une Compagnie où ils estaient desja une cinquantaine d'enrollés. Ce qui est de très perilleuse conséquence ». Et un peu plus loin, ils les adjurent encore « de faire très expresses deffences aux escolliers et autre jeunesse de ceste ville de fréquenter tant lesdits brelans que autres lieux infames, où elle se perd et prend de très mauvaises impressions ² ». Il est probable que les Pères Jésuites eurent facilement raison de ces jeunes cervelles, enfiévrées par les idées et le tourbillon de la Fronde, quand l'orage de 1652 se fut apaisé ; car depuis cette époque il n'est plus relaté dans nos archives aucun fait de ce genre, pas plus qu'aucune nouvelle plainte n'est formulée contre la conduite de Messieurs les écoliers.

— L'an 1648, M. l'abbé d'Estrades, nous dit Labénazie dans sa chronique agenaise, fut sacré évêque de Condom par Monsei-

¹ Archives municipales, BB. 55.

² Archives municipales, Journal des Consuls. BB. 58, p. 83 et suivantes.

gneur d'Elbène, assisté de MM. de Cahors, de Bazas et de Comminges. La cérémonie se passait dans l'église des Jésuites d'Agen.

La série des donations en faveur du Collège ne se ralentissait pas. Par son testament du 15 novembre 1644, demoiselle Nicole de Veaux, veuve de M. de Sevin, lègue au Collège d'Agen la somme de 9,000 livres « afin qu'il soit fondé tous les ans, durant trois mois, une mission dans l'Agenais, le Condomois ou tel autre lieu qu'il plaira au R. P. Provincial ». Suivent les copies authentiques des Lettres Patentes du R. P. Général Vincent Caraffa, en exécution de cette fondation ¹. Le 26 septembre 1653, M^e Pierre Lisse, sergent royal, lègue au même Collège « sa maison qui est vis à vis, appelée la *maison de Lisse*, à la charge par les Jésuites de dire dans leur église quatre messes de *Requiem* tous les ans et à perpétuité, une le jour de son décès, et les autres le jour de Saint-Jean-Baptiste ². » Un peu plus tard le 1^{er} août 1680, c'est une « Police portant échange de latrines entre les R. P. Ignace Tartas et Pascal Mouleau, recteur et syndic du Collège, et demoiselle Elisabeth de Redon, veuve de M. de Sevin » dont la maison était, on le sait, voisine du Collège ³. Le 22 mars 1660 une transaction est passée entre le syndic du Collège et les Consuls d'Agen « portant restriction de l'intérêt du capital de l'argent donné par la reine Marguerite, du denier douze qu'il était au denier quinze ⁴ ». En 1668, Claude Joli comprend dans son interdiction de confesser et de prêcher sans son autorisation les Pères Jésuites aussi bien que les autres religieux de la ville. Il eut même quelques démêlés assez sérieux avec le P. Blanchard, alors recteur du Collège d'Agen ⁵. Cinq ans plus tard, le Père Sevin, recteur dudit collège, obtient du même évêque un visa d'indulgence qu'il avait demandé.

Voici une lettre qui nous donne d'intéressants détails sur l'état

¹ Archives municipales: Inventaire des titres des Jésuites.GG. 210.

² Idem.

³ Idem.

⁴ Idem.

⁵ Archives de l'Evêché, F. 33,

de notre pays à cette époque, et que le Père Viledon, recteur du Collège d'Agen, en 1677, écrivit le 27 août de cette année au fameux Père Lachaise, confesseur de Louis XIV, alors tout puissant sur l'esprit du Roi :

« Agen, ce 27 août 1677.

« Mon Réverend Père,

« Je ne sçaurais partir de cette ville sans témoigner à V. R. la profonde reconnaissance que j'ay, et que je conserverai toute ma vie, pour l'égard qu'elle a eu la bonté d'avoir aux lettres que je me suis cru obligé de lui escrire. La bonté et la charité qui sont le fonds de V. R. me donne le courage de joindre à tous les très humbles remerciements que je lui fais la demande d'une nouvelle grace pour cette ville, où je suis depuis près de quatre ans. Je la puis assurer que dans les troubles derniers de Bordeaux, tout le monde eut icy une fidélité merveilleuse et digne de bons sujets de sa Majesté. Tous les jours et encore plus toutes les nuits, tous les principaux estaient dans une continuelle vigilance. Je les en felicitais à toute heure, et je les en louerai toujours. Depuis ce temps le continuel passage des gens de guerre et surtout le quartier d'hyver dernier, ce quartier dis-je qui a duré six mois entiers, ont extremement incommodé cette ville. Cette année nous y avons eu presque famine; bien deux mille pauvres, avec des visages à faire peur. La récolte est encore beaucoup moindre que la précédente. Et l'on y aura grand besoin de la présence de Monseigneur l'Evêque, et bien plus de la discharge d'un quartier d'hyver, et de tant de logements. J'ay esté en beaucoup de villes; mais je n'ay jamais veu plus de pauvreté. Et l'assiduité que j'ay eüe aux confessions m'a fait connaistre cette grande indigence. J'ose donc recommander à la charité de V. R. la cause des miserables, dont un quartier d'hyver causerait la ruine. Je recommande au confesseur du plus grand et du meilleur Roy du monde la cause d'une ville certainement très-fidelle. Je recommande à un si grand Jésuite une ville intimement affectionnée à nostre Compagnie. Et je recommande au soin de sa charité une ville fort affligée par la stérilité et par beaucoup de maladies. Monsieur

de l'Age qui lui présentera cette lettre est un gentilhomme de qualité, qui a esté très longtemps dans le service, qui est nostre fort bon amy et qui est beau-frere du R. P. Rhedon, recteur d'Angoulême. Je pars ce matin même pour Bourdeaux où j'auray l'honneur de saluer Monsieur nostre Gouverneur, et je suis assuré que je lui ferai plaisir en lui marquant les sentiments de V. R. Cependant je la prie de croire que je suis avec un profond respect, etc. ¹ »

Le diocèse d'Agen doit s'enorgueillir de compter au rang de ses évêques Jules de Mascaron (1679-1703). Le célèbre prédicateur de la Cour fit son entrée solennelle dans la ville d'Agen le 1^{er} mai 1680, et, depuis ce moment jusqu'au jour de sa mort, il ne cessa de se prodiguer, aussi bien dans l'intérêt des fidèles que dans celui de la religion, qu'il était chargé de défendre. Au milieu des nombreuses visites pastorales qu'il fit dans son diocèse et où son zèle, sa charité, sa douceur opérèrent de nombreuses conversions, Mascaron n'oublia pas de protéger le collège des Jésuites. Dès son arrivée, il le prit en grande affection et il le visitait souvent. Le 21 juillet 1682, il voulut y établir un régent de logique, et, à cette intention, il unit un bénéfice au collège, ordonnant que tous les ans le professeur ferait son cours. Labénazie ajoute, que « bien que l'union ne lui ait pas survécu, le cours n'en continue pas moins depuis ce temps-là. »

D'un esprit plus pratique et d'un cœur moins enthousiaste, Mgr Hébert, qui succéda à Mascaron sur le trône épiscopal d'Agen, et qui passe, à tort ou à raison, pour avoir embrassé la cause Janséniste, ne partagea pas, à l'égard des Jésuites d'Agen, les sentiments de jalousie et de haine que professèrent l'un contre l'autre, pendant tout le xvii^e siècle, ces deux grands partis religieux. Il continua au contraire envers le collège l'œuvre de son prédécesseur, et ce fut pendant son épiscopat et grâce à son zèle que les Jésuites d'Agen accrurent considérablement leurs revenus, du reste insuffisants. Dès l'année 1713 et sur la

¹ Archives municipales. AA. 33.

prière du père Louis Le Comte, recteur du Collège d'Agen et du père Jean Hazera, syndic, Mgr Hebert consentit à écrire au Roi pour l'informer que les revenus du Collège ne pouvaient suffire à l'entretien des régents, et pour lui représenter combien il était utile qu'il vint en aide à cette œuvre dont l'utilité était incontestablement reconnue. Sa demande fut écoutée ; et, le 3 juin 1713, le roi octroyait au collège d'Agen les Prieurés de Marmande, Puiguiraud, Clermont-Dessous, Tombebœuf et Marsac, dépendants de l'ancienne abbaye de Clairac, qui avait été unie au chapitre de Saint Jean de Latran de Rome, prieurés dont la collation et la disposition toutes fois appartenaient au Roi. Voici du reste le texte de cet important brevet d'union ; nous le reproduisons in extenso :

« Aujourd'hui 3^e du mois de juin 1713, le Roi étant à Versailles, ayant été informé par le sieur Evêque d'Agen de la nécessité de conserver le Collège que les Jésuites possèdent dans la ville d'Agen pour le bien et l'utilité que son diocèse et les provinces voisines en retirent, et que ledit Collège n'est pas suffisant pour l'entretien des régents et autres personnes qui y sont nécessaires ; Sa Majesté voulant par ces considérations gratifier lesdits Pères Jesuites et contribuer au bien public en augmentant la fondation dudit Collège, leur a fait don des prieurés de Marmande, de Puiguiraud, de Clermont, de Tombebœuf et de Marsac, dépendants cy-devant de l'abbaye de Clairac, de l'ordre de saint Benoit, du diocèse d'Agen, à présent unie au chapitre de saint Jean de Latran de Rome ; desquels prieurés situés dans ledit diocèse d'Agen, la collation et toute autre disposition appartient à Sa Magesté, laquelle, par ce présent brevet, consent à la suppression et extinction des titres desdits prieurés et à l'union des fruits, revenus, émoluments, droits et privilèges qui en dépendent, audit Collège des Jesuites d'Agen, pour en augmenter la fondation et dotation ; laquelle union n'aura néanmoins son effet que lorsque lesdits prieurés viendront à vaquer par mort, démission ou autrement, sans que les possesseurs d'iceux les puissent résigner, permuter ni autrement en disposer, à la charge que, quand ladite union aura son exécution et que ledit Collège sera en possession et puissance des revenus desdits prieurés, il sera obligé d'acquitter ou faire acquitter toutes les charges et fondations dont ils

peuvent être tenus; à l'effet de quoy seront expédiées toutes les lettres sur ce nécessaires, m'ayant Sa Majesté pour témoignage de sa volonté, commandé d'en expédier ledit present brevet qu'elle a signé de sa main et fait contresigner par moy, conseiller-secrétaire d'Etat et de ses commandemens et finances; ainsi signé Louis et plus bas Voysin ¹. »

Suivent les nombreuses pièces à l'appui de ce don, telles que le procès-verbal des enquêtes *de commodo et incommodo* fait par Mgr Hébert à la date du 12 décembre 1713, le décret d'union desdits prieurés rendu par l'Evêque d'Agen, le 5 janvier 1714, les Lettres patentes du 17 avril, enfin l'acte de prise de possession desdits prieurés par le syndic du Collège, du 13 avril de la même année ². Nous ne relèverons dans ce volumineux dossier, où nous voyons que cette union ne se fit pas sans soulever de nombreuses protestations, que les noms de : Rolland Hébert, diacre du diocèse de Paris, prieur de Clermont Dessous, Jean Antoine de Maroules, clerc tonsuré, prieur de N.-D. de Marmande, Firmin de la Cour, prieur de Tombeboeuf, Charles Dusault, prieur de Puyguiraud, et enfin Paul Annet de Montesquiou-Saintrailles, prieur de Marsac, avec lequel les Jésuites engagèrent un assez long procès. Suit enfin comme preuve de l'insuffisance des ressources du Collège d'Agen, l'état des revenus et charges dudit collège en l'année 1713. Les revenus consistent dans : les métairies de Darel et du Bedat, qui rapportent annuellement 600 livres. ; les faisandes de Saint Joseph et de Bellevue, 300 l. ; la vigne et le pré de Vacqué et les fossés du fort de Clairac, 100 l. ; les loyers des maisons de ville et provenance des fours, 300 l. ; les cures de Lougratte, de Prayssas et de Scandaillac, 2800 l. ; la pension de la ville, 1200 l. : la pension du chapitre de Saint Etienne, 300 l. ; celle du chapitre de Saint Caprais, 290 l. ; la rente constituée par l'abbé de Clairac, 319 l. ; enfin celle constituée par le marquis de Marin, 137 l. Total des revenus, 6346 l.

¹ Archives de l'Evêché d'Agen. F. 33. Voir aussi Archives municipales GG, 210 et 216, Inventaire des titres des Jésuites.

² Idem.

Les charges se montent à la somme totale de 4712 livres. Revenus nets, 1634 livres, sur lesquelles il faut nourrir et entretenir dix-sept Jésuites, pères ou frères, nécessaires au fonctionnement du Collège. Ce qui est tout à fait insuffisant ¹. Aussi, lorsque cette union fut effectuée, et que deux ans après, en 1715, le recteur du Collège d'Agen eut à transmettre à Mgr Hébert, avec tous les supérieurs des autres Ordres religieux de la ville, l'état des revenus et charges de son Couvent, il reconnaît que, toutes les charges étant déduites, il reste encore, comme revenus, la somme de 2300 livres, « bien nécessaire, ajoute-t-il, pour l'entretien des dix-huit à vingt Jésuites, qui occupent le Collège ² ».

Nous ne trouvons plus, depuis cette époque jusqu'au moment de la suppression des Jésuites, aucun acte important à signaler, dans les archives du Collège. Les études suivaient paisiblement leur cours. Les classes étaient fréquentées par la plupart des jeunes gens de la ville et des environs, dont quelques-uns, comme le Maréchal d'Estades au commencement du xvii^e siècle et bien d'autres plus tard, devinrent la gloire de leur pays. Les animosités des autres Ordres religieux contre les Jésuites s'étaient éteintes depuis longtemps, et leur popularité restait toujours aussi grande dans l'esprit de la population agenaïse. Leur église était le rendez-vous habituel de l'élite de la société d'Agen. Mgr de Chabannes, qui occupa le siège épiscopal de cette ville de 1735 à 1767, aimait souvent à s'y rendre et à y célébrer les saints offices. C'est là qu'il prononça, le dimanche de quinquagésime, 28 février 1740, un important discours que les presses de R. Gayau nous ont conservé, ainsi qu'en l'année suivante un très remarquable panégyrique de saint François Xavier de la Compagnie de Jésus.

D'un autre côté les consuls, dans leurs livres de comptes comme dans leur journal, ne parlent des Pères Jésuites qu'avec éloges et respect. Nous avons pour preuve de la bonne intelligence qui ne cessa de régner entre eux l'offre que ces derniers firent, en 1745,

¹ Archives de l'Evêché. F. 33.

² Idem.

à l'occasion de la dédicace d'une thèse, d'un grand diner dont les frais se montèrent à la somme de 70 livres¹. Rien ne faisait donc prévoir, à Agen, la crise qui se préparait ; rien ne semblait y annoncer l'orage, qui déjà cependant, dès le milieu du xviii^e siècle, grondait sourdement au dehors.

— On comprendra facilement que nous ne pouvons faire entrer dans le cadre si restreint de cette notice l'histoire de la suppression des Jésuites, ni même seulement en indiquer les causes. De nombreux ouvrages ont du reste été écrits sur cette matière, auxquels nous renvoyons nos lecteurs². La coalition des Jansénistes, des philosophes, des Parlements, de l'Université, de la Sorbonne, contre les disciples d'Ignace de Loyola, la faillite retentissante du Père La Valette à la Martinique, la jalousie du haut clergé et des autres Ordres religieux, la faiblesse des Bourbons sur tous les trônes qu'ils occupaient en Europe, la marche toujours plus envahissante et exigeante de l'esprit public, furent autant d'obstacles opposés aux Jésuites et que ceux-ci ne purent vaincre ; si bien que, commencée en Portugal contre eux par le marquis de Pombal dès l'année 1754, la lutte s'étendit rapidement en Europe partout où ils avaient établi leur puissance, et que, atteints en 1761 en France, ils succombèrent sans seulement se défendre, l'année suivante, et se virent définitivement expulsés par tous les Parlements déchainés contre eux. En vain, le 1^{er} mai 1762, le clergé de France se réunit-il à Paris en assemblée extraordinaire pour obtenir le maintien en France de la Compagnie de Jésus. Les parlements furent inexorables ; et chacun dans sa province, poussé par les philosophes, rendit bientôt un arrêt final. Le Parlement de Bordeaux fut un des premiers qui crut tenir à honneur d'expulser les Jésuites de son ressort. Le 26 mai 1762, c'est-à-dire plus de deux mois avant l'arrêt du Parlement de Paris

¹ Archives municipales. CC, 439.

² *Histoire religieuse, politique et littéraire des Jésuites par Cretineau-Joly. Tome V. — Histoire de la suppression des Jésuites au xviii^e siècle par Collombet. — Histoire impartiale des Jésuites par Linguet. — L'Eglise et les philosophes au xviii^e siècle par Lanfrey, etc., etc.*

(6 août), il prononçait sa sentence, et dès le lendemain il donnait des ordres pour qu'elle fût partout rapidement exécutée. La nouvelle fut accueillie à Agen avec une véritable douleur ; et nous voyons l'Intendant de Bordeaux être obligé d'écrire plusieurs fois aux consuls, notamment le 5 juin 1762, pour leur envoyer « plusieurs exemplaires de l'arrêt de la Cour, afin qu'ils s'y conforment et aussi à ce qui convient le mieux pour l'éducation de la jeunesse ¹. » Les Agenais gardèrent les Jésuites dans leur ville deux mois encore après qu'eut été rendu l'arrêt de la Cour de Bordeaux. Néanmoins il fallut céder aux ordres supérieurs et s'incliner devant la volonté du Roi.

Ce fut le 1^{er} août 1762 que les Jésuites évacuèrent définitivement le Collège d'Agen. Ils l'avaient occupé cent soixante et onze ans.

Un inventaire fort détaillé de l'état du Collège, la veille du départ des Jésuites, nous donne les noms de tous les Pères qui l'occupaient à cette époque, avec quelques notes sur leur situation respective. Nous croyons devoir reproduire ici cette pièce intéressante :

Faisaient partie du Collège des Jésuites d'Agen, le 31 juillet 1762 au soir :

Le R. P. *Jean Carmagnac*, recteur ; né à Angoulême le 12 février 1713, entré en religion le 2 octobre 1728. « Retiré dans son pays. N'a aucune ressource ; ses parents n'ont qu'une fortune très médiocre. »

Le R. P. *Jean-Raymond Massonneau* ² ; né à Marmande le 6 juin 1708, entré en religion le 26 décembre 1724. « Actuellement à

¹ Archives municipales. GG. 214.

² A propos de l'arrêt rendu par le Parlement de Bordeaux, ordonnant aux Pères Jésuites de renoncer par abjuration à tout ce qui était contenu dans leurs constitutions, Malebaysse nous apprend, à la page 492 de son manuscrit, que pas un des Jésuites du Collège d'Agen ne prononça cette abjuration, « à l'exception d'un nommé Massonau de Marmande, qui, même après l'avoir faite, voulut par remords de conscience faire sa rétractation ; mais elle ne fut point reçue de M. le Procureur général du Parlement, qui lui conseilla au contraire de rester fort tranquille chez lui. »

Marmande. N'a qu'un frère, lequel est chargé d'une nombreuse famille avec un bien médiocre. »

Le R. P. *François-René Raseteau* ; né à . . . le 3 août 1676, entré en religion le 2 septembre 1695. « Actuellement à Agen ; ce religieux, âgé de 87 ans, est sans parents et sans aucune ressource ; M. Charrière à Agen l'a reçu chez lui par charité. »

Le R. P. *Bernard Daubas* ; né à Agen le 17 juillet 1687, entré en religion le 16 octobre 1708. Mort à Agen environ deux mois après sa sortie du Collège.

Le R. P. *Louis Mirat* ; né à Tulle le 16 juin 1700, entré en religion le 7 septembre 1718. « Retiré dans son pays, ne peut rien exiger de ses parents : mais, comme ils sont à leur aise, il y a apparence qu'ils ne le laisseront pas manquer de nécessaire. »

Le R. P. *Bertrand Laborde*, professeur de théologie ; né à Périgueux le 15 novembre 1711, entré en religion le 23 octobre 1731. « Retiré chez les Pères Recollets à Sarlat. N'a aucune ressource du côté de ses parents qui sont très mal à leur aise. »

Le R. P. *François Roby*, professeur de théologie scolastique ; né à Limoges le 26 décembre 1714, entré en religion le 29 novembre 1732. « Retiré à Limoges. Appartient à des parents pauvres et n'a d'ailleurs aucune ressource. »

Le R. P. *Sicaire Boissat*, préfet du Collège ; né à Clermont en Auvergne le 19 décembre 1726, entré en religion le 4 août 1746. « Retiré chez lui. N'a aucune ressource, ses parents étant pauvres. »

Le R. P. *Jean Chaufour*, professeur de physique ; né à Tulle le 19 juin 1728, entré en religion le 19 octobre 1746. « Retiré dans son pays. N'a aucune espèce de ressource. »

Le R. P. *Jacques-Thomas Bridault*, professeur de logique ; né à La Rochelle le 3 avril 1730, entré en religion le 16 septembre 1749. « Retiré dans son pays, ce religieux n'a pas fait encore ses derniers vœux et peut rentrer dans ses biens. »

Le R. P. *Pierre-Raphaël Joubert*, procureur ; né à Saintes le 28 janvier 1729, entré en religion le 18 janvier 1745. « Retiré dans son pays, ce religieux a des parents riches. M. l'Evêque de Saintes lui a donné un logement et la table et fera sans doute quelque chose pour luy, aussitôt que les circonstances le permettront. »

Les susdits onze Jésuites étaient prêtres ; les cinq suivants étaient régents des basses classes :

Le P. *Antoine Desvignes* ; né à... le 5 janvier 1737, entré en religion le 20 décembre 1752. Il était professeur de rhétorique. « Peut rentrer dans ses biens. »

Le P. *Paschal Vidal*, régent second ; né à... le 28 may 1838, entré en religion le 6 septembre 1755. « Peut rentrer dans ses biens. »

Le P. *Pierre-Xavier Robert*, régent troisième ; né à... le 12 octobre 1737, entré en religion le 7 septembre 1755. « Peut rentrer dans ses biens. »

Le P. *Jacques Lachaud*, régent quatrième ; né à... le 19 janvier 1740, entré en religion le 13 novembre 1756. « Peut rentrer dans ses biens. »

Le P. *Guillaume Minard*, régent cinquième ; né à... le 15 octobre 1740, entré en religion le 21 septembre 1758. « Peut rentrer dans ses biens. »

Le frère *Pierre Javarsat*, portier ; né à... le... entré en religion le 7 septembre 1752.

Le frère *Bernard Haurat*, proviseur ; né à..... le 15 août 1729 ; entré en religion le 4 décembre 1759.

Le frère *Martin Bonneau*, cuisinier ; né à..... le 1^{er} janvier 1735 ; entré en religion le 12 mars 1753.

Il y avait un quatrième frère, qui est encore à Agen, dont on ne sait ny le nom, ny l'âge, ny de quel país il est.

Les Jésuites étaient au nombre de vingt dans le Collège, lors

de la sortie, quoique ordinairement ils ne fussent que seize ou dix-huit au plus. Ils fermèrent leurs classes d'abord après Pente-côte ¹ ».

II. — LES DOMINICAINS (1762-1767.)

En même temps qu'il expulsait les Jésuites de toutes les maisons et Collèges de son ressort, le Parlement de Bordeaux se préoccupait de leur remplacement ². Après de nombreux pourparlers avec les Consuls d'Agen, ces derniers finirent par s'entendre avec les Jacobins. Le Parlement rendit, le 6 août, une première ordonnance en vertu de laquelle il autorisait la ville d'Agen à passer un accord avec les religieux Dominicains ; puis, le 3 septembre 1762, un second arrêt « qui ordonnait une Assemblée générale des Trois-Ordres à Agen pour autoriser à passer avec les Dominicains tels accords, traités, concordances nécessaires pour l'instruction de la jeunesse et le remplacement des cy-devant Jésuites ³ ». Afin d'éviter tout retard pour la rentrée des classes, les Consuls prirent aussitôt l'affaire en mains, et, le 18 septembre de cette même année, ils passaient solennellement dans le palais épiscopal un contrat avec les Dominicains, qui se chargeaient de continuer l'œuvre des Jésuites.

Nous avons déjà donné au chapitre III de cet ouvrage, chapitre relatif aux Dominicains, l'analyse détaillée du contrat du 18 septembre. Nous prions nos lecteurs de vouloir bien s'y reporter. Rappelons seulement ici que le contrat fut passé entre Mgr Gaspard

¹ Archives de l'Evêché d'Agen. Série F. 69. (Archives de la Gironde. 3295).

² Voir in-extenso l'Arrêt du Parlement de Bordeaux du 26 mai 1762, soit aux Archives départementales de la Gironde, soit à la Bibliothèque nationale de Paris. Impr. Lq 39, n° 476.)

³ Archives de l'Evêché. F. 69.

Gilbert de Chabannes, évêque et comte d'Agen, MM. M^e Philippe Buard, Claude-Caprais Barbier, François Michel de Lamothe-Vedel, Alexis Rozier, chanoines et députés des chapitres de St-Etienne et de St-Caprais, et Messsieurs les Consuls: Sébastien de Redon des Fosses, écuyer, François Mazet, Jérôme Malebaysse, Bernard Dayries, procureur, Raymond Lamothe, avocat, et Joseph Marcot, d'une part ; et Très Révérend Père Raymond Garralon, docteur en théologie, provincial de la province occitaine de l'Ordre des Frères-Prêcheurs, assisté des R. P. Alexis Fauché, docteur en théologie, et Jean Thomas Danglade, prieur du couvent des Dominicains d'Agen, et un nombre considérable de hauts ecclésiastiques. Les dispositions prises furent les mêmes que pour les Jésuites ; l'ordre et l'objet des classes ne furent pas changés, non plus que la méthode d'enseignement ni les multiples détails de l'ancienne organisation. L'instruction resta également gratuite. Si bien, qu'à part le changement de l'Ordre, le Collège d'Agen fonctionna avec les Dominicains de la même manière et aussi bien qu'avec les Jésuites ¹.

Néanmoins l'administration centrale sembla vouloir surveiller de plus près les nouveaux Collèges. Pour ceux qui ne dépendaient pas des Universités, un Edit du roi, de février 1763, les régla tout particulièrement ². De plus, des contestations ne tardèrent pas à s'élever au sujet du paiement des rentes qui étaient dues autrefois aux Jésuites et que réclamèrent les nouveaux professeurs. Une longue correspondance fut échangée à cet égard entre les différents administrateurs de la province, concernant notamment les 1,200 livres annuelles que de tout temps les Consuls avaient payées aux Pères Jésuites et que les Dominicains, qui leur furent en tous points subrogés, revendiquèrent énergiquement. Dans une longue lettre au président Dormessan, du 22 février 1763, M. de Boutin, intendant de Guienne, résume toute cette affaire ; il en fait

¹ Archives municipales GG, 214. Voir aussi Archives de l'Evêché, F. 69.

² Archives municipales, GG, 214.

l'historique, et, en terminant, il semble incliner en faveur des Jacobins ¹. M. de La Tour fut chargé d'envoyer d'Agen toutes les pièces à l'appui, parmi lesquelles un état complet des charges et revenus du Collège à cette époque.

Les charges avaient considérablement augmenté depuis 1713. Nous relevons comme revenus, 1^o en biens fonds : la métairie de Darel, 1,500 livres; celle du Bedat, 650; celle de Bellevue, 200; plus le loyer de huit petites maisons en ville, pour la plupart appartenantes au Collège, 354; 2^o en bénéfices : le Prieuré de Marmande affermé, 2,380 livres; celui de Puyguiraud, 620; Tombebœuf, 2,150; Praissas, 1,900; Lougratte, 800; Escandailiac, 70; 3^o comme pensions : celle de la Ville, 1,200 livres; du Chapitre St-Etienne, 300; de St-Caprais, 290; plus une pension sur l'abbaye de St-Waast d'Arras, 3,000 livres; enfin une rente sur l'Hôtel de Ville de Paris, de 20 livres; total des revenus, 15,434 livres. Les charges sont plus considérables encore; les dettes ont augmenté, si bien que le total se monte à la somme de 15,625 livres. Dans ces conditions, les Pères Dominicains ne peuvent y suffire; le Collège ne peut continuer d'exister. Il faut y pourvoir au plus vite ². De leur côté, et afin d'avoir quelques revenus de plus, les Dominicains demandent à avoir des pensionnaires, ce qui n'a jamais existé du temps des Jésuites, faute de place : « Il en résulte que les Jacobins refusent un nombre considérable de pensionnaires qu'on leur a présentés; d'où un tort considérable. Ils n'ont pu en recevoir que sept, dont six sont dans le Collège, et le septième au Couvent pour n'avoir pu le loger avec les autres. » Suit enfin un plan fort détaillé du Collège d'Agen, que M. de La Tour envoie aux ministres dans son volumineux dossier. Il est en tous points semblable à celui que nous

¹ Il existe aux Archives de l'Evêché d'Agen, série F. 69, tout un volumineux cahier, copié in extenso dans le fonds des Archives départementales de la Gironde, n° 3295, que M. Roborel de Climens, archiviste-adjoint à Bordeaux, envoya, il y a quelques années, à Mgr Fonteneau, alors évêque d'Agen. C'est grâce à cet important dossier, largement mis à notre disposition par Mgr Cœuret, actuellement évêque d'Agen et son secrétaire général M. le chanoine Mouran, que nous pouvons résumer ici cette crise assez difficile que traversa le Collège d'Agen, lors du départ des Jésuites.

² Archives de l'Evêché. F. 69. (Arch. de la Gironde. 3295.)

avons trouvé aux Archives nationales, et qui fut dressé quelques années après par les soins des Oratoriens, lorsque ceux-ci, en 1781, prirent la direction du Collège. Sans attendre jusqu'à cette époque, nous croyons qu'il est bon de le donner ici, et, nous arrêtant un instant au milieu des difficultés que rencontrèrent dès leurs débuts les Dominicains, de faire enfin connaître à nos lecteurs quelles étaient les dispositions extérieures et intérieures, aussi bien au rez-de-chaussée qu'au premier étage, de l'ancien Collège d'Agen.

— Nous avons déjà dit au cours de ce récit que les Consuls, en faisant de la maison La Cassagne le bâtiment principal du Collège, avaient par conséquent élevé cet établissement dans le quartier Saint-Hilaire, derrière la Tour de la Grande-Horloge. Limité au Nord par la rue de ce nom, à l'Est par la rue des Jésuites, plus tard rue Maillé, au Sud par les jardins de M. de Rangouze, de M^{me} de la Prade et la rue Caillon, à l'Ouest par la maison et le jardin de la famille de Sevin, il occupait tout l'emplacement de la place de la Volaille (actuellement place de la République¹) ainsi que des nombreuses maisons qui l'entourent de tous côtés.

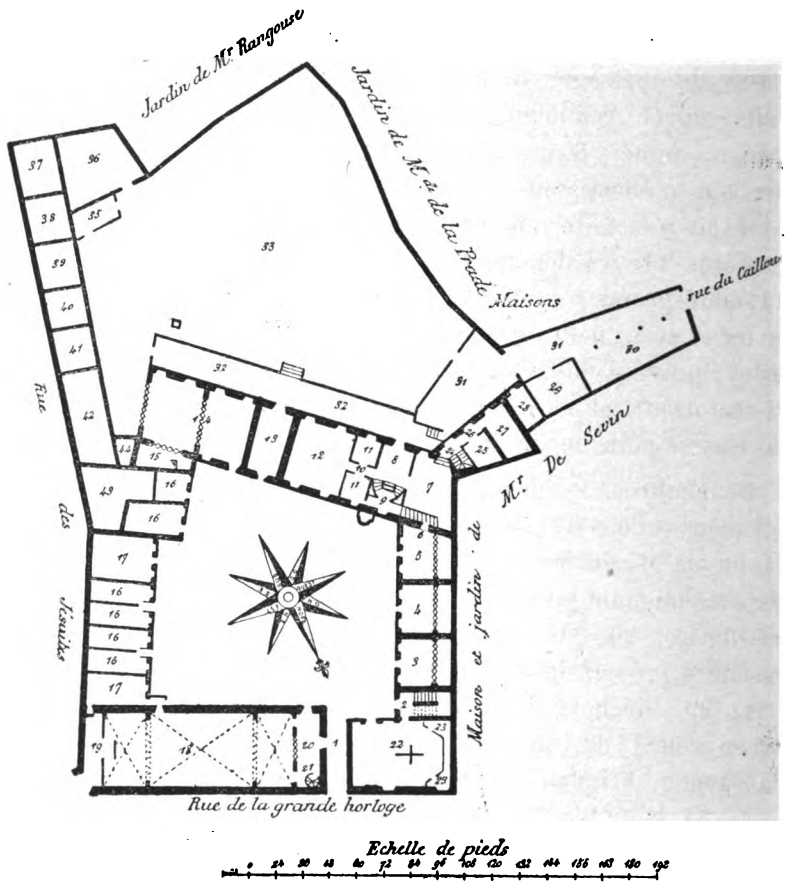
L'entrée principale, n° 1 sur notre plan, donnait sur la rue Grande-Horloge. C'était un couloir servant de vestibule que surmontait le clocher de l'église, située à gauche sur tout le prolongement de la rue, jusqu'à la rue Maillé. L'église des Jésuites, n° 18, bâtie en pierres et moellons était assez vaste. Elle ne formait qu'une nef, partagée en trois travées inégales. Son entrée principale, n° 19, se trouvait, nous dit Proché², « au coin des deux rues Maillé et Grande-Horloge. » Elle fut détruite seulement au mois de juillet 1815³.

¹ Cette place a pris successivement les noms de : place du *Roi de Rome*, sous le premier Empire ; *Place Bourbon* à la Restauration ; place d'*Orléans* en 1830 ; *Place de la République*, en 1848, et *Place Louis Napoléon* en 1852.

² Annales de la ville d'Agen. page 215.

³ Disons à ce sujet que c'est dans l'Eglise des Jésuites que les condamnés à mort, avant d'être livrés au bourreau, étaient conduits pour faire amende honorable, et que, escortés par tous les Pénitents qui portaient des torches, ils passaient de là sous la voûte de la Grande Horloge, tandis que toutes les cloches de la ville sonnaient le glas funèbre, pour être exécutés sur la place du Marché.

Derrière et le long du couloir d'entrée était, au n° 20, la sacristie, terminée au n° 21 par un escalier tournant qui conduisait au deuxième étage. Enfin, à droite du couloir, au 22, les Pères Jésuites avaient



aménagé, pour eux seuls, une chapelle particulière¹, terminée par deux petites sacristies, 23 ; de telle façon que l'église, le cou-

¹ C'est actuellement la maison qu'occupe M. Vincent Gendre, sur la façade de laquelle on a retrouvé récemment ces jolies fenêtres ogivales trilobées que l'on voit de la rue Grande-Horloge.

loir d'entrée et la chapelle occupaient à eux seuls toute l'aile septentrionale donnant sur la rue Grande-Horloge.

Si nous pénétrons maintenant par le couloir 1 dans la grande cour du Collège, nous trouvons successivement au rez-de-chaussée, à droite, au n° 2, la cage du grand escalier de pierre qui conduisait au premier et au deuxième étage; 3, la porterie; 4, la classe de théologie; 5, celle de philosophie; 6, une porte toujours murée communiquant avec la cuisine; 7, la cuisine; en face, au numéro 8, un vestibule; 9, un perron et la cage d'un escalier qui n'aboutissait qu'au premier étage¹; 10, un passage menant au réfectoire; à droite et à gauche de ce passage, aux numéros 11, les dépenses; 12, le réfectoire; 13, un passage; 14, deux grandes « salles d'actes »; enfin à gauche, au n° 15, une lanterne et un petit escalier menant jusqu'au premier étage seulement; puis aux différents numéros 16, six classes commençant par la rhétorique et occupant, avec les deux numéros 17, qui étaient les classes personnelles des Jésuites, tout le côté Est de la cour.

De nombreux logements s'étendaient au Midi derrière les pièces que nous venons d'énumérer. Ainsi, après la cuisine et longeant le jardin de M. de Sevin, se trouvaient, aux numéros 24, un grand escalier montant jusqu'au deuxième étage; 25, chambre de domestiques; 26, passage pour le chauffoir; 27, chauffoir; 28, chambre qui sert de caveau aux commodités qui étaient au-dessus; 29, décharge; et 30, bucher. Puis venaient, aux 31, la basse cour; 32, une longue et jolie terrasse « où étaient, dit la légende du plan, les cyprès »; 33, un très beau jardin potager; 34, le puits; 35, les cabinets; enfin, depuis le numéro 36 jusqu'au numéro 43 inclusivement, de petites maisons qui étaient louées et dont les entrées donnaient toutes sur la rue Maillé.

A côté du plan principal du rez-de-chaussée que nous venons de décrire et de reproduire ici, se trouve, sur l'original qui est déposé aux Archives nationales, le plan du premier étage. Bien que moins important, nous croyons devoir y relever les pièces sui-

¹ Ce perron existe encore; il appartient à la maison qu'occupe actuellement M. Benquet, notaire,

vantes : au dessus du n° 20, qui est la sacristie, une chambre occupée par le Chapitre ; au-dessus de la chapelle 22, la bibliothèque qui était fort riche et fort considérable ; puis des chambres diverses sur tout le prolongement de l'aile droite ; au premier étage du bâtiment méridional, un vaste corridor donnant sur différentes salles « qui contenaient deux étages d'alcoves adossées à la cloison ; » enfin d'autres chambres attribuées à divers, au-dessus des classes n° 16, c'est-à-dire sur tout le parcours du bâtiment de gauche.

Le second étage présentait à peu de choses près les mêmes dispositions que le premier.

— Bien qu'ils fussent soutenus énergiquement par l'évêque et les autorités municipales de la ville, les Dominicains éprouvaient néanmoins, tant comme ressources pécuniaires que comme obstacles apportés par le gouvernement central, de sérieuses difficultés dans la direction du collège. L'Edit de février 1763, que nous avons déjà indiqué, ordonnait « que tous les biens et revenus appartenant aux collèges précédemment tenus par les Jésuites, seraient administrés par un bureau composé de personnes choisies dans le clergé, dans le corps municipal et parmi les autres notables de la ville. » Ce bureau avait un pouvoir presque absolu. Le principal et les professeurs étaient nommés et révoqués par lui. Il régissait les biens et les revenus de la maison ; il arrêtait en outre les règlements généraux d'études et de discipline, mais sous condition d'homologation du Parlement du ressort. C'était substituer à l'élément religieux l'élément civil. C'était donner pleine satisfaction aux bruyantes réclamations des encyclopédistes et des philosophes. Il fut même question au sein de ce gouvernement pusillanime d'interdire à tout Ordre religieux d'ériger des maisons d'éducation. Mgr de Chabannes, alors évêque d'Agen, s'émut de cet état de choses, et, dans trois lettres remarquables que les Archives de l'Evêché nous ont conservées¹, il proteste éloquemment contre les mesures prises :

¹ Archives de l'Evêché d'Agen, F, 69. (Archives de la Gironde, 3295).

« Je ne vous cacherai point, Monseigneur, écrit-il dans une première lettre du 17 février 1765 à l'archevêque de Reims, Charles-Antoine de La Roche-Aimon, que vous m'avez causé une grande inquiétude par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, où vous m'apprenés le système de la commission pour le remplacement des collèges, lequel est opposé à l'introduction des Réguliers dans ces maisons. Je crois y voir évidemment la ruine de toutes les écoles et les suites affreuses de l'ignorance qui s'emparera de la nation ¹. Si l'autorité de tous les siècles, si l'usage de toutes les nations doit être compté pour quelque chose, s'il faut s'en tenir à tout ce qui a été fait de tous temps, à ce qui se fait aujourd'hui partout, le parti que l'on prend à cet égard ne peut être que pernicieux à l'éducation. » Suit un magnifique exposé du rôle joué en Europe par les Ordres religieux dans l'éducation de la jeunesse. Depuis la suppression des Jésuites et leur remplacement soit par des laïques, soit par des séculiers, pas un collège n'a pu réussir. A Bordeaux, à Toulouse, ils ont tous échoué, après des scènes graves de désordre et de rebellion. « Le mien à Agen, ajoute le vénérable prélat, est, grâce aux Dominicains, en plein exercice et n'a fait que se perfectionner depuis qu'il existe. On y a fait l'augmentation d'un pensionnat. Tout s'y fait comme il s'y faisait du temps des Jésuites. »

Et dans sa seconde lettre du 21 février, écrite au même archevêque de Reims, il rappelle comment il jeta le premier les yeux sur les

¹ Mgr de Chabannes ne croyait pas être si bon prophète ! C'est en effet de 1765 à 1775 environ, c'est-à-dire après le départ des Jésuites, et alors que les Collèges de France étaient dirigés par des prêtres séculiers ou par les Oratoriens, que fut élevée en très grande partie cette génération qui devait, en 1793, usurper le pouvoir, et, par ses utopies insensées, faire couler tant de sang. Camille Desmoulins, Hébert, Danton, Robespierre, sans nommer Tallien et Saint-Just plus jeunes, et avec eux les plus hideux personnages de la Terreur, entraient alors, vers 1770, dans les divers Collèges. Il ne faut donc plus dire, comme on a essayé de le faire, que ce sont les Jésuites qui ont été leurs premiers maîtres et que c'est dans leurs maisons qu'ils puisèrent leurs fameux principes et leur remarquable éducation !

Dominicains : « Ils étaient connus, aimés et estimés dans la ville, au fait de nos mœurs et de nos usages, du caractère des esprits : toutes raisons qui me parurent très importantes dans cette conjoncture. » Malgré tout, le Parlement manifesta un vif mécontentement ; ce ne fut que sur ses instances répétées qu'il se décida à les accepter. Mais depuis on leur cherche chicane, et c'est par force qu'on les tolère. « Et cependant, en dehors des religieux, où chercher des professeurs dignes de former la jeunesse : point de sujets, point de revenus, par conséquent point de collège. Les sujets, où les prendre ? Le clergé séculier n'est point tourné aux belles-lettres ; il ne s'y exerce point ; il ne les a jamais apprises. Et ce n'est point en faisant le catéchisme à des paysans, à des artisans et même à des bourgeois, que l'on apprend Cicéron et Quintilien ! » En outre les revenus manquent de plus en plus. Il faut au moins 1,200 livres par an à un séculier et encore ne peut-il y suffire ; tandis que, avec des religieux, cette somme est plus que suffisante : « Or, j'ai douze prêtres dans mon collège, lesquels à 1,200 livres font près de 15,000 livres. Je ferai mon collège à moitié moins si j'ai des religieux. » D'ailleurs la population agenaïse accepte les Dominicains. « Alors, pourquoi nous troubler à Agen, dans l'état tranquille où nous sommes ? Pourquoi vouloir renverser un établissement formé par le concours des deux autorités ; chose malheureusement si rare dans le siècle présent. » Qu'on maintienne donc l'ordre de choses établi.

Enfin, le 24 février 1765, l'évêque d'Agen écrit cette troisième lettre sur le même sujet à M. Boutin, intendant de Guienne de 1760 à 1766, alors à Paris. « J'ai appris, Monsieur, par l'Archevêque de Rheims que la commission établie pour le remplacement des collèges n'était point d'avis d'y mettre des religieux, ce qui m'a paru de la dernière importance pour les collèges et en particulier pour le nôtre. J'ai écrit deux lettres à ce prélat dont j'ai l'honneur de vous envoyer copie vous priant de faire valoir nos raisons. J'ai aussi instruit M. le duc de Choiseul de tout ce qui regarde cette affaire dont je vous serai très obligé de lui parler ainsi qu'à Mgr l'Archevêque. Je ne vous cache point que je suis dans la plus grande inquiétude à cette occasion, parce que je ne conçois point qu'il soit

possible de fournir par d'autres moyens à l'éducation de la jeunesse. Vous connaissez depuis longtemps les sentiments d'attachement et de respect avec lesquels je suis, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur. » G. Evêque d'Agen ¹. »

III. — LES PRÊTRES SÉCULIERS (1767-1781).

Les suppliques de Mgr de Chabannes ne furent pas écoutées ². Après cinq années de lutttes incessantes, d'abnégation et de dévouement de la part des Dominicains, de mauvais vouloir de la part de l'administration centrale, celle-ci leur créa tant d'entraves, leur suscita tant de difficultés, que les Pères durent une seconde fois, faute de ressources, abandonner la direction du Collège. Ils se retirèrent dans le premier semestre de 1767, laissant l'administration du collège entre les mains du fameux bureau, créé par l'édit de 1763 et dont les pouvoirs, on le sait, étaient souverains. Ses membres ³ appelèrent alors des prêtres séculiers ; et, dès le 2 mai 1767, le Collège fonctionnait avec ses nouveaux maîtres. Les lettres-patentes du Roi, qui furent rendues ce jour-là à Versailles, « portent confirmation de l'établissement ancien du Collège d'Agen, la forme et la manière de son administration ⁴. » En voici le ré-

¹ Archives de l'Evêché d'Agen, F. 69.

² Non seulement ses requêtes n'aboutirent pas, mais il ne put même obtenir du Roi des lettres-patentes portant confirmation de la direction du Collège d'Agen par les Dominicains. (Manuscrit Malebaysse.)

³ Le bureau d'administration du Collège était ainsi composé : M. de La-ville, lieutenant général, président ; M. l'abbé Couzin, chanoine de la Cathédrale choisi et commis à cet effet par Mgr l'Evêque qui n'était pas bien remis de la première attaque d'apoplexie qui l'enleva quelques jours après ; M. Boudon, procureur du Roi ; MM. Uchard et Darribeau, jurats, députés du corps de ville ; M. de Ganet, écuyer, seigneur de Fontirou et M. de Labolbène, chevalier de l'ordre du Roi et de Saint Louis. (Manuscrit de Malebaysse.)

⁴ Archives municipales. GG. 214 et 216, et B, 137. (Lettres patentes imprimées à Agen chez Jean Noubel, 8 pages.

sumé : le Collège d'Agen sera conservé. Il sera composé d'un principal, un sous-principal, deux professeurs de philosophie, deux professeurs de théologie, un professeur de rhétorique et un régent pour chacune des classes de deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième. Le principal recevra, comme honoraires, douze cents livres ; le sous-principal, les deux professeurs de théologie et de philosophie et celui de rhétorique, chacun, mille livres ; le régent de seconde, huit cents livres ; celui de troisième, sept cents ; de quatrième, six cents ; de cinquième, cinq cents ; et de sixième, quatre cents. Ces places seront remplies par des personnes ecclésiastiques ou séculières, et l'enseignement, qui sera gratuit, conforme aux usages et méthodes de l'Université de Bordeaux. En ce qui concerne les revenus, les cures de Lougratte et de Sainte-Eutrope, ainsi que les prieurés de Marmande, Puiguiraud, Clermont, Tombebœuf et Marsac resteront unis audit collège.

Une note de la main de Labrunie, insérée dans le manuscrit original de Malebaysse, page 493, nous donne la liste des premiers prêtres séculiers qui, en 1767, remplacèrent les Dominicains. Ce furent : MM. Babie principal, Labrunie professeur de rhétorique¹, Carrière de seconde, Gardelle de troisième, Vidouze de quatrième, Sicard de cinquième et Désalons de sixième. Faute de ressources, on ne nomma la première année ni professeur de théologie, ni professeur de philosophie. M. Cazade fut cependant désigné peu après pour occuper la chaire de philosophie et M. Nauton, docteur, pour celle de théologie.

Il nous est resté assez peu de documents sur l'histoire du Collège pendant la direction des prêtres séculiers, c'est-à-dire de 1767 à 1781 ; seulement quelques pièces concernant des intérêts d'ordre purement intérieur, des détails d'administration, des devis de réparations, des comptes, des états des revenus, tout un dossier relatif à un procès avec le curé de Tombebœuf, etc etc². Nous ne nous

¹ Dans son *Abrégé Chronologique*, Labrunie rappelle également ce fait : « J'eus l'honneur, dit-il, de faire l'ouverture du Collège des Prêtres séculiers en ma qualité de professeur de rhétorique, le 3 novembre 1767. »

² Archives Nationales ; G⁸, n° 2454, p. 386.

y arrêterons pas. Relevons uniquement une lettre que M. le chancelier de Maupeou écrivit, le 22 mars 1771, au procureur général du Parlement de Bordeaux, concernant sa décision sur les dissensions fort vives qui s'étaient élevées entre l'avocat du Roi, les officiers municipaux et le représentant de Monseigneur, au sein du bureau d'administration du Collège et relatives à la présidence de ce bureau. Il le charge de faire savoir au procureur du Roi du sénéchalat d'Agen : 1° que le représentant de l'Evêque ne peut dans aucun cas avoir la présidence ; 2° que le lieutenant général et le procureur du Roi n'ont pas le droit de se faire représenter au bureau, la présidence dans l'espèce appartenant à l'avocat du Roi ¹.

Notons également le compte-rendu des recettes et des dépenses du 15 octobre 1780 au 31 août 1781, rendu par Charles Fontanié, notaire et régisseur des biens du collège et qui se monte, pour les dépenses effectives à la somme de 18,641 livres, 13 sols, 6 deniers ; et pour les recettes effectives, distraction faite au profit du trésorier de la somme de cinquante livres portée en trop, à celle de 22,434 livres, 9 sols, 8 deniers. Les principaux revenus se décomposent ainsi : location des huit petites maisons, 500 livres ; ferme de la cure de Prayssas, 3,481 livres ; pensions du chapitre cathédral, 300 livres ; du chapitre de Saint-Caprais, 290 livres ; fermes de Marmande et de Puyguiraud, 6,656 livres : de Darel, 1774 livres ; du prieuré de Tombeboeuf, 3,942 livres ; de la cure de Lougrate, 2,099 livres ; rente des Consuls, 1,200 livres ; coupes des bois du Bedat, 1,065 livres ; cure de Saint-Eutrope d'Escandaillac, 70 livres ; revenus de Bellevue et rentes diverses, 250 livres, etc.

Enfin indiquons les noms des professeurs du collège, en cette année scolaire 1780-81, qui fut la dernière pour les prêtres séculiers. Nous les trouvons énumérés dans un « état des pensions que Sa Magesté a jugé à propos de leur accorder par forme de récompense à compter du 1^{er} septembre 1781, » c'est-à-dire du jour

¹ Archives municipales, BB. 83.

où ils furent remplacés par les Pères de l'Oratoire : MM. Bourdelle, principal, entré le 26 juillet 1770 ; pension 500 livres ; — Coras, sous-principal, entré le 16 août 1775 ; pension 200 livres¹ ; — Nauton, professeur de théologie, en cas de retraite ; pension 400 livres² ; — Dordé de Millac, professeur de philosophie, entré le 14 août 1777 ; pension 200 livres ; — Paganel, professeur de rhétorique, entré professeur de cinquième le 27 octobre 1772, passé professeur de rhétorique, le 31 août 1778 ; pension, 400 livres³ ; — Désalons,

¹ Ce Coras était-il un descendant de Jacques de Coras (1630-1677), le pasteur protestant de Tonneins à qui M. Ph. Tamizey de Larroque a consacré un article biographique dans la *Revue de Gascogne* (Tome xv, 1874, p. 459 et suiv.) ?

² Nauton Joseph était originaire de Mézin. Quand il eut quitté le Collège d'Agen, il se retira à Condom, où il est qualifié d'instituteur secondaire de cette ville dans la liste des Associés non résidens, membres, avant 1791, de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen, tome 1^{er}, p. 33. Quoique n'habitant pas Agen, l'abbé Nauton prit une vive part aux travaux de cette Société, dont il devint membre quelque temps après sa fondation (1776) et aux séances de laquelle il lut de nombreux mémoires de cosmographie et de géographie physique, notamment : (1776) *Un Nouveau système physique de l'Univers* et un *Mémoire sur l'attraction* ; — (1784). *Mémoire sur la théorie du mouvement de la Lune pour servir de supplément aux principes mathématiques de la philosophie naturelle de Newton* : — (1785) *Nouvelle théorie des éléments primitifs, secondaires etc. et des différentes affinités chimiques et physiques — Nouvelles vues sur la théorie des Comètes*, etc. D'après Samazeuilh (*Biographie de l'arrondissement de Nérac*, p. 665). l'abbé Nauton quitta la prêtrise à la Révolution, se maria et fut président en 1793 de l'administration du district de Nérac. Il mourut à Paris, où il s'était retiré.

³ Paganel est célèbre dans l'histoire du département de Lot-et-Garonne. Pierre Paganel naquit à Villeneuve d'Agen en 1745. D'abord professeur de rhétorique au Collège des prêtres séculiers d'Agen, puis procureur syndic à Villeneuve, il embrassa très chaudement la cause de la Révolution. Il fut nommé député du département de Lot-et-Garonne à la Législative, puis à la Convention, où il joua un rôle des plus militants. Membre du Comité Central, membre du Comité des secours publics, il fut souvent envoyé en mission soit dans les départements, soit auprès des armées, et il y montra toujours autant de zèle et de courage que de désintéressement. Il fut secrétaire général aux relations extérieures, et plus tard, sous l'Empire, chef de division à la Légion d'honneur. Exilé en 1815, il mourut à Bruxelles, laissant un fils Camille Paganel, plus tard maître des requêtes au Conseil d'Etat sous la

régent de seconde, entré régent de sixième en 1767, passé régent de troisième en 1769, puis de seconde en 1773 ; pension, 400 livres ; — Treignac, régent de troisième, entré le 31 octobre 1771 ; pension, 200 livres ; — enfin Fourestié, Peyret et Pinson, régents de quatrième, de cinquième et de sixième ¹.

Que se passa-t-il donc, en cette année 1781, entre les prêtres séculiers chargés du Collège et le bureau d'administration qui le régissait ? Saint-Amans, qui copie ici encore textuellement Labrunie, nous dit dans son Histoire du Calvinisme : « Quelques sujets de mécontentement, qu'il est inutile de rapporter ici, engagèrent le bureau d'administration, de concert avec Mgr de Bonnac, à appeler, en 1781, les Pères de l'Oratoire. » Un mémoire fort long, rédigé par l'ordre et en faveur des consuls, contre les prétentions du Sénéchalat et du Présidial, touchant la présidence et la surveillance du Collège, est plus explicite sur cette question. « Enfin Mgr d'Usson de Bonnac, dit-il dans un rapide exposé de l'histoire du Collège d'Agen, Evêque d'Agen, toujours zélé à procurer à ses diocésains tout ce qui peut tendre à leur plus grand avantage, s'apercevant des *inconvenients qui résultent de l'instabilité des professeurs, régents et préposés à l'enseignement et de la difficulté de les remplacer au besoin*, proposa que le moyen de les éviter serait, sous le bon

monarchie de Juillet, député du Lot-et-Garonne pour l'arrondissement de Villeneuve du 15 mai 1834 au 6 juillet 1846, conseiller d'Etat, secrétaire général au Ministère de l'agriculture et du commerce, officier de la Légion d'honneur etc., et une fille, Sophie Paganel, mariée à Jean Lamouroux, docteur en médecine à Paris. Un des fondateurs de la Société académique d'Agen, et nommé secrétaire dès la première séance, on a de Pierre Paganel : (1776) *Réflexions sur l'art dramatique* ; — *Discours sur l'histoire de France* ; — *Une héroïde* ; (1785) *Discours sur l'harmonie comme faisant une partie essentielle du style* ; — (1789) *Des changements arrivés dans la monarchie française depuis Clovis jusqu'à Charlemagne, etc. etc.* Plus tard il publia, en 1810, un *essai historique sur la Révolution Française*, qui fut mis au pilori ; une *histoire de Napoléon Bonaparte* (1815), une *traduction des animaux parlants de Casti*, très fidèle et fort estimée etc., etc.

¹ Archives municipales, GG, 216.

plaisir de Sa Majesté, de mettre le Collège sur la tête de la Congrégation de l'Oratoire ou de quelque autre également propre à élever la jeunesse à la religion et à l'instruire dans les sciences et belles-lettres¹. » A cet effet il convoqua une Assemblée des trois ordres et leur fit part de son projet, « les priant de délibérer chacun séparément sur cet objet et sur le choix du corps auquel ils trouvaient à propos de donner la préférence. » Après une courte délibération, les chapitres, le clergé, les trois ordres, les Consuls et les officiers du Presidial acceptèrent à l'unanimité la proposition de l'Evêque et décidèrent qu'on entrerait immédiatement en pourparlers avec les Pères de l'Oratoire, pour leur confier la direction du Collège. Mgr de Bonnac se rendit à cet effet à Paris, et il engagea lui-même avec le nouvel ordre les premières négociations.

(A continuer.)

PHILIPPE LAUZUN.

¹ Archives municipales, GG, 216.

SANS CŒUR

NOUVELLE

I.

Ceci n'est pas une fiction. Le souvenir et la pitié gardés au triste héros que l'on va suivre tendront à le rendre présent et à le faire plaindre.

Il s'appelait Dieudonné. — Euphémisme inconscient de nos auteurs ! Que de noms imposés à la naissance grimacent et hurlent dans la suite !

Aux confins du Quercy et de l'Agenais, dans une petite ville indolemment étendue sous les parasols des noyers et des châtaigniers, il vint au monde entre deux femmes, sa mère et sa grand'mère. Le père était mort vers l'époque où l'on est convenu qu'il passe des nuages au ciel conjugal. Il emporta le double regret de ses affections partagées et du petit être non connu. Fortunées sont les délivrances venant avant les déceptions.

Les premiers actes de Dieudonné accusèrent une révolte contre la nature.

Il ne pleura pas en naissant ; aussi la spécialiste qui le reçut augura-t-elle qu'il serait quelqu'un à part.

Le sein rose et affriolant que lui offrait sa mère palpitante d'aise, il le repoussa. D'autres femmes furent appelées pour l'allaiter : il n'en voulut point, et à coups de sa tête prématurément forte sur le tronc, il les aurait meurtries.

Comme il refusait toute boisson, on lui tendit le pis d'une vache, puis celui d'une chèvre, puis celui d'une brebis : il ne les prit pas. Alors,

par une de ces folies que justifie le désespoir, on amena près de lui une chienne braque qui venait de mettre bas ; on fit couler de ce lait impur sur ses lèvres. Il le but et choisit ainsi sa nourrice.

La nouvelle s'en répandit. Elle souleva dans tout le pays une clameur de répulsion. Combien les populations droites de nos campagnes s'étonnèrent-elles, s'indignèrent-elles en voyant que le curé, pourtant si rigide, conférait le baptême à un à peu près d'animal ! Certainement qu'elles protesteraient par son attitude.

De ce moment se manifesta contre la maison, frappée, croyait-on, d'un sort, le plus rigoureux ostracisme.

Les deux mères, elles, s'occupaient bien, en vérité, de ce qui se passait au dehors ! L'enfant vivait, qu'importait le reste ? Il se développait ; dans quelque temps il marcherait et serait sevré ; puis il parlerait ; il gambaderait dans la maison, la mettant sens dessus dessous. Leur foyer ne serait plus vide et silencieux. La vie y était descendue, et par tous les moyens elles avaient tenté de l'y retenir. Elles le devaient après tout.

L'inspiration extrême qu'on leur imputait à crime, elles étaient orgueilleuses de l'avoir suivie, surtout de l'avoir eue ! Bientôt elles en arrivèrent au point de penser que leur rejeton avait agi pour le mieux. N'était-il pas plus robuste que tant d'autres nourrissons ?

Pour favoriser ces débuts pleins de promesses, ce fut, autour du berceau, un déploiement de sollicitudes exagérées. Il ne fallait pas que le premier sourire de Dieudonné descendit sur la chienne. On attendait, on mendiait dans toutes les attitudes cette première carresse du regard, cet essai inarticulé de parole affectueuse.

La bête attentionnée qui accourait d'elle-même au moindre vagissement eut pour reconnaissance les dents pointues et les ongles de son fils adoptif.

Les deux esclaves de l'amour maternel n'obtinrent pas un signe d'attention.

Le jouet d'ivoire avec son sifflet et ses grelots, le chardonneret qui vocalisait dans sa cage, les insectes bariolés et bruyants qui s'abattaient sous le moustiquaire, les atomes dorés qui dansaient dans un rayon de soleil ne furent point remarqués.

Le premier sourire si épié, si désiré, fut accordé à une couleuvre fascinant un crapaud et se l'ingurgitant.

II.

Tette-chien, — c'est ainsi qu'on le désignait aux alentours, — eut beau grandir, il n'eut pas de camarades.

Lettre close pour ce garçonnet que les plaisirs de son âge. Aller cueillir des nids sur les branches flexibles ; se balancer à deux sur le bout d'une planche oscillant en travers d'un arbre arraché ; jouer au barillet, avant la fenaison, en dévalant de dos et de ventre une prairie en pente ; s'armer d'un roseau, à l'extrémité fendue et maintenue entr'ouverte, pour décimer chez les voisins et croquer tout verts ces mêmes fruits qu'on dédaigne mûrs chez soi, il ne connut pas ces voluptés.

Rien autre chose ne lui était défendu, mais cela, on ne le lui eût pas permis. Ces exercices, salutaires au corps qu'ils fortifient et à l'esprit qu'ils ouvrent, ces espiègleries dont plus tard on exhume avec joie la vieille souvenance, allons donc, ce n'était pas fait pour lui. Le danger, soit grave, soit même léger, qui accompagne de telles aventures effrayait les gardiennes vigilantes et non moins jalouses aussi.

Car il était bien à elles seules celui en qui le pauvre défunt revivait par les traits du visage. Elles ne pourraient se priver de sa présence. Sa voix pourtant rude, son air déjà maussade et sombre, ses yeux ne se reposant jamais sur qui lui parlait, elles en avaient besoin, elles s'en délectaient. Tout en lui leur paraissait bon et beau, tout jusqu'aux défauts les plus accusés, jusqu'aux exigences les plus tyranniques. D'ailleurs, lorsqu'il serait homme, le frottement journalier des caractères et le jeu des intérêts poliraient assez tôt la surface et adouciraient les ressorts.

En attendant, quoi de mieux que de le retenir près d'elles sans lésiner sur les concessions ? L'autorité ne commit pas l'imprudence de s'affirmer dans un regard ordonnateur ou dans une simple inflexion de voix. Était-ce le cas de gourmander, de réprimander ou de punir, on accumulait baisers sur baisers, on raffinaient sur les gâteries.

Comme on le pense, le résultat correspondit aux moyens. Jamais âme ne se trouva mieux pétrie dans l'égoïsme et dans l'ingratitude. Notions de justice et de responsabilité, forces d'attachement et sentiment du devoir furent élagués. Il ne resta plus que le moi absolu.

Parfois, devant ces dispositions les mères furent épouvantées. Mais tel était leur aveuglement qu'elles ne surent pas réagir à propos, si tant est qu'elles y eussent songé.

D'ailleurs, que leur manquait-il ? N'avaient-elles pas ce qu'elles désiraient, Dieudonné tout entier ? Peut-être qu'elles s'abusaient en lui trouvant telle ou telle tendance. Du moins elles exagéraient au delà de toute mesure des choses de peu d'importance. Et qui sait si elles ne pourraient pas davantage, si les aigreurs ou les froideurs dont elles se plaignaient ne se rattachaient pas à ce désir qu'en s'imposant de gênantes privations, en se rabaisant même, elles allaient satisfaire.

Bien vite la cause du mal revenait sous le rôle de palliatif et s'infiltrait plus profondément.

Ah ! oui ; l'enfant restait là, étranger au commerce des autres enfants que leurs parents aussi éloignaient de lui. Ne vivant qu'auprès de ces femmes, et n'ayant d'autres passe-temps qu'aiguilles, poupées et chiffons, il était, à dix ans, à peu près déchu de son sexe et pour ainsi dire dégradé.

Mères toujours si admirables, si intelligentes à dépenser votre amour, vous vous êtes comptées pour trop dans l'éducation de votre fils, en la rapportant exclusivement à vous. Tous vos efforts n'ont abouti qu'à effacer la marque d'origine. Votre idole n'a pas les goûts d'un garçon ; elle n'en aura jamais l'énergie, et il n'était pas en votre pouvoir de lui infuser les aimables vertus, la délicatesse d'une fille. C'est simplement un monstre que vous avez produit. — Mais le père dites-vous, le père n'était plus là. — Votre devoir était alors de fonder votre rôle dans le sien. Tendresse et sévérité, droite et ferme direction s'accordent au lieu de s'exclure.

Vous souffrirez par lui, comme tous ceux qui l'approcheront. Il n'aura pitié de personne puisqu'il n'aura pas eu pitié de vous. Mais s'il est incapable de trouver un remords pour la peine qu'il causera, il ne pourra pas davantage extirper de sa conscience le rongeur jamais assouvi qui en aura pris possession. Il cherchera la cause de son mal sans la découvrir ; il n'en constatera que l'acuité et la persistance.

En Dieudonné les instincts naturels reprenaient quelquefois le dessus et leur satisfaction accusait toujours une déviation nouvelle.

Il ne pouvait ressembler aux diabolins rouges et essouffés dont les tours malicieux irritent les ménagères, mais les font sourire. Il n'avait pas été de leurs équipées ; bien autre donc, et n'essayant aucune imitation, il se livrait au besoin de bruit, d'agitation ou de méfaits.

Que de larmes coûtèrent à ces deux femmes ses rebellions contre l'ordre anormal qu'elles avaient établi ! La cruauté était devenue sa caractéristique. Pauvres, vieillards, animaux domestiques, toutes les faiblesses enhardissaient sa malsaine fantaisie et servaient à ses expériences.

Un jour il eut du sang sur les mains. Force fut de s'avouer la nécessité d'une séparation et d'appeler à l'aide la discipline du collège.

III.

C'était bien tard, trop tard pour effacer l'empreinte première.

Pour analyser les angoisses des deux femmes, une fois leur résolution prise, il faudrait avoir pu compter chaque jour leurs sanglots, et supputer le nombre de leurs cheveux blanchis depuis la veille.

De quels ménagements usèrent-elles, à quels mensonges ingénieux eurent-elles recours, pour décider l'enfant à essayer de sa nouvelle existence ? Et d'où tirèrent-elles la force, quand leur cœur volait en lambeaux, de paraître calmes, même heureuses, au moment de la séparation ?

D'abord Dieudonné parut surpris. Puis, ses questions étant satisfaites par des promesses en accord avec ses goûts, il hâta l'instant du départ. Il sortit radieux de cette demeure qu'il n'avait pas encore un seul instant quittée et où il laissait dans les pleurs les seuls êtres qui l'eussent en affection.

Le voici donc au collège. L'éden qu'il a imaginé s'évanouit à l'aspect des murailles hautes et délabrées sur lesquelles s'ouvrent des brèches carrées, exigües, grillées de fer. La cour est assez vaste mais froide, comme enfouie, au bas des trois étages, sous les branches démesurément élevées d'ormeaux allant boire l'air par dessus

les toits. Monotones sont les cloîtres avec leurs pleins cintres étroits supportés par de lourds piliers. Tout le long y aboutissent des salles nues et d'apparence uniforme, sauf l'inscription particulière peinte en noir au-dessus de chaque porte ; ce sont les classes, les salles d'étude, le réfectoire. Même répétition aux divers étages, au moins dans les parties affectées aux élèves.

« Elles m'ont trompé, se dit-il. Elles ont voulu se débarrasser de moi parce qu'elles ne m'aiment pas. »

Ce blasphème contre ses mères, ce fut tout ce qu'il leur donna, tandis qu'assises à quelques pas de lui, contre la façade extérieure, elles ne pouvaient se résoudre à rentrer seules dans leur maison. Et lorsque, à la tombée du jour, elles partirent en se disant que pour prix du sacrifice, leur bien-aimé reviendrait instruit, bon et reconnaissant, il avait déjà dressé son plan contre elles. On lui recommandait le travail, la déférence envers les maîtres, le choix et le commerce de plusieurs amis : il ne travaillerait pas et il se révolterait pour qu'on le renvoyât, il s'isoleraït parmi les autres ou ne s'y mêlerait que pour s'en faire haïr.

Il se mit à l'œuvre dès le lendemain. Le passage du tropique et l'entrée dans une école ont leur rituel de tracasseries ou de gamineries qui sacrent matelot ou collégien. Oh ! les belles farces, pas souvent aimables, que l'on joue aux nouveaux arrivés ! Comme on se dédommage sur eux de ce que jadis on a supporté soi-même ! Et comme ils sont fiers, les anciens !

Pas si fiers cette fois, car Diéudonné, plein de sa résolution et enchanté de pouvoir aussitôt l'affirmer, traita les meneurs, si cruellement que les menés se vengèrent en le mettant à l'index. Il ne désirait que cela. Les maltraités devinrent ses ennemis ; leurs compagnons, faisant cause commune, le délaissèrent à l'envi. Bientôt il fut constamment seul. Quelle satisfaction et quel orgueil ! En vain les professeurs et le directeur s'ingénierent à faire tomber la ligue, à rétablir la camaraderie, il repoussa toutes les avances. Comme il ne voulait pas des autres, les autres se passeraient de lui.

Cela dura pendant tout son séjour. Constamment replié sur lui-même, il ne goûta pas le charme de l'épanchement. Il ne sut pas former de ces nœuds qui lient pour plus tard deux esprits, deux âmes ; nœuds d'autant plus forts que nulle arrière-pensée, nul calcul, n'a

contribué à les former, d'autant plus sacrés, qu'ils reposent sur la confiance livrée ou reçue. Les riens, si importants, qui font l'adolescence exultante ou accablée, sont, hélas ! trop vite réduits à leur valeur par la réalité, mais on n'oublie jamais les amis qu'ils nous ont valus. On les rappelle, lorsque vient l'occasion, à l'exercice sérieux de ce ministère qu'ils apprirent près de nous et dont nous avons éprouvé les bienfaits.

Si Dieudonné avait été disposé à s'ouvrir, il aurait sans doute rencontré une influence et un secours; Sans doute une transformation, lente mais certaine, aurait équilibré ses facultés. Le cours de sa destinée eût été changé.

Malgré tous ses efforts pour lasser ses maîtres il n'aboutit pas à leur faire décliner la mission qu'ils avaient accepté de remplir. D'autres, sentant, comme ceux-ci, leur peine perdue, se seraient découragés ; eux espérèrent toujours et persévérèrent : mais leur tact et leur patience n'entamèrent pas cette rude écorce.

A vingt ans, le cercle des études étant censé parcouru, le jeune homme revint au foyer, où la mort avait pris l'aïeule et dédaigné la veuve.

IV.

Oh ! les joies du retour ! Comme on les escompte bien avant ! Combien le terme en paraît éloigné, quelle ivresse dans les derniers jours, dans le dernier particulièrement !

On s'est couché la veille en se disant que c'est fini, ce pêle-mêle de couchettes. L'image de la chambrette si rangée, si ornée par quelque main empressée vous berce agréablement, caresse votre sommeil. On ne dort pas cette nuit là jusqu'au carrillon de la cloche fêlée : l'impatience vous met debout. On est tenté d'apostropher ironiquement les jalousies fixes, en grosse menuiserie, qui distribuent parcimonieusement la lumière et les fraîches émanations du matin. Là-bas rien ne mesurera la durée du repos. Aucun obstacle devant les grandes fenêtres béantes : les émanations parfumées de la campagne y peuvent entrer largement. L'œil et l'oreille perçoivent de la nature les splendeurs et les grâces intimes. On s'habille à la hâte ;

la malle est vite prête ; on ne joue pas ; on ne dine pas ; la distribution des prix a des longueurs inaccoutumées ; enfin on se jette dehors sans même voir des amis que l'on coudoie, que vous oubliez d'accoler et qui oublient d'en faire autant. Libres ! Libres ! on est fier de soi ; on rêve d'avenir ; on court, on vole vers les parents qui attendent et dont, par avance, on savoure les caresses. Voici le seuil paternel ; ils sont là ceux que nous aimons ; leurs bras sont tendus ; nous nous y jetons.

De ce qui fait palpiter toutes les poitrines. rien n'émut Dieudonné. Que lui importaient le changement de lieu, la présence et l'affection des siens et même de n'importe qui ? Il se suffisait ; le reste était exclu.

Sept ou huit fois, aux vacances annuelles, il avait revu la maison sans plaisir, y avait séjourné avec ennui, en était reparti indifférent. C'est de même qu'il y retourna.

Sa mère, avait voulu que tout prit un air de fête : appartements remis à neuf, tentures plus élégantes, bibelots distribués avec art, corbeilles regorgeant de fleurs, plates-bandes couronnées de fruits déjà à demi-murs. Depuis plusieurs mois elle comptait les minutes, préparant la réception. Oh ! elle méritait tant le bonheur qu'elle y croyait encore en dépit des apparences. Sa tête grise, son visage ridé, son corps pliant témoignaient de sa souffrance. Son fils le comprendrait, comme elle serait dédommée par lui ! De son côté, sans doute, il avait aussi bien souffert de la séparation. Voilà le vrai motif de son éloignement pour toute liaison : c'étaient la pensée du départ prochain, un regret du cœur qui jetaient seuls une sorte de froideur sur les entrevues ou les visites. Maintenant elle lisait en lui, comme en un livre ouvert. Il revenait pour demeurer avec elle, lui donner tout son dévouement, le trésor de ses confidences. Oh la vie bénie qu'ensemble ils allaient vivre, parmi l'amour donné et recueilli !

Pauvre femme !

Elle riait, pleurait, chantait, courant du matin au soir, sur les pas de Dieudonné. La nuit elle venait, nu-pieds, près de son lit de peur de l'éveiller et s'enivrait du bruit de sa respiration. Elle s'ingéniait de mille façons et sa tendresse imaginait des manifestations de plus en plus délicates. Loin de se rebuter elle surenchérissait quand

l'inquiétude venait à la mordre. Car le temps passait sans amener de modification.

L'existence large et indépendante offrit de plus grandes facilités aux habitudes du jeune homme. Il l'apprécia à ce point de vue. Les séductions maternelles portèrent dans le vide et devinrent importunes. Il finit par s'en irriter. Les supplications furent aussi impuissantes que les caresses.

Songeur, l'œil vague, le front courbé, il recherchait la solitude, s'éloignait, vagabondait sur les rochers et dans les bois, bravant l'inclémence des températures. Que poursuivait-il ? Il l'ignorait. Ces courses étaient le tribut qu'il payait involontairement aux ébullitions de la jeunesse : il allait, était poussé, jeté sans savoir pourquoi. Lorsqu'il s'arrêtait, affaîssé, des larmes lui venaient aux yeux. Sa pensée n'avait pas d'essor, elle semblait pétrifiée ainsi que sa puissance de sentir et de s'attacher aux personnes ou aux choses. Mal cruel, qu'il ignorait, l'ennui tenaillait ses forces morales. Il dut, un jour, s'avouer vaincu.

Le travail ou l'amour, ces deux grands antidotes, manquèrent à son salut.

Le travail manuel, mercenaire, qui assouplit le corps, et permet à l'esprit d'évoluer librement, toute une classe de la société juge honteux de s'y astreindre. Le sort avait placé Dieudonné dans cette classe.

L'amour n'est trop souvent que l'égoïsme à deux ; il fuit quiconque ne veut pas se partager. Dieudonné vit passer les saisons et ne comprit pas leurs invitations tacites. Cri et sèves du sang et de la création ne lui révélèrent rien. Le saint, l'exécration, l'enviable féminin ne mit pas devant sa paupière un profil obsédant et, dans son oreille, une voix toujours chantante. Rêve, désir, impatience, enivrement et aussi lassitude, amertume, meurtrissure, ces barreaux de l'échelle qui aboutit à l'âge mûr, il ne les monta pas, la joie aux lèvres ou le cœur pantelant.

Des malédictions sourdient en lui, défiant le ciel, les hommes, la nature, tout. C'était peu puisqu'il se piquait de doute et de misanthropie et se défendait d'être sensible : il finit par se maudire ; et le suicide le tenta. De plus en plus énervé et sombre, il formait ce projet impie ; et il sortait de chez lui, se sentant hors d'état de

poursuivre ses courses ; la lutte de la volonté et de l'instinct le paralysait. Celui-ci triompha.

Quand la peur l'eut dissuadé, quand il fut résolu à respecter la vie, comme sa mère le suppliait un jour de s'épancher tout entier en elle, lui jurant qu'elle ferait pour son bonheur tout ce qui était humainement possible, il la regarda froidement, la repoussa et la terrassa avec ces trois mots : « Je me tuerai. »

V.

Deux servantes la relevèrent, mais la commotion avait été si forte qu'une fièvre cérébrale se déclara. Durant plusieurs semaines la tombe resta comme ouverte. Enfin le délire tomba, la perception vraie des choses revint et la malade promena ses regards autour d'elle, cherchant son fils anxieusement.

Son mauvais génie l'avait éloigné du lit de douleur où sa mère agonisait. Ce spectacle navrant l'eût peut-être touché. Mais il avait laissé à des mercenaires la prérogative sacrée de veiller sur cette âme près de s'exhaler, il était parti. Pour où ?

Il court à travers le monde, pourchassé par le dégoût. Ceux qui le rencontrent le taxent d'humeur bizarre, de ce qu'on appelle à tort l'originalité ; lui ne les remarque pas.

Tantôt le bruit et la foule l'attirent ; il croit qu'il y sera mieux perdu, plus éloigné, plus sauvé de lui-même. Alors il pénètre dans les villes, il erre dans les capitales. Les merveilles de l'art et de l'industrie, les détails des mœurs, le laissent indifférent ; la rumeur des grandes populations ne couvre pas l'orage qui gronde en lui. Tantôt, altéré de calme, il s'en va vers les montagnes aux flancs arides et nus, vers les sommets blancs de glaces, dominant des lacs immobiles, vers ceux dont la lave enflammée trahit les entrailles en fusion. Devant de telles splendeurs sa poitrine n'est pas resserrée. Il n'éprouve pas cette impression d'infinité, cette sorte d'écrasement qui prédispose à devenir meilleurs. Le tyran intérieur ordonne de passer.

Il aspire vers l'immensité. Il voit le clair miroir de la mer Méditerranée réfléchissant de ravissants paysages. Les souvenirs qui s'y

rattachent ne l'émeuvent pas davantage que les effluves qu'ils dégagent. Il voit l'Océan gonflant ses mamelles vertes, jetant des épaves et montant à l'assaut des dunes granitiques qui se désagrègent, se fondent sous le choc. Là pas plus qu'ailleurs, il ne s'étonne, n'admire, ni ne pleure. Il passe.

Il revient vers les lieux habités. Des appétits nouveaux l'aiguillonnent. La bête s'est éveillée. Il expérimente les pourritures morales de la civilisation décadente. Il se vautre dans les purins abjects qui pénètrent sans féconder. Les orgies de la table ou de la chair, après l'avoir plus longtemps retenu, le laissent plus vil. Mais il n'a pas trouvé le repos.

Où l'irait-il chercher ? N'a-t il pas épuisé les investigations ; ne s'y est-il pas usé ? Harcelé par ses aspirations croissantes, retenu par l'inanité de ses épreuves, délabré dans son corps, miné dans son esprit, il s'arrête enfin. Une longueur farouche le cloue sur un lit d'hôpital, La science est impuissante ; le dénouement est prévu et fatal.

La mère, prévenue, accourt. Malgré les pronostics des médecins, malgré leur défense, elle emporte avec elle son fils. Le voyage est long et pénible ; mais les précautions et la vigilance permettent enfin de revoir la maison. Les années écoulées depuis le départ n'y ont rien changé ; car tous les jours le fugitif était attendu et chaque matin avait apporté autant d'espérance que chaque soir de découragement.

La maladie, tantôt se calme, tantôt a des réveils terribles : la lutte de la vie animale contre les révoltes d'une psychologie dévoyée.

La pauvre mère a des pressentiments qui l'éclairent. Elle parle. La guérison, la paix, le bonheur sont au bout de ses conseils. Dieu-donné semble amolli. Il écoute avec un intérêt croissant et la convalescence devient plus rapide. Enfin il est décidé. La santé suit de près ; deux mois s'écoulent, il est marié.

VI.

Disons-le bien vite, l'égoïste ne s'est pas oublié en prenant son parti. Deux considérations, tirées de lui et ramenées à lui, l'ont seules poussé à l'action.

Il savait sa fortune fortement compromise par ses odyssées et par ses folies. Entre une dot à recevoir et une profession à exercer, il ne balançait point.

De plus il pouvait bien essayer du mariage. Il n'y avait jamais songé et ne se demandait pas s'il y fallait une préparation. Non : c'était une tentative nouvelle, la seule qu'il eût encore négligée ; il allait voir ce qu'elle amènerait. Si elle était infructueuse, il serait toujours temps d'en finir : du moins la recherche aurait été complète.

Ce fut la mère qui choisit sa bru, il s'en remit en elle volontiers, n'ayant de préférence ni de pensée pour aucune. Pour ne pas lui laisser le temps de changer de disposition, elle se hâta de son mieux et arrêta ses vues sur une enfant en pleine floraison de grâce et d'ingénuité, tandis que plus d'expérience dans la science ou l'art d'aimer étaient vraiment indispensables. La mission à remplir réclamait une épouse sagace, insinuante et forte. Celle qui vint, — ne sachant ni voir, ni saper à la sourdine, ni dompter, — devait être martyre.

Convient-il de fouiller plus avant cet étrange, cet invraisemblable caractère ? S'il y a des pudeurs qui s'offensent et demandent grâce à la plume, il y a aussi une loi qui défend à l'observateur de se bander étroitement les yeux et de se taire absolument.

Que se passa-t-il en Dieudonné, après que la jeune femme se fut éloignée, pour le suivre, des parents mal inspirés qui lui cédaient tous leurs droits sur elle. Tant de beauté, tant de vertus jetèrent en vain leur double rayonnement. Comme on voit près d'une rose naître des larves mort-nées qui ne prendront jamais l'aile du papillon pour voler au butin, ainsi Dieudonné ne s'éleva pas vers cette perfection qui lui était offerte.

Il rampa terre à terre, ne soupçonnant pas les ménagements dus à un esprit soudainement troublé et les compensations qui effacent les premiers froissements de l'ignorance. Il ne mit que sa signature, contrat indissoluble qui enchaîne deux volontés, deux affections.

Il ne tarda guère à trouver insupportable la présence de sa femme. L'habitude de l'isolement était trop invétérée pour qu'il remontât la pente et qu'il ne s'irritât pas au contraire de rencontrer un obstacle à la descente. La défaite passagère que lui avaient fait éprouver la fantaisie et la nouveauté exagéra les représailles,

De nouveau la maison l'importuna. Comme au temps de son adolescence, il recommença à la fuir, pour des pérégrinations sans but. Partant à l'aube pour ne revenir qu'à la nuit, il lui arriva maintes fois de ne rentrer qu'après plusieurs jours d'absence.

Quel tête à tête douloureux entre la mère et la bru ! La première ne racontait pas ses déchirements anciens. Si elle avait trahi son secret on lui aurait justement reproché de n'y avoir puisé aucune expérience et d'être par le fait responsable du présent. La seconde ressentait devant cette réserve une gêne qui glaçait la parole sur ses lèvres.

Ainsi, ne mettant pas en commun leur souffrance commune, elles en décuplaient l'intensité.

Elles songeaient au retour et l'épiaient, comme si elles ignoraient ce qu'était le retour. Suspendues au cou de l'ingrat, dès son premier pas sur le seuil, puis humbles et dévouées servantes, elles n'en recevaient pas un simple mot d'amitié. Il venait se reposer, après quoi il les quitterait encore.

Une espérance leur restait, la dernière, la suprême. Pendant neuf mois elles la choyèrent, sans toutefois, surtout vers la fin, échapper au doute anxieux. Dieu donné allait être père.

Il n'avait rien, rien remarqué. Chose plus incroyable encore, ce je ne sais quoi de délicieux qui chante, à ces moments, dans l'homme, en attendant la certitude, ne s'était pas fait entendre pour lui. Un peu avant le terme, à la suite d'insinuations directes auxquelles il ne s'arrêta pas, on dut annoncer la nouvelle.

Elle le toucha aussi peu que s'il se fût agi d'un accroissement de sa basse-cour. Seulement il partit le lendemain et différa de rentrer beaucoup plus que de coutume.

Une fillette dormait dans son berceau, lorsqu'il pénétra dans l'appartement conduit par sa femme et sa mère qui lui offrirent la mignonne créature à baiser. A peine sa lèvre effleura le mignon visage qu'on en rapprochait. Ce fut tout. C'est qu'il était véritablement maudit. Ignorant des péripéties qui rendent l'attente si impatiente à la fois et si douce, il avait déserté son poste, n'attachant aucun prix à ce qui fait les enfants doublement nôtres, ouïr leur premier cri, être les premiers à les voir, à les entendre vagir, à les sentir vivre en un

mot. Et le pacte d'attachement, de dévouement, de sacrifice que notre bouche jure, après notre cœur, sur cette réincarnation de nous-même, il ne s'imposait pas à lui. Ah ! c'était bien fini : les deux femmes n'avaient plus rien à attendre. Ni les pas hésitants, ni les mots essayés, ni les petites mains caressantes de sa fille, absent ne le ramèneraient ou présent ne le retiendraient. Il était condamné pour toujours à n'aimer pas, elles l'étaient à n'être pas aimées.

Et de plus en plus, étranger aux siens, il multiplia ses départs et prolongea ses absences.

VII

Personne ne le rencontre plus dans les châtaigneraies, à travers les friches pierreuses, sur les sentes embroussaillées.

Où va-t-il ?... Au châtement.

Celui dont le cœur paraissait mort, ou qui faisait tout pour le tuer, celui-là maintenant aime. Il aime avec l'emportement de cette faculté d'aimer qui vient de faire tout à coup explosion.

A quelques lieues de son habitation, sur le penchant d'une colline au bas de laquelle un court ruisseau, un chalet, édifié depuis peu, se dresse coquet, sous des ombrages. Là vit une femme inconnue des gens du pays. Quelles vicissitudes l'ont amenée de Paris en cet endroit, on l'ignore. Les uns disent qu'elle sort du théâtre où elle a été reine quelques jours ; les autres qu'elle a trôné dans les boudoirs galants et a su s'enrichir. Tous s'accordent à la mésestimer, tant elle ressemble par son air et ses manières à celles dont on s'éloigne.

On la suppose jeune encore car elle n'admet pas de tiers à ses consultations avec le miroir et elle possède, à un degré rare, l'habileté de touche et la légèreté de pinceau qui assimilent la préparation du visage à la peinture sur émail. Elle n'est pas vieille, non plus ; mais si ses sourcils, ses paupières, sa bouche, ses dents, ses joues, ses cheveux se montraient, au vrai, tels qu'ils sont, on aurait devant soi des telles ruines qu'on s'enfuirait épouvanté.

En longeant le ruisseau, Dieudonné l'aperçut. Sa vue lui causa une impression qu'il ne s'expliqua pas, pénétrante, mordante, durable. Cette image s'infiltra dans sa mémoire et y demeura. Il n'eût plus qu'une ambition, la revoir, lui parler, la connaître.

Il choisit les bords du cours d'eau pour son but quotidien : l'apparition ne se reproduisait pas.

Le désir en devint plus brûlant, entretenu qu'il était par la certitude instinctive de la réalisation et par l'incertitude du moment où elle se produirait. De renseignements adroitement obtenus il résultait que la créature poursuivie vivait à quelques cents pas de là. Et chaque frôlement de feuilles sous le vent, chaque froufrou d'ailes d'oiseau, chaque murmure confus du chœur des insectes prenait l'apparence d'un bruit de pieds sur l'herbe, d'un son de voix langoureux.

Mais que de fois les constellations nocturnes marquèrent-elles la fin de l'illusion, et que de fois le jour radieux se leva-t-il sur un visage pâle où éclatait une passion de plus en plus tenace et dominatrice !

Le dénouement a eu lieu. L'accès du chalet est familier à Dieu-donné. Il se sent bien dans le luxe, raffiné jusqu'au mauvais goût, destentures, des dorures, des tapis. Les parfums emplissant les salons demi-obscurs résultent de mélanges savants qui accélèrent les pulsations des artères, débilitent l'énergie, corrompent le vouloir. La divinité de céans, experte en l'art fatal de feindre, prodigue les soupirs d'abandon et les transports satisfaits. Si elle ne se livre pas sans restriction, les moins naïfs s'y tromperaient ; les mieux instruits de son passé jureraient qu'elle aussi est entrée dans la période des dédommagements, qu'elle est soumise enfin, quoique tard, à l'universelle faim de rapprochement et de co-possession.

En l'amant, pas de supputations ni de déguisements. Il s'est abandonné au courant mystérieux qui l'est venu saisir et le roule à son gré. Au commerce de cette union il se dépense largement. Aveugle devant les affections sincères et pures qu'il a eu la chance de rencontrer, il ne fait que changer de cécité lorsqu'il lui semble entrevoir la lumière. Le réel l'a trouvé inflexible ; le simulacre le persuade et le ploie.

Il est à elle : elle n'est pas à lui. Pour lire en son esclave elle n'a pas eu besoin du coup d'œil sûr que donne la pratique de la dépravation. Les secrets qu'elle tient de l'expérience, elle n'a pas eu besoin d'en élaborer la succession, de la disposer habilement pour convaincre et pour retenir. Le piège n'était pas dressé lorsque la proie vint à choir : il n'y avait qu'à la dévorer.

Et on ne s'y épargnait guère. Aussi souvent que la volupté savam-

ment provoquée atteignait au paroxysme, aussi souvent on refoulait à plaisir les mouvements généreux qui jaillissent de l'amour, même de celui qu'on puise aux sources impures.

Toute autre qu'une courtisane blasée admirerait la transformation qu'elle provoque, l'activerait et la parfairait à l'aide de ses séductions. Puis, l'homme étant peu à peu rétabli dans sa plénitude morale, elle lui donnerait un fraternel baiser d'adieu, le pousserait avec douceur, ému et reconnaissant, au seuil des joies de la famille.

Mais la maîtresse de Dieudonné n'en était plus à la sentimentalité ou au scrupule. Elle se réservait tout le profit de cette liaison et s'attachait à détruire tout ce qui aurait pu la desservir un jour. Dans cette âme dont les vertus naissantes étaient aussitôt arrachées, elle s'installa comme chez elle, encombrante, même exclusive. Elle retira de l'arsenal, où elles risquaient de se rouiller, les armes trompeuses de l'humilité, de l'ivresse, de la jalousie, et les manœuvra en se jouant ; l'effet était certain.

Trop certain, sur ce misérable ! Voyez ; il s'est annihilé devant celle qui le possède ; il est incapable loin d'elle de se mouvoir, de penser, d'exister ; il voudrait que dans l'univers tout disparut hors elle et lui. Ah ! si sa mère, sa femme, sa fille n'étaient pas là ! Si elles mouraient !

Il alla jusqu'à souhaiter cela ; à le souhaiter à haute voix, en présence de son idole.

Celle-ci ne protesta point.

Aventurière, elle octroyait ses faveurs, partout où s'offrait une fortune qu'elle pût écumer à l'aise. Celle qu'en ce moment elle manipulait se réduisit bientôt à presque rien. Les dettes s'accumulant, le crédit finit par manquer ; les remboursements, un jour furent exigés ; demain ce serait l'expropriation et la misère.

Alors la maîtresse chercha une querelle à l'amant et le mit à la porte.

Tout d'abord il ne comprit pas. C'était, pensa-t-il un caprice, une épreuve. Trois jours et trois nuits, sans manger, ni dormir, il appela, supplia, se lamenta, s'avilissant pour attendrir. Temps perdu !

Il se lève. Il court à travers champs. Ironie permise par le ciel, l'image du bonheur perdu hante son imagination, et l'obsède furieu-

sement. Des impulsions soudaines le font tout à coup se retourner comme s'il avait pu se méprendre ; mirage ! Ce n'est que trop certain.

Les vêtements déchirés, les membres sanglants, il va devant lui. Les heures se succèdent, il va, il va.

Voilà sa maison. Il s'y jette. Voici l'escalier, il s'y rue. En deux bonds, il l'aura franchi. Quelque chose est sur son passage : il ne voit rien, va toujours, arrive.

Un grand cri, un bruit de corps retentissent.

Il s'est heurté par hasard à sa fille et si fort qu'elle a roulé en bas, morte, le crâne ouvert.

Il n'a rien entendu, va toujours devant soi et, rencontrant une panoplie, prend machinalement un pistolet d'arçon.

Sa mère et sa femme, épouvantées par le bruit et n'en soupçonnant pas la cause, bondissent vers l'escalier... D'instinct, il presse la détente... Un sang chaud les éclabousse.

L'épouse devint folle. Quant à la mère, elle se traîne peut-être encore de village en village, mendiant presque son pain et attendant la mort qui s'obstine à la fuir.

CH. RATIER.

NOTICE

SUR LES

SEIGNEURS DE ROQUEGAUTHIER

La Sède est une chaîne de hautes collines et de petits plateaux de 150 à 200 mètres d'altitude qui s'étend dans la partie nord du département de Lot-et-Garonne depuis Cailladelle, dans le canton de Cancon, jusqu'à Pinel et Hautesrives dans le canton de Monclar. C'est à 3,500 mètres de Cancon, mais dans la commune de Baugas, au coin d'un de ces petits plateaux de la Sède, dont la pointe rocheuse s'avance en forme de promontoire en face de Saint-Pastour, entre deux filets d'eau qui servent de source à la Séône, que s'élève le château de Roquegauthier. Du belvédère qui surmonte sa plus haute tour l'œil découvre, à la ronde et par un temps serein, une immense étendue de pays. Au nord, la vue se perd dans le bleu au delà des confins du Périgord ; à l'opposé, elle rencontre les Pyrénées bordant l'horizon par-dessus les collines de Dolmayrac, tandis qu'elle s'égare par de larges échappées jusque dans les Landes et sur les coteaux qui bornent la plaine de la Garonne en face de Marmande ; plus près, elle est arrêtée par des crêtes vigoureusement découpées dans le ciel, que Monclar et Montastruc couronnent, ou bien se repose avec délices sur les riantes campagnes qui descendent tout autour vers Casseneuve et Sainte-Livrade.

Le château de Roquegauthier est un mélange bizarre, disparate, de bâtisses carrées, de tours et de tourelles sans style remaniées à différentes époques, particulièrement dans ces derniers temps. Le tout, entouré d'un parc ombreux, de terrasses, de pelouses, d'un étang, de garennes, forme un ensemble pittoresque et charmant.

C'était autrefois un repaire, une maison noble, plutôt qu'un château-fort faisant partie de la paroisse de Saint-Etienne de Monnibaï

(de *Montisvalle*), chef-lieu d'un arrière-fief minuscule placé dans la *directe* des seigneurs de Cancon et dont l'origine remontait à un temps immémorial, d'après nos rôles de taille du *xvii^e* siècle.

C'est miracle qu'avec sa faible résistance, pendant les longues guerres du moyen âge, il ait pu échapper aux serres puissantes des seigneurs voisins et conserver quelque indépendance alors que plusieurs autres autour de lui ont disparu de sol au point de ne pas même laisser de traces. Aussi, il est à croire, et c'est une opinion généralement répandue, qu'il constituait, dans les premiers temps, un simple poste d'observation à l'usage des seigneurs de Cancon, qui pouvaient, en effet, difficilement, de ce côté de la Sède, surveiller le pays et les nombreuses possessions qu'ils y avaient. Le lieu était des mieux choisis. Ceci n'expliquerait-il pas l'exiguité de sa mouvance qui se composait d'une dizaine de tenures, tout au plus ? Voici du reste ce qu'en dit un rôle de taille de 1725 : « *Plus*, le seigneur
« du fief de Roqegauthier jouit et possède, aussi noblement, dans
« la présente juridiction et dans la paroisse de Monnibal, les trois
« quarts d'un domaine, l'autre quart étant roturier, lequel domaine
« est fort ingrat, consistant en terres labourables, vignés, bois tail-
« lis et de la moitié en friche, n'en pouvant sçavoir la contenance à
« cause qu'il n'a jamais esté encadastré ; y en ayant dans ledit do-
« maine de roturier environ huit sextérées et demi (un peu plus de
« huit hectares). Comme aussi jouit un petit fief qui lui peut donner
« annuellement douze saqs de rente bled ou avoine, dans lequel fief
« il y a aussi beaucoup de friches ou biens *abandonnés* qui n'ont
« jamais esté encadastrés. »

Lors des premiers orages populaires, avant-coureurs de la Révolution française, après l'abolition des privilèges, le château de Roqegauthier était aux mains d'une femme, qui, effrayée du tapage que l'on faisait à Cancon, prit peur, enferma dans une malle tout ce qu'elle put trouver de ses archives, mit la malle dans un four et y fit mettre le feu. Il est donc difficile aujourd'hui de reconstituer l'histoire de ce château autrement que d'une façon sommaire. J'ai compulsé bien des titres anciens, j'ai fouillé dans les vieux registres des paroisses ou de nos mairies, surtout dans les actes des familles de Galaup, Teuly et autres encore, mis gracieusement à ma disposition ; ce que j'ai pu recueillir dans ces pièces, *fugitives* s'il en fut, constitue un maigre butin. Le présent travail s'en ressentira, l'imagination n'y étant pour rien. Je prie les lecteurs de m'excuser s'il n'est pas aussi complet qu'ils pourraient le désirer.

I. — Jehan de Boyssonade, « bachelier ez droictz, seigneur du repayre de Rocquegauthier assiz et sithué en la paroisse de Saint Estienne de Monnibal etc. » est le premier seigneur héréditaire de Rocquegauthier que je puisse mentionner. Etant au château de Cancon, dans la grande salle de justice, au pied du siège seigneurial, pardevant noble et puissant seigneur Jehan de Verdun, seigneur de Cancon, d'Hautesvignes, de la Perche, de Fauilhet et partie de Gontaud en Agenais, d'Anglades, de Podensac et Valeyron en Bordelais, et parlant à sa personne, il lui dit que lui *et ses* prédécesseurs avaient « à coustume tenir à foy et hommage lige et gentil ledit « reppayre de Rocquegauthier, ensemble tous et ung chascuns ses « domaines, cens, rentes à iceluy apertenans... au devoir d'ung fer « de lance à chascune muance de seigneur ou de vassal. » Il supplie son suzerain de recevoir ledit fer de lance qu'il tient entre ses mains et aussi son serment de fidélité. Jehan de Verdun accepte, l'assure de sa protection et lui fait jurer sur les saints Evangiles, le livre touché, d'être son bon, vrai et loyal vassal et sujet. Ceci se passait le 19 décembre 1528. Jehan de Boyssonade, premier de nom eut au moins deux fils :

1^o Guillaume, qui suit ;

2^o Barthélémy, dont le sort est ignoré. Peut-être est-ce lui qui était procureur de la Cour du Sénéchal d'Agenais et de Gascogne en 1577 ?

II. — Guillaume de Boyssonade, bachelier ès droitz, seigneur de Rocquegauthier, fils aîné du précédent, était, en 1559, lieutenant de la Cour ordinaire de Saint-Pastour, en 1576 juge de la même Cour de Casseneuil et, en 1578 juge de la Cour ordinaire de Cancon pour dame Marie de Verdun, dame dudit Cancon. Il laissa plusieurs enfants, entr'autres :

1^o Jean II, qui suit ;

2^o Noble Guillaume de Boyssonade, écuyer, sieur de la Roque, époux, vers 1590, de demoiselle Marthe de Cortète, fille de noble Marc de Cortète, écuyer, seigneur de Cambes, commandant de la ville et château de Puymirol, et de Jeanne de Roos. De ce mariage vinrent :

A. ?...

B. ?...

C. Marguerite, baptisée le 14 juillet 1602, mariée le 30 juillet 1617 à noble Géraud de Bertrand, sieur de Lafontaine.

D. Jean, sieur del Bosc et puis de la Roque après la mort de son père, fut baptisé le 7 octobre 1601. Il eut pour parrain noble Jean de Boissonnade, seigneur de Roquegauthier, et pour marraine dame Claire de Pellegrue, femme de François de Montferrand, baron de Cancon et Casseneuil. Il épousa dame Catherine de Patras de Campaigno, dont plusieurs enfants entr'autres Marthe, sa fille aînée épouse de noble Jean Béchon de Caussade, qui eut une fille en 1649, baptisée en l'église de Baugas. Cette Marthe de Boyssonnade se maria en secondes noces avec Louis Dubois de Lagrèze, écuyer, sieur de Sainte-Croix, qui consentit un bail à ferme de la maison et terre de la Roque en faveur de Raymond Dellerm, habitant de Soulodres, le 25 février 1657.

E. Jean-Marie de Boyssonnade, procureur d'office du seigneur de Cancon en 1635 et son *maistre d'Hostel*.

Guillaume, dut avoir avant ceux-là, au moins deux autres enfants, que j'ai marqués ci-dessus A et B, puisqu'on lit dans les registres de la paroisse de Casseneuil : « Le mesme jour que dessus et an (12 avril 1616) le malheur arriva sur les limites de Casseneuil et Saint-Pastour que deux frères, fils de M. de la Roque se battirent en duciel et le jeune tua l'autre le plus vieux à ung lieu appelé à Pradié. » Cette terrible rencontre fit sans doute une grande impression dans le pays, car la tradition, elle aussi, nous en a conservé le souvenir. Le père des deux champions dut en être douloureusement affecté, peut-être même l'horrible fraticide qui en fut le résultat précipita-t-il sa mort qui eut lieu quelques mois après, le 9 septembre 1616, à Casseneuil, où il habitait depuis peu d'années. Son corps fut enseveli le lendemain dans l'église de Baugas. Sa femme lui survécut encore quelque temps. Leur postérité s'éteignit bientôt. — En 1680, la propriété de la Roque appartenait à Raymond Dellerm, son ancien fermier, que nous retrouvons ci-après.

3° Noble François de Boyssonnade, écuyer, sieur de la Barthe dont l'unique petite fille, Geneviève de Boissonnade épousa noble Léon d'Ançelin, d'après M. de Bourrousse de Laffore;

4° Autre Jean, sieur de la Gimbre ;

5° Marc, prêtre, curé de Boudy, juridiction de Monflanquin, en 1631.

III. — Noble Jean de Boyssonnade, écuyer, époux de Paule Dugon ou d'Hugon, ne vivait plus le 23 juillet 1631. Ce jour là, sa femme, à qui il avait donné tous ses biens, fit son testament au château de Roquegauthier ; elle y nomme tous ses enfants, fait des legs, institue pour son héritier universel son fils Guillaume et, au cas où il viendrait à décéder sans postérité, elle lui substitue ses autres enfants et les enfants de ses enfants mâles ou femelles, indifféremment, mais par ordre de primogéniture. Elle avait mis au jour, des œuvres de Jean de Boyssonnade, deuxième du nom, deux garçons et trois filles :

1° Guillaume II, qui suit ;

2° François, écuyer, mort avant le décès de sa mère ;

3° Louise, mariée à noble Jean de Bourgoin (*aliàs* Bourgon), sieur de Laloge, issu d'une ancienne famille de Villeréal en Agenais, testa le 13 octobre 1651 et mourut le 29 du même mois. De son mariage provinrent les enfants suivants presque tous nés au château de Roquegauthier ;

A. Paule, légataire de sa grand'mère ;

B. Jeanne, née en 1629, morte le 19 mai 1665. Elle avait été mariée à M. Raymond Dellerem, commerçant en eau-de-vie, habitant de Soulodres, près de Roquegauthier. Elle fut héritière de son oncle M^e François de Bourgoin, propriétaire de la métairie des Châteaux, dans la juridiction d'Allemans-du-Dropt ;

C. Marie, née le 11 janvier 1630, morte de bonne heure ;

D. Jean, sieur de Mansonville, mort avant 1665, laissant un testament ;

E. Marguerite, mariée le 23 août 1665 au même Raymond Dellerem que ci dessus, veuf de Jeanne ;

F. Marc-Antoine, sieur de Caillaudier, qui suivra ;

4° Marguerite de Boissonnade, alliée à Louis de Croisat, morte vers 1666 ; son mari était mort le 13 mai 1660 ;

5° Jeanne, dont le sort est ignoré.

IV. — Guillaume de Boissonnade, n° du nom, écuyer, était seigneur de Roquegauthier en 1633. Le 19 septembre 1652, se conformant aux désirs exprimés jadis par sa mère, il testa en faveur de Marc-Antoine de Bourgoin, son neveu, et mourut sans laisser de descendant. En lui finirent les Boissonnade de Roquegauthier.

En outre des Boissonnade précédents il en a existé quelques autres dans la contrée, à la même époque, tous *parents* plus ou moins éloignés des premiers ; mais les documents épars que j'ai eu entre les mains ne m'ont pas permis de les y rattacher d'une façon suffisamment précise, les voici :

Antoine de Boissonnade était en 1644 propriétaire d'un moulin sur la Lède, qu'il vendit, la même année, au seigneur de Casseneuil. Cet Antoine était conseiller du Roy, président et juge mage de la sénéchaussée d'Agenais. M. de Bourrousse de Laffore dit dans son *Nobiliaire du Guienne et de Gascogne* qu'il avait épousé le 17 avril 1605, Françoise d'Orty, fille de Jean d'Orty conseiller du roy, juge mage et président au siège présidial d'Agen, originaire du Rouergue, et de Nicole de Nort, damoiselle, dont il eut Géraud de Boissonnade d'Orty, seigneur de Bellerive et de Cambes, président et juge mage après son père Antoine etc. Il est certain qu'il eut encore un deuxième fils, appelé François, avocat au parlement en 1644.

Jean de Boissonnade, prêtre, curé de Boudy en 1668, avait remplacé son *oncle* Marc de Boissonnade dans cette cure.

J'ai lu dans les registres de la paroisse de Casseneuil : « Le 6 avril 1621, Françoise Dizac, femme à Monsieur de Boyssonnade fut en-
« sevelie âgée de soixante ans ou environ et ce aux tombeaux de
« Mme Vidal. »

V. — Noble Marc-Antoine de Bourgoin, écuyer, sieur du Caillandier dans la paroisse de Rives, juridiction de Villeréal en Agenais, seigneur de Roquegauthier. Bien qu'en raison d'une instruction des plus négligées jusqu'en 1672 au moment d'apposer sa signature à la cède d'un acte public il ait déclaré ne savoir signer, il n'était pas moins, paraît-il, un des plus brillants gentilshommes, enrubannés et à perruque, de la petite cour que la belle comtesse de Vaillac-Montferrand Marie-Félice de Voisins de Montaut avait su se créer, d'abord au château de Cancon pendant les guerres de la Fronde, et ensuite à Casseneuil. Il sut même capter les bonnes grâces de cette respectable

dame qui lui donna pour compagne sa parente et demoiselle d'honneur Claude de Genouilhac de Saint Clar, de la paroisse de Catel en Quercy. Il avait conquis la fortune, le bonheur allait venir lorsque sa légèreté d'esprit et sa coupable complaisance pour un homme très peu estimable, le vicomte de Vaillac, son cousin, amenèrent sa perte. Il trempa avec son valet Laurent dans le double attentat commis en 1678 contre l'honneur et la personne même de M. de Croisat-Bouneyme, capitaine gouverneur de la ville et du château de la Sauvetat-de-Caumont, attentat qui eut tant de retentissement dans notre contrée et qui sera l'objet d'une étude spéciale dans l'*Histoire de Cancon* que je prépare. Le 14 février 1679, il fut décrété de prise de corps par arrêt de la Cour de Parlement de Bordeaux du 27 décembre 1678, et tandis qu'en 1680 le vicomte de Vaillac payait de sa tête sa criminelle conduite, le rôle un peu effacé qu'il avait joué dans cette affaire, heureusement pour son honneur, lui valut une simple condamnation à une forte indemnité pécuniaire en faveur de la victime. Cependant sa femme avait demandé et obtenu sa séparation de biens d'avec lui et avait fait donner pour tuteur à sa fille Marie, M^e Jean Fabry, habitant de Casseneuil.

Ses dettes de jeu et autres, les dépenses qu'il avait faites lors de son procès avaient ébranlé son crédit; l'indemnité qu'il dut verser à M. de Croisac-Bouneyme achevèrent de le ruiner. En 1682 il vivait tristement séparé de sa femme, à Villeréal où il mourut peu après. Claude de Genouilhac de Saint Clar mourut en 1696. Leur fille unique Marie de Bourgoin, dame de Roquegauthier, épousa le 2 juillet 1698 noble François de Galaup, écuyer, sieur de Lamothe et apporta dans la maison de ce nom le château et la seigneurie de Roquegauthier.

DE GALAUP,

SIEURS DE LAMOTHE, SEIGNEURS DE ROQUEGAUTHIER.

Armes : *De Gueules, au coq d'or, bequé et membré de sinople, posé sur une terrasse d'argent et accosté de deux croissants du même ; au chef cousu d'azur, chargé de trois étoiles d'or.* Ces armes furent déclarées à Bergerac, le 21 février 1698 pour l'*Armorial général de France* par Gabriel de Galaup, écuyer, sieur du Bousquet et de Lamothe (?) dit M. de Bourrousse de Laffore. Ces armes sont

celles d'une branche cadette, dite du Bousquet, qui avait adopté pour brisure les trois étoiles en chef. Les sieurs de Lamothe, qui ont toujours été considérés comme les chefs du nom et des armes de la maison de Galaup, portaient comme ci dessus, moins le chef cousu d'azur et plus *un troisième croissant d'argent* qui en occupait la place, ainsi qu'on le voit très visiblement, sur un cachet de cire rouge, que j'ai eu sous les yeux, datant de la fin du ^{xvii}e siècle.

Messire Louis Moréri dit que « la famille de Galaup est originaire du royaume de Naples, selon quelques-uns ; mais il est plus vraisemblable et peut-être même qu'elle est originaire de certain Languedoc, d'où Galaup vint s'établir en Provence l'an 1495, et s'étant arrêté dans la ville d'Aix, il y épousa par contrat du 15 février 1498, Marie Désandréas, d'une noble famille de cette ville. *Il avait un de ses frères à Agen, nommé Jacques de Galaup* ; et il fit venir auprès de lui un de ses neveux, qu'il maria à une riche héritière. Ce dernier laissa des enfants dont la postérité est finie. Antoine Galaup s'était signalé dans diverses occasions ; et il y a apparence que, lorsqu'il s'arrêta en Provence, il revenait avec sa compagnie de la conquête du royaume de Naples sous le roi Charles VIII. » Il fut le chef des de Galaup de Chasteuil qui sont connus dans les lettres.

L'infortuné navigateur J. F. Galaup de la Pérouse¹, né à Alby en 1741 mort vers 1789 était dit-on issu d'une branche de cette famille.

Il est probable que les Galaup de Lamothe en Agenais descendaient de Jacques de Galaup dont il a été question plus haut, mais leur filiation, établie sur actes authentiques, ne remonte qu'au milieu du seizième siècle.

François de Galaup, vivait en 1550. Il fut père des suivants :

1^o Joseph, qui suit ;

2^o M^e Pierre de Galaup, juge royal de Villeneuve d'Agenais, époux de damoiselle Marie Douzon dont il eut :

¹ Saville natale se prépare à célébrer son centenaire avec le plus d'éclat possible,

A. Catherine, mariée à M^e Léger Séguy, juge royal de Castillon-nès, le 19 juillet 1571 ;

B. Guillaume, mariée à M^e Pierre Parvis le 31 janvier 1594 ;

C. Jean de Galaud, *sieur du Marès*, chef de la branche de ce nom qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours, mais dont le dernier mâle est mort depuis une dizaine d'années environ. Jean de Galaup du Marès mineur en 1614, vivait en 1643 et 1650 ;

Pierre de Galaup mourut en 1613 et sa femme en 1614.

Joseph de Galaup, écuyer, sieur de Lamothe, possédait de nombreux biens dans les juridictions de Monbahus, Puydauphin et Montviel en Agenais ; il habitait la maison noble de Lamothe dans la paroisse de Rouffiac, juridiction de Puydauphin. Il fut l'un des « cent gentilshommes de la Bande ou Compagnie de la Maison de sa Majesté le roy Louis XIII, commandée par le seigneur comte de Lauzun ; » il en fit partie comme capitaine, (commission du 15 janvier 1618, signée Lauzun). puis commanda une compagnie du régiment de Lauzun. Le 27 décembre 1612, pardevant M^e Pasquet, notaire royal, il épousa damoiselle Anne Duval, fille de Louis Duval, sieur du Bousquet dans la juridiction de Cahusac en Agenais. Il mourut de mort violente en 1625. Sa veuve intenta au meurtrier un procès dont l'issue n'est pas connue et fit faire l'inventaire des biens de son mari le 28 août 1625. Il eut de son mariage :

1^o Jean qui suit :

2^o Joseph de Galaup sieur de La Roche, enseigne colonelle du régiment de Tonneins, mort au camp de Tarragone (Espagne), en juillet 1644 ;

3^o et 4^o Deux filles dont l'une fut mariée à M. Isaac de Soulmigniac et l'autre à M. de Lambert, sieur de Gandillac ; celle-ci vivait en 1670.

Noble Jean de Galaup, écuyer, sieur de Lamothe, du bousquet et de Prades, habitait dans la ville de Cahuzac ou au Bousquet, paroisse de Saint-Martin-de-Cahuzac. Il reçut du roi des lettres de provision, en septembre 1638, pour lever une compagnie de cent hommes de guerre à pied, et du marquis de Castelmoron, le 17 décembre 1639, un passeport l'autorisant à faire la recrue de ladite compagnie et d'en prendre le commandement. Il eut beaucoup de déboires dans

cette charge ; ses soldats désertèrent en grand nombre. Quoiqu'il en soit lors des derniers troubles de la province de Guienne il servait en qualité de capitaine dans le régiment du marquis de Castelmoron et obtint de son général, le comte d'Harcourt, le 26 mai 1652, une exemption et sauvegarde pour sa maison du Bousquet et ses autres biens, ce qui n'empêcha pas que sa maison de Rouffiac (ou de Lamothe) fut pillée, ses titres, papiers et meubles détruits par les soldats des troupes royales dans les rangs desquelles il servait.

Il avait épousé, par contrat du 4 novembre 1643, passé devant M^e Raynal, notaire royal, damoiselle Jeanne de Cortète, orpheline fille de noble Jean de Cortète, écuyer, sieur de Cambes et de damoiselle Marie de Paloque. Furent témoins à ce mariage du côté du marié : Noble Joseph de Galaup, sieur de La Roche, son frère, Issac de Soulmignac, son beau-frère, Jean de Galaup, sieur du Marès, son cousin ; du côté de la future épouse : Noble François de Cortète, sieur de Prades, son frère aîné et son curateur, absent, mais faisant tant pour soi que pour lui, M^e Bernard de Faure, sieur de Castres, avocat en la cour de Parlement, beau-père de ladite demoiselle comme mari en secondes noces de feu damoiselle Marie de Paloque, mère de la future ; Noble François de Cortète, sieur de Cambes, docteur en théologie, son frère, noble Jean-Louis de Paloque, seigneur dudit lieu et de Labauye ou Labayye et Pierre de Paloque, sieur des Theilhes, gentilhomme de la chambre du Roy et aide-de-camp ez armées de Sa Majesté, ses oncles et autres parents. Dans ce contrat de mariage Jean s'était réservé le droit de faire son héritier et de donner la moitié de ses biens à tel de ses enfants qu'il lui plairait de nommer sans tenir compte de l'ordre de primogéniture ; le 2 juin 1682 il émancipa Daniel et Gabriel ses deux aînés, âgés l'un de 26 et l'autre de 25 ans, et les fit ses héritiers dans son testament daté du 15 juin suivant. A Daniel il donna ses maisons et terres sises à Rouffiac, à la Perche (paroisse de Monviel), et dans la paroisse de Monbahus ; à Gabriel, il donna ses maisons et terres sise au Bousquet, à Cahuzac, à Prades et dans la paroisse de Saint-Maurice. Aux autres il légua quelques sommes d'argent ; il y eut bien quelques contestations par la suite, mais il n'en fut ni plus ni moins que comme ci-dessus. Jean mourut en 1683, ses enfants furent :

1^o François, écuyer, sieur de Lamothe, baptisé le 4 février 1645, mort avant 1682 ;

2° Jean, écuyer, sieur du Bousquet, baptisé le 1^{er} mars 1648, mort avant 1682 ;

3° Daniel de Galaup, écuyer, baptisé le 14 mai 1656, d'abord sieur de Prades et puis sieur de Lamothe. En 1666, de concert avec ses deux frères aînés, il fit ses preuves de noblesse pardevant M^e Pierre Dupuy, conseiller et procureur du Roy, commissaire sub-délégué pour la vérification des titres de noblesses des Elus d'Agenais et Condomois etc. En 1688 il était à Paris au service du roi dans la compagnie de ses gendarmes servant en ville. Il mourut sans enfants vers 1698, et fit son frère François, héritier de ses biens ;

4° Gabriel de Galaup, écuyer, d'abord sieur de Saint Maurin et puis du Bousquet, était en 1693 capitaine au régiment de la Boissière. Le 21 février 1698, il déclara ses armes à Bergerac pour l'*Armorial général de France* (voir plus haut). Sa postérité est aujourd'hui éteinte, s'il en a eu, ce qui est douteux ;

5° Marthe de Galaup de Pradès, mariée à noble Jean François de Laval de Burin, seigneur de Bonrepos, vivait en 1693 ;

6° Marguerite, alliée à Louis de Bidéran, écuyer, sieur de Saint Surin, habitant du château de Cahuzac ;

7° Joseph, écuyer. { Ces deux étaient très jeunes en 1682, un
8° François, qui suit { seul à survécu.

VI. — Messire François de Galaup, chevalier, d'abord sieur de Laperche¹, puis sieur de Lamothe après la mort de son frère Daniel,

¹ C'est sans doute de ce François de Galaup, d'abord sieur de Laperche, qu'il est question dans la *Revue de l'Agenais*, tome XIII, page 206. On y lit ceci, dans un document annoté par M. de Bourrousse de Laffore : « Noble « François de Galaup, écuyer, seigneur ? de La Roche, lieutenant au régime- « ment de La Roche-Corbon, habitant du lieu du Bousquet, paroisse et ju- « ridiction de Cahuzac en Agenais, fait son testament le 27 mars 1697, chez « Dutreil, notaire à Agen, et signe *La Perche* de Galaup ; il donne à ses « sœurs Marguerite de Galaup, épouse de M. de Bidéran et Marthe de Ga- « laup, épouse de M. de Burin, de petites sommes. »

Quant François fit ce testament il ne se doutait pas, sans doute, qu'il se marierait l'an d'après. Il dut détruire cet acte puisqu'il mourut intestat comme on le verra plus loin,

fut le sixième seigneur héréditaire et connu de Roquegauthier, en 1698, par son mariage avec Marie de Bourgoin, dame de Roquegauthier, fille unique de feu noble Marc-Antoine de Bourgoin et de feu demoiselle Claude de Genouillac de Saint Clar. Ce contrat fut passé dans le château de Roquegauthier pardevant M^e Bruguière, notaire royal de Cancon, le 2 juillet 1698. Furent témoins du côté du futur époux: Noble Gabriel de Galaup, écuyer, sieur du Bousquet, son frère, Messire François de Burin, seigneur de Bonrepos, noble Louis de Bidéran, écuyer sieur de Cauze, Messire Henri de Paloque, seigneur de Saint-Sernin, messire Jean de Larnac de Bony, seigneur de Rouchou, messire Jean-Louis de Paloque, seigneur dudit lieu; et du côté de la future épouse: noble Pierre Dordaigue, écuyer, sieur de Cazyderoques, noble Raymond de Cadoin, écuyer, sieur de Lapeyrière, et messire François d'Hector, chevalier, seigneur baron de Rans et autres lieux, ses cousins, et aussi M. M^e Gabriel de Belot, avocat au Parlement, Antoine Bruguière, sieur de Roquedet, habitant du lieu et juridiction de Castelnau-Grattecambe et M^e Jean Benaud, juge de Cancon, amis des futurs époux. François de Galaup fixa sa résidence au château de Roquegauthier où il mourut le 25 juin 1743; sa femme Marie de Bourgoin était morte le 15 avril 1731. Ils furent ensevelis tous deux aux tombeaux des seigneurs de Roquegauthier en l'église Saint-Etienne de Monnibal¹. Leurs enfants furent :

- 1^o Gabriel, qui suit, né en 1705 ;
- 2^o Paule, célibataire, qui fit son testament le 2 août 1769, dans sa maison de Soulodres ;
- 3^o Anne, célibataire, qui fit son testament le 26 septembre 1770 dans sa maison de l'Enclos (aliàs Lamothe), près Rouffiac ;
- 4^o Marguerite, célibataire ;

VII. — Messire Gabriel de Galaup, chevalier, sieur de Lamothe, seigneur de Roquegauthier s'allia à demoiselle Catherine de Labastide, fille de feu messire Charles de Labastide, chevalier, seigneur de Brisure et de dame Marie Dalhiem, habitante du château de Labastide, paroisse de Saint-Quentin, juridiction de Castillonès, par contrat du 13 novembre 1738, en présence de M^e de Salvan, notaire

¹ Cette église a complètement disparu du sol. Son emplacement même est à peine connu,

royal, et des témoins proches parents des futurs époux : **Messire** Joseph de Bidéran, chevalier, seigneur de Saint Surin, dame **Françoise** Coulom, son épouse, **Messire Martial** de Bidéran, prêtre, docteur en théologie, curé de Castillonès, **messire Jean** de Béchon de Caussade, **messire Charles** de Bidéran, chevalier, pour le marié ; **messire Jean-Jacques** de Labastide, chevalier, seigneur de Brisure, **messire Pierre-Joseph** de Labastide, chevalier, dudit lieu, frère de la mariée, demoiselle **Anne** de Labastide, sa sœur, demoiselles **Anne** et **Thérèse** de Labastide ses tantes et **M. M^e Jean-Jacques Dalhem**, conseiller du Roy et son procureur en l'élection d'Agen, son oncle. **François** de Galaup et **Marie** de Bourgoïn étaient morts *intestats*, néanmoins par suite d'une convention faite le 30 août 1745, avec ses trois sœurs, **Gabriel** resta maître de l'hérédité de ses parents et put la transmettre à ses fils. Il mourut âgé de 43 ans le 27 septembre 1748 ; il avait fait son testament le jour même de sa mort en présence de **messire Beaulieu** de Laspeyres, curé de Cancon, de **M. Fonguillière** docteur en médecine et autres. Il fut enterré dans l'église de Monnibal. Sa femme lui survécut jusqu'au 15 janvier 1806 et mourut ce jour là âgée de 94 ans. Il laissa sept enfants :

- 1^o **François Félix**, qui suit, né le 19 novembre 1739 ;
- 2^o **Joseph**, né le 24 janvier 1741, écuyer, capitaine au régiment de la marine en 1770, mort avant 1792 aux Antilles ;
- 3^o **Pierre-François**, né le 28 mars 1742, prêtre, vicaire d'Aiguillon vers 1770, curé de Monteyral, diocèse d'Agen, vers 1780, chapelain de la chapelle seigneuriale Notre-Dame de Pitié, en l'église Saint Martial de Cancon, nommé sur la présentation de **Jean-Joseph** de Laborde, écuyer, seigneur de Cancon, par titre en date du 12 décembre 1782. Ce fut le dernier chapelain de Cancon, émigra avant 1792 :
- 4^o **Anne**, née le 30 juin 1743, morte avant 1748 ;
- 5^o **Jean-Jacques**, né le 3 décembre 1744, qui suivra ;
- 6^o **François**, né le 21 août 1746, écuyer, Garde du corps du roi, en 1770, émigra en 1792 ;
- 7^o **Raymond**, né en 1747, mort de bonne heure.

VIII. — **François Félix** de Galaup, chevalier, sieur de Lamothe, seigneur de Roqueganthier entra à 21 ans dans la carrière des armes

en qualité de capitaine d'une compagnie de chasseurs dans le Régiment de la Marine, colonel marquis de Belmont (commission du 22 juillet 1760). Dans le même régiment servaient ou servirent par la suite avec lui ses deux frères Joseph et Jean-Jacques et son parent de Bidéran, sieur de Saint-Surin. Il se distingua à la prise de l'île de la Dominique, sous le commandement du marquis de Bouillé, où il enleva brillamment ses hommes dans un moment difficile ; à cette occasion il fut fait chevalier de l'ordre de Saint Louis (brevet du 27 octobre 1778), capitaine de grenadiers au Régiment d'Auxerrois, dédoublement de celui de la Marine, le 1^{er} avril 1779, sous les ordres du colonel vicomte de Damas, il fut promu au grade de Major dans le même régiment le 24 juin 1780. Le 6 décembre 1782, Claude Charles, vicomte de Damas, Maréchal de camp ès armées du roi, gouverneur-lieutenant général pour sa Majesté des Antilles françaises et des Iles sous le Vent, considérant que « le bien du service exige
« qu'en cas d'attaque de la colonie et de siège, les ordres que nous
« pourrions faire passer à chaque corps leur soient donnés avec la
« plus grande célérité, avons jugé à propos, sur le zèle et activité
« au service du Roy et talents militaires que nous reconnaissons à
« M. de Galaup, major du Régiment d'Auxerrois, de le nommer Major Général des troupes de la colonie, etc. Donnée à la Basse-Terre
« (Guadeloupe) les jours et an que dessus etc. » Le 15 avril 1784, le roi Louis XVI pourvut son « cher et bien aimé » F. F, de Galaup de la charge de Lieutenant-Colonel du régiment d'Auxerrois et le 27 février 1785 le même roi « voulant lui donner une marque de la satisfaction qu'il avait de la manière distinguée avec laquelle il avait
« servi en Amérique » lui fit don d'une pension de cinq cents livres.

À la Révolution le Régiment d'Auxerrois prit le numéro 12 des régiments d'infanterie de ligne ; François-Félix qui en était resté le lieutenant-colonel se trouvait en garnison dans la ville de Condé (département du Nord) le 20 mai 1791. Cette année même prétextant du mauvais état de sa santé et de maladies contractées pendant son long séjour aux colonies ; il se retira du service et regagna son château de Roquegauthier. C'est là que le 17 Pluviôse an VI, mourut le « citoyen colonel Galaup » dans les bras de sa vieille mère, entre son frère et sa belle-sœur, entouré de l'estime et du respect de tous, sans laisser de postérité n'ayant jamais été marié. Il fut le dernier seigneur de Roquegauthier.

Jean Jacques de Galaup, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint Louis, propriétaire du château et domaine de Roquegauthier après son frère François-Félix, entra au service du roi à 16 ans, en qualité d'enseigne dans le Régiment de la Marine le 25 janvier 1761. Lieutenant au même régiment le 25 janvier 1762, embarqué sur la frégate *le Zéphir* le 30 août de la même année, il fut fait prisonnier de guerre, par les Anglais, le lendemain dans la nuit après un combat de deux heures. A son retour de captivité, il fit deux campagne, en Corse, en 1768 et 1769, sous les généraux de Marbeuf et Deveaux. Embarqué pour l'Amérique avec le 4^{me} bataillon du Régiment de la Marine au mois de septembre 1775 il y guerroya jusqu'en 1791. Capitaine en second au Régiment d'Auxerrois le 22 juin 1777, il fut blessé au genou gauche à l'affaire de Sainte Lucie le 18 décembre 1778. Il était capitaine commandant le 24 juin 1780 (commission de ce jour), passait, avec le même grade dans la compagnie des grenadiers le 30 juin 1786 et rentrait en France en 1791 pour y faire les campagnes de 1792 et 1793 dans le 12^e réglment d'infanterie de ligne, ancien Auxerrois, que nous avons vu son frère commander en second. Forcé de déposer les armes pour cause d'infirmités constatées, on le congédia définitivement le 11 Fructidor an IV et on lui accorda une pension de retraite à compter du 16 février 1793. Il se retira auprès de sa mère et de son frère aîné à Roquegauthier où il recueillit la succession de celui-ci. Il fut plus tard maire de Cancon et mourut âgé de plus de 93 ans le 29 janvier 1838.

Au début de la Révolution le château de Roquegauthier et les autres biens de la famille de Galaup, furent saisis et mis sous sequestre comme appartenant en partie à des émigrés. Cependant Mme de Labastide-Galaup se prévalant de la présence sous les drapeaux d'au moins deux de ses fils et aussi du testament de son mari, Gabriel de Galaup, où chacun de ses enfants avait simplement un legs de 3.000 livres, tandis qu'elle y était fait héritière universelle, obtint provisoirement et conditionnellement la main levée du département. Par la suite, l'administration, n'ayant pu bien prouver que l'émigration de deux de ses fils, le second et le dernier, se contenta de lui faire payer tous les ans le revenu de 6000 livres et ne l'inquiéta plus; du reste les deux *soldats* ne tardèrent pas à revenir auprès d'elle.

Au retour des Bourbons, le chevalier de Galaup, (c'est ainsi qu'on appelait Jean-Jacques), resté seul de sa famille, il le croyait du moins,

jouissait paisiblement de ses biens, lorsque le Garde du corps émigré que l'on croyait mort, revint réclamer sa part d'héritage, le chevalier obligé de s'exécuter vendit ses biens de Rouffiac et désintéressa son frère qui reprit aussitôt le chemin de l'exil : il s'était fixé à l'île de Malte où, dit-on, il a fait souche.

Jean-Jacques de Galaup épousa en premières noces Mlle Marianne Sarrette et en deuxièmes noces Mlle Catherine Françoise Gombette. Jacques de Galaup, son fils unique, chevalier de la Légion d'honneur s'engagea en 1804 dans les Vélites de la Garde ; en 1815, il était capitaine au 132^e Régiment de ligne. Il fut nommé au même grade dans la Légion du département de Lot-et-Garonne, le 26 juin 1816, où il servit longtemps. Il a été le dernier descendant mâle des de Galaup de Lamothe de Roquegauthier, car de son mariage avec Mlle Jeanne Henriette Sarrette, il n'a eu que deux filles qui lui aient survécu ; la première a épousé M. Gladys libraire à Villeneuve-sur-Lot, la deuxième mariée en secondes noces à M. de Pons, propriétaire à Saint Pastour, issu d'une des meilleures familles du pays, possède aujourd'hui le pittoresque castel de Roquegauthier dont elle fait les honneurs avec une urbanité et une grâce parfaites.

LUCIEN MASSIP.

L'OULIBÈ (1)

N'i-a que per te banta parlaran de l'Aigat
E del brabe bachèl per Noè manegat;
N'oublidaran arpius ni bèc de la coulombo.

En cantan tous ramèls coumo sinne de pats,
D'autres te faran prene en gripo pes souldats,
Sens que te prèsen mai lous paisans de la coumbo.

Prou de bous Mètjournals à toun frut oulibous
Faran de *se bous plai*. Podi be sens faissous
Counta ço que de tu m'apprenquèt uno toumbo.

Ero lou jour des Rams. Lou sourel blanquignous
Empouscabo deja d'or fi soun froun fraugnous
E daban el fugion las brumos acampados.

Grando fèsto, lous Rams, pla grando pes droullets
Que ban fa benesi lous tourtilhouns moufflets
E las coquos penjan à las brencos floucados !

(1) L'auteur écrit dans le sous-dialecte d'Oc Agenais. Mais, omme le texte ainsi présenté peut être d'un aspect peu familier à quelques lecteurs, deux indications seront utiles.

A. — En ce qui concerne l'orthographe. — La langue d'Oc avait son usage orthographique qui était encore suivi, ici-même, pour les parties essentielles, dans le courant du siècle dernier. Nos auteurs, venus depuis, ont phonographié les émissions ou articulations *patoises* à l'aide des formules françaises. Le même fait s'est produit dans tout le midi; mais voici plusieurs années que l'orthodoxie a été rétablie à peu près partout. Rien n'était plus anormal et plus vicieux que la manière précédente; donc aucun motif ne doit empêcher de l'abandonner. D'ailleurs les changements à introduire chez nous sont peu nombreux, ainsi qu'on va en juger.

1° Dans les diphtongues ou triptongues, *o* précédant *u* (pour sonner *ou*), se supprime; et *u* sonne *ou* après la voyelle qui le précède alors. Ex: *bau*, *meu*, *Diou*, *pôu*; au lieu de *baou*, *meou*, *Diou*, *poou*. Remarque: *o* s'accentue, pour sonner *oou*, afin de distinguer ce son du son simple *ou* français que nous avons aussi: *lou*, *bou*, *pitchou*.

L'OLIVIER

Il y a des gens qui pour te vanter parleront du Déluge
Et du solide bateau par Noé fabriqué ;
Ils n'oublieront ni les pattes ni le bec de la colombe.

En chantant tes rameaux comme emblème de la paix,
D'autres te feront détester par les soldats,
Sans te faire mieux apprécier par les paysans du vallon.

Assez de bons Méridionaux à ton fruit qui donne l'huile
Feront des civilités. Je puis bien à mon aise.
Raconter ce que de toi m'apprit un tombeau. —

C'était le jour des Rameaux. Le soleil blanchâtre
Mettait déjà de l'or fin en poussière sur son front mal débarbouillé
Et devant lui fuyaient les brunes pourchassées.

Grande fête, les Rameaux, bien grande pour les petits enfants
Qui vont faire bénir les tortillons tout frais
Et les gâteaux suspendus aux branches décorées !

2° *i* remplace *y*. Ex. : *mai, nêi, boi*, au lieu de *may, nêy, boy*.

3° *lh* remplace *ll* mouillés et l'*i* qui les précédait. Ex : *balha, culhi* au lieu de *bailla, cuilli*.

4° *t* se supprime dans la conjonction *et*.

5° L'accent grave seul se place sur *e*. Cette voyelle non accentuée sonne *é*.
Aucun accent tonique n'est figuré.

B. — En ce qui concerne le sous-dialecte lui-même. — Il y a lieu de distinguer le langage écrit du langage parlé. Celui-ci a été profondément corrompu, lui aussi, par l'influence du français. Plus nous allons, plus ce dernier élément envahit l'autre et le dénature ; jusqu'au jour, peut être prochain, où il l'aura complètement détruit. Un pareil instrument n'est pas digne de servir à des productions littéraires. Au labeur de l'écrivain il faut joindre le goût de l'artiste et le discernement de l'archéologue pour restituer à notre vieux parler, qui le mérite tant, ses ornements propres et sa pureté de lignes. L'exposition des procédés à employer pour arriver à ce résultat exigerait des détails trop longs dans une simple note. Ce sera plus tard la matière d'un travail spécial.

CH. R.

Doun aquel jour, dumpèi quaucos houros nascut,
Jou, grasset, ple de lèi, droumioi. Moun paï, sens brut,
Atal daban ma mai birabo sas pensados.

• Fennoto, qu'es poulit nostre drolle, pas brai !
Proufito as èls besens. Te semblo : zou bal mai ;
Me faras sembla, jou, lèu per uno droulletto.

Aquelo sara tio ; car aqueste es à jou.
Ah ! te zou disi, té, daicho soun coutilhous
En caussos se cambia, en capèl sa bouneto,

Boli qu'à Bilonèbo e tout lou loun del Lot
Siosque lou mai adret per mena gabarrot
Ou per cassa lebrau, perdrigal e lausetto.

Apèi, pas trot trot biste, anira chel'regen,
Al coulètge tabe. Sousqui que n'en faren ;
Sabi pas ; mès lou fum badra bé la candèlo.

Prèstes, mounjes, souldats, n'i-a tan de ton cantou
Que, se ten de bous-au, beiren nostre pitchoun
Abesque ou general ; la part sario prou bèlo.

De moun cantou sèn touts estats de marinès.
Quin haunou se troubabo, as païs estrangès,
S'appelabo coumo el quauco tèrro noubèlo !...

Nani ! Cadrio-lou pèrdre ! Oh ! res d'aco sara.
Se diu beni la glorio, aciù la troubara :
Casse e lauré d'aci ban pla per fa courouno.

S'anabo èstre poèto !... O sounaires plasens,
Escultaires de mots, n'abès de tan lusens
Qu'esclairado per es la peno parei bouno.

Sauneji damb'bous-au oun abès saunejat,
Risi s'abès rigut, plouri s'abès plourat ;
Dins bostres bèrs moun co se plan, canto ou ritchouno ;

Oh ! pousquèsse moun fil souna coumo bous-au !...
Fennoto, l'an que bèn, al jour des rams, jou bau
Abraca l'oulibè que sus la foun ouchrejo ;

Donc, ce jour là, né depuis quelques heures,
Moi, gras, plein de lait, je dormais. Mon père, sans bruit.
Ainsi devant ma mère faisait courir ses pensées.

« Petite femme, qu'il est joli notre enfant, n'est-ce pas !
Il profite à vue d'œil. Il te ressemble : cela vaut mieux ;
Tu me feras ressembler bientôt par une fillette.

Celle-là sera tienne ; car celui-ci est à moi.
Ah ! tiens, je te le dis, laisse son jupon
Faire place à la culotte et sa coiffe au chapeau,

Je veux qu'à Villeneuve et tout le long du Lot
Il soit le plus adroit pour diriger un canot
Ou pour chasser lièvre, perdreau et alouette.

Ensuite, non pas trop tôt, il ira chez l'instituteur
Ainsi qu'au collège. Je songe à ce que nous en ferons ;
Je ne sais ; mais la chose en vaudra la peine.

Prêtres, moines, soldats, il y en a tant dans ta famille
Que, s'il tient de vous, nous verrons notre enfant
Evêque ou général ; la part serait assez belle.

Dans ma famille nous avons tous été marins.
Quel honneur s'il découvrait, aux pays étrangers,
S'il nommait de son nom quelque terre nouvelle !...

Non ! Il faudrait le perdre ! oh ! il ne sera rien de cela.
Si la gloire doit venir, il la trouvera ici :
Chêne et laurier d'ici sont bons pour tresser des couronnes.

S'il allait être poète !... O sonneurs qui plaisez,
Sculpteurs de mots, vous en avez de si reluisants
Qu'éclairée par eux la peine paraît bonne.

Je rêve avec vous où vous avez rêvé,
Je ris si vous avez ri, je pleure si vous avez pleuré ;
Dans vos vers mon cœur se plaint, chante, ou rit malicieuse ment ;

Oh ! puisse mon fils sonner comme vous !...
Petite femme, l'an prochain, au jour des rameaux, je vais
Arracher l'olivier qui ombrage notre fontaine ;

I'estacaras des flous, d'iranges, de ribans.
Sul'col, tu lou droullet, jou lou brencat, as bans
Lous prumès de la glèiso afougaren l'embejo.

Car lou poèto atal cal que siosque sacrat :
Sous engin bèn de Diu que li rits al sarrat ;
En lou gaffan l'home es causo que cansounejo. » —

.....
De la poupo à moun brès ou sus bras de ma mai
L'annado se passèt. Paure broutou de mai
Noubembre gresillous me lantsèt sa butido,

Butido qu'alabets nou sentisquèri pas.
Res dins moum soubeni d'aques punjens afas ;
Res qu'uno fenno en plous, tout en negre bestido !

Lountems, lountems apèi, me besi caminan
Lou loun d'une paret. « Es anèi lou cat d'an, »
Dis ma mai, à ginouls prêt d'uno crouts mousido.

E douçomen aqui me parlo del passat.
Sus l'herbo fredo jou sèi tout arremousat,
Sus nous au dus cardits dins lour lengo debison.

Lèbi lou cat. Sul'clot oun moun pai drom al foun
Un oulibè s'esten, aquel de nostro foun,
E lous ausèls, en sus, des rèbes glourious rison.....

Lous aimi desumpèi, bèl aure, tous ramèls.
Soun las mios tas coulous qu'an usat dus pincèls :
« A l'immortalitat del pèssomen ! » sa dison.

CH. RATIER.

Tu y suspendras des fleurs, des oranges, des rubans.
Sur le cou ayant pris, toi l'enfant, moi la branche, aux bancs
Les premiers de l'église nous exciterons l'envie ;

Car, le poète, c'est ainsi qu'il doit être consacré :
Son génie vient de Dieu qui lui sourit à la dérobée ;
En le mordant l'homme est cause qu'il chante. »

.....
Du sein à mon berceau ou sur le bras de ma mère
L'année passa. Pauvre bouton de mai
Novembre couvert de givre me porta son coup,

Coup qu'alors je ne ressentis pas.
Rien ne reste dans mon souvenir de ces poignantes choses ;
Rien qu'une femme éplorée, de noir vêtue !

Bien longtemps après je me revois cheminant
Le long d'une muraille. « C'est aujourd'hui l'anniversaire, »
Dit ma mère, agenouillée près d'une croix moisie.

Et doucement là elle me parle du passé.
Sur l'herbe froide je suis accroupi.
Sur nous deux chardonnerets causent dans leur langue.

Je lève la tête. Sur la fosse où mon père dort au fond
Un olivier s'étend, celui de notre fontaine,
Et les oiseaux, en haut, se rient des rêves orgueilleux...

Je les aime depuis lors, bel arbre, tes rameaux.
Elles sont les miennes tes couleurs qui ont usé deux pinceaux :
« A l'éternité du chagrin ! » voilà ce qu'elles disent.

CH. RATIER.

UN DOCUMENT OFFICIEL

DU

SÉNÉCHAL D'AGENAIS EN 1514

M. Ph. Tamizey de Larroque, nous a donné dans le numéro des 31 mai et 30 juin 1887, une biographie très curieuse d'un personnage de la seconde moitié du xv^e siècle et des premières années du xvi^e, homme d'épée mêlé à toutes les guerres de son époque et à de très nombreux traités ou missions diplomatiques, personnage enfin ayant pour nous un intérêt particulier, puisqu'il a eu l'honneur, en sa qualité de sénéchal, de commander la noblesse de l'Agenais sous le règne de Louis XII.

Notre sympathique et savant compatriote a intitulé cette biographie : UN SÉNÉCHAL D'AGENAIS PEU CONNU, RIGAUT DOREILLE.

On me permettra, je l'espère, pour une raison que l'on trouvera plus loin, de nommer ce sénéchal : Rigault d'Oureille, et d'apporter pour sa biographie définitive une nouvelle pièce, si petite qu'elle soit.

M. Tamizey de Larroque dit aux pages 270-271 :

« Nos archives départementales ne possédant aucun document relatif au sénéchal Rigault Doreille, comme je ne pouvais rien demander à la Gascogne, je me suis tourné vers sa province natale..... »

Je suis sous ce rapport un peu plus heureux que les archives départementales de Lot-et Garonne. En effet, le procès-verbal de la séance ordinaire de la *Société des Sciences, Belles Lettres et Arts d'Agen*, du 10 juillet 1871, porte :

« M. J. de Laffore donne lecture d'une notice sur un document inédit qui lui a été communiqué par M. Marc de Béchon. Ce document comprend : 1° des Lettres d'anoblissement accordées par Louis XII en juillet 1511 à Machin de Barataquy, fils de Jean de Barataquy, dit de Mandassagne, demeurant dans sa maison et moulin de Mandassagne, sur la rive droite du Drot, paroisse de Parranquet, près Villeréal « en récompense de son mérite, valeur et belles actions ; » 2° l'enregistrement desdites lettres au sénéchal d'Agen, à la date du 21 novembre 1514. Les personnages suivants figurent dans ce double document : 1° Rigault d'Oureille (ou d'Oreille), etc, etc... »

J'avais dit à mes collègues de la Société en leur présentant ce grand parchemin : « Les Lettres patentes du roi dont je mets sous vos yeux le texte latin, en forme authentique, et la traduction littérale, sont précédées et suivies de la *publication* ou *lecture que le sénéchal, officier de robe courte*, faisait faire publiquement et solennellement au siège de la cour présidiale ou sénéchale, par son lieutenant... »

M. Tamizey de Larroque nous a donné la biographie du sénéchal Rigault d'Oureille, avec le charme qu'il met dans tout ce qu'il écrit. Il nous saura gré certainement d'ajouter la seule chose qui manque à cette biographie : un acte officiel de ce sénéchal, acte rédigé sur le sol de l'Agenais, et d'ailleurs le seul que l'on connaisse.

ANOBLISSEMENT DE MACHIN DE BARATAQUY.

RIGAUT D'OUREILLE, chevalier, seigneur et baron de Villeneuve et de Cher, conseiller mestre d'hostel ordinaire du Roy nostre sire, et son seneschal d'Agenois et Gascogne, à tous ceux qui ces presentes verront salut. Sçavoir faisons nous avoir veu et mot à mot leu les Lettres patentes du roy nostre sire, contenant anoblissement de noble Machin à

Barataquy, ensemble l'expédition et vérification de messeigneurs de la Chambre des Comptes dudit sire à Paris, desquelles la teneur sensuit :

LETTRES PATENTES D'ANOBLISSMENT, JUILLET 1511.

LOUIS par la grâce de Dieu roi de France, pour éterniser la mémoire du fait, la probité, les actions nobles, les louables exploits et les vertus remarquables dont les personnes sont ornées et illustrées, nous portent avec raison à leur donner des récompenses proportionnées à leurs belles actions, à l'exemple même du créateur, et à les élever eux et leur postérité à des degrés convenables d'honneur et de noblesse, afin que le nom convienne à la chose, qu'ils soient encouragés par cette prérogative, qu'ils aspirent avec plus d'ardeur à de bonnes actions et qu'ils se sentent plus fortement animés à acquérir des honneurs, favorisés par le mérite de leur valeur et de leurs belles actions ;

Sachent donc tous présents et à venir que NOUS ; en considération de la louable manière de vivre, honnêteté de mœurs et autres vertus dont est ornée la personne de notre amé et féal Machin de Barataquy, habitant de Villeréal, au diocèse d'Agen ; en considération en outre de divers services qu'il nous a rendus dont les expéditions et les guerres, surtout dans le recouvrement des terres de notre Etat de Milan détenues par les Vénitiens, dont nous lui sommes avec raison redevables ;

A cette cause, NOUS, voulant faire honneur au mérite de sa personne, avons anobli et anoblissons le susdit Machin de Barataquy, avec toute sa race et postérité de l'un et de l'autre sexe, venant de loyal mariage, présente et à venir, et de notre plein pouvoir et autorité royale et grace spéciale, par ces présentes, les faisons tous nobles et chacun d'eux, et voulons qu'ils puissent jouir de tous et chacuns les avantages dont les autres nobles de notre royaume jouissent, peuvent user et ont coutume de jouir ; de sorte que ledit Machin de Barataquy, sa race et postérité, née et à naître, venant de légitime mariage, puissent, toutes les fois qu'ils le désireront, recevoir, de quelque chevalier qu'ils voudront, les marques de noblesse et la ceinture de chevalier. Nous voulons que ledit Machin, sa

race et postérité de l'un et l'autre sexe venant de légitime mariage, née et à naître, et que chacun d'eux soient tenus et réputés pour nobles en toutes leurs actions, lieux et affaires, tant en jugement que hors jugement, qu'ils soient tenus pour tels à jamais, et qu'ils jouissent de toute noblesse, privilèges, prérogatives, franchises, honneurs, droits et immunités dont les autres nobles de notre royaume jouissent et ont coutume de jouir paisiblement, librement, tranquillement et à jamais ; et que ledit Machin, sa race et postérité présente et future, venant de légitime mariage, puissent valablement tenir fiefs nobles et autres possessions nobles, en quoi qu'elles puissent consister, quelque autorité qu'elles puissent avoir, acquis et possédés par ledit Machin et les siens présents et à venir, ou qu'ils acquerront, comme s'ils étaient nobles de tout temps et nés de personnes nobles et l'un et l'autre côtés, et sans qu'ils soient obligés de vendre, ni de se démettre desdits fiefs ou possessions à l'avenir ou en quel temps que ce soit, en tout ou en partie, sans que pour cela et outre cela, au sujet de ce que dessus il soit fait au suppliant aucun trouble, ni empêchement à l'avenir ; qu'ils ne soient tenus nous payer aucune finance ; laquelle dite finance, à quelle somme qu'elle puisse monter, en faveur de quelques uns de nos amés et fêaux serviteurs qui nous les ont demandés, nous avons donné et accordé, donnons et accordons par la teneur des présentes, signées de notre propre main.

C'est pourquoi nous mandons à nos amés et fêaux les gens tenant notre Chambre des Comptes, aux trésoriers de Paris, au sénéchal d'Agenois et à tous autres justiciers et officiers ou leurs lieutenants présents et futurs, et à chacun d'eux en tant qu'il sera de droit, qu'ils fassent paisiblement et librement jouir ledit Machin et les siens présents et à venir, de l'un et l'autre sexe, desdites grace et anoblissement, et qu'ils n'inquietent ledit Machin, ni aucun des siens en aucune manière, maintenant, pour le passé, ni pour l'avenir, au préjudice des présentes. Et afin que ces présentes soient fermes et stables à toujours, nous y avons fait opposer notre sceau, sauf notre droit et celui d'autrui.

Donné à Valence au mois de juillet mil cinq cens onze, et de notre règne le quatorzième.

Ainsi signé : LOYS.

Par le Roy,
ROBERT,

Et visa,
CONTENT DES LANDES.

Cet acte fut enregistré le 20 juillet 1514 en la Chambre des Comptes de Paris, le 21 novembre de la même année au sénéchal d'Agenais et le 14 juin 1515 à l'ordinaire de Villeréal.

Ecu : d'azur, au dextrochère d'or mouvant du côté sénestre et tenant une épée d'argent la pointe haute, accompagnée en chef d'un soleil d'or à sénestre, et d'un croissant à destre; supporté par deux sauvages; timbré d'un casque taré de 3/4 et orné de lambrequins.

Collationné par nous conseiller secrétaire du Roy, maison, couronne de France, audiencier en la chancellerie près la Cour des Aides de Guienne.

Signé : HÉLIÈS.

Le 29 novembre 1697, ce Guillaume Héliès, sieur de Crechelins, propriétaire de la terre et comté de Boisronx, écuyer, conseiller secrétaire du roi, maison, couronne de France, audiencier en la chancellerie près la Cour des Aides de Guienne, fait inscrire ses armes à Bordeaux pour l'*Armorial général de France*, et les déclare : *d'azur, à 2 foudres d'argent passés en sautoir.*

Il me semble que les armes données par Louis XII à M. de Barataquy, signifient : *épée toujours prête, et le jour et la nuit.*

Le grand parchemin contenant en forme authentique et légale, l'*ordonnance du sénéchal d'Agenais*, les lettres patentes du roi Louis XII, l'enregistrement en la Chambre des Comptes de Paris, au sénéchal et présidial d'Agen et en l'ordinaire de Villeréal, et que j'ai mis le 10 juillet 1871 sous les yeux de mes collègues de la Société des Sciences, Belles-Lettres et Arts d'Agen, est l'un des documents que M. Marc de Béchon, voulant obtenir la rectification de son extrait de naissance, et de l'acte de mariage civil de son père, produisit à l'appui de sa demande, devant le tribunal de 1^{re} instance de Bergerac. Le jugement favorable de ce tribunal a été rendu le 13 mars 1876.

En résumé, nous avons un *document officiel* et authentique, de l'an 1514, émané de Rigault d'Ouille, en sa qualité de sénéchal d'Agenais.

Dans ce document produit en forme légale, et le seul que l'on connaisse de ce sénéchal; le nom est *orthographié Rigault d'Ouille*, et parfaitement lisible,

Je demande maintenant à dire un mot pour une revendication personnelle.

M. Ph. Tamizey de Larroque dit en commençant la biographie de ce sénéchal Doreille, ou d'Oureille, suivant l'orthographe que je préfère :

« Dans la notice biographique sur Robert de Balsac, qui précède le *Chemin de l'hôpital*, j'ai eu l'occasion de rappeler (p. 20, note 2) que le sénéchalat d'Antoine de Lestranges, successeur de Robert, était resté ignoré de tous les annalistes de l'Agenais et j'ai ajouté : « c'est une des particularités nouvelles que nous devons en si grand nombre à la remarquable publication de M. Léopold Delisle : *Les collections de Bastard d'Etang à la Bibliothèque Nationale. Catalogue analytique*. » Parmi ces particularités, j'avais surtout en vue la révélation qui nous est faite par l'éminent paléographe de deux autres sénéchalats, celui de Rigault Doreille et celui de son successeur, René de Puyguion, seigneur de Bois René..... »

M. Tamizey de Larroque rapporte l'honneur de cette révélation (suivant son expression) à M. Léopold Delisle. Cela prouve uniquement qu'il n'avait pas été informé de la communication que j'avais faite, il y a seize ans, à mes collègues de la Société académique.

JULLES DE BOURROUSSE DE LAFFORE.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

NOTICE SUR LE CHATEAU, LES ANCIENS SEIGNEURS ET LA PAROISSE DE MAUVEZIN, PRÈS MARMANDE, par M. l'abbé R. L. Alis. 1 vol. gr. in-8 de X. 678 p. accompagné de nombreuses gravures. Agen, Michel et Médan ; Mauvezin, au presbytère (par Castelnau-sur-Gupie).

Quand des villes très importantes par leur situation, leur âge, le nombre ou la qualité de leurs monuments et le rôle qu'elles jouèrent dans le passé de la nation, n'ont pas encore eu leur historien, voici qu'un humble bourg, une simple paroisse rurale a trouvé le sien et aussi bon qu'elle pût souhaiter. C'est merveille qu'un petit groupe de modestes habitations éparpillées sur un coteau, en pleine et rase campagne, ait pu fournir la substance d'un récit de sept cents pages dont pas une n'est inutile, dont toutes valent au contraire parce que toutes enseignent. Notons pourtant que ce travail, qui sera remarqué parmi les plus sérieux dont notre pays ait été l'objet, n'a rien dans son titre qui le fasse vraiment jauger à sa mesure. L'auteur — un gascon cependant — l'a intitulé « notice » quand il eût pu et dû écrire « Histoire. » On ne saurait être plus discret.

L'ouvrage s'ouvre par une description du château dont la silhouette découpe son profil noir sur le ciel doré du couchant, aux yeux du voyageur qui, par une belle soirée, descend de Duras à Marmande. Ce premier chapitre est curieux et instructif. Pas de ces phrases toutes faites sur le moyen âge et la poésie des ruines, sous lesquelles tant d'écrivains novices déguisent mal la pauvreté des faits et le vide des idées. On a ici l'œuvre d'un archéologue, de deux plutôt, car M. Alis s'est aidé, par une fortune rare, des conseils éclairés et de la collaboration artistique d'un architecte distingué, M. Brouillet, de Marmande, dont l'habile crayon a brillamment illustré le volume. L'assiette du vieux monument que le ^{xiii}^e siècle vit contruire, l'entrée, la basse-cour où « baille, » le donjon, les tours, les murs d'enceinte sont le sujet d'une étude approfondie et précise. On y trouve aussi à propos et on y lit avec grand plaisir un exposé

sommaire, mais suffisant des ressources qu'offrait la défense dans le cas, jadis si fréquent, d'un investissement et d'un siège.

Le baron qui, à l'origine, tenait ce puissant château-fort, était Hugues de Malvoisin. Il est connu pour avoir fait hommage à Edouard III d'Angleterre, le 20 mars 1273, et reçu, peu avant sa mort, du successeur de ce prince, une lettre où son dévouement était requis dans l'intérêt d'une importante affaire. Il n'eut pas d'enfants, mais avait quatre sœurs dont une, qui mourut jeune, épousa Arnaud Garcie de Ferrand, seigneur en partie de Pardaillan d'Agenais, de qui lui vint un fils dit Hugues ou Huguet. Celui-ci s'étant allié à une cousine germaine, fille de l'ainée des sœurs de son oncle et de sa mère, devint seigneur de la terre et château de Malvoisin, par le fait de ce mariage.

Sur cette lignée des Ferrand, qui n'offre pas une lacune, du xiii^e siècle au notre et dont l'existence en Guienne est constatée par un acte public de 1088, M. Alis donne de nombreux détails empruntés aux Rôles gascons, aux Archives de la Gironde, au Gallia christiana et à des dépôts privés aussi riches en vieux fonds qu'obligamment empressés à s'ouvrir. Je cite, après ceux du château de Mauvezin et de M. Adrien de Ferrand, ceux de notre cher confrère, M. Jules de Laffore et de la toujours regrettée comtesse Marie de Raymond.

Au reste, Hugues de Ferrand ne conserva pas l'héritage de son épouse et cousine Guirauze. Deux ans après le décès de leur oncle, Arnaud Garcie de Ferrand, son père à la fois et son tuteur, céda, on ne sait trop pourquoi, à Raymond de Fargues, Damoiseau, la terre et château de Malvoisin, avec toutes leurs appartenances et dépendances. La cession fut faite moyennant une entrée de 800 livres et une paire de gants blancs d'exporte, à chaque mutation de seigneur. La généalogie de la famille de Fargues qui possédait en Agenais les co-seigneuries de Fauillet et de Lafox et dont un membre occupa le siège épiscopal d'Agen, est établie, pour la première fois, dressée, comme on dit, sur des titres authentiques dignes de toute créance. Elle met en lumière des personnages trop nombreux pour être indiqués dans cette rapide analyse, mais qui, au point de vue de l'histoire des mœurs, des faits et des idées, méritaient certes d'être connus.

Les Escodeca de Boisse ferment la série des seigneurs de Malvoisin qui devient Mauvezin de leur temps — Hector, l'un deux, l'inau-

gura par son union avec Marguerite de Ferrand, célébrée en 1600. Le dernier des anciens seigneurs appartenant à cette famille décède sans postérité au premier quart de ce siècle.

Les annales du château et de la paroisse de Mauvezin sous le régime de la Révolution et jusqu'au temps actuel, ne sont pas la partie la moins curieuse de la monographie due à M. Alis. C'est une histoire très vivante, très impartiale aussi et complète au plus haut degré. Des documents de toutes sortes, dont quelques-uns sont très anciens et étaient restés inédits, des notes généalogiques, historiques et statistiques, des blasons gravés en grand nombre, ajoutent un riche et utile supplément au corps, déjà si ferme, de l'ouvrage, lequel, j'oserais de le dire, est d'une belle exécution, telle qu'on la pouvait attendre des ateliers connus de Deselée, à Tournay. Un autre titre à l'attention de ceux qui aiment les bons livres, c'est la lettre, justement laudative de notre collaborateur M. Tamizey de Larroque, qui se déploie au seuil de celui-ci. Ce n'est pas un petit honneur pour M. l'abbé Alis que d'avoir auprès des lecteurs un introducteur de ce rang. Nous jugeons qu'il l'a mérité, ayant réuni pour son début dans une carrière difficile des qualités diverses et précieuses, une activité passionnée, une sage persévérance, une déférence absolue aux conseils venus de bon lieu, enfin le soin de ne rien dire qui ne soit foncièrement vrai, en quoi consiste essentiellement la probité de l'historien.

AD. MAGEN.

Le Directeur-Gérant.

AD. MAGEN.

Agès, Imprimerie V. Lamy.

REVUE DE L'AGENAIS

ET DES

ANCIENNES PROVINCES DU SUB-OUEST

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES & ARTS D'AGEN

Neuvième et Dixième livraisons de la 14^{me} Année.

30 SEPTEMBRE & 31 OCTOBRE 1887.

AGEN

IMPRIMERIE P. NOUBEL. — V^o LAMY, SUCCESSEUR.

43, Rue Voltaire. 43

1887

SOMMAIRE

Des Livraisons de Septembre & Octobre 1887

	Pages.
I <i>Etat de la Noblesse et des vivant noblement de la Sénéchaussée d'Agenais ed 1717. Deuxième partie. Personnes vivant noblement, (suite), par M. J. de Bourrousse de Laffore.....</i>	377
II <i>Les Couvents de la Ville d'Agen avant 1789 (suite), par M. Philippe Lauzun.....</i>	393
III <i>La Ville d'Agen pendant les guerres de Religion du XVI^e siècle, (suite), par M. G. Tholin.....</i>	430
IV <i>La Révolution à Gancon, par M. L. Massip.....</i>	451
V <i>Un État de maison noble en Agenais au XVI^e siècle, par M. Ad. Magen.....</i>	470

Prix de l'Abonnement à la Revue de l'Agenais . 12 fr. par an

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser exclusivement à M^{me} veuve LAMT, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la **Revue de l'Agenais**, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires à M. Adolphe MAGEN, -rue Diderot

ÉTAT DE LA NOBLESSE

ET

DES VIVANT NOBLEMENT

De la Sénéchaussée d'Aginois, 1717

DEUXIÈME PARTIE.

Personnes Vivant Noblement.

(Suite)

J'ai dit à la page 489 que « les animosités et les passions jalouses » troublaient l'esprit des municipalités en 1717 et faussaient leur jugement. et que le désir inavoué de rabaisser le voisin se cachait sous la robe consulaire. » J'ai cité la municipalité d'Agén classant MM. de Raigniac et de Landas dans l'état des personnes vivant noblement; non au rang des gentilshommes. J'ai justifié ma critique relativement aux MM. de Raigniac, en rapportant aux pages 185 et 186 de l'année 1887 diverses pièces, et entre autres un contrat de mariage passé l'an 1517, dans lequel on voit que M. de Raigniac, futur époux, était de la première noblesse et traité comme tel par les premiers barons de l'Agénais.

Quant aux MM. de Landas, je vais rapporter leur Mainteneur de noblesse, dont j'ai actuellement l'original sous les yeux. Les originaux de ces documents deviennent rares; et peut-être quelques lecteurs de la *Revue de l'Agénais* seront-ils bien aises de voir par eux-mêmes comment se faisait ce genre de preuves.

MAINTENUE DE NOBLESSE,

ÉCRITE SUR PAPIER TIMBRÉ A L'EXTRAORDINAIRE DE BORDEAUX.

INTENDANCE.

« Guillaume Urbain de Lamoignon, chevalier, comte de Launoy, Courson, conseiller d'Etat, intendant de justice, police et finances en la généralité de Bordeaux.

« Veu l'assignation donnée devant feu M. de Bézens, cydevant commissaire départy en la généralité de Bordeaux, le premier septembre 1699, au sieur Charles Landas, habitant de la ville d'Agen, à la requête de Charles Lacour de Beauval, chargé par Sa Majesté de l'exécution de la déclaration du Roy du 4 septembre 1696, pour la recherche des usurpateurs du titre de noblesse; poursuite et diligence de M^e Nicolas Fontaine, directeur de ladite recherche, pour représenter les titres en vertu desquels il a pris la qualité d'écuyer, sinon et à faute de ce faire, se voir condamner comme usurpateur de ladite qualité, tant en l'amende de 2,000 livres portée par ladite déclaration du Roy, et aux restitutions de l'indue jouissance des exemptions et privilèges, qu'aux deux sols pour livre de ladite amende et restitutions, conformément à ladite déclaration, et aux arrêts du conseil rendus en conséquence.

« Le procès-verbal d'exhibition des titres fait devant M. de Labourdonnaye, cy devant intendant de cette province, par noble Charles de Landas, écuyer, tenant les titres dont ledit sieur de Landas entend se servir pour être déchargé de ladite assignation et maintenu dans sa qualité et dans les privilèges et exceptions y attribuées; en date du 20^e jour de juin 1704; au pied duquel procès-verbal est l'ordonnance dudit sieur de Labourdonnaye dudit jour, par laquelle il a donné acte audit sieur de Landas de la représentation de ses titres, et ordonné qu'ils seroient communiqués à François Ferrand, chargé par sa Majesté de la continuation de la recherche de la noblesse; poursuite et diligence du sieur Arnaud pour y fournir de réponse et contredit dans trois jours.

« La requête a nous présentée par Alexandre de Landas, écuyer,

prestre curé de la paroisse d'Autiège, et noble Alexandre de Landas, écuyer, frères, enfans de noble Charles de Landas, tendante à ce que pour les causes y contenues, il nous plaise leur donner acte de l'employ qu'ils font de la production faite par leur dit père devant M. de Labourdonnaye, et du rapport de leur filiation, en conséquence les maintenir dans la possession de noblesse de leurs auteurs et dans les privilèges et exceptions attribués aux gentilshommes, et ordonner qu'ils seront inscrits au catalogue des nobles de la sénéchaussée d'Agen, conformément à la déclaration du Roy dudit 4 septembre 1696 ; ladite déclaration du Roy pour la recherche de la noblesse, les arrêts du conseil intervenus en conséquence servant de règlement pour ladite recherche des 26 février 1697 et 15 mai 1703. Autre déclaration du Roy pour continuer ladite recherche du 30 may 1702 ; la nouvelle déclaration du Roy du 16 janvier 1714, enregistrée en la Cour des Aydes de Guyenne, le 28 février, audit an, par laquelle le Roy réduit le raport des titres de noblesse à cent années ; l'arrêt du Conseil du 14 décembre 1715, qui ordonne la continuation de la recherche pendant l'année 1716 ; autre arrêt du Conseil du premier may 1717, pour la continuation pendant l'année 1717.

« La généalogie des produisans ;

« Le contrat de mariage de Guillaume de Landas, écuyer, avec demoiselle Marie Dupuch, du 3 octobre 1560 ;

« Contrat de mariage de M^e Jean de Landas, procureur du Roy au présidial d'Agen et Françoise Coudouin, en date du 3 avril 1604.

« Transaction passée entre ledit Jean de Landas, avocat, et Jean-Louis de Landas, écuyer, son frère, au sujet de la succession de Guillaume de Landas, écuyer, et Marie Dupuch, leur père et mère du 13 novembre 1593.

« Contrat de mariage de noble Isaac de Landas, sieur de Touston, fils de M^e Jean de Landas, avocat, et Françoise de Coudoin, avec Catherine de Lespès de Loustelnau, du 6 août 1616.

« Extrait baptismal de Charles de Landas, fils de noble Charles (Isaac) de Landas, sieur de Touston, et d'Antoinette de Lespès, du 17 août 1633.

« Testament de Charles de Landas, écuyer, par lequel il fait mention d'Eléonore Domerc, sa femme et desdits Alexandre et autre Alexandre de Landas, ses enfans, du 10 avril 1706.

« Commission pour lever une compagnie de cent hommes au régiment de Royllac, accordée à Isaac de Landas.

« Autre commission du 28 septembre 1658 en faveur desdits sieurs de Landas, pour la lieutenance de Roy de Belver, et tout considéré.

« NOUS avons déchargé lesdits nobles Alexandre et autre Alexandre de Landas, écuyers, frères, de l'assignation donnée audit sieur Charles de Landas, écuyer, leur père, devant feu M. de Bezons, et en conséquence les avons maintenus et gardés, maintenons et gardons, ensemble leurs enfans et postérité, nés et à naître en légitime mariage, dans la qualité de noble et d'écuyer, et dans les privilèges et exemptions attribués aux gentilshommes du royaume, tant qu'ils vivront noblement et ne feront des actes dérogeans à la noblesse ; attendu qu'ils ont justifié leur noblesse et celle de leurs auteurs depuis et compris l'année mil cinq cens soixante.

« Ordonnons qu'ils seront inscrits au catalogue des nobles de la sénéchaussée d'Agén, conformément à la déclaration du Roy du quatre septembre mil six cens quatre vingt seize.

« Fait à Bordeaux le 6^e aoust 1717.

« DE LAMOIGNON.

« Par Monseigneur.

« DU PIN. »

(Original en papier faisant partie des archives du château d'Augé, commune de Laplume).

L'original de cette Mainteneur est actuellement dans mon cabinet à Agén.

27. — Le sieur Sabateri a été capitaine, père et grand-père, avocats.

Sieur Jean Sabatey, capitaine, et son épouse demoiselle Jeanne Guignard ne vivaient plus le 9 août 1754, lorsque noble Bernard Caponnel de Gueyze, époux de demoiselle Magdeleine de Sabatey, fille unique dudit capitaine, est témoin dans un acte du 9 août 1754 (*Barennès, notaire d'Agén*).

2. AIGUILLON.

1. — Le sieur Monier de Peyrelongue, grand-père et père ayant été capitaine.

Noble Henri de Monier, écuyer, sieur de Bonnel, y demeurant, paroisse Saint-Vincent des Corps, juridiction d'Agen, agissant comme héritier de noble Pierre de Monier, écuyer, sieur de Bonnel, son père, requiert noble Guillaume de Troupenat, sieur de La Nauze, de lui payer 2,000 livres, comme mari de dame Jeanne-Thérèse du Chanin, et comme procureur fondé de dame Marie de Saubusse, épouse de noble Nicolas du Chanin, et de M^e Nicolas Augier du Chanin, avocat, fils aîné.

Noble Henri Monié, sieur de Bonnel, marié avec dame Françoise Boyer, qui dépose son testament le 15 avril 1706, chez Dutreil, notaire d'Agen, et institue pour son héritière universelle Thérèse leur fille. — Damoiselle Marie Grimard, épouse de Pierre Monyé, sieur de Bonnel, dépose son testament le 5 septembre 1796, chez le même Dutreil.

2. — Le sieur Lafargue Dupéron, grand-père et père, capitaines.
3. — Le sieur Laumon de Gain.
4. — Le sieur Laffito de Pillas, grand-père, capitaine, son père vivoit noblement.

Jean François de Lafiteau, ancien officier major au régiment de Piémont, aide de camp de M. le comte d'Esparbès, maréchal des camps et armées du roi, commandant en Guienne, procureur fondé de haut et puissant seigneur Charles-François de Monestey, marquis de Chazeron, Chatelguion, Anfroy, comte de Laugnac, baron de Bajamont, Fauguerolles, Vitrac, Lafox, Le Frèche et autres places, colonel en second du régiment d'Austrasie, suivant la procuration de ce dernier, du 17 mai 1778, passée devant Sans, notaire à Toulouse, remise en brevet devers Dudebert, notaire royal à Agen.

Le marquisat acquis le 10 février 1711 des créanciers de Mademoiselle de Marchin, et revendu, le 9 décembre 1774, à M. le chevalier Picot, de Bayonne (Coins-fer., p. 364).

5. — Le sieur Tourtonde de Ventemil, ci-devant lieutenant, grand-père, avocat, et père vivant noblement.

Sieur Jean Pierre de Tourtonde, capitaine de cavalerie, fils de feu M^e Bernard de Tourtonde, lieutenant général du duché d'Aiguillon, et de défunte Marie de Lacaze, épouse le 4 mars 1677, devant Gélieu, notaire d'Agen, damoiselle Ludunine de Grimard, fille de M^e Arnaud, avocat, et de damoiselle Flore Durieu. Le futur est assisté de M^e Bernard de Lacaze, prêtre, son oncle, de M^e Pierre Tourtonde, curé de Laspeyrières et des sieurs Bernard de Tourtonde, sieur de La Tuque et autre Bernard de Tourtonde, sieur de La Croix Belle, ses frères.

6. — Le sieur Lacaze de Ventemil, ci-devant lieutenant, grand-père avocat, père vivant noblement.

Noble Antoine Michel de Lacaze, écuyer, sieur de Ventemil, y habitant, messire Charles Nicolas-François-Armand de Rance, chevalier, lieutenant de Saint-Côme, noble Antoine d'Escudié habitant de Saint-Julien, assistent le 23 août 1785, au mariage religieux de noble Romain de Barrier, écuyer, fils de feu noble Charles François et de dame Jeanne Dufort, habitant de Saint-Côme, avec demoiselle Jeanne de Grimond, fille de Jean-Baptiste et de dame Marie de Chamblaux (Port-Sainte-Marie).

7. — Le sieur Ganduque, grand-père, vivant noblement, son père capitaine.

François Ganduque fut pourvu, le 4 novembre 1767, de l'office de conseiller secrétaire du roi en la chancellerie de sa Cour des Aides de Bordeaux, au lieu de Jean Collingwood, office conférant la noblesse héréditaire. — La veuve Ganduque est inscrite à la capitation noble de Bordeaux en 175.. Elle est dite veuve d'un secrétaire du roi, pour la capitation noble de 1775.

Etienne Hyacinthe de Ganduque est qualifié arpenteur du roi de la dépendance du conseil souverain du Port-au-Prince.

8. — Le sieur Bégouille St-Avit, son père, avocat, son grand-père vivoit noblement.

Sieur Simon Bégouille, sieur de St-Avit, habitant d'Aiguillon, fils aîné du premier lit, et héritier général de feu M. Bertrand Bégouille, avocat, et demoiselle Marie de Lapoumarède, seconde femme dudit Bertrand, fait un règlement d'intérêt le 20 avril 1714 devant Gélieu, notaire d'Agen, avec Antoine Lafitte, sieur de Peleguignon, habitant d'Agen, mari de demoiselle Marie Françoise de Bégouille. Cette dernière ne vit plus le 10 novembre 1738, lorsque Antoine de Lafitte, conseiller du roi, lieutenant assesseur en la sénéchaussée d'Agenois, fait son testament olographe, et le dépose cacheté de ses armes chez Barennes, notaire. Ce testament, ouvert le 14 février 1739, est dans les minutes de M^e Gaétan Recours.

9. — Le sieur Bégouille, le jeune, idem son grand-père et père.

Noble N. de Bégouille, épouse le 1782, demoiselle Marie-Elizabeth, fille de noble Marc-Antoine Lafitte de Pelleguignon, et de dame Marie Miraben (Duprat, notaire d'Agen).

10. — Le sieur Galibert, grand-père vivoit noblement, son père ayant servi aux Mousquetaires.

M. de Galibert, capitaine au régiment de Flandres Dragons, est reçu chevalier de Saint-Louis en 1715.

Messire Thomas Mathurin de Galibert Saint-Avit, maréchal de camp le 5 décembre 1781, né en 1729, épouse le 20 octobre 1777, sa cousine, Elizabeth-Ursule de la Borde de La Cassaigne, fille de noble Louis-Armand, et de Marie Rose de Tastes de La Barthe.

11. — Le sieur Le Blang, grand-père vivoit noblement et son père, avocat.

Noble Joseph de Le Blanc, mari de dame Anne de Touton, ne vivait plus le 26 mai 1736, jour où leur fils noble Bernard de Le Blanc, écuyer, sieur de Vignes, y habitant paroisse Saint-Côme, juridiction d'Aiguillon, épouse au lieu du Noble, paroisse de Saint-Pierre de Clairac, juridiction de Puymirol, demoiselle Jeanne de Loze de Plai-

sance, fille de feu noble Jacques, écuyer, et de dame Françoise de Lescazes. Le futur est assisté de Michel de Le Blanc, écuyer, curé de Roudoulens, de demoiselle Anne de Le Blanc, ses frère et sœur. La future est assistée de noble Etienne de Lescazes, de Lamothe, son beau-frère, dame Marie de Loze de Plaisance de Lescazes sa sœur (Canel, notaire de Puymirol).

3. ALLEMANS SUR LE DROT.

1. — Le sieur Bailles, grand-père et père vivoient noblement.
2. — Le sieur de Bailles, fils d'un cadet de la maison, idem.
3. — Le sieur de Ricard, grand-père et père vivoient noblement.

Pierre de Ricard, étant mort sans enfants, sa veuve noble Jeanne de Bouilhaguet, épouse en secondes noces, le 18 décembre 1575 au château d'Allemans-sur-Dropt, Jean de Vaucocour, écuyer, seigneur de Château.

Noble Pierre-Antoine de Carmentran, écuyer, seigneur d'Espalais, épouse le 17 novembre 1682, Rose de Ricart de Villenouvelle, et fait son testament le 14 juin 1701, devant Géliou, notaire d'Agen. Il nomme dame Rose de Ricard de Villenouvelle, sa chère épouse, ses filles Jeanne-Marie et Gabrielle, et donne la moitié de ses biens à noble Charles de Carmentran d'Espalais, son fils. Le testateur nomme aussi noble Michel de Carmentran, seigneur de La Salle, son frère, et institue pour son exécuteur testamentaire messire Michel du Bouzet, seigneur, marquis de Marin.

La lettre suivante, dont je remercie l'auteur, m'a été spontanément écrite d'Allemans-du-Dropt, le 18 octobre 1887 :

« A Monsieur Jules de Bourrousse de Laffore.

« Monsieur,

« Parmi les terriers que je tiens d'un trisaïeul maternel, M^r Guillaume Chayron, arpenteur juré, je relève dans l'arpentement géné-

ral de la paroisse d'Aignac, juridiction de La Sauvetat-de-Caumont (aujourd'hui Aignac, canton de Lauzun) une liste de personnes nobles qui m'a paru curieuse, tant à cause de la qualité de la plupart d'entre eux que de leur nombre vraiment extraordinaire pour un si petit territoire :

Noble Pierre Digeon, écuyer, seigneur du Trama ;

Messire Simon de Madaillan, écuyer, seigneur du Cauze ;

Messire Charles de Parreau, écuyer, seigneur de Coyssel, Pechclavet et autres lieux ;

Noble Etienne du Peyral, écuyer, sieur de Dussel ;

Noble Jean de Longueval, écuyer, seigneur de Lauquerie ;

Madame de Saint-Martin ;

Monsieur de Gimel, écuyer ;

M. de Gastebois ;

Madame d'Aignac ;

Le comte de Sansac, marquis de Sonnevillle et plusieurs autres lieux ;

Le comte de Laval, seigneur de Boysset ;

Messire Jean-Baptiste de Vaucocourt, écuyer, seigneur de Costy et autres lieux ;

Noble Jean-Baptiste de Vivie, chevalier de Saint-Louis ;

Monsieur Vivie de Régie ;

Henri César de Barbe, écuyer, sieur de Saint-Loubert ;

Jean Travay, sieur du Trama, écuyer ;

« La moitié de la paroisse leur appartenait. La rente des biens roturiers était perçue par cinq d'entre eux : le seigneur du Cauze et ceux de Coyssel, de Boysset, de Costy et d'Allemans. Trois seigneuries avaient leur siège dans la paroisse même, celles du Cauze, de Costy et de Pechclavet, à MM. de Madaillan, de Vaucocourt et de Parreau de Coyssel. Le comte de Laval résidait en son château de Boysset dans la paroisse de La Sauvetat, et le comte de Sansac en son château d'Allemans-sur-le-Dropt.

« Madame d'Aignac, Madame de Saint-Martin et les Messieurs de

Vivie habitaient dans la paroisse d'Agnac, mais n'y exerçaient pas de droits féodaux.

« Cet arpentement fut fait en 1754 et 1755.

« Permettez-moi de vous faire remarquer que la branche des Digeon du Trama n'était pas éteinte en 1700, comme vous l'a écrit M. de Gervain, dans une lettre que la *Revue de l'Agenais* a publiée au mois d'octobre 1879. J'ajoute que les divers titres que j'ai eu l'occasion de parcourir, portent tous le nom des seigneurs de Monteton et du Trama (et non d'Autrama) orthographié *Digeon* et non *Dijon*.

« Le seigneur de Boysset, qui, en 1754, prenait le titre de comte de Laval, appartenait à la maison d'Albert de Laval, dont vous avez décrit les armes. J'ai retrouvé cet écusson encasté dans le mur d'une modeste métairie, au village de Périé, commune de Roumagne, non loin de ce qui reste encore du château de Boysset.

« Les Madaillan du Cauze sortaient, suivant vous, de la même maison¹. Je lis dans mon terrier: « Plus tient ledit seigneur de Madaillan un repaire appelé du Cauze et autres biens nobles y attenant, acquis du seigneur de Laval par contrat du 27 mars 1673. » Le maréchal de Monluc avait pour lieutenant un Madaillan qui possédait, vers 1550, une maison noble dans la paroisse d'Agnac. Le dernier des Madaillan du Cauze, qui portait le nom de Montataire, fut tué, de 1815 à 1820, dans un de ces duels si fréquents alors entre royalistes et bonapartistes.

« Le comte de Sansac était seigneur d'Allemans et de Pardaillan. Il s'appelait de Bardonnin. La famille de Sansac, originaire de la Saintonge, avait succédé, dans la seigneurie d'Allemans, aux des Cars, et, dans celle de Pardaillan, aux d'Escodeca de Boisse.

« Les descendants des de Vivie, ont conservé leurs propriétés d'Agnac où ils habitent.

« Un comte aussi de Saint-Martin a été membre du Conseil des Cinq-Cents.

¹ Ceci est une erreur, que M. Emile Montaud a du reste spontanément reconnue dans sa lettre du 8 novembre courant. Je n'ai pas dit que les Madaillan du Cause descendaient des d'Albert de Leval, qui ont été seigneurs du château de Madaillan situé dans la paroisse de Saint-Romain, aujourd'hui commune de Roumagne. J. DE BOURROUSSE DE LAFFORE.

« Si je prends, Monsieur, la liberté de vous adresser les quelques notes qui précèdent, sans trop savoir si elles pourront vous intéresser, c'est parce que tout ce qui touche à ce passé que vous faites si bien revivre excite vivement ma curiosité. C'est là mon excuse.

« Vous voudrez bien, je l'espère, me pardonner en faveur de l'intention et agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments respectueux.

« EMILE MONTAUD. »

De nouveau mes remerciements sincères à l'auteur de cette lettre pleine de renseignements authentiques et précis.

J. DE BOURROUSSE DE LAFFORE.

4 BEAUVILLE.

1. — Le sieur de Larroque, avocat, grand-père était gendarme du Roy, le père médecin.
2. — Le sieur Labarre, ci devant capitaine, grand-père marchand, son père vivoit noblement.
3. — Le sieur de Gimel, ci devant capitaine, grand-père marchand, père procureur d'office.

5. CANCON.

1. — Le sieur Belot et le sieur de Millet, son frère, père et grand-père vivant noblement.

Pierre de Belot, sieur de Lille et de Laboulbenne, habitant audit Laboulbène, a possédé des biens à Castelnau de Gratecambe.

2. — Le sieur de Lamotte Dellerin, grand-père vivoit noblement, son père juge de Seiches.

Bernard de Lerm, sieur de La Mothe, épouse demoiselle Catherine de Rattier de Susvalon, née à Tournon d'Agenais le 1^{er} fé-

vrier 1685, fille de M. M^e Jean de Rattier; seigneur en partie des paroisses de Cazideroque et de Trémons, conseiller du roi, lieutenant et magistrat royal de Tournon, et de demoiselle Rose de Bonnefoux de Caminel La Boissière. La même Catherine de Rattier est dite veuve dudit M. Bernard de Lerm, sieur de La Mothe, demeurant au lieu, paroisse et juridiction de Cancon, en Agenais, lorsque, de concert avec sa sœur aînée, demoiselle Marguerite de Rattier, appelée Mademoiselle de Susvalon, elle donne une procuration notariée, enregistrée le 13 mars 1743, à son frère M. M^e Jean de Rattier, seigneur de la maison noble de Susvalon, paroisse de Valeilles, juridiction de Puycalvary, aussi conseiller du roi, lieutenant et magistrat royal de Tournon.

3. — Le sieur Bellot de Bec Godin, grand-père juge, son père avocat.
4. — Le sieur Blanchard, grand-père juge royal, son père ayant servi.

6. CASTELCULIER

1. — Le sieur Gramond, ci devant capitaine, grand père et père vivoient noblement

7. CASTELMAURON

1. — Le sieur Sceillade, son grand-père juge royal de Villeneuve, son père, avocat.

M. M^e Fois ou Loïs Seillade, conseiller du roi, maire de Castelmauron, épouse en 1693 devant Grand. notaire d'Agen, damoiselle Isabeau de Saint Gilis, fille de M. M^e Jean de Saint Gilis, sieur de Chadois, avocat, et de damoiselle Eléonore de Tapie de Monteils, assistée de nobles Pierre de Saint Gilis, sieur de Grave, Joseph de Saint Gilis ses frères, et de damoiselle Isabeau d'Arcet, sa grand'mère.

8. CASTELNAUT DE GRATECAMBE.

1. — Le sieur Charlet de Sauvage, grand père et père vivant noblement.

Jean Charlet, écuyer, sieur de Fonville de Sauvage, habitant de Castelnau de Gratecambe, avait possédé dans ladite juridiction des terres dont Jean Amouroux, maître arpenteur, habitant à Gibergue, paroisse et juridiction de Gratecombe, était possesseur le 6 avril 1751. Le même Amouroux avait aussi des terres ayant appartenu au sieur Antoine Bruguière, sieur de Roquadet, et à son épouse noble Anne de Laval, mariés le 28 mars 1684, devant Castanet, notaire royal, et ensuite à leurs deux fils Pierre Bruguière, sieur de Roquadet, et Jean Bruguière, sieur du Bousquet. Le même Amouroux ou son fils a procès plus tard avec noble Pierre Delbech, habitant à La Barte hauthe, mentionné plus loin.

Demoiselle Charlet de Sauvage est créancière, le 3 mars 1788, du même Pierre Delbech.

2. — Le sieur Charlet de La Barte, grand père et père vivoient noblement.

Il y avait dans les paroisse et juridiction de Castelnau de Gratecambe, un lieu appelé Barthe basse, qui dut servir à distinguer l'un des membres de la famille Charlet de Sauvage.

3. — Le sieur Delbech, grand père et père vivant noblement.

Abel Delbech, sieur de Cantarel, et Jean Amouroux, maître arpenteur, habitants de Castelnau de Gratecambe, signent un acte passé entre noble Anne de Laval, damoiselle, mariée, en 1684 veuve le 25 avril 1711, et ses deux fils Pierre Bruguière, sieur de Roquadet, et Jean Bruguière, sieur du Bousquet, mentionnés à l'article Charlet de Sauvage, acte retenu par Lydon, notaire royal, et signifié le 7 janvier 1776 au sieur Bruguière de Bousquet, descendant dudit Jean.

Noble Pierre Delbech, écuyer, habitant à Montflanquin et sur son domaine de Laborde, paroisse de Montaut le Vieux, juridiction de

Montaut le Jeune, achète par contrat du 14 octobre 1770, à demoiselle Françoise Auradou, veuve de sieur Pierre Ricard, ancien officier invalide, une pièce de terre pour le prix de 2400 livres. Il a plus tard procès pour le paiement. Dans ce procès intervient noble Fournié de Saint-Amant de La Nègrie, habitant son repaire de La Martinie, paroisse de Saint André, juridiction de Monflanquin, qui signe Lanégrie.

Une pièce porte ce qui suit :

« Vu l'acte capitulaire des habitants de Castelnaud de Grate Cambes d'Agenais du 22 juillet 1781, la Requête présentée par les officiers municipaux avec les pièces y jointes. Le Conseil a délibéré que les officiers municipaux de Castelnaud doivent être autorisés par M. l'Intendant pour faire déchoir le sieur Pierre Delbech des privilèges de la noblesse qu'il paroît vouloir s'arroger.

« Délibéré au Conseil de l'Intendance, le 8 juin 1782 signés : Duranton. Saint-Guiron. Du Chesne. »

Les officiers municipaux de Castelnaud disaient entre autres choses que Abel Delbech (père dudit Pierre) n'est qualifié ni noble, ni écuyer dans l'extrait de l'impartition de la bénédiction nuptiale.

Le conseil de l'intendance « estime que la communauté doit être autorisée à plaider contre lui (Pierre Delbech) devant l'Election d'Agen seulement, pour être à même de connaître les moyens et les titres qu'il pourra employer devant ce tribunal, sauf à elle de requérir une nouvelle autorisation de M. l'Intendant en cas d'appel, s'il y a lieu. »

9. CASTELSAGRAT

1. — Le sieur Raffin de Dorny, maire de Castelsagrat, grand père et père vivoient noblement

Noble Louis de Raffin, et dame Thérèse de Sarrazin, mariés le 4 septembre 1726, ont pour fils noble Martial Raffin de Dourny, âgé de 22 ans, qui épouse le 19 septembre 1748, Marianne de Bragerac, âgée de 15 ans, fille de noble Jean de Bragerac, chevalier de Saint Louis et de dame Suzanne Benoit.

Noble Joseph Martial Rafin de Dourny et dame Marie-Anne de Bragerac, mariés, font baptiser à Puymirol, le 5 septembre 1749, leur fille Rose, qui a pour marraine dame Rose de Balade, le 18 septembre 1751, leur fils Pierre ; (Etat civil de Puymirol).

Le 5 novembre 1752, noble Martial de Raffin de Dourny est qualifié officier d'infanterie et dit marié avec dame Marianne de Bragerac, dans l'extrait de naissance de leur fille Elisabeth (Idem).

Noble Jean de Raffin, seigneur de Dourmy, marié avec Marianne d'Auzac de La Martinie, ne vivait plus en 1726, lors du mariage de son fils Louis, lieutenant au régiment de Richelieu.

Imbert de Raffin, seigneur de Dourny, épouse Isabeau du Lion de Gasques, dont il a Marie de Raffin, mariée par contrat du 5 mai 1681 avec Jean de Laval, sieur de La Chapelle. Il est le père ou le grand-père de Jean.

10. CASTILLONNÈS.

1. — Le sieur Philipot de Tayac, grand-père et père vivoient noblement.

Philipot de Tayac devient premier consul de Castillonnès, en vertu de l'édit du mois de juin 1716, par lequel le Régent Philippe, duc d'Orléans, rend aux communautés le droit d'élection. Il entre en fonction le 1^{er} janvier 1718. De concert avec le chevalier de Polastron, maréchal des camps et armées du roi, gouverneur de Castillonnès, il reçoit ladite année 1718, le maréchal duc de Berwich, gouverneur de la Guienne, lors de la venue de ce dernier audit Castillonnès.

Le 12 juin 1721, François Philipot, sieur de Bernougol, assiste à une assemblée de la commune de Castillonnès, avec messire François d'Abzac, chevalier, seigneur de Casals ; messire Joseph d'Abzac, chevalier, seigneur de Verdun ; noble François de Cours, écuyer, seigneur de Thomazeau et autres personnes importantes dudit Castillonnès.

2. — Le sieur Philipot de Monfort, grand-père et père vivoient noblement.

Joseph Philipot et son épouse Suzanne Balguerrie, marient leur fils,

le sieur Paul Philipot, par contrat du 24 juin 1766, avec dame Elizabeth de Massac, fille de Jean, et d'Anne Bourillon, habitante de la juridiction de Galapian. La dame Elizabeth de Massac, déclare le 1^{er} juillet 1789, que son époux est gravement malade. Elle fait cette déclaration en présence de sieur Nicolas Philipot de Beaupré, frère dudit Paul. L'acte est signé : Massac de Philipot ; Laguehay de Lacoste ; Philipot de Beaupré ; Lafitte.

3. — Le sieur Cuntal de Gauyac, grand père et père médecins.

4. — Le sieur Delmas de Landesque, grand-père et père vivoient noblement.

M. M^e Jean Delmas, procureur du roi au siège de Castillonnès, envoie une adresse au Parlement de Bordeaux, revêtue de 120 signatures recueillies dans l'assemblée convoquée le 19 août 1725, dans l'église de Castillonnès. Les principaux citoyens de cette dernière ville ne veulent pas que M. de Crémoux, curé de Lanquais et de Castillonnès, perçoive ces deux bénéfices, incompatibles d'après eux. L'assemblée avait été convoquée par Jean de Lapouyade, premier consul. M. de Martel de la Galvagne, écuyer, l'un des syndics et fabriciens de la paroisse, fait un acte d'opposition à cette adresse.

JULLES DE BOURROUSSE DE LAFFORE.

(*A continuer*).

LES COUVENTS

DE LA VILLE D'AGEN

AVANT 1789.

(Suite)

IV. — LES ORATORIENS (1781-1793)

L'Ordre des Oratoriens fut fondé, on le sait, en France, en 1611, par le cardinal Pierre de Bérulle, sur le modèle de la *Confrérie de la Trinité*, établie déjà à Rome par Saint Philippe de Neri, dès l'an 1550. Son but était d'instruire la jeunesse, d'élever des clercs en vue des séminaires, de prêcher et d'organiser des missions. Semblable en cela à l'Ordre des Jésuites, ces derniers ne virent pas d'un bon œil la nouvelle institution, et ils lui suscitèrent, dès ses débuts, de nombreux embarras. Ils furent cependant levés, grâce à l'appui que son fondateur trouva auprès de Louis XIII et qui lui permit de mener son œuvre à bonne fin ¹. Mais une sourde rivalité exista toujours entre les deux Ordres religieux. Les Pères de l'Oratoire déclaraient hautement que leur Ordre n'était pas régulier et qu'ils étaient de simples ecclésiastiques, associés entre eux, et ne prononçant aucun des vœux habituels, spéciaux aux autres Ordres. Ils partagèrent la plupart des opinions des Jansénistes, et quand les Jésuites furent expulsés de France, ils héritèrent soit immédiatement, soit au bout d'un court laps de temps, de la plupart des

¹ Voir : *La Vie du cardinal de Bérulle*, par M. Nourrisson, Paris, 1856. — Voir aussi l'abbé Migne, Tome III, et l'*Histoire des Ordres religieux* du Père Helyot, T. VIII, Chap. X.

Collèges qui étaient confiés à leur garde. Ce sont eux qui véritablement ont formé la plupart des hommes de la Révolution, et c'est en grande partie à leurs idées libérales et souvent même révolutionnaires qu'il faut attribuer la chute de l'ancien régime. C'est du reste dans la maison même de l'Oratoire à Paris, qu'eut lieu le sacre des premiers évêques constitutionnels. Enfin, quand la Convention eut décrété la fermeture des églises et l'abolition de tous les Ordres religieux, il est à noter que la majeure partie des prêtres de cette Congrégation contracta mariage et embrassa même avec ardeur les idées du moment.

Dans de semblables dispositions, l'Ordre de l'Oratoire ne pouvait être que bien accueilli par la population Agenaise, déjà imbuë des nouveaux principes, et tout heureuse de lui confier l'éducation de ses enfants. Les démarches de Mgr de Bonnac eurent un plein succès. Déjà, le 18 novembre 1780, le Supérieur général de l'Oratoire à Paris, le R. Père Moisset, pressenti par l'évêque d'Agen, sur ses intentions de venir dans cette ville, lui avait répondu une lettre des plus reconnaissantes : « Nous ne pouvons qu'être infiniment flattés des sentiments dont vous honorez notre Congrégation, de la confiance que vous nous témoignez, et du désir que vous nous avez inspiré de voir bientôt le collège de votre ville gouverné par nos confrères... Nous nous en rendrons aussi dignes que possible. » Les revenus qu'on leur propose paraissent suffisants : « Nous ne demandons pas l'opulence ; elle nous serait nuisible : mais il faut à des gens d'étude une certaine aisance qui suffise à tous leurs vrais besoins. » Du reste ces revenus semblent susceptibles d'augmentation. Aussi le nombre des professeurs pourra-t-il s'accroître. « Nous espérons même pouvoir, dans la suite y entretenir quelques anciens professeurs... Car, nous désirons qu'il y ait en chaque collège deux ou trois professeurs émérites qui servent de modèle et de conseil aux jeunes régens, qui leur forment le goût et les dirigent dans leurs études ; outre qu'il est de la justice que des sujets, qui ont employé les plus belles années de leur vie et souvent épuisé leurs forces dans les travaux de l'enseignement, trouvent dans ces mêmes Collèges le repos qu'ils ont mérité, repos d'ailleurs aussi utile aux autres que nécessaire à eux-mêmes. » Il prie en terminant Monsei-

gneur d'être l'interprète de sa reconnaissance auprès des corps respectables auxquels ce prélat a inspiré une si bonne opinion de l'Ordre des Oratoriens ¹.

Deux mois après, le 30 janvier 1781, le Conseil général de l'Ordre à Paris donne procuration aux deux Pères François Dyc de Gaudry, assistant du Père général, et Louis Marcou Lety, supérieur de la maison de Toulouse, de s'entendre avec les Consuls d'Agen. Ceux-ci réunirent aussitôt les trois ordres et adressèrent même au sujet de la présidence de cette assemblée, et en l'absence de l'Evêque, une requête au Parlement de Bordeaux ; ce qui fit naître un long conflit avec le Présidial, qui, au lieu et places des Consuls, réclamait cette présidence ². Mais on passa outre, malgré l'avis défavorable de quatre de ses membres, et, après un projet de contrat dont nous retrouvons la minute annotée diversement par les consuls, les membres du Présidial, les bureaux de l'Intendance, et les Pères de l'Oratoire, on tomba d'accord sur tous les points. Le roi accorda, en conséquence, le 20 juillet 1781, des lettres patentes, « portant établissement des prêtres de l'Oratoire pour instruire et enseigner gratuitement la jeunesse au Collège d'Agen, en faveur de Jean-Louis d'Usson de Bonnac, évêque dudit Agen, et les officiers municipaux » Ces lettres furent enregistrées le 17 août de la même année au Parlement de Bordeaux ³ ; et deux mois après, le contrat fut définitivement passé entre les Consuls d'Agen ⁴ et les Oratoriens, pour l'établissement de ces derniers à la tête du Collège. Voici quelles en furent les principales clauses :

L'enseignement sera gratuit comme par le passé.—La Congrégation de l'Oratoire sera tenue d'établir un pensionnat durant le cours

¹ Lettre du Père Moisset, supérieur général de l'Oratoire, à Mgr l'évêque d'Agen. (Archives municipales, BB. 83, p. 160.)

² Archives municipales, GG. 216.

³ Idem.

⁴ Le corps municipal d'Agen se composait, en 1781, de MM. Gilbert de Raymond, maire, Raignac de Varennes, lieutenant de maire, et de MM. Florimond de S. Amans, Paquin, Tarry, Lafont du Cujula, Cambes et Roux-Lassalle.

de la seconde année classique, avec maîtres et sous-maîtres suffisants. — Le Collège sera composé d'un supérieur, d'un préfet des classes, d'un professeur de théologie de deux professeurs de philosophie, d'un professeur de rhétorique, et de quatre régents pour les autres classes. — Il sera établi spécialement un professeur de mathématiques ¹. — Le bureau d'administration, qui jusqu'ici avait régi le Collège, cessera d'exister à partir du 4^e octobre 1781; et les Pères de l'Oratoire auront, à ce moment, la libre et entière administration et jouissance de tous les biens, fruits et revenus du Collège, tels que ceux provenant des cures de Prayssas, Lougratte, Sainte-Eutrope, des prieurés de Marmande, Puyguiraud, Clermont, Tombeboeuf et Marsac, des domaines de Darel, du Bedat, Bellevue, etc., ainsi que des diverses rentes à lui dues. — L'ancien bureau d'administration remettra également aux nouveaux Pères les vases sacrés, ornements d'église, archives, titres et contrats qu'il détenait. — D'un autre côté, la nouvelle Congrégation sera tenue de payer annuellement 1,800 livres de pensions aux différents professeurs qui ont régi jusqu'à ce jour le Collège, et cela à titre de récompense. — Elle sera tenue de se pourvoir de tous les meubles et ustensiles qui lui seront nécessaires, et il lui sera permis même d'emprunter, s'il le faut, la somme de 50,000 livres à cet effet. — Elle sera maîtresse de la police et discipline intérieure du Collège; mais elle sera soumise à la juridiction des juges ordinaires pour les affaires contentieuses et à celle des officiers municipaux pour la police générale. — La méthode suivie sera celle de l'Université de Paris. — L'ouverture des classes se fera le 3 novembre. Elle sera précédée d'une messe du Saint-Esprit, à laquelle les Consuls seront invités. Les classes seront fermées la veille de Notre-Dame de septembre. Il n'y aura de vacances, pendant la tenue des classes, que le jeudi après midi depuis la Toussaint jusqu'à Pâques, et le jeudi en entier, depuis Pâques jusqu'aux vacances. — Lorsque les officiers

¹ Les Dominicains, et après eux les prêtres séculiers, n'avaient pas établi dans leur Collège de chaire de mathématiques, que réclamait avec instance le bureau d'administration. Ce fut une des causes qui contribuèrent à leur renvoi.

municipaux iront en corps au Collège, ils seront reçus à la porte par le supérieur, qui les conduira dans les classes et les réaccompagnera. — Selon le legs du Théologal Sauveur, la somme de 90 livres, à laquelle on ajoutera celle de 110 livres aux frais du Collège, sera consacrée annuellement à l'achat de volumes pour la distribution des prix. On invitera toujours les consuls à cette solennité. — Enfin il ne sera fait aucune aliénation des biens du Collège, sans l'autorisation expresse du corps municipal ¹.

Les Pères de l'Oratoire prirent solennellement possession du Collège d'Agen, le 30 septembre 1781, en la personne du Père Claude de Parades, leur supérieur ², et en présence de Messieurs de Raymond, maire, de Varennes, de Saint-Amans, Lafon de Cujula, Paquin, Cambes, Tarry, Roux-Lassalle, consuls, et des principaux notables de la ville. Ce jour là fut rédigé un procès-verbal fort

¹ Archives municipales, GG. 216.

² Claude de Parades, qui fonda à Agen la maison de l'Oratoire, naquit à Riom (Puy-de-Dôme), le 22 mai 1744. Il était fils de Jean de Parades, avocat au Parlement et de Gilberte Lucquet. Après de brillantes études au collège des Oratoriens de sa ville natale, ses maîtres, reconnaissant en lui un sujet des plus distingués, l'engagèrent à entrer dans leur Ordre; ce qu'il fit en 1762, au collège de Montmorency. Reçu confrère, il fut nommé presque aussitôt après régent, et fut chargé d'une classe, d'abord au collège de Porigny, puis, en 1763, à celui de Lyon, où son Ordre remplaça les Jésuites.

La correspondance du Père Claude de Parades, conservée avec un soin jaloux par les membres actuels de sa famille, et entièrement inédite, nous fournit d'intéressants détails sur les phases diverses de sa destinée. « Le peuple de Lyon, dit-il dans une lettre du 10 octobre 1763, ne nous donnera peut-être pas d'abord sa confiance; mais pour cela il suffit de savoir combien il avait de préjugés ». Et plus tard, en juin 1764: « Nous sommes toujours haïs ou méprisés dans cette ville. Peut-être, quand nous serons mieux connus, nous rendra-t-on justice ». Poussé irrésistiblement par la vocation religieuse, Claude de Parades ne se contenta pas du titre de confrère; il se fit ordonner prêtre, le 12 novembre 1764.

En 1770, le Père de Parades fut nommé supérieur du collège de Beaune en Bourgogne. Il y resta jusqu'en 1781, époque à laquelle il dut, sur l'ordre de ses supérieurs, se rendre à Agen. Quatre jours après son arrivée dans notre ville, le 4 octobre 1781, il écrit à sa famille une lettre où il se montre

détaillé, contenant : un état estimatif de tout le mobilier s'élevant à la somme de 6,472 livres, 16 sols; plus « *Un Inventaire des titres et papiers utiles du Collège d'Agen* » parmi lesquels tous les anciens contrats de fondation, de ventes et d'achats, les diverses lettres pa-

effrayé de la tâche qui lui incombe : « Je suis dans l'embarras par-dessus les oreilles. Cette régie qui consiste en trois gros domaines et quatre prieurés, en dtmes et maisons, sera bien plus difficile que celle de Beaune où il n'y avait que des pensions à toucher.... Je presse le Conseil pour avoir un économe. Les cy-devant tiraient bien parti de ce collège.... Nous n'avons pas leur savoir faire. Cependant, j'ai été reçu à bras ouverts. On me comble partout d'honnêtetés ».

Et trois mois après, le 30 décembre 1781 : « La terrible chose de monter une vaste maison ! Je n'ai plus affaire aux Bourguignons. La trempe du caractère de ces gens-ci est bien différente ! » Ce qui le réconforte un peu, « c'est que, dit-il, ma communauté est on ne peut mieux composée. Je trouve au dedans ce que le dehors me refuse. C'est ma grande consolation. Si les deux y étaient, cela vaudrait encore mieux. Avec le temps cela pourrait revenir. Mais on nous regarde comme des moines ! Ceux qui nous ont précédé n'avaient pas donné du métier une haute idée. Ce n'est qu'à la longue que nous pourrons jouir de la considération que mérite la Congrégation. »

Ainsi qu'on le verra dans le texte, Claudé de Parades, qui avait été nommé, en 1770, grand-vicaire de l'archevêque de Reims, resta à la tête du collège d'Agen jusqu'aux plus mauvais jours de la Révolution. En 1792, il fut de ceux qui n'acceptèrent pas la Constitution civile du clergé, et il se refusa à prêter le serment civique. Forcé par suite de quitter la France, il se réfugia en Espagne, avec le chanoine Daubas, et il se fixa en un lieu appelé La Puebla de Montalban. Dans ses lettres d'exil, fort rares, et qu'il n'écrivit qu'avec la plus extrême réserve, il se loue fort de l'accueil que lui fait le clergé espagnol.

Claude de Parades rentra en France en 1802, et plutôt que d'habiter l'Auvergne, sa patrie, il préféra revenir à Agen, où un membre de sa famille, marié à une demoiselle de Bazon, habitait le bel hôtel de la rue Saint-Jérôme qu'elle lui avait apporté, et où l'appelaient également ses anciennes relations. A peine installé dans notre ville, il fut nommé chanoine par Mgr Jacoupy, qui appréciait à leur juste valeur ses hautes qualités, et il occupa ce poste jusqu'à sa mort, arrivée le 11 novembre 1817.

Hâtons-nous de dire en terminant que c'est à l'extrême obligeance de M. Charles de Parades, ancien conseiller à la Cour d'Appel d'Agen, que nous devons tous ces renseignements sur son grand-oncle, qu'il a puisés lui-même à la source pure des archives de sa famille. Qu'il nous permette de lui adresser ici l'expression bien vive de nos remerciements.

tentes des rois, etc., en un mot toutes les archives de la maison¹ ; enfin un état des réparations à faire tant au Collège qu'aux métairies, fermes et bâtiments qui en dépendent, et dont le devis s'élève à la somme de 27,549 livres, 15 sols².

Les classes s'ouvrirent en novembre, aussitôt qu'eut été rédigé et arrêté le règlement suivant, relatif à l'administration et au régime intérieur du Collège :

« Aujourd'hui, 14 novembre, 1781, Nous Jean-Louis d'Usson de Bonnac, évêque et comte d'Agen, de La Fite, lieutenant-général, de Raymond, chevalier de Saint-Louis, maire, et Claude de Parades, supérieur, assemblés dans une des salles du Collège, pour régler, conformément à l'article 12 des lettres patentes du 20 juillet de la présente année, les heures et la durée des classes, et fixer le temps des vacances, avons statué et arrêté les articles suivants :

— Article premier : La rentrée des classes se fera le 3 novembre, conformément à l'article 12 des lettres patentes. Le lendemain de la rentrée, les classes seront tenues une heure le matin et une heure le soir ; dès le surlendemain, elles seront tenues le temps prescrit par l'article suivant. — Article 2 : L'entrée des classes se fera à la même heure pour tous les écoliers : à huit heures, le matin, jusqu'à la messe qui se dira à dix heures et quart, et le soir depuis deux heures et quart jusqu'à quatre heures et demie. — Article 3 : Depuis la Toussaint jusqu'à Pâques, on vaquera le mercredi et le samedi au soir ; depuis Pâques jusqu'aux vacances, il sera donné congé le mercredi tout le jour et le samedi après dîner. — Article 4 : Une fête ou un congé arrivant le mardi tiendra lieu du congé du mercredi, et le congé du samedi sera placé le jeudi au soir. Une fête ou congé arrivant le jeudi tiendra lieu du congé du mercredi, et le congé du samedi sera placé le mardi soir. Si la fête ou congé tombe le ven-

¹ C'est grâce à cet inventaire que nous avons pu donner la plupart des renseignements qui précèdent.

² Archives municipales GG. 216.

dredi, on entrera tout le samedi.— Article 5 : On ne donnera jamais de congé extraordinaire, si ce n'est lorsque MM. les officiers municipaux feront la visite des classes, ou dans les grands évènements. On vaquera le jour de la fête du R. P. supérieur, le jeudi gras, le jeudi de la mi-carême, le jour de la St-Nicolas, le jour de la distribution solennelle des prix, les veilles de Noël, des grandeurs de Jésus, de Pentecôte, de l'Assomption; les semaines du jeudi gras, de la mi-carême et de St-Nicolas, on entrera le samedi au soir. — Article 6 : On n'abrègera jamais le temps de la classe, si ce n'est dans les grands froids, où le père préfet pourra donner ou le quart ou la demié. On aura également la demié, les 25 de chaque mois au soir, et toutes les fois qu'il y aura bénédiction. — Article 7 : Pendant l'année, aucune classe ne vaquera sans les autres classes, à moins qu'elle ne soutienne ou quelque thèse ou quelque exercice. La classe qui donnera l'acte vaquera le soir seulement. — Article 8 : A Noël, on vaquera depuis la veille inclusivement jusqu'après les fêtes. Les classes auront congé les trois jours gras et le Mercredi Saint inclusivement jusqu'au mercredi après Pâques exclusivement. Le jeudi de la semaine de Pâques sera congé, mais on entrera tout le samedi. Le mardi des rogations, congé; le samedi, après classe, on vaquera depuis la veille de la Pentecôte inclusivement jusqu'après les fêtes. Le jeudi après, il sera congé; mais on entrera le samedi toute la journée. — Article 9 : Les deux compositions générales que le père préfet est dans l'usage de faire à Noël et à Pâques se feront le matin; le soir, le Collège vaquera. Il en sera de même pour les compositions de prix. — Article 10 : Le 25 août, jour anniversaire de la naissance du Roi, on vaquera. Il sera dit une messe à laquelle le Collège assistera. Chaque jour, à la fin de la messe du Collège, on chantera le : *Domine, Salvum fac Regem*. — Article 11 : Les théologiens vaqueront le dernier juillet; les philosophes, le 2 août; les rhétoriciens, le 6; les seconds, le 10; les autres classes le 25. — Fait et arrêté dans l'une des salles du Collège royal d'Agen, le 14 novembre 1781. Ont signé : Jean-Louis, évêque et comte d'Agen; Laffite, lieutenant général; Raymond, maire; et de Paradès, prêtre de l'Oratoire¹. »

¹ Archives municipales, GG., 216.

Sous les Pères de l'Oratoire, comme autrefois sous les Jésuites, la vie studieuse reprit dès cette époque son cours calme et monotone au Collège d'Agen. Rien de saillant ne s'impose à l'attention, depuis leur arrivée jusqu'à la Révolution. Les archives locales sont pauvres pendant cette période de temps; elles ne nous ont même pas conservé, comme ailleurs¹, les procès-verbaux des différentes visites faites au Collège d'Agen par les inspecteurs de l'Ordre. On sait en effet, que le Père de Bérulle, dans ses règlements sur l'Oratoire avait ordonné « que tous les ans, un Visiteur viendrait contrôler l'administration de chaque maison et veiller sur l'observance des règlements ». Ce n'est qu'aux Archives nationales, à Paris, que nous trouvons le seul acte de visite faite « à la maison de l'Oratoire de Jésus à Agen, commencé le 12 et finie le 15 avril 1788, par le Père Gabriel Jean Beaudoux, nommé visiteur du troisième département, par ordre du Très Révérend Père général et de son Conseil, en date d'avril 1787². » Nous y relevons les noms suivants des différents professeurs, en cette année 1788. Le Révérend Père Claude de Parades, régisseur; le Père François Goiran de la Motte, préfet du Collège; le Père Laurent Roche, théologien³; le Père André Paquelin, rhétoricien; le Père Joseph Roulhac de Crouzel, à la pension; le confrère François Daignestous, physicien; le confrère Jean Davaux, sous diacre, logicien; le confrère Pierre de Parades; le confrère Lachaud, professeur de seconde; le confrère Antoine Florens, de troisième; le confrère Joseph Beraud, tonsuré, de quatrième; le confrère Jean-Joseph Hyacinthe Paul, tonsuré, de cinquième; le confrère Joseph Marcelin, tonsuré, de sixième; et le confrère Antoine Joachim Gros, tonsuré, à la pension. Le Collège possède en outre cinquante trois pensionnaires, un cuisinier, un aide,

¹ Les Archives si précieuses de Condom ont, entre autres villes, conservé avec soin les procès-verbaux de la plupart des visites faites au Collège de cette ville, collège qui fut dirigé par les Oratoriens de 1628 à 1792. Notre savant ami M. J. Gardère publie en ce moment même, dans la *Revue de Gascogne* (tome XXVII), l'histoire complète du Collège de Condom.

² Archives nationales. Domaines ecclésiastiques. S. 6774.

³ Voir plus loin, à la date de 1811, la note biographique que nous consacrons au Père L. Roche.

deux portiers, un jardinier, deux domestiques de pension, une infirmière, un lecteur. Au spirituel tout est dans l'ordre requis. Les messes de fondation sont au nombre de deux cent vingt-sept. On en dit par an sept cent cinq. Les revenus provenant des différents biens (déjà nommés), des rentes foncières, des recettes casuelles ordinaires, des recettes extraordinaires, etc., tant perçus qu'à percevoir, se montent à la somme totale de 52,746 livres. Les dépenses, aussi bien les charges fixes annuelles que les dépenses extraordinaires et domestiques, atteignent le total de 48.988 livres. L'excédant n'est donc que de 3,758 livres. Le Père Visiteur termine ainsi son rapport: «C'est toujours avec une satisfaction nouvelle que nous visitons cette maison d'Agen. Le bon ordre, l'union et la paix en forment l'agrément. La régularité, l'application au travail et les succès soutiennent sa réputation et nous conservent dans cette ville l'estime dont le public nous honore. Nous pouvons justement espérer qu'il nous la continuera, d'autant plus volontiers qu'il verra continuer à la tête de la maison celui qui l'a gouvernée jusque icy avec tant de prudence. Tels étaient nos vœux l'année dernière. Ils sont aujourd'hui exaucés. Que le Seigneur daigne rendre aussi efficace ceux que nous formons avec l'apôtre: *Impleat vos Dominus omni gaudio et pace incredendo ut abundetis in spe et virtute Spiritus Sancti.* »

— Lorsque la Révolution arriva, les Pères de l'Oratoire, ainsi que nous l'avons déjà dit, accueillirent favorablement les nouvelles doctrines. C'est ainsi que leur supérieur le Père de Parades, et le Père Goiran, vinrent avec les chefs des autres communautés religieuses, le 25 juillet 1789, adhérer à l'adresse rédigée par la municipalité agenaise, pour l'Assemblée Nationale, approuvant le maintien de l'autorité royale et la défense des libertés publiques. Néanmoins pour les Oratoriens, comme pour les autres Ordres religieux de la ville, les formalités à remplir furent les mêmes, et l'administration municipale dut, dès le 7 septembre 1790, et en vertu de l'article 5 du décret du 20 mars 1790, procéder à un inventaire en règle de l'état, biens, charges, revenus, etc., du Collège.

Cet acte fort long¹ nous apprend, entre autres choses, que les re-

¹ Archives départementales. Biens Nationaux.

venus du Collège ne s'élèvent plus qu'à la somme de 21,091 livres, 10 sols, provenant des métairies du Bédât près Monbran, de Bellevue sur le rocher de Saint-Vincent, de Darel dans la paroisse de Merens, du loyer de huit petites maisons attenantes au collège dans la rue Maillé, des fruits décimaux des prieurés de Marmande, Puiguiraud, Tombeboeuf, Prayssas, Pédegat etc., plus des diverses rentes payées soit par la ville, soit par les chapitres, soit par des particuliers. Les charges, tant en messes, que dettes, décimes, impôts, tailles, anciennes pensions des Jésuites, réparations, entretien des métairies, honoraires des professeurs qui se montent à 2,000 fr. atteignent la somme de 16,552 livres, 2 sols, 3 deniers. Les bénéfices nets ne sont donc que de 4,539 livres, 7 sols, 9 deniers. Suit l'état détaillé du mobilier du Collège. Nous y relevons l'indication de précieux ornements d'église ainsi que d'une quantité considérable de vases sacrés, calices, ostensoirs, ciboires. Les chambres sont au nombre de quatorze, suffisamment garnies. Il existe soixante deux couchettes de pensionnaires. Enfin le linge y est en bon état. En ce qui concerne les archives, l'inventaire est le même que celui qui fut fait lors de la prise de possession des Pères de l'Oratoire. La bibliothèque, bien fournie, est celle des Pères Jésuites à laquelle les Oratoriens ont ajouté de nombreux livres de mathématiques, de sciences, et de philosophie. Enfin voici quel est l'état actuel des prêtres, professeurs et frères coadjuteurs, à cette date du 7 septembre 1790 : Le Père Claude Parades, prêtre, âgé de 47 ans, supérieur ; le Père André Paquelin, 31 ans, préfet du Collège ; le Père François Daignestous, 33 ans, professeur de physique ; le Père Gabriel Besançon, 38 ans, professeur de rhétorique ; le Père Gabriel Montus, 28 ans, professeur de seconde ; le Père Antoine Joachim Gros, 24 ans, professeur de cinquième ; le Père Augustin Vialli, 22 ans, professeur de sixième ; le Père Pierre Parades, 33 ans, préfet de pension, ainsi que le Père Philippe Roche, 21 ans, tous présents. Plus se trouvent le Père Laurent Roche, 33 ans, professeur de théologie, absent ; le Père Joseph Esparia, 30 ans, professeur de logique, absent ; le Père Joseph Paul, 28 ans, professeur de troisième, absent ; le Père Jean Farcit Calbiac, 24 ans, professeur de quatrième, absent ; enfin le Frère Jean Antoine Guérin, 35 ans, présent. « Con-

sultés pour savoir quelles sont leurs intentions de rester ou de sortir des maisons de leur congrégation, lesdits Pères de l'Oratoire déclarent qu'ils ne sont pas obligés de les faire connaître, attendu qu'ils ne sont liés par aucune espèce de vœux. »

Rien de saillant ne surgit dans l'histoire du collège d'Agen jusque à la fin de l'année 1792, époque où déjà nous le trouvons tombé, en moins de deux ans, dans une profonde décadence. Le nombre des élèves avait sensiblement diminué. La confiance en ces prêtres, qui presque tous avaient prêté le serment constitutionnel¹ et dont beaucoup se marièrent quelques années plus tard, s'affaiblissait chaque jour davantage, et ce n'est pas en enfermant « les ci-devant nobles dans une salle du Collège, transformé en prison, » ainsi que nous l'apprend Proché², qu'on pouvait donner aux études une bien forte impulsion. L'esprit du reste était tourné vers des préoccupations plus graves. En ces heures tourmentées où la Révolution enfiévrant tous les cœurs, où les honnêtes gens vivaient dans une crainte continuelle d'être dénoncés, où régnaient en maîtresses absolues la loi des suspects et la Terreur, quel père de famille pouvait songer à faire élever tranquillement son enfant ? Les collèges de France, comme toutes les autres institutions d'alors subirent en ces moments une rude atteinte, et, les choses devenant pires, ils ne s'en relevèrent pas.

— Déjà, le 18 août 1792, un décret de l'Assemblée législative établit que tous les biens qui formaient la dotation des collèges desservis par des Congrégations seraient vendus comme biens nationaux. Un mois après, le décret était mis à exécution à Agen et toutes les fermes et métairies des Pères de l'Oratoire expropriées. Entre autres pièces conservées à nos archives départementales, consignons ici l'estimation faite, le 4 octobre 1792, par les experts municipaux

¹ Nous avons vu précédemment, à la note biographique consacrée au Père Claude de Parades, que le supérieur du Collège d'Agen n'accepta pas la Constitution civile du clergé et, sur son refus de prêter le serment civique, dut prendre le chemin de l'exil.

² Proché, Annales de la ville d'Agen, p. 21.

d'Agen, de la maison et métairie de Bellevue, sise sur le rocher de Saint-Vincent et dépendant du Collège d'Agen. La terre est portée à la valeur de 7,251 livres, 18 sols; et la maison à celle de 2,500 livres. Estimation générale 9,751 livres 18 sols¹.

Deux semaines après, le 19 octobre 1792, c'est le recollement de l'inventaire des meubles et effets de la maison du Collège. Rien n'a été changé dans le mobilier depuis la date du 7 septembre 1790. Seul l'état du personnel est sensiblement modifié. Le Père Claude Parades n'est plus supérieur. C'est le citoyen François Daignestous, ancien professeur de physique, qui l'a remplacé à la tête de l'établissement. « Ledit Daignestous, ainsi que les citoyens Gabriel Besançon, Joseph Crèchent, Gabriel Montus, Jean-Baptiste Pèrès, Laurent Roche, Antoine-Joachim Gros, Jean-Honoré Jourdan, Jean Laurent Fauché et Joseph-André Tardieu, nous ont déclaré vouloir continuer le service du Collège à titre individuel; tandis que les citoyens Jean Calbiac, Farcit, Parades, Lachaud et Guérin ont déclaré, qu'attendu le défaut d'emploi dans ledit Collège, ils entendent se retirer dans leur famille². » Suit un tableau indicatif des mêmes ci-devant prêtres de l'Oratoire, avec leur âge et la date de leur entrée dans la congrégation, tableau qui fut dressé au moment de la fermeture du Collège, le 5 mars 1793³, ainsi que « l'état de fixation du traitement des divers congrégationnaires de ladite maison de l'Oratoire d'Agen.⁴ » On accorde 930 l. au citoyen Parades, qui a 31 ans de congrégation; 480 l. au citoyen Daignestout qui en a 16; 540 l. au citoyen Laurent Roche, qui en a 18; 200 l. à Louis Paschal Roche, qui en a 10; 390 l. à Joseph Crèchent, qui en a 15, etc.

Le Collège continua donc de fonctionner en ces conditions, durant toute l'année 1792. Une note conservée dans le calendrier national du département de Lot-et-Garonne, (année

¹ Archives départementales. Biens nationaux. Collège.

² Archives départementales. Biens nationaux. Collège.

³ Archives nationales. S. 7482. Carton. Diocèse d'Agen.

⁴ Archives départementales. Biens nationaux.

bissextile 1792, Agen, chez la veuve Noubel et fils aîné), exemplaire devenu fort rare, nous apprend que « le Collège est composé d'un supérieur, le citoyen Daignestous, d'un préfet des classes, de deux professeurs de philosophie, d'un professeur de rhétorique, d'un professeur de seconde, d'un régent de troisième, de quatrième, de cinquième et de sixième. Les objets de l'éducation que l'on y donne sont la religion, la grammaire française et latine, la géographie, l'histoire, la poésie, l'éloquence, les mathématiques et les diverses branches de la philosophie. L'état d'incertitude où l'Assemblée Nationale a laissé les congrégations sur leur sort a fait suspendre la pension qui existait dans ce Collège et où l'on a pu recevoir de soixante à soixante-dix pensionnaires. Il a été ouvert cette année un cours public et gratuit de mathématiques, qui a lieu chaque jour à la sortie des classes du matin. »

Quoiqu'il en fût, et malgré leur bonne volonté « de continuer le service du Collège à titre individuel », les derniers Oratoriens d'Agen durent, en moins de deux ans, se courber de nouveau sous la tyrannie révolutionnaire et disparaître avec les débris du vieux Collège d'Agen.

Le 15 septembre 1793, la Convention prononçait en effet la suppression de tous les Collèges et Universités de France, et elle ordonnait en même temps la vente de tous les biens qui en formaient la dotation « sous quelque dénomination qu'ils fussent connus ». Le Collège d'Agen fut aussitôt fermé. Six jours après, le 21 septembre, son église servait de lieu de réunion à la nouvelle société populaire d'Agen, d'où les modérés venaient d'être expulsés, et qui décida qu'une fête solennelle serait célébrée le dimanche suivant en l'honneur de la Convention et de la Montagne. Proché, qui nous en donne tous les détails ¹, ajoute qu'elle eut lieu en effet « aux cris de vive la Montagne ! vivent les sans-culottes ! à bas les royalistes et les girondins ! », qu'on y « porta en triomphe le tableau de Marat tué par Charlotte Corday, et qu'on livra au bûcher tous les tableaux qu'on avait retirés des églises ou du château d'Aiguillon, et dont

¹ Annales de la ville d'Agen. p. 30.

quelques-uns étaient des chefs-d'œuvre! » Il nous apprend en même temps que depuis cette année 1793 jusqu'à la vente de l'an VII, « les assemblées décadaires se tinrent dans l'église de l'ancien Collège ; mais que ce local ayant été vendu à divers particuliers, le temple décadaire fut transféré à Saint-Caprais, où se faisait aussi le service divin, à des heures différentes ¹ ».

L'instruction publique fut donc, à partir du mois de septembre 1793, entièrement supprimée, ou à peu près, dans toute la France. Dix-neuf universités, dont quelques-unes comme celle de Paris qui remontait au commencement du xiii^e siècle, disparurent tout à coup, de par la volonté de quelques sectaires imbéciles, et avec elles 562 collèges, « qui réunissaient, en 1789, 72,747 élèves, sur une population de vingt-quatre millions, nombre supérieur de 18,445 à celui que présentaient en 1840 les 485 lycées, collèges communaux et petits séminaires dans leur ensemble, alors que la population de la France s'était accrue de près de dix millions ². »

A Agen, il ne restait plus que l'ombre du Collège, transporté dans un local provisoire et dirigé encore par les quelques Oratoriens qui avaient prêté le serment constitutionnel, qui depuis avaient repris l'habit laïque, et qui étaient « les citoyens François Daignestous, âgé de 37 ans, ex-congrégationnaire, professeur de physique et de mathématiques ; Joseph Tardieu, âgé de 33 ans, ex-congrégationnaire, professeur de physique et de mathématiques ; Gabriel Montus, âgé de 33 ans, ex-congrégationnaire ; Gabriel Besançon, âgé de 42 ans, ex-congrégationnaire, professeur de rhétorique ; Créchent âgé de 30 ans ; Joachim Gros, de 28 ans ; Laurent Fauchier, de 28 ans ; Jourdan, de 22 ans, tous ex-congrégationnaires, ayant professé autrefois les basses classes. » C'est ce que nous apprend, *une Réponse de l'administration du district d'Agen aux questions que la commission de l'instruction publique lui a adressées, le 6 brumaire an III*

¹ Annales de la ville d'Agen, page 74.

² Nous empruntons ces chiffres à la remarquable « *Notice sur le collège de Saintes*, par M. Pierre Stanislas Moufflet (Saintes M. Z. Mortreuil, rue Eschassériaux, 42, in-8).

27 octobre 1794) et datée elle-même du 23 brumaire de la même année ¹. « Malgré la bonne volonté des instituteurs, y est-il dit, le Collège est par l'effet des circonstances qu'a amenées le nouvel ordre de choses dans un état de décrépitude qui fait désirer à l'administration et à tous les citoyens qu'il soit remplacé par une nouvelle institution. Néanmoins elle se croit obligée de l'entretenir jusqu'à ce que la suppression ait été prononcée. » Et plus loin : « On y enseigne : les droits de l'homme et la Constitution, les langues française et latine, l'histoire ancienne et moderne, la géographie, les mathématiques et la physique, la philosophie et la morale républicaine ² ».

Un programme aussi vague, une méthode aussi élastique, ne pouvaient ramener au Collège la faveur et le succès. Aussi, ce dernier semblant d'institution régulière disparut-il rapidement, avant la fin de l'année, avec ses derniers professeurs. Nous ne trouvons plus, depuis cette époque jusqu'à la création de l'Ecole Centrale, trace d'un enseignement public quelconque, si ce n'est toutefois dans quelques maisons privées d'instituteurs. Nous voyons, au contraire, pendant ces trois années de désordre et de confusion extrêmes, s'émietter peu à peu les derniers souvenirs de notre ancien établissement d'instruction. C'est ainsi que dans « l'Etat des bâtiments invendus, du 14 vendémiaire, an III », nous lisons, que « la maison du collège renferme, à cette date, les détenus par mesure de sûreté générale, et que l'église sert de magasin à fourrage ». Mais, sans doute par une exception et une attention délicates, « elle a été destinée par le représentant du peuple Monestier à devenir un temple à l'Etre Suprême ! » L'année suivante, en Prairial et en Messidor an IV, c'est la visite et estimation des huit petites maisons, sises rue de la Liberté, dépendantes de l'ancien Collège et dont chacune a déjà son soumission-

¹ Archives départementales de Lot-et-Garonne. Fonds non classé. (Lettre publiée par M. Ad. Magen dans la *Revue de l'Agenais*. T. IX, 1882)

² Elle était jolie la morale républicaine d'alors, à l'heure où, sur l'échafaud, tombaient les têtes des victimes, toutes parfaitement innocentes, et où, dans la rue,

« la Tallien, soulevant sa tunique,
Faisait de ses pieds nus craquer ses anneaux d'or ! »

naire¹. Le 19 Fructidor an VI, c'est un décret décidant que le ci-devant Collège d'Agen sera vendu comme bien national. Enfin, le 5 Brumaire an VII, c'est son partage définitif en neuf lots : « Avons en effet reconnu, disent les experts municipaux, que le party le plus avantageux à la vente de la maison de l'ancien Collège, est de la diviser en neuf lots. On pourrait diviser la cour en trois lots du côté du midi, mais il vaut mieux la laisser commune aux neufs lots. » La vente eut lieu définitive, le 1^{er} Floréal an VII. Entrons à cet égard dans quelques détails sur le dernier document qui nous reste concernant l'ancien Collège d'Agen².

Le premier lot consistait « dans les bâtiments qui composent l'aile droite en entrant, depuis l'escalier en pierre jusqu'au mur de façade du principal corps de logis ». Il fut vendu le 1^{er} Floréal an VII, moyennant la somme de 400.000 fr. (valeur du temps).

Le second lot fut réservé ; il ne fut vendu que plus tard, le 24 Vendémiaire an IX.

Le troisième lot, « comprenant le vestibule, la cuisine et trois grandes chambres au rez-de-chaussée sur le jardin avec les caves au-dessous, la cour, grange et morceaux de jardin, avec les étages supérieurs au-dessus des bâtiments susdits, » atteignit la somme de 450.000 fr. (toujours valeur du temps).

Le 4^e lot, qui, ainsi que tous les autres, fut vendu le 1^{er} floréal an VII, consistait « en une grange attenante au 3^e lot, avec un hangard et une cour fermée par un grand portail, donnant sur la rue Caillou ». Il fut vendu 122,000 francs.

Le 5^e lot, consistant « dans son rez-de-chaussée en une grande salle à gauche du vestibule, coupée de trois cloisons, une chambre à la suite, cave au-dessous, terrasse et jardin, plus les étages supérieurs », fut vendu 600,000 francs.

¹ Archives départementales. Biens nationaux.

² Idem. Collège.

Le 6^e lot, consistant « en une grande salle appelée, la *salle d'armes*, avec une autre en retour, coupée d'une cloison, avec un petit escalier, les étages supérieurs, les caves, la terrasse et le jardin », vendu 404,000 francs.

Le 7^e lot, consistant « en six basses classes à prendre derrière le huitième lot jusqu'au n^o 7 », vendu 200,000 francs.

Le 8^e lot, consistant « en une basse classe à la suite du n^o 7 et une petite partie de l'église servant de temple décadaire », vendu 115,000 francs.

Enfin, le 9^e lot, « comprenant la plus grande partie de l'église, servant de temple décadaire, plus la sacristie attenant à l'église avec le clocher », vendu 70,000 francs.

Ainsi disparut entièrement l'ancien collège d'Agen, dont il ne resta bientôt plus, à la suite des nouveaux aménagements faits par les divers acquéreurs de l'an VII, aucune trace matérielle. Seule fut conservée, nous dit encore Proché¹, la porte de l'église, placée au coin des deux rues Maillé et Grande-Horloge. Elle ne fut détruite qu'au mois de juillet 1815. « M. Faucon, négociant, avait acquis ce local et y avait fait bâtir une maison qu'il a vendue au sieur Currius, imprimeur, qui y a établi sa demeure et son magasin ». C'est actuellement la maison de M. Droul-Sigalas, fabricant de fleurs artificielles.

V. — L'ECOLE CENTRALE (1796-1802).

Nous avons déjà vu que la Convention, par un décret du 15 septembre 1793, avait prononcé la suppression de tous les collèges et universités de France. Trois mois après, par décret du 10 décembre de la même année, elle proclamait la liberté absolue de l'enseignement, « ne reconnaissant comme fonctionnaires publics avec

¹ Annales de la ville d'Agen, p. 215.

traitement de l'Etat que les instituteurs qui se bornent à enseigner la lecture, l'écriture et les premières notions d'arithmétique ». C'était n'autoriser que l'enseignement primaire et supprimer du coup l'enseignement secondaire. Par un nouveau décret du 25 février 1793, elle confirma la suppression de tous les collèges ; mais elle comprit bientôt qu'elle ne pouvait laisser plus longtemps la France dans un état aussi complet d'ignorance et d'abrutissement, et elle décida que, dans chaque chef-lieu de département, il serait créé une *Ecole Centrale*, sorte de faculté chargée de distribuer un enseignement général, encyclopédique. C'était par trop vague. Aussi ce décret ne fut-il jamais appliqué. Il fallut attendre le 25 octobre suivant, jour où fut votée une loi d'organisation générale de l'instruction publique, établissant une école primaire par canton et une école centrale par département. La nouvelle loi répartissait l'enseignement en trois sections : la première section, dans laquelle ne pouvaient entrer que les élèves âgés de moins de douze ans, comprenait le dessin, l'histoire naturelle, les langues anciennes, et les langues vivantes, ces dernières restant facultatives suivant les localités. La deuxième section, ouverte aux élèves de quatorze à seize ans, embrassait les mathématiques, la physique et la chimie expérimentales. Enfin, dans la troisième section, pour laquelle il fallait avoir seize ans au moins, on enseignait la grammaire générale, les belles-lettres, l'histoire et la législation. Une bibliothèque était créée, sous la surveillance d'un bibliothécaire, qui était fonctionnaire de l'école. Enfin un jury spécial examinait et choisissait les professeurs, dont le traitement était le même que celui des administrateurs de département, et qui se partageaient en outre le produit d'une rétribution annuelle fixée par le département et ne devant pas dépasser vingt-cinq francs pour chaque élève.

A Agen, l'école centrale fut immédiatement organisée. Le jury chargé de choisir les professeurs fut composé du général de brigade Duvigneau, de M. Saint-Amans et de M. de Sevin, l'ainé. Se conformant à la loi récemment votée, ils arrêtèrent le programme des études et nommèrent pour la première année (an V) :

1^{re} section : Dessin : le citoyen Parfait-Lumière, élève de David. Histoire naturelle : Saint-Amans, « qui devra s'inspirer des méthodes de Daubenton pour les minéraux, de Linné pour les végétaux,

et de Linné et de Geoffroy pour les animaux¹ ». Langues anciennes : Pérès, ancien oratorien².

2^e section : Mathématiques : Louis Puissant³, « qui apprendra

¹ Le nom de Saint-Amans est tellement connu, sa biographie a été si souvent écrite, ses ouvrages sont actuellement si universellement répandus, que nous croirions faire injure à nos lecteurs, en lui consacrant ici une note bio-bibliographique, pour aussi sommaire qu'elle fût.

² J. B. Pérès naquit le 15 décembre 1752 à Valence d'Agen. Il fit ses études au collège de Condom, tenu par les Oratoriens, et il entra, aussitôt après, dans cette congrégation où il ne tarda pas à passer maître. Si nous en croyons M. Joseph Gardère, il professa même trois ou quatre ans à Condom, d'où il fut envoyé en Bretagne, puis à Lyon. Nous ne serions pas surpris que, dès l'arrivée des Oratoriens à Agen, il ait même rempli quelque emploi au collège de cette ville ; mais nous ne pouvons fournir aucune preuve exacte à l'appui de cette assertion. A la Révolution, Pérès quitta l'habit religieux, et on le trouve en 1793 avocat à Lyon ; puis il vint à Agen, où il fut désigné pour occuper, en l'an V, la chaire des langues anciennes à l'école centrale. Il y resta trois ans ; après quoi il dut se retirer devant la malveillance et la basse jalousie de son collègue, le citoyen Parfait-Lumière, qui l'accusait « de manquer de la saine philosophie et du zèle nécessaires pour les institutions républicaines ». C'est alors qu'il se retira chez son frère à Malauze, où il ne s'occupa plus que de droit, d'histoire et de philosophie. Pérès remplit bien encore quelques fonctions accessoires dans la magistrature ; mais ce ne fut que passagèrement. En 1826 cependant, il revint à Agen où on lui confia le soin d'administrer la bibliothèque de la ville. Il occupa cette fonction jusqu'à sa mort, arrivée le 6 janvier 1840. Outre de nombreux mémoires et. dissertations philosophiques, tels que : *Dissertation sur le miracle de Josué* ; *Leçons du prophète Elie* ; *Entretiens d'Ariste et d'Eugène* ; *l'Apocalypse dévoilée ou le livre de l'avenir appuyé du présent et du passé en matière religieuse et politique* ; etc. Pérès est l'auteur du « *Grand Erratum* » opuscule anonyme de 42 pages, in-32, paru à Agen en 1835, et que l'on a réimprimé l'année suivante (Paris, Risler, rue de l'Oratoire), sous le fameux titre de : *Comme quoi Napoléon n'a jamais existé*. (Voir pour plus amples renseignements sur Pérès, la remarquable étude que lui a consacrée M. Ad. Magen dans ses *Souvenirs d'un bibliophile* (*Revue de l'Agenais*, tome III, p. 201 et suiv., année 1876).

³ Louis Puissant, professeur à l'école centrale d'Agen, plus tard membre de l'Institut, est l'auteur des *Tables de comparaison entre les mesures anciennes du département de Lot-et-Garonne et celles qui les remplacent dans le nouveau système métrique*. In-8°. Agen, Imprimerie du département. An VII. Voir la Notice que lui consacre M. Andrieu, dans le Tome II, page 220, de sa *Bibliographie Agenaise* ; Agen, 1887.

l'arithmétique, l'algèbre, la géométrie, la trigonométrie.— Physique et chimie expérimentale, Lomet ¹.

3^e section : Grammaire générale : Godailh ². Législation : Caylar. Belles-lettres : Jarente.

Le professeur d'histoire ne fut pas désigné cette année-là. Le bibliothécaire fut le citoyen Delsoert.

Le local manquait. Aussi l'école centrale de Lot-et-Garonne ne commença-t-elle véritablement à fonctionner que l'année suivante, lorsque, par décret du 19 fructidor an VI, l'évêché d'Agen (préfecture actuelle), l'enclos qui en dépendait et le jardin du Grand Séminaire furent affectés à ladite école. Voici le texte même de cette loi qui autorise la translation de l'école centrale du département de Lot-et-Garonne au ci-devant évêché d'Agen :

« Du 18 thermidor an VI.

Le Conseil des Cinq Cents, après avoir entendu, dans ses séances des 19 messidor dernier, 1^{er} thermidor courant et de ce jour, la lecture d'un projet de résolution qui lui a été présenté par une

¹ Nous avons déjà donné, dans la préface même de cet ouvrage sur les couvents d'Agen, p. 10, une note bio-bibliographique suffisamment étendue, sur le célèbre ingénieur Lomet. Nous prions nos lecteurs de vouloir bien s'y reporter.

² Jean-Gaspard-Jules de Godailh naquit à La Meyrade, commune de Tournon, en 1763. Il embrassa de bonne heure la vie militaire, devint capitaine d'artillerie, puis donna sa démission au moment de la Révolution. Ainsi que nous le voyons, il fut chargé à l'école centrale d'Agen de la chaire de grammaire générale, qu'il occupa de l'an V à l'an IX (1801), époque où il fut remplacé par M. de Vigué fils. Secrétaire général de la Préfecture de Lot-et-Garonne, il fut nommé député de ce département en 1804, fut réélu en 1809, et conserva son mandat jusqu'au 20 mars 1815. Puis il rentra dans la vie privée, et mourut à Agen le 17 octobre 1840. Membre de la Société académique d'Agen, il a laissé plusieurs ouvrages et mémoires dont presque tous sont insérés dans son recueil. (Voir notre étude sur les députés du Lot-et-Garonne aux Etats-Généraux et aux Assemblées modernes. Agen 1876. Voir aussi la bibliographie agenaïse de M. Jules Andrieu, tome I, p. 330. Agen 1886, etc.)

commission spéciale, sur le message du directoire exécutif du 23 fructidor dernier, relatif à la demande de l'administration centrale du département de Lot-et-Garonne tendante à obtenir : 1^o que l'Ecole centrale de ce département soit transférée au ci-devant Evêché d'Agen ; 2^o qu'une partie du jardin du ci-devant séminaire, contigu à l'enclos du ci-devant évêché, soit affectée au jardin botanique destinée à ladite école ;

Et déclaré qu'il n'y a pas lieu à l'ajournement, prend la résolution suivante :

Art. I. Le corps du bâtiment destiné ci-devant au logement du ci-devant Evêque d'Agen et l'enclos en dépendant sont affectés à l'établissement de l'Ecole centrale du département de Lot-et-Garonne.

II. — L'Administration centrale de ce département est autorisée à disposer, pour l'établissement d'un jardin botanique destiné à l'Ecole centrale, de la partie du jardin du ci-devant séminaire, désignée pour cet objet dans son arrêté du 6 pluviôse an V et dans le plan qui demeurera annexé à la présente.

III. — Le ci-devant collège d'Agen est mis à la disposition de la régie des domaines nationaux pour être aliéné conformément aux lois relatives à ces domaines. La présente résolution ne sera pas imprimée. Ont signé : Lecointe, Puyraveau, président, Duplantier (de la Gironde), Boulay-Paty et Nousan, secrétaires. La loi fut approuvée par le Conseil des Anciens, le 19 fructidor an IV, et promulguée par le Directoire, le 21 fructidor de la même année ¹.

La cérémonie d'installation de l'Ecole, nous dit M. Ad. Magen ² d'après un registre de l'époque, fut bruyante et solennelle, ainsi que le voulait la mode du temps. « Au jour marqué, le cortège, parti de la salle où siégeait la municipalité, s'achemina vers l'Ecole,

¹ Archives départementales de Lot-et-Garonne. Imprimés. Voir aussi : Archives municipales d'Agen, GG. 211.

² *Souvenirs d'un bibliophile*. Revue de l'Agenais. T. III. p. 211. Année 1876.

au roulement des tambours. En tête marchaient les autorités constituées ; à leur suite, les corps civils et militaires, le jury central d'instruction publique et l'ex-jury des Ecoles primaires, puis les professeurs et leurs élèves, enfin les amateurs composant la musique de la ville, le tout flanqué de cent gardes nationaux. On passa, en entrant, sous des guirlandes où le laurier s'entremêlait au chêne et que surmontaient des drapeaux *tricolors*. Il y eut des discours, des compliments mutuels ; après quoi, chaque professeur monta dans sa chaire et inaugura son cours. »

Malgré la magnificence de l'édifice qui fut ainsi mis à sa disposition et la valeur de ses premiers professeurs, l'Ecole centrale du Lot-et-Garonne ne prospéra pas. C'est ce que nous apprend le curieux rapport d'un des membres de l'Administration Centrale du département, dans la séance du 6 nivôse an VII¹. « Organisée, dit-il, au commencement de l'an V, c'est-à-dire à la naissance de la réaction déplorable qui menaçait à la fois toutes les institutions républicaines, l'Ecole Centrale dut se ressentir de la fluctuation des idées politiques et de la marche rétrograde de l'opinion. Le département de Lot-et-Garonne était moins agité que la plupart des départements méridionaux ; mais il était impossible qu'il se dérobat entièrement à l'influence désastreuse du système des réacteurs. Aussi l'Ecole Centrale éprouva-t-elle, malgré le témoignage d'intérêt de plusieurs fonctionnaires publics, cette espèce d'abandon, indice trop certain de l'indifférence et du mépris. Une crise salutaire² a ranimé les espérances de ceux qui ont appris à ne pas céder aux obstacles : mais elle n'a pas dissipé toutes les erreurs ; elle n'a pas vaincu tous les préjugés. L'Ecole Centrale est doublement exposée à leur atteinte parce qu'elle est créée sur un plan qui contrarie les anciennes méthodes d'enseignement autant que certaines affections politiques et littéraires. » Suit un rapport spécial sur

¹ L'Administration Centrale du département de Lot-et-Garonne était composée, pour l'an VII, des citoyens : Raymond Noubel, président ; Lamarque, Lespiault, A. Vidalot fils, administrateurs ; C. M. Lafont, commissaire du directoire exécutif et Diché, secrétaire en chef.

² L'auteur veut parler ici du coup d'état démagogique du 18 fructidor an V (4 septembre 1797).

chacune des branches de l'enseignement qui y est donné. En voici quelques passages, curieux spécimens du style emphatique et prétentieux du moment :

Dessin : professeur, le citoyen Parfait-Lumière. On dédaignait autrefois, dit le rapport, dans les anciens collèges, la musique et le dessin, « ces deux arts enchanteurs, si propres à éveiller la curiosité de la jeunesse, à captiver son attention en ne parlant qu'à ses sens, à fixer son inconstance sans flétrir son âme par l'impression de la tristesse, à l'instruire, en déroband, sous l'attrait du plaisir, toute l'aridité des leçons. » L'homme opulent seul avait le privilège de les faire apprendre à ses enfants. Le nouveau plan a corrigé cet abus. Aujourd'hui ces deux arts, notamment le dessin, sont à la portée de tous. En l'an V, cinquante-trois élèves fréquentaient le cours de dessin ; en l'an VI, ce chiffre s'est élevé à quatre-vingt-trois.

Histoire naturelle : professeur, le citoyen Saint-Amans. Négligée autrefois, cette science devient très à la mode. « En l'an V, les leçons ont roulé sur la minéralogie, d'après l'ordre méthodique de Dauberton, et sur la botanique, suivant le système de Linné ; elles ont été suivies par sept à huit élèves, auxquels se sont joints beaucoup d'amateurs. On y a joint, en l'an V, des leçons d'entomologie, d'après la méthode de Geoffroy. » M. de Saint-Amans réclame l'installation d'un cabinet d'histoire naturelle et d'un jardin botanique.

Langues anciennes : professeur, le citoyen Pérès. On ne s'occupait que d'elles autrefois ; l'abus a été reconnu. Néanmoins, sans les supprimer entièrement, ainsi que le voudraient certains esprits par trop réformateurs, elles doivent être cultivées, mais modérément. « Quiconque sera jaloux de remonter aux sources du génie et du goût, quiconque voudra se former à la pratique des vertus républicaines, doit cultiver de bonne heure les langues sonores, riches et majestueuses, qui nous ont conservé les chefs-d'œuvre d'Homère et de Virgile, de Démosthène et de Cicéron, de Thucydide et de Tacite. »

Mathématiques : professeur, le citoyen Louis Puissant. C'est un

des cours les plus suivis de l'Ecole Centrale. Il est annuel et possède au moins une quinzaine d'élèves.

Chimie et physique expérimentale : professeur, le citoyen Lomet. « Ce cours n'a été ouvert qu'en brumaire an VI. Mais le manque absolu d'appareils, de substances et de machines a paralysé le zèle du professeur. Les élèves se sont découragés et le cours n'a plus été suivi que par douze à quinze citoyens. » Il faut remédier au plus vite à cet état de choses.

Belles-Lettres : professeur, le citoyen Huart. L'éloquence et la poésie y sont particulièrement enseignées.

Grammaire générale : professeur, le citoyen Godailh.

Histoire : Il n'y a pas encore eu de cours, le professeur n'étant pas nommé.

Législation : professeur, le citoyen Caylar. On a enseigné à ce cours le droit naturel et public, en l'an V ; puis, en l'an VI, le texte de la Constitution française.

Bibliothèque publique, le citoyen Delsoert, bibliothécaire. Elle contient environ six mille volumes, provenant des bibliothèques des divers districts ou d'autres dépôts nationaux, notamment des différents anciens couvents.

En outre, un pensionnat vient d'être formé auprès de l'Ecole Centrale par les citoyens Delsoert, Godailh, Huart, Lomet, Parfait-Lumière et Louis Puissant, qui se sont associés à cet effet. Plusieurs jeunes gens y sont déjà entrés. »

Une fois lu, ce rapport fut approuvé par tous les membres de l'Administration Centrale de Lot-et-Garonne, qui en ordonnèrent l'envoi à toutes les administrations municipales du département, afin qu'elles le répandissent à profusion ¹.

— L'année suivante, en l'an VIII, la situation reste à peu près la

¹ Extrait des registres des délibérations de l'Administration Centrale du département de Lot-et-Garonne. Archives départementales.

même, malgré l'exagération et la réclame du rapport annuel. « L'Ecole Centrale du département de Lot-et-Garonne, y est-il dit, est parvenue à dissiper en partie les préjugés qui ne manquent jamais de s'élever contre les nouveaux établissements d'instruction publique. Nous ne parlons pas des scrupules des ennemis de la liberté : car nous sommes obligés d'avouer que ceux-là sont conséquents qui, ne voulant pas qu'on forme des hommes libres, s'élèvent contre toute instruction libérale. Mais plusieurs bons citoyens, ne voyant rien de mieux que les établissements où ils se sont formés, ont répandu cette erreur dans les esprits accoutumés à ne juger que sur leur parole. Il est bon de le remarquer pour que le triomphe des nouveaux établissements jouisse de tout l'honneur qui lui est dû. Des républicains inconséquents regrettent les anciennes corporations enseignantes, tant il est difficile de secouer le joug de l'habitude et des préjugés. Il n'y a que ceux qui sont allés par eux-mêmes fort au delà de ce qu'on enseignait dans les collèges et les universités qui ont pu sentir la nécessité d'une grande réforme dans l'instruction publique et les rapports qui doivent exister entre eux et la nature du gouvernement sous peire de mort pour celui-ci. Des exercices partiels ont eu lieu à la fin de l'année scolaire, et les élèves qui y ont paru ont donné des preuves de leur zèle, de leur intelligence et des soins de leurs professeurs ¹. »

Les professeurs sont les mêmes, sauf que le citoyen Huard a remplacé le citoyen Pérès pour l'enseignement des langues anciennes. Les chaires d'histoire, de belles-lettres et de législation restent vacantes. La bibliothèque s'est agrandie; elle contient 9,300 volumes. Le bibliothécaire est chargé de faire un cours sur la bibliographie et l'histoire littéraire. Un pensionnat est établi dans une partie des bâtiments de l'Ecole, « très commode pour toute espèce d'exercice : la santé, la propreté, les études, les récréations et les mœurs surtout y sont continuellement surveillés. » Par arrêté du 26 ventôse an VII, un Museum est installé dans une des salles de l'école; « il est destiné à recevoir la productions des beaux-arts

¹ Ce rapport est reproduit en partie dans l'*Annuaire de Lot-et-Garonne*, an VIII. Agen, Raymond Noubel, p. 70 et suivantes.

qui pourront se trouver dans les maisons nationales du département, les bustes de ses hommes célèbres, et la notice des faits d'armes distingués de ses guerriers. » Enfin un jardin des plantes est organisé dans l'enclos du ci-devant séminaire. Proché nous apprend « qu'il était très bien entretenu par les soins de M. Brie, jardinier, sous la surveillance de M. de Saint-Amans, qui y faisait des démonstrations de botanique à ses élèves, et qui avait enrichi ce jardin de toutes les plantes étrangères que lui et le jardinier avaient pu se procurer¹. »

Il ne faut pas croire que l'Ecole Centrale ait été à cette époque le seul établissement d'instruction publique du département. Il avait été créé, dans chaque canton, des écoles primaires où les élèves apprenaient à lire, à écrire, à calculer, ainsi que « les éléments de la morale républicaine. »

Les instituteurs étaient nommés par les administrations du département, sur la présentation des administrations municipales et après avoir été examinés par un jury d'instruction. En ce qui concerne uniquement la ville d'Agen, les directeurs des écoles primaires étaient, en l'an VIII, les citoyens Augey-Delaygue, place Caillives ; Mignel le jeune, place Hilaire ; Laval, rue Ça-Ira ; Raymond Cruzel, rue Pont-de-Garonne. Institutrices primaires ; les citoyennes : Lanne-Laboubée, rue du Temple et Marie Champié, rue François. Comme instituteurs privés, maîtres ou maîtresses de pension, il y avait encore, les citoyens : Besançon, ancien Oratorien, rue Constitutionnelle ; Proché, rue Antoine ; Lannes, rue Porteneuve ; Planté, rue du Cat et Delmas, au ci-devant Collège ; enfin Catherine Douzon, aux ci-devant Augustins.

Quelques changements sont à noter dans le personnel de l'Ecole Centrale, en l'an IX (1801). Le sieur Vigué fils² prend la chaire de

¹ Annales de la ville d'Agen, p. 63.

² M. de Vigué fils, a laissé la réputation d'un homme d'un esprit très fin et très distingué. D'une famille originaire d'Agen, il habitait les environs de S. Maurin. Son père, Pierre de Vigué, magistrat à Agen, construisit rue Porteneuve l'Evêché actuel : il vendit cette maison, en 1771, à M. de Laville

grammaire générale et Laroche fils, aîné, celle des belles-lettres. Lacoste aîné est nommé professeur d'histoire ; enfin, Piquéal est chargé du cours de législation. Le discours de clôture est prononcé cette année-là par le nouveau préfet du département, qui préside la distribution solennelle des prix. Parmi les élèves qui plus tard devaient se faire un nom dans les sciences, la politique, la magistrature ou les lettres, nous relevons les noms de : MM. Chaubard, Radoult-Lafosse, Dubruel, Leyniac, Bergognié, etc.

VI. — L'ECOLE SECONDAIRE (1802-1808).

L'année 1802 (an X) devait mettre fin à l'existence des Ecoles Centrales. Du reste, dans presque toute la France, comme à Agen, cette organisation n'avait que très-imparfaitement réussi. Le génie de Napoléon le comprit. La loi du 1^{er} mai 1802 (11 floréal an X) les supprima sur tout le territoire français et établit tout un nouveau système d'enseignement. Il fut décidé que l'instruction publique par département serait répartie : 1^o dans des Ecoles primaires, établies par les communes : 2^o dans des Ecoles secondaires, établies par les communes ou tenues par des maîtres particuliers ; 3^o dans des lycées

père du comte de Lacépède, qui la céda plus tard à la famille de Narbonne. Membre fondateur de la Société académique d'Agen, M. de Vigué fils, y lut successivement les ouvrages suivants : (1776) : *Abus de l'esprit philosophique*. — *Mémoire sur la chaleur* ; *Mémoire sur les météores*. — (1784) *Mémoire sur les causes et les effets de la musique*. — (1786) *Mémoire sur l'origine du préjugé qui flétrit la postérité des coupables*. — *Développement de la marche de l'esprit dans la recherche de la vérité*. — *Le chien voyageur* (fable). — (1787) *Promenade du soir* (romance). — (1788) *Épître en vers* ; — *Développement de cet axiome : Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit* : — *Des inconvénients et des avantages attachés à l'étude du cœur humain*. — (1789) *Épître en vers à M. de Lislefeme, président du musée de Bordeaux* ; — *Mémoire sur l'Electricité animale et particulièrement sur celle des chats* ; — *De la théorie chimique des engrais* : — (1790) *Mémoire sur l'art de faire du vin* ; et de nombreuses pièces de vers, etc., etc.

et des écoles spéciales entretenus aux frais du trésor public. Il devait y avoir un lycée au moins par arrondissement de Tribunal d'appel, et, à mesure que les lycées seraient organisés, le gouvernement déterminerait celle des Ecoles Centrales qui devaient cesser leurs fonctions.

Le département de Lot-et-Garonne dépendit à ce moment du lycée qui fut créé à Bordeaux. Agen n'eut plus qu'une école secondaire et des écoles primaires. Nous n'entrerons pas dans tous les détails du règlement des écoles secondaires, qui ne devaient subsister que peu de temps. Disons seulement que dans notre ville, l'école secondaire communales fut instituée dans l'ancienne maison du Refuge, à Sainte Quitterie, et dirigée par M. Lalaurencie, de 1805 à 1807, époque où M. Besançon créa, rue Constitutionnelle, une autre école secondaire indépendante. Parmi les instituteurs libres de cette époque, citons MM. Delmas, Delpech, Lannes, Proché et Rouby, pour l'étude des langues latine et française, M. l'abbé Peytra, qui ouvrit une école et un pensionnat dans la maison de feu M. Renaut, avocat, rue de la Liberté, n° 15, près la place de l'ancien collège, et entretenait pour toutes les branches de l'enseignement une dizaine de professeurs ; enfin, comme simples maîtres de pension : MM. Bartayrès, rue Roussannes, Boë, place Saint Caprais, et Laval, place Sainte Foy. En 1808, ce fut M. Delmas, qui prit la direction de l'Ecole secondaire d'Agen.

VII. — LE COLLÈGE COMMUNAL ET LE LYCÉE.

Ces écoles secondaires ne fonctionnèrent que jusqu'en l'année 1808, époque où un décret impérial du 17 mars, les supprima. Napoléon voulant définitivement régler en France l'instruction publique, par trop livrée au hasard depuis la Révolution, et régulariser en même temps l'état de choses existant, créa l'Université Impériale, chargée exclusivement de l'enseignement public. « Il ne pouvait désormais être formée hors d'elle et sans l'autorisation de son chef aucune école ni établissement quelconque d'instruction. »

L'Université se composait d'autant d'Académies qu'il y avait de Cours d'Appel, et chaque Académie comprenait : les facultés, les lycées, les collèges, les institutions, les pensionnats, les écoles primaires.

A Agen, le Collège, formé des débris de l'Ecole Centrale et de l'Ecole secondaire communale, fut rétabli officiellement, et il fut placé sous la dépendance de l'Académie de Cahors. Il eut, comme les autres Collèges communaux de France, un bureau d'administration chargé de dresser le budget des recettes et des dépenses, arrêté en Conseil de l'Université sur l'avis du Recteur. Quant à la nomination des professeurs, elle était réservée en entier au Ministre. Notons une singulière ordonnance dans ce premier règlement des Collèges de France : Proviseurs, censeurs, principaux et professeurs devaient être et rester célibataires. Pourquoi alors ne pas en donner exclusivement la direction aux ecclésiastiques ? Hâtons-nous de dire que cet article bizarre ne fut jamais appliqué, et qu'il tomba de suite en complète désuétude.

Le décret de 1808 ne fut mis véritablement à exécution à Agen que deux ans après, en 1810. Ce fut en effet l'époque où l'administration centrale du département s'installa dans l'hôtel de l'Evêché et en délogea les professeurs. A cet effet, un décret impérial du 23 avril 1810 fut rendu, en vertu duquel, « le préfet du département de Lot-et-Garonne est autorisé à concéder gratuitement à la ville d'Agen, en remplacement de l'Evêché de cette ville qui lui avait été abandonné en l'an VI, pour l'indemniser de son Collège aliéné au profit de l'Etat, l'ancien Couvent des Carmélites de cette ville, à l'effet d'y rétablir son Collège. Les réparations de tout genre que nécessitera cet établissement seront entièrement à la charge des administrateurs du département, etc. ¹. Le Collège d'Agen changea donc une troisième fois de place ; mais ce fut la dernière, car il est resté depuis là où l'établit Napoléon. Le lieu était du reste bien choisi. Situé au centre de la ville, il ne pouvoit, grâce à l'intelligence et à la supériorité de ses professeurs, que prospérer rapide-

¹ Archives Municipales GG 211 - Voir aussi Archives départementales , fonds moderne.

dement. Le local était immense, et déjà suffisamment aménagé pour sa nouvelle destination ¹.

Le 18 novembre 1811, nous apprend Proché dans ses *Annales de la ville d'Agen*, fut célébrée en grande solennité l'inauguration du Collège communal d'Agen, dont la direction fut confiée à M. l'abbé Laurent Roche, le même que nous avons vu en 1788 professeur de théologie au Collège de l'Oratoire d'Agen ². « M. Paulin, recteur de l'Académie de Cahors, est venu présider à cette installation à laquelle ont assisté M. le Préfet, accompagné du Conseil de Préfecture, M. le Sous-Préfet, MM. les adjoints du maire, le conseil municipal et plusieurs autres fonctionnaires de tous les ordres. La messe du Saint-Esprit a été célébrée par M. l'Evêque. Ensuite M. le Préfet, M. le Recteur et M. le Principal ont prononcé chacun un discours. » Furent installés : MM. l'abbé Laurent Roche, principal; Besançon le père, professeur pour la rhétorique ; Rives, pour la seconde d'humanités : Planté, pour la première d'humanités ; Marielle, pour la seconde de grammaire ; Delpech, pour la première de grammaire; Besançon le fils, pour la classe élémentaire ;

¹ Nous donnerons, lorsque nous nous occuperons dans ce même travail du Couvent des Carmélites, le plan détaillé de cet établissement, au moment de la Révolution, qui ne subit d'ailleurs que très peu de changements jusqu'à sa transformation définitive en lycée impérial. Nous décrirons également la chapelle, une des plus intéressantes de la ville.

² Nous demandons à M. Ad. Magen, le savant éditeur du manuscrit de Proché, la permission de reproduire ici l'intéressante note biographique qu'il consacre dans cette publication au nouveau directeur du Collège. « Nous avons eu, vers 1830, écrit-il à la page 133 des *Annales de la ville d'Agen*, étant élève de la pension Delmas, l'occasion de voir M. Roche, que ses élèves et ses anciens collaborateurs au Collège d'Agen appelaient toujours le *Père Roche* en souvenir de son titre périmé, mais non oublié, d'Oratorien. C'était un petit homme vif, propre, tout de noir vêtu, en habit et culottes courtes. Il ne lui manquait que des boucles aux souliers pour figurer un tabellion de comédie, comme on les voyait au dernier siècle. Son passage à Agen, dont il avait administré le Collège depuis le 18 novembre 1811, jour de l'inauguration, jusqu'à la fin de l'année scolaire 1821, fut une fête pour bien des familles qui l'avaient fort regretté. Il paraissait âgé d'environ soixante ans et était d'un abord facile et gracieux. »

Bartayres¹, pour la première classe de mathématiques ; Cominal pour la seconde de mathématiques, et Mazac, comme maître d'études.

Deux ans après, le 29 août 1813, Napoléon signait à Dresde un décret impérial, érigeant en lycée le Collège d'Agen. Mais ce décret, qui, d'après Proché, « ne serait jamais parvenu à Agen », ne fut point exécuté. La composition du Collège était à peu près la même que lors de son inauguration : l'abbé Laurent Roche était toujours principal ; M. Besançon le père était passé sous-principal ; quant aux autres professeurs, en voici la liste : M. Boé avait été nommé professeur de philosophie ; Rives, de rhétorique ; Planté, de seconde année d'humanités ; Marielle, de première année ; Besançon fils, de seconde de grammaire ; Delmas, de première ; Delpech, de seconde élémentaire ; Rouby, de première ; Bartayres et Cominal, de mathématiques ; Ducasse, de préparatoire. Etaient maîtres d'études : MM. Capdeville, Cahuac aîné, Systcray, Laporterie ; enfin Laffargue, maître d'écriture ; Honoré, de dessin ; Bosquet, Fourgous et Jalade de musique ; Cauboue, dit *Fleur d'orange*, d'escrime ; Bousquet, de danse ; Fonfrede, médecin ; Frayssinet, chirurgien, et Cruzel pharmacien.

¹ Le nom de Bartayres éveille encore trop de souvenirs dans l'esprit de bien des Agenais qui liront ces lignes pour que nous ne rappelions pas ici sommairement ses titres et les principaux ouvrages qu'il a laissés. Né à Villeneuve sur-Lot le 16 juillet 1773, mort à Agen, le 10 janvier 1857, il occupa la chaire de professeur de mathématiques et de physique au Collège d'Agen, depuis 1811 jusqu'à 1845. Membre de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen, il en devint le secrétaire perpétuel en 1832, année où il remplaça M. de Saint-Amans. Il a laissé de nombreux travaux, presque tous imprimés dans le Recueil de cette Société. Parmi les plus importants citons : *L'Eloge de M. de Saint-Amans* ; *la géognosie du département de Lot-et-Garonne* ; *les leçons de physique et de chimie appliquées aux arts et particulièrement à l'Agriculture, à l'usage des maisons d'éducation* ; *la météorologie agricole du département de Lot-et-Garonne* ; *la statistique agricole du même département*, etc. etc. (Voir l'article bibliographique que lui consacre M. Jules Andrieu, dans le tome 1^{er}, page 48, de sa Bibliographie Agenaise. »

Une scène grave se passa, en 1815, au Collège d'Agen. Laissons encore ici la parole à Proché, qui en fut témoin : « Le 17 mai 1815, nous dit-il, le Principal du Collège et tous les professeurs ¹, rassemblés devant M. Baudus, l'un des inspecteurs de l'Académie de Cahors qui était venu à Agen pour leur faire prêter serment de fidélité à l'Empereur, ont tous refusés de le faire. L'inspecteur leur ayant déclaré qu'ils ne pouvaient continuer leurs fonctions, ils se sont retirés. Les élèves, pensant que l'un des professeurs avait prêté le serment, l'ont accueilli par des huées, l'ont forcé à sortir et l'ont accompagné jusques sur la place du Palais, en le nommant et en criant : à bas ! à bas ! Les classes ont donc été fermées par le refus qu'avaient fait le Supérieur et les professeurs de prêter le serment. Cependant M. le Maire, à la prière des pères de familles qui voyaient avec peine que leurs enfants perdaient leur temps, a engagé l'Inspecteur à permettre provisoirement que les professeurs entrassent, Jusqu'à ce qu'il eût fait son rapport au Recteur de l'Académie, ce qu'il a accordé sans peine. L'Inspecteur est parti le lendemain, et le Collège est resté fermé depuis le lundi 8 mai jusqu'au lundi 13 du même mois ². »

—Avec la Restauration régnèrent le calme et la tranquillité au Collège d'Agen. Nous n'entrerons pas ici dans les multiples détails de son organisation nouvelle ni de son administration. Ces renseignements tout modernes n'intéresseraient que médiocrement nos lecteurs. Disons seulement que les mêmes règlements, lois, décrets qui régirent tous les Collèges de France furent appliqués à celui de notre ville.

Quelques changements furent apportés, en 1817, dans la distribution et l'aménagement des nombreux bâtiments qu'avaient occupés jadis les Carmélites. M. Bourrière était l'architecte du Collège, et, dans son devis estimatif, on voit qu'il fut chargé de réunir dans

¹ C'étaient les mêmes qu'en 1813, sauf que M. Besançon n'était plus sous-principal, Boë, professeur de philosophie, et Cominal de mathématiques.

² Annales de la ville d'Agen, p. 195.

la grande cour d'entrée, où nous-mêmes les avons vues depuis, toutes les classes et les salles d'études ; de changer de place la cuisine et le réfectoire ; en un mot « de rendre le service plus commode, la surveillance plus active, et d'obtenir le bon ordre dans le pensionnat. » La ville d'Agen, du reste, n'hésita jamais à faire pour son Collège communal les sacrifices qu'elle jugea nécessaires.

Depuis 1811 jusqu'à l'année 1858, date de l'installation du Lycée, la direction du Collège changea huit fois de mains. M. Laurent Roche resta principal de 1811 à 1821. En 1822, M. Jourdan, inspecteur de l'Académie, le remplaça provisoirement. En 1823, furent nommés : principal du Collège, M. l'abbé Monziez, et sous-principal et aumônier M. l'abbé Estang. Ces deux respectables ecclésiastiques en conservèrent la direction jusqu'en 1830.

A cette époque M. Genin passa principal, et M. Perbosq, aumônier. Etaient professeurs : MM. Laurens, de philosophie ; Delcer, de rhétorique ; Dousset, de seconde ; Monziès, de troisième ; Delmas, de quatrième ; Rouby, de cinquième ; Labroille, de sixième ; Nicolas, de septième ; Bartayrès, de mathématiques et de physique ; Rigaubert, maître d'études ; Laffargue, d'écriture ; Laffore, médecin ; Pons, médecin-adjoint ; Cruzel pharmacien. En 1835, M. Bonnesset fut adjoint à M. Genin, principal. Ce dernier resta à son poste jusqu'en 1836, époque où M. Brunie fut nommé à sa place. Il conserva la direction du Collège jusqu'en 1843, et il fut remplacé successivement par M. Leterrier de 1843 à 1849 et M. Rouge de 1849 à 1853.

En vertu de la loi du 15 mars 1850, le Collège d'Agen fut enlevé à l'Académie de Cahors, dont il dépendait depuis sa formation. Cette loi créait dans chaque département une Académie, administrée par un recteur, assisté d'un ou plusieurs inspecteurs et sous la surveillance d'un Conseil Académique. M. Lepescheux fut le premier recteur de l'Académie d'Agen. Il remplit ces fonctions jusqu'en 1855, époque où le Collège d'Agen passa sous la dépendance de l'Académie de Bordeaux, qui, seule, eut un recteur à sa tête. Le poste de recteur, à Agen, fut alors remplacé par celui d'Inspecteur Académique. M. Lepescheux en resta titulaire. En même temps, en 1854, M. Vieules avait remplacé M. Rouge à la tête du Collège. Ce fut le dernier principal du Collège d'Agen.

Un nouveau décret Impérial, plus heureux que celui de 1813, érigea également cette année-là, et à quarante-et-un ans d'intervalle, le Collège d'Agen en Lycée. Une loi fut aussitôt votée, la même année, le 30 mai, autorisant la Ville d'Agen à emprunter la somme de 450.000 fr. pour la construction de son lycée. L'emplacement resta le même, sauf qu'il fut entièrement modifié et considérablement agrandi. Alors disparurent peu à peu ces vieilles masures, jaunies par le temps ; ces cloîtres vastes et pittoresques, jadis lieu de méditation des filles du Carmel, maintenant tout bruyants des joyeux rires des écoliers en récréation ; ces grands platanes aussi, dont l'ombre pâle et séculaire avait abrité tant de jeunes générations agenaises. Ancien élève du Collège d'Agen et témoin, à cette époque, de sa transformation, nous ne pouvons aujourd'hui nous empêcher de consigner ici notre souvenir attendri sur ces heures déjà lointaines, en même temps qu'affirmer nos sentiments toujours vivaces de reconnaissance et de respect à l'égard des maîtres si bienveillants et si distingués, dont la douce main dans la voie de l'instruction a guidé nos premiers pas.

L'ouverture du Lycée impérial d'Agen eut lieu le 8 novembre 1858. Le plan des études comportait, comme pour les autres lycées de l'empire, les matières exigées pour les baccalauréats ès-lettres et ès-sciences, et la préparation aux diverses écoles spéciales du gouvernement. Les langues anglaise et allemande devenaient obligatoires dans les classes supérieures. Le lycée recevait en outre des boursiers impériaux et départementaux, des pensionnaires, des demi-pensionnaires et des externes libres et surveillés. En même temps le gouvernement envoyait au lycée d'Agen l'élite de la dernière promotion, sortie soit de l'Ecole Normale, soit de l'école d'Athènes. Citons, entre autres, les noms de M. de Treverret, professeur de rhétorique, aujourd'hui l'éminent professeur de littérature étrangère à la Faculté des lettres de Bordeaux, et de M. Thenon, professeur de seconde, qui devait bientôt après quitter l'Université pour entrer dans les Ordres, fonder un externat, et mourir, jeune encore, à l'Ecole des Carmes de Paris, où ses hautes qualités de littérateur et d'érudit l'avaient désigné au poste de Directeur.

Voici du reste la liste complète de Messieurs les professeurs

et administrateurs du Lycée d'Agen, l'année de sa fondation : MM. Ferrus, proviseur ; Schmitt, surveillant général ; Gillard, aumônier ; Viacent, économe ; Bousquet, premier commis d'économat. Puis MM. Durrande, Stouff et Soldat, professeurs de mathématiques pures et appliquées ; Galtier et Gernez, de sciences physiques, chimiques et naturelles ; Durrande, de travaux graphiques ; Favier, de dessin ; Picou, de logique et de philosophie ; Jacoulet, d'histoire et de géographie ; de Treverret, de rhétorique ; Thenon, de seconde ; Richenet, de troisième ; Bosseux, de quatrième ; Mott, de cinquième ; Malvoisin, de sixième ; Thumerel, d'anglais ; Fortwingler, d'allemand ; Maigne de Sarrazac, de septième ; Douzal, de huitième ; Vilatte et Belot, des classes préparatoires au commerce et à l'industrie ; Marfan, de la préparatoire élémentaire ; Labatut, de chant. Le nombre des élèves s'accrut considérablement depuis cette époque jusqu'à nos jours. Il est actuellement de 430, dont 295 externes et demi-pensionnaires.

Dès l'année qui suivit son inauguration (1859), M. Ferrus fut remplacé à la tête du Lycée d'Agen par M. Catusse, esprit éminemment pratique et distingué, qui en a conservé la direction, comme proviseur, jusqu'en 1870. Vers la même époque, à l'Inspection Académique, M. Lepescheux était remplacé, en 1864, par M. Gisclard, et successivement par MM. Haillecourt (1865), Crosson (1865-69), Dussouy (1869-73), Pécout (1879-83), et Audray (1885-88).

Les derniers proviseurs du Lycée d'Agen ont été MM. Em. Moulin (1874-76), Alph. Rousselot (1876-81), Condé (1884-82), Bretagne (1882-83), Grandseigne d'Hauterive (1883-86) et Nérot, qui est actuellement à la tête de notre établissement départemental d'instruction secondaire.

— Nous terminons ici cette étude sur le Collège d'Agen. Et cependant, que de choses n'aurions-nous pas encore à dire sur son histoire ? Que de documents intéressants nous avons été forcé d'éliminer, sur les classes, la bibliothèque, la méthode suivie aux

diverses époques, la gestion des finances, les dépenses, les charges, les revenus, sur tout le personnel enseignant d'où se détachent parfois tant de figures originales, sur la liste si nombreuse et si variée des élèves, dont beaucoup ont acquis dans la suite et à tant de titres différents une brillante renommée. Nous laissons à d'autres plus experts le soin d'achever notre œuvre, qui n'est, on l'a vu, qu'une rapide esquisse. Heureux s'ils peuvent profiter des matériaux que nous avons, souvent péniblement, extraits de la masse poussiéreuse de nos archives locales, mais qui ont du moins cet avantage, c'est que la plupart d'entre eux sont inédits. Il était bon, croyons-nous, et c'est ce que nous avons essayé de faire, de les exhumer de l'oubli dans lequel ils étaient plongés, à l'heure où la grande question de l'enseignement préoccupe si vivement les esprits, et où les établissements d'instruction secondaire semblent suivre en France une direction nouvelle, absolument opposée à celle qui jusqu'à ce jour cependant les avait rendus si prospères, qui nous paraît parfois étrange et même dangereuse, et que l'avenir se chargera d'apprécier et de juger.

(A continuer.)

PHILIPPE LAUZUN.



LA VILLE D'AGEN

PENDANT LES

GUERRES DE RELIGION DU XVI^E SIÈCLE

(Suite)

III

LES PREMIERS TROUBLES. — (1558-1561.)

En l'année 1558 « se commencerent a dresser beaucoup d'erreurs » en la sénéchaussée d'Agenais. Le Parlement de Bordeaux y mit bon ordre ¹ et l'on put croire que tout était pacifié.

Cependant, au mois de décembre, les consuls d'Agen exercèrent des poursuites contre Pierre Lachaise, un cordonnier de leur ville, « charge d'avoir voleu ruer ung coup de pierre et ung coup de poing « a ung ymage du crucifix en pappier. » Le prévenu ayant été emprisonné et les enquêtes étant closes, avant de procéder au jugement, ils eurent des scrupules sur la légitimité de ces opérations. Assurément leurs anciens privilèges leur attribuaient la connaissance de tous les crimes, même de celui de lèse-majesté, mais la création du présidial et les nouveaux édits restreignaient leur pouvoir dans des limites qu'ils ne connaissaient pas encore. Un conflit avec le présidial était à craindre ; aussi chargèrent-ils deux de leurs collègues, alors à Bordeaux, Nadal et Chabrity, de s'informer si un pareil procès était de leur compétence ².

¹ Un arrêt du Parlement interdisant les prêches, en date du 15 juillet 1558, est transcrit dans un de nos livres de jurade, BB. 30, f° 26, v°. Pièces justific. I.

² Jurade du 22 décembre 1558. BB. 30, f° 31, Pièces justif. II.

La réponse fut sans doute favorable, car leur zèle ne se ralentit pas. Moins de trois mois après, ils décidèrent qu'ils « feront les inquisitions contre tout habitant de la ville ou autre qui parleroit mal de la foy et religion chrestienne¹. »

Ils furent secondés dans cette recherche par Tholon, lieutenant criminel, d'Aspremont, lieutenant particulier, Delas, procureur du roi. Des suspects furent emprisonnés, d'autres poursuivis avec rigueur.

Le consul Martial de Nort², se signalait entre tous par sa violence. Afin de mieux entraîner le peuple, il songeait à s'aider d'un cordelier exalté, Melchior Flavin ; il obtint, non sans peine, de l'évêque Frégose de lui faire prêcher le carême. Flavin, qui avait autrefois embrassé la Réforme, vouait maintenant au bûcher ses anciens coreligionnaires. Il transforma la chaire en tribune, en prétoire ; il alla jusques à demander la tête de quatre des principaux du royaume. Ceux-ci étaient hors de toute atteinte, mais un malheureux serrurier de Penne, condamné à mort par les consuls d'Agen, pour fait de religion, paya pour tous³.

Le roi de Navarre, averti de ce qui se passait, avait écrit de suspendre toute poursuite jusques à sa prochaine arrivée à Nérac. Il voulait aussi qu'on lui envoyât Melchior. Le moine, se souciant peu

¹ Jurade du 13 mars 1559. BR. 30, f° 35, v°. Pièces justif. III. Je ferai remarquer qu'il s'agit des mêmes consuls, les élections annuelles n'ayant lieu que le 25 mars.

² Dans un des chapitres précédents, j'ai parlé de la division que la Réforme avait jetée dans les familles. Celle du consul de Nort en fournit un exemple notable. Tandis que Martial, neuf fois consul d'Agen, de 1521 à 1564 (il mourut en septembre 1572), défendait avec tant de zèle la cause catholique, son fils Odet s'instruisait à l'école des novateurs à Genève. Nous le verrons bientôt évangéliser l'Agenais. Il fut ensuite ministre à La Rochelle près de trente années.

C'est un personnage à étudier. Le long article que lui consacre *La France protestante* est loin d'être complet.

Les de Nort, fort nombreux, finirent par être à peu près également partagés entre les deux religions.

³ *Hist. ecclésiast. des églises réformées* de Théodore de Bèze. Edit. de Toulouse, 1882 (que je citerai exclusivement) T I p. 116,

de tomber entre les mains d'Antoine de Bourbon, un de ceux dont il avait dénoncé l'apostasie, s'était ménagé quelques protecteurs. Interné dans son couvent ou emprisonné quelque temps à Bordeaux, il fut délivré par ordre du cardinal de Lorraine ¹.

On juge à quel point les passions étaient alors excitées. Les réformés se sentaient en nombre à Agen, et, en attendant de prendre leur revanche, ils se signalaient de nouveau par ces méfaits clandestins qui exaspéraient leurs adversaires.

Durant la nuit du 13 avril (1559) « des images représentant la « Passion de Nostre Seigneur » furent mises en pièces. Le lieutenant criminel d'Agen, mandé en la cour du Parlement, fut chargé d'intimer l'ordre au présidial de faire justice des coupables dans la quinzaine. Cette diligence n'empêcha pas le renouvellement de faits pareils dix jours après. Alors le parlement délégua des commissaires pour faire directement les informations ².

De nouveau tout parut se calmer; c'était pour peu de temps, car l'année 1560 fut signalée par de grands troubles.

Vers le commencement du mois de février, une révolte éclatait à Monségur ³. Des commissaires envoyés par le Parlement de Bordeaux

¹ Je résume dans ces vingt lignes, quatre pages fort intéressantes de l'ouvrage de M. de Ruble (*Ant. de Bourbon et Jeanne d'Albret*, p. 246-49). Cet auteur a utilisé entre autres les archives de l'hôtel de ville d'Agen pour écrire ce récit fort complet et que pourront lui emprunter les futurs auteurs de l'histoire définitive d'Agen. Sur les mêmes faits voir aussi *Histoire de la Réformation* par M. Gaullieur, p. 173 et suiv. Ce dernier accepte tous les dires de Théodore de Bèze sur ces divers événements. M. de Ruble n'en admet que la moitié, après l'avoir soumise au contrôle de documents contemporains. Pour le principal de nos historiens ecclésiastiques, M. l'abbé Barrère, le témoignage de Théodore de Bèze est comme non avenu. Cet auteur, protestant, qui est cependant un contemporain bien informé, n'a pas voix dans son chapitre.

Voilà donc trois méthodes. La vérité, si difficile à trouver, est sans doute comme la vertu, si difficile à pratiquer, *in medio*.

² Ordonnance du Parlement, BB. 30, f° 43. Pièces justif. IV. Lettre du président de Roffignac au connétable de Montmorency. *Arch. hist. Gironde*, XIII, 119.

³ Petite ville forte, à l'ouest et à peu de distance des frontières de l'Agenais, aujourd'hui département de la Gironde.

furent bloqués dans cette ville, où 8,000 hommes proclamèrent la commune. Grâce à l'énergie des jurats de Bordeaux, l'ordre fut rétabli en peu de jours ¹.

Le roi de Navarre, que nous avons vu l'année précédente protéger les réformés poursuivis par nos consuls, ne pouvait du moins se rendre complice d'une prise d'armes. Il avertit les Agenais que les rebelles de Monségur avaient en leur ville « plusieurs adherans et « fauteurs, pretz a suivre leur party. » Il les pria de se maintenir en la foi et obéissance qu'ils devaient et de réprimer toute sédition ².

Cet avis surprit fort les consuls. Ils répondirent à Antoine de Bourbon qu'ils ne pouvaient « savoir ny cognoistre que pourroient « estre ceux de la ville d'Agen que ayent intelligence » avec les rebelles de Monségur ; ils l'assuraient de la fidélité de leur ville ³.

Monluc qui était alors en son château d'Estillac, pensait exactement comme le roi de Navarre. Il pria les consuls de venir conférer avec lui et leur fit part de ses soupçons. Certains personnages avaient dû sortir de leur ville pour aller prêter main forte aux révoltés de Monségur. Il les engageait à exercer une exacte surveillance aux portes. Ces avertissements et ces conseils furent transmis le jour même aux jurats, qui résolurent de se mettre en garde et de prendre des renseignements sur tous les étrangers logés dans les auberges ⁴.

Le Parlement de Bordeaux étendait aussi ses enquêtes. Un régent, Philippe Lévi, convaincu « de faire assemblees et presches secretz » à Villeneuve d'Agenais, avait été saisi et enfermé dans les prisons de la conciergerie d'Agen. Il fut condamné par le Parlement à faire amende honorable. ⁵

Ces assemblées et ces prises d'armes pouvaient encore passer pour des tentatives isolées, lorsque une lettre du roi de France vint apprendre aux Agenais que ces premiers troubles dans leur pays se

¹ Gaullicur, ouv. cité, p. 193, 194.

² La lettre du roi de Navarre (du 14 février 1560), transcrite dans nos livres de jurade, BB. 30, f° 54, a été publiée par M. le marquis de Rochambeau. *Lettres...* cit. p. 189.

³ Lettre du 18 février 1560. BB. 30, f° 54. Pièces justificat. V.

⁴ Jurade du 19 février. BB. 30 f° 55. Pièces justificat. VI.

C'est la première intervention de Monluc dans les affaires de la ville.

⁵ Attestation du 4 mars 1560. FF. 13. Pièces justificatives VII.

liaient à une vaste conspiration, peut-être fortifiée de l'appui de princes étrangers. Il ne s'agissait de rien moins que de bouleverser tout le royaume « de piller les plus riches églises et sacager les « melheurs maisons de noz villes » etc.

Ce récit officiel de la conjuration d'Amboise fut publié à son de trompe à tous les carrefours de la ville d'Agen. Une amnistie était promise, au nom du roi, à ceux qui, dans les huit jours, révéleraient tout ce qu'ils sauraient de la conjuration ou seraient l'aveu de leur participation aux troubles. Les autres coupables seraient poursuivis pour crime de lèse-majesté ¹.

Sans doute le sentiment qui domina dans la foule, à la lecture de cette proclamation, fut la stupeur. Les plus confiants et les moins instruits des affaires religieuses et politiques pouvaient dès lors pressentir tout ce que l'avenir ménageait de malheurs, non seulement au petit pays d'Agenais mais à la France.

Les consuls ne devaient négliger aucune mesure propre à assurer l'ordre. Ils rendirent une ordonnance interdisant le port d'armes, prohibant tous « monopolle, assemblée et congregation illicite ². »

Mais ils n'avaient aucune action en dehors de leur ville. Le bruit courut que des assemblées, sous prétexte de religion, se tenaient à Tonneins et à Marmande. On exagérait, comme il arrive dans les temps d'affolement général. Des commissaires du Parlement de Bordeaux, auxquels le roi de Navarre avait promis de donner assistance, firent des enquêtes qui restèrent sans résultat ³.

Des événements plus graves se passèrent à Agen. Un consistoire s'était formé ; les prêches se succédaient régulièrement. Deux ministres, Jean Voisin, venu de Poitiers, et Jacques Fontaine, venu de Genève, recrutaient de nombreux adhérents, parmi lesquels deux conseillers au présidial. Jean Voisin fut arrêté et parvint à s'évader. On se saisit de Jacques Fontaine, qui fut indignement maltraité et soumis à un interrogatoire par un tribunal improvisé sous la présidence de Monluc.

¹ Lettre de François II, datée d'Amboise le 16 mars 1559, transcrite au f° 59 v°, de notre registre BB. 30. Pièces justif. VIII.

² 3 avril 1560. BB. 30, f° 60 v°.

³ Lettres d'Antoine de Bourbon du 31 mai et du 25 juin 1560. Publ. par M. le marquis de Rochambeau, *Lettres cit.*, p. 195, 202 et 209,

Une liste de convertis ayant été arrachée à ce ministre, Monluc et son fils Charles poursuivirent une vraie chasse aux huguenots dans les rues de la ville. Ils étaient assistés dans cette besogne de basse police, indigne de braves capitaines, par Martial de Nort et par le chanoine Clément de Lalande, armé d'une épée¹. Ce dernier, né plutôt pour être soldat que pour chanter l'office à Saint-Caprais, se signalait dans toutes les occasions où il fallait agir avec promptitude et vigueur. Il devint bientôt le chef du parti catholique dans la ville d'Agen.

Quelques arrestations furent opérées, et, comme le présidial était suspect, on demanda au roi d'autres juges pour instruire le procès du ministre et de ses adhérents. L'affaire parut d'assez grave conséquence pour exiger une députation ; d'Aspremont, lieutenant principal, fut envoyé à la Cour.

Pierre Brune, praticien, trouvé porteur d'un exemplaire de la *Légende dorée*, subit un interrogatoire.

Bertrand Dulac, promoteur de la ville, craignant d'être convaincu « du crisme d'hérésie » prit la fuite, avec nombre d'autres Agenais. Il fut aussitôt remplacé par un avocat, Bertrand Chastellet².

Tous ces protestants « fugitifs » n'étaient guère moins dangereux au dehors que dans la ville. Il courait d'effrayantes rumeurs. Toute la journée du lundi de la Pentecôte (4 juin), une assemblée, dans laquelle s'associaient aux consuls et aux jurats le chanoine Lalande, des magistrats et des notables, se tint en permanence à la maison commune, provoquant et recevant tous les rapports.

¹ *Ant. de Bourbon et J. d'Albr.*, p. 266 à 269. Encore trois pages à reproduire par nos annalistes. M. de Ruble accepte le récit de Théodore de Bèze, d'après lequel Jacques Fontaine aurait été privé de nourriture pendant deux jours et menacé des plus horribles supplices.

Voir *Hist. ecclés.* de Théod. de Bèze pp. 121, 177 et suiv.

² Jurade du 1^{er} juin 1560. BB. 30 f° 66. Publié par M. Bourgeon, ouv. cit. p. 85.

On trouve une variante importante de ce procès-verbal dans le reg. FF. 31. Pièces justif. IX.

Jurade du 3 juin. FF. 31.

Cette diligence n'était pas hors de propos, car voici les nouvelles qui arrivèrent coup sur coup.

L'apothicaire François Lobier déclare avoir reçu l'avis que « ceux de Nérac prétendent venir bailler l'assault à la présente ville. »

Le marinier Jean Cadène, habitant de Montesquieu, a trouvé par les chemins deux croix et un autel rompus. Il a appris que 300 hommes, tant à pied qu'à cheval, sont réunis à Sérignac.

Après souper, c'est une vraie panique. On crie que les hérétiques ont pénétré dans la cathédrale, pour la piller. Le Conseil ouvre l'arsenal, distribue des armes et court défendre l'église ¹.

Les bandes de séditeux se groupaient sous les ordres du sire de La Maurelle ² et de son gendre le sire de Meun. Elles auraient compté, disait on, jusques à quatre mille hommes. La délivrance du ministre Fontaine était le but de leur entreprise, que fit échouer l'intervention du roi de Navarre ³.

Au milieu de ces périls, les Agenais acquirent du moins la preuve que le roi de France ne les abandonnait pas. Ils reçurent de lui les plus vives félicitations au sujet de l'énergie qu'ils avaient déployée contre les huguenots. Une lettre fort amicale du cardinal de Lorraine et du duc de Guise confirmait ces éloges, les assurant « qu'il (le roi) a eu ce service d'autant plus agréable que peu de voz semblables se trouvent aujourd'hui qui facent de mesmes ⁴. »

¹ Jurade du 4 juin. FF. 31. Pièces justif. X.

² La seigneurie de La Maurelle est située dans la commune de Dolmayrac, près Sainte-Livrade en Agenais. Au xvi^e siècle, elle a passé des d'Albert de Laval aux de Burin; les du Bernard et les de Gardes l'ont possédée successivement au xvii^e siècle et les de Raignac, au xviii^e. (*Nobiliaire de Guy*. par M. J. de Bourrousse de Laffore, t. IV, p. 415, 417. Arch. départementales B. 734, 877, 901, C. p. 11.)

Le sieur de La Maurelle dont il est question était peut-être un d'Albert de Laval.

³ *Ant. de Bourb.*, p. 272. M. de Ruble considère, avec raison, le chiffre de 4,000 hommes comme exagéré.

Il paraît évident que ces bandes de huguenots tentèrent de se concentrer sur le territoire de la rive gauche de la Garonne, probablement entre Nérac et Agen.

⁴ Toutes ces lettres sont datées de Marchenoir, 10 juin 1560. BB. 30 f° 67. Pièces justif. XI et XII.

François II pourvut aussi à la requête que lui avait remise d'Aspremont. Il décida que le ministre Fontaine serait jugé par une commission composée d'un président et de cinq des plus anciens conseillers du Parlement de Bordeaux, assistés de quatre magistrats du présidial d'Agen non suspects ¹.

Peu après avoir renvoyé le député de la ville d'Agen, le roi de France avait aussi reçu la nouvelle de la prise d'armes des protestants en Gascogne. Il en exprima sa vive surprise aux consuls, en les avisant qu'il avait ordonné au roi de Navarre d'assembler toutes les forces de son gouvernement et, en cas de résistance des rebelles, de « leur courre sus et les tailler en pièces » ².

Antoine de Bourbon n'avait pas attendu cet ordre pour agir et les rassemblements avaient été dissipés. Un pareil service rendu aux Agenais lui donnait quelque droit de leur demander une légère concession. Parmi les suspects d'hérésie détenus dans les prisons d'Agen, où il était « mal de sa personne », figurait un nommé Pierre La Grange, procureur du roi de Navarre à Agen et dans la baronnie de Tournon. Le roi pria le présidial et les consuls de le tirer de là et de l'interner dans une maison jusques à ce qu'il ait été jugé ³.

Les consuls se déchargèrent de cette commission sur le présidial, qui instruisait le procès de La Grange ⁴.

Dans le courant de septembre, les prêches et les assemblées avec port d'armes avaient recommencé dans l'Agenais, le Périgord et le Bazadais; et « en d'aulcuns endroitz hont rompu les ymages et faict « plusieurs aultres scandalles aux esglizes. » La Guienne était « toute

¹ Commission du 10 juin. BB. 30 f° 67. Pièces justif. XIII.

² Lettre du 16 juin, datée de Châteaudun. BB. 30 f° 66 v. Pièces justif. XIV.

M. le baron de Ruble attribue par inadvertance cette prise d'armes du sieur de La Maurelle à la fin de juin (*Ant. de Bourb.*, p. 272.) Des documents cités par lui à la même page, d'accord avec ceux que nous venons d'analyser, ne laissent aucun doute. Ces événements eurent lieu dans les premiers jours de juin.

³ Lettre datée de Nérac le 2 juillet 1560. BB, 30, f° 68 v. Publ. par M. le marquis de Rochambeau, *Lettres cit.* p. 211.

⁴ BB. 30 f° 69.

« pleine de ces oppinions et beaucoup plus à la découverte, depny
« six mois en ça, qu'ils n'avoient accoustume ¹. »

Aux alentours d'Agen, les protestants cherchaient par tous les moyens à assurer l'évasion de Fontaine, dont le procès trainait singulièrement en longueur. Il fallut un coup de force, une expédition en armes pour l'arracher aux prisons. Les détails manquent sur cette audacieuse tentative, qui eut un plein succès. Nous savons seulement que « aucuns personnages en grand nombre c'estoient assemblez avec
« armes ez environs de lad. ville de dela la riviere de Garonne pour
« venir dans lad. ville pour faire quelques excès et sortir de prison
« led. La Fontaine. » Nous savons aussi que Monluc assista à une jurade dans laquelle on décida de prendre toutes les précautions pour la garde des prisonniers ². Rien de plus. Les trahisons déjouaient toutes les assurances. Avant le 14 octobre le ministre était libre et se réfugiait à Gontaud.

Un véritable château-fort, l'évêché d'Agen, au centre de la ville, avait pu tomber pour quelques heures aux mains des huguenots. Ce seul fait démontre quelle était la puissance du nouveau parti. Dans plusieurs villes ou paroisses de la région, il cessait de dissimuler. Les prêches devenaient publics, entraînant des tumultes et des voies de fait. A Meilhan, à Sainte-Bazille, à Monheur, les réformés avaient blessé des catholiques; à Montgaillard ils avaient commis un meurtre. Villeneuve était terrorisé; les magistrats, chargés d'y rechercher un ministre et ses adhérents, s'étant transportés jusques au pied du mur de la maison où se tenait le prêche, ne pouvaient obtenir une seule révélation. Les habitants catholiques de cette ville demandaient à Burie le droit de prendre les armes « parce que ces malheurs les tiennent en grande subjection. » A Tonneins, comme à Agen, des prêches, en plein jour, attiraient un grand concours de gens de tous états ³.

¹ Lettres de Lanssac et de Burie à François II, du 11 septembre. *Arch. Hist. Gironde*, XIII, p. 125, 127.

² Procès-verbal de jurade du 16 février 1562, qui rappelle ces circonstances à l'occasion du paiement des frais nécessités par la garde du ministre. BB. 30, f° 86. Pièces justifiées, XXIV.

³ Lettres du Parlement de Bordeaux, de Pierre d'Ossun, de Burie, du 14 octobre au 3 novembre 1560. *Arch. hist. Gironde*, XIII, p. 130, 131, 136, 137.

Les consuls d'Agen et les officiers du roi échangeaient avec Burie des courriers sur tout ce qui se passait ¹. Ces dépêches, cette chronique au jour le jour ne nous sont point parvenues; mais la situation devenait si grave que l'appui d'un lieutenant du roi, toujours hésitant, ne suffisait pas aux Agenais. Le 15 novembre, Boissonnade fut député vers le roi de France par le corps de ville ².

Ce sont là de simples épisodes. Un événement d'une importance capitale allait se passer dans notre pays. Les missions protestantes, qui exigeaient assurément un grand courage, étaient jusques alors individuelles et spontanées. Les ministres et les régents avaient bien eu des relations avec les chefs principaux de la Réforme, mais il leur manquait une association entre eux, une organisation consentie d'un commun accord et définitivement acceptée. L'initiative de Théodore de Bèze, qui séjourna quelque temps en Guienne, paraît avoir assuré le rapprochement nécessaire et préparé les voies.

Un synode fut convoqué à Clairac pour le 19 novembre, auquel assistèrent trente ministres, outre les diacres et les anciens. Cette assemblée décida que « la confession de foi faite d'un commun accord « par les églises qui sont dispersées en France » serait remise au nom des églises de la province de Guienne au roi de France, qui pour lors tenait les états à Orléans. Le ministre Boissnormand était chargé de recevoir les procurations.

Quelques articles relatifs aux collectes pour les pauvres, aux précautions à prendre à l'égard des prêtres et des moines qui se ralliaient à la Réforme, à l'entretien des pasteurs composent le fragment de procès-verbal qui nous a été conservé de cette réunion mémorable ³.

On y établit une division de la Guienne en sept colloques, dont deux comprenaient tout le territoire actuel de Lot-et-Garonne. En voici la composition :

¹ Lettre de Burie du 3 novembre 1560. FF. 31. Pièces justif. XVI.

² FF. 31.

³ Le synode tenu à Paris est antérieur d'une année seulement à celui de Clairac, dont le procès-verbal a été heureusement conservé dans nos archives d'Agen. Copie ancienne, GG. 201. Publ., avec omission de trois églises agenaises, par M. G. Bourgeon, *La Réforme à Nérac*, p. 83.

Colloque d'Agenais, vingt-une églises : Agen, Port-Sainte-Marie, Tonneins, Marmande, Gontaud, Grateloup, Saint-Barthélemi, Verteuil, Laparade, Monclar, Monflanquin, Villeneuve, Penne, Castelsagrat¹, Casseneuil, Montaut, Sainte-Livrade, Castelmoron, Lafite, Clairac, La Sauvetat-sur-Lède.

Colloque de Condomois, quatorze églises : Condom, Mézin, Moncrabeau, Francescas, Nérac, Lavardac, Feugarolles, Le Mas, Puch, Caumont, Casteljaloux, Armagnac, Vic-Fézensac, Sos.

Un acte de cinquante lignes ne saurait résumer toutes les délibérations d'un synode qui dura longtemps et fut peut-être convoqué à deux reprises².

On y rédigea des déclarations à remettre au cardinal de Lorraine et au duc de Guise. Vingt ministres furent créés, « lesquels ne font « jour et nuit que courir et prêcher et seduire le peuple. »

Monluc, qui donne ce renseignement, accuse aussi le synode d'avoir résolu de le faire mourir. Il réclame du roi et de la reine de Navarre la condamnation de quatre ministres et leur conseille d'envoyer quérir le protonotaire de Caumont, abbé de Clairac, et « en « passant par Loches, lui faire espouser la tour du chasteau pour « quelques jours » car il « soutient toute la sedition d'Agenois et de « Périgori³. »

¹ Écrit *Castelsegen*. On ne saurait lire Castelseigneur, ancien nom de Laparade qui n'était plus usité au xvi^e siècle. D'ailleurs Laparade figure sous son nom dans la liste. Castelsagrat, aujourd'hui du Tarn-et-Garonne, faisait partie de l'Agenais.

Le dernier nom de la liste est *Lemouxin-sur-Lades*. C'est assurément une mauvaise lecture de l'ancien copiste peu familiarisé avec les noms agénais. Je pense qu'il faut identifier ce nom impossible avec La Sauvetat-sur-Lède.

² Le procès-verbal est du 19 novembre. D'après Burie, le synode n'aurait clos ses séances qu'au commencement de décembre (*Arch. Hist. Gironde*, XIII, 146.) Monluc rapporte qu'il se serait réuni au commencement du mois de mars 1561 (*Monluc*, IV, 118. Instruction datée de Cahors.) Il était assez près de Clairac pour être bien informé. Il est donc probable qu'il y eut deux réunions.

³ *Monluc*. Instruction citée, t. IV, p. 116 et 118.

Mais il était déjà difficile de venir à bout des ministres. Autour d'eux se groupaient les nouveaux convertis, dont le nombre de jour en jour croissait et qui montraient une fermeté inébranlable. Cette situation est bien définie dans le rapport d'un grand personnage catholique, Fronton de Bérault, président au parlement de Bordeaux :

« Suys allé passer temps en Agenoys et Bazadoys quelque peu de
« jours, esquelz lieux j'é treuvé la plus grande partie du peuple,
« mesmes des rustiques et gens de labeur, seduict et si très fort
« imbu en ces nouvelles opinions qu'il sera difficile de les divertir,
« car quelques remonstrances que j'aye creu fere ne raisons soit
« d'auctorité ou prudence ou commandement, je n'en ay peu cognois-
« tre aucun amendement ne signe de pénitence, ains, au contrere,
« qu'ils ayment myeulx mourir que de laisser la parolle et prédica-
« tions, disans en ces mots : que personne ne leur annonce leur
« salut et commandemens de Dieu et sa volonté; par quoy ne se
« fault esbahyr s'ilz vont ouyr les ministres; à quoy je leur ai ré-
« plicqué, comme estoyt requis, et, voyant leur pertinacité, leur ay
« predit la désolation future qui leur adviendra en bref, à eulx et à
« leur postérité s'ilz ne reviennent à l'union de l'esglize et que le roy,
« au commandement duquel doyvent obeyr, les fera tous ruyner :
« ont respondu qui sont ses obéyssans et prestz luy payer ses tri-
« butz et peit fere ce qu'il luy plera de leurs corps et biens, mays que
« l'ame sera à Dieu et en adviendra ce qu'il luy plera. Et autre
« chose, amandement ne response ne peu avoir d'aucuns; je dys un
« grand nombre, dont vous ay voulu advertir pour le devoir de mon
« office ! ».

« Lettre au cardinal de Lorraine, datée de Bordeaux le 4 décembre 1560. (*Arch. hist. Gir.*, t. XIII, p. 143. Ce document, ainsi que la plupart de ceux que j'aurai à emprunter à ce tome XIII, a été publié par M. Tamizey de Larroque.)

Remarquons, en passant, la conformité entre le témoignage du président Bérault et les cahiers des doléances du tiers état de l'Agenais de deux autre dates, que j'ai cités ci-dessus.

Quel contraste durant toute cette période entre les défaillances du clergé catholique, qui n'apprend plus au peuple les commandements de Dieu, et l'activité des ministres qui prêchent nuit et jour ! Ce seul fait suffit à expliquer la propagation rapide du protestantisme dans le pays d'Agenais.

Il y a loin de ce tableau à celui que l'évêque d'Agen faisait dans le même temps de l'état de son diocèse ¹.

De retour à Agen, à la suite d'une maladie et *par ordre du roi*, il avait organisé les prédications dans cette ville. Lui-même faisait des exhortations avec succès. Il suffit aux hommes d'avoir quelques satisfactions d'amour propre pour devenir optimistes, et l'évêque d'Agen se montre assez rassuré. Il avoue bien qu'il y a dans quelques parties de son diocèse des prêches auxquels on assiste en armes, mais il a excommunié les ministres et leurs adhérents. Il ne sait pas que la nouvelle opinion a partout des racines profondes ; il n'a pas entendu les professions de foi si fermes qui émeuvent et effrayent le président Bérault ; il n'a pas vu de ses yeux la désolation de tant de paroisses abandonnées par leurs pasteurs ; ses illusions sont grandes ; sa parole d'évêque n'a pas d'écho au delà des clôtures de la cathédrale Saint-Elie. Tout serait perdu sans les hommes d'action.

Au premier rang, comme toujours, les consuls d'Agen luttèrent pour préserver leur ville de l'hérésie. Des assemblées de religionnaires se tenaient dans les maisons de Garlabaster et de Lafabrie. Ils les dénoncèrent au roi et à Burie ².

Au mois de janvier de l'année 1561, ils furent absolument débordés. De nouveau ils appelèrent à leur secours le lieutenant du roi, à la suite d'une assemblée de 800 réformés qu'ils n'avaient pu dissiper. Odet de Nort, instruit à Genève, était venu prêcher la nouvelle doctrine dans son pays, à Castelmoron, et dans la ville même d'Agen ³. Les dénonciations de son père, le vieux Martial de Nort, portaient sur lui. La jurade agenaise avait son Brutus.

Le mouvement se généralisait et les réformés en armes commençaient à dévaster les églises et à empêcher tout exercice du culte catholique. Dans la plupart des villes importantes de la région, à Marmande, à Sainte-Bazeille, à Meilhan, à Gontaud, à Villeneuve, à

¹ Lettre de Janus Frégose au cardinal de Lorraine, antérieure seulement d'un mois à celle de Bérault. Voir *Lettres inéd. de Janus Frégose, évêque d'Agen* publiées par M. Tamizey de Larroque. *Recueil*, 2^e série, t. III, p. 75 et tir. à part.

² Jurades des 27 et 29 décembre 1560. FF. 31.

³ *Hist. ecclés.* de Th. de Beze, t. I p. 427.

Tonneins, à Clairac « et aultres plusieurs lieux de ce ressort com-
« mencent grandement à s'éloigner de la parole de Dieu et de son
« eglise, venir aux armes en grand nombre et congregations de gens,
« en beaucoup desdits lieux rompre les images, gecter les prebsters
« de l'autel, en celebrant la messe, brusler les custodes et armoiries
« où repose le Sainct-Sacrement de l'autel et faire d'autres execra-
« bles excès ¹. » De l'avis du Parlement, il fallait agir sans faiblesse
et sans retard afin d'éviter une grande effusion de sang.

Ces magistrats firent des informations et Burie, sur l'ordre du roi, se rendit à Marmande. Dans cette ville, il reçut deux jurats d'Agen, députés par le corps de ville pour le mettre au courant de tout ce qui se passait ². Monluc était aussi venu le rejoindre. Les nouvelles échangées étaient des plus alarmantes. Burie, suffisamment informé, déclara à la reine mère que le temps était passé des « belles paroles » et remontrances et faut certainement que le Roy se monstre le « plus fort. » Le lieutenant du roi jugeait ses forces insuffisantes pour châtier les auteurs de « ces folies, scandalles et desobeissances » ; il assurait qu'en trois jours les rebelles pouvaient mettre sur pied quatre ou cinq mille hommes bien armés ³.

Cependant les réformés hésitaient à entrer ouvertement en révolte. Devant les commissaires du Parlement, ils confessaient hardiment leur foi ⁴. Ils donnaient à Burie l'assurance qu'ils n'en étaient pas moins bons sujets et fidèles serviteurs du roi. Celui-ci en exigea des témoignages écrits des consuls des juridictions de Tonneins, de Caumont, de Monflanquin. Les habitants des deux premières communautés lui promirent en outre de remettre leurs armes au premier ordre ⁵.

¹ Rapport du Parlement de Bordeaux à la reine mère, du 18 janvier 1561. *Arch. hist. de la Gironde*, XIII, 147.

Il y eut aussi des troubles à Monclar et à Sainte-Livrade. *Docum. inéd.* publiés par M. Tamizey de Larroque, p. 7.

² Jurade du 22 janvier, FF. 31.

³ Lettre de Burie à la reine mère, du 24 janvier. *Arch. histor. de la Gironde*, XIII, 151.

⁴ Lettre du Parlement à la reine mère, du 24 janvier. *Id.*, XIII, 150.

⁵ Actes du 27 au 31 janvier. *Docum. inéd.* par M. Tamizey de Larroque, p. 75 à 83.

Après avoir déclaré peu auparavant qu'il ne se fiait pas aux assurances données par les réformés « à condition qu'on leur laisse faire « à leur bon plaisir et volonté, » Burie se laissa fléchir, sous l'influence de ces attestations signées de quelques noms de consuls.

Installé à Agen, le 26 janvier, il remit en liberté deux huguenots qu'il avait arrêtés en passant par Port-Sainte-Marie ; il ne fit rien pour empêcher les prêches et les assemblées : tout au contraire. Les adhérents de Jean Cormières, dit Barrelles, ministre de Toulouse, qui était venu évangéliser Agen, occupèrent impunément l'église de Saint-Fiary. C'était un des sanctuaires les plus vénérés de la ville : consacré à Saint-Phébade¹, il contenait, dans un sarcophage de marbre, les restes de l'illustre évêque d'Agen. Cette tombe fut profanée par les huguenots.

Les catholiques agenis, livrés à eux-mêmes, s'efforcèrent du moins de protéger leurs autres églises. Une garnison, sous les ordres du chanoine Lalande, fut établie dans l'église collégiale de Saint-Caprais.

Vaillac, capitaine du Château-Trompette, que Burie, après son départ, avait fait venir à Agen, déclara un arrêt du Parlement qui interdisait les prêches ; mais la faiblesse du lieutenant du roi paralysait tout. Burie alla jusqu'à autoriser l'occupation de Saint-Fiary par les réformés. Cette tolérance les favorisa à ce point qu'ils se comptèrent bientôt par milliers dans une ville devenue un centre de propagande ; elle accrut aussi leur audace : comme ils trouvaient ce temple usurpé insuffisant pour contenir la foule, ils s'emparèrent du couvent des Jacobins, installèrent leurs ministres à la place des religieux et célébrèrent leur culte dans la chapelle dépouillée de son autel et de ses images.

Le clergé, les magistrats et les consuls s'unirent pour faire entendre à Burie les plaintes les plus vives².

¹ Saint-Fiary est la forme populaire du nom de Saint-Phébade ou *Fedarius* dont elle dérive fort régulièrement.

² *Hist. ecclésiast. des églises réf.*, I, 428. Le récit de Théodore de Bèze, que nous abrégeons n'est pas exactement daté, sauf pour le commencement des prêches à Saint-Fiary (16 mars 1561). Nous ignorons si ces événements ont tous précédé ceux que nous allons rapporter. Sans doute ils sont antérieurs au mois d'avril ou de mai. Une lettre de Charles IX à Burie (premier

Dans le courant de février, des prêches avaient été aussi tenus dans la maison et le jardin de Jean La Salle, dit Gastonet, près la Font nouvelle. Les consuls avaient fait à ce sujet des enquêtes qu'ils avaient adressées directement au roi¹.

Une occasion se présenta d'organiser la résistance dans le pays même, avec le concours de tous les ordres. Les Etats-Généraux devaient se tenir à Melun, le premier mai, et les sénéchaussées de Guienne étaient convoquées pour nommer leurs députés et rédiger leurs cahiers. Une assemblée des trois ordres se réunit à Agen le 12 mars. Janus Frégose y figura à la tête du clergé; toute la noblesse s'y trouvait, notamment Armand de Gontaud de Biron, qui devait, seize ans plus tard, jouer un si grand rôle à Agen. Pour lors, c'était Montluc qui s'imposait comme chef; il fit ses remontrances, dirigea les débats et rendit compte à Catherine de Médicis de quelques unes des décisions proposées par lui et votées².

On échangea les nouvelles du pays, qui étaient fort mauvaises. Depuis quelques jours les réformés faisaient pire que jamais « de sorte que on entend autre chose, de nuit à autre, sinon les bruslemens et saccagemens d'église³. » Et tandis que le peuple se livrait à ces excès, les ministres avaient achevé de s'organiser au synode de Clairac.

avril ou premier mai) prononce une interdiction des prêches assez formelle pour empêcher des concessions telles que celle de l'église de Saint-Fiary.

Labénazie (*Annales d'Agen*, p. 74) prétend que l'église paroissiale (sic) de Saint-Phébadie avait été cédée aux huguenots par Burie en 1560 (sic). Il a sans doute négligé de ramener à leur date réelle des documents antérieurs au 25 mars, premier jour de l'an dans l'Agenais.

L'église de Saint-Fiary était-elle bien paroissiale? D'après Théodore de Bèze, les fidèles n'étaient admis que deux fois l'an à pénétrer dans ce temple.

Notons que ce dernier auteur blâme l'occupation des Jacobins par ses coreligionnaires. Il prétend que les ministres avaient alors à Agen un auditoire de six à sept mille personnes, chiffre qui paraît exagéré ou qui comprend un nombre considérable de simples curieux.

¹ Jurade du dernier février 1561. BB. 20 f° 72.

² *Montluc*, IV, 110. — Cette lettre est malheureusement trop courte et les procès-verbaux des séances des 12 et 13 mars ne nous ont pas été conservés.

³ *Montluc*, *ibid.*

Ainsi les deux partis avaient travaillé en même temps à discipliner et à dénombrer leurs forces.

Il était dans la destinée des grands personnages du xvi^e siècle de passer par toutes les vicissitudes. Un condamné de la veille, le roi de Navarre partageait en ce moment toute l'autorité avec la reine mère. Monluc, qui savait toujours frapper à la bonne porte, fit remettre à l'un et à l'autre un rapport sur l'état de la province.

En voici les chefs principaux :

Toute la noblesse est indignée de la révolte des paysans. Le roi et la reine peuvent compter sur son dévouement.

Si l'on donne à Monluc 400 arquebusiers, outre ceux qu'il a, il se charge, avec l'aide du capitaine Charry, de pacifier tout le pays en deux ou trois mois. Les réformés ne forment que la dixième partie de la population ; « si on la vouloit exterminer, on le pourroit encores « maintenant aisément faire. »

Les principaux seigneurs recevraient l'ordre de venir dans leurs terres pour désarmer leurs sujets.

Il faudrait faire justice de quatre ministres « auteurs de toute ceste sédition » et bannir tous les autres du royaume.

Des commissaires royaux informeraient contre les séditeux, à l'exclusion des Parlements.

Les dénonciations seraient récompensées.

Et, ces exécutions faites, « le reste sera tellement intimidé qu'il « n'y aura aucun qui ose lever la teste ¹. »

Monluc se révélait tout entier dans ces conseils donnés aux souverains. On pouvait prévoir quelle serait sa façon d'agir le jour où on lui attribuerait un commandement. A cette heure la Cour était indécise et l'on y voyait prévaloir en quelques semaines tantôt les idées de répression, tantôt la tolérance.

Réduit à l'exposé des faits, le rapport de Monluc n'était pas exagéré. Burie, cantonné dans son gouvernement de Bordeaux, parta-

¹ Monluc, IV, 114. Instruction datée de Cahors le 25 mars 1561.

geait les mêmes craintes ; il n'osait quitter cette ville ; un coup de main pouvait perdre la province en même temps que sa capitale. Le roi lui commandait d'aller réprimer des excès commis à Villefranche-de-Rouergue. C'était trop loin pour un chef sans soldats. Il doutait « qu'en toutes les garnisons il y ait quatre hommes d'armes. » Il prévoyait des troubles à l'occasion des fêtes de Pâques ¹.

La ville d'Agen fut agitée plus que celle de Bordeaux pendant ces fêtes. Les prêches continuaient à Saint-Fiary ; ces assemblées se faisaient en armes et des prêtres furent outragés dans l'église Sainte-Foy. Comme toujours, on décida qu'on avertirait Burie et le roi ².

Charles IX. qui allait bientôt se rendre à Reims pour le sacre, ordonna expressément à Burie d'empêcher les prêches par tous les moyens possibles pendant la durée de son voyage ³.

L'édit de tolérance du 19 avril n'était pas observé par les réformés, auxquels il accordait cependant l'amnistie du passé et de sérieux avantages, à la condition de se bien comporter. Le 26 de ce mois, les consuls d'Agen étaient obligés de députer leur collègue Philippe Bérard auprès de Burie et du Parlement pour se plaindre des excès, « port d'armes, contrevention des édits et ordonnances du roy que « commettoient les hugouneaux ⁴. » Le président de Sevin l'accompa-

¹ Lettres de Burie au roi et à la reine mère des 17 et 25 mars 1561, *Arch. histor. Girond.*, XIII, 154 à 156.

En l'année 1561 Pâques tombait le 6 avril.

² Jurade du 12 avril 1561. BB. 30 f° 76. Pièces justificatives XVIII.

³ Lettre datée de Fontainebleau, 1 avril 1561. BB. 30 f° 79. Pièces justificatives XVII. Il y a peut-être une erreur sur la date dans cette copie. Si la lettre était du 1^{er} avril, c'est-à-dire antérieure à Pâques, premier de l'an, elle eut été datée de 1560. Le sacre n'eut lieu que le 15 mai. Charles IX eut-il écrit un mois et demi à l'avance ? Cette mission ne fut transmise aux consuls qu'au mois de mai, et, à la suite de sa réception, ceux-ci publièrent une ordonnance interdisant les prêches. La lettre de Charles IX est donc probablement du 1^{er} mai et non du 1^{er} avril.

⁴ Comptes des consuls. CC. 300.

D'après Théodore de Bèze, le consul Bérard, doué d'une grande faconde et menteur à l'occasion, était surnommé *Le Bavard*. Nous verrons que plusieurs missions lui furent confiées par ses compatriotes, enclins à pardonner ces défauts à l'avocat de leurs causes,

gnait. On pria Burie d'autoriser Monluc à s'établir à Agen avec sa compagnie. Craignant « qu'il en advint plus de mal que de bien » ou jaloux de son autorité, le lieutenant du roi permit à Monluc de se rendre dans cette ville, mais seulement avec sa suite et pour parler « doucement » aux réfractaires¹.

Moins de quinze jours après, le même Burie dut convenir que la douceur ne pouvait suffire à assurer le rétablissement de l'ordre. Dans l'Agenais, le Périgord et le Bazadais, les réformés s'emparaient des principales églises, détruisaient leur mobilier, empêchaient tout exercice du culte catholique; ils déclaraient ne vouloir payer ni la dime aux prêtres, ni les redevances aux seigneurs, ni la taille au roi².

De nouveaux « scandales et malversations des hugouneaux » exigeaient encore, à la date du 23 juin, une députation de Philippe Bérard à Bordeaux³.

Malgré tout, les dispositions rigoureuses de l'édit du 11 juillet ne furent nullement appliquées dans l'Agenais, où la guerre civile paraissait de plus en plus inévitable. La cour elle-même, deux semaines après la publication de l'édit, renonçait aux moyens violents pour tenter un accord.

La lettre du roi portant convocation pour le colloque de Poissy (25 juillet) fut publiée à Agen le 8 août⁴.

Les esprits étaient trop échauffés pour que cet essai de conciliation ait pu produire quelque apaisement dans notre malheureux pays. Des bandes d'hommes armés commençaient à courir la campagne. En vain on interdit, sous peine de mort, le port et l'usage des armes à feu, même pour la chasse, dans toute l'étendue de la sénéchaussée⁵: Personne n'avait la main assez forte pour faire exécuter ces prescriptions par les deux partis.

¹ Lettres de Burie au roi de Navarre et à la reine mère, des 30 et 31 mai. *Arch. histor. Gir.* X, 56, 57.

² Lettre de Burie au roi, du 10 juin. *Ibid.* 60. Ces documents ont été publiés par M. Tamizey de Larroque.

³ Comptes des Consuls, CC. 300.

⁴ BB. 60 f° 81.

⁵ Ordonnance du 8 août 1561, signée par Sevin, juge-mage, et Delas, procureur du roi. BB. 60.

Deux gentilhommes catholiques de Tournon, Foyssac et Lestelle, pénétrèrent dans une assemblée de réformés, et, déchargeant leurs pistolets, tuèrent un homme et en blessèrent plusieurs autres. Pour-suivis par la foule et obligés de s'enfermer dans le château de Tournon, ils y furent assiégés par une troupe de deux ou trois mille hommes. Il y eut un mort de chaque côté. Les meurtriers durent se rendre.

Quatre ou cinq mille hommes, du parti protestant, allèrent piller le château de Frégimont, qui appartenait à Savignac de Thouars. Dans cette entreprise, il y eut aussi des victimes.

Burie reçut à la fois les plaintes du ministre Barelles et celles des magistrats d'Agen, qu'il transmit à la cour. Il lui parut que des inimitiés particulières avaient été pour beaucoup dans ces événements ¹. Les coupables restèrent impunis.

Il ne suffisait pas aux protestants de tenir l'Agenais en maîtres : ils convoitaient Bordeaux, et c'est peut-être à la vigilance des consuls d'Agen que cette ville dut sa préservation. Le 24 septembre, Bérard fut député pour conférer avec Burie et « pour parler aux capitaines « des chasteaux Trompette et du Ha a ce qu'ilz hussent la garde de « leurs chasteaux en recommandation, avant été advertis que les « hugoneaux les voloient surprendre ². »

Les tergiversations de Burie avaient tout compromis. Les catholiques plus nombreux que leurs adversaires, se voyant abandonnés et mis en cas de légitime défense, se réveillaient de leur sommeil. On s'indignait au récit de l'incendie du couvent des Cordeliers de Marmande ; on s'apitoyait sur les prêtres traqués dans la campagne comme des bêtes fauves. Mais, avant de repousser la violence par la violence, on voulut s'assurer de l'assentiment du roi. Une lettre de Charles IX aux consuls d'Agen ³ nous apprend qu'il avait été mis au courant des « forces, violences, sacagements d'églises, séditions et scandales ad- « veneuz au nostre pais d'Agenois. » Il ordonnait à Burie d'amasser toutes les troupes de son gouvernement, d'aller informer sur place

¹ Lettres du 26 ou 30 août. *Documents cit.* par M. Tamizey de Larroque p. 86, 89. *Arch. hist. Gir.* XIII, 163.

² Comptes. CC. 300. — Sur les capitaines des deux châteaux de Bordeaux, le sot de Vaillac et le sage de Noailles, voir *Antoine de Noailles à Bordeaux* par M. Tamizey de Larroque p. 76. A la même page se trouve un document que j'utilise dans le paragraphe qui suit.

³ Lettre du 30 septembre 1561. BB. 30, f° 23. Pièces justif. XIX.

de tous ces excès et d'en faire une justice exemplaire. Il priait les consuls d'Agen d'aider son lieutenant général dans l'accomplissement de cette mission et de lui révéler tout ce qu'ils savaient.

Burie allait obéir à grand tapage. Après avoir convoqué le ban et l'arrière-ban de l'Agenais, de l'Armagnac et du Quercy, tandis qu'ils s'acheminait vers Agen, par petites étapes, à Langon, à Bazas, à Marmande, il recevait tantôt des ministres qui l'assuraient de l'obéissance des églises, tantôt des chefs du parti catholique tels que le chanoine Lalande, délégué des deux chapitres d'Agen; des envoyés de Nérac, de Condom, la noblesse du pays venaient au-devant de lui. Fêté, payé de compliments, circonvenu par les deux partis, balançant de la messe au prêche, c'était une singulière figure de justicier. Ses dires étaient fort contradictoires: avec Treilles, juge du Condomois, il faisait bon marché des têtes de huguenots; il montrait aux réformés « les lettres du roy bien fort rigoureuses » et cependant leur parlait « fort doucement » et leur faisait même entendre qu'il partageait depuis vingt ans leur doctrine. Les consuls d'Agen, se défilant de lui, envoyaient déjà des députés à la Cour. Burie arriva dans leur ville le 3 octobre, au milieu d'un immense concours de tous ceux que pouvaient toucher les décisions à intervenir.¹

Ici commence pour la ville d'Agen une période de trente années pendant laquelle ce chef-lieu d'un petit pays vit grandir son influence au point qu'il rivalisa souvent avec Toulouse et Bordeaux. Sa position intermédiaire entre ces deux capitales contribuait à lui donner cet avantage. C'était, au dire de Monluc, le meilleur centre pour les convocations de la noblesse, la réunion des armées, la surveillance de la province. Après lui, d'autres ont pensé et agi comme lui. Tour à tour le futur Henri IV et la reine Marguerite tentèrent de s'établir fortement à Agen. De même les maréchaux de Biron et de Matignon ont préféré souvent le séjour de cette ville à celui de Bordeaux. De grandes assemblées et notamment les états de Guienne se sont tenues à Agen. Mais il faut toujours que les honneurs se payent; les Agenais l'ont appris à leurs dépens: nous verrons l'appareil de la guerre et les ruines alterner avec les entrées pompeuses ou clandestines des grands personnages.

(A suivre).

G. THOLIN.

¹ *Hist. ecclési.* de Th. de Bèze, I p. 429, 430.

LA

RÉVOLUTION A CANCON

Cancon était autrefois le chef-lieu d'un important fief *dominant* auquel était attaché le titre de baronnie et dont dépendaient quelques arrière-fiefs. Sa juridiction haute, moyenne et basse, était comprise dans la Sénéchaussée-généralité de Guienne, diocèse et élection d'Agen, parlement et intendance de Bordeaux. La Révolution en a fait, au commencement de ce siècle, le chef-lieu d'un canton du département de Lot-et-Garonne, qui se compose de dix communes ainsi placées par rang d'importance : Casseneuil, Cancon, Monbahu, Castelnaud-de-Grattecambe, Moulinet, Boudy, Baugas, les Pailloles, Saint-Maurice et Montviel.

Je me suis efforcé de noter dans cet opuscule les diverses phases de cette transformation en insérant les faits qui m'ont paru, au milieu de cent autres, les plus propres à donner à mon récit un caractère original et typique au point de vue de notre localité. Ce changement s'est opéré en une douzaine d'années, au milieu des importants événements politiques que tout le monde connaît. Pour donner une raison d'être et plus de corps à ma notice, je rappellerai les principaux, à mesure qu'ils se produiront, d'une façon très sommaire et aussi impartiale que possible, estimant qu'en politique le bien et le mal sont relatifs, et qu'il serait au moins téméraire de la part d'un historien novice de prétendre juger les hommes et les faits de cette grande époque.

La Révolution se fit vivement sentir à Cancon comme d'ailleurs dans toutes les villes courbées encore *sous le joug* d'une féodalité expirante. Elle s'y opéra néanmoins sans secousses trop fortes. Dès

le début, les gens de la petite noblesse, de la bourgeoisie et quelques notables habitants de la campagne prirent la direction du mouvement et la gardèrent à peu près jusqu'à la fin. Au milieu de l'effervescence populaire, ils firent constamment preuve de prudence et de sagesse. En plusieurs circonstances difficiles, ils surent faire comprendre au peuple des campagnes, presque toujours avec succès, les devoirs que lui imposaient son indépendance nouvelle et la lutte contre l'étranger. Ils cherchèrent même à atténuer tout ce que les ordres donnés, dans ce but, en haut lieu, pouvaient avoir de trop arbitraire, et à épargner à nos populations le plus de charges possible, mais ils mirent toujours en première ligne le salut de la patrie, ne se laissant rebuter ni par les déceptions qui les assaillirent dès la première heure, ni par l'ingratitude ou l'ignorance de leurs administrés. Enfin, si quelques-uns des plus ardents, dans une circonstance malheureuse ont agi d'une façon blâmable, il serait cruel de le leur reprocher; ils eurent à s'en repentir amèrement par la suite.

Que les familles de ce pays qui verront leur nom arriver parfois sous ma plume, n'en prennent aucune inquiétude. Aucun de ceux qui se sont trouvés à la tête du mouvement révolutionnaire à Cancon, même au plus fort du triomphe de la Montagne, n'eut rien de grave à se reprocher. La meilleure preuve que j'en puisse donner, c'est que leurs familles ont toujours joui, et jouissent ici depuis plus de quatre-vingts ans, de la considération et du respect qui s'attachent justement aux meilleures.

I.

Les abus de pouvoir que commettaient depuis longtemps la noblesse et le clergé, les impôts excessifs, trop inégalement répartis, les mauvaises récoltes qui se succédaient d'année en année avec une persistance désespérante avaient plongé les habitants de ce pays dans une grande misère et avaient aigri tous les esprits à la fin de l'an 1788, alors qu'il fut question de réunir les Etats-Généraux, Aussi, dès que les tenanciers de Cancon eurent pu entrevoir la possibilité d'améliorer leur triste condition, adoptèrent-ils avec transport

les idées nouvelles de liberté, d'égalité et d'indépendance très répandues déjà dans la petite noblesse, le bas clergé et la bourgeoisie. Ils envoyèrent des délégués à toutes les réunions préparatoires qui se tinrent à Villeneuve, à Monflanquin et à Castillonnes. Deux de leurs délégués, MM. François de Cadot d'Argeneuil et Pierre Bruguière, avocat, s'y firent remarquer par leur parole ardente et par la fermeté de leurs revendications.

Le 25 décembre 1788, la ville d'Agen rédigea sept articles résumant les opinions dominantes dans l'Agenais et les soumit à l'approbation des paroisses. Autour d'ici : Casseneuve, Castelnaud, Saint-Pastour, Montastruc et autres juridictions y adhérèrent promptement¹. Cancon écrivit ses doléances, dit-on; je n'ai pu en trouver trace.

Lorsque parut la lettre du Roi du 24 janvier 1789 convoquant les Etats-Généraux et ordonnant la nomination d'un certain nombre de députés du Tiers-Etat en outre de ceux que de leur côté auraient à nommer le clergé et la noblesse, les juridictions s'empressèrent d'envoyer leurs représentants à Agen pour concourir à l'élection de ces députés et y soutenir leurs réclamations. Cancon choisit à cet effet, le 2 mars : MM. Pierre Bruguière, avocat, demeurant à Boscgrand, Guillaume Salbaing, notaire, juge de Cancon, Jean Plaigniard, bourgeois, aux Courtaux, Joseph Courborieu, marchand, demeurant au Sauchez; — Castelnaud-de-Grattecambe choisit MM. Pierre Bruguière, notaire royal, Jean Daunou, maître en chirurgie; — Moulinet élut MM. Jean Béchade-Labarthe, Pierre Biau, négociant; — Monflanquin et Saint-Pastour nommèrent le premier, pour Boudy et Cailladelle, M. Antoine Salesses et le second, pour Baugas, M. Jacques Lamartigne, notaire.

Le clergé de la contrée y fut représenté par M. Marc-Joseph Dayrie, curé de Cancon, faisant tant pour lui que pour le curé de Saint-Pastour et pour M. Pierre Auzeral, curé de Milhac; M. Michel Séré, curé de Castelnaud; M. Jean-Xavier Massonneau, curé de Celles et Roquedet, tant pour lui que pour M. Jean Bouytet, curé de Cailladelle; M. J.-B. Fabre, curé de Boudy; M. François de Ferrand,

¹ *Les Cahiers du pays d'Agenais*, par M. G. Tholin, archiviste.

curé de Baugas ; M. L. Broussard, curé de Saint-Paul-le-Jeune ; M. Ant. Lasseverie, curé de Saint-Paul-le-Vieux ; M. A. Fournié-Gorre, curé de Senezelle ; M. Alexis Vallet, prieur de Gondon, député de son corps, faisant tant pour lui que pour M. de Villeneuve-Esclapou, abbé de Gondou, etc.

La noblesse y fut représentée par MM. Antoine-François, vicomte de Beaumont, baron de Cancon et Casseneuil, commandeur des ordres de Saint-Louis et Saint-Lazare, Paul-Armand de Lavie, seigneur de Moulinet, président à mortier au parlement de Bordeaux (se fit représenter), Jean et Joseph de Vassal de Montviel, dame Catherine de Labastide, veuve de Gabriel de Galaup, seigneur de Roquegauthier, Joseph-Paul de Cadot d'Argeneuil, chevalier de Saint-Lazare (habitait la juridiction de Penne), Jean de Cadot d'Argeneuil, François de Cadot d'Argeneuil, officier d'infanterie, François de Bony, seigneur de Saint-Paul, Boudy, etc. (se fit représenter), Guillaume Milhac de Croisac, Pierre Bruguière, seigneur de Roquedel, capitaine d'infanterie, Paul Delar, seigneur de Galage, tant pour lui que pour Jean Fabre, seigneur de Barayre ou Balayre, Bernard de Blanchaud, etc.

L'élection eut lieu le 28 mars 1789. Tout le monde connaît le nom des élus de la Sénéchaussée d'Agen.

C'est le 5 mai que s'ouvrirent les Etats-Généraux. A la suite de dissensions intestines, les députés du Tiers se séparèrent avec éclat de leurs collègues du clergé et de la noblesse le 17 juin et se proclamèrent Assemblée nationale. Le 20 juin les portes de la salle où se tenaient les Etats ayant été fermées aux dissidents, ceux-ci se réunirent immédiatement dans la salle du jeu de Paume et y firent le serment de ne pas se disperser avant d'avoir donné une constitution à la France : ils avaient cru comprendre que l'on dédaignait leurs suffrages et que l'on voulait se passer d'eux.

En vain le roi, après avoir tenté des efforts infructueux pour réparer la faute commise, ordonna-t-il au clergé et à la noblesse de se réunir au Tiers-Etat pour former une Assemblée constituante et reconnut-il même l'inviolabilité des membres de cette Assemblée ; c'était trop tard, toute entente était désormais impossible. Le peuple, du reste, s'y était opposé. Le 14 juillet, il prenait la Bastille. se constituait en Garde nationale sous les ordres du marquis de Lafayette, arborait la cocarde tricolore et donnait le signal d'une

insurrection générale. Ce fut comme une trainée de poudre. De tous côtés les haines séculaires, la révolte qui couvait dans les cœurs éclatèrent au grand jour. L'explosion fut terrible. Quelques nobles effrayés comprenant que tout était fini pour eux prirent même, déjà, le chemin de l'exil.

Cependant, le 4 août, l'Assemblée adoptait les *Droits de l'homme*. Dans la nuit du même jour, au milieu d'un enthousiasme indescriptible, la noblesse renonçait à tous ses titres et prérogatives, presque sans restrictions, et le clergé aux dîmes et aux privilèges.

Cette nouvelle arrivant à l'approche de la Saint-Michel, 29 septembre ¹, qui était ici l'époque fixée pour le versement des rentes en nature, produisit une sensation profonde. Les paysans s'agitèrent et parlaient de rien moins que de ne plus payer aucun droit seigneurial. L'administration locale crut devoir intervenir.

Avec la Révolution triomphante, il s'était établi à Cancon un comité composé des principaux notables ainsi organisé : Président, M. Pierre Bruguière, avocat ; chef du premier bureau, M. Guillaume Salbaing, notaire ; Secrétaires, MM. Jean Plaigniard, aux Courtaux et Jean Benaud, cadet ; membres, MM. François de Cadot, chevalier d'Argeneuil ², commandant de la Garde nationale, Jean Joubes, Jean Benaud-

¹ Par suite des difficultés de communication qui existaient alors, les nouvelles n'arrivaient à Cancon que 15 jours environ après leur départ de Paris. Ceci soit dit une fois pour toutes.

² Les de Cadot ou Kadot d'Argeneuil étaient issus d'une excellente famille de Normandie. Ils étaient établis depuis longtemps à Boudy ou dans les paroisses environnantes. Leur peu de fortune les avait fait tomber au rang de la petite noblesse. En 1789, deux membres de cette famille résidaient dans la juridiction de Cancon, ils étaient tous deux d'un certain âge. Le premier, noble Jean de Cadot, écuyer, sieur d'Argeneuil avait épousé Marie Dellerem, unique héritière des Dellerem de Saint-Paul-le-Vieux ; il était venu habiter chez sa femme au lieu dit encore *Cadot*. Au nombre de ses enfants, nous devons remarquer Raymond de Cadot, docteur-médecin et Marie de Cadot, sa petite-fille, dont nous aurons à parler. Le second, noble François de Cadot, dit le chevalier d'Argeneuil, avait été lieutenant de la Compagnie de Delard de la Boissière, dans le bataillon de Bergerac, régiment provincial de Périgueux (commission du 4 août 1771). Il habitait aux Peyrets. Il avait épousé Marie Joubes et n'a pas laissé de postérité. Nous verrons qu'il a joué un des principaux rôles à Cancon pendant la Révolution.

Caussade, à Caussade, Jacques Lamartigne, notaire, dit l'aîné, Guillaume Pauquet, à Vassal, Pierre Cazard, fils, notaire, Bernard de Blanchaud à Prochereau et Antoine Courborieu, négociant, demeurant à Rigal.

Par les soins de ce Comité, une réunion publique fut organisée sous la halle. Elle fut très nombreuse. Un exposé des motifs y fut lu au milieu du plus profond silence : le 4 août l'Assemblée nationale avait décrété l'égalité proportionnelle de l'impôt pour tous les citoyens, le rachat des rentes seigneuriales sur le pied de leur revenu moyen et aussi l'abolition sans rachat des corvées et autres servitudes. Les tenanciers de Cancon payaient des droits féodaux établis en un titre très ancien, mais plus fortement taxés à nouveau par acte public en 1500. Depuis cette époque même, ces droits avaient été encore arbitrairement augmentés au profit des seigneurs ¹. Sur quel titre fallait-il se baser pour établir le revenu moyen et en attendant que le choix en fût fait, fallait-il payer la rente ou la retenir ? La question ainsi posée, l'Assemblée délibéra longtemps. Les uns, chauds partisans de la Révolution, les *avancés*, qui se paraient du nom de patriotes, conseillèrent de refuser carrément le paiement de la rente à tous risques et périls et d'attendre les événements. Les autres, les modérés, plus sages et en plus grand nombre, crurent qu'en se basant sur ce que les droits seigneuriaux taxés par le Titre de 1500, à défaut de Titre primordial, avaient été indûment surchargés on pouvait ajourner le paiement de la rente jusqu'à sa réglementation ou bien qu'on pouvait l'effectuer en faisant des réserves, mais que dans tous les cas il fallait en référer d'abord au seigneur de Cancon. M. le vicomte de Beaumont. Les membres du Comité, dans le but louable de prévenir tout désordre ou scènes regrettables, soutinrent les avis de ces derniers et les firent prévaloir non sans exciter le sourd mécontentement des premiers ; ils s'offrirent

¹ En 1715, la baronnie de Cancon donnait à son seigneur qui était alors le duc de Roquelaure, 5,000 livres de revenu ; celle de Casseneuil en donnait 6,000. (*Nos pères sous Louis XIV*, par M. Faugère-Dubourg, p. 87.)

Le 1^{er} février 1783, le revenu de ces baronnies devait être plus considérable, puisque M. le vicomte de Beaumont, à cette date, les acheta toutes deux réunies 520,000 livres à M. de Laborde. Celui-ci les avait acquises le 28 juillet 1764, pour la somme de 481,000 livres. (Registres du Centième-denier conservés aux Archives du bureau de l'Enregistrement de Cancon.)

même et obtinrent de servir d'intermédiaires entre les habitants de la communauté et M. de Beaumont, mais sans s'engager à plus. Sur le désir de la majorité ils chargèrent l'un d'eux M. de Cadot de rédiger un Mémoire à cet effet, qui serait immédiatement adressé au seigneur. Il eut assez de succès au sein du Comité « à ce qu'affirme modestement son auteur.

MÉMOIRE présenté et lu au Comité, par M. DE CADOT, relativement aux Rentes de Cancon, qu'on a jugé nécessaire d'envoyer à M. LE VICOMTE DE BEAUMONT, seigneur dudit lieu, et de le prier d'en prendre connaissance.

« M. le vicomte de Beaumont est sans contredit un seigneur très important, soit par sa naissance, soit par ses vertus personnelles et par les grades avancés dont il a été récompensé, pour les services qu'il a rendu à la patrie, en exposant sa vie pour la défense de l'Etat ¹. C'est encore assurément le seigneur le plus juste et le plus répandu avec tout le monde, le moins tracassier, le moins exigeant de tous, puisqu'il n'existe pas de preuves suffisante (*sic*) qu'il ait donné du mécontentement à qui que ce soit, par affectation ou par jalousie de ses privilèges, depuis que nous avons le bonheur de le posséder. Il sera donc bien étonné et sa bonté bien affligée, de rencontrer dans les habitants de sa terre de Cancon, quelque résistance à la justice de ses prétentions reconnues jusqu'ici ; et nous ne trouverions pas, sans doute, grâce auprès de ses bontés, si l'arrêté de l'assemblée nationale du 5 août, concernant les Droits seigneuriaux n'avait pas, peut-être, échauffé un peu trop notre espoir, en nous promettant des Règlements avantageux qui nous ont séduits ; balotés par la crainte de déplaire à M. le Vicomte de Beaumont, et par l'espérance d'être délivrés, pour toujours, des abus de la

¹ Antoine-François vicomte de Beaumont, était de la noble et ancienne maison de Beaumont en Dauphiné, qui a donné naissance au baron des Adrets et à Christophe de Beaumont l'intolérant mais charitable archevêque de Paris mort en 1781. Né en 1733, il se distingua au combat d'Ouessant. Il parvint par ses talents au grade de chef de division et fut fait commandeur des ordres de Saint-Louis et Saint-Lazare. La révolution de 1789, vint mettre un terme à sa fortune. A l'Assemblée constituante, il se prononça fortement contre l'abolition de la noblesse. En 1805 il mourut à Toulouse laissant la réputation d'un des plus habiles marins du XVIII^e siècle. Il avait épousé, le 2 août 1772, Amable-Elisabeth-Françoise de Caylus, fille de François, marquis de Caylus, de la célèbre famille de ce nom originaire de Rouergue.

Féodalité, nous touchons au moment instant de nous décider à payer la Rente avec des réservations, ou de la retenir avec des procédés honnêtes.

« Le premier moyen s'exécuterait en payant la Rente telle qu'elle est établie, nous réservant néanmoins de la reculer avec remboursement même pour cette année, au taux établi par le titre primordial ; et à son défaut, nous conformant à la taxation consentie en 1500 par devant Martial Dutreuil notaire et curé de Saint-Paul-le-Vieux, dont la minute est conservée dans le château de Casseneuil ; nous réservant aussi de profiter des avantages qui devraient nous devenir communs avec les autres citoyens, à la fin de la constitution.

« Le second moyen s'opérerait, en proposant, avec respect, à M. de Beaumont, la suspension du paiement de la rente, jusqu'à l'arrivée des règlements définitifs, puisque plusieurs d'entre nous assurent qu'il y a plusieurs abus, beaucoup d'erreur et d'augmentation dans les lièves d'a présent, que l'Assemblée nationale a pris en considération, et dont elle nous relèvera sans doute, sans nous exposer à sortir des règles de la modération. de la bienséance et de l'honnêteté que nous devons à un seigneur tel que M. de Beaumont.

« Par l'un ou l'autre de ces moyens, nous arrêterions les murmures du Peuple, nous conserverions l'estime et la bienveillance du seigneur, qui doivent nous être précieuses ; et nous fortifierions davantage, s'il était possible, l'attachement et le respect que nous lui devons. »

M. de Beaumont habitait alors Montauban ou Toulouse; sa femme était restée à Paris pour le tenir au courant du mouvement politique). A la réception du Mémoire que l'on vient de lire, il partit immédiatement pour Casseneuil où il se fixa et d'où il dicta tout d'abord la réponse qui suit :

RÉPONSE de M. DE BEAUMONT à M. DE CADOT, du 12 octobre 1789.

« J'étais au moment de partir pour Casseneuil, Monsieur, lorsque votre lettre et le Mémoire qui y était joint me sont parvenus ; j'ai cru devoir différer d'y répondre jusqu'à mon arrivée. Je suis sensible, comme je le dois (*sic*), à tout ce que votre intérêt pour moi vous a porté de dire d'honnête et d'obligeant pour ma personne au Comité de Canon. J'ai désiré de tous les temps de me rendre utile aux habitants de mes Terres ; et mon vœu le plus constant a été de les favoriser en tout ce qui dépendait de moi. Je croyais pouvoir me flatter, même sans amour-propre, que ma conduite, depuis que

j'ai fait l'acquisition de celle de Cancon, aurait dû me mériter le suffrage de tous ses habitants comme le vôtre. Je vois avec regret que mes désirs et mes soins ont été inutiles. Ce mauvais succès ne changera pas cependant mes dispositions, et je n'en serai pas moins empressé de les obliger toutes les fois que l'occasion s'en présentera. »

« Je suis éloigné de regarder ce qui m'arrive dans ce moment comme l'effet d'une volonté générale. Je sais trop que quelques mauvais esprits ont excité contre moi une fermentation punissable ; qu'ils ont parcouru les paroisses pour porter les habitants à me refuser la Rente qui m'est due ; qu'ils ont employé tour à tour, pour y réussir, les voies de la séduction et de la crainte. Je n'en redoute point les suites pour mes droits ; mais je vois avec douleur, que ceux qui ne sont entrés dans ce complot que pour se soustraire aux menaces dont on les avait effrayés, en seront également la victime. »

« L'Assemblée nationale a décrété le rachat des Rentes, mais non pas l'extinction : elle a ordonné au contraire, de les acquitter avec exactitude, jusqu'à ce que le mode et le prix du rachat aient été déterminés ; et le Comité de Cancon, qui aurait dû veiller à l'exécution de ces Décrets, a permis de les enfreindre. J'aurais cru pouvoir réclamer son appui, et c'est contre lui, peut-être, que j'aurai à me défendre. »

« Il a écouté, sans réflexion, les plaintes mal fondées de quelques particuliers mal intentionnés ; et, sans rien approfondir, il a décidé qu'on peut refuser la Rente ou la suspendre, quoique l'Assemblée nationale ait donné des ordres contraires ; et pour colorer cette conduite, on s'est servi du prétexte d'une surcharge qui n'existe pas. »

« Si quelques personnes pensant qu'il se fut glissé des erreurs dans leurs reconnaissances, m'avaient témoigné leur inquiétude à cet égard, je n'aurais pas balancé de leur produire mes titres pour les éclairer, et je me serais fait un devoir de justice de réduire la Rente, si elle avait été portée au-dessus de sa valeur, d'y renoncer même si elle n'était pas due. Mais quand des perturbateurs cherchent à exciter la multitude pour me forcer de produire mes titres, je n'ai plus que le moyen des Lois pour les faire connaître et me faire rendre justice ; je les mettrai en usage avec regret par la crainte que j'aurai toujours d'être obligé de plaider avec les habitants de mes terres. »

« Je désire bien vivement que des réflexions puisées dans la modération et dans la justice, portent le Comité de Cancon à faire cesser des troubles qu'il aurait pu arrêter dans le principe, et dont les suites peuvent être en core plus funestes à ses habitants qu'à moi. J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé : VICOMTE DE BEAUMONT.

« P. S. Vous pouvez prévenir le Comité que je rendrai compte incessamment, à l'Assemblée nationale, de ma position. Elle vient de décréter que

chaque particulier paiera, pour venir au secours de l'Etat, le quart de son revenu. En refusant de souscrire à ce sacrifice qu'elle a jugé nécessaire, je motiverai mon refus sur celui que les habitants de Cancon me font de la plus grande partie des miens. »

Cette lettre était en somme une fin de non recevoir, aussi eut-elle le don de mécontenter tout le monde à Cancon.

« M. de Cadot se plaint de cette lettre, qu'il appelle un accueil désolant fait à son Mémoire. J'en appelle au jugement du lecteur, » s'écrie M. de Beaumont. « Elle aurait du, au contraire, me mériter de la part du peuple, des témoignages de reconnaissance pour le désir que je lui exprimais de lui être utile et que je conserve encore. »

« Tout lecteur impartial verra d'un côté beaucoup de respect et de confiance et de l'autre beaucoup d'humeur joint à une sévérité impérieuse et menaçante, » a écrit, à son tour, un ancien membre du Comité.

Ces deux remarques expriment bien l'état d'esprit des deux partis : l'on n'était pas près de s'entendre. En effet, on écrivit encore beaucoup de part et d'autre, mais l'on ne put aboutir.

M. de Beaumont engagea à dîner, M. de Cadot, croyant qu'ils trouveraient ensemble plus aisément les moyens de concilier l'intérêt général. Celui-ci s'y rendit avec trois Députés, MM. Bruguère, Salbaing et Cazard. M. de Beaumont acquiesça, paraît-il, à toutes leurs demandes de communication de Titres. Ils parurent se mettre d'accord et se quittèrent contents les uns et les autres. On aurait pu croire que tout allait s'arranger. Mais, à Cancon, quand les Députés voulurent rendre compte de leur mission, on les écouta avec peine et ils se heurtèrent à l'intention bien arrêtée chez leurs mandants d'attendre pour payer la rente l'arrivée des Règlements définitifs.

M. de Cadot tenta de ramener les esprits ; ses efforts furent inutiles, beaucoup l'accusèrent de trahir les intérêts de la communauté. Il donna sa démission de secrétaire et fit part de sa détermination à M. de Beaumont en ses termes :

« MONSIEUR,

« Les longueurs et les indéterminations de nos Messieurs m'ont entièrement reboté ; c'est un nouveau tour de ma mauvaise étoile, de me laisser

si loin de remplir vos vues, et de ne pouvoir pas mieux vous convaincre de mon zèle, et du respect avec lequel etc. » Signé, « CADOT. »

« Cancon, ce 23 novembre 1789. »

L'indécision du Comité menaçait de lui être fatale. Les idées de révolte faisaient du chemin dans l'esprit de la population lorsque M. de Beaumont crut pouvoir les enrayer en frappant un grand coup. Il apprit que MM. Chauvet et Auzeral avaient menacé devant la halle, le dernier dimanche de novembre, de démolir les greniers du seigneur, de pendre les premiers huissiers ou gens de loi que celui-ci enverrait pour soutenir ses droits et avec eux tous les habitants qui porteraient la rente. « Il dénonça à la partie publique les auteurs de ces proclamations séditieuses. L'instruction faite à Villeneuve les trouva coupables, ils furent décrétés de prise de corps. »

« Je désirais qu'ils reconnussent leur tort, écrit M. de Beaumont et j'ai tremblé au moment de les voir punir : Je les ai fait avertir des malheurs qui les menaçaient. »

Cela fit réfléchir bien des gens. Le calme paraissait se rétablir lorsque l'on apprit à Cancon que, d'après l'avis de ses conseils, le Seigneur venait d'attaquer en Justice quelques membres du Comité, en solidarité pour le paiement de la rente. L'alarme se répandit aussitôt.

M. de Cadot, en désespoir de cause, proposa à quelques-uns de ses collègues du Comité de se réunir à lui pour acquitter la rente espérant entraîner le reste des habitants par cet exemple. Mais la fermentation excitée de nouveau devint générale, les avancés prirent le dessus et non seulement M. de Cadot dut renoncer à son projet, mais encore il fut obligé, pour sauvegarder sa popularité d'aller à Casseneuil, avec d'autres Députés, auprès de M. de Beaumont pour le prier de vouloir bien arrêter le décret lancé par le Prévot contre MM. Chauvet et Auzeral. Les événements politiques se précipitaient, après les journées des 5 et 6 octobre. Le roi et l'Assemblée s'étaient rendus à Paris, les Parlements avaient été abolis et remplacés par des magistrats élus par le peuple. L'Assemblée faisait litière de tous les abus et de tous les privilèges. Nous étions en janvier 1790, la Révolution grandissante avertit M. de Beaumont qu'il était prudent de ne pas refuser. Il promit en effet de faire en sorte que les coupables ne fussent pas poursuivis, mais il y

mit pour conditions qu'ils lui enverraient une lettre de repentir et lui paieraient préalablement la rente pour l'exemple.

A Cancon, on ne voulut pas entendre de cette oreille. Les têtes s'échauffaient, la révolte était partout, si bien que se sentant débordés, quelques membres du Comité, incapables de plus grands efforts, s'enfermèrent chez eux et lâchèrent la bride à la fureur populaire; les autres espérant la maîtriser en la dirigeant (ils l'ont dit ainsi plus tard), essayèrent de suivre et se lancèrent dans l'émeute.

Depuis quelque temps, une troupe de vagabonds venus du Périgord, du Quercy et des confins du Limouzin, s'était répandue, de proche en proche, jusque dans les paroisses voisines de la juridiction et, sous le fallacieux prétexte d'enlever les girouettes qui couronnaient les donjons et tourelles, ou d'arracher et briser les bancs des églises et autres signes de servitude qui pouvaient s'y trouver, causaient partout de grands désordres. La plupart des citoyens, tant curés, seigneurs, qu'autres particuliers réputés riches, étaient mis à contribution ou leurs maisons livrées au pillage¹. A Monflanquin la Garde nationale leur avait livré une bataille dans laquelle plusieurs avaient été tués ou blessés, tandis que vingt-huit avaient été pris et envoyés dans les prisons d'Agen; les autres, au nombre de cinq ou six cents s'étaient enfuis et continuaient leur brigandage. Le Comité de Villeneuve, justement alarmé de cette situation, écrivit, le 30 janvier 1790, aux Comités de Cancon, Casseneuil, Monflanquin, Penne, Pujols et Sainte-Livrade, la lettre suivante :

MESSIEURS,

Il nous arrive à chaque instant des nouvelles affligeantes à l'égard des brigandages qui se passent dans nos environs. Comme dans ce moment critique tout est à craindre, et que toute précaution est sage, nous avons pensé qu'une confédération entre les Comités de Cancon, Casseneuil, Monflanquin Penne, Pujols, Sainte-Livrade et Villeneuve serait peut-être capable d'en imposer et d'arrêter les excès de ces malfaiteurs. Ayez, s'il vous plaît, la bonté de nous faire part de votre façon de penser. Cette seule précaution, si elle était répandue, pourrait mettre fin aux courses de ces vagabonds très mal intentionnés.

Nous sommes avec respect, Messieurs, vos très-humbles et très obéissants serviteurs, FUMEL MONTAIGU, président du Comité de Villeneuve.

DUFFAUD, secrétaire ².

¹ Archives de la Mairie de Casseneuil. Registre des délibérations.

² Archives de la Mairie de Casseneuil. Reg. des délibérations.

Le Comité de Cancon approuva cette confédération dans sa séance du 31 janvier et répondit au Comité de Villeneuve que « dans toutes les circonstances où le secours des habitants de la juridiction de Cancon et de sa Garde nationale serait nécessaire pour le maintien de la paix publique, ils se rallieraient à ceux de Villeneuve ou à tous autres faisant partie de la confédération, à titre de réciprocité ».

Tandis que ceci se traitait, les *avancées* de Cancon avaient parcouru les paroisses, haranguant la foule le Dimanche à la sortie des offices, dépeignant les anciens seigneurs et le seigneur actuel sous des traits odieux. L'excitation était arrivée à son comble. Il fut décidé que l'on se porterait en masse et en armes à Casseneuve, pour contraindre M. de Beaumont à subir ce qu'il n'avait pas voulu faire de bonne grâce. Au dernier moment, comme le Comité après avoir signé la confédération du 31 janvier, ne pouvait approuver ce plan, beaucoup hésitaient. Alors, les avancés, ayant appris le lundi, sur le Marché, qu'un fort parti des brigands refoulés de Monflanquin se trouvait à Lougratte, petit bourg situé à 5 kilomètres de Cancon, résolurent pour entraîner les indécis, et réunir plus de monde, de faire appel à ces étrangers et de les prendre pour auxiliaires. Ils écrivirent d'abord à M. de Beaumont, en mode de supplique, mais dans le but de l'intimider, la sommation suivante :

Monsieur le Vicomte,

Nous sommes entourés de gens inconnus ; ils ont commis des excès dans les terres voisines, et ils seraient venus sur celle de Cancon, s'ils n'en avaient été détournés par des détachements de Monflanquin et de Villeréal. Nous craignons qu'ils se rallieront bientôt contre nous, si nous nous occupons encore de la rente. Nous vous conjurons de nous donner solennellement votre promesse que vous ne poursuivrez aucun des assignés, jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale aura fait les lois de détail relatives aux Droits Féodaux, et que vous emploierez tout votre crédit, c'est-à-dire que vous éteindrez, pour toujours les décrets prononcés contre MM. Auzeral et Chauvet, et ce qui pourrait s'en suivre de fâcheux pour eux, et qu'ils soient libres dès ce moment, comme ils étaient avant lesdits décrets ; cela seul doit décider de votre tranquillité et de la nôtre. Nous sommes avec respect. etc.

LES HABITANTS de la TERRE DE CANCON.

P. S. — Le porteur de la lettre est le député des habitants de Cancon, qui vous prie de les honorer d'une réponse.

Le lendemain, mardi 2 février, c'était la fête de Notre-Dame. Les émeutiers ne craignirent pas, le matin de bonne heure de sonner le tocsin, à Cancon, à Milhac, à Roquédet, à Celles, à l'issue de la première messe, d'allumer un grand feu avec les bancs de l'église; de battre ensuite la générale, de placer à leur tête les gardes nationaux en armes, enfin d'aller avec le drapeau déployé, les fifres et le tambour, au-devant des brigands qui, déjà avertis, marchaient sur Cancon au nombre d'environ une centaine. Les deux troupes se rencontrèrent au bas de la ville, sur la route nationale, vers la Briotte. Elles se saluèrent par de formidables hurrahs et de nombreux cris de : « Vive le Roi ! Vive la Nation ! » puis elle se rendirent près de là dans le pré du seigneur au-dessous du Champ-de-Foire actuel, où MM. Auzeral et Villeneuve de Ramon, tous deux à cheval, les haranguèrent avec véhémence. Les chefs prirent langue en outre, adoptèrent un ordre de marche sur Casseneuil pour le lendemain et donnèrent provisoirement congé à leurs hommes, qui se répandirent en ville sans plus tarder.

Je lis dans un rapport du Comité de Casseneuil qu'il se passa tout espèce de désordres ce jour-là à Cancon. « Les brigands furent logés chez les habitants et en grand nombre chez le curé. Il fut fait plusieurs trouées au grenier du seigneur ; les portes en furent enfoncées les mesures publiques furent brisées et celle en cuivre (le carton) dont on se servait pour la rente, jettée dans un puits (le puits de Conchou) ; un taureau du domaine seigneurial fut égorgé et mangé, etc. »

M. Caussade-Benaud, membre du Comité, qui n'avait pas voulu prendre part à l'insurrection et la désapprouvait, a laissé de son côté une intéressante narration des faits qui marquèrent cette mémorable journée. Après avoir raconté, comme j'ai dit plus haut, ce qui s'était passé aux portes de Cancon pendant la matinée, il ajoute qu'après-midi il se rendit de sa propriété de Caussade en ville: « En montant la rue, dit-il, (je cite textuellement en corrigeant un peu son orthographe), je traversai le gros de la troupe au milieu de laquelle étaient Messieurs Villeneuve de Ramon et Auzeral à cheval. Je me dirigeai vers la demeure du sieur Mensat où il y avait environ trente à quarante de ces gens qui ne faisaient autre chose que manger et boire. J'aurais désiré savoir ce qu'ils voulaient faire, ne pouvant y parvenir je m'en fus à vêpres. A la sortie de l'office, je trouvai presque toute cette populace dans l'auberge toujours occupée à boire. Etant entré

dans la salle, j'entendis le sieur Auzeral qui criait : « Il faudrait le tondre ! » Après quoi il ajouta : « Messieurs, il n'y a que M. le chevalier d'Argeneuil et l'ainé Courborieu qui soient de bons enfants, ceux-là ne m'ont pas trahi, mais tous les autres sont des jean-foutres !... Sur ce je me rendis chez M. le curé que je trouvai dans son jardin avec sa sœur et son vicaire. Il vint là ensuite le sieur Courborieu, cadet. Peu de temps après, nous entendîmes un grand bruit à la recette¹. Les émeutiers l'enfonçaient : ils furent d'abord dedans, je ne pus reconnaître ceux qui avaient fait le coup. A ce moment M. d'Argeneuil parut dans le jardin, y jeta un coup d'œil et se retira aussitôt, après quoi M. le curé descendit dans la ville. Sa sœur curieuse de savoir où il allait le suivit à quelques pas derrière, je l'accompagnai. En rentrant sous la halle nous le vîmes parler à M. Auzeral toujours à cheval ; de suite, celui-ci, demanda un peu de silence aux brigands qui l'entouraient et leur cria : « Messieurs, levez la main de ne faire aucun mal à M. le curé. » Ils le promirent. Je partis de là pour rejoindre ma famille, etc. »

Cependant à Casseneuil, le député des habitants de Cancon avait remis la supplique à M. de Beaumont. Celui-ci après en avoir pris connaissance, dit qu'il n'avait rien à y répondre ; que si on avait cru l'intimider, on s'était trompé ; que d'ailleurs, il était trop instruit que ce n'est jamais par des sacrifices qu'on arrête les méchants, qu'ils ne font au contraire, que les encourager ; que M. de Léotard, pour avoir consenti depuis longtemps à tout ce qu'on lui demandait, n'en avait été ni moins pillé ni moins maltraité dans son château de Born. Et il maintint ses conditions ou à peu près.

Le Député coucha à Casseneuil, et partit le lendemain à sept heures du matin pour Cancon, y apportant ces fières paroles. Ce fut le signal du départ. Immédiatement la population tout entière, de gré ou de force, courut aux armes et le tocsin retentit furieusement dans notre vieux clocher. Au loin on lui répondit de tous côtés. Il arriva bientôt à Cancon des flots d'hommes qui n'attendaient que cet appel pour se soulever. L'agitation était extrême. A l'arrivée de ceux de Milhac et de Périlhac, on se mit en marche sur Casseneuil par Soulodre et les Pailloles. Le rassemblement était formidable et s'aug-

¹ La recette était au-dessus de la halle ; le jardin du curé dominait le tout.

mentait sans cesse, au Deffès de ceux de Baugas, à Soulodre de ceux de Saint Paul-le-Jeune et de Senezelle, voire même de quelques uns à l'esprit aventureux accourus à la voix du toscin des juridictions voisines, Castelnaud et Saint Pastour. Ils arrivèrent aux portes de Casseneuil à 3 heures du soir au nombre d'environ douze cents : « Le 3 février 1790, a écrit M. de Beaumont. douze cents hommes armés, parmi lesquels se trouvait le plus grand nombre des membres du Comité, vinrent jusqu'aux portes de Casseneuil pour m'imposer la loi. » L'émotion loin de se calmer n'avait fait que s'accroître. Les plus ardents ne se cachaient pas pour pousser des cris homicides contre M. de Beaumont. Les quelques membres du Comité qui les avaient suivis regrettaient vivement de s'être fourvoyés dans cette galère ; mais il n'était plus temps de reculer....

Heureusement, les habitants de Casseneuil prévenus, dès la veille, de la descente de leurs voisins de Cancon avaient demandé du secours à leurs confédérés de Villeneuve et de Sainte Livrade. Les Comités de ces deux villes s'étaient empressés d'obtempérer à leur désir et chacun leur avait envoyé cent hommes. Mais, très au courant de ce qui se passait à Cancon et à Casseneuil, sachant du reste qu'une sourde inimitié avait toujours existé entre les deux villes, bien qu'elle fussent réunies depuis deux cents ans sous l'autorité du même seigneur (ou peut-être à cause de cela ?), ils leur avaient fait observer « que si ce qui se disait dans le pays était vrai, il dépendait de M. de Beaumont, seul, d'arrêter la marche des tenanciers de Cancon puisque ceux-ci ne lui demandaient qu'une suspension par écrit du recouvrement de ses droits et de l'inexécution des décrets qui ont été rendus contre quelques uns d'entre eux ; que sous peine de compromettre gratuitement leur autorité et en considération des liens qui les unissaient à ceux de Cancon, aussi bien qu'à ceux de Casseneuil, ils avaient donné l'ordre aux gardes nationaux qu'ils leur envoyaient de ne donner que tout autant que les mauvaises intentions des tenanciers de Cancon seraient prouvées, c'est-à-dire que leur insurrection serait une insurrection de brigands ayant le brigandage pour objet et non le renversement des girouettes du seigneur de Casseneuil ou quelque autre querelle particulière ¹. »

¹ Archives de la Mairie de Casseneuil. Registre des délibérations.

Maintenant laissons parler le Comité de Casseneuil : « notre garde nationale et les troupes auxiliaires se tenaient sur la défensive lorsque tout à-coup nous vîmes paraître sur le coteau (de Laffite) qui domine notre ville et qui n'en est éloigné que de deux ou trois portées de fusil, une troupe de gens dont une partie était armée de fusils, les autres de faux etc. Ils étaient au nombre d'environ douze cents hommes ayant à leur tête le chevalier d'Argeneuil, commandant en chef, et le nommé Vilatte, commandant en second, et autres notables de Cancon et toujours le drapeau de la garde nationale en avant. Ces malheureux nous voyant en force pour leur résister et même pour les exterminer ralentirent leur marche. Nous envoyâmes de suite un détachement en avant pour les reconnaître. L'officier du détachement adressant la parole à cette troupe lui dit : « qui est-ce qui commande ici ? — C'est moi ! » répondit le chevalier d'Argeneuil. Sommé de dire l'objet de sa démarche, il répondit qu'elle n'avait pour but que de demander à M. le vicomte de Beaumont, seigneur de cette ville et de Cancon, la grâce des sieurs Chauvel et Auzeral décrétés, et ensuite la suspension du paiement des rentes jusques après les lois de détail faites par l'Assemblée nationale..... Notre détachement lui permit de venir en députation avec onze autres chefs de sa troupe chez le sieur de Beaumont pour lui faire cette demande. Il la leur accorda en leur disant qu'ils la devaient moins à la violence qu'ils venaient lui faire qu'à la crainte qu'il avait de voir répandre le sang de ses bons citoyens de Casseneuil. Cette députation fut renvoyée et conduite à sa troupe qui reprit le chemin de Cancon. « Le Comité ajoute : « Leur conduite était d'autant plus extraordinaire et propre à nous surprendre que la veille ils avaient signé une confédération avec nous. Il faut convenir cependant que la plupart ont déclaré n'être là que parce qu'ils avaient été menacés d'être égorgés et brûlés s'ils manquaient de se rendre, » et il prononce un violent réquisitoire contre les membres du Comité de Cancon ¹.

Il y avait au nombre des combattants venus au secours de M. de Beaumont une cinquantaine de cavaliers que lui avaient amenés ses amis. C'était pour la plupart des gentilshommes. A leur tête se faisaient remarquer M. le comte de Montalembert, MM. Jean et Jacques

¹ Archives de la Mairie de Casseneuil. Registre des délibérations.

de Vassal de Montviel, M. de Béchon de Caussade, capitaine de dragons, M. de Ferrand, officier dans le même corps et autres. Ces Messieurs se portèrent sur les derrières de l'ennemi pour surveiller sa retraite, mais bientôt l'un d'eux, agacé de voir ces manants se retirer tout fiers et joyeux d'avoir obtenu ce qu'ils désiraient, proposa d'en saisir quelques-uns et de leur infliger une correction exemplaire. La chose parut des plus plaisantes à la noble troupe et aussitôt commença une chasse d'un nouveau genre au milieu de péripéties que chacun peut imaginer. Les insurgés avaient déjà dépassé le lieu de la Dagne et se trouvaient dans un pli de terrain au milieu de bois qui depuis ont disparu, lorsqu'ils furent avertis par les cris de l'arrière-garde et par le bruit sourd du galop de la cavalerie qu'il se passait derrière eux quelque chose d'insolite, qu'ils ne pouvaient s'expliquer. Saisis d'effroi, ils prirent précipitamment la fuite laissant leurs sabots en route pour courir plus vite et entraînant toute la bande après eux. Mais les cavaliers eurent vite fait d'en attraper cinq ou six des moins agiles. Ces pauvres diables durent subir l'humiliation de recevoir une maitresse volée de bois vert aux éclats de rire de leurs poursuivants¹.

A la suite de cette manifestation séditieuse, l'autorité, désireuse d'en rechercher les instigateurs, fit faire une enquête qui n'aboutit pas pour une raison facile à deviner : On croit que les coupables allèrent implorer la pitié de M. de Beaumont, et que celui-ci sollicita et obtint leur grâce du garde des sceaux, en même temps que celle de MM. Chauvet et Auzeral, qui avaient été auparavant décrétés de prise de corps.

Peu de temps après, M. de Beaumont apprit que le bruit courait, particulièrement à Casseneuil, que s'il n'avait pas montré ses titres à l'augmentation de la rente de Cancon, depuis 1500, c'est qu'il n'en avait pas ou du moins que s'il en avait, ceux-ci n'étaient pas justifiés. M. le duc d'Aiguillon, député de la Noblesse, disait on encore, s'était montré très irrité contre lui, l'accusant d'avoir provoqué le soulèvement des tenanciers de Cancon par son humeur opi-

¹ Je me suis laissé dire que l'endroit où la retraite des insurgés se transforma en déroute s'appelle encore aujourd'hui « *lou camp des esclots* » à cause de la grande quantité de ces chaussures qu'y laissèrent les fuyards.

niâtre; et l'avait fait casser de quelque place que ce seigneur occupait à Paris auprès du roi. M. de Beaumont voulut couper court à tous ces bruits et il fit imprimer chez Noubel, à Agen, toute sa correspondance avec M. de Cadot, le Comité et les habitants de Cancon, accompagnée de notes et explications. Il en répandit partout les exemplaires. C'est dans l'un d'eux, le seul que je connaisse en bon état de conservation, car ils sont devenus introuvables, que j'ai puisé une grande partie des détails qui précèdent ¹.

Cette regrettable échauffourée fournit encore un prétexte, comme nous le verrons plus loin, à Madame de Beaumont restée seule à Casseneuil, pour protester un an après contre la nomination à des fonctions publiques de MM. de Cadot et Courborieu, aîné.

(à suivre)

LUCIEN MASSIP.



¹ J'en dois la communication à l'obligeance de M. Larcher, forgeron à Beauregard (commune de Boudy).

UN ÉTAT DE MAISON NOBLE EN AGENAIS AU XVI^e SIÈCLE

Le document que l'on va lire a été emprunté par nous, il y a 25 ou 30 ans, aux archives départementales de Lot-et-Garonne. Il nous a paru digne d'intérêt en ce sens qu'il donne l'idée du train que menaient les nobles de la Province à la fin du xvi^e siècle. La maison de Ségur, à qui appartenaient alors le château de Seyches et celui de Pardailhan, était d'ancienne chevalerie. Elle a formé un grand nombre de branches, dont une, qui nous concerne, celle des capitals de Puychagut, barons de Seiches et de Pardailhan, soudans de Preissac et seigneurs de Théobon, est aujourd'hui éteinte. A quel point précis de cette branche faut-il rattacher le Bernard qui signa en 1597 le « rolle » ou état ci-dessous; nous l'avons vainement cherché.

Pent-être est-ce, non pas Bernard (il n'y a pas un Ségur de ce prénom dans la série connue jusqu'à présent), mais Bérard, baron de Pardailhan et de Seyches, seigneur de Ligonne et de Labarrière, qui fut député aux Etats-Généraux de 1561 par la noblesse du Bordelais. Ceci n'est qu'une conjecture, mais l'intérêt du document s'attache moins ici au personnage, si distingué qu'il ait pu être, qu'au personnel dont il s'entourait pour en former « sa maison » comme on dit en style de cérémonial.

ROLLE

DES GENS ET SERVITEURS DE M^{GR} BERNARD DE SÉGUR, SIEUR
ET BARON DE PARDAILHAN ET SEICHES.

Premièrement :

Bertran de Brouilhac, escuier, sieur de Mazières, natif du dit lieu, en la seneschaussée d'Agennois, ayant charge dudit seigneur de sa maison de Ligonne.

Henri de Ladague, escuyer, sieur de la Cassaigne, natif dudit lieu, audict Agennois, neveu et domestique¹ dudit seigneur.

Pons du Juge, escuyer, natif de Frontanac, en Bazadois, demestique dudit seigneur.

Alexandre de Boué, yttalien, escuyer dudit seigneur.

Jean Lacoste, natif de Salvignac, en Quercy, page.

Jean-Jacques de Biard, dict du Roy, natif de la maison nommée du Roy, près Villeneuve d'Agennois, aussi page².

¹ Ce mot par lequel on désigne aujourd'hui les plus intimes serviteurs d'une maison, s'appliquait autrefois aux officiers des Rois, Reines, Fils et Filles de France. Il servait aussi à désigner les individus attachés par un office aux familles nobles, ces individus fussent-ils gentilshommes. On trouve ce mot avec cette acception depuis le xvi^e siècle jusqu'au xviii^e et chez tous les auteurs de cette période jusqu'à Voltaire qui l'a souvent employé.

² On voit que La Fontaine avait raison de dire : « tout marquis veut avoir des pages. » Encore Bernard de Ségur, était-il simplement baron.

Maistre Pierre Laperche, presbtre, natif du pays d'Anjou, chapellain dudit seigneur.

Berthoumio Lacosse. natif d'Escassafort, en Agenois, cappitaine et concierge¹ pour ledit seigneur en son château et maison de Seiches.

Bernard de La Fargue, natif . . de Bordelois, cappitaine et (concierge pour ledit seigneur) du château et maison de Pardailhan.

M^e Jean de Mourauld, solliciteur et entremeteur des affaires² dudit seigneur en Guyenne, natif dudit lieu de Seiches, audit Agennois.

George Teyssier, dict La Nauze, natif dudit Seiches, receveur³ dudit seigneur en la maison et chasteau de Ligonne.

Anthoine Maraval, natif de Cassaneil, audict Agennois, receveur à Pardailhan.

Jean et autre Jean Larchan, père et filz, natifz dudit Cassaneil audict Agennois, receveurs à Seiches.

Anthoine de La Court, sollicitateur desd (sic) de Pardailhan en la ville de Paris et au grand conseil.

Pons de Constable Lamaire, natif de Monstreulh le-Henri, pays du Maine, maistre d'hostel⁴.

Michel Daxat, vallet de chambre dudit sieur de Pardailhan.

Maistre Pierre Boulney, de la ville de Marmande, secrétaire.

Jacques de la Cour, natif de la ville de Paris, argentier⁵.

Simon Lacombe, natif de Saint Remy en Provence, appticaire dudit seigneur⁶.

Paul Laloge, natif de Chasteaudun, joueur du luth et autres instrumens⁷ dudit seigneur.

Charles Bacquey, natif de la paroisse de Saint Germain du Grand-Puch. en Bourdelois, tailleur et valet de Chambre.

. de Seiches en Agennois, valet de chambre.

¹ Autant dire gouverneur et conservateur ou gardien du château et des terres.

² Procureur chargé de la gestion et du règlement des affaires et procès.

³ Celui qui percevait pour le maître les redevances et revenus.

⁴ Intendant préposé non seulement aux dépenses de bouche, mais à l'entretien général de la maison.

⁵ Il serait assez difficile de préciser les attributions de l'argentier au temps où nous reporte le *Rolle* que nous publions et dans une maison au point de vue de l'importance territoriale qui n'était que de 3^e ou 4^e ordre. Il semble que ce fût une sorte d'ordonnateur des dépenses, ce qu'on appelle aujourd'hui un *Econome*.

⁶ Les apothicaires étaient alors infiniment plus rares qu'aujourd'hui. Seyches, chef-lieu d'un canton important n'en a pas eu depuis ou n'en a eu guère que de passage.

⁷ C'était un instrument à cordes pincées, sans cordier ni chevalet et muni d'un manche : il servait à accompagner la voix. Marot a dit : « Du lut sonnoit motets et chansonnettes. » On comprend que les châtelains, qui ne négligeaient pas les plaisirs matériels, tinssent à se donner parfois des distractions d'ordre plus relevé, la musique et la poésie.

Anthoine Vilate, natif de Puy en Agenois, somelier.
François Cayney, natif de Saint Illaire-de-la-Bertouna, en
Normandie, valet de chambre.

Nicolas Martin, natif de Laugier en Bassiny, bolangier.

Inocent Cadon, natif de Pontvain, pays du Mayne, cuiz-
nier dudit seigneur.

Jehan Meynet de Laforce en Périgord, guarson de cuisine.

Estienne Savinac natif de Pons en Saintonge, jardinier à
Seiches.

Estienne Defoc, dict Couillestin, natif du dudit Seiches,

Raymond Manèque, dict Bagnère, natif de Listor, en Bi-
gorre.

Dauphin Decourt, dict Moyneque, natif dudit Seiches.

Et Simon Guilhou, natif de Virazel en Agennoys, lacquais
dudit seigneur.

Pierre Prinsault, natif de Lacenne en Bourdelois, portier
au château de Seiches.

Anthoine Delort, dict Pié. natif de Seiches en Agennoys,
portier au chasteau de Pardailhan.

Mathurin de Foc, Anthoine de Bernard, natif dudit Sei-
ches, et Mene Rousseau, dict Lesaige, natif de Pardin
palfrenier.

Jehan Borderye, dict Licot, muletier dudit seigneur.

Guilhou Leu, natif des Venes en Agennoys, carratier *.

Jehan Dabreu, dict de La Françoisze, natif de Peyricar en
Agennoys. forestier et garennier * à Seiches.

Jehan Dubaille, natif de Pardailhan forestier
audict lieu de Pardailhan pour ledict seigneur.

Pierre et autre Pierre Pasquet, père et fils, natifz de Seiches,
bucherons et manœuvriers aux maison de Seiches et de Par-
dailhan, pour ledict seigneur.

L'état ci-dessus est certifié exact par le seigneur de Pardailhan. à
Seiches le 6 août 1597. Signé « Pardailhan ». Il fut enregistré au
Grand Conseil le 23 août 1597, sur la requête dudit seigneur, pour
assurer aux domestiques y dénommés, le privilège d'évocation au
Grand Conseil accordé au seigneur de Pardailhan et aux gens de sa
maison.

(Sénéch. d'Agenais, Reg. de Réceptions. B. 04. f° 29.)

AD. MAGEN.

Le Directeur-Gérant,

AD. MAGEN.

* On voit ici que le concierge était autre que le portier.

* Charretier.

Gardes des forêts et des Garennes.

REVUE DE L'AGENAIS

ET DES
ANCIENNES PROVINCES DU SUD-OUEST

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES & ARTS D'AGEN

Onzième et Douzième livraisons de la 14^{me} Année.

30 NOVEMBRE & 31 DÉCEMBRE 1887.

AGEN

IMPRIMERIE P. NOUBEL. — V^e LAMY, SUCCESSEUR.

43, Rue Voltaire, 43

1887

SOMMAIRE

Des Livraisons de Novembre & Décembre 1887

	Pages.
I <i>Etat de la Noblesse et des vivant noblement de la Sénéchaussée d'Agenois en 1717. Deuxième partie. Personnes vivant noblement, (suite), par M. J. de Bourrousse de Laffore.....</i>	473
II <i>La Ville d'Agen pendant les guerres de Religion du XVI^e siècle, (suite), par M. G. Tholin.....</i>	489
III <i>La Gascogne sous les Rois Mérovingiens par M. J.-F. Bladé</i>	516
IV <i>La Révolution à Cancon, (suite), par M. L. Massip..</i>	451
V <i>Table des matières contenues dans les douze livraisons de l'année.....</i>	565

Prix de l'Abonnement à la Revue de l'Agenais . 12 fr. par an

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, *s'adresser exclusivement* à M^{me} veuve LAM 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la **Revue de l'Agenais**, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires à M. Adolphe MAGEN, rue Diderot.

ÉTAT DE LA NOBLESSE

ET

DES VIVANT NOBLEMENT

De la Sénéchaussée d'Aginois, 1717

DEUXIÈME PARTIE.

Personnes Vivant Noblement.

(Suite)

5. — Le sieur Laparre de Beter, grand-père et père vivoient noblement.

Le 3 avril 1775, sieur Pierre Laparre ne vivait plus, lorsque demoiselle Antoinette Bernard, sa veuve, et ses quatre enfants, sieurs Jean et Pierre, et demoiselles Anne et Marguerite Laparre eurent pour leur procureur constitué Monsieur Gabriel Deymé, bourgeois, habitant de la maison des Martis, paroisse et juridiction de Montaut. Quatre ans plus tard, le 17 mars 1779, ledit procureur fondé fait, en cette qualité, une vente d'immeubles devant M^e Fray, notaire de Montflanquin, en présence de noble Pierre Delbecq, habitant de Montflanquin, et de sieur Guillaume Laparre, bourgeois habitant au lieu de Labique, paroisse de Saint-Amant, juridiction de Montflanquin.

Le Laparre de Beter vivant l'an 1717, et dont le père et le grand-père vivaient noblement, était-il le même, ou de la même famille

que Marc Antoine de La Parre, écuyer, sieur de Freynaud, âgé de 58 ans en 1691, à Saint-André de Lidon, qui n'avait aucun bien noble, était fort pauvre en la châtellenie de Mortagne ? Ou qu'Arnaud de La Parre, écuyer, sieur de Saint-Geniès, qui était boiteux, et n'avait pas fait de déclaration en 1691 ? Il l'ignore.

6. — Le sieur Roger de Tastelas, grand-père et père vivoient noblement.

7. — Le sieur Meinadier, grand-père et père vivoient noblement.

Noble Jean du Rieu, sieur de Maisonneuve, né le 31 juillet 1663, second fils de noble Martial du Rieu, écuyer, sieur de Maisonneuve, cornette de la compagnie colonelle du régiment Colonel Général des Dragons, et de dame Jeanne de Belvès, est sous-lieutenant des galères du roi le 8 septembre 1690. Il épouse le 29 novembre 1697, Bonaventure de Martin de Maynadié, sœur de noble Louis de Martin, écuyer, sieur de Maynadié. Il meurt le 8 septembre 1728, laissant Louis Ignace du Rieu de Maisonneuve, seigneur de Maynadié, paroisse de Sérignac en Agenais, lieutenant au régiment de la reine, cavalerie, par brevet du 4 juillet 1720.

La famille du Rieu de Maisonneuve, plusieurs fois maintenue, a sa noblesse et sa filiation connues depuis Pierre del Rieu, seigneur de Caumont au diocèse de Rodez, vivant vers l'an 1300.

8. — Le sieur Lartigue, grand-père et père vivoient noblement.

Pierre Lartigue assiste, le 12 juin 1721, à l'assemblée tenue à Castillonès, à propos des différends qui existaient entre messire Pierre de Pouméról, curé de Castillonès, et le couvent des capucins de la même ville.

II. CLAIRAC

1. — Le sieur de Nogaret, grand-père, lieutenant de juge et son père juge.

Le 2 mai 1717, Jean (Nogaret) de Prayssac, conseiller du roi, juge

royal de La Parade, Saint Sardos et Prayssas, en Agenais, et demoiselle Jeanne de Rivière, son épouse, étant dans leur maison à Montpezat, duché d'Aiguillon, font leur testament mutuel. Ils ont eu 9 enfants, dont 3 seulement survivent : 1^o l'aînée est religieuse au couvent de Fontgrave ; 2^o M^e Nogaret de Prayssac, juge de Clairac ; 3^o M^e Jean Anaclet de Prayssac, prêtre et chanoine de Montpezat. — En mariant M. Nogaret de Prayssac avec demoiselle Marie de Coquet, fille de Messire Jean-Joseph de Coquet, conseiller et président au parlement de Bordeaux, on lui donna ses charges, et celle de maire de la commune de Montpezat. — Les testateurs donnent à Jean Praissac leur petit-fils, et fils dudit sieur Nogaret de Prayssac, et de défunte demoiselle Marie de Coquet, la maison prise en paiement de M. de Geneste, située au lieu de Granges. — Ils lèguent à M. Jean Anaclet Beaulieu de Prayssac leur second fils, une métairie appelée du Chay, paroisse Saint Sardos. — Ils instituent pour leur héritier universel M. Pierre Nogaret de Prayssac, avocat, juge de Clairac. Ils signent. PRAISSAC, testateur. J. DE RIVIÈRE.

Ce testament, ouvert le 11 février 1718, est fermé par des cachets armoirés : *un arbre, accompagné en chef de trois étoiles rangées en fasce ; timbre, un casque de profil.*

M^e Pierre Nogaret de Preissac, avocat, est juge civil et criminel de la ville et juridiction de Clairac pour le seigneur abbé.

2. — Le sieur Salomon de Vaqué, grand-père et père vivoient noblement, N. C.

Jean Pierre de Salomon de Vaqué et son épouse damoiselle Anne de Brocas, marient leur fille Marie de Salomon de Vaqué, en 1726, avec Jacques de Lartigue, docteur en médecine, fils d'Antoine de Lartigue, aussi docteur en médecine. habitants de Clairac.

M. de Salomon était subdélégué à Clairac, le 11 octobre 1763 (Lettre originale à cette date).

M^r Salomon de Salomon épouse à Clairac le 22 mars 1601 Marie de Loches, et leur contrat est insinué à Agen (préfecture d'Agen) devant Jean d'Orty, juge-mage.

3. — Le sieur Thomazet, grand-père et père vivoient noblement.

4. — Le sieur Salomon la russe. de la même famille.

5. — Le sieur Brocal, le père et grand-père vivoient noblement, N. C.

6. — Le sieur de Malleprade et le sieur son frère, grand-père et père vivoient noblement. N. C.

M. M^e Jacob de Malleprade, sieur de Bordeneuve, avocat, veuf de damoiselle Isabeau de Labat de Vivens, marie le 26 février 1712, Marie de Malprade, l'une de ses filles, à noble Joseph de Boudon, écuyer, sieur de Saint Amans. A la mort de noble François d'Hallot, écuyer, sieur de Castille, veuf de Marie de Malleprade, ledit Jacob de Malleprade, reçoit 5.000 livres, par acte du 8 juin 1729, retenu par Barennes, notaire d'Agen.

Salomon de Malleprade, sieur de Caussines, et Jacob de Malleprade font inscrire leurs armes dans l'Armoirial général de France de 1696, registre Guienne.

7. — Le sieur Labat, cousin germain cy-dessus. N. C.

André Salomon de Labat de Vivens, époux de Marie Judith de Malleprade, assiste le 26 février 1712. au contrat de mariage de Marie de Malleprade, sa nièce avec noble Joseph de Boudon de Saint Amans, écuyer. Il marie sa fille Marie-Adrienne le 5 août 1748, à Jean, comte de Preissac, seigneur de Cadeillan. Maravat, et capitaine, dont le petit-fils François-Jean, comte de Preissac, a été préfet de la Gironde, pair de France, grand officier de la légion d'honneur.

M^e Moïse de Labat, avocat, et damoiselle Jeanne de Massac, mariés, font un acte en faveur de leur fils Jean, le 29 juin 1689, devant Gélieu, notaire d'Agen.

8. — Le sieur Melon, grand père vivoient noblement. N. C.

9. — Le sieur Lafargue des Dovalles, grand-père avocat, son père procureur au Parlement.

10. — Le sieur Ducasse. cy-devant lieutenant, grand-père et père vivant noblement. N. C.

M^e Pierre Ducasse, prêtre docteur en théologie, et Joseph Ducasse, sieur du Mirail, assistent le 19 avril 1670 au mariage de damoiselle

Anne Dubois, cousine du dit sieur du Mirail, et fille de sieur Arnaud Dubois, capitaine, et de damoiselle Catherine Metge de Fourtinon, avec M^e Emmanuel de Rangouse, avocat de Villeneuve-d'Agen. Le contrat est pessé à Damazan, maison de M. M^e Henri de La Salle, avocat, juge royal de la dite ville.

11. — Le sieur Laguehay, ci-devant capitaine, grand-père et père vivant noblement N. C.

Moyse de Laguehay, sieur de Monplaisir, fit inscrire ses armes à l'Armorial général de France manuscrit, et les déclara : *d'argent, à un lion d'azur*.

Sieur Antoine Laguehay de Lacoste, fils de Moyse et de Germaine Fozas, épouse le 1^{er} octobre 1758, dame Jeanne de Laprée, fille de sieur Clenet, et de Sara Perresl, habitant de Clairac. Ils renouvelent ce mariage le 29 juin 1789.

12. — Le sieur La Courège, cy-devant capitaine, grand-père et père avocat. N. C.

Noble Pierre de La Corrège, II^e du nom, né au Secrétary près Clairac le 26 mai 1679, capitaine en 1706, grièvement blessé au siège d'Aire. retiré du service en 1714, avait de son mariage avec dame Jeanne de Brocas, entre autres enfants Pierre-Antoine, chevalier de Saint Louis, mort à la bataille de Crewet le 23 juin 1758, étant premier capitaine de grenadiers dans le régiment de Brancas. Il était fils d'autre Pierre, avocat, et d'Elizabeth de Laguehay, petit-fils de Mathieu, aussi avocat, et arrière petit-fils de François de La Corrège, conseiller au parlement de Bordeaux en remplacement de feu Bernard de La Vye, et le 20 février 1587 conseiller maître des Requêtes ordinaires d'Henri, roi de Navarre.

13. — Le sieur Belloc de Grabat, cy-devant capitaine

14. — Le sieur Philipot, cy-devant aide de camp, grand-père et père, docteur en chirurgie. N. C.

15. — Le sieur Lartigue, grand-père, avocat, son père médecin. N. C.

Moïse de Lartigue, avocat, frère de Danici de Lartigue, sieur de La

Tourasse, épouse le 6 février 1661, Jeanne de Laguehay, et fait enregistrer ses armes à l'Armorial général de France le 21 février 1698.

Son fils Antoine de Lartigue, docteur en médecine, épouse en 1692 Anne David, dont il a Jacques de Lartigue, docteur en médecine, marié en 1726 à Marie de Salomon de Vaqué.

M. Pierre de Lartigue, habitant de la paroisse de Grateloup, père de Moïse et faisant pour M. Salomon de Massac, paie 150 livres à messire Charles de Montpezat, seigneur comte de Laugnac, administrateur de son fils messire Antoine de Montpezat, baron de Laugnac, et celui-ci héritier de M. M^e Marc-Antoine de Cabasse, chanoine de Saint Etienne d'Agen (acte du 19 mars 1655, retenu par Cruzel, notaire d'Agen).

12. CLAIRMONT-DESSUS

1. — Le sieur du Buisson, grand-père et père vivoient noblement.
2. — Le sieur de Baros, grand-père et père vivoient noblement.
3. — Le sieur de Groussou, ci-devant cornette de cavalerie, grand-père et père vivoient noblement.

De l'avis de son Conseil d'Etat, le roi Louis XIV, encore sous la direction de son premier ministre le cardinal Mazarin, voulant éviter les brigues des partisans des princes de Condé et de Conti, nomme le 13 décembre 1652, « pour cette fois seulement et sans tirer à conséquence pour l'avenir », dit l'arrêté du Conseil, les six consuls qui doivent administrer Agen l'année suivante. Il représente les trois grands corps de la ville, la noblesse, la magistrature et le commerce ; il nomme aux 1^{re} et 4^e places de consul, deux gentils-hommes, Etienne de Las, seigneur de Brimont, et Jean de Laboulbène, seigneur de Gaillardet ; aux 2^e et 5^e places, deux avocats, Jean de Ratier et Antoine Daunefort ; aux 3^e et 6^e, deux bourgeois et marchands, Bertrand Baralet et Bernard Gardès. Les six consuls entrent en fonctions le premier janvier 1653, après avoir prêté le serment accoutumé.

Jean de Laboulbenne était consul depuis cinq mois à peine lorsqu'il mourut, laissant trois enfants en bas âge de damoiselle Jeanne de Montesquiou de Saintrailles, sa femme, qu'il avait épousée dix ans plus tôt.

« Le 28 may 1653, dit le *Journal des Consuls d'Agen*, M. de Laboulbenne, notre collègue, est décédé sur les neuf heures du matin. Son corps fut vestu de l'habit de pénitent blanc, et la robe consulaire avec le chaperon, furent estendus au côté droit sur le lit.

« Le mesme jour, sur les sept heures du soir, nombre de Messieurs les jurats s'estoient rendus dans la maison de ville, où la jurade avait esté convoquée au son de la cloche. Nous sommes partis de la maison de ville, vestus de nos robes consulaires, en compagnie des sieurs jurats. Huit de nos soldats marchaient devant nous; six d'entre eux portaient chacun un flambeau avec les armoiries de la ville, attachées et peintes en deuil. Les deux autres soldats estoient placés à la teste avec leurs espées, et l'un d'eux portoit sous le bras le drapeau rouge avec l'aigle.

« Nous nous sommes rendus en ordre dans la maison du sieur de Laboulbenne, où le convoi s'estoit assemblé. Et là estant, le corps a esté sorty. *et le drapeau rouge porté au devant par Messieurs de Périé, de Groussou, de Lesbordes et Gilre, avocats et jurats.* Les six soldats avec les flambeaux et les armoiries de la ville marchaient de chaque côté du corps. Nous sommes sortis de ladite maison et avons, avec Messieurs du Présidial et gardant nos rangs, conduit le défunt à l'église des Pères Cordeliers, où il a esté ensevely »

M. M^e Pierre de Groussou, avocat, habitant d'Agen, ne vivait plus le 3 juin 1670, et damoiselle Jeanne de Bressolles, sa veuve, administreresse de leurs enfants, fait un acte devant Cruzel, notaire.

M. M^e Jean de Groussou, conseiller du roi, magistrat présidial à la Cour d'Agen, fils de feu M^e François Groussou, et de Bernard Pradié, damoiselle, épouse le 14 juin 1680, devant Charrière, notaire royal, damoiselle Marianne de Coquet, fille de M. M^e Antoine de Coquet, conseiller du roi, magistrat présidial audit Agen, et de damoiselle Françoise de Mongauzy.

Jean de Groussou, ancien officier de cavalerie, habitant le lieu de La Magistère, juridiction de Clermont-Dessus, est fondé de procuration, le 17 avril 1735 par noble Pierre de Bertrand, seigneur de La Mothe Rouge, habitant d'Auvillars (Barennes, not. d'Agen.)

François de Groussou, conseiller au sénéchal d'Agen, et Françoise Gignoux de Bernède font baptiser à Clermont-Dessus, le 27 août 1749 leur fils François qui a pour parrain Jean Gignoux de Bernède et pour marraine Françoise de Groussou, en présence de M. de Groussou, ancien officier, et de M. Antoine de Bernède, aussi ancien officier (*Etat civil de Clermont-Dessus.*)

Un livre d'environ 500 pages, fort curieux, fort iustructif, devenu assez rare, et dont je me propose de citer plus tard quelques passages relatifs à l'Agenais, a pour titre : *Almanach historique de la province de Guienne pour l'année bissextile 1760, imprimé à Bordeaux, chez les frères Labottière ;*

Il mentionne à la page 215, à l'article des officiers des Maréchaussées de Guienne, un de ces Groussou, qualifié, écuyer, conseiller au Présidial d'Agen, assesseur à Agen.

4. — Le sieur de Melet, grand-père et père vivoient noblement.

5. — Le sieur de Jean, grand-père et père vivoient noblement.

13. DURAS.

1. — Le sieur Layrac, père et grand-père vivant noblement.

2. — Le sieur de Peyférié a été convoqué. On ne sait point la qualité du père et grand-père N. C.

Isaac d'Ourgouilloux, sieur de Peyférié, seigneur de Toronac, sert en Hollande, abjure la religion réformée, rentre en France, est nommé capitaine au régiment de Saint-Germain Beaupré le 30 septembre 1705, et se marie en 1707. Son père François Pierre d'Our-

gouilloux, écuyer, sieur de Peyférié, seigneur de Graveron, passé en Angleterre avec sa femme et ses enfants en 1685, pour faits de religion, est mort à Londres en 1718.

Le 12 janvier 1643, François d'Ourgonilloux, capitaine d'infanterie, seigneur de Graveron (père de François Pierre), habitait Lévigac, où il mourut le 15 juillet 1645. Il avait acheté, le 14 juillet 1640, à Pierre de Rabar, conseiller au Parlement de Guienne, le fief et les rentes de la maison noble de Graveron, dont il fit hommage au roi.

Daniel Jacques Mathieu de Peyférié, seigneur de Toronat, qui a voté en 1789 à l'assemblée de la noblesse d'Agenais, était le fils de noble Henri Louis d'Ourgonilloux de Peyférié, écuyer, seigneur de la maison noble de Bareyre, ancien mousquetaire de la garde du roi; le petit-fils d'Isaac et l'arrière petit-fils de François Pierre d'Ourgonilloux, sieur de Peyférié, seigneur de Graveron, qui était passé en Angleterre en 1685 avec sa femme Jeanne de La Vaissière et ses enfants lors de la révocation de l'Edit de Nantes et mourut à Londres le 29 mars 1718.

3. — Le sieur Boucherie a servi. Il a été convoqué. On ne sait pas la qualité du grand-père, ni père. N. C.

Le sieur Jean Boucherie, ancien capitaine d'infanterie, ne vivait plus le 22 septembre 1758, lorsque dame Catherinae Deylard, sa veuve, et sieur Jacques-Joseph Boucherie, ancien officier d'infanterie, assistent au contrat de mariage de leur nièce et cousine, demoiselle Elizabeth Boucherie, fille de sieur Joseph Boucherie et de défunte demoiselle Marie Peynaud, habitants de la paroisse Saint-Pierre, juridiction de Lévigac, près Duras, et assistée de son frère Jacques^s et de sa sœur Marguerite, avec Jean de Flouret de Fantanole. (Acte retenu par Baret, notaire royal.)

Guy Boucherie de Peygry possédait des immeubles les 11 avril 1752, et 24 juillet 1764, dans la paroisse Saint-Eyrard de Duras en Agenais, limitrophes des immeubles de messire Pierre Géraud, écuyer, seigneur de la maison noble de Langalerie et de la maison noble de Dardit. (Acte signé Souan, notaire royal.)

Noble Jacques-Joseph Boucherie de Migou, ancien officier d'infanterie, habitant de Duras, avait procès au présial d'Agenais le 3 octobre 1781, contre sieur Jacques Monpellier, bourgeois, représenté par Candellon, son procureur. (Pièces judiciaires.)

14. FAUILLET.

1. — Le sieur Marc de Lanauze, grand-père et père vivant noblement.

15. FRESPECH.

1. — Le sieur Faidic de Mils et le sieur son frère capitaine dans le régiment du Roy, grand-père et père vivant noblement.

La seigneurie de Hauteſage et le château de Mils dans la même commune appartenaient à la famille de Faydit ; ils furent portés en mariage à noble Jean Bouyſſou de Fontarget, ſieur de Pechéguillon en la paroisse et juridiction de Cauzac, lieutenant au régiment de Fontarget, (9 mars ou mai 1740), par Jeanne de Faydit, fille de noble Jean de Faydit, ancien capitaine au régiment du roi, et de noble Jeanne de Lard de La Coſte Saint-Léger.

2. — Le ſieur Chambon de Hugues, grand-père procureur au préſidial, père avocat.

16. FUMEL.

1. — Le ſieur de La Ville, ci-devant capitaine, ſon grand-père et père vivant noblement.

Tout le monde connaît le comte de Lacépède, l'un de nos plus illustres compatriotes, député, ſenateur, grand chancelier et grand cordon de la légion d'honneur, ministre d'état, membre de l'Institut de France, de la ſociété royale de Londres, etc. ; mais peu de perſonnes ſont fixées ſur l'antiquité et la grandeur de ſa race, dont une branche ſ'eſt établie en Agenais.

« De La Ville ſur Illon et de Lacépède, maiſon très ancienne de

la province de Lorraine, dont la généalogie a été certifiée, en 1780, par le *registrateur* de la Chancellerie impériale et aulique de Vienne. Suivant cet acte, elle remonte son origine à Gilbert 1^{er} du nom, qui fit un traité en 1097, pour défendre et protéger l'abbaye d'Epinal, à condition qu'il obtiendrait l'avouerie de Faverolle, et qu'il porterait le titre de seigneur de Saint-Goërie. Le Tasse, dans son poëme de la *Jérusalem délivrée*, chant ix, cite ce Gilbert parmi les illustres croisés qui avaient suivi Godefroi de Bouillon à la Terre Sainte.

« Cette maison s'est divisée en plusieurs branches, qui se sont répandues en Italie (Piémont), en Alsace et dans l'Agénois. La branche établie en Piémont, s'y est fixée avant 1220. Elle a formé des alliances, occupé des emplois qui n'ont jamais été au-dessous de son illustre origine, et qui l'ont constamment maintenue au rang des maisons les plus considérables de ces contrées.

« Et comme la séparation de ces branches, de la maison de La Ville, s'était faite depuis nombre de siècles, elles ont renouvelé en 1817, une espèce de pacte de famille, par lequel elles se reconnaissent un origine commune, et rappellent tous leurs ancêtres.

« De la branche établie en Alsace, est issu le comte Ferdinand de La Ville sur Illon, qui a épousé, le 19 décembre 1810, Marie-Caroline princesse de *Hesse Philippsthal*, fille unique du Landgrave de Hesse Philippsthal, capitaine général au service du roi des Deux-Siciles, si célèbre par la belle et courageuse défense de Gaëte. Cette maison a constamment rempli les premières charges et dignités à la Cour, et dans les armées des *ducs de Lorraine et de Bourgogne*. — La branche de Domp-Jullien, suivant l'*acte précité*, a fourni un porte-bannière du duc de Lorraine, à la bataille de Nancy en 1477, un chambellan du roi de France Charles VIII, capitaine de cinquante hommes d'armes, et de quatre cents arbalétriers, qui fut gouverneur de Montélimart en 1494. Ce chambellan se distingua dans la guerre de Naples. Philippe de Commines dit dans ses Mémoires, livre VIII, page 680, édition de 1634, que le roi Charles VIII *laissa monseigneur dom Julian, lorrain (l'en faisant duc), en la ville de Saint Angelo, où il a fait merveille de se bien gouverner*. La branche établie en Alsace a fourni des officiers supérieurs très distingués, dont plusieurs ont été tués dans les guerres de Louis XIV et de Louis XV ; d'autres ont servi avec distinction dans les guerres de nos jours. Elle compte un nombre considérable de chevaliers de Saint-Louis. Dans la branche de Piémont, on distingue un général de cavalerie, un grand-

maître de l'artillerie, un chevalier de l'Annonciade, des maréchaux de camp au service de France, etc., etc.

« De la branche de Damp-Jullien, établie dans l'Agenois, est issu Bernard-Germain-Etienne, comte de Lacépède, grand chancelier et grand cordon de la Légion d'honneur, ministre d'Etat et membre de l'Institut, qui fut créé pair de France le 4 juin 1814.

« La branche de Lacépède et celle de Piémont jouissent du titre de comte par divers diplômes officiels, consacrés par la Charte. Celle d'Alsace a le même titre dans divers actes publics, brevets militaires et commissions de nos rois. »

(*Dictionn. Universel de la Noblesse de France par M. de Courcelles, 1^{re} série, Paris 1820, tome II, p. 469 à 471*).

Un mot maintenant pour expliquer comment le sieur de La Ville, ci-devant capitaine à Fumel en 1717, se rattachait à cette maison de La Ville sur Illon et de Lacépède.

Noble et puissant homme Guy de Montpezat, seigneur baron de Montpezat, Madaillan, Aiguillon, Dolmayrac et en partie de Sainte-Livrade, sénéchal d'Agenais, avait eu de son mariage avec Jeanne de Mareuil de Villebois, entre autres enfants : Jeanne de Montpezat, mariée le 24 avril 1538, à messire François de Montberon, baron d'Archier, dont elle eut Jacquette de Montberon, qui épousa messire Henri de Bourdeilles. Ce dernier vendit la baronnie de Dolmayrac à messire François de La Ville, chevalier, seigneur de Grimard, lequel avait aussi acquis d'Armoise de Lomagne, par acte de 19 juin 1574, la seigneurie de la ville d'Astaffort.

Ce François de La Ville était fils d'Arnaud de La Ville, chevalier, et abbé à Fumel en Agenais et de la même famille que le comte de Lacépède, le célèbre naturaliste originaire d'Agen, dont le père était messire Médard de La Ville.

2. — Le sieur Pechoutre de La Martinie, grand-père et père vivant noblement.

Cette famille a pour représentant actuel M. Joseph Félix Pechoutre de La Martinie, marié en 1838 à Jeanne Marie Gabrielle de Chassarel, dont un fils né en 1839.

17. GONTEAU DE FOUGUEROLLES.

1. — Le sieur Marques de Pujols, chevalier de Saint-Louis, grand-père et père vivant noblement.
2. -- Le sieur Melon de Barrail, le grand-père lieutenant, le père juge royal. N. C.

M. M° Moïse de Melon, sieur du Barrail, avocat, habitant à Gontaud, exécuteur testamentaire de sieur Charles Larrieu, agit en cette qualité le 21 août 1704. Il avait acheté une pièce de terre, le 12 décembre 1687, à **M°** Antoine de Laroche, avocat au Mas-d'Agenais. — Le 2 avril 1631, **M°** Pierre Melon, lieutenant royal, et autre **M°** Pierre Melon, juge royal dudit Gontaut, passent un contrat d'achat, dans ladite ville. Noble Pierre de Melon du Barrail, habitant de Gontaud, était cornette de cavalerie sous Louis XV.

3. — Le sieur Dupairat, capitaine garde côte, on ne c'est pas les qualités du grand-père, le père n'étant pas connu au pays.
4. — Le sieur Ricaud, grand-père et père capitaines.

M. M° Denis de Ricaud, avocat, habitant à Gontaud d'Agenais le 10 janvier 1698 (*contrat retenu audit Gontaud, par Lajugie, notaire royal.*)

M. M° Denis-François de Ricaud, avocat, habitant de Gontaud, assiste à un contrat de mariage le 8 janvier 1729.

5. — Le sieur du Berdier, ci-devant capitaine, grand-père et père vivant noblement.

Charles de Verrier, capitaine, et damoiselle Marguerite de Bousquet ont de leur mariage, Isabeau de Verrier, qu'ils marient le 18 mai 1672, avec noble Jean-Pierre de Melet, écuyer, seigneur de La Roche Marais Du Faudon, fils de noble François de Melet, écuyer, seigneur de Melet, le Faudon, La Roche-Marais et Gontaud en partie, capitaine en 1632, et de dame Cécile de Rapin (celle-ci fille de noble Pierre de Rapin, seigneur et baron de Mauvers, gentilhomme ordinaire de la maison du roi, et de damoiselle Pertude de Lunii).

Dame Elisabeth de Verdier, ou de Verrier, veuve de noble Claude de La Ramière, seigneur de La Ramière et de Prades, est représentée par son fils Jacques, dans un acte du 19 mai 1706, devant Gélieu, notaire d'Agen.

Le 7 décembre 1709, Marie-Anne du Verrier, fille de feu Jean-Pierre du Verrier, capitaine, épouse à Gontaud, noble Daniel Dariscon écuyer, fils de feu noble Paul Dariscon, écuyer, et de dame Marie de Feytis. La future épouse est assistée d'autre Jean-Pierre du Verrier, son frère. Ce Daniel Dariscon avait pour grand-père noble Pierre Dariscon, écuyer, capitaine et major dans le régiment de Sarlabous, qui avait épousé par contrat du 3 décembre 1619, Suzanne de Chevalier, fille de Jehan Chevalier, écuyer, sieur d'Escages. Le même Daniel avait pour bisaïeul et trisaïeul noble Sébastien Dariscon, écuyer, époux de Marguerite de Gervain de Roquepique, et noble Huguet Dariscon, écuyer, capitaine de cavalerie dans les troupes du roi de Navarre.

La même Marie-Anne de Verrier eut de son mariage noble Jean-Pierre du Verrier, écuyer, qui épousa Marguerite Tamizey.

Un mot à l'égard de cette dernière famille :

Jean Tamizey, né sous le règne de Louis XIV, conseiller du roi et lieutenant royal de Gontaud, épousa Suzanne du Pouy de Bonnegarde, fille de noble André de Saint-Martin de Pouy, écuyer, seigneur de Bonnegarde (d'origine chevaleresque) et de dame Marguerite de Malvin de Montazet (celle-ci fille d'Antoine de Malvin, chevalier, seigneur de Quissac et de Montazet, et d'Anne du Puy, dont la mère Olympe du Faur était de la famille du fameux poète Pibrac. Ce lieutenant royal de Gontaud fit son testament le 26 janvier 1750.

Il eut 4 fils :

- 1° Antoine Tamizey, sieur de Larroque, lieutenant royal de Gontaud, marié en 1750 avec Anne de Massonneau ;
- 2° Jean Tamizey, sieur de La Couronne ;
- 3° Antoine Tamizey, sieur de Fortuné ;
- 4° Joseph Tamizey, sieur de Lamothe, dont le fils fut chevalier de Saint-Louis.

Il eut en outre 3 filles :

- 5° Marie-Anne, épouse de Pierre Seauvaud de Lormade ;
- 6° Marguerite épouse de noble Jean-Pierre Dariscon, écuyer, fils

de noble Daniel Dariscon et de Marie-Anee du Verrier, susnommés ;

7° Marie, épouse de Pierre Mérac de Choisy, officier d'infanterie ;

Cette famille est aujourd'hui représentée par M. Ph. Tamizey de Larroque, ancien maire de Gontaud, correspondant de l'Institut, chevalier de la légion d'honneur, neveu par sa mère de Jacques Philippe del Mas de Grammont, général de division, grand officier de la légion d'honneur, député à l'Assemblée Législative, mort à Miramont le 14 juin 1862.

18. GALAPIAN.

1. — Le sieur Traversat de La Tuque, grand-père et père vivoient noblement. N. C.

Damoiselle Françoise de Traversat, épouse en 1623, noble Melchior de Fayolles, écuyer, sieur de Laval, Les époux donnent par leur contrat de mariage la moitié de leurs biens à leur premier enfant mâle, et à défaut, à une de leurs filles. Pierre de Fayolles, né de ce mariage, mourut sans enfants, après avoir été condamné à mort pour cause politique, et les sœurs dudit Pierre, portèrent l'affaire devant le sénéchal d'Agen, qui déclara l'ainée des filles de ladite Françoise de Traversat, apte à recueillir la donation.

2. Le sieur du Bourg d'Aiguillon, grand-père et père vivoient noblement.

19. GRATELOUP.

1. — Le sieur Lartigue de Latourasse.

Daniel de Lartigue, sieur de La Tourasse en 1661, puis sieur de Chaulet près Grateloup, fils de Pierre de Lartigue, sieur du Chaulet, épouse en 1676, Marguerite Dupouy, dont il eut deux fils Pierre mort sans postérité en 1751, et Jacob.

20. LA PARADE.

1. — Le sieur Chopis La Bruguière, avocat, grand-père bourgeois, père avocat. N. C.

24 mai 1716, Gédéon Defieux, laboureur et métayer de M. Beaujon, avocat, en sa métairie de Galam, y habitant près du bourg de Grateloup, confesse devoir 30 livres 10 sous à M. M^e Pierre Chopis de Labruyère, avocat en parlement, habitant de sa maison de Peyreguillot, présente paroisse de Saint-Jean, juridiction de La Parade.

Signé : P. Labruyère-Chopis.

J. Fabre, notaire.

Pierre Chopis ou Chopin de Labruyère, avocat en parlement, marié avant 1713 avec Jeanne Balguerie, fille de Pierre Balguerie de Pailières (qui avait fait son testament le 6 septembre 1713), demeurant paroisse de Quintran, juridiction de Galapian en Agenais), et de Suzanne Doze.

2. — Le sieur Chopis Candelet a été capitaine.

3. — Le sieur Chopis cadet a été capitaine, tous trois frères.

En 1717, trois frères existaient à La Parade, l'un était avocat et les deux autres capitaines. L'avocat, qui était marié avant 1713, se nommait Pierre Chopis ou Chopin de Labruyère.

De l'un des trois frères, descendait noble Etienne Chopin de Labruyère, écuyer, ainsi nommé et qualifié dans les pièces d'un procès qu'il avait en 1779 devant l'ordinaire de Fauillet et au sénéchal d'Agen, au nom et comme mari et curateur réel de dame Roze Judith de Feytis.

Le même assiste à l'assemblée de la noblesse d'Agenais, au mois de mars 1789, tant pour lui que pour Messire Baylet de Berdolle, seigneur de Goudourville. Il est nommé dans le procès-verbal, Etienne Chaupin de Labruyère, seigneur de La Brugue et autres lieux. Il était mousquetaire de la garde du roi et devint plus tard général de division, et grand officier de la légion d'honneur le 11 juillet 1807.

Ses descendants Gabriel et Henri de Labruyère, père et fils ont été successivement conseillers généraux du Lot-et-Garonne pour le canton de Tonneins.

JULLES DE BOURROUSSE DE LAFFORE.

(A continuer).

2. *Des prétendues libéralités de Clovis I^{er} à l'Église de Sainte-Marie d'Auch.* — La mention des prétendues libéralités de Clovis I^{er} à l'Église d'Auch, se trouve consignée dans deux textes reproduits exactement ci-dessous¹, et publiés pour la première

‡ Eodem tempore in nostris partibus nondum fuerant de Sancto Martino ecclesiæ conditæ: præcepitque Rex Clodovæus Beato Perpetuo ut ædificaret ecclesiam miræ magnitudinis, in honorem supradicti Sancti Martini, supra flumen Gercii, prope muros civitatis in villa clara, anno C. VII. post transitum Sancti Martini: perrexitque rex Clodovæus ad urbem Tolosam. DOM BRUGELES, *Chron. Eccles. du Dioc. d'Auch*, p. 62. — Quoniam memoria hominis labilis est, etc. Ad notitiam igitur et memoriam tam modernorum quam futurorum per Præsentis scripti linguam transmittere curamus; quod Clodovæus Rex Francorum piæ recordationis, vir in armis strennus, et Bellicis negotiis exercitatus, cum Auxiorum civitatem et Terras circum adjacentes in manu-forti et brachio-extento de manu Saracenorum liberasset, recognoscens et credens quia nutu divino Victoria sibi collata fuerat; Venerabilem Ecclesiam Sanctæ Mariæ Auxiensis, communicato majorum consilio, magnificentia regali, Terris ac pretiosis donis ampliavit, dilatavit, augmentavit, et immunitatibus omnimodis eam multis modis decoravit; ab omni servitio seu debito vel exactione Fisci regalis eam immunitatem efficiens et liberans; et insuper totum jus, totumque Dominium regale ei et in eam conferens. Sane eo tempore Alericus (*sic*) Rex, qui quidem primo in nomine Christi Jesu Baptismi gratiam susceperat, sed in Hæresim postea lapsus fuerat, Regni lora regebat per totam Equitaniam (*sic*); quem præfatus Clodovæus cœlesti fretus auxilio de tota Equitania potenter exturbavit, et Tolosam usque effugavit. Sub Alerico autem præsidebat in Metropoli Auxitana Archipraesul nomine Perpetuus miræ Sanctitatis; qui cognito adventu Clodovæi, qui in Regibus Francorum primus susceperat Christianitatis insignia, gaudio gavisus est immenso, et exiens obviam ei protulit et obtulit ei panem et vinum, sicut alteri Abrahæ alter Malchisedech; unde factum est ut præfatus Rex Clodovæus jam dictum Archipræsullem in sacrarium armoris (l. *amoris*) sui reciperet, et speciali eum sua gratia donaret. Dedit ei etiam et successoribus ejus canonice instituendis totum corpus civitatis et suburbium totum: Ecclesiam sancti Joannis Evangelistæ super Ercium (*sic*); Ecclesiam sancti Petri; Ecclesiam sancti Martini, quam ipse Clodovæus ad intercessionem uxoris suæ Clotildæ Reginæ sumptibus suis miro opere construxit, et eam donis Regiis mirifice exornavit. Inter cætera vero dona, quæ enumerare longum et forte supervacaneum esset, Obtulit Rex Deo et Beatæ Mariæ Tunicam et Chlamydem suam nec-non Urceolum aureum quo effundenbatur ad lavandas manus Regis et Reginæ. Obtulit etiam propria manu in Altari centum sulidos aureos, ut

En même temps, Clovis I^{er} s'emparaît de l'autre portion de jusqu'à la Garonne, et, laissant derrière lui la garnison wisigothique l'Aquitaine d'Angoulême, entraît sans coup férir à Bordeaux (*Burdegalensem urbem*), où il passa l'hiver avec ses troupes¹.

L'an 508, il partit de cette ville, et se dirigea vers Toulouse. Ce serait durant ce trajet, disent certains annalistes, que le roi des Francs aurait fondé le monastère de Moissac, et fait aussi de grandes libéralités à l'Église de Sainte-Marie d'Auch. Il est facile de prouver que ces deux récits ne méritent aucune croyance.

1. *De la prétendue fondation du monastère de Moissac par Clovis I^{er}.* — Les légendes qui font remonter la fondation de cette abbaye à Clovis I^{er}, ont été complaisamment recueillies par Aymeri de Peyrac². Pourtant ce chroniqueur ne les admet pas sans réserve, car il cite une charte de Pépin II, roi d'Aquitaine, datée du mois de juin 845, et où il est dit expressément que l'abbaye avait été fondée par Amandus, présenté comme le premier abbé de Moissac. Ce titre semble avoir aussi porté Mabillon³, et après lui Dom Vaissète⁴, etc., à croire que la fondation aurait eu lieu pendant le séjour de saint Amandus en Aquitaine, c'est-à-dire entre 630 et 640, d'après M. J. Marion⁵. Mais les derniers éditeurs du *Gallia Christiana*, ont prouvé depuis que le prétendu diplôme de 845 était apocryphe⁶. Relativement à Moissac, nous n'entrons, dit à bon droit M. Moulencq, « dans le domaine de la certitude historique qu'en 680, date de la donation de Nizezius⁷, » dont il sera question plus bas dans le présent mémoire. Je n'ai donc plus à insister sur ce point.

¹ GREG. TURON. *Hist.* l. I, c. 38

² *Chronique de Moissac*, Biblioth. Nat., Lat. 491, A, f° 135. La mémoire de Clovis I^{er} était rappelée, à l'abbaye de Moissac, par une messe quotidienne à l'intention de ce roi. Peyrac donne même à entendre que Clovis I^{er} était vénéré comme un saint dans ce monastère.

³ MABILL. *Annal. Bened.* I, p. 91.

⁴ *Hist. génér. de Languedoc*, l. X. C. xxxv, et *Preuves*, n° lxxviii.

⁵ J. MARION, *Notice sur l'abbaye de Moissac*, dans la *Biblioth. de l'École des Chartes*, 3^e série, I, 2^e livraison.

⁶ *Gall. Christ.* I, 159-60.

⁷ MOULENCQ, *Documents historiques sur le Tarn-et-Garonne*, I, 279.

Entre vingt arguments, je n'en choisirai que trois, mais absolument décisifs.

Et d'abord, le second texte affirme qu'au temps de Clovis I^{er} il y avait à Auch un archevêque métropolitain (*in Metropoli Auxitana Archipræsul*), et que cette ville fut érigée en métropole par le roi Franc (*ut esset et diceretur Metropolis*). Or tous les documents authentiques attestent plus clair que le jour qu'Eauze demeura la métropole spirituelle de la province, au moins jusqu'en 670.

Le second des textes précités donne à la province ecclésiastique le nom de Gascogne (*civitates totius Guasconia*). Mais les noms de *Wasconia*, *Vasconia*, *Guasconia*, etc., ne s'appliquaient pas encore à la région comprise entre Garonne, mer et Pyrénées, car les Wascons, qui devaient la conquérir et lui donner cette dénomination, parurent pour la première fois sur le versant septentrional des Pyrénées vers 580.

Troisième et dernier argument. Dans le catalogue des évêques d'Auch, le prélat Perpetuus, mentionné dans le second des textes ci-dessus transcrits, se trouve placé immédiatement après Audericus, appelé Audicius par Flodoard ¹, et qui siégea au concile de Reims en 625. Après lui vient un prélat nommé Dracoaldus II, sur lequel on ne sait absolument rien ².

Il y a donc lieu de rejeter comme apocryphes les deux textes dont s'agit. C'est pour en débarrasser définitivement l'histoire locale, que je n'ai pas reculé devant cette argumentation.

Et maintenant, je puis reprendre le récit de la campagne de Clovis I^{er} contre les Wisigoths.

4. De la prétendue participation de la Novempopulanie à la guerre contre les Wisigoths. — Marca ³, suivi par Fauriel ⁴, affirme qu'après avoir rudement combattu contre les Wisigoths, saint Galactoire, évêque de Béarn, autrement dit de Lescar, fut battu et fait prisonnier à Mimizan, sur le bord de l'Océan. Les Wisigoths le som-

¹ FLODOARD. *Hist. Remens.* l. II, c. 5.

² Gall. *Christ.* I, 975.

³ MARCA, *Hist. de Béarn*, 69.

⁴ FAURIEL, *Histoire de la Gaule méridionale sous les conquérants Germains*, II, 54.

fois dans les *Chroniques ecclésiastiques du diocèse d'Auch de Dom Bruges*. Le premier texte est copié sur un vieux parchemin du chapitre d'Auch. Il porte que le roi des Francs ordonna au bienheureux Perpetuus de bâtir au bord du Gers (*flumen Gercii*), près des murs de *villa clara*, une grande église en l'honneur de saint Martin. Le fait aurait eu lieu en 507: après quoi, Clovis I^{er} serait parti pour Toulouse.

Le second texte, tiré du cartulaire du chapitre d'Auch, porte en substance qu'après avoir vaincu Alaric II, roi des Wisigoths, Clovis I^{er} vint à Auch, où Perpetuus était déjà archevêque (*Metropoli Auxitanæ archipræsul*) sur la fin de la domination wisigothique. Le chef des Francs fit à ce prélat diverses libéralités en terres. Il donna aussi à Dieu et à la bienheureuse Vierge Marie sa tunique et sa chlamyde, en y ajoutant une buire d'or qui jusque-là avait servi à répandre l'eau des ablutions sur les mains du roi et de la reine. En outre, Clovis I^{er} déposa de sa propre main, sur l'autel, cent sols d'or, avec ordre de les employer à faire des couronnes de lumière.

En parcourant ces deux textes, il est aisé de se convaincre que, le fond du récit étant le même, le sort du document le plus bref est inséparable de celui du plus long. Or, le dernier déclare, sur la fin, que le prélat Perpetuus et ses successeurs jouissaient depuis longtemps avant la rédaction de ces pièces de la prétendue libéralité de Clovis I^{er} à l'Église d'Auch (*per multorum curricula dierum*). Les textes en question ne sont donc pas contemporains de Clovis I^{er}. Quant à leur valeur historique, la fausseté de la narration n'est pas contestable.

coronas aureas inde facerent ad accendenda luminaria. Præcepitque omne tributum quod de diversis civitatibus solvebatur annuatim Fisco Regio I. XII. aurei ab eadem die in posterum solverentur Auxienti Ecclesiæ per singulos annos. Omnes quoque civitates totius Guasconiæ subjecit Beatæ Mariæ Auxienti, ut esset et diceretur Metropolis, hoc est mater aliarum civitatum. Nihilominus dedit sæpe dictus Rex Deo et Beatæ Mariæ et antefato Pontifici jure perpetuo possidendam Ecclesiam et Villam sancti Petri de Vico, cum omnibus appendiciis suis; quæ siquidam Villa sive Ecclesia eo tempore regalis Fiscus erat. Hoc Donum inconcussum et integrum habuit, quiete tenuit, et pacifice possidet per multorum curricula dierum Auxitana Ecclesia, et Pontifices et habitatores ejus. DOM BRUGES, *Chron. Eccles. du Dioc. d'Auch, Preuves de la Première partie*, p. 8-9.

mèrent d'abjurer le catholicisme. Le prélat refusa, et fut massacré. Plus tard, ses reliques furent transportées de Mimizan à Lescar.

Voilà ce que racontent l'ancien bréviaire de Lescar consulté par Marca, et aussi les Bollandistes ¹. Galactoire est assurément un saint authentique, car il souscrivit en 506, c'est-à-dire un an avant la bataille de Vouillé, au concile d'Agde convoqué par Alaric II, roi des Wisigoths.

Mais il suffit d'un coup d'œil jeté sur la légende de cet évêque pour se convaincre qu'elle a été rédigée, ou du moins remaniée à une basse époque. On y trouve notamment les expressions *Vascones* et *Vasconia*, qui n'apparaissent, pour la première fois dans la géographie historique de la Novempopulanie, que vers 580. Si la légende de saint Galactoire était ancienne, les auteurs de l'*Histoire littéraire de la France*, qui n'en font aucune mention, n'auraient certes pas manqué de la signaler.

Il faut pourtant convenir que, si la rédaction de ce texte est relativement récente, les faits qu'il rapporte ne sont pas dépourvus d'une certaine vraisemblance.

Si l'on jette, en effet, les yeux sur une carte de la Gascogne, on y voit que Mimizan, aujourd'hui chef-lieu de canton du département des Landes, est situé au bord de la mer proche de l'Étang d'Aureilhan alimenté par deux ruisseaux. Cet étang s'épanche dans la mer par un canal, appelé *craste* en langage du pays. Le nom de Mimizan revient souvent dans les textes de l'époque féodale. Cette localité possédait alors un port aujourd'hui comblé. Quelques archéologues prétendent avoir constaté dans les environs les vestiges d'une voie romaine. En tous cas ce serait une voie secondaire, puisqu'elle ne se trouve indiquée ni dans l'Itinéraire de l'Antonin, ni dans celui de Bordeaux à Jérusalem, ni dans la Carte de Peutinger. A vol d'oiseau Mimizan se trouve à peu près à quatre-vingt-quinze kilomètres d'Aire-sur-l'Adour, et à cent-vingt environ de Lescar. On sait que les rois Wisigoths possédaient un château à Aire. Ce fut, en effet, là qu'Alaric II publia son *Breviarium* en 506. Il est raisonnable de pen-

¹ *Breviarium ad usum Ecclesiæ Lascurrensis* (Impression gothique, s.n.d.l.) ff. xlv-xlvii. J'ai consulté l'exemplaire appartenant à mon ami Léonce Couture. Cf. BOLLAND. *Acta SS.* Jul. IV, 434-35.

ser que ces rois avaient aussi des navires dans le port de Mimizan. Rien n'empêche donc de supposer que saint Galactoire, à la tête des belliqueux montagnards du Béarn, ait profité des embarras de d'Alaric II avec Clovis I^{er}, et du départ du roi wisigoth vers le nord, pour tenter, en profitant des voies romaines, une entreprise contre Mimizan. Mais, encore une fois, ceci n'est qu'une hypothèse, et rien ne nous garantit que les faits se soient passés comme les raconte la légende.

5. *De l'étendue de la conquête des Francs en Novempopulanie.* — Après la bataille de Vouillé, Clovis I^{er} dut nécessairement s'emparer de tout notre pays, dont les évêques semblent avoir plus particulièrement souhaité le succès des Francs. Onze prélats novempopulaniens furent, en effet, présents ou représentés au concile d'Agde (506). Il n'y a d'exception que pour celui de la *civitas Boatium* (au minimum les pays de Buch et de Born), mentionnée dans la *Notitia provinciarum*, et qui devait aussi former un diocèse à l'époque du Bas-Empire. Mais après l'invasion des Barbares, cette cité disparut brusquement et pour toujours. Elle cessa donc d'exister à une époque indéterminée, comprise entre l'invasion des Barbares et la fin de la domination wisigothique. Son territoire dut alors s'ajouter intégralement, ou du moins dans sa majeure partie, au diocèse de Bordeaux, que les cartes ecclésiastiques nous montrent, en effet, poussant le long de la mer une pointe tout à fait irrégulière du côté du sud.

Dans ces conditions, il est impossible de ne pas admettre que la conquête des Francs en Novempopulanie ne s'étendit pas jusqu'à l'extrême limite de nos diocèses du côté du midi, c'est-à-dire jusqu'à la ligne de faite des Pyrénées. Il sera prouvé, au cours même de ce mémoire, que pour la portion du diocèse primitif de Dax, dont fut plus tard démembré celui de Bayonne, cette ligne englobait les archiprêtres de Fontarabie, de Cinco-Villas, de Bastan et de Lérin, aujourd'hui compris dans le territoire espagnol.

Il est vrai que Fauriel limite les conquêtes de Clovis en Novempopulanie aux territoires représentés par les diocèses d'Auch, de Bazas et d'Eauze, par la raison que leurs prélats souscrivirent seuls au premier concile d'Orléans, convoqué en 511 par le roi des Francs¹.

¹ FAURIEL, *Histoire de la Gaule mérid. sous les conquérants Germains*, II, 72-73.

Ce fait est incontestable, mais il est loin d'avoir la portée que Fauriel lui donne. Nous savons, en effet, que sur tous les prélats de la monarchie franque, trente-deux seulement prirent part au premier concile d'Orléans. Mais à ce compte il faudrait aussi, malgré le témoignage contraire et formel de textes authentiques et nombreux, retrancher de ce royaume tous les autres diocèses dont les évêques ne furent ni présents ni représentés audit concile. Il y a donc lieu de repousser le raisonnement de Fauriel, qui conclut ainsi : « Quant à la haute Novempopulanie, rien ne prouve qu'elle se soit soumise à l'autorité de Clovis I^{er}, et il y a des raisons positives d'en douter, comme nous le verrons un peu plus tard ¹. » Je réserve donc, pour le bon moment, l'examen de ces raisons.

Ainsi, il y a lieu d'admettre dès à présent, et malgré le manque de textes formels, qu'après la bataille de Vouillé, les Francs s'emparèrent de toute la Novempopulanie, y compris le versant nord des Pyrénées occidentales.

En ce qui touche le reste de la campagne de Clovis I^{er} dans le midi de la Gaule, je me borne à constater que le roi s'empara de Toulouse, capitale de l'État wisigothique, et mit la main sur le trésor royal. Théodoric, successeur d'Alaric II, transporta sa résidence à Narbonne. Puis le roi Franc assiégea sans succès Carcassonne, et prit Angoulême en s'en retournant dans la portion de la Gaule sise au-delà de la Loire², laissant un détachement de Francs dans le Bordelais, et un autre dans la Saintonge (508)³.

7. Conséquences de la conquête des Francs en Novempopulanie. — Ces conséquences furent chez nous les mêmes que dans les autres pays enlevés aux Wisigoths. Clovis I^{er} s'empara du gouvernement général, sans en modifier sensiblement la forme, ni celle de l'administration. Ainsi les choses demeurèrent les mêmes ; le personnel ne fut changé que partiellement. Nous savons, en effet, que la plupart des Romains furent maintenus dans les emplois et dans les pouvoirs qu'ils possédaient auparavant. Tout porte à croire,

¹ *Id. Ibid.*, II, 73,

² GREGOR. TURON. I. II, c. *Hist.* 37.

³ *Gesta Francor.* XVII, ADO VIENNENS. *Chron.*

SOMMAIRE

Des Livraisons de Novembre & Décembre 1887

	Pages.
I <i>Etat de la Noblesse et des vivant noblement de la Sénéchaussée d'Agenais ed 1717. Deuxième partie. Personnes vivant noblement, (suite), par M. J. de Bourrousse de Laffore.....</i>	473
II <i>La Ville d'Agen pendant les guerres de Religion du XVI^e siècle, (suite), par M. G. Tholin.....</i>	489
III <i>La Gascogne sous les Rois Mérovingiens par M. J.-F. Bladé</i>	516
IV <i>La Révolution à Cancon, (suite), par M. L. Massip..</i>	451
V <i>Table des matières contenues dans les douze livraisons de l'année.....</i>	565

Prix de l'Abonnement à la Revue de l'Agenais . 12 fr. par an

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser *exclusivement* à M^{me} veuve LAM 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la **Revue de l'Agenais**, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires à M. Adolphe MAGES, rue Diderot.

ÉTAT DE LA NOBLESSE

ET

DES VIVANT NOBLEMENT

De la Sénéchaussée d'Aginois, 1717

DEUXIÈME PARTIE.

Personnes Vivant Noblement.

(Suite)

5. — Le sieur Laparre de Beter, grand-père et père vivoient noblement.

Le 3 avril 1775, sieur Pierre Laparre ne vivait plus, lorsque demoiselle Antoinette Bernard, sa veuve, et ses quatre enfants, sieurs Jean et Pierre, et demoiselles Anne et Marguerite Laparre eurent pour leur procureur constitué Monsieur Gabriel Deymé, bourgeois, habitant de la maison des Martis, paroisse et juridiction de Montaut. Quatre ans plus tard, le 17 mars 1779, ledit procureur fondé fait, en cette qualité, une vente d'immeubles devant M^e Fray, notaire de Montflanquin, en présence de noble Pierre Delbecq, habitant de Montflanquin, et de sieur Guillaume Laparre, bourgeois habitant au lieu de Labique, paroisse de Saint-Amant, juridiction de Montflanquin.

Le Laparre de Beter vivant l'an 1717, et dont le père et le grand-père vivaient noblement, était-il le même, ou de la même famille

que Marc Antoine de La Parre, écuyer, sieur de Freynaud, âgé de 58 ans en 1691, à Saint-André de Lidon, qui n'avait aucun bien noble, était fort pauvre en la châtellenie de Mortagne ? Ou qu'Arnaud de La Parre, écuyer, sieur de Saint-Geniès, qui était boiteux, et n'avait pas fait de déclaration en 1691 ? Il l'ignore.

6. — Le sieur Roger de Tastelas, grand-père et père vivoient noblement.

7. — Le sieur Meinadier, grand-père et père vivoient noblement.

Noble Jean du Rieu, sieur de Maisonneuve, né le 31 juillet 1663, second fils de noble Martial du Rieu, écuyer, sieur de Maisonneuve, cornette de la compagnie colonelle du régiment Colonel Général des Dragons, et de dame Jeanne de Belvès, est sous-lieutenant des galères du roi le 8 septembre 1690. Il épouse le 29 novembre 1697, Bonaventure de Martin de Maynadié, sœur de noble Louis de Martin, écuyer, sieur de Maynadié. Il meurt le 8 septembre 1728, laissant Louis Ignace du Rieu de Maisonneuve, seigneur de Maynadié, paroisse de Sérignac en Agenais, lieutenant au régiment de la reine, cavalerie, par brevet du 4 juillet 1720.

La famille du Rieu de Maisonneuve, plusieurs fois maintenue, a sa noblesse et sa filiation connues depuis Pierre del Rieu, seigneur de Caumont au diocèse de Rodez, vivant vers l'an 1300.

8. — Le sieur Lartigue, grand-père et père vivoient noblement.

Pierre Lartigue assiste, le 12 juin 1721, à l'assemblée tenue à Castillonès, à propos des différends qui existaient entre messire Pierre de Pouméról, curé de Castillonès, et le couvent des capucins de la même ville.

II. CLAIRAC

1. — Le sieur de Nogaret, grand-père, lieutenant de juge et son père juge.

Le 2 mai 1717, Jean (Nogaret) de Prayssac, conseiller du roi, juge

royal de La Parade, Saint Sardos et Prayssas, en Agenais, et demoiselle Jeanne de Rivière, son épouse, étant dans leur maison à Montpezat, duché d'Aiguillon, font leur testament mutuel. Ils ont eu 9 enfants, dont 3 seulement survivent : 1° l'aînée est religieuse au couvent de Fontgrave ; 2° M^e Nogaret de Prayssac, juge de Clairac ; 3° M^e Jean Anaclet de Prayssac, prêtre et chanoine de Montpezat. — En mariant M. Nogaret de Prayssac avec demoiselle Marie de Coquet, fille de Messire Jean-Joseph de Coquet, conseiller et président au parlement de Bordeaux, on lui donna ses charges, et celle de maire de la commune de Montpezat. — Les testateurs donnent à Jean Praissac leur petit-fils, et fils dudit sieur Nogaret de Prayssac, et de défunte demoiselle Marie de Coquet, la maison prise en paiement de M. de Geneste, située au lieu de Granges. — Ils lèguent à M. Jean Anaclet Beaulieu de Prayssac leur second fils, une métairie appelée du Chay, paroisse Saint Sardos. — Ils instituent pour leur héritier universel M. Pierre Nogaret de Prayssac, avocat, juge de Clairac. Ils signent. PRAISSAC, testateur. J. DE RIVIÈRE.

Ce testament, ouvert le 11 février 1718, est fermé par des cachets armoirés : *un arbre, accompagné'en chef de trois étoiles rangées en fasce ; timbre, un casque de profil.*

M^e Pierre Nogaret de Preissac, avocat, est juge civil et criminel de la ville et juridiction de Clairac pour le seigneur abbé.

2. — Le sieur Salomon de Vaqué, grand-père et père vivoient noblement, N. C.

Jean Pierre de Salomon de Vaqué et son épouse damoiselle Anne de Brocas, marient leur fille Marie de Salomon de Vaqué, en 1726, avec Jacques de Lartigue, docteur en médecine, fils d'Antoine de Lartigue, aussi docteur en médecine. habitants de Clairac.

M. de Salomon était subdélégué à Clairac, le 11 octobre 1763 (Lettre originale à cette date).

M^e Salomon de Salomon épouse à Clairac le 22 mars 1601 Marie de Loches, et leur contrat est insinué à Agen (préfecture d'Agen) devant Jean d'Orty, juge-mage.

3. — Le sieur Thomazet, grand-père et père vivoient noblement.

4. — Le sieur Salomon la russe. de la même famille.

5. — Le sieur Brocal, le père et grand-père vivoient noblement, N. C.

6. — Le sieur de Malleprade et le sieur son frère, grand-père et père vivoient noblement. N. C.

M. M^e Jacob de Malleprade, sieur de Bordeneuve, avocat, veuf de damoiselle Isabeau de Labat de Vivens, marie le 26 février 1712, Marie de Malprade, l'une de ses filles, à noble Joseph de Boudon, écuyer, sieur de Saint Amans. A la mort de noble François d'Hallot, écuyer, sieur de Castille, veuf de Marie de Malleprade, ledit Jacob de Malleprade, reçoit 5.000 livres, par acte du 8 juin 1729, retenu par Barennes, notaire d'Agen.

Salomon de Malleprade, sieur de Caussines, et Jacob de Malleprade font inscrire leurs armes dans l'Armoirial général de France de 1696, registre Guienne.

7. — Le sieur Labat, cousin germain cy-dessus. N. C.

André Salomon de Labat de Vivens, époux de Marie Judith de Malleprade, assiste le 26 février 1712. au contrat de mariage de Marie de Malleprade, sa nièce avec noble Joseph de Boudon de Saint Amans, écuyer. Il marie sa fille Marie-Adrienne le 5 août 1748, à Jean, comte de Preissac, seigneur de Cadeillan. Maravat, et capitaine, dont le petit-fils François-Jean, comte de Preissac, a été préfet de la Gironde, pair de France, grand officier de la légion d'honneur.

M^e Moïse de Labat, avocat, et damoiselle Jeanne de Massac, mariés, font un acte en faveur de leur fils Jean, le 29 juin 1689, devant Gélieu, notaire d'Agen.

8. — Le sieur Melon, grand père vivoient noblement. N. C.

9. — Le sieur Lafargue des Dovalles, grand-père avocat, son père procureur au Parlement.

10. — Le sieur Ducasse. cy-devant lieutenant, grand-père et père vivant noblement. N. C.

M^e Pierre Ducasse, prêtre docteur en théologie, et Joseph Ducasse, sieur du Mirail, assistent le 19 avril 1670 au mariage de damoiselle

Anne Dubois, cousine du dit sieur du Mirail, et fille de sieur Arnaud Dubois, capitaine, et de damoiselle Catherine Metge de Fourtinon, avec M^e Emmanuel de Rangouse, avocat de Villeneuve-d'Agen. Le contrat est pessé à Damazan, maison de M. M^e Henri de La Salle, avocat, juge royal de la dite ville.

11. — Le sieur Laguehay, ci-devant capitaine, grand-père et père vivant noblement N. C.

Moyse de Laguehay, sieur de Monplaisir, fit inscrire ses armes à l'Armorial général de France manuscrit, et les déclara : *d'argent, à un lion d'azur.*

Sieur Antoine Laguehay de Lacoste, fils de Moyse et de Germaine Fozas, épouse le 1^{er} octobre 1758, dame Jeanne de Laprée, fille de sieur Clenet, et de Sara Perresl, habitant de Clairac. Ils renouvelent ce mariage le 29 juin 1789.

12. — Le sieur La Courège, cy-devant capitaine, grand-père et père avocat. N. C.

Noble Pierre de La Corrège, II^e du nom, né au Secrétary près Clairac le 26 mai 1679, capitaine en 1706, grièvement blessé au siège d'Aire. retiré du service en 1714, avait de son mariage avec dame Jeanne de Brocas, entre autres enfants Pierre-Antoine, chevalier de Saint Louis, mort à la bataille de Crewet le 23 juin 1758, étant premier capitaine de grenadiers dans le régiment de Brancas. Il était fils d'autre Pierre, avocat, et d'Elizabeth de Laguehay, petit-fils de Mathieu, aussi avocat, et arrière petit-fils de François de La Corrège, conseiller au parlement de Bordeaux en remplacement de feu Bernard de La Vye, et le 20 février 1587 conseiller maître des Requêtes ordinaires d'Henri, roi de Navarre.

13. — Le sieur Belloc de Grabat, cy-devant capitaine

14. — Le sieur Philipot, cy-devant aide de camp, grand-père et père, docteur en chirurgie. N. C.

15. — Le sieur Lartigue, grand-père, avocat, son père médecin. N. C.

Moïse de Lartigue, avocat, frère de Danici de Lartigue, sieur de La

Tourasse, épouse le 6 février 1661, Jeanne de Laguehay, et fait enregistrer ses armes à l'Armorial général de France le 21 février 1698.

Son fils Antoine de Lartigue, docteur en médecine, épouse en 1692 Anne David, dont il a Jacques de Lartigue, docteur en médecine, marié en 1726 à Marie de Salomon de Vaqué.

M. Pierre de Lartigue, habitant de la paroisse de Grateloup, père de Moïse et faisant pour M. Salomon de Massac, paie 150 livres à messire Charles de Montpezat, seigneur comte de Laugnac, administrateur de son fils messire Antoine de Montpezat, baron de Laugnac, et celui-ci héritier de M. M^e Marc-Antoine de Cabasse, chanoine de Saint Etienne d'Agen (acte du 19 mars 1655, retenu par Cruzel, notaire d'Agen).

12. CLAIRMONT-DESSUS

1. — Le sieur du Buisson, grand-père et père vivoient noblement.
2. — Le sieur de Baros, grand-père et père vivoient noblement.
3. — Le sieur de Groussou, ci-devant cornette de cavalerie, grand-père et père vivoient noblement.

De l'avis de son Conseil d'Etat, le roi Louis XIV, encore sous la direction de son premier ministre le cardinal Mazarin, voulant éviter les brigues des partisans des princes de Condé et de Conti, nomme le 13 décembre 1652, « pour cette fois seulement et sans tirer à conséquence pour l'avenir », dit l'arrêté du Conseil, les six consuls qui doivent administrer Agen l'année suivante. Il représente les trois grands corps de la ville, la noblesse, la magistrature et le commerce ; il nomme aux 1^{re} et 4^e places de consul, deux gentils-hommes, Etienne de Las, seigneur de Brimont, et Jean de Laboulbène, seigneur de Gaillardet ; aux 2^e et 5^e places, deux avocats, Jean de Ratier et Antoine Daunefort ; aux 3^e et 6^e, deux bourgeois et marchands, Bertrand Baralet et Bernard Gardès. Les six consuls entrent en fonctions le premier janvier 1653, après avoir prêté le serment accoutumé.

Jean de Laboulbenne était consul depuis cinq mois à peine lorsqu'il mourut, laissant trois enfants en bas âge de damoiselle Jeanne de Montesquiou de Saintrailles, sa femme, qu'il avait épousée dix ans plus tôt.

« Le 28 may 1653, dit le *Journal des Consuls d'Agen*, M. de Laboulbenne, notre collègue, est décédé sur les neuf heures du matin. Son corps fut vestu de l'habit de pénitent blanc, et la robe consulaire avec le chaperon, furent estendus au côté droit sur le lit.

« Le mesme jour, sur les sept heures du soir, nombre de Messieurs les jurats s'estoient rendus dans la maison de ville, où la jurade avait esté convoquée au son de la cloche. Nous sommes partis de la maison de ville, vestus de nos robes consulaires, en compagnie des sieurs jurats. Huit de nos soldats marchaient devant nous; six d'entre eux portaient chacun un flambeau avec les armoiries de la ville, attachées et peintes en deuil. Les deux autres soldats estoient placés à la teste avec leurs espées, et l'un d'eux portoit sous le bras le drapeau rouge avec l'aigle.

« Nous nous sommes rendus en ordre dans la maison du sieur de Laboulbenne, où le convoi s'estoit assemblé. Et là estant, le corps a esté sorti. *et le drapeau rouge porté au devant par Messieurs de Périé, de Groussou, de Lesbordes et Gilre, avocats et jurats.* Les six soldats avec les flambeaux et les armoiries de la ville marchaient de chaque costé du corps. Nous sommes sortis de ladite maison et avons, avec Messieurs du Présidial et gardant nos rangs, conduit le défunt à l'église des Pères Cordeliers, où il a esté ensevely »

M. M^e Pierre de Groussou, avocat, habitant d'Agen, ne vivait plus le 3 juin 1670, et damoiselle Jeanne de Bressolles, sa veuve, administreresse de leurs enfants, fait un acte devant Cruzel, notaire.

M. M^e Jean de Groussou, conseiller du roi, magistrat présidial à la Cour d'Agen, fils de feu M^e François Groussou, et de Bernarde Pradié, damoiselle, épouse le 14 juin 1680, devant Charrière, notaire royal, damoiselle Marianne de Coquet, fille de M. M^e Antoine de Coquet, conseiller du roi, magistrat présidial audit Agen, et de damoiselle Françoise de Mongauzy.

Jean de Groussou, ancien officier de cavalerie, habitant le lieu de La Magistère, juridiction de Clermont-Dessus, est fondé de procuration, le 17 avril 1735 par noble Pierre de Bertrand, seigneur de La Mothe Rouge, habitant d'Auvillars (Barennes, not. d'Agen.)

François de Groussou, conseiller au sénéchal d'Agen, et Françoise Gignoux de Bernède font baptiser à Clermont-Dessus, le 27 août 1749 leur fils François qui a pour parrain Jean Gignoux de Bernède et pour marraine Françoise de Groussou, en présence de M. de Groussou, ancien officier, et de M. Antoine de Bernède, aussi ancien officier (*Etat civil de Clermont-Dessus.*)

Un livre d'environ 500 pages, fort curieux, fort instructif, devenu assez rare, et dont je me propose de citer plus tard quelques passages relatifs à l'Agenais, a pour titre : *Almanach historique de la province de Guienne pour l'année bissextile 1760, imprimé à Bordeaux, chez les frères Labottière ;*

Il mentionne à la page 215, à l'article des officiers des Maréchaussées de Guienne, un de ces Groussou, qualifié, écuyer, conseiller au Présidial d'Agen, assesseur à Agen.

4. — Le sieur de Melet, grand-père et père vivoient noblement.

5. — Le sieur de Jean, grand-père et père vivoient noblement.

13. DURAS.

1. — Le sieur Layrac, père et grand-père vivant noblement.

2. — Le sieur de Peyférié a été convoqué. On ne sait point la qualité du père et grand-père N. C.

Isaac d'Ourgouilloux, sieur de Peyférié, seigneur de Toronac, sert en Hollande, abjure la religion réformée, rentre en France, est nommé capitaine au régiment de Saint-Germain Beaupré le 30 septembre 1705, et se marie en 1707. Son père François Pierre d'Our-

gouilloux, écuyer, sieur de Peyférié, seigneur de Graveron, passé en Angleterre avec sa femme et ses enfants en 1685, pour faits de religion, est mort à Londres en 1718.

Le 12 janvier 1643, François d'Ourgouilloux, capitaine d'infanterie, seigneur de Graveron (père de François Pierre), habitait Lévigac, où il mourut le 15 juillet 1645. Il avait acheté, le 14 juillet 1640, à Pierre de Rabar, conseiller au Parlement de Guienne, le fief et les rentes de la maison noble de Graveron, dont il fit hommage au roi.

Daniel Jacques Mathieu de Peyférié, seigneur de Toronat, qui a voté en 1789 à l'assemblée de la noblesse d'Agenais, était le fils de noble Henri Louis d'Ourgouilloux de Peyférié, écuyer, seigneur de la maison noble de Bareyre, ancien mousquetaire de la garde du roi; le petit-fils d'Isaac et l'arrière petit-fils de François Pierre d'Ourgouilloux, sieur de Peyférié, seigneur de Graveron, qui était passé en Angleterre en 1685 avec sa femme Jeanne de La Vaissière et ses enfants lors de la révocation de l'Edit de Nantes et mourut à Londres le 29 mars 1718.

3. — Le sieur Boucherie a servi. Il a été convoqué. On ne sait pas la qualité du grand-père, ni père. N. C.

Le sieur Jean Boucherie, ancien capitaine d'infanterie, ne vivait plus le 22 septembre 1758, lorsque dame Catherine Deylard, sa veuve, et sieur Jacques-Joseph Boucherie, ancien officier d'infanterie, assistent au contrat de mariage de leur nièce et cousine, demoiselle Elizabeth Boucherie, fille de sieur Joseph Boucherie et de défunte demoiselle Marie Peynaud, habitants de la paroisse Saint-Pierre, juridiction de Lévigac, près Duras, et assistée de son frère Jacques^s et de sa sœur Marguerite, avec Jean de Flouret de Fantanole. (Acte retenu par Baret, notaire royal.)

Guy Boucherie de Peygry possédait des immeubles les 11 avril 1752, et 24 juillet 1764, dans la paroisse Saint-Eyrard de Duras en Agenais, limitrophes des immeubles de messire Pierre Géraud, écuyer, seigneur de la maison noble de Langalerie et de la maison noble de Dardit. (Acte signé Souan, notaire royal.)

Noble Jacques-Joseph Boucherie de Migou, ancien officier d'infanterie, habitant de Duras, avait procès au présial d'Agenais le 3 octobre 1781, contre sieur Jacques Monpellier, bourgeois, représenté par Candellon, son procureur. (Pièces judiciaires.)

14. FAUILLET.

1. — Le sieur Marc de Lanauze, grand-père et père vivant noblement.

15. FRESPECH.

1. — Le sieur Faidic de Mils et le sieur son frère capitaine dans le régiment du Roy, grand-père et père vivant noblement.

La seigneurie de HautePAGE et le château de Mils dans la même commune appartenaient à la famille de Faydit; ils furent portés en mariage à noble Jean Bouyssou de Fontarget, sieur de Pechéguiillon en la paroisse et juridiction de Cauzac, lieutenant au régiment de Fontarget, (9 mars ou mai 1740), par Jeanne de Faydit, fille de noble Jean de Faydit, ancien capitaine au régiment du roi, et de noble Jeanne de Lard de La Coste Saint-Léger.

2. — Le sieur Chambon de Hugues, grand-père procureur au présidial, père avocat.

16. FUMEL.

1. — Le sieur de La Ville, ci-devant capitaine, son grand-père et père vivant noblement.

Tout le monde connaît le comte de Lacépède, l'un de nos plus illustres compatriotes, député, sénateur, grand chancelier et grand cordon de la légion d'honneur, ministre d'état, membre de l'Institut de France, de la société royale de Londres, etc. ; mais peu de personnes sont fixées sur l'antiquité et la grandeur de sa race, dont une branche s'est établie en Agenais.

« De La Ville sur Illon et de Lacépède, maison très ancienne de

la province de Lorraine, dont la généalogie a été certifiée, en 1780, par le *registrateur* de la Chancellerie impériale et aulique de Vienne. Suivant cet acte, elle remonte son origine à Gilbert I^{er} du nom, qui fit un traité en 1097, pour défendre et protéger l'abbaye d'Epinal, à condition qu'il obtiendrait l'avouerie de Faverolle, et qu'il porterait le titre de seigneur de Saint-Goërie. Le Tasse, dans son poëme de la *Jérusalem délivrée*, chant ix, cite ce Gilbert parmi les illustres croisés qui avaient suivi Godefroi de Bouillon à la Terre Sainte.

« Cette maison s'est divisée en plusieurs branches, qui se sont répandues en Italie (Piémont), en Alsace et dans l'Agénois. La branche établie en Piémont, s'y est fixée avant 1220. Elle a formé des alliances, occupé des emplois qui n'ont jamais été au-dessous de son illustre origine, et qui l'ont constamment maintenue au rang des maisons les plus considérables de ces contrées.

« Et comme la séparation de ces branches, de la maison de La Ville, s'était faite depuis nombre de siècles, elles ont renouvelé en 1817, une espèce de pacte de famille, par lequel elles se reconnaissent un origine commune, et rappellent tous leurs ancêtres. !

« De la branche établie en Alsace, est issu le comte Ferdinand de La Ville sur Illon, qui a épousé, le 19 décembre 1810, Marie-Caroline princesse de *Hesse Philippsthal*, fille unique du Landgrave de Hesse Philippsthal, capitaine général au service du roi des Deux-Siciles, si célèbre par la belle et courageuse défense de Gaëte. Cette maison a constamment rempli les premières charges et dignités à la Cour, et dans les armées des *ducs de Lorraine et de Bourgogne*. — La branche de Domp-Jullien, suivant l'*acte précité*, a fourni un porte-bannière du duc de Lorraine, à la bataille de Nancy en 1477, un chambellan du roi de France Charles VIII, capitaine de cinquante hommes d'armes, et de quatre cents arbalétriers, qui fut gouverneur de Montélimart en 1494. Ce chambellan se distingua dans la guerre de Naples. Philippe de Commines dit dans ses Mémoires, livre VIII, page 680, édition de 1634, que le roi Charles VIII *laissa monseigneur dom Julian, lorrain (l'en faisant duc), en la ville de Saint Angelo, où il a fait merveille de se bien gouverner*. La branche établie en Alsace a fourni des officiers supérieurs très distingués, dont plusieurs ont été tués dans les guerres de Louis XIV et de Louis XV; d'autres ont servi avec distinction dans les guerres de nos jours. Elle compte un nombre considérable de chevaliers de Saint-Louis. Dans la branche de Piémont, on distingue un général de cavalerie, un grand-

maître de l'artillerie, un chevalier de l'Annonciade, des maréchaux de camp au service de France, etc., etc.

« De la branche de Damp-Jullien, établie dans l'Agenois, est issu Bernard-Germain-Etienne, comte de LACÉPÈDE, grand chancelier et grand cordon de la Légion d'honneur, ministre d'Etat et membre de l'Institut, qui fut créé pair de France le 4 juin 1814.

« La branche de Lacépède et celle de Piémont jouissent du titre de *comte* par divers diplômes officiels, consacrés par la Charte. Celle d'Alsace a le même titre dans divers actes publics, brevets militaires et commissions de nos rois. »

(*Dictionn. Universel de la Noblesse de France par M. de Courcelles, 1^{re} série, Paris 1820, tome II, p. 469 à 471*).

Un mot maintenant pour expliquer comment le sieur de La Ville, ci-devant capitaine à Fumel en 1717, se rattachait à cette maison de La Ville sur Illon et de Lacépède.

Noble et puissant homme Guy de Montpezat, seigneur baron de Montpezat, Madaillan, Aiguillon, Dolmayrac et en partie de Sainte-Livrade, sénéchal d'Agenais, avait eu de son mariage avec Jeanne de Mareuil de Villebois, entre autres enfants : Jeanne de Montpezat, mariée le 24 avril 1538, à messire François de Montberon, baron d'Archier, dont elle eut Jacqueline de Montberon, qui épousa messire Henri de Bourdeilles. Ce dernier vendit la baronnie de Dolmayrac à messire François de La Ville, chevalier, seigneur de Grimard, lequel avait aussi acquis d'Armoise de Lomagne, par acte de 19 juin 1574, la seigneurie de la ville d'Astaffort.

Ce François de La Ville était fils d'Arnaud de La Ville, chevalier, et abbé à Fumel en Agenais et de la même famille que le comte de Lacépède, le célèbre naturaliste originaire d'Agen, dont le père était messire Médard de La Ville.

2. — Le sieur Pechoutre de La Martinie, grand-père et père vivant noblement.

Cette famille a pour représentant actuel M. Joseph Félix Pechoutre de La Martinie, marié en 1838 à Jeanne Marie Gabrielle de Chassarel, dont un fils né en 1839.

17. GONTEAU DE FOUGUEROLLES.

1. — Le sieur Marques de Pujols, chevalier de Saint-Louis, grand-père et père vivant noblement.
2. -- Le sieur Melon de Barrail, le grand-père lieutenant, le père juge royal. N. C.

M. M^e Moïse de Melon, sieur du Barrail, avocat, habitant à Gontaud, exécuteur testamentaire de sieur Charles Larrieu, agit en cette qualité le 21 août 1704. Il avait acheté une pièce de terre, le 12 décembre 1687, à M^e Antoine de Laroche, avocat au Mas-d'Agenais. — Le 2 avril 1631, M^e Pierre Melon, lieutenant royal, et autre M^e Pierre Melon, juge royal dudit Gontaut, passent un contrat d'achat, dans ladite ville. Noble Pierre de Melon du Barrail, habitant de Gontaud, était cornette de cavalerie sous Louis XV.

3. — Le sieur Dupairat, capitaine garde côte, on ne c'est pas les qualités du grand-père, le père n'étant pas connu au pays.
4. — Le sieur Ricaud, grand-père et père capitaines.

M. M^e Denis de Ricaud, avocat, habitant à Gontaud d'Agenais le 10 janvier 1698 (*contrat retenu audit Gontaud, par Lajugie, notaire royal.*)

M. M^e Denis-François de Ricaud, avocat, habitant de Gontaud, assiste à un contrat de mariage le 8 janvier 1729.

5. — Le sieur du Berdier, ci-devant capitaine, grand-père et père vivant noblement.

Charles de Verrier, capitaine, et damoiselle Marguerite de Bousquet ont de leur mariage, Isabeau de Verrier, qu'ils marient le 18 mai 1672, avec noble Jean-Pierre de Melet, écuyer, seigneur de La Roche Marais Du Faudon, fils de noble François de Melet, écuyer, seigneur de Melet, le Faudon, La Roche-Marais et Gontaud en partie, capitaine en 1632, et de dame Cécile de Rapin (celle-ci fille de noble Pierre de Rapin, seigneur et baron de Mauvers, gentilhomme ordinaire de la maison du roi, et de damoiselle Pertude de Luni).

Dame Elisabeth de Verdier, ou de Verrier, veuve de noble Claude de La Ramière, seigneur de La Ramière et de Prades, est représentée par son fils Jacques, dans un acte du 19 mai 1706, devant Gélieu, notaire d'Agen.

Le 7 décembre 1709, Marie-Anne du Verrier, fille de feu Jean-Pierre du Verrier, capitaine, épouse à Gontaud, noble Daniel Dariscon écuyer, fils de feu noble Paul Dariscon, écuyer, et de dame Marie de Feytis. La future épouse est assistée d'autre Jean-Pierre du Verrier, son frère. Ce Daniel Dariscon avait pour grand-père noble Pierre Dariscon, écuyer, capitaine et major dans le régiment de Sarlabous, qui avait épousé par contrat du 3 décembre 1619, Suzanne de Chevalier, fille de Jehan Chevalier, écuyer, sieur d'Escages. Le même Daniel avait pour bisaïeul et trisaïeul noble Sébastien Dariscon, écuyer, époux de Marguerite de Gervain de Roquepique, et noble Huguet Dariscon, écuyer, capitaine de cavalerie dans les troupes du roi de Navarre.

La même Marie-Anne de Verrier eut de son mariage noble Jean-Pierre du Verrier, écuyer, qui épousa Marguerite Tamizey.

Un mot à l'égard de cette dernière famille :

Jean Tamizey, né sous le règne de Louis XIV, conseiller du roi et lieutenant royal de Gontaud, épousa Suzanne du Pouy de Bonnegarde, fille de noble André de Saint-Martin de Pouy, écuyer, seigneur de Bonnegarde (d'origine chevaleresque) et de dame Marguerite de Malvin de Montazet (celle-ci fille d'Antoine de Malvin, chevalier, seigneur de Quissac et de Montazet, et d'Anne du Puy, dont la mère Olympe du Faur était de la famille du fameux poète Pibrac. Ce lieutenant royal de Gontaud fit son testament le 26 janvier 1750

Il eut 4 fils :

1° Antoine Tamizey, sieur de Larroque, lieutenant royal de Gontaud, marié en 1750 avec Anne de Massonneau ;

2° Jean Tamizey, sieur de La Couronne ;

3° Antoine Tamizey, sieur de Fortuné ;

4° Joseph Tamizey, sieur de Lamothe, dont le fils fut chevalier de Saint-Louis.

Il eut en outre 3 filles :

5° Marie-Anne, épouse de Pierre Seauvaud de Lormade ;

6° Marguerite épouse de noble Jean-Pierre Dariscon, écuyer, fils

de noble Daniel Dariscon et de Marie-Anee du Verrier, susnommés ;

7° Marie, épouse de Pierre Mérac de Choisy, officier d'infanterie ;

Cette famille est aujourd'hui représentée par M. Ph. Tamizey de Larroque, ancien maire de Gontaud, correspondant de l'Institut, chevalier de la légion d'honneur, neveu par sa mère de Jacques Philippe del Mas de Grammont, général de division, grand officier de la légion d'honneur, député à l'Assemblée Législative, mort à Miramont le 14 juin 1862.

18. GALAPIAN.

1. — Le sieur Traversat de La Tuque, grand-père et père vivoient noblement. N. C.

Damoiselle François de Traversat, épouse en 1623, noble Melchior de Fayolles, écuyer, sieur de Laval, Les époux donnent par leur contrat de mariage la moitié de leurs biens à leur premier enfant mâle, et à défaut, à une de leurs filles. Pierre de Fayolles, né de ce mariage, mourut sans enfants, après avoir été condamné à mort pour cause politique, et les sœurs dudit Pierre, portèrent l'affaire devant le sénéchal d'Agen, qui déclara l'ainée des filles de ladite François de Traversat, apte à recueillir la donation.

2. Le sieur du Bourg d'Aiguillon, grand-père et père vivoient noblement.

19. GRATELOUP.

1. — Le sieur Lartigue de Latourasse.

Daniel de Lartigue, sieur de La Tourasse en 1661, puis sieur de Chaulet près Grateloup, fils de Pierre de Lartigue, sieur du Chaulet, épouse en 1676, Marguerite Dupouy, dont il eut deux fils Pierre mort sans postérité en 1751, et Jacob.

20. LA PARADE.

1. — Le sieur Chopis La Bruguière, avocat, grand-père bourgeois, père avocat. N. C.

24 mai 1716, Gédéon Desieux, laboureur et métayer de M. Beaujon, avocat, en sa métairie de Galam, y habitant près du bourg de Grateloup, confesse devoir 30 livres 10 sous à M. M^e Pierre Chopis de Labruyère, avocat en parlement, habitant de sa maison de Peyreguillot, présente paroisse de Saint-Jean, juridiction de La Parade.

Signé : P. Labruyère-Chopis.

J. Fabre, notaire.

Pierre Chopis ou Chopin de Labruyère, avocat en parlement, marié avant 1713 avec Jeanne Balguerie, fille de Pierre Balguerie de Pailières (qui avait fait son testament le 6 septembre 1713), demeurant paroisse de Quintran, juridiction de Galapian en Agenais), et de Suzanne Doze.

2. — Le sieur Chopis Candelet a été capitaine.

3. — Le sieur Chopis cadet a été capitaine, tous trois frères.

En 1717, trois frères existaient à La Parade, l'un était avocat et les deux autres capitaines. L'avocat, qui était marié avant 1713, se nommait Pierre Chopis ou Chopin de Labruyère.

De l'un des trois frères, descendait noble Etienne Chopin de Labruyère, écuyer, ainsi nommé et qualifié dans les pièces d'un procès qu'il avait en 1779 devant l'ordinaire de Fauillet et au sénéchal d'Agen, au nom et comme mari et curateur réel de dame Roze Judith de Feytis.

Le même assiste à l'assemblée de la noblesse d'Agenais, au mois de mars 1789, tant pour lui que pour Messire Baylet de Berdolle, seigneur de Goudourville. Il est nommé dans le procès-verbal, Etienne Chaupin de Labruyère, seigneur de La Brugue et autres lieux. Il était mousquetaire de la garde du roi et devint plus tard général de division, et grand officier de la légion d'honneur le 11 juillet 1807.

Ses descendants Gabriel et Henri de Labruyère, père et fils ont été successivement conseillers généraux du Lot-et-Garonne pour le canton de Tonneins.

JULLES DE BOURROUSSE DE LAFFORE.

(A continuer).

2. *Des prétendues libéralités de Clovis I^{er} à l'Église de Sainte-Marie d'Auch.* — La mention des prétendues libéralités de Clovis I^{er} à l'Église d'Auch, se trouve consignée dans deux textes reproduits exactement ci-dessous¹, et publiés pour la première

‡ Eodem tempore in nostris partibus nondum fuerant de Sancto Martino ecclesiæ conditæ: præcepitque Rex Clodovæus Beato Perpetuo ut ædificaret ecclesiam miræ magnitudinis, in honorem supradicti Sancti Martini, supra flumen Gercii, prope muros civitatis in villa clara, anno C. VII. post transitum Sancti Martini: perrexitque rex Clodovæus ad urbem Tolosam. DOM BRUGELES, *Chron. Eccles. du Dioc. d'Auch*, p. 62. — Quoniam memoria hominis labilis est, etc. Ad notitiam igitur et memoriam tam modernorum quam futurorum per Præsentis scripti linguam transmittere curamus; quod Clodovæus Rex Francorum piæ recordationis, vir in armis strennus, et Bellicis negotiis exercitatus, cum Auxiorum civitatem et Terras circum adjacentes in manu-forti et brachio-extento de manu Saracenorum liberasset, recognoscens et credens quia nutu divino Victoria sibi collata fuerat; Venerabilem Ecclesiam Sanctæ Mariæ Auxiensis, communicato majorum consilio, magnificentia regali, Terris ac pretiosis donis ampliavit, dilatavit, augmentavit, et immunitatibus omnimodis eam multis modis decoravit; ab omni servitio seu debito vel exactione Fiscī regalis eam immunem efficiens et liberans; et insuper totum jus, totumque Dominium regale ei et in eam conferens. Sane eo tempore Alericus (*sic*) Rex, qui quidem primo in nomine Christi Jesu Baptismi gratiam susceperat, sed in Hæresim postea lapsus fuerat, Regni lora regebat per totam Equitaniam (*sic*); quem præfatus Clodovæus cælesti fretus auxilio de tota Equitania potenter exturbavit, et Tolosam usque effugavit. Sub Alerico autem præsidebat in Metropoli Auxitana Archipraesul nomine Perpetuus miræ Sanctitatis; qui cognito adventu Clodovæi, qui in Regibus Francorum primus susceperat Christianitatis insignia, gaudio gavisus est immenso, et exiens obviam ei protulit et obtulit ei panem et vinum, sicut alteri Abrahæ alter Malchisedech; unde factum est ut præfatus Rex Clodovæus jam dictum Archipraesulem in sacrarium armoris (l. *amoris*) sui reciperet, et speciali eum sua gratia donaret. Dedit ei etiam et successoribus ejus canonice instituendis totum corpus civitatis et suburbium totum: Ecclesiam sancti Joannis Evangelistæ super Ercium (*sic*); Ecclesiam sancti Petri; Ecclesiam sancti Martini, quam ipse Clodovæus ad intercessionem uxoris suæ Clotildæ Reginæ sumptibus suis miro opere construxit, et eam donis Regiis mirifice exornavit. Inter cætera vero dona, quæ enumerare longum et forte supervacaneum esset, Obtulit Rex Deo et Beatæ Mariæ Tunicam et Chlamydem suam nec-non Urceolum aureum quo effundenbatur ad lavandas manus Regis et Reginæ. Obtulit etiam propria manu in Altari centum sulidos aureos, ut

En même temps, Clovis I^{er} s'emparaît de l'autre portion de jusqu'à la Garonne, et, laissant derrière lui la garnison wisigothique l'Aquitaine d'Angoulême, entraît sans coup férir à Bordeaux (*Burdegalensem urbem*), où il passa l'hiver avec ses troupes¹.

L'an 508, il partit de cette ville, et se dirigea vers Toulouse. Ce serait durant ce trajet, disent certains annalistes, que le roi des Francs aurait fondé le monastère de Moissac, et fait aussi de grandes libéralités à l'Église de Sainte-Marie d'Auch. Il est facile de prouver que ces deux récits ne méritent aucune croyance.

1. *De la prétendue fondation du monastère de Moissac par Clovis I^{er}*. — Les légendes qui font remonter la fondation de cette abbaye à Clovis I^{er}, ont été complaisamment recueillies par Aymeri de Peyrac². Pourtant ce chroniqueur ne les admet pas sans réserve, car il cite une charte de Pépin II, roi d'Aquitaine, datée du mois de juin 845, et où il est dit expressément que l'abbaye avait été fondée par Amandus, présenté comme le premier abbé de Moissac. Ce titre semble avoir aussi porté Mabillon³, et après lui Dom Vaissète⁴, etc., à croire que la fondation aurait eu lieu pendant le séjour de saint Amandus en Aquitaine, c'est-à-dire entre 630 et 640, d'après M. J. Marion⁵. Mais les derniers éditeurs du *Gallia Christiana*, ont prouvé depuis que le prétendu diplôme de 845 était apocryphe⁶. Relativement à Moissac, nous n'entrons, dit à bon droit M. Moulencq, « dans le domaine de la certitude historique qu'en 680, date de la donation de Nizezius⁷. » dont il sera question plus bas dans le présent mémoire. Je n'ai donc plus à insister sur ce point.

¹ GREG. TURON. *Hist.* l. I, c. 38

² *Chronique de Moissac*, Biblioth. Nat., Lat. 491, A, f° 135. La mémoire de Clovis I^{er} était rappelée, à l'abbaye de Moissac, par une messe quotidienne à l'intention de ce roi. Peyrac donne même à entendre que Clovis I^{er} était vénéré comme un saint dans ce monastère.

³ MABILL. *Annal. Bened.* I, p. 91.

⁴ *Hist. génér. de Languedoc*, l. X. C. xxxv, et *Prouves*, n° lxxviii.

⁵ J. MARION, *Notice sur l'abbaye de Moissac*, dans la *Biblioth. de l'École des Chartes*, 3^e série, I, 2^e livraison.

⁶ *Gall. Christ.* I, 159-60.

⁷ MOULENCQ, *Documents historiques sur le Tarn-et-Garonne*, I, 279.

Entre vingt arguments, je n'en choisirai que trois, mais absolument décisifs.

Et d'abord, le second texte affirme qu'au temps de Clovis I^{er} il y avait à Auch un archevêque métropolitain (*in Metropoli Auxitana Archipræsul*), et que cette ville fut érigée en métropole par le roi Franc (*ut esset et diceretur Metropolis*). Or tous les documents authentiques attestent plus clair que le jour qu'Eauze demeura la métropole spirituelle de la province, au moins jusqu'en 670.

Le second des textes précités donne à la province ecclésiastique le nom de Gascogne (*civitates totius Guasconia*). Mais les noms de *Wasconia*, *Vasconia*, *Guasconia*, etc., ne s'appliquaient pas encore à la région comprise entre Garonne, mer et Pyrénées, car les Wascons, qui devaient la conquérir et lui donner cette dénomination, parurent pour la première fois sur le versant septentrional des Pyrénées vers 580.

Troisième et dernier argument. Dans le catalogue des évêques d'Auch, le prélat Perpetuus, mentionné dans le second des textes ci-dessus transcrits, se trouve placé immédiatement après Audericus, appelé Audicius par Flodoard ¹, et qui siégea au concile de Reims en 625. Après lui vient un prélat nommé Dracoaldus II, sur lequel on ne sait absolument rien ².

Il y a donc lieu de rejeter comme apocryphes les deux textes dont s'agit. C'est pour en débarrasser définitivement l'histoire locale, que je n'ai pas reculé devant cette argumentation.

Et maintenant, je puis reprendre le récit de la campagne de Clovis I^{er} contre les Wisigoths.

4. De la prétendue participation de la Novempopulanie à la guerre contre les Wisigoths. — Marca ³, suivi par Fauriel ⁴, affirme qu'après avoir rudement combattu contre les Wisigoths, saint Galactoire, évêque de Béarn, autrement dit de Lescar, fut battu et fait prisonnier à Mimizan, sur le bord de l'Océan. Les Wisigoths le som-

¹ FLODOARD. *Hist. Remens.* l. II, c. 5.

² *Gall. Christ.* I, 975.

³ MARCA, *Hist. de Béarn*, 69.

⁴ FAURIEL, *Histoire de la Gaule méridionale sous les conquérants Germains*, II, 54.

fois dans les *Chroniques ecclésiastiques du diocèse d'Auch* de Dom Brueges. Le premier texte est copié sur un vieux parchemin du chapitre d'Auch. Il porte que le roi des Francs ordonna au bienheureux Perpetuus de bâtir au bord du Gers (*flumen Gercii*), près des murs de *villa clara*, une grande église en l'honneur de saint Martin. Le fait aurait eu lieu en 507 : après quoi, Clovis I^{er} serait parti pour Toulouse.

Le second texte, tiré du cartulaire du chapitre d'Auch, porte en substance qu'après avoir vaincu Alaric II, roi des Wisigoths, Clovis I^{er} vint à Auch, où Perpetuus était déjà archevêque (*Metropoli Auxitanæ archipræsul*) sur la fin de la domination wisigothique. Le chef des Francs fit à ce prélat diverses libéralités en terres. Il donna aussi à Dieu et à la bienheureuse Vierge Marie sa tunique et sa chlamyde, en y ajoutant une buire d'or qui jusque-là avait servi à répandre l'eau des ablutions sur les mains du roi et de la reine. En outre, Clovis I^{er} déposa de sa propre main, sur l'autel, cent sols d'or, avec ordre de les employer à faire des couronnes de lumière.

En parcourant ces deux textes, il est aisé de se convaincre que, le fond du récit étant le même, le sort du document le plus bref est inséparable de celui du plus long. Or, le dernier déclare, sur la fin, que le prélat Perpetuus et ses successeurs jouissaient depuis longtemps avant la rédaction de ces pièces de la prétendue libéralité de Clovis I^{er} à l'Église d'Auch (*per multorum curricula dierum*). Les textes en question ne sont donc pas contemporains de Clovis I^{er}. Quant à leur valeur historique, la fausseté de la narration n'est pas contestable.

coronas aureas inde facerent ad accendenda luminaria. Præcepitque omne tributum quod de diversis civitatibus solvebatur annuatim Fisco Regio I. XII. aurei ab eadem die in posterum solverentur Auxienti Ecclesiæ per singulos annos. Omnes quoque civitates totius Guasconiæ subiecit Beatæ Mariæ Auxienti, ut esset et diceretur Metropolis, hoc est mater aliarum civitatum. Nihilominus dedit sæpe dictus Rex Deo et Beatæ Mariæ et antefato Pontifici jure perpetuo possidendam Ecclesiam et Villam sancti Petri de Vico, cum omnibus appendiciis suis ; quæ siquidem Villa sive Ecclesia eo tempore regalis Fiscus erat. Hoc Donum inconcussum et integrum habuit, quiete tenuit, et pacifice possidet per multorum curricula dierum Auxitana Ecclesia, et Pontifices et habitatores ejus. DOM BRUEGES, *Chron. Eccles. du Dioc. d'Auch, Preuves de la Première partie*, p. 8-9.

mèrent d'abjurer le catholicisme. Le prélat refusa, et fut massacré. Plus tard, ses reliques furent transportées de Mimizan à Lescar.

Voilà ce que racontent l'ancien bréviaire de Lescar consulté par Marca, et aussi les Bollandistes ¹. Galactoire est assurément un saint authentique, car il souscrivit en 506, c'est-à-dire un an avant la bataille de Vonillé, au concile d'Agde convoqué par Alaric II, roi des Wisigoths.

Mais il suffit d'un coup d'œil jeté sur la légende de cet évêque pour se convaincre qu'elle a été rédigée, ou du moins remaniée à une basse époque. On y trouve notamment les expressions *Vascones* et *Vasconia*, qui n'apparaissent, pour la première fois dans la géographie historique de la Novempopulanie, que vers 580. Si la légende de saint Galactoire était ancienne, les auteurs de l'*Histoire littéraire de la France*, qui n'en font aucune mention, n'auraient certes pas manqué de la signaler.

Il faut pourtant convenir que, si la rédaction de ce texte est relativement récente, les faits qu'il rapporte ne sont pas dépourvus d'une certaine vraisemblance.

Si l'on jette, en effet, les yeux sur une carte de la Gascogne, on y voit que Mimizan, aujourd'hui chef-lieu de canton du département des Landes, est situé au bord de la mer proche de l'Étang d'Aureilhan alimenté par deux ruisseaux. Cet étang s'épanche dans la mer par un canal, appelé *craste* en langage du pays. Le nom de Mimizan revient souvent dans les textes de l'époque féodale. Cette localité possédait alors un port aujourd'hui comblé. Quelques archéologues prétendent avoir constaté dans les environs les vestiges d'une voie romaine. En tous cas ce serait une voie secondaire, puisqu'elle ne se trouve indiquée ni dans l'Itinéraire de l'Antonin, ni dans celui de Bordeaux à Jérusalem, ni dans la Carte de Peutinger. A vol d'oiseau Mimizan se trouve à peu près à quatre-vingt-quinze kilomètres d'Aire-sur-l'Adour, et à cent-vingt environ de Lescar. On sait que les rois Wisigoths possédaient un château à Aire. Ce fut, en effet, là qu'Alaric II publia son *Breviarium* en 506. Il est raisonnable de pen-

¹ *Breviarium ad usum Ecclesiæ Lascurrensis* (Impression gothique, s.n.d.l.) f^{os} XLV-XLVII. J'ai consulté l'exemplaire appartenant à mon ami Léonce Couture. Cf. BOLLAND. *Acta SS.* Iul. IV, 434-35.

ser que ces rois avaient aussi des navires dans le port de Mimizan. Rien n'empêche donc de supposer que saint Galactoire, à la tête des belliqueux montagnards du Béarn, ait profité des embarras de d'Alaric II avec Clovis I^{er}, et du départ du roi wisigoth vers le nord, pour tenter, en profitant des voies romaines, une entreprise contre Mimizan. Mais, encore une fois, ceci n'est qu'une hypothèse, et rien ne nous garantit que les faits se soient passés comme les raconte la légende.

5. *De l'étendue de la conquête des Francs en Novempopulanie.* — Après la bataille de Vouillé, Clovis I^{er} dut nécessairement s'emparer de tout notre pays, dont les évêques semblent avoir plus particulièrement souhaité le succès des Francs. Onze prélats novempopulaniens furent, en effet, présents ou représentés au concile d'Agde (506). Il n'y a d'exception que pour celui de la *civitas Boatium* (au minimum les pays de Buch et de Born), mentionnée dans la *Notitia provinciarum*, et qui devait aussi former un diocèse à l'époque du Bas-Empire. Mais après l'invasion des Barbares, cette cité disparut brusquement et pour toujours. Elle cessa donc d'exister à une époque indéterminée, comprise entre l'invasion des Barbares et la fin de la domination wisigothique. Son territoire dut alors s'ajouter intégralement, ou du moins dans sa majeure partie, au diocèse de Bordeaux, que les cartes ecclésiastiques nous montrent, en effet, poussant le long de la mer une pointe tout à fait irrégulière du côté du sud.

Dans ces conditions, il est impossible de ne pas admettre que la conquête des Francs en Novempopulanie ne s'étendit pas jusqu'à l'extrême limite de nos diocèses du côté du midi, c'est-à-dire jusqu'à la ligne de faite des Pyrénées. Il sera prouvé, au cours même de ce mémoire, que pour la portion du diocèse primitif de Dax, dont fut plus tard démembré celui de Bayonne, cette ligne englobait les archiprêtres de Fontarabie, de Cinco-Villas, de Bastan et de Lérin, aujourd'hui compris dans le territoire espagnol.

Il est vrai que Fauriel limite les conquêtes de Clovis en Novempopulanie aux territoires représentés par les diocèses d'Auch, de Bazas et d'Eauze, par la raison que leurs prélats souscrivirent seuls au premier concile d'Orléans, convoqué en 511 par le roi des Francs¹.

¹ FAURIEL, *Histoire de la Gaule mérid. sous les conquérants Germains*, II, 72-73.

Ce fait est incontestable, mais il est loin d'avoir la portée que Fauriel lui donne. Nous savons, en effet, que sur tous les prélats de la monarchie franque, trente-deux seulement prirent part au premier concile d'Orléans. Mais à ce compte il faudrait aussi, malgré le témoignage contraire et formel de textes authentiques et nombreux, retrancher de ce royaume tous les autres diocèses dont les évêques ne furent ni présents ni représentés audit concile. Il y a donc lieu de repousser le raisonnement de Fauriel, qui conclut ainsi : « Quant à la haute Novempopulanie, rien ne prouve qu'elle se soit soumise à l'autorité de Clovis I^{er}, et il y a des raisons positives d'en douter, comme nous le verrons un peu plus tard ¹. » Je réserve donc, pour le bon moment, l'examen de ces raisons.

Ainsi, il y a lieu d'admettre dès à présent, et malgré le manque de textes formels, qu'après la bataille de Vouillé, les Francs s'emparèrent de toute la Novempopulanie, y compris le versant nord des Pyrénées occidentales.

En ce qui touche le reste de la campagne de Clovis I^{er} dans le midi de la Gaule, je me borne à constater que le roi s'empara de Toulouse, capitale de l'État wisigothique, et mit la main sur le trésor royal. Théodoric, successeur d'Alaric II, transporta sa résidence à Narbonne. Puis le roi Franc assiégea sans succès Carcassonne, et prit Angoulême en s'en retournant dans la portion de la Gaule sise au-delà de la Loire², laissant un détachement de Francs dans le Bordelais, et un autre dans la Saintonge (508)³.

7. Conséquences de la conquête des Francs en Novempopulanie. — Ces conséquences furent chez nous les mêmes que dans les autres pays enlevés aux Wisigoths. Clovis I^{er} s'empara du gouvernement général, sans en modifier sensiblement la forme, ni celle de l'administration. Ainsi les choses demeurèrent les mêmes ; le personnel ne fut changé que partiellement. Nous savons, en effet, que la plupart des Romains furent maintenus dans les emplois et dans les pouvoirs qu'ils possédaient auparavant. Tout porte à croire,

¹ *Id. Ibid.*, II, 73,

² GREGOR. TURON. I. II, c. *Hist.* 37.

³ *Gesta Francor.* XVII, ADO VIENNENS. *Chron.*

malgré le manque de textes, que les Francs s'emparèrent alors des terres des Wisigoths expulsés, et que les Romains de la Gaule méridionale continuèrent à jouir de celles qu'ils possédaient auparavant.

8. *De Basolus, duc prétendu d'Aquitaine.* — Je ne l'ai vu signalé par aucun des textes imprimés dans les grandes collections et notamment dans celle de Dom Bouquet. La seule mention de moi connue est une prétendue épitaphe, que donne Hautesserre, d'après une chronique inédite d'Urbain Reversen, chanoine de Sens, chronique qui alors appartenait à de Thou. Il résulterait de cette épitaphe métrique¹, en la tenant pour vraie, que Basolus, duc d'Aquitaine ou en Aquitaine (*Dux Aquitanensis*), se serait révolté contre Clovis qui le fit jeter en prison, d'où il ne sortit, sur les prières de la reine Zechilde (*Zechildis*), que pour se faire moine au monastère de Saint-Pierre-le-Vif, (*de Vivis*) à Sens. Basolus soumit aux religieux de cette maison le domaine qu'il possédait en Auvergne, et que Hautesserre affirme être Mauriac. C'est pourquoi, cet érudit fixe à an 510 la prétendue révolte de Basolus. Néanmoins, on devine aisément qu'il a choisi cette date parce qu'il fallait forcément la placer entre 507 de la bataille de Vouillé (507) et la mort de Clovis I^{er} (511). Or la vie de ce prince en 508 et 509 est très occupée, et trop connue pour qu'il soit possible de supposer qu'il ait alors marché contre ce Basolus.

¹ Consulis hic recubant artus, Arvernica tellus
Magnifici Basolis, quem dedit esse suis.
Dux Aquitanensis, felix quod rura beavit.
Pacis in augmento consolidans populos.
Francorum regem Clodovæum corpore vinceps
Abdicat esse suum tunc proprium dominum.
Artibus et variis tandem Rex quem proditorem
Constrictum tenuit carceris in tenebris.
Regia sed meritis proles Regina Zechildis
Ereptum precibus constituit monachum.
Res proprii juris firma sub lege reliquit
Petri Cœnobio, subque suis monachis.
Pagus Aquitaniæ, vel quantum Arvernica tellus
Hujus habeat opis contulit hic monachis.

ALTESSERRA, *Rer. Aquit.* l. I, c. 1.

Fauriel prétend que ce personnage fut donné pour gouverneur aux Auvergnats par Théodoric, fils de Clovis I^{er}. Basolus dit-il, « était de race gauloise et probablement de Limoges, où l'on trouve, vers les temps dont s'agit, une famille de ce nom parmi les plus illustres et les plus puissantes du pays. Il n'y a qu'un fait connu de gouvernement de Basole en Arvernie, mais c'est un fait caractéristique, une révolte générale de tout le pays contre Thierry. L'histoire ne donne aucun détail sur les apprêts ni sur les incidents de cette révolte, on voit seulement qu'elle fut étouffée à temps, que Basolus qui en était le promoteur, fut arrêté, et que Thierry, au lieu de le faire mourir, lui pardonna à la condition qu'il se retirerait dans un monastère ¹. »

Ainsi s'exprime Fauriel, sans viser d'ailleurs ni l'épithaphe donnée plus haut, ni aucun autre texte original, ni même un ouvrage quelconque. Pourtant les événements qu'il raconte sont bien les mêmes que ceux dont parle le texte publié par Hauteserre, avec cette différence qu'on a arbitrairement rayé le nom de Clovis I^{er}, et qu'on l'a remplacé par celui de son fils Théodoric. De là je conclus que Fauriel a dû tirer de n'importe quel auteur de seconde ou troisième main ce qu'il a dit sur Basolus. Mais il n'est pas permis de changer un seul mot au seul texte qui me semble exister. On doit l'accepter tout entier comme vrai, ou le repousser intégralement comme mensonger. Quant à moi, je le tiens pour faux. On sait, en effet, que la femme de Clovis I^{er} se nommait Clotilde et non Zechilde (*Zechildis*). Dira-t-on qu'il pourrait s'agir de l'épouse de Clovis II? Mais elle s'appelait Blichilde. Et puis les expressions *Avernica tellus*, *Res proprii juris*, etc. n'appartiennent certainement pas à la latinité barbare du VI^e siècle.

9. *Premier concile d'Orléans* (511). — Il fut convoqué par Clovis I^{er}, sur les conseils de saint Remy de Reims, et de saint Mélaire de Rennes, pour travailler au rétablissement de la discipline ecclésiastique dans le royaume franc. Les prélats s'assemblèrent à Orléans, au mois de juillet, sous le consulat de Félix, et rédigèrent trente-et-un canons, qui furent adressés à Clovis I^{er}. Trente-deux évêques souscrivirent à ce concile, notamment Cyprien, Tétradius, Licinius et Gildard, métropolitains de Bordeaux, de Bourges, de Tours, d'Eauze et de Rouen. Parmi les noms des autres prélats, je relève

¹ FAURIEL, *Histoire de la Gaule méridionale sous les conquérants Germains*, II, 111-12.

ceux dont les diocèses étaient compris dans la province d'Eauze Sextilius, de Bazas, et Nicétius, d'Auch ¹.

10. *Mort de Clovis* (511). — Peu de temps après le concile d'Orléans Clovis I^{er} mourut à Paris, dans le courant du mois de novembre. Il fut enseveli près de son palais, dans la basilique de Saint-Pierre et Saint-Paul, qu'il avait fait bâtir sur le mont Leucotitius, aujourd'hui la montagne Sainte-Genève. De la reine Clothilde, le roi des Francs laissait trois fils Clodomir, Childebart et Clotaire. Un autre, Théoderic, était né précédemment d'une concubine. Clovis eut également une fille, appelée Clotilde comme sa mère, et qui épousa Amalaric, roi des Wisigoths.

§ II. DE LA MORT DE CLOVIS I^{er} A CELLE DE CLOTAIRE I^{er} (511-561) Durant la première et la plus large portion de l'époque mérovingienne, il est impossible de bien comprendre les nombreux et divers morcellements qui atteignirent notre province et beaucoup d'autres, sans être sommairement renseigné sur les événements généraux survenus aux mêmes époques dans toute la Gaule franque. Ce n'est pas tout. Nous voyons alors l'histoire de l'ancienne Novempopulanie se confondre très souvent avec celle des régions limitrophes, je veux dire du reste de l'Aquitaine et de la Narbonnaise. Cet état de choses m'impose donc ici l'emploi d'une méthode spéciale d'exposition. Voici en quoi elle consiste.

Pour toutes les périodes de l'époque mérovingienne où cela sera nécessaire, je présenterai d'abord, en autant d'exposés rapides, les événements généraux accomplis dans toute la Gaule franque. Chacun de ces exposés sera immédiatement suivi de l'étude détaillée des faits survenus, durant la même intervalle, dans la Novempopulanie, et au besoin dans les régions adjacentes. Certes, la besogne est ardue, malgré le grand parti que j'ai tiré de trois travaux importants.

Le premier est celui de M. Auguste Longnon. Il a pour titre *Géographie de la Gaule au VI^e siècle* (avec *Atlas*), et a paru en 1878. Le livre de M. Longnon s'arrête malheureusement à 612. Il est à peine

¹ Léontius episcopus ecclesiæ Elusanæ subscripsi. — Sextilius episcopus ecclesiæ Vasatensis subscripsi. — Nicetius episcopus ecclesiæ Auscensis subscripsi. *Concil. Aurelian.* I. ap. HARDUIN. *Act. concil.* II. 1007-12.

besoin de confesser que je manque de compétence pour apprécier cet ouvrage dans son ensemble. Les renseignements généraux que je lui emprunte sont donc fournis sous la garantie de M. Longnon. Je ne fais d'exception qu'en faveur de la Novempopulanie, pour laquelle je ne prends rien à ce géographe sans l'avoir rigoureusement contrôlé.

Le second travail que j'utilise a paru comme le précédent en 1878. Il a pour titre : *Essai sur le caractère de la lutte de l'Aquitaine et de l'Austrasie sous les mérovingiens et les carlovingiens*, par M. Ludovic Drapeyron¹. L'originalité de cette brochure git avant tout dans la mise en nouvelle et bonne lumière de la situation de l'épiscopat aquitain depuis la conquête des Francs jusqu'aux premiers successeurs de Charlemagne. On voit assez combien l'auteur a profité à l'étude du livre de notre maître commun, Antoine Dadin de Haute-serre, *Rerum Aquitanicarum libri X*. Il est regrettable pour tout le monde, et particulièrement pour moi, que M. Drapeyron n'ait pas étendu ses recherches à l'épiscopat gascon durant les premiers siècles de la période féodale. J'aurais pu prendre là, tout fait, un travail qu'il me faudra exécuter à mes risques et périls.

La troisième des publications dont j'ai tiré bon profit, a été insérée par Dom François Chamard, religieux bénédictin, dans la *Revue des questions historiques*, numéro de janvier 1884. Elle a pour titre *L'Aquitaine sous les derniers mérovingiens*. Il serait difficile de condenser en quarante pages plus de bonne et sûre doctrine, plus de critique à la fois ferme et bienveillante.

Après les travaux autorisés de MM. Longnon et Drapeyron et de Dom Chamard, je dois signaler encore la thèse de docteur de M. Cl. Perroud, *Des origines du premier duché d'Aquitaine*, publiée en 1881. J'avoue qu'à la première lecture, la thèse de M. Perroud me fit une véritable impression. Mais je ne connaissais alors ni la brochure de M. Drapeyron, ni l'article de Dom Chamard. Même après les critiques, toutes fondées, de ce dernier contre la thèse de M. Perroud, les recherches de celui-ci se maintiennent à un niveau fort estimable. J'aurai aussi, de mon chef, à soumettre à M. Perroud

¹ J'ai aussi tiré profit indirect d'autres ouvrages consacrés par le même auteur à Brunehilde, à Ebroïn et saint Léger, à l'organisation de l'Austrasie, à l'histoire de la Bourgogne mérovingienne, etc.

quelques objections de détail, qui trouveront place, avec celles de Dom Chamard, dans le décours du présent mémoire. En attendant, je me bornerai à deux constatations relatives à la méthode générale de M. Perroud.

Ce savant a grande confiance dans la dissertation bien connue que Rabanis a dirigée contre l'authenticité de la charte d'Alaon. Par malheur, il n'a connu, et par conséquent il ne vise, que la première édition, celle de 1841, qui est un tirage à part des actes de l'Académie de Bordeaux, et qui a pour titre : *Essai historique et critique sur les Mérovingiens d'Aquitaine et la Charte d'Alaon*. Mais il est notoire que plus tard l'auteur a renié ce premier travail, qu'il l'a retiré de chez le libraire pour le brûler, ainsi que tous les exemplaires que consentirent alors à lui rendre les détenteurs à titre privé de cette brochure. A cette première édition, Rabanis en substitua une autre, notablement améliorée, j'en conviens, mais encore fautive sur bien des points, comme il sera prouvé pour partie, et en attendant le surplus, au courant de ce mémoire. Mais dès à présent je constate que l'édition définitive, celle que M. Perroud n'a pas connue, est de 1856. Elle a pour titre et sous-titre : *Les Mérovingiens d'Aquitaine. — Essai historique et critique sur la Charte d'Alaon*. L'auteur, mort 1860, était un homme vaniteux et taquin, qui molesta force braves gens, sans nul profit pour la science. Mais ce n'est certes pas une raison pour juger Rabanis autrement que d'après le texte amélioré de son mémoire.

M. Perroud se couvre aussi très souvent de l'autorité de M. Drapeyron, pour affirmer que, durant la période mérovingienne, partout où apparaissent les Wascons • montagnards à-demi païens, l'épiscopat semble supprimé ou réduit à rien ¹. » Telle est, textuellement, l'une de ses conclusions, préparée par divers passages de sa thèse. A ne lire que ce travail, sans connaître encore celui de M. Drapeyron, on pourrait croire, comme il m'est d'abord arrivé, que celui-ci met entièrement à la charge des Wascons l'abaissement ou même la suppression de l'épiscopat dans le sud-ouest de la Gaule franque aux époques dont s'agit. Par bonheur, M. Drapeyron ne s'exprime pas, tant s'en faut, comme le fait parler M. Perroud. Au lieu de rapporter exclusivement à une seule cause le curieux phénomène historique qu'il a constaté il nous montre l'épiscopat de nos contrées abaissé ou détruit sous

¹ PERROUD, *Origines du premier duché d'Aquitaine*, 200.

des influences diverses, que je signalerai en leur temps, et d'après M. Drapeyron lui-même.

Telles sont les deux objections que je devais produire contre la méthode générale de M. Perroud. Je n'insiste pas sur la première, qui résulte d'une simple inadvertance de l'auteur. Quant à l'autre, je ne puis ici que les formuler, en attendant de le justifier au décours du présent mémoire.

Tels sont, sans préjudice des publications plus anciennes, les quatre récents travaux dont j'ai inégalement tiré parti.

§ 1. *État Général de la Gaule depuis la mort de Clovis I^{er} jusqu'à celle de Clotaire I^{er} (511-561).* Après la mort de Clovis I^{er}, ses quatre enfants, Théoderic, Clodomir, Childebert et Clotaire, se divisèrent la Gaule franque comme on va le voir. « L'Aquitaine récemment conquise sur les Wisigoths, semble avoir été partagée entre les quatre frères, qui auraient ainsi traité la région d'outre-Loire comme un domaine dont chaque roi désirait avoir sa part, surtout sans doute à cause de ses vignobles fameux ¹. »

1. *Royaume de Clodomir (511-524).* — Clodomir avait seize ans à la mort de son père. Son royaume dura treize ans, avec Orléans pour capitale. Cet État comprenait les neuf cités de Sens, Auxerre, Bourges, Orléans, Chartres, Tours, Angers, Nantes et Poitiers ².

Après la mort de son mari, Clotilde excita ses trois enfants, Clodomir, Childebert et Clotaire, à venger sur les fils de Gondebaud, roi de Bourgogne et oncle de la veuve de Clovis I^{er}, la mort de son père et de sa mère (523). Le royaume de Bourgogne s'étendait alors depuis Langres jusqu'à la Durance, et depuis les Cévennes jusqu'aux Alpes. Le roi de ce pays, Sigismond, avec sa femme et ses deux enfants, Gislehaire et Gondebaud, tombèrent au pouvoir de Clodomir, qui les fit massacrer et jeter dans un puits à Colomiers, près d'Orléans. Théoderic, le fils de Clovis I^{er} qui n'était pas né de Clotilde, avait épousé Suavegothe, fille de Sigismond. C'est pourquoi il ne prit d'abord aucune part à l'expédition dirigée contre son beau-père par ses trois frères consanguins. Mais en 524, il se laissa entraîner, contre

¹ LONGNON, *Géographie de la Gaule au VI^e siècle*, 90.

² *Id.*, *Ibid.*, 92-98.

les restes de la nation Bourguignonne, à une seconde campagne où périt Clodomir. Aussi les Bourguignons conservèrent-ils quelque indépendance pour une dizaine d'années.

Clodomir mourut à vingt-neuf ans, à la survivance de sa veuve Gondioche, et de trois enfants en bas âge, Gontier, Théodebald et Clodoald. Gondioche épousa Clotaire I^{er}, frère de son premier mari, et laissa la garde de ses trois fils à leur grand'mère, Clotilde. Théodebald avait dix ans et Gautier huit, quand ils furent massacrés par Clotaire. Clodoald, prit l'habit religieux, et mourut en 560. On le révéra sous le nom de saint Cloud.

Après la mort de Clodomir, Childebart eut pour sa part dans la succession de son frère, une fraction de la cité de Sens, formée de Melun et de Château-Landon, Bourges, bientôt conquis, semble-t-il, par Théodoric, Orléans et Chartres.

• Clotaire reçut Tours et la cité de Poitiers, si importante au point de vue territorial.

• Théodoric devint possesseur de la cité de Sens, dont une partie était passée à Childebart; on lui donna aussi Angers. La composition du royaume d'Austrasie après le partage de la Bourgogne ne permet guère de croire que la cité d'Auxerre ait pu être donnée à un autre prince qu'à Théodoric ¹. • L'attribution de Nantes est difficile.

II. Royaume de Théodoric, de Théodebert et de Théodebald (511-555). — Théodoric fut roi à vingt cinq ans. Vers la fin de son règne, et au commencement de celui de son fils Théodebald, son État s'accrut aux dépens des Wisigoths de la Gaule méridionale, et aussi, par le meurtre des fils de Clodomir, par la conquête du premier royaume de Bourgogne sur Gondemar II, frère du roi Sigismond (534) ², et par la cession de la Provence par les Ostrogoths (536). Théodoric mourut cette année-là, à l'âge de quarante-sept ans. De ses deux femmes, Eusthère, fille d'Alaric, roi des Wisigoths, et Suavegothe, fille de Sigismond, roi de Bourgogne, il ne laissa que Théodebert, qui lui succéda, et Théodechilde, mariée d'abord au roi des Warnes, et ensuite à son fils Radimer, également roi après son père. Radimer était fils d'un

¹ LONGNON, *Géographie de la Gaule au VI^e siècle*, 98.

² Le premier royaume de Bourgogne avait commencé en 511.

premier lit, et Théodechilde était sa marâtre. Les Warnes occupaient la partie la plus occidentale de la Hollande actuelle.

Théodebert, fils et successeur de Théoderic, mourut en 548. Il avait épousé Wisegarde. Néanmoins, il fit venir de Clermont la belle Deuterie, qui avait encore son mari, et vécut avec elle. De cette union naquit Théodebald, successeur de Théodebert.

Il résulte de l'ensemble des renseignements historiques recueillis et agencés par M. Longnon, que, un an avant la mort de Théodebert, • le royaume d'Austrasie se divisait en trois groupes isolés, dont un seul avait une véritable importance.

• Le groupe principal se composait de la réunion de deux tronçons qui, à la mort de Clovis, avaient formé le royaume de Théoderic : 1^o le groupe germano-belge, contigu aux possessions d'outre-Rhin et comprenant Cologne, Trêves, Metz, Verdun, Toul, Reims, Châlons-sur-Marne, et peut-être Troyes, auxquels ont doit évidemment joindre Mayence, Worms, Spire, Strasbourg et Bâle ; 2^o le groupe aquitain, composé de Clermont, de Limoges, de Cahors, de Rodez, du Gévaudan, du Velay, et sans doute d'Arles, dont la conquête, comme celle de l'Auvergne, avait été en 507 l'œuvre de Théoderic. Le partage du royaume de Clodomir rattacha une partie de la cité de Sens, comprenant la ville métropolitaine, et sans doute aussi la cité d'Auxerre au premier de ces tronçons, qui, après la conquête de Bourges, sur Childebart (531 à 534 environ), ne fit plus qu'un avec les provinces aquitaines, s'étendant ainsi sur près de 250 lieues, des rives du Rhin à celles du Tarn. C'est à cette importante agglomération de pays que vinrent s'ajouter, dès l'époque même de la mort de Clodomir, semble-t-il, les cités de Langres, Besançon, Avenches, Constance et Sion, conquises sur les Bourguignons ; puis, après la chute définitive de la Bourgogne, en 534, les villes d'Autun, Chalon-sur-Saône, Vienne et Viviers, La cession de la Provence aux Francs en 536 accrut encore le royaume d'Austrasie de huit cités, Avignon, Cavaillon, Apt, Aix, Riez, Senez, Digne et Glandève, — que l'annexion récente des villes d'Uzès, d'Alais et de Lodève arrachées aux Goths, reliait à l'Aquitaine austrasienne.

• Le second groupe aurait compris Eauze, la métropole de la Novempopulanie, et probablement aussi quelque autre portion de cette même province ; mais peut-être Eauze se reliait-elle au groupe précédent, dont la séparait la cité d'Agen, que rien ne prouve avoir été étranger au royaume de Théoderic.

• Le troisième groupe comprenait tout au moins la cité d'Angers, provenant évidemment du royaume de Clodomir, et l'on devrait peut-être unir à cette circonscription la cité de Nantes, dont aucun texte ne nous fait pressentir le sort durant la période qui nous occupe. Le troisième groupe du royaume Austrasien était situé entre le royaume de Paris et une enclave de celui de Soissons (Tours et Poitiers).

• Tel était, semble-t-il, le royaume de Metz à la mort du roi Théodebert¹.

Théodebald succéda à son père en 548. Il mourut en 555, à l'âge de vingt ans, sans laisser d'enfants de sa femme Waldrade, sœur de la reine Wisegarde. Alors Waldrade épousa le grand-oncle du mort, Clotaire I^{er}, dont les États se trouvèrent ainsi très grandement augmentés. Voilà comment finit, après quarante-quatre ans, le premier royaume d'Austrasie.

III. *Royaume de Childebert I^{er} (511-558)*. — Ce prince n'avait pas quatorze ans à la mort de son père. D'après Frédégaire, Paris aurait été désigné, dès 511, comme capitale du royaume de Childebert. On doit certainement attribuer aussi à cet État les cités d'Orléans, Bourges, Bordeaux et Lyon.

Nous pouvons, en résumant toutes les indications utilisées par M. Longnon, constater que le royaume de Paris, augmenté de la part que Childebert reçut des États de Clodomir, du royaume de Bourgogne et de la Provence, formait, après 537, au moins quatre groupes isolés, et que la capitale de ce royaume se rattachait au plus considérable des quatre groupes.

• Le premier groupe, limité au nord par la Canche qui séparait le territoire de Thérrouanne, appartenant évidemment à Clotaire, de celui d'Amiens, n'atteignait pas la Loire dans la partie inférieure de son cours, car ni Angers ni Tours n'en faisaient partie ; mais il s'étendait au delà de ce fleuve, au sud d'Orléans, en comprenant le territoire de cette ville, à l'est les cités d'Amiens, de Beauvais, de Meaux et les pays de Melun et du Gâtinais (démembrés de la cité de Sens), limitaient le royaume de Paris, contigu de ce côté aux royaumes de Soissons et de Metz.

¹ LONGNON, *Géographie de la Gaule au VI^e siècle*, 104-6.

« L'existence du second groupe nous est attestée par le lien qui rattachait Bordeaux et Saintes au royaume de Childebert. Ce groupe comprenait en outre la partie de la Novempopulanie que possédait le roi de Paris.

« Le troisième groupe était formé de tout le lot qui fut attribué à Childebert lors du partage de la Bourgogne ; c'est-à-dire de Lyon et de son vaste territoire, et très probablement des cités de Mâcon, Genève et Tarentaise.

« Le quatrième groupe comprenait les cités que le partage de la Provence, en 537, unit aux États du roi de Paris, et qui paraissent avoir été au nombre de sept : Arles, Marseille et Fréjus, indiqués par les documents contemporains comme ayant appartenu à Childebert, ainsi que Toulon, Antibes, Vence et Nice, dont l'attribution au même prince est dictée par la logique ¹. »

Childebert I^{er} mourut en 558, âgé de soixante un ans, après quarante-et-une années de règne. Il fut inhumé dans le monastère de Saint-Vincent nommé plus tard ou de Saint-Germain-des-Prés. Sa femme Ultrogothe ne lui avait donné que deux filles. L'héritage de ce prince passa donc en entier à son frère Clotaire I^{er}.

IV. Royaume de Clotaire I^{er} (511-558). — Clotaire I^{er} avait douze ans quand il recueillit sa part dans la succession de son père Clovis I^{er}, c'est-à-dire le royaume de Soissons, dont la composition n'est pas facile à établir. « Si l'on en juge, dit M. Longnon, parce qu'on sait de l'état de la Gaule au milieu du VI^e siècle, il se composait de quatre groupes, comme les possessions de Théodebert et de Childebert. L'un d'eux comprenait le royaume de Soissons proprement dit, c'est-à-dire les cités de Tournai, de Cambrai, d'Arras, de Noyon, de Soissons, et peut-être aussi de Tongres, auxquelles les convenances géographiques prescrivent en quelque sorte de joindre Boulogne, Therouanne et Laon. Le second groupe, évidemment formé du lot qui échut à Clotaire I^{er} dans la succession de Clodomir, se composait des cités de Tours et de Poitiers. Le troisième, répondant d'abord aux cités bourguignonnes que le partage de 534 donna à Clotaire I^{er} contenait, probablement Belley, Grenoble et Dié, et il s'accrut, en 637, de la partie de la Provence qui fut attribuée au roi de Soissons à la suite de

¹ LONGNON, *Géographie de la Gaule au VI^e siècle*, 114-15.

la cession que les Ostrogoths firent de ce pays aux fils de Clovis: Le domaine provençal de Clotaire semble avoir été formé de Saint-Paul-Trois-Châteaux, Orange, Carpentras, Vaison, Sisteron, Gap et Embrun, c'est-à-dire de la partie septentrionale de la Provence. Enfin le quatrième groupe comprenait une partie de la Novempopulanie, province qui, en 551, paraît être divisée entre Childeberr et Clotaire: nous serions assez disposé à y placer aussi Toulouse, dont la possession par Clotaire expliquerait la participation des guerriers de ce prince à l'expédition de Septimanie en 533, car il ne pouvait avoir un intérêt immédiat dans ce pays que si quelqu'un de ses domaines y était contigu¹.

V. Clotaire I^{er} roi de toute la Gaule franque (558-561). — Les souvenirs du lecteur sont maintenant ravivés à suffisance sur l'état général de la Gaule mérovingienne depuis la mort de Clovis I^{er} jusqu'à celle de son fils Childeberr I^{er}, roi de Paris ou de Neustrie (558), dont le décès réunit pendant trois ans (558-561), toute la Gaule franque sous l'autorité de Clotaire I^{er}, le dernier survivant des fils de Clovis I^{er}. Mais les faits qui amenèrent cette unification, sont peut-être un peu noyés dans la masse des renseignements géographiques par moi tirés du livre de M. Longnon. Quelques lignes suffiront pour remettre les choses en bonne et simple lumière.

Après la mort de Clovis I^{er} (511) ses quatre fils se partagèrent sa succession; Théodoric I^{er} devint roi d'Austrasie; Clodomir, roi d'Orléans; Childeberr, roi de Neustrie ou de Paris, et Clotaire I^{er} roi de Soissons. Clodomir, roi d'Orléans, périt l'an 524, en combattant contre les Bourguignons, et son héritage fut partagé entre ses trois frères. Les quatre royaumes taillés dans la succession de Clovis I^{er} se trouvèrent donc réduits à trois. Théodoric I^{er}, fils de Clovis I^{er} et roi d'Austrasie, mourut en 534, laissant pour héritier son fils Théodebert I^{er}, décédé lui-même en 547, et remplacé par son fils Théodebald, qui finit sans postérité l'an 555. Celui-ci était par conséquent le petit neveu de Clotaire I^{er}, qui épousa la veuve du mort, et réunit l'Austrasie à ses États. Il n'y eut donc plus en Gaule que ce souverain et son frère, Childeberr I^{er}, primitivement roi de Paris ou de Neustrie, et dont le domaine fut depuis beaucoup augmenté. Ce prince mourut en 558, sans postérité masculine, et son royaume passa à Clotaire I^{er}, qui se

¹ LONGNON, *Géographie de la Gaule au VI^e siècle* 118-19.

trouva ainsi le chef unique de toute la Gaule franque. Celui-ci mourut à Compiègne, dans les derniers jours de l'année 561, ou dans les premiers de 562, et fut inhumé dans le monastère de Saint-Médard de Soissons, dont il était le fondateur.

C'était un roi de mœurs relâchées. Il eut six femmes, dont trois lui furent unies par des liens incestueux : 1° Ingonde ; 2° Aregonde, sœur de la précédente ; 3° Chinsine ; 4° Radegonde, du sang des rois de Thuringe ; 5° Gordienne, veuve de son frère Clodomir ; 6° Waldrade, veuve de son petit-neveu Théodebald. Clotaire I^{er} laissa quatre fils, Charibert, Gontran, Sigebert et Chilpéric I^{er}, qui se partagèrent le royaume de leur père comme il sera dit plus bas. Clotaire I^{er} eut aussi, de la femme d'un artisan, un bâtard nommé Gondowald, qu'il ne voulut pas reconnaître, et dont j'aurai longuement à parler plus bas.

§ III. — LA NOVEMPOPULANIE DEPUIS LA MORT DE CLOVIS I^{er} JUSQU'À CELLE DE CLOTAIRE I^{er} (511-561). Étudions maintenant, par le menu, les destinées de la Novempopulanie depuis la mort de Clovis I^{er} (511) jusqu'au second partage de la Gaule franque amené par le décès de Clotaire I^{er}.

1. *La Novempopulanie dans le partage de la succession de Clovis I^{er} (511).* — Là-dessus, nous ne disposons d'aucun texte précis ; mais certains documents projettent des clartés indirectes, dont il y a lieu de profiter. C'est ce que n'a pas fait M. Baillet, qui, dans son *Histoire du royaume d'Orléans* n'a parlé de la Novempopulanie que d'une façon bien peu satisfaisante ¹.

Et d'abord, admettons, avec M. Longnon, que Clodomir, roi d'Orléans, n'eut aucune part de notre province dans le partage de 511. Ainsi la question ne se pose que par rapport à ses trois frères, Théoderic (et ses descendants), Childebert I^{er} et Clotaire I^{er}. J'aurai l'occasion de citer plus bas des passages des actes du second concile d'Orléans, convoqué en 533 par Théoderic, Childebert I^{er} et Clotaire I^{er}. Il n'y avait donc là que des évêques, d'Austrasie, de Neustrie, et du royaume agrandi de Soissons. Or, parmi les prélats qui souscrivirent à ce concile, nous remarquons deux Novempopulaniens, Aspasius d'Eauze, et Proculeianus d'Auch. A la grande rigueur, on pourrait peut-être y joindre Maurellus, dont le siège n'est pas indiqué. Donc, en 533, c'est-à-dire vingt-deux années seulement après le par-

¹ BAILLET, *Histoire du royaume d'Orléans*, 264 et 276.

tage de la succession de Clovis I^{er}, un minimum de deux évêchés novempopulaniens est collectivement attribuable aux trois princes susnommés, par le fait seul des souscriptions aux actes du second concile d'Orléans. Les actes du second concile de Clermont prouvent qu'il fut convoqué en 549, au nom de Théodebald, roi d'Austrasie. Les dix prélats qui y assistèrent étaient donc tous Austrasiens. Parmi eux figure Aspasius d'Eauze, ce qui précise les droits des rois d'Austrasie sur Eauze en 533, droits qui devaient remonter au partage de la succession de Clovis I^{er}.

En 551, le même Aspasius présida à Eauze au concile daté de la quarantième année des règnes de Childeberr et de Clotaire, et composé de sept prélats présents ou représentés, sur onze sièges que comprenait alors la province ecclésiastique d'Eauze. Je n'ai point à argumenter ici du troisième concile d'Orléans, où n'assista aucun évêque de notre province, ni du quatrième (538), car il est généralement considéré comme un grand synode national, et non comme un concile spécial.

Il n'en est pas de même de celui d'Eauze, exclusivement composé d'évêques soumis à l'autorité de Childeberr et de Clotaire. Ce concile fut tout simplement une assemblée provinciale. Si deux évêques y manquèrent, c'est peut-être que les sièges étaient vacants à ces époques troublées. Ce concile se composa d'Aspasius d'Eauze, de Julien de Bigorre, de Proculeianus évêque d'Auch, de Libérius de Dax, de Théodore de Couserans, d'Amélius de Comminges, de Marcellus, et du prêtre Flavius représentant Thomas. Les évêchés de Marcellus et de Thomas ne peuvent être spécifiés, comme les précédents, à l'aide d'indications empruntées à d'autres textes.

On n'en voit pas moins, grâce à la souscription d'Aspasius, qu'entre 549, date du second concile de Clermont purement austrasien, et 551, époque où s'assembla celui d'Eauze, Théodebald, roi d'Austrasie, avait perdu certainement Eauze. Si ce prince ou ses prédécesseurs possédaient d'autres cités dans notre province, il est à croire que Théodebald dut aussi les perdre dans cet intervalle de deux ans. Ce jeune prince était valétudinaire. Il succéda à son père en 548, âgé d'environ treize ans, et mourut à vingt six ans en 555, sans postérité. Le jeune roi d'Austrasie pouvait donc être spolié facilement. M. Longnon admet qu'il le fut, et qu'il perdit notamment la cité d'Eauze entre 549 et 551 ¹.

¹ LONGNON, *Géographie de la Gaule au VI^e siècle*, 1067.

Voilà pour la métropole de notre province. Quant aux évêchés suffragants, nous devons admettre qu'en 551 ils appartenaien aussi tous les dix à Childeberr 1^{er}, roi de Neustrie et à Clotaire 1^{er}, bien que sept prélats seulement aient pris part au concile provincial d'Eauze, le métropolitain compris.

Mais d'où Childeberr 1^{er} et Clotaire 1^{er} tiraient ils chacun ses droits, quels qu'ils fussent, sur toute la Novempopulanie en 551? On sait que Théodebald, roi d'Austrasie, perdit Eauze entre cette date et 549. Admettons même qu'il ait alors perdu davantage, bien qu'il soit impossible de dire quoi. Cette perte ne put porter certainement sur toute la province; car il serait plus qu'invraisemblable qu'elle eût été intégralement attribuée à son grand-père Théoderic 1^{er}, roi d'Austrasie, lors du partage de la succession de Clovis 1^{er}. Childeberr 1^{er} et Clotaire 1^{er} avaient donc, en 511, reçu chacun, dans la succession de Clovis 1^{er} leur père, une portion indéterminable de cette Novempopulanie, qu'ils possédaient tout entière en 551, et sans que, cette fois encore, il soit possible de fixer le lot de l'un et de l'autre.

2. *Second concile d'Orléans* (533). — Il s'assembla sur « l'ordre des glorieux rois, » autrement dit de Théoderic, de Childeberr et de Clotaire. Cette assemblée décréta vingt-et-un canons concernant la discipline ecclésiastique. Ils sont datés du 23 juin. Vingt-cinq évêques assistèrent, et six se firent représenter à ce concile, qui fut vra semblablement présidé par Honoratus de Bourges. Parmi les évêques souscripteurs figurent Aspasius, métropolitain d'Eauze, Praesidius évêque de Comminges, Proculeianus évêque d'Auch. Peut être faut-il y joindre, comme le font les auteurs du *Gallia Christiana*¹, Marcellus, dont le diocèse n'est pas indiqué, et qui d'après eux serait le même que l'évêque d'Aire-sur-l'Adour, qui avait assisté en 506 au concile d'Agde².

3. *Expédition fabuleuse de Bélisaire dans le Bordelais* (vers 537). — Suidas rapporte que Bélisaire, général de l'empereur Justinien, livra

¹ *Gall. Christ.*, I, 1148.

² Aspasius episcopus Elosensis subscripsi. — Praesidius episcopus Convenarum subscripsi. — Proculeianus episcopus Ausciensis subscripsi. — Marcellus episcopus subscripsi *Concil. Aurelian II*, ap. HARDUIN. *Act. concil. II*, 1174-76.

de grands combats dans le Bordelais. Mais c'est là un conte à dormir debout. Jamais Justinien n'entreprit rien, ni par lui-même, ni par ses représentants contre l'Aquitaine, ni contre le reste de la Gaule ¹.

4. *Second concile de Clermont (549)*. — Le premier avait eu lieu en 539. J'ai déjà dit que le second fut assemblé sous Théodebald roi d'Austrasie, et qu'il ne se composa que de dix prélats soumis à l'autorité de ce prince, parmi lesquels Aspasius d'Eauze ². Cette cité appartenait donc alors à Théodebald. Le second concile de Clermont approuva et promulgua seize des canons antérieurement arrêtés au deuxième concile d'Orléans.

5. *Quatrième concile d'Orléans (541)*. — Aucun évêque de la province d'Eauze n'avait assisté au troisième, qui se tint dans cette ville en 533, et où figurèrent les représentants de vingt-six diocèses. Le quatrième, convoqué en 541, est généralement et à bon droit considéré comme un synode national. Il fut présidé par Leontius, métropolitain de Bordeaux. Trente huit prélats y assistèrent personnellement, et douze autres s'y firent représenter. Les métropolitains étaient, outre Leontius déjà nommé, Aspasius d'Eauze, Flavius de Rouen, et Injuriosus de Tours. Il y avait là des évêques venus des quatre provinces Lyonnaises, des deux Viennoises, des Alpes Grecques et Maritimes des deux Narbonnaises, des provinces d'Aquitaine, de la Novempopulanie ou province d'Eauze, et de la province Séquanaise, c'est-à-dire de toutes les provinces des Gaules, sauf les deux Germanies et les deux Belges. Les prélats arrêtèrent vingt-huit canons relatifs à la discipline ecclésiastique, et notamment au jour de la célébration de la Pâque. A cette époque, Clotaire I^{er}, roi de Neustrie, ne devait pas vivre tout-à-fait en paix avec ses frères, Théoderic, roi d'Austrasie, et Childébert I^{er}, roi d'Orléans. En effet, le seul évêque de son royaume présent au concile est Injuriosus de Tours, ville qui semble bien avoir été cédée à Clotaire I^{er}. Outre Aspasius d'Eauze, trois autres évêques de la province, Julien de Bigorre, Carterius de Dax, et Proculianus d'Auch, assistèrent à cette assemblée ³.

¹ SUIDAS, *In verb.* Βουρδὶγαλα.

² Aspasius ecclesiae Elosensis. HARDUIN. *Act. concil.* II, 1451-54.

³ Aspasius in Christi nomine episcopus Ecclesiae Elosensis, consensi et subscripsi. — Julianus episcopus civitatis Bigorricae consensi et subscripsi. — Proncleianus episcopus civitatis Ausciensis, consensi et subscripsi. — Carterius in Christi nomine episcopus civitatis Aquensis, consensi et subscripsi. *Concil.*, IV, *Aurelian*, ap. HARDUIN. *Act. Concil.*, II, 1435-42.

6. Expédition de Childebert I^{er} et de Clotaire I^{er} contre les Wisigoths. (533).— En 531, Childebert I^{er}, roi de Neustrie, ayant tenté sans succès d'enlever l'Auvergne à son frère Théodoric I^{er}, roi d'Austrasie, tourna ses armes contre la Septimanie, où dominaient encore les Wisigoths. Ce peuple était alors gouverné par Amalaric, qui avait épousé Clotilde, fille de Clovis I^{er}, et qui l'accablait de mauvais traitements. Sous prétexte de venger sa sœur, Childebert I^{er} partit avec ses troupes à travers l'Aquitaine, battit sous les murs de Narbonne l'armée d'Amalaric, tué dans le combat, pilla la ville, franchit les Pyrénées, poussa jusqu'à Barcelone, et revint avec un riche butin ¹.

L'an 533, Théodebert I^{er}, fils de Théodoric I^{er} et roi d'Austrasie, partit à son tour en guerre contre Theudis, successeur d'Amalaric, s'empara de l'Albigeois, peut-être du Rouergue, de Lodève, du château de Dio (*Deas*) dans les montagnes de Béziers, et de celui de Gabrières (*Capraria*). Tournant ensuite vers la Provence, il se rendit maître d'Uzès, et de tous les pays sis au nord de cette ville (Gévaudan, Velay. etc.), que Théodoric, roi des Ostrogoths d'Italie avait vraisemblablement enlevés aux Francs. Les Wisigoths de Theudis se retirèrent alors en Espagne, tandis que Théodebert poussait peut-être une pointe contre les Wisigoths d'Arles.

Ce roi vécut désormais en paix avec les Wisigoths. Mais en 542, ses oncles Childebert I^{er} et Clotaire I^{er} oublièrent momentanément leurs querelles pour s'unir contre Theudis, et l'attaquer au delà des Pyrénées. Ils rassemblèrent donc une armée, traversèrent l'Aquitaine et la Novempopulanie, franchirent les ports probablement du côté de la Navarre, et entrèrent en pays ennemi, saccageant tout sur leur passage. Pampelune, Calahorra et d'autres villes furent prises ; mais les Francs ne poussèrent pas jusqu'au Minho, comme le dit à tort la chronique de Moissac. La vérité est qu'ils assiégèrent Saragosse sans succès. Cependant le roi Theudis dépêchait contre les envahisseurs une armée sous le commandement de Theudisclé. Quand elle arriva, les Francs avaient déjà levé le siège de Saragosse, pour s'en retourner dans leur pays. Alors, Theudisclé s'empara des passages des Pyrénées, afin de couper la retraite aux ennemis. Quand ceux-ci se furent engagés dans ces étroits défilés, le général Wisigoth les chargea, et les mit en quelque danger. Mais se laissa vite corrompre par les

¹ ISIDOR. *Chron. Goth.* ; GREG. TURON. *Hist.* l. III, c. 30.

riches présents des rois de Neustrie et de Soissons. sans un prétexte quelconque, il dégarnit les défilés de troupes pendant vingt-quatre heures. Ainsi l'élite de l'armée franque put se sauver. Aussitôt après l'expiration du délai convenu, Theudisclé réoccupa les passages et tous les trainards furent massacrés par les Wisigoths (543) ¹.

7. *Cinquième concile d'Orléans* (549). — Il fut convoqué par Childebert I^{er}, roi de Neustrie, la dix-huitième année de son règne. Ce prince avait alors contre Marc, évêque d'Orléans, des griefs dont il voulait saisir l'assemblée. Le roi craignait aussi que les troubles provoqués en Orient par les Nestoriens et les Eutychiens n'eussent leur contre-coup dans la Gaule franque. Il fallait également régler certaines questions de discipline ecclésiastique. Cette assemblée ne fut pas seulement ouverte aux prélats du royaume de Paris.

Les trente-trois canons arrêtés par la réunion des prélats, furent souscrits le 28 octobre. Cinquante évêques étaient présents, et vingt-et-un représentés par leurs délégués. En tête de la liste des souscripteurs figurent sept métropolitains : Saint Sacerdos de Lyon, qui présidait, saint Aurélien d'Arles, saint Hézychius de la Seconde Viennoise, saint Nicet de Trèves, saint Désidérat de Bourges, saint Apasius d'Eauze, et Constitut de Sens. Dans cette liste, je relève aussi les noms de quatre suffragants de la métropole d'Eauze, Proculeianus d'Auch, Liberius de Dax, Amelius de Comminges, et Alethius de Lectoure ².

7. *Concile d'Eauze* (551). — Ses actes sont datés, selon les années de règne de Childebert et de Clotaire, du 1^{er} février 551 : *Facta institutio kalendas februarii, anno XL regni domini nostri Hildeberti et Hlotarii regis*. Il ne s'agit ici que d'un concile provincial, car sur huit prélats qui s'y rendirent et un qui s'y fit représenter, et dont le siège

¹ GREG. TURON. *Hist.* l. III, c. 27 et 29 ; VICTOR TUNNENES. ap. Roncall. II, 368 ; *Chron.* ; ISIDOR. *Chron.* ; JORNANDES, *De Reb. Getic.* c. 58.

² Apasius in Christi nomine Elusae episcopus, consentum nostrum, vel domnorum meorum, relegi et subscripsi. — Proculeianus in Christi nomine episcopus ecclesiae Auscensis, subscripsi. — Liberius in Christi nomine episcopus ecclesiae Aquensis, subscripsi. — Amelius in Christi nomine episcopus ecclesiae Convenicae, subscripsi. — Alethius in Christi nomine episcopus ecclesiae Lactorensis subscripsi. *Concil.* V, *Aurelianus*, ap. HARDOUIN, *Act. Concil.*, II, 1443-51.

n'est pas indiqué par les souscriptions, « six appartenaient certainement à la province ecclésiastique d'Eauze. ¹ » Le métropolitain Aspasius dût présider cette assemblée. Voici les noms des prélats qui la composaient : Aspasius, métropolitain d'Eauze, Julien, évêque de Bigorre, Proculeien, évêque d'Auch, Liberius, évêque de Dax, Théodore, évêque de Conserans, Amelius, évêque de Comminges, plus Eusepius et Marinus, prélats dont le siège n'est pas connu. Enfin, il faut y ajouter le prêtre Flavius, représentant de Thomas, autre prélat dont nous ignorons aussi le diocèse. On peut voir ci-dessous, par le texte des souscriptions ², que les évêchés ne sont pas indiqués. Mais six se trouvent connus par d'autres textes relatifs à autant de prélats souscripteurs.

Le manuscrit du viii^e siècle contenant les actes de ce concile a été publié à Ferrare, en 1723, par Eusèbe Amort, dans ses *Elementa juris canonici veteris et moderni*, I, 355-57. Ce document appartenait alors au chapitre de Diess. Il porte le titre fautif de *Concilium Arelatense*, reproduit sans commentaires par l'éditeur. Un érudit allemand, le docteur Friedrich, croyant ce texte inédit, l'a réimprimé après Amor ; mais n'ayant pas tardé à reconnaître son erreur, il a retiré sa brochure du commerce ³.

Les canons du concile provincial d'Eauze réglaient quelques points de discipline ecclésiastique. J'ai déjà dit plus haut comment les

¹ LONGNON, *Géographie de la Gaule au VI^e siècle*, 112.

² Conditione subscripsi in Dei nomine Aspasius (*Elusanus*) episcopus, institutiones supra scriptas constitutiones subscripsi. — Julianus, peccator, (*Bigorrensis*) episcopus, subscripsi. — Proculeianus, (*Ausciensis*) episcopus, subscripsi. — Liberius, (*Aquensis*) episcopus, subscripsi. — Theodorus, (*Conseransiensis*) episcopus, subscripsi. — Aurelius, (*Convenensis*) episcopus, subscripsi. — Eusepius, episcopus, subscripsi. — Marinus, episcopus, subscripsi. — Flavius, in Christi nomine presbyter, ad vicem domine (*sic*) uni Thomasi, episcopi, subscripsi. AMORT, *Elementa juris canonici veteris et moderni* I, 357. Les six attributions de diocèses, imprimées en italiques et entre parenthèses, sont faites avec sûreté d'après les souscriptions des mêmes prélats à d'autres conciles.

³ Voir à ce sujet, dans la *Revue historique*, I, 594, le compte-rendu consacré par M. Paul VIOLLET à l'*Histoire des Conciles* de Mgr HÉFÉLÉ. Voir aussi LONGNON, *Géographie de la Gaule au VI^e siècle*, 112.

souscriptions des évêques présents ou représentés, y compris les deux dont on ne peut exactement indiquer les diocèses, prouvent que la Novempopulanie était alors partagée, sans qu'on sache de quelle façon, entre Childeberr I^{er} et Clotaire I^{er}.

8. *La Novempopulanie dans l'héritage de Childeberr I^{er} roi de Neustrie* (558). La portion indéterminée de ce pays que possédait incontestablement Childeberr I^{er}, soit à titre d'héritier de Clovis I^{er}, soit comme spoliateur, avec son frère Clotaire I^{er} de Théodebald, roi d'Austrasie leur petit-neveu, passa avec le reste de l'État de Neustrie à Clotaire I^{er}, désormais roi de toute la Gaule franque.

9. *Conspiration de Chramne en Aquitaine* (556-560). — C'est là un événement d'importance, et dont il faut étudier les causes de près ; car si la révolte qu'elles engendrèrent demeura restreinte à l'Aquitaine, elles ne s'en exercèrent pas moins sur toute la portion de la Gaule franque sise au midi de la Loire.

Clovis I^{er} et ses guerriers furent certainement accueillis en libérateurs par les évêques et les populations de nos contrées. Entre Romains et Wisigoths c'était pis, en effet, qu'une antipathie de race. C'était une haine religieuse entre les vainqueurs, les Wisigoths ariens, et les vaincus, les Romains orthodoxes. La question de croyance primait tout. Or, les Francs étaient tout au plus chrétiens de nom. Sans doute, avant de partir en guerre contre Alaric II, Clovis I^{er} avait noué des intelligences avec les prélats du midi, et donné des ordres sévères à ses troupes pour sauvegarder les biens de l'Église. Aussi, grâce à l'influence de l'épiscopat, le vainqueur s'empara-t-il, sans coup férir, après la bataille de Vouillé, de l'Albigeois, du Rouergue et de l'Auvergne. Mais ces ménagements ne durèrent pas plus que l'intérêt qui les avait commandés ¹. En réalité, pour quelques églises célèbres, pour quelques abbayes fameuses qu'ils respectèrent, les Francs ravagèrent et pillèrent l'Aquitaine, la Septimanie, la Provence, et toutes les autres parties de la Gaule qu'ils traversèrent. Laissons parler quelques vieux textes.

¹ Je sais que l'opinion contraire à la mienne prévaut généralement aujourd'hui. Elle a été surtout professée avec éclat par M. FUSTEL DE COULANGES, dans son *Histoire politique des institutions politiques de l'ancienne France*.

« Les captifs furent innombrables, et on en vendit partout ¹. » Ce n'était pas seulement des laïques, mais aussi des clercs et des prêtres. Après la défaite d'Alarie, on trafiqua jusqu'en 510 sur ces esclaves, dont beaucoup moururent de misère. Comme on ne savait que faire du surplus, Clovis I^{er} en remit le sort au jugement des évêques ². Cassiodore explique l'expédition des Ostrogoths au delà des Alpes, non par leur intérêt particulier, mais par l'intérêt général de la Gaule, bouleversée, dit-il, par le pillage des Francs ³.

A ces témoignages on oppose, je le sais, celui de Grégoire de Tours, si favorable à Clovis. Voilà précisément le danger. Grégoire s'irrite avant tout des différences de religion. Pour lui Clovis est un nouveau Constantin ⁴. C'est lui qui détruit les nations nuisibles ⁵, autrement dit les hérétiques Wisigoths et Bourguignons. Il venge les offenses à la Sainte Trinité ⁶. Grégoire le loue d'avoir subjugué les peuples race germanique, Alamans, Thuringiens, etc. ⁷. On glisse trop légèrement, dit à bon droit M. Drapeyron, « sur ces paroles significatives ⁸. Grégoire de Tours (et c'est là pour nous une fortune inespérée) nous permet de voir beaucoup plus loin qu'il n'a voulu voir lui-même. La lutte de la race gallo-romaine et de la race franque, de l'épiscopat gallo-romain et des rois mérovingiens, est tellement évidente, dans son histotie ecclésiastique, que nous sommes étonné qu'on la conteste ⁹. »

Cette lutte éclate surtout en Auvergne, pays d'aristocratie sénatoriale, particulièrement connu de Grégoire, qui était né dans ce pays.

¹ Facta est captivorum innumerabilis multitudo qui dispersi per regiones sunt dilatati. *Chron. Moissac*.

² Dom BouQUET, III, *Clodovei Regis Epist. ad Episcopos post bellum gothic. de captivis, etc.*

³ Contra Francos a domino nostro destinatur exercitus, qui Gallias, Francorum deprædatione confusæ, suo adquisivit imperio. CASSIODOR. *Chron.*

⁴ Proccedit Constantinus ad lavacrum. GREG. TURON. *Hist.* l. II, c. 31.

⁵ Noxias gentes elisit. GREG. TURON. *Hist.* l. V, *In prolog.*

⁶ Hanc (Trinitatem) Chlodovechus rex confessus ipsos hæreticos adiutoriojeius oppressit. GREG. TURON. *Hist.* l. III, *In prolog.*

⁷ Patrias gentes subiugavit. GREG. TURON, *Hist.* l. III, *in prolog.*

⁸ DRAPEYRON, *Essai sur le caractère de la lutte de l'Aquitaine et de l'Austrasie*, 8.

⁹ GREG. TURON, *Hist.*, l. III, c. 8, 9.

La chose est suffisamment prouvée par les révoltes du sénateur Arcadius¹, de Munderic (532)² et par celle de Sigewald contre Théodéric, roi d'Austrasie³. Je ne puis que signaler ici sommairement ces faits, de même que ceux qui concernent Attale⁴, et qui ne sont pas moins significatifs.

Ce qui se passait en Auvergne se répétait dans presque toute la Gaule méridionale. Là, dit M. Drapeyron, « s'accuse la tendance des rois Francs de dépouiller de leurs fonctions de ducs et de comtes les sénateurs indigènes pour leur substituer des gens de basse extraction, venus de n'importe où⁴. On sait l'histoire de Leudaste, qui, de la condition de serf s'éleva au gouvernement de la ville de Tours⁵. » Vers 545, Clotaire I^{er}, imposa les Églises de son État du tiers de leurs revenus. Les évêques durent se soumettre à la force⁶.

Cette hostilité des rois Francs contre l'aristocratie et l'épiscopat du midi de la Gaule, se manifeste d'une façon plus intense et plus saisissable dans la conspiration de Chramne. On me permettra donc d'insister sur ce fait, bien qu'il n'intéresse pas directement la Novempopulanie.

Chramne était fils de Clotaire I^{er}, primitivement roi de Soissons, et de sa concubine Khunsenna. Son père lui confia le gouvernement de l'Auvergne. Chramnese fixa donc dans la capitale de ce pays, et s'y entourait d'une sorte de cour formée d'officiers militaires et civils. Ce gouverneur, dit Grégoire de Tours, « fit en Auvergne force choses contre raison, ce qui causa sa fin prématurée, car il était fort maudit du peuple. Il n'avait personne dont il put recevoir un bon conseil. Toujours environné de fougueux vauriens, il n'aimait qu'eux, ne suivait que leurs avis ; au point de faire amener devant lui les filles des sénateurs, sous les yeux mêmes de leur père⁷. » Pas un Franc ne siégeait parmi ses conseillers. Il se gouvernait surtout par les conseils de deux Aquitains. Le premier était l'Auvergnat Asco-

¹ *Id. Ibid.* l. III, c. 14.

² *Id. Ibid.* III, l. c. 16 et 23.

³ GREG. TURON. *Hist.* l. III, c. 15.

⁴ V. là-dessus GREG. TURON, *Hist.* l. IV, c. 45 ; l. V, c. 48 et 49.

⁵ DRAPEYRON, *Essai sur le caractère de la lutte de l'Aquitaine et de l'Austrasie*, 10.

⁶ GREG. TURON. *Hist.* l. IV, c. 2.

⁷ GREG. TURON. *Hist.* l. IV, c. 16.

vende, dont Grégoire de Tours fait un personnage magnifique, excellent en toutes choses, et cherchant sans succès à détourner Chramne du mal ¹. L'autre était Leo, un Poitevin, que Grégoire de Tours présente comme l'ennemi de l'Eglise, et dont Chramne suivait très volontiers les conseils.

Le siège épiscopal de Clermont était alors occupé par le Gaulois Cautinus, élevé à la dignité d'évêque par Théodebald, roi d'Austrasie, sans le concours du clergé ni du peuple, qui avaient au contraire proclamé Caton. Ce dernier choix était évidemment le seul régulier, car Caton avait blanchi dans le jeûne et la prière, tour à tour lecteur pendant dix ans, sous-diacre pendant vingt-cinq, diacre pendant quinze, et prêtre pendant vingt. Caton refusa de reconnaître Cautinus, qui s'était fait donner l'investiture par Théodebald, après un semblant de consultation. Le titre d'évêque d'Autergne se trouva donc disputé entre deux chefs. « Les uns, dit Grégoire de Tours, suivaient l'évêque Cautinus, les autres le prêtre Caton ; et ce fut pour tous la cause de grands dommages ². » Théodebald tâcha de conjurer le péril, en offrant à Caton le siège de Tours ; mais celui-ci refusa. Cautinus était un ivrogne, dominé par l'amour du luxe, et capable de tous les crimes. Il condamna notamment le prêtre Anastase à être enterré vivant. « On disait, rapporte Grégoire de Tours, que Néron ou Hérode n'avaient jamais commis un pareil crime ³. »

Chramne s'était ouvertement déclaré contre Cautinus ⁴. Il nourrissait aussi une profonde inimitié contre le comte Firminus, qui continuait en Auvergne une illustre famille. Au temps du Bas-Empire, plusieurs des ancêtres de Firminus avaient été revêtus des dignités les plus hautes, et notamment de celles de préfet du prétoire et de patrice. Chramne le destitua, et donna sa place à Evodius, l'un de ses fidèles.

Cela se passait avant 555. Clotaire I^{er} rappela son fils. Mais au lieu de se rendre auprès du roi, Chramne partit pour Poi-

¹ Virum magnificum, et in omni bonitate perspicuum, civem Arvernum.
GREG. TURON. *Hist.* l. IV, c. 16.

² *Id. Ibid.*, l. IV, c. 16.

³ GREG. TURON. *Hist.* l. IV.

⁴ *Id. Ibid.* l. IV, c. 12.

tiers. Tous ses actes donnent à croire qu'il songeait à former un royaume indépendant, composé de l'Auvergne, du Poitou, du Limousin, et sans doute aussi des autres provinces d'Outre-Loire. Chramne rassembla donc une armée composée surtout d'Aquitains, quitta Poitiers, parcourut toutes les provinces voisines dont il comptait rester maître, et s'arrêta à Limoges comme au centre de son royaume¹.

Clotaire I^{er} guerroyait alors contre les Saxons. Il dépêcha ses deux fils Charibert et Bertrand contre leur frère Chramne, avec tous les leudes qu'ils purent rassembler, et notamment ceux de Bourgogne. Le rebelle marcha à leur rencontre jusqu'au massif de montagnes d'où s'échappent la Creuse, la Corrèze et la Vézère, alors nommé la Montagne Noire. Les deux armées n'avaient peut-être pas grand désir d'en venir aux mains. Tout-à-coup un bruit éclata, sans doute par les soins de Chramne, que Clotaire I^{er} venait de périr, dans un combat contre les Saxons. Vite, Charibert et Gontran levèrent le camp, et marchèrent directement vers la Bourgogne, serrés de près par le rebelle, qui franchit la Loire, s'empara de Châlons, tourna vers le nord, séjourna à Dijon, et poussa jusqu'à Paris. Là, il jura pour la seconde fois à son oncle Childebert, roi de Neustrie, de ne jamais se réconcilier avec son père. Puis tout deux partirent avec leurs leudes pour la Champagne. Reims tomba en leur pouvoir.

Ces hostilités, qui se prolongèrent en 556, continuèrent l'année suivante, tandis que Clotaire I^{er} continuait sans doute à combattre les Saxons. Mais tout-à-coup il reparut, recouvra ses provinces perdues, s'empara des États de Childebert I^{er}, qui venait de mourir sans postérité, et se trouva ainsi le seul chef de toute la Gaule franque.

Nous ignorons si les Aquitains qui avaient fomenté la révolte furent châtiés. Il est à croire que non. Quant à Chramne, son père, lui pardonna, ou fit semblant. Mais le fils de Clotaire I^{er} ne tarda pas à se soulever encore. Les détails et le lieu de cette seconde insurrection nous sont inconnus. Grégoire de Tours se borne à nous informer que Chramne, à bout de moyens, se réfugia, avec sa femme Chalde et ses deux filles, près de Cannao ou Cannober, chef de la Bretagne armoricaine. Clotaire I^{er} arriva bientôt avec ses troupes. Pendant tout un jour, on préluda par des escarmouches à une grande bataille. Le soir venu, Cannao voulait profiter des ténèbres pour assaillir l'ennemi. Mais il lui répu-

¹ GREG. TURON. *Hist.* l. IV, c. 16.

gnait d'être secondé par un homme révolté contre son père. « Je crois, dit-il à Chramne, qu'il serait injuste à toi de marcher en armes contre ton père. Laisse-moi donc tomber seul sur lui, cette nuit, et l'exterminer avec son armée¹. » Chramne refusa, et la bataille fut remise au lendemain².

Les Bretons armoricains furent complètement battus, et Cannao reçut une blessure mortelle. Chramne s'enfuit vers la mer, qui était peu distante, et où l'attendait un navire. Mais il voulait sauver sa femme Chalde et ses deux filles. Aussi tombèrent-ils tous quatre au pouvoir d'un groupe de Francs, qui envoyèrent demander à Clotaire I^{er} ce qu'il fallait faire des prisonniers. Le roi répondit de les attacher tous solidement dans une chaumière, et d'y mettre le feu. Les soldats firent comme leur chef avait commandé (560).

J'ai dit que la femme de Chramne se nommait Chalde. C'était la fille unique d'un grand seigneur aquitain, nommé Williachaire (*Viliacharius*, *Willacharius*, *Wilerarius*), dont certains érudits modernes ont fait un véritable duc d'Aquitaine. Aucun texte de moi connu³ n'atteste pourtant, en termes exprès, que Williachaire fût duc d'Aquitaine ou de toute autre région.

La révolte de Chramne n'intéresse pas directement, je l'ai déjà dit, la Novempopulanie. Mais les provinces de l'Aquitaine où s'accomplît cet événement nous présentent alors, au point, le tableau d'un état social qui devait être le même dans la région comprise entre l'Océan, les Pyrénées et le cours de la Garonne. Cet état est surtout caractérisé par la tendance déjà sensible des rois Francs à rabaisser l'épiscopat et l'aristocratie indigènes. Plus nous avancerons dans l'étude de la période mérovingienne, plus nous verrons la même propension s'accuser, et désormais en Novempopulanie comme ailleurs. Voilà pourquoi j'ai cru bon d'en montrer les commencements, dans des régions médiocrement distantes de mon domaine.

JEAN-FRANÇOIS BLADÉ.

(A suivre.)

¹ GREG. TURON. *Hist.* l. IV, c. 20.

² *Id. Ibid.* l. IV, c. 20

³ GREG. TURON. *Hist.* l. IV, c. 17; l. X, c. 18; *Id. Epit.* LIV; *Gesta Franc.* XXVII.

LA RÉVOLUTION A CANCON

(Suite)

II

Par décret de l'Assemblée Nationale, en date du 15 janvier 1790, la France fut divisée en 83 *départements* subdivisés eux-mêmes en *districts*. On créa neuf de ceux-ci dans le département de Lot-et-Garonne, le huitième fut le district de Monflanquin; il comprit les *cantons* de Born, *Cancon*, Fumel, Saint-Front, Monségur, Monflanquin, Montagnac-sur-Lède et Villeréal.

Le canton de Cancon se composa des *communes* de Cancon, Baugas, Boudy, Cailladelle et Castelnau; le canton de Casseneuil, des communes de Casseneuil, Caubel, Pailloles, le Lédât et Saint-Pastour; le canton de Monbahus, des communes de Monbahus 1^{re} section, Monbahus 2^{me} section, Monviel, Saint-Maurice et Moulinet.

Au chef-lieu des cantons on établit un *Juge de Paix*, assisté d'un *Greffier*, avec des pouvoirs moins étendus que les anciens juges royaux ou seigneuriaux, et dans chaque commune un *Corps municipal* composé d'un *Maire* et d'un certain nombre d'*Officiers municipaux* (assistés d'un *Secrétaire-Greffier*); chargé de l'administration ordinaire de la commune et aussi de juger les délits de simple police, avec le concours d'un *Procureur*, dont la fonction spéciale était de veiller à l'exécution des Lois. Dans les circonstances importantes, la Municipalité devait s'adjoindre quelques *Notables* habitants, en nombre double des officiers municipaux, et alors l'assemblée prenait le nom de *Conseil général de la Commune*. Les différents membres de l'administration communale étaient nommés par l'*Assemblée électorale*. Diverses modifications furent apportées, par la suite, à ce mode d'administration jusqu'à la Constitution de l'an III, qui le réforma.

Une *Garde nationale* avait été précédemment créée dans chaque juridiction; elle fut réorganisée par commune. Celle de Cancon fut placée sous le commandement de M. de Cours, ancien militaire, qui

s'adjoignit deux capitaines : un pour la paroisse de Cancon, **M. Joseph Laffont-Courborieu**, et l'autre pour les paroisses de Milhac et Périlhac, **M. Bousquet-Dellerm**.

Les documents abondent à la mairie de Cancon et dans les archives particulières sur la période révolutionnaire. Il m'est impossible de les faire tous connaître, mais je donnerai des principaux une analyse fidèle quoique sommaire, à la façon d'un chroniqueur qui écrirait au jour le jour. Cette manière de procéder pourra ôter à mon récit quelque chose de son intérêt philosophique, mais en lui donnant plus de précision, elle permettra à chaque lecteur d'apprécier les faits et me dispensera de ce soin dangereux.

Année 1790.

La première municipalité de Cancon fut composée de **MM. Antoine Courborieu aîné**, négociant, à Rigal, maire; **A. Lamouroux**, cultivateur; **Pierre Dastix**, cultivateur, à Terreblanque; **Jean Couderq cadet**, cultivateur, aux Gamots; **Jean Pierre Plaigniard**, cultivateur, à Jeanmetge et **Jean Villate**, ancien militaire, à Lascombes, officiers municipaux; **Pierre Delage**, **Guillaume Mouysset**, **Jean Benaud-Caussade**, **Jean Plaigniard**, **Raymond Benaud**, au Fangas, **Jean Queille**, à la Moutte, **Jean Joube**, **Pierre Cazard fils**, **Papou**, et **Dandy**, à Redon, notables; **Jean Mensat**, marchand en ville, procureur de la commune; et **J. Benaud cadet**, secrétaire-greffier.

Dans les derniers jours de juin, **Etienne de Cours**, commandant de la Garde nationale fut désigné pour aller à Paris assister au Pacte de la Fédération et y prêter le serment national. Cette cérémonie eut lieu le 14 juillet au Champ-de-Mars.

Le 11 octobre, la paroisse de Senezelle, sur sa demande et de l'avis du Directoire de Monflanquin, fut démembrée du district de Villeneuve et réunie au canton de Cancon (Pr. verb. du Directoire du dist. de Monflanquin). Tous les presbytères du canton, les *bardes* du Mayne et de Louberie qui, réunies à un enclos sis près de la Boulangère, étaient d'une contenance de 77 sextérées, un quartonat, (environ 80 hectares), et appartenaient aux chapelains de la chapelle seigneuriale, placée sous le patronage de N.-D. de Pitié en l'église de Cancon, avaient été saisis et mis en vente, en vertu du décret de l'Assemblée nationale du 2 novembre 1789, qui prononçait la confiscation des biens du clergé. **M. de Beaumont** essaya d'introduire

une opposition à la saisie des biens des chapelains en sa qualité d'ayant-droit de Jean de Verdun, seigneur de Cancon, fondateur et bienfaiteur de la chapelle, mais le Directoire du district ne put le reconnaître comme tel, le 10 novembre 1790, et le débouta de sa demande. En conséquence, aux enchères publiques, à Monflanquin, Louberie fut adjugée à M. Fauché, notaire à Saint-Pastour, qui la donna peu après à sa fille lors du mariage de celle-ci avec M. Roger à Saint Colomb, près Lauzun; le Mayne fut vendu à M. P. Delago pour une somme de 18,500 livres; les presbytères de Baugas, de Milhac, de Périlhac, de Saint-Paul-le-Vieux, de Saint-Paul-le-Jeune, de Saint-Sulpice de Caillac, etc. furent acquis par des propriétaires du pays à différentes époques. Le presbytère de Cancon ne trouva pas d'acquéreur. (Série Q, liasse 36. Arch. du département.)

Le 18 décembre, les rôles de la contribution patriotique des paroisses furent arrêtés. Ceux qui contribuèrent pour la plus forte somme furent MM. P. Delage, 200 livres et Jean Mensat, 150 livres, en ville; Jean Cadot d'Argeneuil, 100 livres; Marie Vidal et son fils, 400 liv., à Saint-Paul-le-Vieux; Joseph Courborieu, 400 liv., à Baugas; M. Jugie, 114 liv. à Saint-Paul-le-Jeune, etc. (Archives départementales.)

Le 26 décembre eut lieu l'élection du Juge de Paix, le premier qui ait été nommé dans le canton. Les électeurs furent convoqués dans le sanctuaire de l'église de Cancon et admis à voter après avoir prêté serment devant l'autel. M. le chevalier d'Argeneuil fut élu par 229 voix sur 400 votants. La municipalité de Castelnaud, qui avait posé et soutenu la candidature de M. Pierre Bruguière, protesta contre cette élection dont les opérations avaient été faussées, disait-elle, par la présence de gardes nationaux armés à l'entrée du sanctuaire et dont le résultat n'avait été proclamé que quelques jours après. Ces allégations ayant été reconnues exagérées par le Directoire du district, après enquête et audition de plusieurs témoins, entr'autres de M. Dayrie, 42 ans, curé de la paroisse, l'élection de M. de Cadot fut maintenue et validée. (Arch. départem¹.)

¹ Tous les documents extraits des Archives départementales m'ont été communiqués par M. Tholin, notre obligeant archiviste. Les autres, ceux dont la provenance n'est pas indiquée, se trouvent aux Archives de la Mairie de Cancon.

1791.

Le 22 janvier, Madame de Beaumont, née de Caylus, porta une plainte à Messieurs les Administrateurs du département de Lot-et-Garonne contre MM. de Cadot d'Argeneuil et Courborieu aîné, dont le premier avait été nommé Juge de Paix et l'autre Maire de Cancon, comme nous l'avons vu.

Elle commence par établir qu'il n'existe plus de lois ou qu'elles sont sans force, et elle met sous la sauvegarde du département les biens de M. de Beaumont. « Les brigandages et incendies qui désolent le Quercy se propagent, dit-elle, jusqu'aux limites de notre département ; il m'est permis de craindre, sans doute, pour nos biens plus que personne, puisque je vois à Cancon à la tête de la justice M. le chevalier d'Argeneuil... et pour Maire le sieur Courborieu, son beau-frère¹. Les troupes nationales de Villeneuve, Sainte-Livrade et Casseneuil, venues à notre secours, peuvent attester qu'ils étaient l'un et l'autre à la tête de l'attroupement du 3 février, et choisis pour aller exiger de M. de Beaumont, l'abandon par écrit de ses rentes, jusqu'après les lois de détail et la grâce de ceux qui étaient décrétés de prise de corps pour avoir excité le peuple à la révolte.

« Une procédure faite à Cancon, ajoute-t-elle, que la grande bonté de M. de Beaumont avait laissé impoursuivie, mais qui n'est que suspendue, prouve le crime. » Elle prétend que les criminels en avaient témoigné leur repentir et leurs regrets à M. de Beaumont, mais que ces repentirs et ces regrets n'étaient que feints.

Enfin, elle déplore l'aveuglement des habitants de Cancon qui se sont donnés pour Juge et pour Maire deux citoyens qui ne devraient pas avoir leur confiance et ne veut pas reconnaître, surtout « à l'homme convaincu d'hostilité manifeste contre M. de Beaumont, » le droit de prononcer un jugement dans les affaires de celui-ci.

Le 20 mars, cette plainte fut renvoyée à la municipalité de Casse-

¹ Le premier de ces messieurs avait épousé l'aînée des filles de M. Joubes, le second la cadette. La troisième était mariée à M. Mensat, le Procureur de la Commune.

neuil avec ordre de donner des renseignements et un avis dans le plus bref délai.

Voici la réponse de cette municipalité, c'est un modèle du genre :

« Les renseignements que la Municipalité de Casseneuil peut donner sur les faits énumérés dans la pétition dont il s'agit se réduisent à bien peu de chose, et sa réponse à cet égard est bien laconique et bien simple.

« Il est vrai que le sieur Courborieu aîné, est Maire de la municipalité de Cancon et que le sieur d'Argeneuil est Juge-de-Paix du même lieu, mais la municipalité de Casseneuil ignore, et doit ignorer, si ces deux citoyens marchaient à la tête des gens attroupés qui s'avancèrent vers Casseneuil le 3 février 1790, lors de l'insurrection dont la dame de Beaumont se plaint dans ce moment.

« La Municipalité de Casseneuil respecte les propriétés, elle se fera toujours un devoir sacré de les respecter et de les faire respecter par ceux qu'elle représente; or, elle compte parmi les propriétés les plus chères à l'homme, la réputation. l'honneur... Ainsi jusqu'à ce qu'on aura convaincu d'une manière légale le sieur d'Argeneuil et le sieur Courborieu d'avoir commis le crime dont on les accuse, elle les croira toujours innocents, surtout lorsqu'elle les verra jouir comme ils jouissent de la confiance de leurs concitoyens. Cette confiance doit être respectée lors même qu'on ne l'approuve pas.

« Au reste, la dame de Beaumont a tort de craindre, dans le moment présent, la dévastation de ses propriétés, car la paix, depuis longtemps, est parfaitement rétablie dans le canton de Cancon, rien n'annonce de la part de ses habitants le moindre dessein de mal faire; la seule chose qui pourrait y rapporter le trouble et le désordre serait peut-être de priver le peuple des officiers publics qu'il a voulu revêtir de son autorité.

« Quant à la récusation que la dame de Beaumont propose contre le Juge de Paix de Cancon pour toutes les affaires qui la concernent, nous pensons que les corps administratifs ne doivent pas s'en mêler, que c'est aux tribunaux à juger si cette récusation est bonne ou mauvaise, si elle mérite ou non d'être accueillie, et que cet objet n'aurait pas dû trouver place dans une pétition au Département.

« L'avis de la Municipalité de Casseneuil est donc qu'il n'y a pas lieu à s'occuper de la pétition faite par la dame de Beaumont; avec d'autant plus de raison qu'elle a été faite sans le consentement de Monsieur son mari qui est à Toulouse depuis longtemps. »

« Fait, rédigé et signé par nous Membres du Bureau Municipal, séance tenante, en l'hôtel commun, le 8 avril 1791. »

COLONGES, *Maire*

DUPERIÉ, *officier municipal*¹.

¹ La pétition de Mme de Beaumont et la réponse de la Municipalité de Casseneuil m'ont été communiquées par M. Seune, propriétaire à Rigal.

Le décret du 2 novembre 1789 avait réduit les membres du clergé à la condition de fonctionnaires publics, en pourvoyant aux frais du culte et en affectant un traitement à ses ministres après leur avoir fait prêter serment à une constitution particulière dite du clergé, composée de 64 articles et sanctionnée par le Roi ; mais, beaucoup refusèrent ce serment, particulièrement dans la journée du 4 janvier 1791, qui leur avait été assigné comme dernier délai.

Le 13 février, après bien des hésitations, M. Dayrie, curé de Cancon, le prêta, par acte public, dans les termes inclus au procès-verbal ci-dessous :

« AUJOURD'HUI, treizième février, mil sept cent quatre-vingt-onze, nous Officier municipal et Notables soussignés, nous nous sommes transportés, accompagnés du secrétaire-greffier de la municipalité dans l'église Saint-Martial de Cancon, vers les onze heures du matin et à l'issue de la messe paroissiale dudit Cancon. Après la lecture qui nous a été faite à haute et intelligible voix par ledit secrétaire-greffier et en présence des fidèles, de la délibération du conseil général de la commune, datée de ce jour, ensemble les articles 1, 2 et 3 de la loi relative au serment à prêter par les ci-devant évêques, archevêques et autres ecclésiastiques, fonctionnaires publics, du 26 décembre 1790, et de la délibération du Directoire du Département... du 11 janvier dernier, »

« En nous conformant aux susdits articles de la loi et de ladite délibération du Directoire du Département, nous avons prié et requis Monsieur Dayrie, curé de la paroisse dudit Cancon de faire en notre présence et de celle des fidèles le serment de veiller avec soin sur les fidèles de la paroisse qui lui est confiée, d'être fidèle à la Nation, à la loi, et au roi, et de maintenir de tout son pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi. »

« Lequel dit sieur Dayrie nous a répondu qu'il en appelait à Dieu et au jugement de la sainte Eglise catholique, apostolique, et romaine dans laquelle il veut vivre et mourir, et levant la main vers le ciel, il a juré solennellement de veiller avec soin sur les fidèles de la paroisse qui lui est confiée, d'être fidèle à la Nation, à la Loi et au Roi, et de maintenir de tout son pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi.

« Et de suite, les fidèles présents ont témoigné leur satisfaction par de grands applaudissements : De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal pour y être statué ainsi que de raison. »

« Fait dans l'église dudit Cancon, lesdits jour, heure, mois et an que dessus. »

Signés : DAYRIE, curé. COUDERO, officier municipal. CAUSSADE-BENAUD, notable. CAZARD, notable ¹.

¹ Actes de la famille Deller m.

Le même jour, MM. Antoine Lasseverie, curé de Saint-Paul-le-Vieux, Pierre-Auzeral, curé de Milhac, Antoine Fournié-Gorre, curé de Sénézele et François de Ferrand ¹, curé de Baugas, prêtent le même serment chacun dans son église respective; les autres refusèrent.

Le 14 septembre, le roi qui, le 20 juin, avait tenté sans succès de sortir de son royaume, accepta la Constitution nationale. L'Assemblée constituante se sépara le 30 du même mois, et fut remplacée le 1^{er} octobre par une Assemblée dite Législative c'est-à-dire à qui incombait la mission spéciale de faire des lois pour assurer le maintien de la Constitution. MM. Mouysset, juge au Tribunal de Villeneuve, et P. Paganel, procureur-syndic du district de la même ville, furent élus pour en faire partie.

1792

Le 9 février un arrêt de mort et de confiscation de biens fut décrété contre les émigrés qui devenus nombreux, s'étaient organisés à la frontière en corps d'armée prêt à marcher contre la France. En exécution, le 5 avril suivant, la municipalité de Cancon, croyant que M. de Beaumont et son fils avaient émigré, mais n'en étant pas certaine, les somma de se présenter devant elle, et provisoirement plaça tous leurs biens sous le sequestre. Quelques jours après M. Joseph Courborien se déclara fermier desdits biens, à l'exception des terres, vignes et bois du Deffès, et en réclama les fruits. Les sequestres repoussèrent sa demande et firent donner à bail judiciaire les propriétés en litige situées près le faubourg de Cancon : elles se composaient d'une grange précédée d'un hangard, de prés de réserve, d'un vignoble, de bois, auxquels il faut ajouter les deux moulins à vent du château.

Le 20 avril, la guerre contre l'Autriche fut déclarée au nom de la Nation française et aux acclamations du peuple. Les enrôlements volontaires commencèrent à Cancon dès les mois suivants.

Le 22 juillet, le conseil général de la commune de Cancon, assemblé, « considérant, que, les efforts multipliés des ennemis de l'ordre, et la propagation de tous les genres de troubles dans diverses par-

¹ Par la suite, F. de Ferrand quitta la soutane, se maria et laissa le pays.

tés de l'empire, au moment où la Nation, pour le maintien de sa liberté, est engagée dans une guerre étrangère, peuvent mettre en péril la chose publique et faire penser que le succès de notre régénération est incertain, » désirant se conformer à un acte du corps législatif, non sujet à la sanction du roi, qui déclare la PATRIE EN DANGER et, après avoir fait publier sur les deux places publiques de la ville (la halle et la place du faubourg), la loi des 4 et 5 juillet qui fixe les mesures à prendre en ces circonstances. veut que la Garde nationale et tous les fonctionnaires publics soient en permanence et veillent sans cesse jusqu'à nouvel ordre; que tout individu qui ne porterait pas la cocarde nationale ou qui serait revêtu d'un signe de rébellion soit arrêté et amené à l'officier de police, etc. etc.

Etaient membres du Conseil général : MM. A. Courborieu, aîné, maire; J. Couderq, Villate, J. P. Plaigniard, P. Delage et Jean Joubé (celui-ci nommé en remplacement de A. Lamouroux démissionnaire) officiers municipaux; J. Mensat, procureur de la commune; J. Causade-Benaud, Loyzeau, Pauquet, Demestre, R. Cadot, Lafaurie, Brugalière, chirurgien, Cazard, fils. etc. notables; J. Benaud, cadet, secrétaire-greffier.

Nos braves paysans comprirent peu la portée de toutes ces précautions; ils crurent simplement que l'ennemi allait d'un moment à l'autre, faire son apparition, mais qu'on leur cachait le danger. Ils vivaient dans des transes continuelles : la moindre rumeur lointaine le moindre incendie provoquant les appels du tocsin les mettaient en émoi. Il se produisait parfois de vraies paniques. Tout d'un coup hommes, femmes, enfants se préparaient pour la fuite ou s'armaient du mieux qu'ils pouvaient, marchaient contre un ennemi imaginaire. 1792 a été « l'année de la Peur. »

Les engagés volontaires qui « volèrent au secours de la Patrie en danger » avant et après le 22 juillet 1792, furent assez nombreux à Cancon. Voici les noms de quelques-uns: J. Besse de Lagrange, Lafaurie, Jean Cheyrou, Pierre Philippot, (de Nauville), Jean Bonnefon, Antoine Armilhac (15 ans, mort à l'hôpital de la Rochelle), François Doumengie, Guillaume Pommarède (de Boudy), Jean Roujol, Jean Granay, Guillaume Claverie, Joseph Brassier, Antoine Chapon, Pierre Rivière, André Delret, P. Lacavalerie, Jean Arpheille, Pierre Rouquié, Jean Lagnel, Joseph Laurié, Jean Plaigniard (celui-ci se fit remplacer l'année d'après), Pierre Lapeyre, Pierre Sabathier, Jean

Chauvet, fils du sieur Chauvet dont nous avons parlé, Jean Villate, officier municipal, élu sous-lieutenant par la 8^{me} compagnie du 5^{me} bataillon de Lot-et-Garonne, tandis que M. Albre en était nommé capitaine également à l'élection, etc. ¹

Le 14 août, sur le vu d'un certificat délivré par la municipalité de Paris en date du 24 juillet 1792 au sieur Antoine François Beaumont, chef de division des armées navales, certificat constatant que celui-ci résidait et avait résidé à Paris depuis plus de neuf mois sans interruption, le Directoire du département de Lot-et-Garonne ordonna la levée du sequestre mis sur les biens de ce citoyen le 5 avril dernier.

Le 25 août, en exécution de la loi du 13 avril 1791, il est enjoint aux officiers municipaux « de faire effacer les *litres* et *armoiries*, représentant les privilèges barbares de la féodalité, qui existent dans l'enceinte de l'église même aux piliers de la halle et aussi celles qui pourraient se trouver aux églises paroissiales de la municipalité. »

6 septembre. — M. Dayrie, curé de Cancon, avait prêté serment à la Constitution civile du clergé, une première fois, comme nous l'avons vu plus haut. Dès qu'il connut la loi du 14 août et le décret par lequel le district, en date du 20 du même mois, prescrivait une nouvelle prestation de serment aux curés des paroisses, il quitta la cure et la paroisse, pour n'y reparaitre que huit ou dix ans après.

Le même jour, en conséquence, le Procureur de la commune, requit les officiers municipaux d'avoir à trouver incessamment un autre prêtre qui voulut bien faire le service de la paroisse de Cancon et de Périlhac son annexe.

La récolte en blé avait été mauvaise. Le pain se faisait rare. Les boulangers n'en délivraient que difficilement.

AN 1^{er} DE LA RÉPUBLIQUE (1792-1793).

Le 21 septembre, l'Assemblée législative se retira et fit place à la Convention qui le même jour, sur la proposition de Collot d'Herbois décréta l'abolition de la Monarchie, data ses actes de l'An premier de la République et décida qu'un arbre de la Liberté serait planté devant la maison commune ou sur la principale place de chaque ville

¹ Emprisonnement de la famille royale, au Temple, le 10 août. — La Commune ou Comité Révolutionnaire s'empare du pouvoir et décrète la Loi des Suspects.

ou village¹ Le lendemain elle décréta encore l'interdiction des qualités de Monsieur, Madame ou Mademoiselle, que devaient remplacer à l'avenir celles de « citoyen et citoyenne. »

Les citoyens Boussion, Vidalot, Laurent, Paganel, Claverie, Laroche, Cabarroc, Guyet-Laprade, Fournel et Noguer avaient été élus dans le Lot-et-Garonne pour en faire partie.

Le 27 septembre, François Cadot, Juge de Paix et Guillaume Pauquet, son greffier, prêtèrent le serment exigé par la loi du 14 août 1792, de tous les fonctionnaires salariés, « d'être fidèles à la Nation et de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir en les défendant. »

Le 1^{er} octobre Antoine Lasseverie, prêtre, curé de Saint-Paul-le-Vieux, prêta le même serment.

Le 2 octobre, ce fut le tour d'Antoine Fournié-Gorre, curé de Sénézelle, et le sept du même mois celui de Pierre Auzeral, curé de Milhac, mais celui-ci rétracta son serment le lendemain et disparut un moment de la contrée.

7 octobre. — Le citoyen Guillaume Bruzac, prêtre assermenté, fut élu curé de Cancon par les électeurs du district assemblés à cet effet à Monflanquin le 30 septembre 1792. Institué canoniquement le 2 octobre suivant par le citoyen André Constant, évêque d'Agen, il fut reconnu par la municipalité de Cancon le 7 octobre, admis à prêter le serment dans l'église paroissiale, en présence de tous les fidèles assemblés, et installé à la maison curiale le même jour.

Nous devons ajouter que la plupart de ses paroissiens, (de ses paroissiennes surtout), ne voulurent jamais le reconnaître et eurent recours, toutes les fois qu'ils le purent, à des prêtres réfractaires.

Le 14 octobre, conformément à la loi du 16 septembre précédent, il fut fait un recensement des grains et farines qui se trouvaient sur le territoire de la commune, non sans plaintes, réclamations et tiraillements de toute espèce.

¹ Cet arbre fut planté à Cancon sur la place du *Faubourg* dite depuis de la *Liberté*. Cette place a été en partie recouverte par suite des exhaussements de la Route Nationale. Elle était devant la maison Félicien en montant vers la ville ; il y avait un puits qui existe encore sur la route.

Le 15 octobre, le sieur Pourpory, notaire à Casseneuil, produisit le certificat de résidence à Paris du citoyen A. F. Beaumont ; il était daté du 7 septembre 1792. La municipalité après en avoir donné acte, demanda qu'il lui fût produit en même temps, à l'avenir, un certificat de résidence en France du citoyen Beaumont fils. En attendant elle remit les biens du père sous le sequestre.

Le 20 octobre, par arrêté du Directoire du Département, signé Saint Amans, vice-président, J.-B Auricoste, Crébessac, Cassaigneau, Bressoles et Contausse, procureur général syndic, le sieur Courborieu aîné, fut suspendu de ses fonctions de maire pour avoir outrepassé ses droits en faisant incarcérer arbitrairement le sieur Salesse, capitaine de la Garde nationale de Cailladelle, et s'être porté à des voies de fait contre ce citoyen, en présence de ses subordonnés.

Le 28 novembre, le conseil général de Cancon demandait cinquante piques, pour armer les citoyens sans armes.

Le 17 décembre, eut lieu l'élection par l'Assemblée primaire du corps municipal et du corps des notables de la commune de Cancon. Furent élus après avoir prêté serment à la Constitution, les citoyens : Jean Couderq, cadet (aux Gamots), Maire ; Pierre Delage, Jean Causade-Benaud, Raymond Chauvet, Antoine Arpheuille et Guillaume Mouysset, officiers municipaux ; A. Lamouroux, Pierre Couderq, aîné (aux Ramounets), Guillaume Pauquet, Pierre Sibarro (aux Calpres), Brugalière, chirurgien, J. Mouysset, Savary, marchand-apothicaire, Dastix, Meynot, Queille, aîné, Raymond Cadot, etc. notables ; Guillaume Salbaing, procureur de la commune ; Jean Benaud, cadet, secrétaire.

Le 9 janvier 1793, le Procureur de la commune rappelle aux membres du conseil général les dispositions de la loi du 21 août 1792 : Le calme et la tranquillité doivent régner dans leurs assemblées qui seront publiques ; le maire et les officiers municipaux garderont leur écharpe pendant la tenue de ladite assemblée ; ils auront un air doux et majestueux pour imposer au peuple : le maire, placé au milieu, aura à sa droite les officiers municipaux, et à sa gauche les notables ; en face d'eux se trouvera le bureau, occupé à une extrémité par le procureur et à l'autre par le secrétaire-greffier ; le valet de ville devra se tenir à la porte de la salle.

Le 21 janvier, Louis XVI mourut sur l'échafaud. Le 23, la Convention déclara dans une adresse au peuple français que tous ses mem-

bres acceptaient la responsabilité du jugement qui avait condamné le Roi et fit appel à la concorde.

Quelques jours après l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne, l'Autriche et la Prusse continuèrent ou commencèrent une lutte contre la France, lutte qui ne devait cesser, sauf à de rares intervalles, qu'à la chute de l'Empire, en 1815.

Depuis quelque temps il s'était formé à Cancon une petite société populaire, dite d'abord des « Amis de la République » et puis des « Sans-culottes » affiliée aux similaires de Monflanquin, Villeneuve et Agen. Elle se composait en grande partie de citoyens s'étant faits républicains par tactique ou en haine de l'ancien régime, de républicains convaincus, et de quelques mécontents, lesquels étaient, par parenthèse, non moins remuants que les autres. Elle avait un club où se lisaient et se commentaient les nouvelles politiques et qui s'était donné la mission ingrate de surveiller les réactionnaires et les suspects et de stimuler le zèle de l'administration locale. Elle avait alors pour président le citoyen Bruzac, curé de Cancon, et pour commissaire-secrétaire l'ex-instituteur ou régent Lagasse.

Le 27 janvier, cette société expulsa de son sein le citoyen Pierre Delage, officier municipal, et le dénonça comme « traître aux frères et amis » : « au lieu de s'occuper avec zèle du bien public, ce citoyen profane par des précautions envers les bons et ardents citoyens l'autorité sacrée dont il est revêtu ; sa conduite devient très pernicieuse à notre canton où le fanatisme se propage d'une manière effrayante. » par suite de la facilité avec laquelle il délivre des passeports à Pierre Auzeral, prêtre réfractaire, et à Louis Lescou « chargé, dit-on, de correspondances aristocrates », etc.

Le 2 février, un autre officier municipal, J. Benaud-Caussade fut « rayé d'une voix unanime (*sic*) » de la liste des membres de la même société et accusé « d'avoir manifesté les sentiments infernaux de son aristocratie par des paroles sacrilèges contre les représentants de la nation et par des expressions barbares contre les attendrissantes invitations des sociétés populaires à secourir les précieux serviteurs de la liberté... »

Ces accusations furent transmises au ministère de l'intérieur qui demanda un rapport de la municipalité de Cancon ¹.

¹ Actes de la famille Couderc,

Le 28 février, le Procureur de la commune reconnaît que l'année courante est une année de disette ; il engage la municipalité à prendre des mesures pour que les indigents soient secourus et que la fabrication, la taxe et la vente du pain dans les boulangeries soient surveillées.

Une levée de 300.000 hommes avait été ordonnée en février par la Convention.

Le 4 mars, le conseil général, par ordre du District, nomma un commissaire, le citoyen F. Cadot, pour accélérer la levée du bataillon des volontaires nationaux.

Le 10 mars, la Convention décréta l'organisation du Tribunal révolutionnaire. Ce Tribunal devait juger sans appel les conspirateurs et les contre-révolutionnaires. Il étendit la juridiction sur la France entière et eut les terribles conséquences que l'on sait. Avec lui commença le règne de la TERREUR. Au même moment commençait aussi le soulèvement des Vendéens que firent éclater les levées de troupes. Le 12^{me} d'infanterie de ligne, dont faisaient partie beaucoup de jeunes gens de Cancon, fut un des régiments envoyés contre eux.

Le 28 mars, arriva le certificat de résidence du citoyen Beaumont Antoine-François, sans profession, en date du 28 janvier 1793, valable pendant trois mois. Il y est dit que ce citoyen habitait à Paris, rue Guillaume, n° 43, depuis le 20 octobre 1791 sans interruption ; qu'il avait alors 60 ans, une taille de cinq pieds cinq pouces, une figure ronde, les sourcils et les cheveux châtains, la bouche et le nez moyens, les yeux bleus et le menton saillant.

Le 2 avril, par ordre du Procureur général le Conseil général de la commune désigna six de ses membres : les citoyens Pierre Delage, Guillaume Mouysset, Raymond Chauvet, Antoine Arpheuille, Raymond Cadot et Jean Brugalière pour former un Comité de sûreté générale chargé de maintenir la tranquillité publique, de surveiller les malveillants, de déjouer leurs complots, d'empêcher qu'ils n'égarent les bons citoyens, qu'ils ne les fassent participer à leurs projets liberticides, et qu'ils ne les exposent au glaive de la loi, qui ne doit frapper que les têtes vraiment coupables. »

Le citoyen Joseph Laffont-Courborieu, commandait en chef le bataillon de la Garde nationale, le citoyen Savary, commandait en se-

cond, le citoyen Lassort, à Capillac, était capitaine de la première compagnie.

Le 7 avril, les membres du conseil cessèrent de tenir leurs séances chez le citoyen Benaud, secrétaire, qui avait toujours mis jusqu'ici son logement à leur disposition. Ils louèrent à cet effet la maison de Pierre Auzeral, prêtre déporté; cet immeuble était sis rue Mangane, près de celle du citoyen Benaud-Caussade. Un jardin en dépendait.

Le 5 mai, Vincent Gary, forgeron à Monflanquin, s'offrit de fabriquer les 80 piques que demandait la commune de Cancon pour armer les hommes qui en étaient dépourvus, « manchées, faites et parfaites » au prix de six livres dix-huit sols l'une. Ce marché fut accepté le 15 du courant.

Le même jour, sur le vu d'une réquisition du général de l'armée des Pyrénées, Joseph Servan, et des arrêtés du Département et du District, le corps municipal délégua deux de ses membres qui firent descendre les trois cloches superflues qu'il y avait à Cancon et Sénézeille et les firent transporter au dépôt de Villeneuve pour servir à la fabrication de canons¹. Le conseil décida en outre que « le gros canon de fer » qui se trouvait au château et appartenait au citoyen Beaumont ne serait envoyé à Villeneuve qu'après avoir été visité et accepté par un commissaire nommé par le District; enfin, qu'il serait formé une compagnie de volontaires à cheval et que les Gardes nationaux déjà organisés se porteraient avec elle, en cas d'alarme, dans la ville de Monflanquin, pour de là être transportés où il serait utile.

Le 20 mai, un dimanche, à la sortie de la messe, le citoyen Raymond Granay, charron à Rabine, s'étant installé « sur un avancement de la » halle tenta d'ameuter le peuple contre la municipalité, l'accusant de faire elle-même les lois et de taxer arbitrairement les impôts. Quoique peu écouté, il fut sur le champ arrêté par la Garde nationale qui le relaxa un moment après, sur l'avis du citoyen Salbaing, procureur de la commune.

¹ Quelques mois après la cloche de l'église de Baugas fut aussi descendue et mise en route pour Villeneuve, mais à Casseneuil, dans un endroit difficile, on la lâcha dans la Lède. Elle fut repêchée en 1803, et remise à son ancienne place où elle se voit encore aujourd'hui.

Le 31 mai vit la chute des Girondins amenée par la pression de la Commune de Paris ; l'arrestation de trente-un d'entr'eux fut décrétée le 2 juin suivant.

Le 10 juin, le citoyen Pourpory, produisit un nouveau certificat de résidence du citoyen Beaumont, daté de Paris, 9 avril 1793.

Le 23 juin, la Convention vota la Constitution dite de 93, qui ne fonctionna jamais, suspendue qu'elle fut aussitôt par la Dictature.

Le 25 juin, un mardi, à 9 heures du soir, quelques « gens du bas peuple » arrêtaient une cloche que la municipalité de Montaut envoyait au dépôt de Villeneuve. Elle fut transportée à Cancon et montée au clocher le dimanche suivant à l'issue de la messe, malgré les efforts de la municipalité pour l'empêcher. Le procureur de la commune de Montaut et un autre délégué vinrent la réclamer. Après avis du district, il fut fait droit à leur demande, mais non sans peine.

Le 13 juillet, Marat fut assassiné par Charlotte Corday. Cette mort redoubla la fureur de ses partisans et augmenta le désordre à Paris.

Le 14 juillet, par arrêté du conseil du département, des ateliers de réparation furent établis sur la Grand'Route¹. Le citoyen Pierre Savary en fut nommé le commissaire-surveillant sous la haute direction du citoyen Laudoux, commissaire du District.

Les journées d'hommes étaient payées 50 sols et les journées de de charrue cinq livres.

Le 30 juillet, il fut produit un nouveau certificat de résidence à Paris du citoyen A. F. Beaumont, daté du 10 juin 1793.

4 août. — Depuis le commencement de la guerre il passait à Cancon sur la route nationale quantité de troupes : volontaires, cavaliers, artilleurs, fantassins et gendarmes. Les convois militaires devenaient de plus en plus fréquents. Les bestiaux de trait du pays, sans cesse réquisitionnés pour en effectuer le transport, pouvaient d'autant moins suffire à la peine qu'on les obligeait à convoyer d'un côté jusqu'à Castilhonnès (13 kilomètres) et de l'autre jusqu'à

¹ Route nationale de Paris à Barège, n° 21.

Villeneuve. « De Cancon à Villeneuve, il y avait trois lieues, des côtes fort vives, une partie du chemin, pavée de cailloux aigus qui gâtaient totalement les pieds des bestiaux, aussi les trois quarts du temps restaient-ils quinze jours sur la litière à leur retour. » En conséquence, le procureur de la commune de Cancon demanda que la commune de Castelnaud, placée à mi-chemin de Cancon à Villeneuve et qui possédait soixante-dix paires de bestiaux auxquelles on pourrait joindre soixante-dix autres que l'on prendrait sur quelques sections des communes environnantes, concourût pour sa part aux transports militaires.

Le 9 août, la municipalité délégua le citoyen François Cadot à l'assemblée générale du District de Monflanquin pour y prêter le serment de fidélité à la République, une et indivisible, au nom de la commune de Cancon.

En septembre le *maximum*, taxe établie pour empêcher que le pain ne fût cher avait fini par entraver le commerce des grains ; d'un autre côté les grands achats pour les armées les faisaient de plus rares ; la famine était à craindre. Le premier du mois, la municipalité nomma des commissaires pour veiller à la vente et à la répartition du pain, tant par famille de consommateur, selon le nombre de ses membres.

15 septembre. — Le 23 août, la Convention avait décrété la réquisition de tous les Français, vieux et jeunes, femmes et enfants pour concourir à la délivrance du territoire, chacun selon ses moyens, et aussi de tout ce qui pouvait servir à soutenir la guerre. C'était la levée en masse avec toutes ses conséquences. Le département avait arrêté dans le même but, le 29 août, la levée d'un certain nombre de cavaliers. Le 15 septembre, Cancon dut en fournir deux : Pierre Barrière et Combes. Castelnaud en fournit un.

Le même jour, la journée des ouvriers travaillant à la réparation de la route fut fixée à 30 sols, celle des enfants à 15 sols.

Enfin Cancon fut avisé d'avoir à compléter un bataillon d'infanterie qui devait partir du district de Monflanquin pour la frontière.

Le citoyen Beaumont, ci devant chef de division des armées navales, domicilié à Paris, ayant prouvé par divers certificats de résidence qu'il avait constamment habité en France depuis le commencement de la Révolution, fut rayé, sur sa demande, de la liste géné-

rale des émigrés du Lot-et-Garonne et remis en possession de tous ses biens, à l'exception de ceux dont la Nation pouvait avoir disposé, par arrêté du Département en date du 17 septembre 1793.

AN II (1793-1794).

Le 29 septembre, l'accusation portée le 12 février dernier par les citoyens Bruzac et Lagasse amena la destitution des citoyens Delage Caussade-Benaud, officiers municipaux, et du citoyen Salbaing, procureur de la commune et leur remplacement de suite par les citoyens Jean Boutou, (de Rabine,) Etienne Déseune et Jean Destang (de Daudou,) imposés d'office.

Le 4 octobre, J. Destang, le nouveau procureur demanda l'application immédiate : 1° de la loi du 11 septembre 1793 qui fixe un maximum du prix des grains, farines et fourrages et édicte des peines contre l'exportation de ces denrées ; 2° de la loi du 23 août et aussi de celle du 20 septembre qui ordonne la réquisition des jeunes gens de 25 à 35 ans accomplis.

Le 5 octobre, le calendrier républicain fut substitué au calendrier grégorien, à Paris.

Le 6 octobre, les citoyens Galaup, à Roquegauthier, et Bruguière, à Belot, durent remettre leur brevet et leur croix de Saint-Louis aux mains du sergent Bertrand délégué par la municipalité à cet effet avec six hommes de garde. Le citoyen Galaup dut aussi remettre son épée et le fourreau. Le tout fut envoyé peu après, sur ordre, à Agen.

Le 10 octobre, le procureur de la commune requit l'exécution dans un court délai du décret de la Convention en date du 9 septembre qui fixe le maximum ou taxe du prix des denrées et marchandises de première nécessité. Il demanda en outre que le maximum des salaires des domestiques de tous sexes, gages, main-d'œuvre et journées de travail fut immédiatement établi.

(à suivre)

LUCIEN MASSIP.

TABLE DES MATIÈRES

Contenues dans les douze livraisons de l'année 1887.

1^{er} et 2^e LIVRAISONS. — Janvier-Février.

	Pages.
Germain Demay, par M. Siméon Luce	5
Les Couvents de la Ville d'Agen avant 1789. — VI. Les Augustins, (<i>suite</i>), par M. Philippe Lauzun.	20
Comment Agen mangeait au temps des derniers Valois(<i>suite</i>), par M. Habasque	46
Études biographiques sur les hommes célèbres de l'Agenais; Jean Claude, par M. Jean Lacoste	82
Bibliographie Régionale : Essais de critique de Charles Fuster, par M. X	93

3° et 4° LIVRAISONS. — Mars-Avril.

	Pages.
La Ville d'Agen pendant la guerres de religion du XVI ^e siècle, par M. G. Tholin.	97
Notice snr l'organisation et le personnel des travaux pnblics dans l'Agenais, depuis Colbert jusqu'à nos jours, par M. E. Fournié.	114
Les Couvents de la Ville d'Agen avant 1789. — VII. Les Jésuites. — Les Oratoriens (<i>suite</i>). par M. Philippe Lauzun	134
Comment Agen mangeait au temps des derniers Valois (<i>suite et fin</i>), par M. F. Habasque	165
Bibliographie Régionale : Ville libre et Barons, de M. G. Tholin, par MM. G. Monod et Ch. Bémont.	183

5° et 6° LIVRAISONS. — Mai-Juin.

État de la Noblesse et des vivant noblement de la Sénéchaussée d'Agenois en 1717. Deuxième partie. Personnes vivant noblement, (<i>suite</i>), par M. J. de Bourrousse de Laffore.	185
La Ville d'Agen pendant les guerres de religion du XVI ^e siècle, (<i>suite</i>), par M. G. Tholin.	201
Notice sur l'organisation et le personnel des travaux publics dans l'Agenais, depuis Colbert jusqu'à nos jours, (<i>suite et fin</i>), par M. E. Fournié.	218

Histoire du Droit en Gascogne durant le Haut Moyen-Age, par M. J.-F. Bladé.	236
Un Sénéchal d'Agenais peu connu. — Rigault Doreille, par M. Ph. Tamizey de Larroque.	270
Chronique Régionale, par MM. J.-F. Bladé et Ad. M.	277

7^e et 8^e LIVRAISONS. — **Juillet-Août.**

Souvenirs et Impressions d'une promenade dans le Comtat, par M. Ad. Magen.	282
Les Couvents de la Ville d'Agen avant 1789 (<i>suite</i>), par M. Philippe Lauzun	294
Sans Cœur, Nouvelle, par M. Ch. Ratier	329
Notice sur les seigneurs de Rauquegauthier, par M. L. Mas- sip.	346
Poésie. — L'Olivier, par M. Ch. Ratier.	362
Un document officiel du Sénéchal d'Agenais en 1514, par J. de Bourrousse de Laffore	368
Bibliographie Régionale : Notice sur le château, les anciens seigneurs et la paroisse de Mauvezin, près Marmande, de M. l'abbé R.-L. Alis, par M. Ad. Magen.	374

9^e et 10^e LIVRAISONS. — **Septembre-Octobre.**

	Pages.
Etat de la Noblesse et des vivant noblement de la Sénéchaussée d'Agenois en 1717. Deuxième partie. Personnes vivant noblement, (<i>suite</i>), par M. J. de Bourrousse de Laffore.	377
Les Couvents de la Ville d'Agen avant 1789 (<i>suite</i>), par M. Philippe Lauzun.	393
La Ville d'Agen pendant les guerres de Religion du XVI ^e siècle, (<i>suite</i>), par M. G. Tholin.	430
La Révolution à Gancon, par L. Massip.	451
Un État de maison noble en Agenais au XVI ^e siècle par M. Ad. Magen	470

11^e et 12^e LIVRAISONS. — **Novembre-Décembre.**

Etat de la Noblesse et des vivant noblement de la Sénéchaussée d'Agenois en 1717 (deuxième partie). Personnes vivant noblement, (<i>suite</i>), par M. J. de Bourrousse de Laffore.	473
La Ville d'Agen pendant les guerres de Religion du XVI ^e siècle, (<i>suite</i>), par M. G. Tholin	489
La Gascogne sous les Mérovingiens, par M. J.-F. Bladé. . .	516
La Révolution à Cancon, (<i>suite</i>), par M. L. Massip.	548
Table des Matières	565

Le Directeur-Gérant,
AD. MAGEN.

Agen, Imprimerie V^e Lamy, rue Voltaire, 43. *P.*

University of California
SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
405 Hilgard Avenue, Los Angeles, CA 90024-1388
Return this material to the library
from which it was borrowed.

DC
611
A16R3
v.14

UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY



A 000 245 455 1

